







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**16e Législature - 1re session**

**Vol. 1 - Séances du 17 décembre 1923 au 19 février 1924**

**1923-1924**





# D É B A T S

*de*

***l'Assemblée législative***

---

16e Législature - 1re session

Vol. 1 - Séances du 17 décembre 1923 au 19 février 1924

**1923-1924**

Texte établi par Maurice Pellerin

---

Québec

Service de la reconstitution des débats

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

1996

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre. V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

<b>Direction:</b>	Jocelyn Saint-Pierre
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Maurice Pellerin
<b>Traduction:</b>	Suzanne L'Allier
<b>Transcription:</b>	Suzanne Turcotte
<b>Révision et édition:</b>	Lucie Perron-Légère
<b>Indexation:</b>	Catherine Lamy
<b>Collaboration:</b>	Gilles Gallichan

Tous droits réservés  
Dépôt légal - 3e trimestre 1996  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-551-17088-5  
ISSN 0847-4273

## PRÉFACE

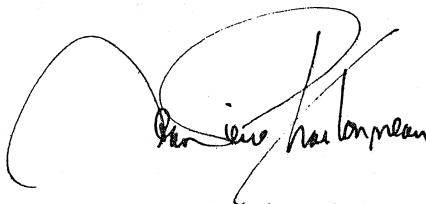
Au début d'un nouveau mandat comme Président de l'Assemblée nationale, il m'apparaît important de souligner la publication des débats reconstitués de la session de 1923-1924, qui s'ajoute à la collection déjà imposante d'une vingtaine de sessions publiées jusqu'ici et d'une dizaine d'autres à la révision. Cette série de travaux est, à mon avis, essentielle à la connaissance des valeurs sociales, culturelles et démocratiques du peuple québécois, lesquelles se dégagent en partie des gestes et paroles de ses représentants.

Au moment où l'on souligne partout l'importance pour les citoyens de mieux connaître leur histoire, il est inutile d'insister sur la justification d'un service qui, depuis 15 ans, a déployé tant d'efforts pour la reconstruction et la publication d'une source considérée par tous comme essentielle à la connaissance de notre passé. Nos débats parlementaires font partie de l'héritage de notre époque. Les débats d'hier, même après 70 ans d'oubli, peuvent jeter aussi un éclairage nouveau sur les questions actuelles et le discours politique peut gagner en qualité et en profondeur à la lumière d'une perspective historique jusque-là inaccessible.

À la lecture des débats de cette session, j'ai pu constater une similitude et une continuité dans les grandes préoccupations des élu-e-s à travers les différentes étapes de l'évolution du Québec. C'est le cas pour plusieurs questions comme les ressources naturelles, la langue, l'autonomie provinciale, etc. On y aperçoit aussi des différences dans la façon de gouverner, les mentalités et le style des discours. Tous ces éléments dispersés du parlementarisme, maintenant reconstitués, nous sont parvenus grâce aux journalistes de la Tribune de la presse, qui ont reproduit dans leurs journaux respectifs, depuis plus d'un siècle, des extraits plus ou moins longs de ces séances.

Le texte de la session de 1923-1924 a été reconstitué à l'aide de l'ordinateur. C'était une première. On permet ainsi la comparaison rapide des sources consultées et l'économie d'une deuxième transcription. La publication et la diffusion de ces débats, établis selon une méthode rigoureuse par des professionnels, me paraissent grandement souhaitables. Il s'agit véritablement d'une reprise du *Journal des débats* pour la période manquante. Les paroles et gestes de nos prédécesseurs méritent à cet égard le même traitement que nos propres débats. C'est le jugement de l'histoire qui départagera les mérites des uns et des autres.

Le Président de l'Assemblée nationale

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Jean-Pierre Charbonneau', with a large, stylized flourish at the end.

Jean-Pierre Charbonneau



## FAITS MARQUANTS DE LA SESSION

À l'ouverture de la session, le 17 décembre 1923, l'aspect de l'Assemblée législative s'est passablement transformé comparativement à l'année précédente. Un nouveau lieutenant-gouverneur, Louis-Philippe Brodeur, préside à la cérémonie d'ouverture, mais mourra dans quelques semaines. L'Assemblée compte quatre membres de plus, soit 85 au lieu de 81, et présente plusieurs nouvelles figures: plus du tiers des députés, soit 34 sur 85, viennent siéger en Chambre pour la première fois. Ces changements sont survenus à la suite des élections générales du 5 février 1923 et des élections partielles du 22 octobre 1923.

Aux élections générales, le Parti libéral garde une forte majorité, mais l'opposition a quand même enlevé aux libéraux la plupart des circonscriptions de l'île de Montréal (13 sur 15) et plusieurs villes importantes de la province telles que Québec, Sherbrooke, Valleyfield. Duplessis a même failli l'emporter dans Trois-Rivières. L'opposition a gagné la confiance des villes en dénonçant leurs trop grandes obligations, leur perte d'autonomie et l'ingérence indue du gouvernement dans leur administration, comme elle continuera de le faire tout au cours de la session en Chambre. Montréal particulièrement est devenue, selon l'opposition, la «vache à lait» de la province, en payant continuellement pour le reste de la province. Par contre, l'opposition n'a pas obtenu le même succès dans les campagnes et elle en signale l'une des causes principales dans le choix par le gouvernement d'une saison impraticable pour la tenue des élections, alors qu'un bon nombre d'électeurs des campagnes n'ont pu se rendre voter à cause du mauvais temps.

Au lendemain des élections générales, le Parti libéral détient 64 sièges et les conservateurs, 19; il y a également un indépendant et un député ouvrier. Mais des changements interviennent au cours même de l'année: deux décès, deux démissions et une annulation dans des circonscriptions d'allégeance libérale. Quatre de ces circonscriptions restent cependant aux mains des libéraux à la suite des élections partielles du mois d'octobre.

Le jour de l'ouverture de la session, la répartition des partis en Chambre est la suivante: 63 libéraux, 19 conservateurs, 1 libéral indépendant, 1 ouvrier, 1 siège vacant. Pour la première fois depuis plus de 10 ans, le Parti conservateur forme une opposition forte, équilibrée et représentative. Aux deux dernières élections générales, en 1916 et en 1919, les libéraux avaient gagné presque toutes les circonscriptions et n'avaient laissé respectivement que six et cinq sièges aux conservateurs, qui étaient parfois réduits en Chambre à emprunter des députés de la droite pour demander un vote.

Cette fois-ci, cependant, l'opposition sort renforcée non seulement en quantité, mais aussi en qualité. Elle se trouve constituée des membres suivants: 5 anciens députés qui ont résisté pendant la difficile période antérieure: MM. Dufresne (Joliette), Gault (Saint-Georges), Renaud (Laval), Sauvé (Deux-Montagnes) et Smart (Westmount); 2 revenants, vieux routiers aguerris aux luttes parlementaires: M. Plante (Beauharnois), le doyen de l'opposition, et M. Patenaude (Jacques-Cartier) que les ministériels se plaisent à désigner comme chef de l'opposition pour créer une rivalité Sauvé-Patenaude; 12 nouveaux venus, dont quelques-uns peuvent susciter par leur talent des discussions et des débats intéressants: MM. Duranleau (Laurier), Faucher (Québec-Centre), Houde (Sainte-Marie), Pellerin (Maison-neuve) et Bray (Saint-Henri). C'est toujours M. Sauvé qui est à la tête de l'opposition, et cela depuis sept ans.

Du côté gouvernemental, M. Taschereau est entouré de 62 collègues, dont 17 nouveaux, et, parmi ces derniers, un revenant défait en 1919, M. Bouchard de Saint-Hyacinthe. Le cabinet reste le même qu'à la législature précédente, à une seule exception près, M. Martin Madden nommé ministre sans portefeuille le 7 novembre 1923. Le ministre de la Voirie, M. Perron, siège au Conseil législatif depuis 1916, et c'est le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, M. Perrault, comme toujours, qui est son porte-parole à

l'Assemblée. Avec cette représentation majoritaire et un cabinet d'expérience, le gouvernement n'est pas en danger pour la session qui vient, mais subit tout de même l'assaut d'une opposition vigoureuse, qu'il n'a pas connue depuis le départ des Bourassa, Lavergne et Prévost. À la présidence, M. Francoeur est élu pour un deuxième mandat et, à la vice-présidence, M. Laferté pour un premier mandat.

Dès les premiers jours de la session, pendant le débat sur l'adresse, la vigueur de la nouvelle Assemblée se fait sentir: on prononce à cette occasion, ce qui ne s'est pas produit depuis longtemps, un total de 23 discours, dont 12 du côté ministériel et 11 du côté de l'opposition. On consacre ainsi quatre jours à la politique générale du gouvernement, du 18 au 21 décembre. Comme d'habitude, on y discute non seulement du contenu du discours du trône, mais de questions diverses, plus ou moins pertinentes au sujet.

À la reprise de la session après les fêtes, lors du débat sur le budget, le même phénomène se reproduit. L'opposition étant plus nombreuse, on discute en effet beaucoup et longtemps: 24 discours sont prononcés du 15 au 24 janvier. Le trésorier annonce un surplus qui dépasse le million et vante la situation financière de la province, mais les droits sur les successions à eux seuls ont rapporté pour la dernière année plus de deux millions et demi. La critique de l'opposition porte, à l'égard du budget, surtout sur deux points: l'augmentation de la dette publique qui s'élève à près de 60 millions et le fardeau des taxes qui permet le surplus, mais qui écrase le peuple, selon les termes mêmes de l'opposition. Le débat aboutit à un vote sur une motion d'amendement présentée par le chef de l'opposition, qui demande au gouvernement de diminuer les taxes et de mettre fin à l'émigration aux États-Unis.

Autre signe du changement: pendant la session, il y a 29 votes par appel nominal, et c'est le plus souvent l'opposition qui les réclame: tantôt à propos de projets de loi publics d'une certaine importance comme la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale, l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup, la Commission métropolitaine de Montréal, le département des Affaires municipales, l'adoption, la charte de la ville de Québec, etc.; tantôt à propos de motions demandant par exemple une enquête sur la Commission des liqueurs. Vers la fin de la session, l'opposition prépare, comme elle n'a pu le faire depuis longtemps, une série de motions de non-confiance reprochant au gouvernement de ne pas avoir agi dans plusieurs secteurs, soit donner à la classe ouvrière une représentation au sein du Cabinet, convoquer le comité d'agriculture et de colonisation pour étudier la crise agricole et le problème de l'exode rural, fournir les renseignements demandés en Chambre par l'opposition et améliorer le sort des ouvriers, des colons et des cultivateurs.

Les journaux de l'époque, notamment *la Presse*, signalent l'abondance des discours prononcés pendant cette session, non seulement à l'occasion des grands débats sur l'adresse et sur le budget, mais aussi dans l'ensemble des petits débats provoqués par les motions de l'opposition, de sorte qu'on obtient une moyenne d'au moins cinq discours par séance, moyenne qui n'a pas été atteinte très souvent dans les sessions antérieures. Si l'on parcourt la série des interpellations et des demandes de renseignements faites par l'opposition, l'on peut voir que l'opposition est fort active et qu'elle pose plus de 300 questions pour tenter d'éclairer quelque peu certains coins plus obscurs de l'administration libérale.

### Grands débats

#### Fusion de deux banques

L'un des premiers débats de la session survient avant même que le grand débat sur le budget soit terminé et il dure quatre séances. Il est soulevé par une mesure d'urgence du premier ministre Taschereau sur la fusion de la Banque Nationale et de la Banque d'Hochelaga. À cette occasion, 18 orateurs prennent la parole et la Chambre vote quatre fois. On considère alors cette mesure comme l'une des plus sérieuses que le Parlement ait été



appelé à étudier depuis la Confédération, puisqu'elle accorde un crédit de 15 millions aux deux banques qui veulent fusionner, ce qui est considérable pour l'époque. D'autre part, la mesure contient un aspect un peu délicat, en évitant des pertes aux actionnaires et aux déposants de la Banque Nationale en difficulté, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et des amis du premier ministre. Le gouvernement veut faire adopter ce projet en urgence pour éviter une perturbation économique qui pourrait, croit-il, retarder le progrès de la province de 50 ans. L'opposition réclame une enquête sur l'administration de la banque en difficulté et cherche à obtenir plus de renseignements.

### Commission des liqueurs

La Commission des liqueurs, établie depuis trois ans seulement, est le principal cheval de bataille de l'opposition au cours de la session, comme ce fut le cas pendant les élections. L'opposition exploite toutes les circonstances qui se présentent et que peut fournir la procédure de la Chambre pour demander des renseignements et critiquer le gouvernement à ce sujet. C'est la question sur laquelle elle revient le plus souvent à la période des interpellations, soit une quarantaine de fois, et sous différents aspects: les noms et salaires des employés, les dépenses de publicité, les noms des fournisseurs, le chiffre d'affaires de chaque magasin, les noms des inspecteurs, la quantité d'alcool vendue, etc.

L'opposition critique aussi, à différentes occasions, l'administration de la loi des liqueurs, l'augmentation de la contrebande, le système de la vente d'une bouteille à la fois, les pièges tendus par certains inspecteurs, les arrestations sans mandat pour ceux qui enfreignent la loi, l'interdiction de la vente générale de la bière et des vins aux repas. Le gouvernement se défend d'encourager la consommation, souligne l'augmentation de la tempérance et prétend consacrer les revenus de la commission à la colonisation, à l'éducation et aux chemins.

L'opposition réclame même une enquête parlementaire spéciale sur l'administration de la Commission des liqueurs. La demande est accordée cette fois - l'an dernier, on l'avait refusée - avec une modification que le trésorier fait adopter et qui limite les pouvoirs du comité. L'enquête est confiée au comité des comptes publics. Plusieurs témoins sont entendus, entre autres le président, mais ils refusent de fournir les renseignements demandés par l'opposition, en particulier les noms des fournisseurs de la commission et les prix payés pour les alcools. L'opposition proteste vigoureusement en comité et en Chambre, et demande en vain que l'enquête se poursuive.

### Politique de la voirie

Après la Commission des liqueurs, la voirie est la question la plus souvent discutée. L'opposition critique les travaux de construction et d'entretien des chemins dans plusieurs comtés et croit y découvrir du patronage et du gaspillage. Elle prétend que la politique générale de la voirie a abouti à un désastre. Le gouvernement et les municipalités ont été entraînés dans des dépenses qu'elle juge exorbitantes. Le gouvernement a consacré près de 40 millions pour la construction des chemins depuis l'adoption de la loi des bons chemins de 1912 et, seulement pour l'année qui se termine, deux millions et demi pour l'entretien des chemins. Les municipalités, pour leur part, ont emprunté 24 millions pour la voirie, pour la construction et l'entretien des chemins. L'opposition reproche au gouvernement d'entraver la liberté des municipalités en les obligeant à payer pour les chemins, d'avoir été négligent dans sa politique en faisant des routes de mauvaise qualité et en engageant des ingénieurs incompetents, d'avoir construit de grandes routes surtout pour l'usage des touristes. Pour le gouvernement, le réseau de routes de la province est l'un des plus beaux qui puisse se voir au Canada et constitue un actif important dont toute la province bénéficie par la venue de touristes américains qui ont dépensé ici plus de 15 millions, par le développement des centres ruraux et par l'accessibilité des marchés pour les cultivateurs qui peuvent y écouler leurs produits.

## Agriculture

L'agriculture est aussi l'occasion de fréquents débats, surtout entre le chef de l'opposition et le ministre Caron. L'opposition revient tout au long de la session sur la situation agricole et la crise qui sévit dans ce secteur et elle en tient le gouvernement responsable. Elle déplore les nombreuses faillites de cultivateurs, l'absence d'un crédit agricole pour les aider en cette période difficile, le manque de marchés pour leurs produits, les maigres récoltes depuis deux ans, le fardeau des taxes élevées qui pèse sur eux, les maisons abandonnées et placardées de planches à la campagne. Le gouvernement, de son côté, prétend avoir fait tout son possible pour aider la classe agricole: il a encouragé l'éducation agricole, fondé des écoles d'agriculture, nommé des agronomes, établi des fermes de démonstration, organisé le contrôle laitier, fondé des sociétés coopératives, construit des beurrieres et des fromageries, participé au drainage des terres, créé des cercles agricoles, amélioré la voirie. Il rejette donc toute responsabilité dans cette crise et en trouve plutôt les causes dans les dépenses de guerre et les taxes élevées du gouvernement fédéral, dans la loi des faillites d'Ottawa qui a ruiné le crédit agricole et dans le manque de marchés par suite du rejet de la réciprocité par les conservateurs.

## Colonisation

La colonisation et ses problèmes sont un autre leitmotiv des débats. Deux semaines avant le début de la session avait eu lieu, d'ailleurs, le congrès de la colonisation où l'on avait discuté les grands problèmes de la colonisation, la division de la province en zones forestières et en zones agricoles, les causes de la désertion chez les colons, leurs difficultés financières, source de leur découragement. En Chambre, l'opposition revient sur ces questions. Selon elle, au congrès on n'aurait pas permis la libre expression d'opinions chez les colons, la politique de colonisation du gouvernement aurait abouti à la banqueroute, il existerait encore de nombreux conflits entre les colons et les marchands de bois, les subsides de la colonisation seraient donnés à des partisans et à des entrepreneurs de chemins, et non aux colons. Contrairement à ce que prétend l'opposition, le gouvernement soutient que les colons n'ont pas été abandonnés, que la colonisation est loin d'être morte et que les colons ne quittent pas les régions de colonisation. Il se vante d'avoir dépensé plus de six millions pour les colons depuis quatre ans, d'avoir contribué à la fondation d'une cinquantaine de paroisses depuis la même période, d'avoir ouvert au-delà de 6000 chemins depuis deux ans, d'avoir distribué des primes de défrichement, ce qui ne se fait dans aucune autre province. Enfin, il présente un projet de loi qui, croit-il, permettra d'éviter les conflits entre le colon et le marchand de bois: le colon aura huit acres de bois en pleine propriété sur son lot et le marchand de bois verra son délai réduit de 20 à 16 mois pour l'exploitation forestière des lots. Les demandes de l'opposition allaient dans ce sens et encore plus loin, depuis près de 20 ans, lorsqu'elle réclamait la séparation effective du domaine forestier et des terres propres à la colonisation.

## Patronage et favoritisme

L'opposition s'en prend, dans ses nombreuses interpellations, au régime de favoritisme que le gouvernement Taschereau met sur pied et que M. Duplessis débusquera, avec succès, quelques années plus tard. Elle pose des questions sur les favoris du régime, les parents et les cumulards, qui sont ainsi mieux connus du public. Elle se demande comment l'assistant procureur général, M. Lanctôt, en plus de sa fonction, a pu recevoir des honoraires comme membre de la Commission de la refonte des statuts et comme avocat de clients demandant la constitution en corporation de compagnies. Elle découvre à la suite de ses questions que les trois fils de M. Lanctôt ont été employés à la Voirie, que son gendre, M. Carbonneau, est commis au département de la Colonisation, que son secrétaire, M. Dusault, a cumulé plusieurs fonctions et reçu plusieurs honoraires; que le fils du premier ministre a travaillé pendant les trois dernières vacances d'été comme aide-ingénieur à la Voirie; que le fils du ministre Caron est fonctionnaire au département de l'Agriculture et

aussi secrétaire à la Commission du service civil; que le gouvernement a loué des bureaux appartenant au beau-père du fils du ministre Caron. L'opposition oblige le gouvernement à fournir des explications sur les comptes de dépenses de M. Lanctôt, qui s'élèvent à plus de 200 000 \$, et à communiquer la liste des sommes d'argent versées à certains journaux pour des fins d'impression ou de publicité. Elle pose également des questions sur les frais de déplacement des sous-ministres.

### Santé publique

Sur la santé publique, la droite et la gauche tombent d'accord sur plusieurs points. D'abord, sur la nécessité de combattre ce qu'on appelle alors les «deux fléaux» qui exercent des ravages au sein de la population québécoise: la tuberculose et la mortalité infantile. Le gouvernement a la conviction de faire tout son possible à cet égard: il compte dépenser trois millions en cinq ans et présente aussi une mesure qui prévoit un octroi supplémentaire de 500 000 \$ pour l'établissement de dispensaires dans tous les centres de la province et pour la poursuite d'une campagne d'éducation. À l'époque les moyens sont limités, cependant, et l'on considère que le soleil et l'air pur sont les meilleurs remèdes à la tuberculose. Il n'y a pas de discussion sur le principe même de cette dépense, mais les débats sur ce projet de loi se prolongent quand même pendant quatre séances. L'opposition reproche au gouvernement de ne pas aller assez loin et lui fait des suggestions sur les moyens pratiques d'obtenir des résultats plus efficaces. Elle demande aussi que le gouvernement accepte l'aide du propriétaire du *Star*, Lord Atholstan, qui est prêt à donner un demi-million de dollars pour le traitement des tuberculeux, mais à certaines conditions. Ces conditions soulèvent plusieurs questions.

### Richesses naturelles

Deux déclarations du premier ministre attirent l'attention alors qu'il est question de richesses naturelles en Chambre: ce sont des appels en faveur de l'autonomie de la province. Dans la première, il demande au gouvernement fédéral de ne pas intervenir dans l'administration des richesses naturelles et de se souvenir que ce secteur est du ressort des gouvernements provinciaux: il faut laisser à Québec le soin exclusif de la protection et de l'exploitation de ses richesses naturelles, et notamment de ses forêts. Dans la seconde déclaration, il réaffirme la juridiction exclusive que possède le Québec sur son fleuve et sur les aménagements hydrauliques futurs. Si les gouvernements américain et canadien décident de procéder à la canalisation du Saint-Laurent, ils devront le faire sans empiéter sur les droits de la province et sans lui enlever une goutte d'eau: "Je nie, dit-il sur un ton catégorique, à toute autorité autre que celle de notre législature le droit d'aliéner une parcelle de notre domaine provincial. On devra respecter notre autonomie."

Les ressources naturelles soulèvent beaucoup de discussions. Il est question, à plusieurs reprises, de concessions forestières et de construction de barrages. Le gouvernement présente cinq projets de loi pour l'aménagement de pouvoirs hydrauliques, car il le juge nécessaire à la prospérité de la province. L'opposition ne ménage pas ses critiques, surtout au sujet de la vente des concessions forestières du bassin de la rivière Manicouagan. Elle dénonce, à chaque occasion, la vente des richesses forestières, hydrauliques ou minières à des compagnies étrangères ou à des compagnies dont les membres sont des amis du gouvernement, pour des prix qu'elle juge ridiculement bas, et elle s'inquiète de la durée des ressources naturelles. "On regrettera bientôt, s'écrit M. Patenaude, d'avoir vendu nos richesses pour un plat de lentilles. Nous laissons partir le meilleur de notre sang pour le remplacer par un peu d'or et beaucoup d'influence étrangère." Les expropriations nécessitées par le nouveau barrage du lac Kénogami font aussi l'objet de vifs débats pendant une séance complète.

**Projets de loi importants**

Outre les projets de loi déjà mentionnés sur la fusion de deux banques, la lutte antituberculeuse et la construction de barrages, le gouvernement présente quelques autres mesures d'importance, qui suscitent d'assez longues discussions: la loi pour protéger l'épargne populaire en ce qui concerne les obligations, la loi pour taxer la gasoline, la loi pour modifier le tarif des licences d'automobile, la loi sur l'adoption, la loi pour exercer un contrôle plus efficace sur les finances des municipalités, la loi pour réduire les droits sur les successions, la loi sur l'avance de l'heure.

Un projet de loi présenté par le député conservateur Smart sur l'instruction des juifs donne lieu à des débats prolongés entre anglophones protestants et juifs, en proposant de rappeler une loi de 1903 qui a permis aux enfants juifs d'être considérés comme protestants pour les fins scolaires, mais le premier ministre réussit à gagner du temps en proposant qu'on confie à un comité cette grave question des écoles juives. Autre projet de loi litigieux, celui de la charte de Québec, auquel le premier ministre fait ajouter, à la dernière minute, un article qui assure aux électeurs anglo-protestants de Québec, en vertu d'une double votation, un représentant au conseil municipal. Ce privilège conféré à la minorité anglophone de Québec donne, selon le gouvernement, l'exemple de la générosité et invite les gouvernements des autres provinces à faire des gestes semblables; pour l'opposition, c'est un précédent dangereux, indéfendable à tous égards, qu'on pourrait regretter, car toutes les minorités dans n'importe quelle ville pourront demander le même privilège.

Maurice Pellerin

## ANALYSE DES JOURNAUX ET DES SOURCES

La Tribune de la presse pour la session 1923-1924 se compose des membres suivants:

Chassé, Edmond, *L'Événement*  
Cinq-Mars, Alonzo, *La Presse*, trésorier  
Desjardins, Louis-Philippe, *La Patrie*  
Donovan, Ewart E., *The Quebec Chronicle*, vice-président  
Fortier, Jean-Marie, *Le Soleil*  
Gagnon, Joseph-Amédée, *Le Quotidien*  
Ghewey, Gilbert W., *The Montreal Daily Star*  
Lapierre, Hervé, *Le Canada*, vice-président  
Masson, Irénée, *L'Action catholique*, président  
O'Farrell, William R., *Canadian Press*  
Potvin, Damase, *Le Soleil*, secrétaire  
Roberts, Georges, *The Montreal Herald*  
Robillard, Louis, *Le Devoir*  
Vineberg, Abel, *The Gazette*

Dans la première étape de la reconstitution, ce qu'on appelle la version de base, 11 journaux ont servi à l'établissement du texte, soit sept quotidiens de langue française et quatre de langue anglaise. Parmi ces quotidiens, *L'Événement* et *le Soleil* ont fourni la trame de fond, environ 60% de toute l'information recueillie. *L'Événement*, dans sa chronique quotidienne, présente le plus souvent un résumé de la séance et le compte rendu détaillé des débats que ce journal juge utile à ses électeurs, mais il met l'accent, plus que les autres journaux, sur certains petits faits ou détails, les joutes d'esprit, les échanges de mots mordants, la procédure, les rappels historiques, la description de traits physiques ou comportementaux chez les parlementaires. D'allégeance conservatrice, il retient néanmoins les discours du parti ministériel et présente dans l'ensemble une version assez équilibrée des débats.

*Le Soleil*, comme *L'Événement* d'ailleurs, fournit un compte rendu assez objectif des débats eux-mêmes, mais se montre plus partisan dans ses commentaires, dans le choix des discours ou des interventions retenues. Au lieu de rapporter in extenso les paroles des députés de l'opposition, il se contente souvent d'en donner de courts résumés et, dans ses remarques, il insère parfois des éléments négatifs à l'égard de l'opposition. Ainsi, écrit-il, l'opposition a fait perdre du temps à la Chambre par ses questions inopportunes, elle s'est révélée «intellectuellement paresseuse, certainement sans génie», son chef a réédité la «kyrielle de ses plaintes» et adopté «un ton passablement ennuyeux». Par contre, il ne tarit pas d'éloges pour les «discours bien tournés», «précis et mesurés» des députés libéraux, et il les reproduit souvent intégralement.

*La Presse* et *la Patrie* sont les journaux où l'on trouve le plus d'information après les deux premiers déjà mentionnés. *La Presse*, d'allégeance libérale, critique parfois l'attitude de l'opposition, comme dans l'enquête sur la Commission des liqueurs, mais rend compte de certains discours de l'opposition à l'occasion: ainsi par exemple, pour la séance du 27 février, le discours de M. Dufresne sur la loi des faillites et celui de M. L'Archevêque sur la fusion de compagnies d'électricité ne sont pas reproduits d'une façon aussi complète dans les autres quotidiens. *La Patrie* se montre plutôt neutre dans ses chroniques et ne critique guère aucun des partis.

*L'Action catholique*, *le Devoir* et *le Canada* ne fournissent pas de chroniques aussi complètes que les autres journaux, mais des éléments complémentaires. *L'Action catholique* fait moins de commentaires partisans que les deux derniers journaux. *Le Devoir* surtout se montre critique à l'égard du gouvernement et cette tendance se manifeste de diverses façons. Il détaille les abus, les faveurs ou le patronage du régime, ce qu'il appelle «des tranches du fromage ministériel». Il compose des titres partisans tels que: «Le projecteur de l'opposition éclaire des coins obscurs de l'administration»,

«L'opposition tend ses filets». Il insère des commentaires peu flatteurs dans les chroniques, et le directeur, M. Bourassa, rédige parfois des éditoriaux très durs à l'égard de l'administration Taschereau qui se caractérise, selon lui, par l'incohérence, l'étroitesse d'esprit, le favoritisme et l'arbitraire.

Les journaux anglophones ne fournissent pas beaucoup d'informations qu'on ne trouve pas dans les journaux francophones, mais le *Quebec Chronicle* et le *Star* sont les plus utiles parmi ces journaux. La *Gazette*, habituellement du côté de l'opposition, se rallie à la position gouvernementale dans l'affaire de la fusion des banques, au déplaisir du chef de l'opposition. Il est aussi beaucoup question du *Star* pendant la session, par suite de l'offre que son propriétaire, Lord Atholstan, fait au gouvernement pour combattre la tuberculose. Le *Herald* n'apporte pratiquement aucun élément utile pour les débats.

Il est intéressant de souligner qu'on retrouve parfois le même texte de certains discours dans différents journaux de tendances même opposées. C'est le cas de quelques discours ministériels parus à la fois dans *le Devoir* et *le Soleil*, comme ceux du premier ministre, le 19 décembre et le 17 janvier, ceux du ministre Perrault le 20 décembre et le 16 janvier, celui du ministre Caron, le 15 janvier. Un discours du chef de l'opposition, le 23 janvier, se retrouve intégralement dans *le Soleil*, *l'Action catholique*, *la Patrie*, *la Presse* et *le Devoir*. Ces discours furent jugés sans doute plus importants et remis directement aux journaux par les parlementaires.

Outre ces 11 journaux choisis pour établir la version de base, une douzaine de quotidiens et d'hebdo ont été consultés et seuls quelques éléments nouveaux ont pu être trouvés. La *Tribune* de Sherbrooke fournit habituellement la même version que *le Soleil*, mais à l'occasion ajoute quelques paragraphes qu'on ne trouve qu'en anglais dans la *Gazette* et le *Chronicle*. Le *Nouvelliste* présente le même texte que celui de *l'Événement*. La *Minerve*, journal dirigé par M. Sauvé, curieusement ne rapporte pas de discours de l'opposition qu'on ne trouve pas ailleurs, mais s'attaque durement au gouvernement. *L'Avenir du Nord*, libéral, ne contient pratiquement rien de nouveau, comme *l'Union des Cantons de l'Est* et *le Progrès du Saguenay*. Dans un hebdo conservateur, *l'Étoile du Nord*, on retrouve cependant trois discours complets d'un député de la région, M. Dufresne, alors qu'ailleurs il n'y a que des fragments de ces discours.

Maurice Pellerin

## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Avenir du Nord, L'*  
*Courier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Matin, Le*  
*Minerve, La*  
*Nouvelliste, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Sherbrooke Daily Record*  
*Sentinelle, La*  
*Tribune, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*

### Autres sources

*Appendices aux Journaux de l'Assemblée législative, Comité des comptes publics, 1923-24*

*Bills, 1<sup>re</sup> session, 16<sup>e</sup> Parlement, 1923*

*Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LVIII: Session 1923-24, Quebec, Telegraph Printing Company, 1924, x, 468, lxxxiii p.*

*Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1923-1924, vol. LVIII, Québec, Le Soleil limitée, 1924, x, 466, lxxxi p.*

*Statuts de la province de Québec, 14 George V, Québec, Imprimé par Ls-A. Proulx, 1924, 498 p.*





## TABLE DES MATIÈRES

Préface .....	v
Faits marquants de la session de 1923-1924 .....	vii
Analyse des journaux et des sources .....	xiii
Bibliographie .....	xv
L'Exécutif en 1923-1924 .....	xxi
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxii
Par ordre de circonscription .....	xxiv
Débats	
Séance du 17 décembre 1923 .....	1
Séance du 18 décembre 1923 .....	9
Séance du 19 décembre 1923 .....	17
Séance du 20 décembre 1923 .....	37
Séance du 21 décembre 1923 .....	61
Séance du 8 janvier 1924 .....	79
Séance du 9 janvier 1924 .....	83
Séance du 10 janvier 1924 .....	93
Séance du 11 janvier 1924 .....	123
Séance du 14 janvier 1924 .....	129
Séance du 15 janvier 1924 .....	137
Séance du 16 janvier 1924 .....	155
Séance du 17 janvier 1924 .....	179
Séance du 18 janvier 1924 .....	201
Séance du 21 janvier 1924 .....	211
Séance du 22 janvier 1924 .....	219
Séance du 23 janvier 1924 .....	235
Séance du 24 janvier 1924 .....	261

Séance du 25 janvier 1924 .....	287
Séance du 28 janvier 1924 .....	295
Séance du 29 janvier 1924 .....	303
Séance du 30 janvier 1924 .....	315
Séance du 31 janvier 1924 .....	329
Séance du 1 <sup>er</sup> février 1924 .....	341
Séance du 4 février 1924 .....	349
Séance du 5 février 1924 .....	359
Séance du 6 février 1924 .....	373
Séance du 7 février 1924 .....	393
Séance du 8 février 1924 .....	407
Séance du 11 février 1924 .....	413
Séance du 12 février 1924 .....	425
Séance du 13 février 1924 .....	441
Séance du 14 février 1924 .....	455
Séance du 15 février 1924 .....	469
Séance du 18 février 1924 .....	479
Séance du 19 février 1924 .....	493
Séance du 20 février 1924 .....	521
Séance du 21 février 1924 .....	539
Séance du 22 février 1924 .....	555
Séance du 25 février 1924 .....	561
Séance du 26 février 1924 .....	573
Séance du 27 février 1924 .....	595
Séance du 28 février 1924 .....	615
Séance du 29 février 1924 .....	625
Séance du 3 mars 1924 .....	633
Séance du 4 mars 1924 .....	647

	xix
Séance du 5 mars 1924 .....	667
Séance du 6 mars 1924 .....	683
Séance du 7 mars 1924 .....	703
Séance du 10 mars 1924 .....	725
Séances du 11 mars 1924 .....	741
Séances du 12 mars 1924 .....	769
Séances du 13 mars 1924 .....	799
Séances du 14 mars 1924 .....	829
Séances du 15 mars 1924 .....	863
 Index des participants .....	 883
Index des sujets .....	931
Liste des bills publics et privés .....	969



**L'HONORABLE LOUIS-PHILIPPE BRODEUR**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1923-1924**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines  
et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire de la province

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

L'honorable Jacob Nicol, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable Martin Madden, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BAILLARGEON, Cyrille	L	Frontenac
BEAUDOIN, Joseph-Ambroise-Eusèbe	C	Montréal-Saint-Jacques
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERNARD, Cyrille-Améric	L	Rouville
BERTRAND, Pierre	O	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	C	Stanstead
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUCHARD, Téléphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BRAY, Joseph Allan	C	Montréal-Saint-Henri
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
DURANLEAU, Alfred	C	Montréal-Laurier
FAUCHER, Pierre-Vincent	C	Québec-Centre
FORTIER, Joseph-Hugues	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
HAMEL, Édouard	L	Portneuf
HAY, John	L	Argenteuil
HOUDE, Camillien	C	Montréal-Sainte-Marie
HUSHION, William James	L	Montréal-Sainte-Anne
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAFOND, Joseph-Roméo	L	Hull
LAFRENIÈRE, Jean-Baptiste	L	Richelieu
LAFRENIÈRE, Siméon	L	Berthier
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Jules	C	Témiscouata
LAPERRIÈRE, David	L	Yamaska
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
L'ARCHEVÊQUE, Adolphe	C	Montréal-Mercier
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LORTIE, Joseph-Arthur	C	Soulanges

Député	Allégeance politique	Circonscription
LORTIE, Pierre	L	Labelle
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER, Honoré, fils	L	Châteauguay
MERCIER, Louis-Philippe	L	Trois-Rivières
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MORIN, Nérée	L	Kamouraska
NICOL, Jacob	L	Compton
OLIVER, Carlton James	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PATENAUDE, Ésiöff-Léon	C	Jacques-Cartier
PELLERIN, Jean-Marie	C	Maisonneuve
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PLANTE, Arthur	C	Beauharnois
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD, Joseph-Olier	C	Laval
RICARD, Léonide-Nestor-Arthur	L	Saint-Maurice
RICHARD, Jean-Marie	L	Verchères
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SAYER, Ernest Walter	C	Montréal-Saint-Laurent
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TÉTREAUX, Ernest	L I	Montréal-Dorion
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THURBER, Alexandre	L	Chambly
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
Abitibi	L	AUTHIER, Hector
Argenteuil	L	HAY, John
Arthabaska	L	PERRAULT, Joseph-Édouard
Bagot	L	PHANEUF, Joseph-Émery
Beauce	L	FORTIER, Joseph-Hugues
Beauharnois	C	PLANTE, Arthur
Bellechasse	L	GALIPEAULT, Antonin
Berthier	L	LAFRENIÈRE, Siméon
Bonaventure	L	BUGEAUD, Joseph-Fabien
Brome	L	OLIVER, Carlton James
Chambly	L	THURBER, Alexandre
Champlain	L	BORDELEAU, Bruno
Charlevoix-Saguenay	L	DUFOUR, Philippe
Châteauguay	L	MERCIER, Honoré, fils
Chicoutimi	L	DELISLE, Gustave
Compton	L	NICOL, Jacob
Deux-Montagnes	C	SAUVÉ, Arthur
Dorchester	L	OUELLET, Joseph-Charles-Ernest
Drummond	L	LAFERTÉ, Hector
Frontenac	L	BAILLARGEON, Cyrille
Gaspé	L	LEMIEUX, Gustave
Hull	L	LAFOND, Joseph-Roméo
Huntingdon	L	PHILPS, Andrew
Iberville	L	LAMOUREUX, Lucien
Îles-de-la-Madeleine	L	CARON, Joseph-Édouard
Jacques-Cartier	C	PATENAUDE, Ésiolf-Léon
Joliette	C	DUFRESNE, Pierre-Joseph
Kamouraska	L	MORIN, Nérée
Labelle	L	LORTIE, Pierre
Lac-Saint-Jean	L	MOREAU, Émile
L'Assomption	L	REED, Walter
Laval	C	RENAUD, Joseph-Olier
Lévis	L	ROY, Alfred-Valère
L'Islet	L	THÉRIAULT, Élisée
Lotbinière	L	FRANCOEUR, Joseph-Napoléon
Maisonneuve	C	PELLERIN, Jean-Marie
Maskinongé	L	TOURVILLE, Rodolphe
Matane	L	BERGERON, Joseph-Arthur
Matapédia	L	DUFOUR, Joseph
Mégantic	L	LAPIERRE, Lauréat
Missisquoi	L	SAURETTE, Alexandre
Montcalm	L	DANIEL, Joseph-Ferdinand
Montmagny	L	PAQUET, Charles-Abraham
Montmorency	L	TASCHEREAU, Louis-Alexandre
Montréal-Dorion	L I	TÉTREAU, Ernest
Montréal-Laurier	C	DURANLEAU, Alfred
Montréal-Mercier	C	L'ARCHEVÊQUE, Adolphe
Montréal-Sainte-Anne	L	HUSHION, William James



Circonscription	Allégeance politique	Député
Montréal-Sainte-Marie	C	HOUDE, Camillien
Montréal-Saint-Georges	C	GAULT, Charles-Ernest
Montréal-Saint-Henri	C	BRAY, Joseph Allan
Montréal-Saint-Jacques	C	BEAUDOIN, Joseph-Ambroise Eusèbe
Montréal-Saint-Laurent	C	SAYER, Ernest Walter
Montréal-Saint-Louis	L	BERCOVITCH, Peter
Montréal-Verdun	C	LAFLEUR, Pierre-Auguste
Napierville-Laprairie	L	CHARBONNEAU, Joseph-Euclide
Nicolet	L	SAVOIE, Joseph-Alcide
Papineau	L	LAHAIE, Désiré
Pontiac	L	MCDONALD, Wallace Reginald
Portneuf	L	HAMEL, Édouard
Québec-Centre	C	FAUCHER, Pierre-Vincent
Québec-Est	L	LÉTOURNEAU, Louis-Alfred
Québec-Ouest	L	MADDEN, Martin
Richelieu	L	LAFRENIÈRE, Jean-Baptiste
Richmond	L	DESMARAIS, Stanislas-Edmond
Rimouski	L	MOREAULT, Louis-Joseph
Rouville	L	BERNARD, Cyrille-Améric
Saint-Hyacinthe	L	BOUCHARD, Télesphore-Damien
Saint-Jean	L	BOUTHILLIER, Alexis
Saint-Maurice	L	RICARD, Léonide-Nestor-Arthur
Saint-Sauveur	O	BERTRAND, Pierre
Shefford	L	BULLOCK, William Stephen
Soulanges	C	LORTIE, Joseph-Arthur
Stanstead	C	BISSONNET, Alfred-Joseph
Témiscamingue	L	SIMARD, Télesphore
Témiscouata	C	LANGLAIS, Jules
Terrebonne	L	DAVID, Athanase
Trois-Rivières	L	MERCIER, Louis-Philippe
Vaudreuil	L	PILON, Hormisdas
Verchères	L	RICHARD, Jean-Marie
Westmount	C	SMART, Charles Allan
Wolfe	L	LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus
Yamaska	L	LAPERRIÈRE, David



Séance du 17 décembre 1923

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce lundi, dix-sept décembre mil neuf cent vingt-trois, dans la quatorzième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la seizième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1923 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Louis-Napoléon Patenaude, greffier adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés;

À trois heures, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire, et ledit message est comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, les députés se rendent dans la salle du Conseil législatif.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** Honnables Messieurs et Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais, quand ce choix sera fait, Son

Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

Élection de l'Orateur

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que M. Joseph-Napoléon Francoeur, député du collège électoral de Lotbinière, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

(Applaudissements)

En faisant cette intervention, je suis certain de me faire l'interprète de l'opinion unanime de cette Chambre. Le député de Lotbinière (M. Francoeur) a présidé les séances de cette Chambre durant tout le dernier Parlement avec beaucoup de dignité et de fermeté, avec un profond esprit de justice, avec tact et avec courtoisie, et en faisant preuve de connaissances constitutionnelles qui lui assurent tous les titres voulus pour continuer à occuper ce poste important et honorifique.

Il a de plus montré une hospitalité très large et bienveillante, dont je pourrais presque dire que nous avons été parfois les victimes, mais nous en gardons un bon souvenir, puisque nous nous proposons d'aller le revoir souvent.

Il existe une belle tradition dans le protocole parlementaire, celle qui veut que l'Orateur choisi par ses collègues résiste au moment où le proposeur et le second de la motion pour l'élire vont le chercher à son siège, et cela pour démontrer qu'il se croit indigne du poste qu'on lui confie.

J'espère que l'honorable député ne nous rendra pas la tâche trop difficile, à mon collègue, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), et à moi-même, et qu'il ne fera pas trop de résistance, car nous sommes bien déterminés à lui confier la charge de présider la Chambre.

**M. le greffier** soumet la proposition à la Chambre.

Adopté nemine contradicente.

**M. le greffier** déclare M. Joseph-Napoléon Francoeur dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil par l'honorable M. Taschereau et par

l'honorable M. Caron<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur**, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Puis M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse est posée sur le bureau.

#### Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que cette Chambre suspende ses travaux<sup>3</sup>.

Adopté.

#### Reprise de la séance

##### Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette

erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** Monsieur l'Orateur, j'ai ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Les députés reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle du Conseil législatif; que là j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclaté tous ses droits et privilèges, et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

##### Vacances dans les districts électoraux:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, il a adressé

au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux d'Abitibi, de Brome, de Richmond et d'Yamaska.

#### District électoral d'Yamaska

Montréal, 19 septembre 1923

Je, soussigné, député du district électoral d'Yamaska à la législature de Québec, donne par les présentes ma résignation comme tel.

Édouard Ouellette

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency  
J.-É. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

#### District électoral d'Abitibi

Québec, le 27 septembre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'ayant été élu, à la dernière élection générale, député à l'Assemblée législative de Québec pour y représenter les collèges électoraux d'Abitibi et d'Arthabaska, j'opte pour le collège électoral d'Arthabaska et donne ma démission de député du collège électoral d'Abitibi.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments bien distingués.

J.-É. Perrault

Signé en présence de:

E. Moreau,  
député de Lac-Saint-Jean  
J.-É. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

#### Districts électoraux de Richmond et de Brome

Québec, le 3 octobre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite de la mort de MM. Georges-Ervé Denault et William Robert Oliver, les collèges électoraux de Richmond et de Brome sont sans représentant à l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

J.-É. Caron,  
député des Îles-de-la-Madeleine

#### Certificats d'élections:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élections suivants:

#### District électoral de Richmond

Bureau du greffier  
de la couronne en chancellerie

Québec, le 17 décembre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trois octobre mil neuf cent vingt-trois et adressé à M. W. John Ewing, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Richmond, M. Stanislas-Edmond Desmarais, marchand de bois et de charbon à Richmond, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Richmond à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Georges-Ervé Denault, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### District électoral d'Yamaska

Bureau du greffier  
de la couronne en chancellerie

Québec, le 17 décembre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trois octobre mil neuf cent vingt-trois et adressé à M. Louis Véronneau, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Yamaska, M. David Laperrière, marchand à Pierreville, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral d'Yamaska à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Édouard Ouellette, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral de Brome**

Bureau du greffier  
de la couronne en chancellerie

Québec, le 17 décembre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trois octobre mil neuf cent vingt-trois et adressé à M. H. S. Foster, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Knowlton, M. Carlton James Oliver, marchand à Mansonville, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Brome à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. William Robert Oliver, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral d'Abitibi**

Bureau du greffier  
de la couronne en chancellerie

Québec, le 17 décembre 1923

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trois octobre mil neuf cent vingt-trois et adressé à M. C.-A. Lafrance, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Amos, M. Hector Authier<sup>4</sup>, journaliste à Amos, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral d'Abitibi à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Édouard Perrault, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**Prestation des serments d'office**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours du trône**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, depuis qu'il a plu à notre gracieux souverain de m'appeler à remplir les fonctions de lieutenant-gouverneur, c'est la première fois qu'il m'est donné de vous rencontrer. Après vous avoir dit tout le plaisir que j'en éprouve, je crois me faire l'interprète de la législature et de notre population en rendant hommage à mon prédécesseur. Il a mis au service de la province ses éminentes qualités d'homme d'État et de juriste. À Spencer Wood, il a exercé l'hospitalité avec autant de distinction que d'affabilité. Je suis sûr que vous garderez de ses relations avec vous le meilleur souvenir.

En dépit de crises internationales et économiques des plus graves, l'année qui se termine a vu tous les peuples occupés à réparer les désastres de la guerre. Dans cet effort universel, Québec a noblement fait sa part. Mais si, par son esprit d'ordre et de labeur, notre province s'est tenue au premier rang, elle ne peut échapper, comme membre de la Confédération canadienne, au très lourd fardeau qui pèse sur tout le dominion. Nous avons heureusement, pour alléger ce fardeau, une récolte abondante dans son ensemble, une situation financière florissante, un développement rapide de nos ressources naturelles, un peuple hardi et travailleur.

Mon gouvernement compte assurer, à l'heure présente, le progrès de la province par une aide énergique à la colonisation et à l'agriculture, une exploitation sage et prévoyante de nos forêts, la mise en valeur de nos chutes d'eau, le développement de nos pêcheries, la diffusion de l'instruction publique, une campagne vigoureuse en faveur de l'hygiène et des travaux de voirie qui répondent aux besoins les plus urgents.

Les rapports des ministères vous feront voir les résultats déjà acquis dans chacun de ces domaines.

Un grand congrès de colonisation vient d'avoir lieu à Québec. Les colons et les concessionnaires des coupes forestières y ont pris part. La discussion des problèmes difficiles que présen-

tent la colonisation et l'exploitation de la forêt s'y est faite dans le meilleur esprit. Les congressistes ont émis des vœux que mon gouvernement s'appliquera à réaliser, notamment en ce qui concerne la séparation effective du domaine forestier des terres propres à la colonisation, la protection de la forêt contre l'incendie et le rapatriement des nôtres.

Vous serez heureux de constater que les initiatives récemment prises par le gouvernement sont couronnées de succès. Il convient de mentionner entre autres la régie des alcools par l'État, l'assistance publique et la création d'écoles des beaux-arts.

La commission que le gouvernement a instituée pour étudier la loi des accidents du travail et la rendre aussi avantageuse que possible pour l'ouvrier sans trop obérer l'industriel, poursuit activement ses travaux. Le résultat vous en sera communiqué.

Vous serez appelés à légiférer sur divers sujets d'intérêt général.

Les circonstances exigent un contrôle plus efficace des finances municipales. Tout en laissant aux municipalités leur pleine autonomie, le gouvernement sent le besoin de créer un système de comptabilité et de vérification propre à maintenir leur crédit, et dont il pourra s'autoriser pour coopérer avec elles dans l'exécution de travaux qui réclament son concours.

Mon gouvernement désire également protéger l'épargne populaire contre certaines entreprises dont elle a eu maintes fois à souffrir. Il ne se propose nullement d'intervenir dans les affaires légitimes ni d'entraver les opérations financières, mais il croit devoir les subordonner à des restrictions qui rassurent et sauvegardent le public.

Dans Québec, l'autorité gouvernementale a toujours tenu à honneur de pratiquer, en matière scolaire, la plus stricte équité à l'égard des deux groupes dont notre population se compose au point de vue religieux. Comme le surintendant de l'Instruction publique appartient à la majorité, il semble juste de donner à la minorité protestante un fonctionnaire qui ait plus d'autorité pour résoudre les problèmes qui se présentent. Ce fonctionnaire devra rester soumis au surintendant, à qui est confiée la haute direction de l'instruction publique.

Mon gouvernement se propose de modifier la loi relative aux droits sur les successions de façon à la rendre moins onéreuse en certains cas. Il entend aussi réduire l'impôt sur les voitures automobiles en remaniant le tarif de la contribution.

Messieurs de l'Assemblée législative, rapport vous sera fait de la situation financière de la province. Vous y constaterez que les revenus ont considérablement excédé les dépenses, ce qui vaut à Québec la plus enviable réputation dans le monde de la finance. Vous serez invités à voter les crédits que requièrent les services administratifs.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, divers projets de loi relatifs à la colonisation, à la voirie, à l'agriculture et à l'administration de la justice vous seront soumis au cours de cette session. Vous saurez leur donner toute l'attention qu'ils méritent.

Je prie la Providence de bénir vos travaux pour qu'ils contribuent au progrès et au bonheur de notre province.

#### **Prise en considération du discours du trône**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Formation des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un comité spécial de 11 membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Caron et Nicol, MM. Bullock, Daniel, Fortier, Gault, Pilon, Sauvé, Smart et Thériault forment ledit comité spécial.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ne pourriez-vous pas ajouter le nom de M. Patenaude?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement. Comme M. Gault est absent, nous allons le remplacer par M. Patenaude.

La proposition est adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du greffier de la couronne en chancellerie

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du greffier de la couronne en chancellerie sur la seizième élection générale (1923) et sur les élections partielles tenues pendant la législature précédente (1919-1923). (Document de la session no 32)

##### Rapport du ministre de l'Agriculture

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année 1922-1923. (Document de la session no 3)

##### Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1923. (Document de la session no 4)

##### Rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1923. (Document de la session no 7)

##### Rapport du ministre de la Voirie

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie de la province de Québec, 1923. (Document de la session no 21)

##### Annuaire statistique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'annuaire statistique de Québec, 1923. (Document de la session no 19)

##### Rapport du secrétaire et registraire

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1922-1923. (Document de la session no 6)

##### Rapport de l'archiviste

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour l'année 1922-1923. (Document de la session no 30)

##### Statistiques judiciaires

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1922. (Document de la session no 29)

##### Statistiques des institutions d'assistance

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance (hôpitaux d'aliénés, hôpitaux, hospices, sanatoria, etc.), pour l'année 1922. (Document de la session no 24)



**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1922-1923. (Document de la session no 8)

**État financier  
des corporations scolaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires, pour l'année finissant le 30 juin 1922. (Document de la session no 10)

**Rapport du  
service d'hygiène**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport annuel du service provincial d'hygiène de la province de Québec, pour l'année 1922-1923. (Document de la session no 35)

**Rapport du directeur  
de l'Assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1923. (Document de la session no 33)

**Statistiques des  
établissements pénitentiaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires (prisons, écoles de réforme, écoles d'industrie), pour l'année 1922. (Document de la session no 28)

**État financier  
du surintendant  
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923. (Document de la session no 9)

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit lesdits messages comme suit:

L.-P. Brodeur, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 12)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, ce 17 décembre 1923

L.-P. Brodeur, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 20)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, ce 17 décembre 1923

La séance est levée à 4 h 20.

**NOTES**

1. Selon *l'Événement* (18 décembre, p. 12), il y a 70 députés présents et, du côté de l'opposition, il ne manque que MM. Gault, Smart et O'Bready.

2. *L'Événement* (18 décembre, p. 1) note que le nouveau Président, au grand amusement de ses collègues, fit mine de vouloir résister, puis accepta les bras que lui tendaient les honorables MM. Taschereau et Caron, et, bras dessus bras dessous avec les deux ministres, se rendit vers le fauteuil présidentiel.

3. Cette formalité existe pour permettre au nouveau Président d'aller endosser sa toge, mettre ses

gants et son tricorne (*L'Événement*, 18 décembre, p. 1).

4. Selon *l'Événement* (18 décembre, p. 12), les regards se tournèrent alors vers le siège du nouveau député d'Abitibi, qui est juste à côté de celui du sergent d'armes, mais M. Authier n'y était pas.

Séance du 18 décembre 1923

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 10<sup>1</sup>.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Vingt-six pétitions sont présentées devant la Chambre, dont les suivantes:

- de Léopold-Adolphe Girard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Beaudoin);

- de Georges Berberi, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Fortier);

- de François Labrecque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Fortier);

- du révérend père Léonidas Hudon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La corporation de Notre-Dame du Chemin" (M. Fortier);

- de madame Laure Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les dames religieuses de Jésus-Marie" (M. Fortier);

- de l'honorable Georges-Élie Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Crédit National" (M. Fortier);

- de The Metropolitan Columbus Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Hushion);

- de dame Marie-Anne Loignon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Crèche Saint-Vincent-de-Paul" (M. Létourneau);

- des pères du Très-Saint-Sacrement de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Létourneau);

- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, deman-

dant l'adoption d'une loi amendant sa charte; les commissaires veulent emprunter pour agrandir et meubler leurs établissements (M. Létourneau);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; elle désire emprunter \$6,000,000 et fixer la taxe scolaire à un maximum de un centin (M. Lemieux, Gaspé);

- de Joseph Delaney Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux, Gaspé);

- de Thomas Edwin Burton, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux, Wolfe);

- de dame Joséphine Drolet, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 12 George V, chapitre 145 (M. Patenaude);

- des frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte pour avoir des pouvoirs plus définis et changer leur nom corporatif (M. Patenaude);

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; l'hôpital désire posséder des immeubles pour le maximum de un million de dollars (M. Patenaude);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte pour l'élection de son maire à tous les deux ans au lieu de chaque année; elle demande aussi le pouvoir de vendre certains terrains pour l'agrandissement du collège de Terrebonne appartenant aux clercs de Saint-Viateur (M. Richard);

- du curé et des marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt (M. Richard);

- d'Albert Richard Whittall et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville Barkmere (M. Richard);

- de J. Cyril Flanagan, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Richard);

- de G. Rosenbloom et autres, demandant

l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park" (M. Tétreau);

- de Théophile Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une donation faite par Théophile Décarie (M. Thurber);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thurber).

#### Rapports de comités:

##### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, pour faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier fils, Moreau, Nicol, MM. Baillargeon, Bercovitch, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Charbonneau, Delisle, Desmarais, Dufour (Matapédia), Dufresne, Gault, Hay, Houde, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lafrenière (Berthier), Létourneau, Lortie (Soulanges), Morin, O'Bready, Oliver, Paquet, Patenaude, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Richard, Roy, Sauvé, Savoie, Sayer, Simard, Smart, Tourville.

Comité des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Madden, Mercier fils, Moreau, Nicol, MM. Authier, Bercovitch, Bissonnet, Bouchard, Bordeleau, Bullock, Daniel, Dufresne, Duranleau, Fortier, Hamel, Langlais, Lapierre, Lemieux (Gaspé), McDonald, Ouellet, Paquet, Patenaude, Philips, Sauvé, Savoie, Smart, Tétreau, Thériault.

Comité des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier fils, Nicol, Perrault, MM. Authier, Beaudoin, Bercovitch, Bordeleau, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Daniel, Duranleau, Fortier, Gault, Hamel, Laferté, Langlais, Lafrenière (Richelieu), Lemieux (Wolfe), Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), O'Bready, Patenaude, Plante, Ricard, Richard, Tétreau, Thériault.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Caron, Moreau, Perrault, MM. Baillargeon, Bergeron,

Bernard, Bordeleau, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Dufresne, Fortier, Hamel, Hay, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Langlais, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Morin, Oliver, Ouellet, Phaneuf, Pilon, Plante, Renaud, Ricard, Richard, Sauvé, Savoie, Thériault, Tourville.

Comité des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Madden, MM. Baillargeon, Bissonnet, Bordeleau, Bray, Bullock, Delisle, Desmarais, Dufresne, Gault, Hushion, Lafleur, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Lamoureux, L'Archevêque, Létourneau, Lortie (Labelle), McDonald, Morin, Ouellet, Paquet, Philips, Reed, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Sayer, Simard, Smart, Tourville.

Comité des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier fils, Nicol, Perrault, MM. Bugeaud, Duranleau, Fortier, Hamel, Ricard, Sauvé, Tétreau, Thériault.

Comité du code municipal: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Bergeron, Bouchard, Bullock, Daniel, Delisle, Dufresne, Fortier, Hamel, Lafond, Lafrenière (Richelieu), Langlais, Mercier (Trois-Rivières), Morin, O'Bready, Oliver, Ouellet, Plante, Ricard, Richard, Sauvé, Thurber.

Comité des règlements: Les honorables MM. Caron, Madden, MM. Authier, Bertrand, Bordeleau, Bugeaud, Bullock, Faucher, Hamel, Langlais, Létourneau, Pilon, Ricard, Roy.

Comité des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Madden, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Authier, Beaudoin, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bray, Bugeaud, Bullock, Daniel, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Duranleau, Faucher, Fortier, Gault, Hamel, Hay, Houde, Hushion, Laferté, Lafleur, Lafond, Lafrenière (Richelieu), Lapierre, L'Archevêque, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Paquet, Patenaude, Pellerin, Phaneuf, Philips, Pilon, Plante, Reed, Renaud, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Tétreau, Thériault, Thurber, Tourville.

Le rapport est adopté.

#### Dépôt de documents:

##### État des cautionnements

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur

le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec du 24 octobre 1922 au 17 janvier 1923 inclusivement. (Document de la session no 15)

#### Adresse en réponse au discours du trône

M. Bernard (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, l'honneur que l'on m'a fait en m'invitant à proposer, à l'ouverture d'un nouveau Parlement, l'adresse en réponse au discours du trône, est un hommage rendu au vieux comté de Rouville. Au nom de mes commettants, vous me permettrez d'en exprimer toute ma gratitude à l'honorable premier ministre.

Dans l'histoire parlementaire de notre pays, Rouville a tenu un rôle dont nous avons lieu d'être fiers. Dès avant la Confédération, en 1861, Rouville a eu pour député le distingué et courageux Drummond, à qui revient le mérite d'avoir pris l'initiative de l'abolition de la tenure seigneuriale.

Rouville fut le premier comté à élire ce patriote, dont il suffit d'évoquer la mémoire pour que cessent les luttes fratricides, pour que tous les coeurs canadiens vibrent à l'unisson, le grand Honoré Mercier, dont le ministre actuel des Terres et Forêts porte si dignement le nom et continue si fièrement les traditions.

À Rouville se trouve associé le nom d'un autre défenseur éclairé de nos droits et privilèges, Edmond Lareau, l'auteur de *l'Histoire du droit canadien*. Et celui qui remplit présentement à Ottawa les hautes fonctions de président de la Chambre, l'honorable Rodolphe Lemieux, est également, M. l'Orateur, un ancien député de Rouville.

Il est un autre motif auquel l'honorable premier ministre a sans doute songé en mettant le comté de Rouville à l'honneur. C'est qu'un homme qui a joué un rôle considérable dans la politique canadienne, qui s'y est fait la réputation la plus enviable et qui, après avoir siégé au plus haut

tribunal de notre pays, vient, à la satisfaction très vive et unanime de notre population, d'être appelé au plus haut poste de notre province, s'identifie personnellement avec le comté de Rouville.

Au concert d'éloges dont l'honorable Louis-Philippe Brodeur a été l'objet depuis sa nomination aux fonctions de représentant du roi en cette province, qu'il me soit permis d'ajouter les félicitations et les vœux du comté de Rouville, dont il fut pendant plus de 20 ans le représentant à la Chambre des communes.

Il ne m'appartient pas d'énumérer les qualités personnelles qui lui ont valu cette marque de haute considération de la part du gouvernement fédéral. Qu'il me suffise de dire que toute sa vie et toutes ses oeuvres se résument dans son admirable devise: "Soutien à faible".

Durant les longues années qu'il a consacrées au service de son pays dans le domaine de la politique et de la magistrature, ses activités se sont surtout exercées sur la scène fédérale. Mais, pour s'être voué aux intérêts du Canada tout entier, il n'en a pas moins gardé à sa province la meilleure part de son affection. Connaissant son profond attachement à sa famille, à son comté et à sa province, nous sommes convaincus qu'il lui est particulièrement agréable de venir couronner une carrière si bien remplie sur le promontoire de Québec, où il n'aura d'autre ambition que de travailler à la réalisation des grandes destinées qu'il rêve pour sa province.

Représentant en cette Chambre un comté qui peut se prévaloir d'un passé aussi glorieux, un tout jeune ou mieux tout nouveau député tel que moi ne peut s'empêcher d'éprouver quelque inquiétude, en assumant une tâche de l'importance de celle qui m'a été confiée.

Mais, si jeune député que je sois, voilà bien plus d'un quart de siècle qu'il m'est donné de livrer le bon combat dans les rangs du Parti libéral. Et, lorsqu'on a pris part à tant de luttes et assisté à tant de victoires remportées par la vaillance de ses chefs, le désir d'un chef devient un ordre. C'est pourquoi, en bon vieux soldat, fidèle à la consigne, j'ai répondu présent à l'appel de l'honorable premier ministre, et c'est ce qui m'excusera, je l'espère, d'avoir été, même à mon âge, téméraire.

Nous inaugurons la 16<sup>e</sup> législature de Québec. Le discours du trône montre clairement qu'elle sera digne de celles qui l'ont précédée, depuis que le Parti libéral a pris charge de l'administration et a mis en vigueur la politique progressive et féconde à laquelle notre province doit sa prospérité actuelle et la belle réputation dont elle jouit dans le monde entier.

Le programme législatif qui nous est soumis non seulement indique que tous les ministres sont à l'oeuvre pour activer, dans leur sphère respective, les progrès de notre province, mais il révèle l'admirable esprit d'initiative dont n'a cessé de faire preuve le chef de notre gouvernement.

Si la grandeur d'un parti politique se mesure à la valeur de ses chefs, le Parti libéral peut non seulement invoquer le plus glorieux passé, mais jamais il n'a été plus grand et n'a su mieux commander la confiance du peuple.

Le gouvernement actuel a raison d'être fier de ses traditions et de ses oeuvres, fier d'être parvenu, grâce à une politique saine et vigoureuse, à convertir les déficits d'avant 1897 en surplus toujours grandissants.

Le renouvellement de son mandat, par le verdict populaire du 5 février dernier, et confirmé par quatre grandes victoires dans les dernières élections partielles, est un témoignage significatif de sa bonne administration.

"Faites-moi de la bonne finance, je vous ferai de la bonne politique", disait un grand économiste français. Le représentant du roi nous a dit hier que les finances provinciales étaient exceptionnellement prospères et que le dernier exercice s'était soldé par un surplus fort considérable. C'est à cet état florissant de nos finances, M. l'Orateur, que Québec doit d'occuper une situation unique parmi toutes les autres provinces du dominion. Elle le doit aussi à sa politique sage et progressive.

Il appartenait à la seule province française du continent américain de solutionner le problème si compliqué de la régie des alcools. Nous ne pouvons trop féliciter l'honorable premier ministre d'avoir attaché son nom à une loi qui, tout en respectant la liberté individuelle et en favorisant la tempérance, a produit des résultats si appréciables, tant au point de vue philanthropique et moral qu'au point de vue économique.

Par sa protection du peuple contre l'usage des boissons frelatées, qui causent tant de désastres dans les endroits où règne une prohibition outrancière, par sa préservation de la moralité qui se traduit dans une diminution de cas d'ivresse et de criminalité, par les véritables progrès qu'elle a fait accomplir à la tempérance, cette loi a su bien vite attirer l'attention des provinces-soeurs, dont plusieurs l'ont copiée, et elle fait actuellement l'envie de la république voisine.

Un autre avantage que nous ne pouvons ignorer, c'est le revenu d'au-delà de quatre millions que le gouvernement a perçu dès la première année, et qui lui a permis de poursuivre plus vigoureusement sa politique d'agriculture, d'instruc-

tion publique, de colonisation et de voirie.

Grâce à l'initiative, à l'énergie et au travail incessant du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), nous pouvons aujourd'hui jeter un regard de satisfaction et d'orgueil sur notre province, que sillonnent de superbes routes reliées par des ponts métalliques permanents et qui attirent chaque année en notre province des milliers de touristes.

Notre gouvernement n'a pas limité ses activités aux grands centres, mais il a donné son aide la plus généreuse aux lointains territoires de colonisation. C'était rehausser d'un but patriotique un devoir à remplir; c'était allier à l'idée de servir notre peuple celle d'agrandir notre patrie. Non seulement le gouvernement a-t-il, en ces trois dernières années, accordé aux colons plus qu'ils n'avaient reçu depuis la Confédération, mais il a cherché à se rendre compte des besoins de chacun d'entre eux et il les a conviés au grand congrès de colonisation qui vient d'avoir lieu à Québec et dont nous pouvons espérer de si bienfaisants résultats.

Agissant en bon père de famille, notre gouvernement pourvoit non seulement au bien-être matériel de ses administrés, mais il fait tout en son pouvoir pour favoriser le développement des facultés intellectuelles de ceux qui constitueront la génération et l'élite de demain. Il a multiplié les octrois à l'école primaire et il a richement doté nos universités.

Il a fait davantage. Il a su admirablement appliquer le principe fraternel de charité, qui veut que nous aidions de nos fortunes nos frères qui sont dans le besoin. Mû par ce sentiment de charité, il a voulu faire participer l'indigent au surplus des riches. C'est de cette haute inspiration qu'est née la loi de l'assistance publique, loi qui est tout à la gloire de son auteur, puisque déjà elle a soulagé tant de souffrances.

Prenant privilège de ma longue carrière professionnelle, je me permets, M. l'Orateur, de souligner tout spécialement ce que le gouvernement a accompli jusqu'ici pour la santé publique, et ce que nous devons, selon moi, attendre de lui dans l'avenir.

La santé du peuple est la question la plus importante qui puisse attirer l'attention d'un homme d'État. L'honorable premier ministre l'a parfaitement compris, puisqu'il a inscrit, comme un des articles importants de son programme, la lutte contre la mortalité infantile, la tuberculose, les maladies vénériennes et le cancer. Je ne saurais trop le féliciter de cette généreuse initiative. Il mérite ces félicitations au point de vue national, intellectuel et économique.

Si nous voulons, en effet, augmenter notre population, n'en cherchons pas uniquement le moyen dans le rapatriement et l'immigration. Efforçons-nous surtout de conserver nos tout-petits, en luttant davantage contre la mortalité infantile.

Si nous voulons tirer tout le profit possible de l'effort intellectuel de notre jeunesse, protégeons, conformément au principe du "mens sana in corpore sano", nos jeunes gens contre les maladies auxquelles ils sont devenus si exposés en ces dernières années. Défendons-les particulièrement contre la tuberculose qui exerce tant de ravages au sein de notre province.

Si, au point de vue économique, nous voulons garder à leurs activités nombre de braves citoyens prématurément emportés par un mal dont les victimes ne se comptent plus, secondons les efforts de la science dans sa lutte incessante contre le terrible cancer.

Soyons de notre époque. Il ne nous est pas permis d'ignorer les progrès de la science ni de rester indifférents aux moyens mis à notre disposition pour conserver et améliorer la santé du peuple dont nous avons la sauvegarde. Nous ne devons pas craindre les réformes. Au contraire, nous devons les susciter et les adopter chaque fois qu'il y a lieu. L'opinion publique ne sera satisfaite que si nous savons allier au respect du passé le souci des besoins du jour. Quel que soit le génie qui l'ait conçue, toute oeuvre humaine est fatalement frappée d'imperfections. Montrons que nous sommes de tous les progrès qui n'affectent en rien d'immuables principes et que la marche des événements provoque d'une manière inévitable.

Je me considérerais indigne de ma profession, je croirais forfaire à mon mandat de député, si je ne réclamaï de toutes mes forces la poursuite des oeuvres qui ont été entreprises dans l'intérêt de la santé publique, qu'il s'agisse de dispensaires ou de laboratoires de radium. C'est un devoir sacré auquel nous ne pouvons nous soustraire. Nos concitoyens et l'humanité sont en cause.

À ces considérations suggérées par mon caractère professionnel, il en est d'autres, M. l'Orateur, qui me tiennent à coeur parce qu'elles entrent également dans ma vie.

Fils de cultivateur et depuis près de 35 ans en contact journalier avec eux, ayant vécu leur vie et m'étant associé à leurs efforts, j'ai appris à connaître leurs aspirations et à me rendre compte de leurs besoins. Aujourd'hui député d'un comté essentiellement agricole et soucieux de bien m'acquitter du mandat que l'on m'a confié, je ne saurais trop recommander au gouvernement d'intensifier ses activités dans le domaine de l'agriculture.

C'est à notre législature qu'il incombe de sauvegarder la classe fondamentale de notre population, d'en maintenir l'importance sociale et économique, d'en assurer le progrès et la prospérité. Si nous voulons enrayer la désertion des campagnes, si nous voulons éloigner le trop dangereux attrait des villes, garder nos braves gens à la culture du sol et maintenir intact cet élément sain, vigoureux et stable sur lequel repose toute la puissance de notre nationalité, il nous faut encourager l'agriculture dans toutes ses branches. Il nous faut continuer nos travaux de voirie afin de relier nos municipalités aux grandes routes et rendre ainsi la vie à la campagne non seulement plus attrayante, mais plus rémunératrice, en facilitant l'accès aux marchés.

Développons nos centres de colonisation de façon à en faire rapidement des centres de grande culture. Donnons surtout à notre population rurale l'éducation pratique dont elle a besoin pour comprendre qu'un agriculteur instruit, à l'esprit progressif et hardi, versé dans la culture et dans toutes les industries qui en découlent, est l'égal de l'homme d'affaires et du professionnel.

C'est une belle instruction qui rendra le pays fier de son existence, qui lui permettra de s'associer à l'essor de la région, d'en prendre même l'initiative, et qui en fera, en tout temps et à tous les tournants de l'histoire, le gardien éclairé de nos traditions nationales.

Nous préparerons de la sorte, M. l'Orateur, une génération qui, profondément attachée au sol et fidèle aux enseignements des ancêtres, saura réaliser les véritables destinées de notre province.

À nulle race autant qu'à la nôtre s'applique le mot d'un grand Français, mot que j'ai toujours retenu parce qu'il me semblait avoir été écrit pour nous, Canadiens français: "Nous n'aurons part à la gloire de nos ancêtres que dans la mesure où nous nous efforcerons de leur ressembler, et cet éclat de leurs actions qu'ils répandent sur nous nous impose un engagement de leur faire le même honneur, de suivre les pas qu'ils nous ont tracés et de ne point dégénérer de leurs vertus, si nous voulons être estimés leurs véritables descendants."

M. Oliver (Brome): Parce que je représente, à la Chambre, une division rurale, je crois qu'il ne serait pas superflu d'exprimer en quelques mots l'opinion de la population agricole de la province. Québec est d'abord et avant tout une province agricole. C'est sur le site même où s'élève aujourd'hui la ville de Québec que Louis Hébert, le premier fermier canadien, entreprit de cultiver la terre. Le lot qu'il a remué et retourné de sa bêche

était alors bien modeste si l'on considère qu'il y a aujourd'hui 7,500,000 acres de terre en culture qui, en 1922, ont rapporté une récolte évaluée à \$165,159,000.

La réputation de nos produits laitiers s'est répandue à travers le monde; ces produits sont cotés à leur plus grande valeur. De plus, il ne faut pas oublier que notre bétail a remporté le premier prix dans le grand concours qui a eu lieu dans l'État de New York. Nous n'avons pas peur de la compétition dans toutes les branches de l'agriculture où notre pays peut entrer en lice, grâce à l'aide accordée par le gouvernement aux établissements agricoles, collèges, écoles d'industrie laitière, aux agronomes de districts, et en procurant les services d'experts aux fermiers.

Grâce au gouvernement, qui a accordé des octrois aux sociétés d'agriculture pour encourager l'élevage du bétail, améliorer nos troupeaux, et qui a donné des allocations se chiffrant, l'an dernier, à \$1,172,181, le cultivateur n'a jamais manqué d'encouragement substantiel de la part des gouvernements libéraux, sous la direction de chefs comme Parent, Gouin et notre premier ministre actuel (l'honorable M. Taschereau) qui a en toute occasion manifesté de l'amitié pour les cultivateurs.

Regardez nos routes gouvernementales qui sillonnent toute la province sur quelque 6,000 milles. C'est un avantage certain pour l'ensemble du pays, et plus particulièrement pour le cultivateur, puisque les marchés sont devenus plus faciles d'accès et que les échanges commerciaux avec leurs voisins de la ville sont plus nombreux. Pensons aux centaines de milliers de personnes qui viennent maintenant visiter la province une fois l'an, attirés par nos bons chemins qui relient toutes les grandes villes entre elles et qui rejoignent les routes principales des États-Unis d'Amérique, lesquelles forment la frontière avec notre province, au sud. Pensons aux millions qu'ils viennent dépenser et aux répercussions sur la prospérité générale de la province.

Ce fut un gouvernement libéral qui, sous la sage direction de Sir Lomer Gouin, conçut et mit en force la grande politique des bonnes routes. Le chef du présent gouvernement a continué cette œuvre en y consacrant le meilleur de son énergie. Il a voulu que la construction et l'entretien des routes ne coûte pas cher au peuple. La province de Québec a, si je puis parler ainsi, cet avantage tout particulier qu'elle ne doit pas emprunter aux autres provinces ou aux autres pays la solution des problèmes qu'elle doit résoudre dans les situations difficiles où elle se trouve.

Un problème qu'a dû affronter le gouvernement a été d'ouvrir de nouveaux districts agricoles afin de faire face à la demande toujours croissante de denrées alimentaires, pendant et après la guerre, alors que l'immigration était au point mort. Nous avons ensemble mis sur pied une politique de colonisation dynamique. Le gouvernement a entrepris la tâche de créer de nouveaux centres agricoles et, à cette fin, il a inauguré une politique de colonisation dont nous voyons, aujourd'hui, les heureux résultats. De vastes régions nouvelles ont été ouvertes, des chemins construits, des écoles érigées pour y recevoir les enfants des colons, et des milliers d'acres de terre ont été défrichés et rendus propres à la culture.

L'opposition peut critiquer le gouvernement. Mais le peuple qui est directement intéressé et les colons eux-mêmes ont su témoigner leur reconnaissance pour ce que le gouvernement a fait pour eux. C'est aussi grâce à cette politique du gouvernement qu'un grand nombre de nos concitoyens attirés aux États-Unis sont revenus dans la province.

Une autre question qui attire aussi notre attention aujourd'hui, en Canada, est celle du combustible. Actuellement, nous dépendons des États-Unis pour le charbon et, pour les quelques dernières années, nous avons souffert de grèves et de conditions peu avantageuses de transport sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle. Heureusement, en cette province, nous avons un substitut très précieux: les pouvoirs hydrauliques. Nous avons fait des pas de géant dans l'exploitation de ce substitut; le gouvernement a fait construire d'immenses barrages et d'autres sont en cours de construction afin de conserver les eaux qui nous garantiront des réserves d'énergie hydraulique illimitées.

Des usines de pouvoirs hydrauliques sont construites par de grosses compagnies privées qui n'hésitent pas à investir des sommes considérables, réalisant que leurs droits sont reconnus ici. Dans un avenir prochain, j'espère que nous serons indépendants de tout autre pays en ce qui concerne la production du combustible dont nous avons besoin.

La politique du gouvernement, en développant les pouvoirs hydrauliques, a eu comme résultat la création, dans notre province, de plusieurs centres industriels importants. Ceci a fait augmenter le nombre des marchés pour la vente des produits de la ferme et a contribué à donner de l'ouvrage à nos ouvriers.

Le discours du trône montre clairement que le gouvernement a préparé un programme qu'il entend suivre dans le meilleur intérêt de la provin-



ce, de notre population, et tout spécialement dans l'intérêt des municipalités. Bien des améliorations ont été faites sous ce rapport depuis quelques années, dans le but de protéger les intérêts des citoyens et de ceux qui investissent des capitaux dans les entreprises municipales. Ceci a été fait sans que le gouvernement enlevât l'autonomie aux municipalités.

Je crois que la création d'un système de comptabilité uniforme pour toutes les municipalités et la nomination d'inspecteurs qui assisteront les municipalités dans leur travail de comptabilité seront d'un grand avantage, car ceci aura pour effet de régulariser le système actuellement en vigueur et d'obliger toutes les municipalités à tenir leurs livres en bon ordre, afin que, quand il s'agira d'émettre des débiteures, toutes les informations nécessaires quant à la situation financière des municipalités intéressées puissent être données aux acheteurs de ces débiteures.

Comme membre protestant de cette Chambre, j'apprécie tout particulièrement la mesure annoncée dans le discours du trône, à l'effet de donner plus de pouvoir au secrétaire protestant de l'Instruction publique. Je puis vous assurer, M. l'Orateur, que la minorité protestante de cette province n'a jamais eu à se plaindre de la façon dont elle était traitée par la majorité. Elle a toujours été traitée avec justice, avec libéralité même, et cette nouvelle faveur qui lui est accordée sera très vivement appréciée. Parlant au nom des membres protestants de cette Chambre et de tous mes compatriotes protestants, je remercie le gouvernement pour sa générosité à notre égard. Je souhaite que ce bel exemple soit suivi par les autres provinces.

Je suis heureux de dire que, dans les districts ruraux, on s'intéresse de plus en plus à l'éducation. Les octrois généreux faits par le gouvernement pour permettre l'érection d'écoles et l'augmentation des salaires des instituteurs ont été bien appréciés. Je sais que la cause de l'éducation dans les campagnes ne sera pas négligée. Nous sommes heureux que l'éducation progresse au sein de notre population et nous ne devons craindre aucune comparaison sous ce rapport.

Québec est la province la plus prospère du dominion. Sa situation financière est des plus enviables, ce qui prouve que le gouvernement a bien administré les affaires de la province, et intelligemment, compte tenu des difficultés financières auxquelles font face les divers gouvernements et pays du monde.

Je ne suis pas surpris que la majorité du peuple de la province ait justifié cette politique en

témoignant sa confiance au gouvernement libéral. Ils ont confiance au gouvernement qui protège les richesses des Canadiens, leurs industries, et qui utilise au maximum les ressources variées et si abondantes à leur disposition.

Je n'ai pas l'intention de prendre plus de temps de cette Chambre et je termine en souhaitant que le Parti libéral continue pour longtemps son bon travail, sous la direction d'hommes d'État aussi distingués que le premier ministre actuel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

#### Rapport de la Commission des monuments historiques

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de la Commission des monuments historiques de la province de Québec 1922-1923. (Document de la session no 34)

La séance est levée vers 4 heures<sup>2</sup>.

#### NOTES

1. Le premier ministre et le trésorier, l'honorable M. Nicol, furent un peu retardés par une conférence avec des délégués protestants des Cantons de l'Est. Pendant ce temps, signale *l'Événement*, de la tribune des journalistes on entendit quelqu'un crier au nouveau député de l'Abitibi (Hector Authier), qui était un ancien journaliste: "Comme vous devez vous ennuyer en bas."

2. La séance levée, les députés se dirigèrent vers la salle des comités des bills privés où devait avoir lieu une séance de cinéma illustrant les richesses de la province de Québec, mais, l'appareil ne fonctionnant plus, la représentation fut ajournée au lendemain (*L'Événement*, p. 14).



Séance du 19 décembre 1923

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de pétitions:

Vingt-deux pétitions sont présentées devant la Chambre, dont les suivantes:

- de l'honorable M. George Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Grand Lake Railway Company" (M. Authier);

- de The Eastern Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Robinson (M. Bercovitch);

- de The Empire Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de The Montreal Central Terminal Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs conférés par divers actes du Parlement du Canada et changeant son nom en celui de "The Montreal Tunnel and Terminal Company" (M. Bercovitch);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- des syndics de l'école protestante de la municipalité et paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et Dorval, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'érection de ladite municipalité en municipalité scolaire indépendante (M. Bercovitch);

- de Max Mitashefsky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal Hebrew Old Peoples Home" (M. Bercovitch);

- de The Montreal Maternity, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à transporter tous ses droits et propriétés à l'hôpital Royal Victoria (M. Bercovitch);

- des syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe pour fins scolaires (M. Bercovitch);

- de Thomas Palmer Howard et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre la propriété immobilière de feu Martha Greenfield (M. Bercovitch);

- de dame Blanche Goulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Ursulines de Gaspé" (M. Bugeaud);

- de monseigneur Joseph-Elzéar Matte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Gaspé" (M. Bugeaud);

- du révérend frère Pierre Landuyt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Notre-Dame-de-Miséricorde" (M. Daniel);

- de madame Céline Fréchette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Bon-Pasteur de Chicoutimi" (M. Delisle);

- de la corporation du village de la Malbaie, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Dufour, Charlevoix);

- des soeurs de Saint-François d'Assise, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte (M. Dufour, Charlevoix);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lafleur);

- du révérend père Marie-Clément Staub et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Pères Augustins de l'Assomption" (M. Fortier).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Léopold-Adolphe Girard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Beaudoin);

- de Brown Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau);

- de Georges Berberi, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Fortier);

- de François Labrecque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Fortier);

- du révérend père Léonidas Hudon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La corporation de Notre-Dame du Chemin" (M. Fortier);

- de madame Laure Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Dames religieuses de Jésus-Marie" (M. Fortier);

- de l'honorable Georges-Élie Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Crédit National" (M. Fortier);

- de The Metropolitan Columbus Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Hushion);

- de dame Marie-Anne Loignon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Crèche Saint-Vincent-de-Paul" (M. Létourneau);

- des pères du Très-Saint-Sacrement de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Létourneau);

- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux, Gaspé);

- de Joseph Delaney Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux, Gaspé);

- de Thomas Edwin Burton, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Lemieux, Wolfe);

- de dame Joséphine Drolet, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 12 George V, chapitre 145 (M. Patenaude);

- des frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Patenaude);

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Patenaude);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte

(M. Richard);

- du curé et des marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt (M. Richard);

- d'Albert Richard Whittall et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville Barkmere (M. Richard);

- de J. Cyril Flanagan, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Richard);

- de G. Rosenbloom et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park" (M. Tétreau);

- de Théophile Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une donation faite par Théophile Décarie (M. Thurber);

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thurber).

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande de réduire le quorum à sept.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bugeaud pour son président et recommande de réduire le quorum à quatre.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Moreau pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Daniel pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. David pour son président et il recommande de réduire le quorum à huit.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Thériault pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq.

Le rapport est adopté.

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat dont elle a été saisie le mardi 18 décembre courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Sauvé<sup>2</sup> (Deux-Montagnes):** Mon premier devoir, M. l'Orateur, est de vous féliciter pour la réélection que vous avez subie sans que l'opposition ait cru opportun d'y faire objection.

Il fait allusion aux députés de Drummond (M. Laferté) et de Gaspé (M. Lemieux) qui aspiraient à la position d'Orateur et parle des fonctions de ce dernier, dont la principale est de diriger les débats de la Chambre, non pas à l'avantage du gouvernement, mais avec impartialité, et en se plaçant au-dessus de toute considération de parti, quand il s'agit de rendre une décision. L'Orateur, par ses fonctions, poursuit-il, est chargé de protéger la minorité. J'espère que vous saurez donner à la loyale opposition toute la latitude dont elle a besoin. Il faut du courage pour cela, tellement qu'en Angleterre on élit l'Orateur à vie pour qu'il soit au-dessus des partis et surtout du gouvernement et de son parti. Nous n'avons pas cette coutume ici, mais j'espère que nous pourrions compter sur votre impartialité, Monsieur.

Nous avons aussi le bonheur d'avoir un nouveau représentant du roi<sup>3</sup>. L'opposition a confiance en lui pour être au-dessus des ambitions politiques. Il (M. Sauvé) fait aussi un dernier compliment à l'ex-lieutenant-gouverneur, Sir Charles Fitzpatrick.

La saine politique doit être basée sur les réels besoins moraux et matériels de la société, en vue de l'éducation sociale pour le développement normal et bienfaisant de notre pays. Elle réclame de ses législateurs un travail consciencieux, éclairé par une direction sur laquelle reflètent les lumineux enseignements de l'infailible autorité divine. C'est pourquoi, M. l'Orateur, il convient de signaler à cette Chambre, avec tout le respect que commande le caractère du document, l'admirable lettre que Son Éminence le cardinal Bégin vient

d'adresser aux fidèles de son diocèse, je devrais dire à tous les citoyens de son pays, puisqu'elle a reçu des plus hautes autorités protestantes et de leurs organes l'approbation qu'elle méritait<sup>4</sup>.

L'opposition reconnaît dans la parole du vénérable pasteur la sagesse de sa haute intelligence, la divine bonté de son cœur et son grand souci de faire régner dans l'âme de notre peuple l'esprit chrétien si nécessaire pour débarrasser la société des vices qui l'empêchent de donner à Dieu et à la patrie le fruit de ses talents et de sa richesse. Parlant au nom de l'opposition dans cette Chambre des représentants du peuple de cette province, je désire exprimer à Son Éminence l'expression de nos remerciements et de la reconnaissance pour la grande leçon de haute morale qu'elle vient de donner avec tant d'autorité, leçon qui aidera sans doute aux dirigeants de la société à faire leur devoir avec efficacité.

Prenons maintenant le discours du trône. On avait annoncé un tas de réformes, afin de donner à la politique du gouvernement un résultat plus pratique. Des organes même du gouvernement affirmaient qu'il fallait de ces réformes. Hélas! je ne vois rien de cela dans le discours du trône. Il est chargé de phrases vides. Je n'ai pas été surpris que le député de Rouville (M. Bernard) n'ait pu commenter ce document. Il a été obligé de faire l'éloge du passé. Je le félicite cependant de sa jolie composition et de son bel effort oratoire au début de sa carrière politique. Je félicite le second aussi (M. Oliver) et j'espère qu'il mettra ses talents au service de sa province au lieu de son parti.

Au risque de déplaire au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), qui est encore absent malheureusement, je veux signaler les deux articles du discours du trône qui annoncent la réduction des taxes sur les successions et les automobiles. Le premier ministre nous disait tout dernièrement que nous n'avions pas de programme du côté de l'opposition. En voici cependant deux articles de notre programme que l'on a intercalés dans le discours du trône.

Il y a plusieurs années, et notamment en 1911, l'opposition proposait à la Chambre des mesures dans le même sens. J'espère qu'en soumettant ces mêmes mesures le gouvernement ne niera pas que quelques fois l'opposition sait soumettre à la Chambre des mesures qui tendent à améliorer le sort du peuple de la province.

C'est l'aurore du seizième Parlement, au soir d'une année chargée d'événements considérables, de changements importants et de tribulations

inquiétantes. La situation européenne affecte nos propres intérêts économiques et sociaux. Notre province n'est pas exempte d'épreuves; elle nous donne de douloureuses appréhensions. Elle a eu ses misères et ses deuils en 1923, et j'en tiens le gouvernement responsable. Deux députés<sup>5</sup> sont morts à la suite de la dernière élection, qui restera comme l'acte le plus manifeste de l'autocratie du gouvernement. J'espère que nos deux autres collègues qui sont malades se rétabliront promptement. Mais l'opposition ne veut pas éterniser une querelle de partis si le gouvernement donne à cette session l'assurance d'une amélioration pour le bien du peuple.

Il y a plus de noblesse à souhaiter le rétablissement des victimes qui souffrent encore qu'à en chercher un bénéfice contre le gouvernement et, si notre devoir bien naturel est de penser aux victimes souffrantes, il convient de saluer ceux qui sont ici réunis. Si, malgré l'âpreté de la lutte et souvent la déloyauté de la partisannerie, les vieux lutteurs aiment à se revoir, c'est que le sentiment social, qui doit être à la base chrétienne de l'amour du prochain, domine l'intérêt ou les récriminations des partis. Je ne veux pas oublier mes collègues de l'opposition qui m'ont supporté dans les plus grandes épreuves. Il en est trop qui sont portés à oublier les sacrifices des autres. Je veux rendre justice à tous.

Le premier ministre me permettra sans doute de lui présenter l'opposition. Nous sommes plus que dix, mais je ne dis pas cela pour engager le premier ministre à démissionner, car n'en déplaît à d'autres ministres qui redoublent leurs activités pour lui succéder, nous voulons le garder jusque après les prochaines élections générales. Vous me permettrez bien, en passant, de saluer le retour à la Chambre de l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) qui, bien qu'il ait encore l'air du benjamin de cette Chambre, en est aujourd'hui le doyen. Permettez-moi enfin de saluer aussi le retour de l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) qui, comme le disait un journal du matin<sup>6</sup>, je ne dirai pas fera sa marque - il l'a déjà faite - mais apportera aux débats un intérêt nouveau.

Depuis les élections générales, nous avons eu des élections partielles<sup>7</sup>. Le premier ministre soulignera sans aucun doute avec fierté les résultats de ces récentes élections partielles. Mais une élection partielle n'a pas le caractère d'une élection générale, surtout quand le gouvernement pratique un patronage qui tient sous son joug toutes les municipalités. Pour gagner Richmond, le gouvernement a été obligé d'avoir recours aux

services de nuit et de jour du député fédéral, M. Tobin<sup>8</sup>, et de s'engager à ne pas montrer, durant la lutte, l'ancien député provincial du comté, l'un des collègues actuels du premier ministre, le trésorier de la province, qui, soit dit en passant, n'a pas fait d'argent au cours de cette élection. Il fait aussi référence, en des termes caustiques, au récent procès en diffamation se rapportant à l'affaire Nicol-Noël<sup>9</sup>. Mais, comme nous sommes à la veille de Noël, à la veille de la naissance du Sauveur du peuple de Jacob, je n'en dirai pas davantage sur ce sujet.

À propos de Noël et de Jacob, cela me fait penser aux jumeaux de Rebecca qui se battaient dès le sein maternel et dont les descendants se disputèrent jusqu'au dernier jour. Après une lutte longue, dit-on, un ange changea le nom de Jacob en celui d'Israël, car il avait lutté avec Dieu, mais il resta boiteux de la lutte et après cela il vécut tantôt sur la rive gauche du Jourdain, tantôt sur la rive droite. Cela me fait penser à ce ministre d'une province de l'Amérique qui, de Canadien français qu'il était, devint enfant d'Albion pour représenter les Anglais dans un gouvernement et vécut politiquement tantôt dans un comté et tantôt dans l'autre.

Trêve de plaisanterie et permettez-moi de célébrer la renaissance du régime parlementaire. Nous ne verrons plus la majorité abuser de sa force. L'on ne cherchera plus à bâillonner et à bâtonner l'opposition. C'est une bonne chose pour notre unique législature française. Cependant, j'invite le premier ministre à ne plus se servir de cette expression pour essayer d'éviter le blâme que justifient ses erreurs de mortel. Il est capable de montrer plus de bravoure. Quant à nous, nous ne sommes pas ici pour empêcher le gouvernement de faire des oeuvres. Nous sommes ici pour faire notre devoir.

Le premier ministre a reçu depuis quelque temps maints compliments de journaux qu'il a méprisés et voulu tuer. Je le félicite de ces compliments autant que je regrette encore son amertume contre la plus restreinte liberté de la presse indépendante de son gouvernement, même celle qui manifestait le minimum de la vraie indépendance.

Le peuple a le droit de connaître et il doit connaître ce que font ses administrateurs et ses législateurs. Les représentants du peuple ont le droit et le devoir de dire ce qu'ils pensent de la législation qui leur est soumise et de la situation créée par le gouvernement. C'est par ce moyen seul que l'électorat pourra se renseigner convenablement, concevoir son véritable devoir et fournir à l'État, pour sa bonne administration, d'efficaces,

de fortes initiatives et l'esprit public que tout patriote doit désirer. C'est ici, à la Chambre, d'abord, que doivent se donner les grands exemples qui font autorité sur le peuple.

Le discours du trône nous dit que le bonheur règne dans notre province parce que nous avons une bonne récolte. Cependant, l'année agricole a été mauvaise pour le cultivateur; les produits se vendent à des prix décourageants. Cependant, les obligations du budget domestique et des municipalités augmentent toujours; le manque de méthode et d'équilibre dans la politique de voirie a plongé nos municipalités dans un gouffre qui alarme nos cultivateurs.

Nous avons prétendu que la politique de la voirie avait manqué de prévoyance dans le passé et dépassait en certains endroits les capacités de la population. Le discours du trône n'en dit pas un mot. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), dont c'est peut-être la dernière session, devrait l'admettre avec nous<sup>10</sup>.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh non!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) cite plusieurs autorités pour démontrer que l'émigration est due à cet état de choses. Il reproche au gouvernement d'avoir, aux dernières élections, nié la vérité qui s'affirmait, à savoir que nos gens émigraient en masse aux États-Unis et que cet état de choses était alarmant. Le gouvernement cherchait à étouffer les échos de la vérité parce qu'il voulait faire des élections avant que le mal ne fût bien connu. Il avait honte de cet exode, il en avait peur. Il avait peur du résultat de sa politique. Il avait honte de ses vantardises du passé. Oui, ce gouvernement qui, disaient les ministres, sert de modèle à tous les autres gouvernements, faisant de sa population un peuple libre, riche, content, heureux, avait peur de la vérité qui allait crever le ballon de ses vantardises. Si le gouvernement avait été aussi bon, aurait-on à regretter le départ des nôtres? C'est ici que les habitants des autres provinces et des autres pays viendraient s'établir. Je comprends que l'on fait un mouvement de rapatriement. J'ai lu dans un interview de M. Robert, agent de la colonisation...(Bruits)

M. Plante (Beauharnois): Écoutez! Écoutez!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai lu que, sur 100 colons qui reviennent des États-Unis, 25% seulement restent dans la province de Québec.

Pourquoi? Pourquoi ne restent-ils pas dans cette province où le gouvernement nous donne une si belle politique, conçue par des génies politiques? Lorsque l'opposition osait la critiquer, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) disait: "C'est du dénigrement!" Je ne parlerai pas du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils). Il ne parle pas souvent. Je ne parlerai pas du secrétaire provincial (l'honorable M. David). Il parle en Europe.

La presse approuve le gouvernement et chante ses louanges, mais c'est au prix de milliers de dollars de l'argent de la province que lui verse le gouvernement. Nous aurons l'occasion de le dire au cours de cette session.

Au lieu de faire des élections en hiver, le gouvernement aurait dû prendre des moyens énergiques pour enrayer le mal, pour faire disparaître les causes qui décimaient les campagnes et alléger le fardeau des obligations. Cet exode des nôtres commande une nouvelle politique d'immigration, de colonisation et d'industrie.

Voici ce que je disais, dans mon manifeste, l'hiver dernier: "Notre province a bénéficié d'une période de prospérité grâce à l'ouverture de marchés mondiaux et aux conditions économiques spéciales créées par la guerre. Les gouvernements sages qui ont su s'adapter aux conditions du temps ont pu procurer à leurs commettants la stabilité qui est la base de tout progrès véritable. Le gouvernement de Québec a fait le contraire. Après avoir conduit Montréal et les villes environnantes à la banqueroute par une législation savamment préparée en vue d'édifier les fortunes de ses favoris, mais ruineuse pour les contribuables, le gouvernement a mis les municipalités rurales dans la même situation sous prétexte de progrès, mais un progrès conçu sans la connaissance exacte de leurs besoins et de leurs possibilités.

"La conséquence, c'est que les faillites sont nombreuses. Il y a eu au-delà de 300 faillites de cultivateurs l'an dernier. Le cultivateur abandonne la culture qui ne paie pas assez pour rencontrer ses fortes dépenses; le colon laisse ses lots parce qu'il n'est pas assez protégé pour les sacrifices qu'il fait et pour les besoins auxquels il doit faire face; l'ouvrier paie un loyer disproportionné à son salaire parce que la propriété est grevée.

"L'émigration des nôtres vers les États-Unis, quoique les organes du gouvernement cherchent à le cacher, est vraiment alarmante. Il est parti, l'année dernière, des milliers de Canadiens pour les États-Unis.

"Il faut une politique de progrès qui s'adapte bien à nos conditions économiques, à nos

ressources et qui n'exige pas du peuple plus qu'il ne peut raisonnablement donner. Le gouvernement, par exemple, agit comme s'il avait une fausse conception des revenus de la terre. Pour accommoder surtout le touriste, il a imposé aux cultivateurs et aux municipalités des obligations trop lourdes et décourageantes. C'est un faux progrès. Une politique d'équilibre s'impose.

"La conséquence, c'est que les conditions du foyer sont plus difficiles, non seulement par l'augmentation des obligations municipales et scolaires, mais par de nouvelles exigences sociales, par de nouvelles prétentions de la jeunesse. Le faux progrès a transformé la vie rurale au mépris des plus belles traditions, des plus sûres garanties d'ordre et de véritable prospérité. En avant pour le progrès, oui, assurément, mais avec mesure."

Dans leurs discours, les ministres ont prétendu que je voulais soulever les préjugés des villes contre les campagnes. Je les ai défiés de citer une seule de mes paroles à l'appui de cette affirmation. J'attends leur réponse. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a dit au cours d'une certaine campagne - le député d'Yamaska (M. Laperrière) le sait - que, si nos cultivateurs s'en vont, c'est à cause de la loi des faillites et que, si nous n'avons pas de marchés, c'est parce que les conservateurs ont établi la protection et ont refusé la réciprocité. Combien de ceux qui sont partis ont fait faillite avant leur départ? D'ailleurs, quels sont les députés libéraux qui ont voté contre la loi des faillites? Je le demande au premier ministre.

Quant à la réciprocité, comment le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) peut-il nous reprocher d'avoir voté contre, quand le premier ministre vient de se proclamer à Montréal, à l'assemblée King<sup>1</sup>, un ardent protectionniste, même à l'encontre des idées de celui qu'il appelle son chef? Si je grattais le premier ministre, pourrais-je savoir pourquoi il a tant méprisé les libéraux et les conservateurs qui ont voté contre la réciprocité à Ottawa, et en même temps pour M. Gouin, à Québec?

Il est vrai que le ministre de l'Agriculture ne tient pas toujours à ses principes. Parfois, il est pour l'exportation de la crème aux États-Unis; une autre fois, il est contre. Le premier ministre est-il prêt à se prononcer comme le ministre de l'Agriculture pour et contre l'exportation de la crème aux États-Unis? Si le premier ministre est en faveur de la création de nouvelles industries greffées sur l'agriculture, pourquoi a-t-il, avec le ministre de l'Agriculture, combattu cette politique que je préconise depuis ma motion de 1911?

Au lieu de passer son temps à faire des



comparaisons du régime conservateur avec le sien, pourquoi n'a-t-il pas accepté ce principal article de mon programme? Le premier ministre, qui s'est déclaré l'an dernier partisan de l'évolution lente, est encore à reprocher à ses adversaires qui sont morts il y a plus de 25 ans de n'avoir pas fait durant leur administration publique ce que son gouvernement fait lui-même, alors que tout homme sensé, honnête, éclairé, admet que la science et la guerre ont, depuis un quart de siècle, transformé les moyens de production par la rapidité extraordinaire d'un mécanisme merveilleux.

Dans la législation comparée, le politique honnête doit s'élever au-dessus des trucs du politicien, pour mesurer ses comparaisons et ses exemples. Aussi doit-il considérer la diversité des intérêts économiques, les modifications dans le commerce mondial, dans les échanges, dans les moyens de transport, ce qui n'est pas du ressort d'une législation locale. Au lieu de s'attarder à se proclamer plus grand que ceux qui sont morts ou qui ne peuvent plus répondre; au lieu de passer son temps à additionner les chiffres de ses octrois et de sa Commission des liqueurs, il eût été plus profitable pour le peuple qu'il s'occupât à adopter une politique plus prévoyante, plus pratique. Au lieu de surtaxer le peuple, pour attirer les touristes automobilistes, le gouvernement ferait mieux de libérer les terres pour y attirer des colons, des cultivateurs, et pour faire à notre classe agricole une situation plus juste, et à notre jeunesse rurale un avenir plus souriant.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), que je suis heureux de revoir en bonne santé après ses nombreux voyages, a cru devoir organiser un grand congrès afin de sauver la province d'un désastre national. Les députés ministériels ont répondu à l'invitation de ce grand patriote. À ce grand congrès, on devait réunir les apôtres de la colonisation afin d'étudier les raisons des départs d'un aussi grand nombre de colons. Un congrès de colonisation! Après avoir ignoré, méprisé les vœux formulés par les grands apôtres de la colonisation des congrès de 1898 au Monument National de Montréal et de 1905 à Saint-Jérôme.

Les plaintes entendues au congrès de 1923 sont encore les mêmes que l'on faisait entendre il y a 25 ans, comme l'a déclaré l'honorable M. Kelly, conseiller législatif et ancien député libéral de cette Chambre. Et cependant sous une unique administration qui s'intitule: gouvernement de progrès! Nous aurons l'occasion, au cours de cette session, de discuter sur les délibérations de ce congrès, sur ses propositions et sur le dernier vote que lui a arraché le gouvernement.

Je signalais à l'honorable ministre, à la dernière session, tous ces départs, et il me répondait: "C'est de l'imagination! Les colons sont heureux sous ce bon gouvernement qui leur donne des lots pour rien et qui donne aux cultivateurs de bonnes récoltes." C'était le langage de tous les ministres. Et cependant, après les élections, le premier ministre demandait aux citoyens de venir l'aider à enrayer l'émigration.

Si la situation était si alarmante qu'elle justifiait un autre congrès, pourquoi n'a-t-on pas sonné l'alarme avant les élections et soumis ensuite au peuple une politique convenant à la situation? Le premier ministre aurait dû sonner cette alarme avant que le mal ne se fût aggravé. Gouverner, c'est prévenir. Au lieu de s'amuser à sonner de fausses alarmes à Chicoutimi, il aurait pu faire beaucoup mieux pour sa province.

C'est après ce congrès d'alarmantes appréhensions que l'on comprendra combien fausse, fourbe, inadmissible et antinationale fut la dissolution des Chambres l'hiver dernier. Après ce congrès de colonisation, devant les multiples protestations et plaintes qu'il a entendues, le gouvernement a dû adopter une nouvelle politique. S'il eût fait ce congrès avant les élections, il aurait pu soumettre cette nouvelle politique au peuple. Mais non, ce gouvernement soi-disant libéral a fait le contraire. Pourquoi? Parce qu'il avait honte de sa politique. Mais, M. l'Orateur, je n'insiste pas, car j'aurai l'occasion de reparler de la colonisation et du rapatriement.

La vérité, c'est que le peuple souffre et il souffre de la politique du gouvernement. Les nôtres s'en vont parce qu'ils se trouvent trop taxés; ils ne peuvent faire face aux obligations que leur impose le gouvernement; leurs terres ne leur rendent plus ce qu'il faut pour payer les taxes imposées par le gouvernement. M. l'Orateur, je pourrais prouver ce que je viens de dire par les témoignages de libéraux de la Chambre de commerce de Montréal. Comment le premier ministre pourra-t-il se moquer avec un sourire des déclarations du chef de l'opposition comme il le faisait l'an dernier, quand sa politique est en faillite dans cette province?

Les ministres ont dit que le chef de l'opposition n'avait pas de programme.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** C'est vrai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que Dieu ait pitié de lui! Quand on a fait son devoir, quand on a conscience d'avoir soumis au peuple des idées saines pour stimuler l'ordre et le progrès, on ne

craint pas de se représenter devant la Chambre, surtout lorsqu'on se sent entouré de collègues aussi distingués que ceux que j'ai avec moi aujourd'hui. L'opposition continuera à faire son devoir et à préconiser les idées formulées dans le programme de la convention de 1922 et dans les motions présentées au Parlement depuis des années.

L'honorable premier ministre va me répondre tout à l'heure. Je lui demande de me dire si je n'ai pas prêché une bonne politique en disant au gouvernement de greffer des industries agricoles sur l'agriculture; de rendre la terre plus rémunératrice; de diminuer le fardeau des cultivateurs; de diriger la politique de voirie en vue de répondre d'abord aux besoins de la population de notre province, suivant ses moyens et non pas seulement en vue d'attirer des touristes pour grossir les revenus du commerce des liqueurs enivrantes; de donner aux ouvriers les conditions de travail qui leur conviennent par la protection des industries nécessaires et une loi des accidents du travail plus complète, plus expéditive et moins coûteuse; de donner au colon l'assistance dont il a besoin pour s'établir, faire vivre sa famille et développer son domaine; de réorganiser l'école rurale, l'école du rang, l'école élémentaire d'abord, de manière à la rendre plus pratique et moins coûteuse inutilement; de donner à l'administration des terres de la couronne une direction plus conforme à nos intérêts nationaux et économiques de façon à ne pas tolérer l'injustice envers le bon colon, tout en protégeant judicieusement le commerce et l'industrie du bois et leurs principaux facteurs; de simplifier l'administration de la justice de manière à rendre les tribunaux plus accessibles aux pauvres comme aux riches, avec une égale considération; de donner au Conseil législatif une signification suivant l'esprit des Pères de la Confédération, afin d'en faire, non pas une hôtellerie pour des partisans, ni un sanatorium pour les malades, ni une chambre à bâillon, ni un gîte aux politiciens et aux ministres qui ne peuvent se faire élire par la volonté du peuple; de donner aux employés civils un traitement plus équitable et plus conforme aux besoins de leurs familles; d'accorder des octrois à nos maisons d'éducation, non pas au point de vue luxe seulement, mais pour rendre les moyens d'instruction plus pratiques et plus accessibles à toutes les classes de la société et à protéger spécialement les enfants bien doués de nos familles pauvres.

Voilà une partie du programme que nous avons prêché depuis des années! Voilà ce que nous continuerons à prêcher dans l'intérêt du peuple de cette province. Voilà le programme de l'opposition

pour la session et je n'ai pas peur de le comparer avec ce petit discours du trône, où il n'y a pas cinq idées sérieuses, mais seulement des phrases creuses et des répétitions. Nous aurons l'occasion dans le cours de la session de discuter chacun des articles de ce programme d'équilibre et de bon sens. Cependant, le gouvernement et ses organes continueront à dire que nous n'avons pas de programme. Quant à nous, nous continuerons à dénoncer les abus du pouvoir, les erreurs de l'étatisme du gouvernement. L'opposition ne vient pas ici se venger, mais pour faire sa modeste part afin d'assurer un bon gouvernement à notre province.

Le proposeur de l'adresse, qui a fait un grand effort, a parlé des grands morts du Parti libéral. Je suis convaincu que d'ici à la fin de la session il sera fidèle à ces grands morts et je lui rappelle surtout cette parole de Sir Wilfrid Laurier, qui disait à Winnipeg, pas longtemps avant sa mort: "Je ne donnerai à aucun gouvernement un appui d'esclave." J'espère, M. l'Orateur, qu'il n'y aura pas seulement les députés de l'opposition pour protester contre les abus de pouvoir en cette Chambre. Si l'opposition a le devoir parfois d'appuyer des mesures du gouvernement, j'espère que la droite saura appuyer nos justes revendications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, le chef de l'opposition a terminé son discours en citant Laurier. Je ne dirai pas que c'est la meilleure partie de son discours, mais je lui conseille de lire la vie de Laurier, de suivre son exemple. Il y trouvera son profit.

Mes premières paroles seront pour appuyer celles que contient le discours du trône à l'adresse de Sir Charles Fitzpatrick. J'ai la conviction d'exprimer les sentiments de cette Chambre en rendant publiquement témoignage à l'éminent jurisconsulte qui, pendant cinq ans, a présidé à nos travaux. Sa longue expérience des affaires publiques et sa généreuse hospitalité laisseront parmi nous le souvenir d'un homme qui s'est admirablement acquitté de ses hautes fonctions.

Aux regrets que nous cause son départ, je désire assurer une bienvenue très cordiale à son successeur. L'honorable M. Brodeur est une des belles figures du Canada français. Il a joué un grand rôle dans toutes les charges qu'il a remplies au cours d'une longue et fructueuse carrière. Le pays n'éprouve qu'un regret, celui de l'avoir vu quitter la Cour suprême où, pendant 17 ans, il s'est acquis la réputation d'un savant légiste, d'un juge intègre, avec ceci de remarquable qu'il était d'un commerce aussi charmant avec les membres du barreau qu'avec ses collègues de la magistra-

ture. Notre province lui tiendra longtemps compte de ses persistants efforts pour faire conserver, dans toute leur intégrité, par le plus haut tribunal du Canada, nos lois françaises que nous ont garanties les traités et qui sont si bien adaptées à l'esprit de notre population.

J'ai un autre devoir à remplir. Tous les ans, quelques-uns des nôtres sont victimes d'une loi inexorable. Depuis que nous nous sommes séparés, l'an dernier, plusieurs de nos compagnons ont été frappés. Et tout d'abord notre ami M. Kaine<sup>12</sup>. Pendant près de 16 ans, j'ai siégé avec lui autour de la table du Conseil. Je n'ai pas connu d'ami plus loyal et plus sincère. Bon époux, excellent père de famille, citoyen intègre, il a vu la mort sans crainte, confiant en Celui qui la lui envoyait. Je prie tous nos amis de lui garder un fidèle souvenir.

Les vides dans nos rangs ne s'arrêtent pas là. Après avoir été notre compagnon pendant cinq ans, M. Oliver est mort, précédé de quelques mois à peine par M. Denault, qui n'eut que le temps de célébrer sa belle victoire de Richmond. Je sais me faire l'interprète de la Chambre en offrant mes sympathies aux familles de ces amis disparus et, en particulier, au député actuel de Brome, sur qui les électeurs de ce comté viennent de reporter toute la confiance dont ils avaient, à juste titre, honoré son frère<sup>13</sup>.

Il me reste à m'acquitter d'une tâche qui peut en elle-même paraître banale, mais qui ne l'est certes pas aujourd'hui. Deux de nos collègues ont fait leur début. Il m'est nécessaire de le dire, car personne ne se serait aperçu que c'était un premier effort.

Notre ami de Rouville (M. Bernard) est évidemment bon médecin. Si jamais la province devenait malade, elle ne pourrait faire mieux que d'être sa patiente. Mais elle n'a qu'à continuer de suivre les bons conseils qu'il lui a donnés pour n'avoir pas besoin du secours de son art. Qu'il se contente comme les médecins chinois de ne se faire payer que lorsque le patient est en bonne santé, et je lui prédis une fortune! Je lui conseille, toutefois, de garder l'oeil ouvert sur mon ami, le chef de l'opposition. Ce chef de l'opposition découvre des microbes avec une telle ardeur qu'on serait tenté de croire qu'il est intéressé à les faire éclore.

Quant au député de Brome (M. Oliver), il s'est acquis d'un coup une place enviable parmi la députation anglaise de cette Chambre, dont nous admirons toujours la largeur de vue, l'esprit pratique et, le dirai-je, puisque cela ne gêne rien, le libéralisme de bon aloi.

Depuis que nous nous sommes séparés, en décembre dernier, les Chambres ont été dissoutes et nous avons eu un appel au peuple. Il n'est pas sans intérêt d'analyser le résultat. Sans doute, l'opposition a fait des gains et est devenue plus nombreuse. Je conseillerais, cependant, au chef de l'opposition de ne pas compter ses soldats trop tôt, vu que l'un d'eux s'éloigne déjà autant qu'il peut. Il ferait mieux de méditer la fable de Perrette. Je ne veux pas, évidemment, insinuer que sa famille politique se compose des mêmes éléments que celle de Perrette, mais c'est la morale de cette fable que j'offre à sa méditation.

Exception faite de l'île de Montréal où j'avoue notre échec, les élections ont montré que jamais le Parti libéral n'avait joui à un tel degré de la confiance des cultivateurs et des colons. Nous avons remporté une victoire complète dans tous les districts ruraux de la province. Si nous avons le très grand plaisir de compter dans nos rangs un si grand nombre de cultivateurs, nous avons la légitime satisfaction de savoir qu'ils ont été élus comme libéraux tout court.

Dans les autres provinces, on a vu tour à tour les vieux partis s'écrouler devant le parti agraire. Chez nous, les agriculteurs sont libéraux et donnent leur entière confiance à notre parti. C'est leur réponse aux bucoliques, comme dirait mon ami de Laval (M. Renault), que le chef de l'opposition est allé leur débiter pendant les deux dernières canicules.

L'opposition a fait des gains dans certaines villes, sans doute. Mais ignore-t-elle que, en comparaison de 1916, date à laquelle mon ami le chef de l'opposition a pris la direction de son parti, le résultat de 1923 montre que, dans toute la province, le Parti conservateur a reculé de 1% dans le vote total? Et quel genre de lutte a-t-on fait? On a répandu des circulaires qui disaient par exemple: "Si vous êtes pour un gouvernement sans religion, votez pour Taschereau!", "Voilà l'école de l'*Étendard* qui lève la tête!" "Les vieux castors, les queues plates", comme on disait, ont reparu dans ces élections.

J'ai devant moi une circulaire électorale distribuée par l'opposition dans toute la province. On demande à nos gens de voter contre le gouvernement pour les motifs que voici: "Si vous voulez la formation d'un parti contre la religion, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour la Commission des liqueurs qui nous vole avec toute une organisation monstrueuse, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour l'emprisonnement des mères de famille qui font un peu de vin ou de bière pour leur maison,

votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour la construction des chemins au double du prix avec la moitié de l'ouvrage, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour qu'on hypothèque vos terres pour des sommes folles, pour plus de 40 ans, en faveur des automobiles, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour que l'on donne nos pouvoirs d'eau aux "dukes" et aux autres Américains pour une bouchée de pain, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour le chantage par le premier ministre de la province auprès des plus hautes autorités religieuses du pays, votez pour le gouvernement Taschereau. Si vous êtes pour qu'on enlève à l'*Action catholique* les quelques abonnements que le gouvernement lui paie, votez pour le gouvernement Taschereau. Mais si vous voulez la vraie liberté du peuple, le respect du petit et le bien de la masse, et non d'une petite clique, votez pour Sauvé."

M. l'Orateur, les gens ont voté contre Sauvé et pour Taschereau. (Applaudissements) Nos braves campagnards n'ont pas cru à ces insanités. Pouvons-nous espérer que la leçon sera bonne et servira à apprendre à quelqu'un que le mensonge et la calomnie sont des armes qui se tournent contre ceux qui les emploient?

Mais venons-en à Montréal. Sur toute l'île, seuls deux de nos amis ont été élus<sup>14</sup>. Le chef de l'opposition criait son amour pour la classe ouvrière. À nos ouvriers il a opposé des professionnels ou des candidats d'une autre classe, et les ouvriers de Montréal ont voté contre nos ouvriers. Il dit que nous ne sommes pas les amis des ouvriers, mais je ne vois pas un seul ouvrier sur les bancs de l'opposition. Il y en avait un qui était candidat ouvrier, qui a été élu et qui est censé être un ami des conservateurs. Où est-il aujourd'hui? Il est là-bas, le plus loin possible du chef de l'opposition<sup>15</sup>. Mon ami de Laval (M. Renaud), qui n'est pas un industriel, est maintenant rendu dans la deuxième concession de l'opposition et on a donné sa place à un professionnel distingué, mon ami le député de Québec-Centre (M. Faucher<sup>16</sup>). De même pour le député de Joliette (M. Dufresne). Voilà ce que fait l'opposition qui reprochait au gouvernement de ne pas aider l'ouvrier et de n'avoir de sollicitude que pour les professionnels.

Nous espérons que Montréal reviendra de son irréflexion. Je prie les ouvriers de croire que nous ne leur en voulons pas, tout en déplorant la défaite de nos amis. Loin d'avoir de la rancune au cœur, nous allons tâcher de regagner la confiance de la population de Montréal, et si j'en juge par la cordiale réception donnée à l'honorable M. King

ces jours derniers, le sentiment de la métropole n'est déjà plus le même<sup>17</sup>.

Montréal avait-elle raison de nous tourner le dos? Elle est juge de ses intérêts et maître de ses actions. Me sera-t-il cependant permis de lui rappeler ce que nous avons fait pour elle? Montréal a renié son allégeance au Parti libéral! Serait-ce parce que ce parti lui a donné \$25,000,000 pour les bons chemins qui sillonnent sa région et qui lui ont amené ces milliers de touristes qui activent son commerce et lui apportent l'abondance?

Serait-ce parce que, au coût de \$750,000, nous construisons les ponts de Vaudreuil qu'elle réclamait depuis 50 ans? Serait-ce parce que nous avons réalisé le vœu de ses justiciables, en lui donnant un nouveau palais de justice? Serait-ce parce que nous avons fourni à ses ouvriers un bureau de placement gratuit, à la porte duquel 24,500 ouvriers sont venus frapper l'année dernière? Serait-ce parce que nous avons supprimé les bureaux d'agences privées où l'ouvrier se faisait exploiter? Serait-ce parce que nous avons fait disparaître, dans toute la région de Montréal, les ponts et les barrières de péage?

Serait-ce parce que nous avons donné \$2,000,000 à ses deux grandes universités? Serait-ce parce que, au coût d'au-delà de \$100,000, nous y avons établi un merveilleux institut de radium? Serait-ce parce que nous lui avons donné la superbe École des hautes études et l'École technique qu'on nous envie à l'étranger? Serait-ce parce que nous avons construit et aménagé, dans cette ville, une école des beaux-arts, au coût de \$300,000, où se pressent 500 de nos jeunes avides d'apprendre ce que l'art français a de meilleur, et de combler ainsi une lacune parmi les nôtres? Serait-ce parce que nous y maintenons une cour juvénile, la seule dans la province?

Serait-ce parce que nous avons octroyé au-delà de \$500,000 à ses hôpitaux? Serait-ce parce que la plus grande école de pédagogie de la province y ouvrira bientôt ses portes? Serait-ce parce que nous avons fait travailler ses ouvriers pendant les jours de chômage et que nous y avons construit notre grand entrepôt des liqueurs qui fait vivre 800 familles? Serait-ce aussi parce que nous avons respecté son autonomie et que nous lui avons donné un système municipal, approuvé par sa population, qui lui permet de se développer sans ajouter un sou à sa dette? Serait-ce enfin parce que la Commission métropolitaine a rétabli le crédit des municipalités environnantes, qui pourront ainsi s'unir plus tard à Montréal sans ajouter à son fardeau?

Je pourrais continuer cette longue énuméra-

tion. Mais je me contenterai de ces faits pour inviter les citoyens de Montréal à mettre simplement notre bilan en regard de celui de nos adversaires et à tirer leurs conclusions. Est-ce le Parti libéral ou le Parti conservateur qui a le plus fait pour Montréal? Il est vrai qu'on a crié que Montréal, suivant l'expression élégante de nos amis de l'opposition, était la "vache à lait de la province". Mais, lorsque ces mêmes amis s'adressaient à nos habitants de la campagne, la chanson était tout autre.

Je serais maintenant tenté d'établir le bilan de l'année qui se termine et de faire une incursion dans chacun des domaines de notre administration. Mais je veux laisser à chacun de mes collègues le plaisir de dire à la Chambre et à la province ce qu'ils ont réalisé dans leurs départements respectifs. Je crois qu'il est à propos de noter que la régie des alcools continue de répondre à nos espérances, tant au point de vue moral que financier.

Nous avons encore malheureusement des adversaires qui ne veulent pas se rendre à l'évidence. Le journal *La Croix* - dont le pieux rédacteur a eu des démêlés avec la justice par suite des calomnies qu'il sait associer à ses exercices de piété - publiait ces jours derniers, sous la signature de l'abbé Dugas, un article où se lisaient les aménités suivantes, que *le Devoir* - je regrette d'avoir à le dire - a cru devoir reproduire:

"Le monopole de l'État sur le vin destiné au saint sacrifice est un commerce intolérable que les chrétiens éclairés sur la foi et pénétrés de la grandeur du sacrifice de l'autel auraient honte de se permettre... Ce n'est pas d'aujourd'hui que date le travail de l'enfer pour priver les ministres de l'autel de la matière essentielle à la validité du saint sacrifice. L'État qui accapare les vins de messe pour en faire un trafic fait un commerce abominable aux yeux de Dieu. On pourrait appeler ce commerce l'abomination dans le saint lieu."

L'auteur termine par ce trait indigne de lui: "Que peut bien faire aux hommes d'État ignorants des règles du culte sacré la sainteté de la messe? Pour la plupart, qu'on la dise avec de la bière ou du lait de beurre, ça leur est parfaitement égal."

Je ne doute pas que ce panégyriste du gouvernement de Québec cultive toutes les vertus chrétiennes, y compris la charité, mais ignore-t-il que notre commerce de vins de messe est établi d'après un système approuvé par l'autorité diocésaine de Québec et de Montréal, à laquelle il a été soumis? Ignore-t-il que tous les vins destinés au culte sont analysés par un prêtre, le révérend père Morin, de Montréal, conformément au désir de la même autorité?

Ignore-t-il que ces vins sont vendus dans des magasins spéciaux, toujours d'après le désir de la même autorité, par des personnes approuvées par elle? Ignore-t-il que Son Éminence le cardinal Bégin n'autorise son clergé qu'à acheter le vin de messe de la maison A. Grenier, de Québec, qui a charge de l'entrepôt de la commission en notre ville?

Ignore-t-il que monsieur le chanoine Laberge, secrétaire de Son Éminence, écrivait dernièrement à une maison commerciale qui voulait vendre du vin au clergé, pour l'informer du refus de Son Éminence de lui donner cette autorisation et qu'il ajoutait: "Cette décision est la conséquence logique de celle prise par Son Éminence et la Commission des liqueurs de n'autoriser que la seule maison A. Grenier à vendre le vin de messe."

Ignore-t-il encore l'avis officiel publié par l'archevêché de Montréal, dans *la Semaine religieuse* du 8 mars 1923, et qui se lit comme suit: "Le vin de messe en usage dans le diocèse doit être examiné et vérifié par le révérend père Morin, c.s.v., doyen de la faculté des sciences de l'Université de Montréal. Des maisons, établies en dehors du diocèse, offrent parfois de fournir des vins de messe. Comme ceux-ci échappent à notre surveillance, l'autorité diocésaine décline toute responsabilité. Ceux qui achètent ces vins le font à leurs risques et périls."

Ignore-t-il enfin que, dans sa circulaire no 146, adressée à son clergé le 27 novembre 1922, Son Éminence le cardinal Bégin écrit ce qui suit:

"Je désire vous rappeler, en les précisant, les instructions qui vous ont été données, au cours de la dernière retraite, au sujet du vin de messe, des hosties et des cierges. Toutes les autorisations qui ont pu être données dans le passé pour vendre du vin de messe sont supprimées, de même que toute recommandation de tel vin en particulier."

"La Commission des liqueurs a choisi et nommé, avec mon approbation, M. A. Grenier, épicier de la rue Saint-Jean, son unique représentant dans le district de Québec pour le vente du vin de messe. C'est donc à ce monsieur que l'on devra s'adresser, dans tout le diocèse, pour acheter du vin de messe. Cette maison offre toutes les garanties raisonnables que l'on peut exiger; de plus, les vins de messe qu'elle vend sont soumis à l'inspection d'un ecclésiastique compétent, que la Commission des liqueurs a nommé spécialement pour cela."

Si monsieur l'abbé Dugas ignore tout cela, il aurait dû se renseigner avant d'écrire son article. S'il ne l'ignore pas, je ne puis que le plaindre. Me permettra-t-il de lui poser quelques questions?

Sommes-nous de mauvais catholiques si nous faisons un commerce approuvé par nos évêques? Est-il honteux pour un chrétien - ce sont ses termes - d'avoir établi un commerce dont l'autorité diocésaine est satisfaite en tant, du moins, que le vin de messe est concerné? Pourquoi serait-ce un crime pour l'État de s'engager dans un commerce qui est légitime et licite de la part de particuliers ou de compagnies? Quelle meilleure garantie que la nôtre offraient les anciens vendeurs? Qu'y a-t-il dans notre vie publique ou privée qui l'autorise, lui un prêtre, d'écrire qu'il nous est indifférent que la messe soit dite avec de la bière ou du lait de beurre?

L'abbé Dugas doit connaître le précepte du décalogue qui défend de prendre le bien d'autrui. Notre réputation fait partie de ce bien. S'il veut se recueillir, il trouvera qu'il a fait du tort à son prochain et que la nécessité de la réparation existe pour lui comme pour tout autre. Pour nous, nous lui pardonnons d'avance, car nous sommes peut-être en présence d'un cas où le pardon n'est pas une vertu.

J'ajouterai, cependant, que le jour où l'autorité diocésaine nous dira que la vente des vins de messe ne lui convient pas ou n'offre pas les garanties voulues, nous nous soumettrons de bonne grâce à sa volonté. Mais ce n'est pas chez M. Joseph Bégin que nous irons puiser une direction, et je suis convaincu qu'il ne publiera pas les lettres que je viens de recevoir.

Je laisse de côté la discussion des progrès dans nos divers champs d'action pour m'arrêter à certains problèmes qui touchent à l'avenir de notre province et auxquels notre population s'intéresse d'une manière toute particulière.

Le grand congrès de colonisation tenu récemment à Québec s'est spécialement occupé de ces problèmes, et je rendrai ici hommage à mon collègue le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour l'admirable manière dont il a conduit ce congrès. L'idée maîtresse qui a présidé aux délibérations a été la séparation effective du domaine forestier des terres propres à la colonisation. Notre province est agricole avant tout, mais elle a des richesses forestières considérables qu'il faut conserver et faire fructifier.

Le conflit entre le colon et le concessionnaire de coupes forestières est aussi vieux que notre système gouvernemental. Et, si tous admettent que le colon et le concessionnaire doivent s'aider mutuellement, il faut avouer que, en principe, leur voisinage immédiat est la cause de beaucoup de nos difficultés. Nous croyons que l'heure est venue de les séparer définitivement. Le pro-

blème n'est pas facile à résoudre. Nous allons, toutefois, nous y essayer. Sans procéder à une nouvelle classification des lots, n'est-il pas possible de classer les régions de manière à les attribuer soit aux colons ou aux concessionnaires pour que chacun soit bien chez soi? Nous voulons que le colon, quand il prend un lot, le trouve suffisamment boisé pour lui permettre de vivre avec le produit de son bois jusqu'à ce qu'il puisse récolter.

Nous voulons en même temps que le concessionnaire n'ait pas à craindre les feux d'abatis que doit faire le colon, et qu'il trouve intérêt à conserver ou à reboiser la forêt sans avoir à redouter que le colon vienne couper ses plus beaux arbres. Sans doute, pour en arriver là, il faudra que chacun y mette du sien. Le concessionnaire devra peut-être renoncer à quelques parties de son territoire, et peut-être le rêve de voir de petites paroisses surgir dans les coins les plus reculés de notre province s'évanouira-t-il aussi. Mais nous comptons sur le bon vouloir de chacun pour réaliser un programme de bonne entente et de coopération.

Le mouvement de la colonisation sera nécessairement plus lent si nous ne parvenons pas à garder notre population et à rapatrier ceux des nôtres qui nous ont quittés. Pour atteindre ce double but, nous avons entrepris de créer des centres industriels et d'organiser un vigoureux mouvement de rapatriement.

Nous sommes pour la protection des industries. Nous voulons créer des industries afin de garder nos fils de cultivateurs qui seraient tentés de s'en aller. Le Canadien n'est pas seulement agriculteur, c'est un merveilleux ouvrier. Demandez-le aux manufacturiers de nos grandes villes et à ceux de la Nouvelle-Angleterre. Nos familles sont nombreuses, et tous nos jeunes gens ne se sentent pas appelés à cultiver la terre. L'attrait des villes est devenu tout-puissant pour un grand nombre. L'expérience du passé est là pour nous guider. Que le chef de l'opposition regarde ce que nous avons fait à Grand-Mère, à Shawinigan, à Kénogami. Prenez la région du Saint-Maurice, des Trois-Rivières et du Lac-Saint-Jean. Les vastes usines qui y sont établies nous ont gardé des milliers de jeunes gens que l'émigration aurait entraînés.

Nous n'avons que 10% de nos forces hydrauliques de développées dans la province, et nous sommes disposés à accueillir tous ceux qui sont en état d'activer ce développement. Nous avons pensé que la concession de terrains forestiers, entraînant l'utilisation immédiate de nos forces hydrauliques et portant la condition que tout le bois coupé devra être converti en pulpe ou

en papier dans notre province même, est propre à réaliser le programme que nous nous sommes tracé et que je viens de définir.

Voyons comment nous avons réussi. L'année dernière, nous mettions à l'enchère 2,500 milles sur la rivière aux Outardes. Nous avons obtenu \$3.30 de plus que nos droits de coupe ordinaires, et l'acquéreur est tenu de développer les forces hydrauliques de cette rivière, d'y construire une usine au coût d'au moins \$6,000,000 et d'y fabriquer du papier et de la pulpe. Des centaines d'hommes y trouveront de l'emploi, et une vaste étendue de notre domaine forestier, jusqu'alors improductive, nous procurera un superbe revenu et sera mieux protégée contre l'incendie. Plus tard, nous avons loué, à l'enchère, les rapides sur la rivière des Quinze.

Outre les forces hydrauliques à développer, l'obligation de construire une usine et d'y fabriquer de la pulpe et du papier, le loyer annuel entrainé en ligne de compte dans cette enchère. La mise à prix était de \$5,000 par année, en sus des autres redevances. Nous avons obtenu \$80,000 par année. Nous recevons, de plus, 50 cents par cheval-vapeur développé, et le contrat oblige l'acquéreur à nous payer \$1 par cheval-vapeur exporté en dehors des limites de la province. Dans peu de temps, ce pouvoir nous rapportera un revenu annuel de \$150,000 et fera surgir un centre important.

Ces jours derniers, nous avons fait une autre concession forestière de 2,250 milles sur la rivière Manicouagan. Vu qu'il n'y avait pas de forces hydrauliques à offrir sur cette rivière et que nous avions une chance d'enrayer l'émigration des nôtres en créant un nouveau centre industriel à proximité d'une de nos villes, nous avons mis comme condition pour l'acquéreur de bâtir une usine près d'une ville de la province où il serait tenu de convertir en pulpe et en papier tout son bois.

Nous avons voulu amener ainsi aux portes d'une de nos villes, pour le bénéfice de nos ouvriers, une des grandes industries du pays, et tenté une expérience que nous commandaient les circonstances. Cette entreprise est en voie de réalisation. Une grande usine sera prochainement construite, qui coûtera \$12,000,000. Elle emploiera dès le début 800 ouvriers, et nous savons tous ce que cela veut dire comme source d'activité et de richesse. Je suis heureux d'annoncer à la Chambre que c'est dans notre bonne vieille ville de Québec que ce moulin sera construit.

Ce ne sera, croyons-nous, que le commencement d'un vigoureux développement industriel. Ajoutons que l'acquéreur, outre les obligations

onéreuses qui lui sont imposées, devra payer à perpétuité 10 cents de plus par corde en droit de coupe que les concessionnaires actuels.

Parlerai-je des prodigieux travaux de la Grande Décharge? Ils coûteront \$20,000,000; 3,000 hommes y travailleront au printemps. On y développera un million de chevaux-vapeur et les eaux du Saguenay, qui se perdent depuis des siècles, seront mises au service de l'industrie québécoise. Dans quelques années, le joli village d'Alma doublera sa population.

Nos activités ne se sont pas arrêtées là. Nous avons vendu 200,000 chevaux-vapeur à Price Brothers, à Kénogami, et 800 ouvriers y travaillent. On annonce même la construction prochaine de vastes filatures de coton qui garderont, dans le pays de Maria Chapdelaine, nos jeunes gens que les filatures de la Nouvelle-Angleterre nous auraient enlevés et y auraient retenus là-bas.

Pour apprécier tout ce que signifie le barrage de la Grande Décharge, nous n'avons qu'à nous rappeler que le barrage Gouin, sur le Saint-Maurice, rapporte aujourd'hui à la province un revenu annuel de près de \$250,000 et que nous avons fourni aux usines de la région des Trois-Rivières une moyenne de 16,000 pieds cubes d'eau par seconde. Dans moins de 20 ans, nos travaux sur le Saint-Maurice seront tous payés par les revenus que nous en retirons, et la province touchera un profit annuel de \$500,000.

La région du Saint-Maurice produit un sixième du papier du continent américain. On forcera la fabrication du papier sur place, ce qui règlera du coup la question de l'embargo que des commissions s'attardent à discuter. D'ailleurs, il n'y a guère de danger de ce côté, vu que les États-Unis ont trop besoin de notre papier. Nous allons continuer à développer nos pouvoirs d'eau au risque parfois de faire critiquer les conditions de nos concessions. Nous préférons cela à l'inexploitation de nos pouvoirs d'eau, car nous posons une condition aux concessionnaires: bâtir des industries dans notre province.

Mais il ne suffit pas de nous développer de cette manière. Il est un autre facteur de notre expansion nationale que le gouvernement ne négligera pas: c'est celui de la conservation de notre population et du rapatriement des nôtres qui sont aux États-Unis. Nous comptons conserver notre population en aidant puissamment la colonisation et l'agriculture, et en mettant au service des ouvriers de la terre toutes nos ressources disponibles. C'est du reste ce que nous faisons déjà. Et nous sommes très fiers de nos richesses forestières.

L'honorable chef de l'opposition dit que les



nôtres s'en vont parce que notre politique n'est pas bonne. Je lui demande: Que pouvons-nous faire de plus pour la colonisation et l'agriculture? Depuis trois ans, nous avons donné plus aux colons et aux cultivateurs que nous avons reçu des marchands de bois et de l'industrie forestière. L'an dernier, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perreault) - et je m'arrête un instant pour rendre hommage à son patriotisme et à son dévouement pour la cause de la colonisation - l'an dernier, mon estimable collègue a donné \$2,500,000 aux colons.

Non contents de travailler à garder les nôtres, nous voulons ramener ceux qui nous ont quittés. Nous voulons rapatrier les nôtres en leur donnant des lots défrichés s'ils le veulent. J'ai déjà invité le gouvernement fédéral à coopérer avec nous dans l'oeuvre essentiellement nationale du rapatriement. Je lui renouvelle cette invitation. Beaucoup des nôtres voudraient revenir. Nous leur avons gardé leur place au foyer québécois. Ottawa emploie des sommes considérables à importer au Canada des races étrangères. Le choix des immigrants n'a pas toujours été heureux. J'ai eu l'honneur de dire récemment au premier ministre du Canada qu'il dépensait de l'argent pour amener chez nous des étrangers. "Ramenez donc plutôt les nôtres qui nous ont laissés," lui ai-je dit.

**M. Plante (Beauharnois):** Très bien!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est là notre politique d'immigration. Peut-on trouver meilleur immigrant que le Canadien de naissance? Il revient chez lui. Il a déjà vécu notre vie. Notre idéal et nos aspirations font partie de son être. Ouvrons-lui donc toutes grandes les portes de la province.

Nous demandons au gouvernement d'Ottawa de donner à Québec sa juste part des deniers qu'il consacre à l'immigration. Nous souhaitons qu'il donne, à cette fin, à la province de Québec la moitié de ce qu'il donne aux provinces de l'Ouest pour y amener l'immigration étrangère. Nous doublerons ce montant, nous le triplerons au besoin, mais nous voulons faire un suprême effort pour ramener parmi nous ceux qui se sont laissés attirer au-delà de la ligne 45°. Nous ferons, à tout événement, tous les sacrifices pour ramener les nôtres qui sont partis.

La Chambre me permettra maintenant de toucher brièvement à deux questions que mentionne le discours du trône. La solidité de nos institutions municipales est à la base même du crédit de notre province. Depuis que nous avons créé un département des Affaires municipales,

nous avons constaté que les municipalités souffraient d'un double mal: une comptabilité défectueuse et une vérification insuffisante.

Les contribuables ont des impôts de tous côtés. Ils ont des charges pour leurs routes, pour leurs églises, qui pèsent lourdement parfois sur leurs épaules. Nous voulons savoir quelle est la situation exacte des municipalités qui nous demandent des droits d'emprunt.

Combien de règlements d'emprunt nous ont été soumis que nous ne pouvions approuver parce qu'il nous était impossible de connaître exactement l'état financier de la municipalité qui s'adressait à nous! Il faut remonter à des années en arrière, et parfois il arrive que ceux qui viennent nous trouver ne savent pas eux-mêmes où ils en sont. Cette année, nous avons refusé d'approuver des règlements pour au-delà de \$1,000,000<sup>18</sup>. Les municipalités reconnaissent que cet état de choses ne peut se prolonger. On nous l'a dit lors des derniers congrès municipaux, on nous a demandé un remède. Nous croyons avoir trouvé ce remède, et il est important de l'appliquer sans tarder.

Que la Chambre sache bien que nous ne voulons en aucune manière enlever aux municipalités leur autonomie! Nous y tenons autant qu'à la nôtre. Mais nous voulons créer un bureau d'experts-comptables qui seront au service des municipalités et des contribuables, qui vérifieront les finances municipales, feront rapport au département et pourront faire bénéficier de leur expérience les secrétaires-trésoriers des municipalités. Il n'en coûtera rien aux conseils municipaux; les services de ces vérificateurs leur seront fournis gratuitement et seront entièrement à la charge de la province.

Ce bureau d'experts-comptables aura une autre mission, celle d'organiser dans toutes les municipalités un système de comptabilité uniforme, qui rendra la vérification plus rapide et plus facile, et qui supprimera les irrégularités et les abus dont les contribuables ont eu à se plaindre dans le passé. Les vérificateurs seront aussi à la disposition des municipalités scolaires pour leur rendre les mêmes services qu'aux conseils municipaux.

À cette réforme s'en rattache une autre qui, croyons-nous, s'impose dans notre province, tout comme elle est devenue nécessaire ailleurs. Je veux parler de la protection de l'épargne populaire. Il nous répugnerait dans notre libre province d'édicter des "blue sky laws"<sup>19</sup>. Mais trop de projets hasardeux, de "schemes" et de folles entreprises ont été lancés dans Québec pour que nous ne nous employions pas à les réprimer.

On nous a dit avec raison, je crois, qu'une



des causes de l'exode qui s'est produit dans nos campagnes réside dans le fait que le cultivateur ne peut plus obtenir du rentier ou du petit prêteur le crédit qu'il obtenait facilement autrefois pour s'acheter des grains de semence, des animaux et des instruments aratoires. Tous les fonds disponibles sont placés en obligations.

Nous ne pouvons et ne voulons pas arrêter le commerce des obligations, mais nous allons essayer d'y mettre quelques restrictions qui n'atteindront que les valeurs, s'il est permis de leur donner ce nom, qu'il vaut mieux pour nos gens ne pas avoir en portefeuille. Réussirons-nous? Peut-être pas, mais espérons que nous réussirons à convaincre la population que tout ce qu'on lui offre de brillant n'est pas d'or. Nous procéderons en douceur, quitte à prendre des mesures plus énergiques si nous n'obtenons pas le résultat désiré. Cette législation présente beaucoup de difficultés. Nous demanderons le concours de toutes les bonnes volontés pour la rendre aussi sage et aussi efficace que possible.

Il est un sujet d'une souveraine importance pour notre province, et malheureusement d'une trop grande actualité, dont nous devons nous occuper. Je veux parler du projet de creuser le Saint-Laurent pour étendre la navigation jusqu'aux Grands Lacs et créer du même coup de nouvelles forces hydrauliques. Les opinions, au Canada, sont partagées sur l'utilité et les avantages de cette gigantesque entreprise. Elles le sont également aux États-Unis.

Tout d'abord, le coût en sera colossal, et j'estime que le Canada, avec la dette énorme qui l'écrase, ne serait pas justifiable de s'imposer ce nouveau fardeau. Québec, dont les finances sont plus prospères que celles de toutes ses provinces-soeurs, sera encore appelée, comme pour bien d'autres entreprises, à se saigner en faveur d'un projet qui est tout à son désavantage. Nous y sommes nettement et carrément opposés.

En vertu de quel principe les deniers de notre population seraient-ils employés à servir une entreprise qui sera tout au détriment de Montréal, notre grande métropole? Pourquoi favoriser un projet qui mettra sous un contrôle étranger, du moins en partie, la juridiction exclusive que nous possédons sur notre grand fleuve et sur les développements hydrauliques qui peuvent en découler?

J'ajouterai que, si la navigation sur le Saint-Laurent relève de l'autorité fédérale, le lit du fleuve, ses rives, ses chutes et ses rapides appartiennent à la province, et je nie à toute autorité autre que celle de notre législature le droit d'aliéner une parcelle de notre domaine provincial. J'ai

du reste confiance que les hommes qui gouvernent aujourd'hui à Ottawa refuseront de conclure toute entente à laquelle notre province ne ferait pas partie, et à laquelle elle ne donnerait pas son plein assentiment. Je crois que l'on devra respecter en cela notre autonomie.

Au cours de l'été dernier, j'assistais à East Angus à un banquet offert à mon collègue, le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol), par ses amis des Cantons de l'Est. Au cours des remarques que cette occasion et les circonstances me suggérèrent, j'ai cru exprimer le sentiment du peuple de notre province en transmettant à la France un message de confiance et de sympathie. Elle traversait alors une période difficile, et nos gens voulaient qu'elle gagnât la paix comme elle avait su gagner la guerre. Je n'ai pas changé d'opinion depuis, pas plus d'ailleurs que notre population.

J'ai reçu de France, à ce sujet, des remerciements flatteurs pour notre province. La lettre la plus touchante m'est venue d'un groupe de femmes françaises. C'est qu'elles avaient souffert, ces vaillantes femmes de France, toutes les angoisses de la guerre, et un peu de sympathie, venant de très loin, leur allait droit au cœur.

Mais un nommé Gouétant, de Lyon, m'a écrit également pour me dire qu'il ne comprenait pas comment un Canadien français pouvait approuver l'occupation de la Ruhr et les méthodes mises en pratique par la France dans cette partie de l'Allemagne où vivait auparavant une population heureuse et laborieuse. Cet individu a évidemment oublié qu'une population heureuse et laborieuse habitait aussi le nord de la France quand le pays fut envahi et odieusement dévasté. L'incident a peu d'importance en soi mais, en lisant cette lettre d'un défaitiste français, j'ai songé que nous avons, nous aussi, nos défaitistes. Ils sont très près du chef de l'opposition.

Notre pays est jeune, plein d'espoir et de courage. Toutes les bonnes volontés, tous ceux qui veulent aller de l'avant et qui ont foi dans l'avenir peuvent y trouver place. Les défaitistes sont de trop parmi nous. Défaitistes! ceux qui disent à nos ouvriers que nos lois les étirent et que nos taxes les écrasent. Défaitistes! ceux qui parcourent nos campagnes pour crier à nos cultivateurs que l'agriculture est dans le marasme, que le gouvernement n'a de souci que pour les riches et que pour les villes. Défaitistes! Deux fois défaitistes! ceux qui se rendent dans nos centres de colonisation pour souffler à l'oreille de nos colons qu'on les oublie, que la colonisation se meurt et que le gouvernement ne veut ni les aider ni les soutenir.

Défaitistes! ceux qui proclament que la justice est une parodie, que nos hommes publics manquent à leurs devoirs, que l'instruction publique va mal et fait fausse route.

Ces défaitistes font une besogne antinationale, une besogne destructrice et désastreuse. Comment veut-on faire régner la paix chez l'ouvrier, la confiance chez le cultivateur et l'espoir chez le colon, comment veut-on rapatrier les nôtres qui sont aux États-Unis si l'on prêche la ruine et le découragement? Heureusement que ces misérables appels ont échoué devant le bon sens de notre population.

Il nous faut avoir confiance en nous-mêmes et avoir foi en l'avenir. Notre province est dotée des plus merveilleuses ressources. Elle est entre les mains d'une population intelligente et laborieuse. Qu'elle marche courageusement de l'avant et nous verrons graduellement surgir le grand avenir que nous avons rêvé pour Québec et que notre gouvernement s'applique à réaliser.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ce n'est pas sans émotion, M. l'Orateur, que je me lève et que je vous revois<sup>20</sup>. Nous sommes entrés ensemble dans cette Assemblée. Depuis, vous avez marché, vos qualités ont fait de vous le premier député de cette Chambre et je ne m'en étonne pas, car je me rappelle vos activités alors que nous siégeons en face l'un de l'autre comme député. Pendant plusieurs sessions, j'ai été le témoin assidu de votre travail.

Je suis heureux de revoir aussi un grand nombre de mes anciens collègues de cette Chambre, des figures souriantes d'autrefois, mais je constate que beaucoup sont disparus et que d'autres ont vieilli. Nous sommes à l'époque des neiges. Il en est tombé sur nos fronts depuis que nous avons été élus pour la première fois. La neige qui recouvre le sol fondra au printemps, laissant à la terre une sève nouvelle, mais elle ne disparaîtra plus de nos têtes et nous ne pouvons nous le rappeler sans un peu d'émotion. Mais nous pourrions dire qu'elle est due à nos efforts et à notre travail. J'ai aussi le regret de constater l'absence d'un certain nombre d'autres députés que la mort a fauchés durant ces années.

Je viens d'entendre les accents émus de l'honorable premier ministre. Je ne sais pas s'il ne regrettera pas de nous avoir lu la petite circulaire électorale ainsi que la lettre d'un défaitiste français. Je veux m'associer à lui cordialement pour souhaiter le triomphe de la France dans la crise actuelle et le respect de l'autonomie de notre province. Mais je regrette de ne pouvoir partager

tout ce qu'a déclaré le premier ministre dans son agréable discours que j'ai religieusement écouté.

Le premier ministre a cru bon de nous infliger l'épithète de défaitistes. Je ne voudrais pas appartenir au groupe des défaitistes. Le premier ministre les connaît mieux que nous. Pour notre part, nous ne les connaissons pas. Si ces sentiments existent quelque part dans la province de Québec, ils sont dus à la politique défaitiste que le gouvernement a suivie depuis quelques années.

Défaitistes? ceux qui sont forcés de quitter la patrie pour aller chercher ailleurs le pain qui leur est refusé ici? Défaitistes? ceux qui, ne pouvant plus gagner ici le pain nécessaire à leur nourriture et à celle de leurs enfants, prennent la route de l'exil? Avant de partir, ceux-là n'ont pas interrogé l'avenir afin de savoir ce que dirait le gouvernement lorsque l'opposition viendrait faire valoir leurs revendications. C'est devant ces défaitistes que le gouvernement devrait réfléchir. Si les émigrants sont si nombreux, c'est que le gouvernement n'a pas su les retenir par une politique progressive. Voilà les défaitistes dont le gouvernement doit s'occuper.

Pour apporter un remède à l'émigration, le premier ministre nous annonce qu'il veut créer des centres industriels par l'établissement d'usines de pulpe et de papier. Il n'est pas besoin des efforts du gouvernement pour fonder ces centres ou vendre des limites à bois ou des forces hydrauliques; vous n'avez qu'à mettre une petite annonce dans un journal et les Américains viendront acheter parce qu'ils en ont besoin. Le premier ministre l'a dit, d'ailleurs. Les États-Unis ont besoin de notre papier et un sixième de la production du papier de l'Amérique est fabriqué le long du Saint-Maurice. Si tel est le cas, il ne faut pas un grand effort pour vendre des limites. On se vante de recueillir quelques centaines de milliers de piastres par la vente de nos richesses forestières et hydrauliques, mais on regrettera avant longtemps d'avoir vendu ces richesses pour un plat de lentilles. Il suffit de lire les articles des économistes à ce sujet pour se rendre compte de l'inquiétude que cause cette situation qui va devenir grave avant longtemps et qui va nous dépouiller de notre principale richesse.

Il y a 12 ans, l'opposition prêchait des réformes: un régime plus favorable aux colons, la conservation et l'exploitation raisonnée de nos richesses naturelles, une meilleure administration de la justice, la réduction des taxes... Si le gouvernement avait réalisé ces réformes, on n'aurait peut-être pas vu nos fils partir par milliers pour les États-Unis. Il a refusé de se rendre à notre prière. Il a pensé qu'il suffirait de dépenser des millions et c'est en

le faisant sans discernement qu'il en est arrivé à cette situation anormale de donner comme jamais auparavant pour obtenir moins que jamais.

Il y a 12 ans<sup>21</sup>, l'honorable député de Beauharnois (M. Plante) réclamait une réforme dans les établissements industriels pour les ouvriers, soit une augmentation de l'indemnité de \$2,000 à \$3,000 en cas d'accident du travail, mais le gouvernement n'avait pas alors d'oreilles pour ces revendications. On a réalisé plus tard cette réforme. Pourquoi a-t-on attendu? Voilà une réforme que l'on trouvait défaitiste et qui a été pourtant acceptée par le gouvernement. Il en fut de même au sujet du travail des femmes et des enfants dans les manufactures. À votre aveu même, on a condamné le gouvernement pour cela.

Le premier ministre a pris plaisir à signaler le fait que le député ouvrier élu à Québec<sup>22</sup>, qui peut avoir été considéré comme un ami de mon parti et qui nous a abandonnés, ne siège pas avec l'opposition. Je me permettrai de rappeler au premier ministre le sort de ceux qui, élus par l'opinion à l'encontre du gouvernement en 1919 à Montréal, ont voté ensuite avec le gouvernement<sup>23</sup>. D'ailleurs, il n'importe pas tant d'avoir des députés qui siègent de notre côté en Chambre que des hommes qui représentent vraiment les sentiments de ceux qu'ils représentent.

La question de Montréal est une question brûlante, comme l'a laissé entendre le premier ministre. Mais c'est parce que le gouvernement a joué avec le feu qu'il s'est brûlé. L'opposition l'avait prévenu en 1912 du danger qu'il courait de mettre la cité de Montréal sous sa tutelle. Elle l'a prévenu que l'autonomie de Montréal devait être respectée et que les citoyens devaient être laissés libres d'administrer leurs affaires municipales. C'est parce que le gouvernement ne s'est pas rendu à cette demande que le peuple s'est révolté en 1919 et a élu des députés indépendants. Ceux-ci l'ont trompé dans la suite. L'un d'eux a même fait partie du cabinet<sup>24</sup>. Ils n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis de faire. Ils ont trahi leur mandat. Aussi ces députés ont-ils dû mordre la poussière aux dernières élections. Si le premier ministre s'était montré aussi soucieux de l'autonomie de Montréal qu'il se montre ardent à défendre l'autonomie de la province, il n'aurait pas perdu tant de sièges à Montréal.

On s'est ému de la désertion du sol. On a convoqué un congrès de colonisation auquel on a fait émettre des vœux et que l'on a empêché discrètement d'en émettre d'autres. Le discours du trône parlant de ce congrès de colonisation nous dit que le gouvernement va mettre en pratique les

vœux exprimés par ce congrès. Mais ces vœux, M. l'Orateur, ils ont été exprimés par l'opposition en 1912. Nous avons réclamé la séparation du domaine des terres de la couronne et du domaine de la colonisation, la terre libre au colon libre. Le gouvernement a alors refusé. Il a négligé le colon. Celui-ci, fatigué d'être en continuel conflit avec celui qui était sur le même sol, a quitté la terre pour la ville et les États-Unis. Tant que le colon et le marchand de bois seront sur le même lot, il y aura conflit.

Ce congrès de colonisation était inutile. Les maux dont souffrent les colons, le gouvernement les connaît. Pourquoi ne pas y avoir remédié sans avoir besoin d'un congrès de colonisation? L'honorable chef de l'opposition l'a bien dit: "Si on avait eu la prévoyance de créer des industries nouvelles, on aurait gardé nos ouvriers chez nous."

Quels sont ceux qui s'en vont? Le colon, l'agriculteur et l'ouvrier. Ce ne sont ni le capitaliste, ni l'homme d'affaires, ni le financier qui nous quittent. Pourquoi les autres partent-ils? Parce qu'il n'y a plus de bonheur possible à la campagne et qu'ils ne trouvent plus l'aisance qu'ils étaient accoutumés d'y trouver. On croit réparer en distribuant des graines de semence et des provisions de bouche! Et en donnant de l'argent aux colons quand ils sont dans la détresse. M. l'Orateur, ce n'est pas cela qui empêchera le colon ou le cultivateur d'émigrer. Notre population n'est pas une population de quêteux. Le Canadien français est vigoureux et hardi. Il n'admet pas qu'on lui fasse la charité. Il a encore assez de courage et de cœur pour gagner le pain de sa famille. Plutôt que d'accepter les provisions de bouche que lui offre le gouvernement, quand sa hache ne peut lui donner le pain de chaque jour, il prend le chemin de l'exil. Et, tant que le gouvernement ne lui assurera pas des conditions d'existence, il continuera à prendre le chemin des États-Unis.

Il est inutile de se dissimuler la situation. Il existe un malaise sérieux. L'âme nationale souffre et les membres du gouvernement le sentent comme les autres. Le cultivateur, qui voit sa famille grandir rapidement et ne peut trouver moyen de la faire vivre, finit par se décourager et s'en va. Le colon et l'ouvrier font de même, et ces trois catégories s'en vont parce qu'ils ne trouvent plus ici la prospérité qu'ils désirent. Je ne connais pas de spectacle plus triste que ce défilé d'un peuple sur la route de l'exil. Il faut constater le fait que notre peuple s'est mis en marche par milliers vers les États-Unis.

Je ne crois pas qu'on ait raison de m'appeler défaitiste parce que je déplore cet état de

choses. Le premier ministre l'a déploré lui-même dans une assemblée à Montréal. Et, pendant que ces trois classes s'en vont, on voit rentrer le capitaliste, le financier et le spéculateur averti des États-Unis qui viennent acheter nos concessions forestières et nos pouvoirs d'eau. Nous laissons partir le meilleur de notre sang pour le remplacer par un peu d'or et surtout beaucoup d'influence étrangère. Le premier ministre ne veut pas laisser les étrangers s'emparer du Saint-Laurent, mais il ne songe pas qu'il est en train de leur donner le peu de forêts qui nous reste. Il nous a parlé d'autonomie. N'est-ce pas sacrifier l'autonomie de notre province que de laisser demeurer un pareil état de choses?

L'honorable premier ministre nous a parlé d'une nouvelle grande industrie qui va être fondée ici. Je préfère le millier de petites cheminées qui se sont éteintes au cours de l'année dernière à la grande cheminée de l'usine dont on annonce la création. Le gérant de cette grande industrie exercera une grande influence, mais il ne nous fera pas oublier que nos colons sont partis parce qu'ils ne pouvaient pas gagner leur vie chez nous. Il ne faut pas se le cacher, un doute est entré dans l'âme nationale. Le doute existe dans l'âme du premier ministre comme dans la mienne. Je viens ici pour faire mon devoir et je dis: Ce doute, il a été créé par l'imprévoyance des hommes qui nous gouvernent. Recherchons la cause de ce malaise et le moyen de le faire disparaître.

L'honorable premier ministre a parlé des ouvriers. L'ouvrier n'est pas seulement l'homme qui est dans une usine, un outil à la main. L'ouvrier, c'est aussi le modeste travailleur qui peine avec sa plume. Pourquoi, dès cette session, ne pas venir au secours de l'ouvrier? J'aurais préféré qu'au lieu de référer la cause à une commission on l'ait étudiée ici. Il ne faut pas être ouvrier pour connaître ses besoins et sa cause. L'on devrait aussi aller aider le colon en faisant la séparation du domaine colonisable du domaine forestier.

Je ne suis pas venu ici simplement pour critiquer. Je connais les efforts louables du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour améliorer le sort des colons, mais il me semble qu'il peut employer son intelligence et son énergie à un travail plus pratique encore. Au lieu d'envoyer des provisions de bouche au colon, aidons-le à gagner sa vie et donnons-lui-en les moyens. Il ne demande que cela. Je sais que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a accompli une oeuvre. Je le félicite en passant de la création récente de l'École des beaux-arts, mais je me dis que, s'il est beau d'avoir une telle école, il

faut que la petite école de rang nous préoccupe davantage, car elle intéresse l'humble colon, qui a des enfants à la demi-douzaine et a droit d'avoir une école pour les faire instruire.

Cette question de colonisation, il me semble - et je ne voudrais pas qu'on dise que je fais un rêve irréalisable - mais il me semble que nous devrions la mettre au-dessus des questions politiques, car c'est l'avenir de notre race qui est en jeu. Allons chez le cultivateur non pas pour lui donner des graines de semence ou pour faire du patronage, mais pour lui fournir les moyens de gagner sa vie. Qu'on donne aussi une éducation suffisante à ses enfants, pour leur permettre de devenir des cultivateurs modèles. Si nous pouvions mettre la colonisation et l'instruction publique au-dessus des misères de la politique, nous leur aurions rendu le plus grand service.

Il est 6 heures, et je ne veux pas terminer sans un mot pour l'honorable premier ministre. J'ai dit au début de mes remarques que la neige avait tombé sur nos fronts. Je pourrais ajouter que c'est le travail qui a fait blanchir le premier ministre et je serais même tenté de dire que c'est un peu la faute de l'opposition. Quant à vous, M. l'Orateur, je suis heureux de vous répéter combien j'ai été heureux de me retrouver avec vous en cette Chambre, de constater que non seulement votre coeur est resté jeune, mais que vous jouissez toujours de la confiance de vos collègues. L'opposition compte sur votre impartialité, comme l'a dit son chef, pour accomplir loyalement son devoir. J'exprime l'espoir que mes paroles, par moments piquantes, seront comme la moutarde dans un bon dîner et n'auront d'autre effet que d'aider l'appétit.

L'honorable M. David (Terrebonne), appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), propose l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt des documents demandés

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je désire savoir du premier ministre quand seront produits les documents qui ont été demandés au gouvernement par des ordres de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le chef de l'opposition veut nous indiquer quels documents il préfère, il les aura tout de suite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas de préférence. Ils doivent tous être produits, puisque

la Chambre l'a ordonné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est l'ancienne Chambre qui l'a ordonné.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement doit respecter les ordres de l'ancienne Chambre comme ceux de la nouvelle.

La séance est levée vers 6 heures<sup>25</sup>.

#### NOTES

1. Selon le *Montreal Star* (20 décembre, p. 4), plusieurs députés libéraux à la Chambre des communes assistaient à cette séance, assis à la droite de l'Orateur: l'honorable G.-H. Boivin (Shefford), MM. J.-A. Denis (Saint-Denis), E. W. Tobin (Richmond-Wolfe), F.-J. Pelletier (Matane), J. D'Anjou (Rimouski) et G. Parent (Québec-Ouest).

2. Quand le chef de l'opposition se leva, les 19 députés de l'opposition applaudirent longuement, en frappant vigoureusement sur le couvercle de leurs pupitres à la manière parlementaire (*Le Devoir*, 20 décembre, p. 1).

3. Louis-Philippe Brodeur venait d'être assermenté lieutenant-gouverneur, le 31 octobre.

4. Cette lettre pastorale a été lue dans toutes les églises de l'archidiocèse de Québec au prône de la messe, le dimanche 16 décembre 1923. Le cardinal y dénonçait le mauvais théâtre, les danses lascives, les modes indécentes et la contrebande des boissons alcooliques.

5. G.-E. Denault (Richmond) et W. R. Oliver (Brome). Les deux députés malades dont parle M. Sauvé un peu plus bas sont Téléphore Simard (Témiscamingue) et M. O'Bready (Sherbrooke).

6. Il s'agit de l'*Événement*. M. Plante fut défait aux élections de 1912 et ne fut pas candidat en 1916 et 1919: il a été absent de la Chambre pendant 11 ans. M. Patenaude démissionna le 2 octobre 1915. Il occupa à Ottawa le poste de ministre du Revenu, de 1915 à 1917, et celui de secrétaire d'État et de ministre des Mines, de janvier à juin 1917. Il a été absent de la Chambre pendant huit ans.

7. Il y en eut quatre le 22 octobre 1923, dans Abitibi, Brome, Richmond et Yamaska, et elles furent toutes gagnées par les libéraux.

8. Voir la note 1.

9. Procès que le trésorier, l'honorable Jacob Nicol, avait intenté au docteur J.-E. Noël, de Sherbrooke, qui l'avait accusé de spéculer sur l'octroi des licences. Ce procès s'instruisit à Sherbrooke du 26 novembre au 8 décembre 1923.

10. L'honorable M. Caron devait, selon les rumeurs qui circulaient alors, démissionner prochainement pour devenir auditeur de la province (*Le Devoir*, 14 décembre).

11. Voir la note 17.

12. L'honorable J. C. Kaine était ministre sans portefeuille quand il est décédé, le 1er avril 1923.

13. William Robert Oliver, député de Brome, est décédé le 4 mai 1923 et fut remplacé par son frère, Carlton James Oliver, qui fut élu dans Brome aux élections partielles du 22 octobre 1923. Georges-Ervé Denault, qui avait été député de Richmond aux élections générales du 5 février 1923, est décédé deux jours plus tard, le 7 février.

14. Ce sont MM. Hushion (Sainte-Anne) et Berco-vitch (Saint-Louis).

15. Il s'agit de Pierre Bertrand (Saint-Sauveur), qui se trouve placé dans le coin gauche de la Chambre.

16. M. Renaud était cultivateur et commerçant d'animaux; M. Faucher, médecin et professeur de médecine à l'université Laval. À la session précédente, M. Renaud était à la droite du chef de l'opposition; à cette session, il fut placé plus loin du chef de l'opposition.

17. Cette manifestation en l'honneur du premier ministre du Canada eut lieu le jeudi soir 6 décembre 1923 au Manège militaire de la rue Craig à Montréal. M. King était de retour de la Conférence impériale et économique de Londres.

18. *Le Canada* mentionne le montant de \$1,100,000.

19. "Lois sur les châteaux en Espagne", c'est-à-dire lois sur les sociétés de placement destinées à protéger l'épargne.

20. Voir la note 6.

21. Notamment à la séance du 7 février 1912. Les journaux diffèrent sur l'année où l'opposition réclama ces réformes: "il y a 12 ans" selon *l'Événement*, "il y a 10 ans" selon *l'Action*.

22. M. Pierre Bertrand, député de Saint-Sauveur.

23. Les députés ouvriers élus en 1919 et battus en 1923 sont MM. Adélard Laurendeau (Maison-neuve) et Aurèle Lacombe (Montréal-Dorion). M. Joseph Gauthier avait été élu député ouvrier dans Sainte-Marie à l'élection partielle du 22 décembre 1921 et il fut battu également comme candidat ouvrier en 1923.

24. M. Aurèle Lacombe (Montréal-Dorion) a été nommé ministre sans portefeuille le 27 septembre 1921.

25. Après le souper, les députés étaient invités, comme la veille, à assister dans la salle du comité des bills publics à une représentation cinématographique donnée par la compagnie Le Cinéma canadien limitée. Les films, qui illustraient les principaux développements de la province, colonisation, routes, etc., avaient été préparés à la demande des différents ministères et devaient être distribués à l'étranger dans un but de propagande (voir: *La Presse*, 20 décembre, p. 24).

Séance du 20 décembre 1923

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la corporation de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à distribuer l'électricité en dehors de son territoire (M. Delisle);
- de Quebec & Chibougamau Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delisle);
- de dame Mary Ida Margaret Poupore et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de W. J. Poupore et Barbara Eleonore Poupore (M. Létourneau);
- d'Arthur L'Heureux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Létourneau);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau);
- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Herménégilde, en la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-Herménégilde" (M. Pellerin);
- de Francis Rosconi et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt sur les immeubles à eux légués par Francis Rosconi père (M. Richard).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'honorable M. George Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Grand Lake Railway Company" (M. Authier);
- de The Eastern Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la

succession de feu John Robinson (M. Bercovitch);

- de The Empire Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- de The Montreal Central Terminal Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs conférés par divers actes du Parlement du Canada et changeant son nom en celui de "The Montreal Tunnel and Terminal Company" (M. Bercovitch);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);

- des syndics de l'école protestante de la municipalité et paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et Dorval, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'érection de ladite municipalité en municipalité scolaire indépendante (M. Bercovitch);

- de Max Mitashefsky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal Hebrew Old Peoples Home" (M. Bercovitch);

- de The Montreal Maternity, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à transporter tous ses droits et propriétés à l'hôpital Royal Victoria (M. Bercovitch);

- des syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe pour fins scolaires (M. Bercovitch);

- de Thomas Palmer Howard et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre la propriété immobilière de feu Martha Greenfield (M. Bercovitch);

- de dame Blanche Goulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Ursulines de Gaspé" (M. Bugeaud);

- de monseigneur Joseph-Elzéar Matte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Gaspé" (M. Bugeaud);

- du révérend frère Pierre Landuyt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Notre-Dame-de-Miséricorde" (M. Daniel);

- de madame Céline Fréchette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Bon-Pasteur de Chicoutimi" (M. Delisle);

- de la corporation du village de La Malbaie, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Dufour, Charlevoix);

- des soeurs de Saint-François d'Assise, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Dufour, Charlevoix);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lafleur);

- du révérend père Marie-Clément Staub et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Pères Augustins de l'Assomption" (M. Fortier);

- de Lucien Larue, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Hamel);

- de René Morisset, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre comme élève de quatrième année, après examen (M. Hamel);

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-Berchmans, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-Jean-Berchmans", et pour autres fins (M. L'Archevêque);

- des syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à prélever des taxes pour fins de construction (M. Pellerin).

#### Rapports de comités:

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande que les délais fixés pour la présentation et la réception des pétitions introductives de bills privés, ainsi que pour la présentation et le rapport des bills privés, soient dans chaque cas prolongés de 17 jours, sans que les promoteurs soient tenus de payer des droits additionnels.

Le rapport est adopté.

**M. Bugeaud (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du

comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande que les délais fixés pour la présentation et la réception des pétitions introductives de bills privés, ainsi que pour la présentation et le rapport des bills privés, soient dans chaque cas prolongés de 17 jours, sans que les promoteurs soient tenus de payer des droits additionnels.

Le rapport est adopté.

#### État des mandats spéciaux

**L'honorable M. Nicol (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi.



État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par la loi

Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
Instruction publique:			
Construction d'une école des beaux-arts à Montréal (O. C. no 431, 21 mars 1923)	\$70,000.00	\$70,000.00	
Divers services:			
Divers en général	9,000.00	9,000.00	
Agent général de la province en Belgique (O. C. no 498, 9 avril 1923)	2,800.00	2,800.00	
Divers services:			
Services divers:			
Octroi "re": chômage	10,000.00	10,000.00	
Charges sur le revenu:			
Gazette officielle de Québec (O. C. no 578, 12 avril 1923)	13,500.00	13,500.00	
Services divers:			
Commission royale "re": administration de la justice dans l'affaire Blanche Garneau (O. C. no 620, 2 avril 1923)	45,951.32	45,951.32	
Divers services:			
Agriculture:			
Cercles agricoles	10,500.00	10,500.00	
Encouragement à l'agriculture en général	125,000.00	125,000.00	
École de laiterie de la province de Québec, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec	1,500.00	1,500.00	
Apiculture	5,500.00	5,500.00	
Terres et Forêts:			
Dépenses générales	10,000.00	10,000.00	
Protection des forêts	75,000.00	75,000.00	
Arpentages	50,000.00	50,000.00	
Service forestier	45,000.00	45,000.00	
Services divers:			
Divers en général (O. C. no 677, 25 avril 1923)	20,000.00	20,000.00	
Divers services:			
Services divers:			
Aide aux sinistrés de la ville de Terrebonne	20,000.00	20,000.00	
Gouvernement civil:			
Département du Trésor - branche des assurances (O. C. no 747, 12 mai 1923)	1,000.00	1,000.00	

Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
Services divers:			
Aide aux sinistrés de Sainte-Agathe (O. C. no 903, 7 juin 1923)	5,000.00	5,000.00	
Divers services:			
Agriculture:			
Cercles agricoles	3,000.00	3,000.00	
Encouragement à l'agriculture en général	124,000.00	124,000.00	
Journal d'agriculture	2,500.00	2,500.00	
Horticulture	9,500.00	9,500.00	
Aviculture	4,000.00	4,000.00	
Apiculture	1,000.00	1,000.00	
École de réforme et d'industrie:			
Boy's Farm & Training School, Shawbridge (O. C. no 1006, 13 juin 1923)	17,000.00	17,000.00	
Divers services:			
Législation:			
Impression, reliure et distribution des statuts	7,000.00	7,000.00	
Gouvernement civil:			
Traitements - bureau du lieutenant-gouverneur	300.00	300.00	
Dépenses contingentes - département du secrétaire de la province	12,000.00	12,000.00	
Administration de la justice	45,000.00	45,000.00	
Instruction publique:			
Écoles normales	8,000.00	8,000.00	
Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons	10,000.00	10,000.00	
Écoles publiques	4,500.00	4,500.00	
Encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc.	1,200.00	1,200.00	
Pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique	2,000.00	2,000.00	
Rapport du surintendant	1,700.00	1,700.00	
Fonds des écoles élémentaires en vertu de l'article 2947, S. R. Q., 1909, en plus des crédits statutaires (pour la construction d'écoles dans les municipalités pauvres)	50,000.00	50,000.00	
Écoles du soir, écoles de coupe	3,000.00	2,965.01	34.99
Statistiques:			
Bureau des statistiques de Québec	7,000.00	7,000.00	
Asiles d'aliénés	112,000.00	112,000.00	
Écoles de réforme et d'industrie	56,680.68	41,052.84	15,627.84
Hygiène:			
Bureau d'hygiène de la province de Québec	5,000.00	5,000.00	
Travaux publics et Travail:			
Extraordinaire:			
Édifices de la législature et des départements: construction d'un nouvel édifice, rue Sainte-Julie, Québec	160,000.00	160,000.00	

Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Non dépensé
Charges sur le revenu:			
Registrateurs: traitements et dépenses contingentes	20,000.00	20,000.00	
Services divers:			
Collection Beetz (O. C. no 1081, 26 juin 1923)	12,000.00	12,000.00	
Écoles de réforme et d'industrie:			
Boy's Farm & Training School, Shawbridge (O. C. no 1410, 17 août 1923)	17,000.00	17,000.00	
Terres et Forêts:			
Protection des forêts (O. C. no 1601, 13 septembre 1923)	100,000.00	100,000.00	
Agriculture:			
Encouragement à l'agriculture en général (O. C. no 1976, 31 octobre 1923)	38,200.62	.....	38,200.62
Services divers:			
Gouvernement civil:			
Branche des assurances, dépenses contingentes	3,000.00	500.00	2,500.00
Bureau du lieutenant-gouverneur, dépenses contingentes	3,000.00	.....	3,000.00
Terres et Forêts:			
Protection des forêts (O. C. no 2262, 12 décembre 1923)	400,000.00	50,000.00	350,000.00
	\$1,759,332.62	\$1,349,969.17	\$409,363.45

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, 20 décembre 1923

Jos. Morin,  
auditeur de la province  
(Document de la session no 36)

### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion qui a été proposée le mardi 18 décembre courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. David<sup>1</sup> (Terrebonne): M. l'Orateur, chacun prenant la parole à l'ouverture de cette session vous a adressé des félicitations. On éprouve toujours de la satisfaction au succès d'un ami. C'est à ce premier titre que je me réjouis de la reconnaissance de vos talents par la majorité. Aussi ai-je été surpris de voir l'honorable chef de l'opposition vous faire un véritable sermon de circonstance sur vos importantes fonctions. Vous n'aviez pas besoin de cette leçon, car je suis convaincu que, des deux côtés de cette Chambre, on reconnaît que jusqu'ici vous avez présidé à nos délibérations avec dignité et que vous avez mis dans l'exercice de vos fonctions un sens d'impartialité, de justice et d'équité que nous avons admiré chez vous.

Je tiens à signaler la déférence, la dignité, le langage courtois du député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Qu'il me permette de lui dire que nous avons été d'autant plus heureux que nous y étions peu habitués chez nos amis d'en face, depuis quelques années. Mais mon honorable ami (M. Patenaude) s'est exposé avec ce discours au sarcasme, aux reproches de la part de son chef, quand il ne craint pas, en discutant des questions politiques, de s'élever au-dessus de cette politique et de combattre loyalement. Le chef de l'opposition m'a souvent reproché de planer en m'élevant au-dessus de la politique.

Les membres de la gauche comme ceux de la droite ont prouvé qu'ils savent faire des comparaisons et tirer des conclusions. Le chef de l'opposition a dit que j'ai parlé en Europe. Oui, j'ai parlé en Europe, à Toronto, à New York, ici, partout où j'ai cru devoir le faire pour faire mieux connaître et mieux aimer ma province, et j'en suis fier.

Dans un langage doucereux qui cachait une foule d'insinuations, le député de Jacques-Cartier

(M. Patenaude) nous a tenus pendant une demi-heure pour nous dire que, depuis son départ de cette Chambre, l'opposition avait bien peu fait. Il a parlé d'autrefois pour trouver quelque chose. Il est remonté en arrière, jusqu'en 1897 même. Il nous a parlé du programme de l'opposition de 1912, il a cité les journaux de la Chambre de 1912. Oh! pas le programme de l'opposition du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), pas celui de l'opposition du dernier Parlement. Il a complètement passé sous silence ce que l'actuel chef de l'opposition a fait. Ne drolotez pas tant votre chef, monsieur le député de Jacques-Cartier. Vous souvenez-vous de la fable du loup et de l'agneau qu'on cite si souvent que finalement on n'y croit plus?

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) nous a accusés d'avoir volé le programme de l'opposition. Mon honorable ami est un bon et fin lecteur, et je désire lui donner lecture, ainsi qu'à la Chambre, d'un discours de Chapleau qui disait à Montréal, au club Cartier, en 1879<sup>2</sup>: "Ces malheureux conservateurs n'ont jamais fait de leur vie autre chose que voler les libéraux." Mais Chapleau a aussi parlé des castors, à Saint-Laurent, en 1883. Que disait-il des castors? Écoutez-le, M. l'Orateur, c'est Chapleau qui parle et qui disait: "Leur parti comprend toutes les médiocrités ambitieuses qui ne peuvent arriver par les voies ordinaires, tous les désappointés, et un bon nombre d'hypocrites qui se prétendent religieux et conservateurs pour mieux ruiner le grand Parti conservateur, pour mieux détruire chez le peuple le vrai sentiment religieux, dont la base fondamentale est le respect à l'autorité et l'amour du prochain. Ils n'ont du reste qu'un trait de ressemblance avec le vrai castor. Ils font leur ouvrage avec de la boue, ils détruisent les chaussées des bons moulins pour construire leurs tanières et ne sont vraiment utiles que lorsqu'on vend leur peau<sup>3</sup>." Je vous demande pardon, M. l'Orateur, ce n'est pas de moi, c'est Sir Adolphe Chapleau qui parle...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On le voit.

L'honorable M. David (Terrebonne) cite encore Chapleau qui se moque de ceux qui se croient une mission et qui critiquent à tort et à travers ceux qui essaient de servir leur pays: "L'opposition que nous font ces hommes ne serait pas importante, sans le caractère qu'ils ont donné à ce qu'ils appellent leur mission politique... Une singulière maladie s'est produite depuis quelques années dans notre pays. Du moment qu'un jeune homme lit dix pages de Veuillot ou de Joseph de Maistre, qu'il écrit deux ou trois lettres à un curé et un

article dans la presse, ne voilà-t-il pas qu'il croit avoir une mission? Il se fait apôtre; il lui faut de suite une croisade<sup>4</sup>."

Comme du temps de Chapleau, je regrette cette coutume que l'on veut faire revivre aujourd'hui d'imputer toujours des intentions antipatriotiques à nos gouvernants. Il est pitoyable de nous rendre compte qu'actuellement, dans notre province, il monte jusqu'au front de nos hommes politiques des attaques, des insultes et des insinuations injustifiées contre les deux partis politiques qui n'ont pour effet que d'arrêter les meilleurs efforts et les meilleures énergies.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) ne veut pas passer pour un défaitiste. S'il ne veut pas être traité de défaitiste, pourquoi traite-t-il de défaitistes ceux qui s'en vont? Il doit savoir que, comme tout le reste du monde, nous ne faisons que souffrir du chaos et du cataclysme qui a bouleversé tous les pays et que ceux qui sont partis n'étaient pas des défaitistes. Dans tous les peuples, il y a deux classes d'hommes, les optimistes et les défaitistes. Les premiers se rendent compte que rien n'est parfait et que bien des choses peuvent être améliorées. Mais ils gardent leur confiance même lorsque des empires s'écroulent, en disant: "Nous passerons à travers, malgré les difficultés." Ici aussi il y a les optimistes: sans croire qu'on est arrivé au maximum de prospérité et de bonheur, on peut tout de même croire que nous faisons quelque chose de bon et qu'avec l'énergie et la bonne volonté de tous nous pourrions traverser victorieusement la crise dont nous souffrons. Et il y a des pessimistes qui veulent condamner absolument tout ce que nous faisons.

N'est-il pas vrai que l'après-guerre a été plus désastreux pour notre province que la guerre elle-même? Pendant la guerre, les cultivateurs faisaient de l'argent. Ils produisaient autant que possible et obtenaient de bons prix pour leurs produits et trouvaient de nombreux marchés pour les écouler. Ils faisaient de l'argent, et la plupart d'entre eux agrandirent leurs fermes, achetèrent de nouvelles machines agricoles et payèrent presque entièrement les hypothèques qui grevaient leurs propriétés. Mais, au lendemain de la guerre, la situation économique était changée et, lorsque les cultivateurs réalisèrent que leurs produits avaient moins de valeur, qu'ils ne trouvaient pas les mêmes marchés, ils furent embarrassés, se trouvant soudainement avec de vastes terres, et se virent même forcés, n'ayant plus leurs fils, d'engager de la main-d'œuvre.

Le député de Jacques-Cartier a-t-il vraiment été sincère hier quand il a donné la cause du ma-

laise et qu'il a tenu le gouvernement responsable de la désertion de nos campagnes? À un récent congrès d'assureurs américains, on a admis que 10,000,000 de fermiers américains ont quitté leurs fermes pour les grands centres industriels, afin d'échapper à la résultante du cataclysme qui pendant cinq ans a porté nos fils dans les villes où ils étaient attirés par les gros salaires payés dans les fabriques de munitions. Cependant, l'on n'a pas songé à attribuer cela au Congrès américain.

L'exode ne date pas d'hier. Est-ce que le chef de l'opposition - non pas encore - est-ce que le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) - (Rires) - peut nier qu'avant 1897 les nôtres émigraient aux États-Unis? A-t-il raison d'oublier son histoire en prétendant que cet exode vers les États-Unis est la faute du gouvernement? Dès 1881, M. Chapleau s'apitoyait sur le sort des Canadiens qui s'exilaient aux États-Unis. Plus de 400,000 des nôtres avaient alors émigré aux États-Unis, de 1891 à 1897. À la suite de quelle politique ont-ils émigré? Qu'ont fait les conservateurs du temps pour faire revenir chez nous ces émigrés? Dès cette époque, l'on s'apitoyait sur le sort des Canadiens français qui partaient pour les États-Unis. L'exode a continué jusqu'à la guerre. Celle-ci y a mis fin, car pendant cette période tous faisaient de l'argent.

Mais, lorsqu'on vit les salaires diminuer dans certains cas de 50%, on songea à aller aux États-Unis pour y gagner les mêmes salaires que l'on payait ici pendant la guerre. J'ai rencontré dernièrement sur un train un Franco-Américain établi là-bas depuis 30 ans: "Je viens chercher mon oncle", déclara le Franco-Américain qui demeure à Fall River. "C'est gai à Fall River, et il pourra travailler sur sa ferme comme au Canada", ajoutait-il. Que pouvons-nous faire pour empêcher cela?

La même chose se produisit chez les ouvriers des villes. Lorsque ces derniers se virent forcés d'accepter ici des salaires beaucoup diminués, mais qui pourtant n'étaient devenus que normaux ou presque, ils s'en allèrent à l'étranger. "Rapatrions-les", dit le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Mais je suis allé aux États-Unis. J'ai eu la bonne fortune de parler devant des compatriotes devenus américains de coeur et d'esprit. Ils se sont habitués à la vie là-bas, ils sont devenus américains. Leur âme est restée fidèle à la terre ancestrale, mais ils se trouvent heureux sous le drapeau étoilé. Il est difficile de les décider à revenir chez nous. Ils émigrèrent du temps des conservateurs et sont maintenant habitués à vivre dans des centres où ils sont la majorité. Sommes-

nous à blâmer pour l'émigration de pères de famille qui ont quitté le pays sous le régime des conservateurs et qui maintenant attirent leurs enfants et les amis de leurs enfants de l'autre côté de la frontière?

Les fils de cultivateurs, demeurant non loin de Trois-Rivières, de Saint-Hyacinthe et d'autres villes de notre province, ont cet avantage d'y aller passer d'agréables soirées, attirés comme ils le sont par de nombreux attraits qu'ont ces villes. Égayons nos campagnes, faisons quelque chose qui y retienne leur attention et ne leur fasse pas désirer les attractions factices des villes, rendons nos campagnes attrayantes pour les fils et les filles de nos cultivateurs; trouvons ce qu'il faut pour qu'ils occupent leurs longues soirées d'hiver, et nous les garderons chez nous.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a été injuste en disant que l'on devrait apprendre au cultivateur à l'école à aimer la terre. Depuis quelques années, le Conseil de l'instruction publique a adopté pour l'école du rang tout un programme qui augmente le nombre des années du cours de quatre à six ans et surtout qui oblige les institutrices à répéter chaque jour aux enfants, sous toutes les formes possibles, l'éloge de l'agriculture. L'écuyer y reçoit des notions sur l'agriculture qui lui font voir la beauté du rôle du cultivateur et la grandeur de la tâche qu'il accomplit au point de vue économique. Il peut faire son cours modèle sans avoir besoin d'aller au village. On lui inculque l'idée qu'en se faisant agriculteur il acquerra cette indépendance dont jouit son père sur sa ferme. Malgré toutes les difficultés qu'il a à surmonter, le cultivateur consciencieux reste par amour attaché à la terre. C'est pourquoi il faut inculquer chez l'enfant l'amour du sol et, le jour où le fils du cultivateur sera imbu de cet amour, nous n'aurons plus à craindre, il ne sera pas attiré par les ampoules électriques des grandes cités et il saura que le bonheur est à la campagne.

Nous voulons que l'agriculture soit enseignée et bien enseignée, non pas par des phrases banales, mais par des notions qui attireront les enfants vers le sol. Il faut donner aux jeunes les notions élémentaires d'agriculture à l'école du rang, l'assainissement du sol, les caractéristiques de la région où ils résident, l'industrie laitière, etc. Quand le fils du cultivateur sortira de l'école, il aura non seulement l'amour du sol, mais aussi des connaissances sommaires en agriculture.

La Chambre a dû être étonnée comme moi de l'embargo que le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) veut mettre sur le capital étranger. Je suis plus surpris encore qu'il ait déclaré que le

gouvernement ne devrait pas développer ses ressources naturelles au bénéfice de la population. Pour moi, ce développement ne constitue qu'une leçon de saine économie. Si actuellement la population n'est pas dense ou assez regroupée pour profiter des avantages du temps présent, si la province n'a pas la population ni l'industrie, est-ce à dire que nous devons laisser se perdre nos immenses réserves forestières? Si nos industries ne sont pas aussi considérables qu'il le faudrait, avons-nous le droit de laisser s'abattre, se détruire par elle-même la fortune résultant de nos richesses forestières? Devons-nous attendre que le feu ait détruit nos belles forêts avant d'en retirer des revenus? Si nous le faisons, on verrait avant longtemps le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) et ses amis blâmer le gouvernement pour avoir attendu la destruction de nos forêts par le feu avant d'en retirer tous les profits possibles.

Dans une phrase charmante, le député de Jacques-Cartier nous a dit que nous ne devons pas vendre nos richesses pour un plat de lentilles. Je suis avec lui sur ce point, nous ne devons pas les sacrifier et nous ne les sacrifierons pas, mais pour une belle phrase on ne doit pas s'éloigner de la vérité. Et l'honorable premier ministre nous l'a dit, la vérité, c'est que nous avons réalisé de gros revenus avec la vente de nos forêts et de nos pouvoirs d'eau.

Je demande au député de Jacques-Cartier de prendre connaissance des contrats en vertu desquels, au cours de la dernière année fiscale, des limites à bois ont été vendues à des prix jamais payés jusqu'ici. Est-ce que les déclarations du premier ministre à cet égard ne sont pas suffisantes à calmer les craintes des esprits les plus inquiets? La vente de ces limites à bois permet la création de centres industriels autour desquels, en plus des ouvriers qui y travaillent, des cultivateurs vont s'établir et trouvent, dès leur première année de production, des marchés suffisants pour écouler leurs produits. Ces centres absorberont les surplus de la population rurale. Nous ne voulons pas une industrialisation à outrance, mais nous voulons une industrie adéquate à nos besoins. C'est par le développement de l'industrie que nous pourrions induire les cultivateurs à produire davantage.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a eu la pensée poétique de préférer mille petites cheminées de maisons de colons à une grosse cheminée d'usine. Mais la grande industrie, la grande usine, c'est elle qui répand l'activité, qui crée ces mille petites cheminées du député de Jacques-Cartier. Oh! je préférerais bien à ces mille petites cheminées poétiques mille petits rouets.

Oh! je préférerais l'industrie familiale à l'industrie moderne. C'est elle qui a fait le succès de l'Allemagne avant la guerre. Je le répète, aux mille petites cheminées d'où s'échappe une fumée blanche qui remonte vers le ciel, je préférerais mille bons petits rouets qui permettraient à toutes les femmes et à toutes les jeunes filles de nos campagnes de filer de la laine, de fabriquer en quantité cette toile canadienne si belle et si recherchée et de faire ces beaux tissus que l'on retrouve encore à La Malbaie et qui font l'admiration des étrangers. Et, en disant cela, le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) croira que je suis aussi sincère que lui.

Pauvre colonisation, dit l'opposition. J'aimerais que le député de Jacques-Cartier nous dise le nom de l'endroit où les colons ont quitté en aussi grand nombre qu'il l'a dépeint hier. Loin de diminuer, la population de nos centres de colonisation va toujours en augmentant. Le nombre de colons a augmenté de 8,000 dans l'Abitibi. L'an passé, 3,700 colons s'y sont établis. En 1914, 107 familles étaient établies alors qu'en 1922 on en comptait 2,600. En 1915, il y avait 951 âmes. L'an passé on en comptait 15,085. Les colons ne sont pas allés là par hasard. Ils y sont allés parce que le gouvernement y a dépensé des sommes énormes pour faciliter la colonisation, \$1,000,000 durant les 12 derniers mois. Ils vont entreprendre le défrichement des nouvelles régions parce qu'ils veulent bénéficier des nombreux avantages que leur offre le gouvernement. Cela prouve que nous ne sommes pas des défaitistes. En un mot, cela démontre l'attachement de notre peuple à la terre. L'opposition se moque du gouvernement, parce que nous avons donné des graines de semences! Le gouvernement, en distribuant des graines de semences aux colons, ne les considère pas comme des "quêteurs", mais veut tout simplement leur aider à continuer l'oeuvre bien noble qu'ils accomplissent et poursuivent avec tant de zèle.

Le curé de Saint-Faustin m'a supplié récemment de faire envoyer des graines de semences aux cultivateurs de sa paroisse. Le témoignage d'un autre curé dit que, dans une autre paroisse, la distribution de graines de semences a eu pour résultat de sauver une situation désespérée et de faire 400 acres de terre neuve. "Nous n'aurions pas eu de semences, écrit le curé, mais l'ordre en conseil sauveur est arrivé." J'aime mieux ce témoignage que celui du député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Et, si nos cultivateurs ont encore besoin de graines de semences, méprisant les moqueries de l'opposition, nous les aiderons encore. Le gouvernement admire les braves colons et, pour

leur venir en aide sous ce rapport, il doublera, si c'est nécessaire, la somme qu'il consacre chaque année à l'achat de graines de semences.

Quant à l'autonomie de Montréal, il faut rappeler que ce sont des chefs conservateurs, Sir Hormisdas Laporte et S.-D. Vallières<sup>5</sup>, qui, depuis 10 ans, ont dirigé des pèlerinages qui sont venus demander à la législature de mettre sous sa tutelle la cité de Montréal. Ce sont les députés libéraux de Montréal qui ont voulu laisser à la cité de Montréal la liberté de se prononcer sur le système d'administration qu'elle préférerait. Le gouvernement ne consentit au changement d'administration qu'après s'être rendu compte que c'était le remède nécessaire. Lorsque la commission administrative eut terminé son oeuvre, ce fut encore le gouvernement qui offrit au peuple de Montréal de se choisir lui-même son mode d'administration. Le président de la commission administrative actuelle n'est-il pas un ami politique de l'opposition? Le gouvernement n'a-t-il pas été raisonnable, et son dernier geste n'est-il pas justifié par le fait qu'aujourd'hui les administrateurs que le peuple de la métropole s'est choisis ont pour la première fois depuis 10 ans bouclé le budget par un surplus de un million? Il faut juger un gouvernement par ses actes. Peut-on blâmer le gouvernement de la province d'avoir tenu cette attitude envers la métropole? Il ne faut pas perdre de vue que tous les groupes s'étaient unis pour demander au gouvernement d'intervenir dans les affaires de Montréal.

Le gouvernement n'a jamais abusé de la ville de Montréal et la métropole n'a pas été la "vache à lait de la province". J'accepte la parole de ceux qui nient avoir lancé ce cri. Le résultat des dernières élections générales à Montréal est dû à ce qu'on a répété trop souvent aux Montréalais que le reste de la province vit aux dépens de Montréal. Dans les campagnes, on a parlé en sens contraire. Au nom de la paix et de l'harmonie, et si nous voulons que notre province soit prospère, cessons donc d'ameuter les villes contre les campagnes, et les campagnes contre les villes. S'il en est ici qui n'y sont pas consentants, je le dis sans hésitation: Qu'ils sortent et retournent chez eux, où ils ne feront pas grand bien, mais où ils feront moins de mal!

Je le dis aux représentants ruraux: Montréal est une ville nécessaire à la province de Québec, et nous n'avons pas le droit de ne pas faire tout en notre possible pour que Montréal soit satisfaite. Nous voulons tout faire à cette fin, mais sans être injustes pour le reste de la province; nous voulons lui donner le plus que nous pouvons, mais sans que cela soit aux dépens des autres. Nous voulons

établir un traitement basé sur l'équité et le sens de la justice. Quelques chiffres pour démontrer que le gouvernement s'est montré très généreux pour la métropole: Ses octrois pour la construction d'édifices publics et de diverses institutions s'élèvent à \$3,500,000, pour les 12 derniers mois, dont \$200,000 pour l'École des beaux-arts, \$400,000 pour l'Institut pédagogique, \$200,000 pour l'hôpital Notre-Dame, \$500,000 pour un hôpital de tuberculeux et \$200,000 pour le radium. En outre, on a accordé annuellement \$290,000 pour l'éducation de la classe ouvrière à Montréal.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a parlé des familles nombreuses. Il y a longtemps qu'il y a des douzaines d'enfants accrochés aux jupes des mères. Est-ce que les conservateurs ont jamais fait quoi que ce soit pour les aider, ces petits enfants, pour les sauver de la tuberculose, de la méningite et de la paralysie infantile? Vous vous contentez de les regarder; nous faisons mieux. Au lieu de nous attarder et de faire des phrases de rhétorique, nous mettons la main dans le trésor et nous disons: "Voici un demi-million pour sauver des vies à la patrie canadienne-française." Nous voulons enseigner à la population l'importance de faire circuler de l'air frais dans leurs maisons. Nous ne voulons pas de cette litanie de petits corbillards blancs qui s'en vont vers le cimetière...

**M. Faucher (Québec-Centre):** Nous sommes avec vous sur ce point-là.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Tant mieux! Nous voulons inculquer à nos populations les notions de l'hygiène et en faire une race forte et saine. Il n'est pas nécessaire que ce soit un médecin qui se fasse le champion de la classe ouvrière dans la Chambre; un ouvrier peut défendre les intérêts de son parti.

Le gouvernement libéral a beaucoup fait pour les ouvriers. Il fut le premier à adopter une loi pour eux. Nous avions des ouvriers dans nos rangs; nous en étions fiers. Des professionnels conservateurs les ont combattus, en posant en défenseurs des intérêts ouvriers. Je me souviens qu'un jeune avocat qui porte mon nom<sup>6</sup> a siégé dans cette Chambre, y a réclamé les droits des ouvriers, et les conservateurs l'ont fait battre plus tard pour le récompenser. Comme en quelques années on peut changer!

Quant à la petite école de rang, si chère à l'opposition, il rappelle que le gouvernement a dépensé l'an dernier \$1,200,000 pour l'école rurale sur un budget de \$2,935,000, c'est-à-dire un peu moins que 50%, et qu'il a dépensé \$233,000 rien

que pour la construction d'écoles.

Il parle de tous les progrès réalisés par l'éducation: 7,543 établissements scolaires en 1921 contre 7,040 en 1915. Il cite plusieurs autres chiffres pour établir que le gouvernement fait plus que ses devanciers pour l'instruction publique.

Il dit quelques mots des progrès accomplis sous le rapport de la voirie.

De tout le beau discours du député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), en somme, il ne reste que l'élégance châtoyante. Sachons nous élever au-dessus des mesquineries politiques, comme l'a dit mon honorable ami (M. Patenaude), pour reconnaître au gouvernement tout ce qu'il a fait de bon. Mais ne critiquons pas injustement. Faisons disparaître de notre politique les attaques personnelles qui diminuent ceux qui s'en rendent coupables et font du mal à ceux qui les subissent. Au lieu de nos mesquineries politiciennes, apprécions nos beautés politiques. Et, de grâce, sachons faire crédit à un gouvernement qui agit avec sincérité et se dévoue pour assurer la prospérité de la province. Et je veux répondre aux injustes critiques de l'opposition par cet autre mot que Chapleau lançait à ses adversaires. "Notre charrette est trop remplie d'épis dorés", s'écriait Chapleau. "C'est la richesse de notre province. Pourquoi nous le reprocher? S'il en tombe quelques épis, qui s'accrochent aux ronces du chemin, ramassez-les plutôt, Messieurs de l'opposition, c'est le picotin que nous donnons aux moineaux."

**M. Plante (Beauharnois):** Plus ça change au Parlement provincial, plus c'est la même chose, comme dans la chanson: mêmes tactiques, mêmes attaques. Je voudrais suivre l'éloquent ministre là où il a plané, mais je veux discuter de la politique provinciale et limiter mes remarques le plus possible au débat sur l'adresse. Me sera-t-il permis, avant de parler du discours du trône, de jeter un regard sur la Chambre, d'exprimer ma joie de retrouver plusieurs figures amies et de déplorer le départ d'un grand nombre de mes anciens collègues, qui sont partis, les uns pour aller employer leurs activités ailleurs, d'autres, hélas! que nous ne reverrons plus? Et vous me permettez aussi de rendre un hommage à la mémoire de l'un d'eux, un patriote, mon meilleur ami, l'ancien député de Terrebonne, l'honorable Jean Prévost.

Le parti ministériel a prétendu que l'opposition ne faisait pas de critiques constructives. J'ai justement une suggestion à faire: au lieu de prendre le pays par surprise en tenant les élections par de mauvaises températures, au milieu de l'hiver, ce qui a causé la mort d'électeurs et de candidats, le



gouvernement devrait mettre des dates fixes pour les élections provinciales, de sorte que tout le monde saurait quand se tiendrait le scrutin, soit dans une saison convenable et par une belle température. Nous avons tous risqué notre vie dans ces élections, et le gouvernement l'a échappé belle. Mon père est mort à la suite d'une campagne électorale en hiver. Je demande au gouvernement la passation d'une loi pour les élections à date fixe. C'est un principe juste et équitable et dont tout le monde n'aura qu'à se louer.

Il déplore notre système d'immigration. L'an dernier, on a dépensé des sommes folles pour faire venir au Canada 72,887 personnes de l'étranger, d'Angleterre et d'Europe, qui ne connaissent rien des conditions du pays. Durant la même année, selon les rapports officiels de Washington, il est entré aux États-Unis 107,000 personnes<sup>7</sup> venant du Canada. L'exode aux États-Unis coûte au Canada français des milliers de ses meilleurs citoyens. Il doit être arrêté. Ce système est comme un tonneau des Danaïdes, percé par les deux bouts.

Il ne nie pas que le gouvernement dépense beaucoup d'argent pour aider à l'agriculture et à la colonisation, mais il lui reproche de dépenser cet argent sans songer aux résultats. Comme remède à la crise que traversent les agriculteurs, il suggère la création d'un crédit agricole et de banques pour les agriculteurs. Les banques devraient accorder des prêts aux colons sur une période de 6, 12 et 18 mois si nécessaire, pour qu'ils puissent exploiter leur terre. Recherchant les causes de la désertion du sol, il croit que l'une de ces causes consiste dans le taux élevé des taxes municipales et scolaires.

Il y a un mal social, dit-il. Les Canadiens s'en vont aux États-Unis. Il faut les en empêcher. Le gouvernement nous dit: "Indiquez-nous le moyen." Je suis un franc-tireur. De ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons pas la responsabilité de l'administration. Nous ne sommes pas pour préparer tous les plats aux ministres et les leur servir sur leur table...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lance une boutade.

M. Plante (Beauharnois): Qu'il plaise à la...

Des voix ministérielles: ... cour.

M. Plante (Beauharnois): ...Chambre. Lorsque le gouvernement fera une bonne action, il aura mon appui. Il nous annonce dans le discours du trône une diminution de la taxe des automobi-

les. Tant mieux! Il en est temps, si l'on songe que les licences d'autos coûtent en général ici le double de ce qu'elles coûtent dans l'Ontario. La différence de coût est de l'ordre de 100% entre les deux provinces pour une licence de Ford. Le gouvernement devrait aller plus loin. Dans nos campagnes, il y a des autos, il y a des Ford, le type classique de l'auto. Le gouvernement devrait avoir des fractions de licence pour les autos à la portée des gens de la campagne qui ne peuvent utiliser leurs voitures que pendant une partie de l'année, à cause de la neige. Il n'est pas juste que le coût des licences soit le même à la campagne qu'à Québec et à Montréal. Si le gouvernement réalisait cette réforme, j'applaudirais des deux mains.

Il prône certaines réformes judiciaires. Il suggère que le gouvernement facilite l'accès aux tribunaux pour les cultivateurs et les ouvriers. Il trouve que les procédures légales sont longues et trop coûteuses. Il voudrait les simplifier. Il fait remarquer que les vols sont beaucoup trop considérables dans les campagnes et, comme les plaintes que portent les volés sont onéreuses sous les frais de justice, il demande la nomination d'officiers spéciaux, "crown prosecutors", qui rendraient dans les campagnes la justice plus accessible, suivant le même système qu'en Angleterre.

Il a du respect pour le Conseil législatif et il ne peut faire autrement que de s'étonner que le gouvernement laisse vacant l'un de ses sièges, celui de la division de Salaberry qui n'est pas représentée depuis le départ de Sir Lomer Gouin pour Ottawa.

Il laisse au député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) le soin de se défendre lui-même contre les attaques du secrétaire provincial. Je n'ai pas mission, dit-il, de le défendre. Son passé est là. Il est sorti du cabinet fédéral en faisant un des plus beaux gestes que jamais un homme public fit en cette province. Les électeurs de Jacques-Cartier ont élu cet homme distingué. C'est un témoignage qui vaut bien les flèches que lui a lancées le secrétaire provincial.

(Voyant entrer le nouveau député de Richmond<sup>8</sup>): Le nouveau député a gagné ses épaulettes vaillamment.

Il (M. Plante) se défend d'être un défaitiste. Il ne croit pas qu'il y ait de défaitistes dans notre province. Les oppositionnistes veulent le bien de la province aussi bien que les ministériels. Selon l'expression de M. Joseph Archambault, "ils ne voyagent pas tous dans le même train".

Il serait sage de la part du gouvernement d'être à l'écoute, non seulement des paroles de l'opposition, mais aussi du mécontentement

exprimé dans toute la province. Les deux plus importants boulets que le gouvernement traîne avec lui sont les lois des bons chemins et l'application de la loi des liqueurs. La taxation excessive a été la cause de bien des départs à l'étranger. Le gouvernement peut bien se vanter des \$50,000,000 qu'il a dépensés pour les bons chemins, mais il ne faut pas perdre de vue les \$3,000,000 provenant des automobiles et les quelque \$4,000,000 ou \$5,000,000 qu'il a été chercher ici et là à la Commission des liqueurs. Étant donné ces revenus, la réduction des taxes serait un pas dans la bonne direction.

Il exige des amendements à la loi de la voirie et signale que les municipalités souffrent de la loi des taxes pour les chemins. Il voudrait que le gouvernement prenne à sa charge la confection et l'entretien de tous les chemins, et qu'il emploie les revenus de la Commission des liqueurs et des licences d'automobiles à la construction et à l'entretien des chemins afin de débarrasser les cultivateurs de la lourde taxe qui pèse sur eux. Il cite une paroisse, celle de Saint-François-Xavier de Brompton, d'où 26 familles sont parties pour les États-Unis parce que les taxes s'élevaient à \$3.65 par \$100.

Il dénonce la loi des liqueurs et regrette que cette loi ait été insérée dans nos statuts. Elle est mauvaise en elle-même et pire encore dans son administration. Je ne voudrais pas être violent, mais je ne puis m'empêcher de rappeler le mot du frère d'un ministre qui disait: "C'est une loi scandaleuse et hypocrite." La contrebande se fait sur un haut pied. Nos routes, près de la frontière américaine, sont usées par les contrebandiers, qui font du 60 milles à l'heure et qui ont écrasé deux enfants. De plus, les criminels augmentent dans les régions jadis honnêtes, du moins dans mon comté. Cette loi est une comédie, surtout pour ce qui regarde l'article qui dit qu'un acheteur ne pourra se procurer plus qu'une bouteille à la fois. Il s'ensuit que des processions se font autour des mêmes magasins durant toute la journée.

M. l'Orateur, si vous voyiez le spectacle que l'on peut voir tous les jours chez moi, à Valleyfield, vous verriez que l'on a raison de se scandaliser. Il y a à la porte des magasins de liqueurs des jeunes gens qui rentrent et sortent pour aller acheter des bouteilles pour les "bootleggers". C'est tellement étrange qu'un étranger qui était témoin de cet état de choses demandait: "Est-ce la "portioncule" dans cette maison, que l'on y entre et sort à tout instant?" Cessons donc cette comédie. Ne disons donc pas qu'on vend une bouteille à la fois, car la loi ne dit pas une bouteille par 24 heu-

res, et les "bootleggers" peuvent avoir de la boisson en quantité. Revenons donc au commerce ordinaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ils pourront en avoir davantage.

**M. Plante (Beauharnois):** Ils en ont assez comme cela et pour en avoir davantage ils tuent. Trois hommes subissent leur procès pour meurtre au moment où je vous parle, pour avoir assassiné un brave garçon de Valleyfield, dans une affaire de boisson.

De plus, la loi des liqueurs est une école de mouchardise. Elle met en branle une armée de gens qui parcourent la province et qui se font tentateurs et provocateurs pour pouvoir faire une cause. Les Canadiens français ne sont pas des mouchards, mais la Commission des liqueurs en a. Ces messieurs partent de Montréal, ils viennent à Valleyfield, font une saisie de quelques bouteilles de bière puis arrêtent un homme sans mandat. La loi des liqueurs devrait être modifiée d'un bout à l'autre. Il faudrait surtout abolir l'arrestation sans mandat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est la loi partout. Le code criminel contient les mêmes dispositions pour le mandat. Ainsi un officier public de la justice qui a pris quelqu'un en flagrant délit peut l'arrêter sans mandat immédiatement.

**M. Plante (Beauharnois):** Très bien mais, dans le cas des détectives de la Commission des liqueurs, c'est un peu différent, car ils ont recours à la provocation en première étape. Les "spotters" sortent au début de chaque semaine et font semblant d'être des touristes égarés ou des voyageurs surpris par la nuit. Ils s'en retournent après avoir berné la femme d'un cultivateur en lui vendant une bouteille d'alcool; c'est pour eux un titre de gloire d'avoir fait une cause. Ils font tomber des gens dans le piège après de nombreuses sollicitations, retournent chez eux et, trois ou quatre mois après, font arrêter les transgresseurs sans mandat. Ces derniers sont amenés en ville pour comparaître devant le magistrat et doivent encourir des dépenses considérables à cause des délais dans leur procès. Les détectives n'observent pas la loi quand ils prennent tous les moyens malpropres qu'ils emploient pour faire tomber leurs victimes dans des pièges. Douze cultivateurs de ma région ont fait leurs 30 mois de prison pour avoir vendu deux ou trois bouteilles de bière à la suggestion

des professionnels de la sollicitation et de la provocation. Il dénonce les agissements de ces "spotters" qui provoquent ainsi des offenses et il tient à élever la voix contre ces abus devant la Chambre, formulant l'espoir que le gouvernement consentira enfin à améliorer sa loi. L'opposition est prête à coopérer à cette amélioration, afin de faire cesser cet état de choses révoltant.

Il félicite le gouvernement pour l'établissement des dispensaires antituberculeux, des cliniques pour maladies vénériennes, et pour sa lutte contre la mortalité infantile. Il demande une aide financière pour le dispensaire de Valleyfield. Il aimerait savoir pourquoi l'on a fermé ce dispensaire alors que l'on en a ouvert d'autres.

Il considère les écoles élémentaires comme la base même de l'éducation. L'opposition ne critiquerait pas le gouvernement s'il décidait de rendre les petites écoles des régions plus attrayantes, plus intéressantes et plus hygiéniques. Il pourrait bien accroître les octrois à ces écoles.

Il se demande ce qu'il va rester de toutes ces flèches que les députés qui viennent de parler se sont lancées. Il reproche au secrétaire provincial (l'honorable M. David) d'avoir été un peu trop acerbe pour le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Il dit que le premier ministre aurait pu être plus digne dans ses remarques. Du duel qui se déroule, conclut-il, il ne restera rien si nous ne prenons la ferme résolution de travailler à rendre plus prospère cette belle province et à y faire scintiller d'un bout à l'autre le flambeau de la pensée française.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mon honorable ami, que j'ai écouté avec plaisir, ne s'étonnera pas si je ne partage pas toutes les opinions qu'il a émises. Il a peut-être été moins acerbe dans ses critiques que le chef de l'opposition et le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Certaines de ses opinions n'en sont pas moins assez osées. C'est ainsi que le député de Beauharnois (M. Plante) exprime l'idée de faire servir les revenus de la Commission des liqueurs pour le coût de la construction et de l'entretien des chemins dont il nous a demandé de nous charger, pour ensuite dénoncer cette loi des liqueurs et regretter qu'elle ait été inscrite dans nos statuts. Comment pourra-t-on payer l'entretien des chemins si nous nous privons de ces revenus?

La loi des liqueurs est une excellente loi qui a aidé énormément à la tempérance dans la province de Québec. Elle est admirée partout et dans toutes les autres provinces on cherche à l'imiter. Une loi semblable a été adoptée en Colombie-

Britannique et au Manitoba, tandis qu'en Alberta elle est sur le point d'être mise en vigueur. On a voulu prendre le contrôle de la vente des liqueurs parce que cela était dans l'intérêt du public. Notre loi est populaire. Elle fait du bien et si un referendum était établi sur cette loi on peut être sûr que le peuple se prononcerait en faveur du maintien de cette loi. Le député de Beauharnois (M. Plante) a cité quelques cas pour faire voir la trop grande sévérité de l'application de la loi. Si nous voulons que cette loi soit bonne et produise les effets que nous en attendons, il faut que les sanctions soient des plus sévères. Il faut empêcher le "bootlegging" et sévir contre ceux qui se mettent en marge de la loi. Que ceux qui ne veulent pas tomber sous ses coups ne s'exposent pas. Quant aux cas cités par le député de Beauharnois (M. Plante), s'il y a eu dans ce comté des violateurs de la loi, ce n'est pas la faute du gouvernement ni de la loi.

On reproche au gouvernement de ne pas avoir une politique méthodique en ce qui concerne la voirie; on lui reproche de n'avoir fait que de grandes routes pour l'usage des automobilistes exclusivement, pour les étrangers et non pour nos cultivateurs et nos citadins. Ceci est une accusation purement gratuite. Nous avons un des plus beaux réseaux de routes qui puisse se voir au Canada, d'une longueur de 5,000 milles, et ce réseau, nous l'avons construit pour les cultivateurs d'abord; pour leur permettre de s'approcher plus facilement des grands centres et d'écouler leurs produits sur les marchés des villes. Que nos routes attirent des étrangers dans notre province, nous n'avons pas assurément à nous en plaindre. C'est de la richesse pour nous. Le gouvernement a pour la construction de nos routes une politique très méthodique; il a classifié les chemins en trois catégories; il s'est chargé de voir à l'entretien de certains de ces chemins afin de pouvoir conserver, avant la construction d'autres routes, le capital que nous avons investi dans les routes déjà construites. L'an passé, il a fallu en plus assumer les coûts d'entretien des routes et les travaux sont déjà entrepris sur une distance de 2,000 milles, grâce aux revenus de la Commission des liqueurs. L'an prochain, le gouvernement en entretiendra 3,000 milles. N'est-ce pas là de la méthode? La voirie a été bien administrée, tout le monde se plaît à le reconnaître, et c'est grâce à l'homme éminent qui dirige ce ministère. L'opposition, par contre, n'a pas de suggestion à faire pour remplacer le système actuel.

Bien des fois avant aujourd'hui, nous avons entendu blâmer le gouvernement de cet exode rural dont on veut lui faire porter tout le poids de la responsabilité. Le gouvernement ne peut en

aucune façon être responsable de la désertion de nos campagnes. On se plaint depuis 30 ans de cet exode. Les économistes n'y ont pas encore trouvé de solution. C'est un problème partout sur le continent. Songez qu'un dixième<sup>10</sup> de la population des États-Unis demeure dans trois villes: New York, Philadelphie et Chicago. Songez que, depuis la guerre, des centaines de milliers de fermiers ont quitté leurs terres dans le sud des États-Unis, pour aller s'établir dans les villes de l'Est. On assiste ici à ce qui arrive aussi dans toutes les autres provinces; et c'est encore dans la province de Québec que la crise se fait le moins sentir. Aucun gouvernement ne peut empêcher cela.

Dans la province de Québec, quelle est la cause de cet exode rural? Pendant la guerre, les produits de la terre se vendaient à des prix des plus rémunérateurs; les cultivateurs ont fait de l'argent. Ils ont agrandi leurs terres, acheté des instruments aratoires, fait d'autres dépenses; ils se sont endettés. Nous n'avons pas encore conquis l'équilibre économique, et les produits de la terre se vendent moins cher, il faut payer aussi cher pour ce dont on a besoin et payer les dettes contractées.

De plus, les États-Unis ont établi devant les cultivateurs de notre province une barrière infranchissable, fermant ainsi la porte à nos produits. En même temps, l'on faisait dans les campagnes une propagande en faveur des gros salaires américains. Et voilà pourquoi les nôtres sont partis. Mais nous constatons avec plaisir que beaucoup d'entre eux reviennent. De plus, en 1921 et 1922, la sécheresse a fait tort à nos récoltes, et nos cultivateurs se sont encore endettés. Voilà encore une cause.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) prétend que trois catégories de nos gens quittent le pays: les ouvriers, les colons et les cultivateurs. En ce qui concerne les colons, je dois dire que l'assertion du député de Jacques-Cartier n'est pas conforme aux faits. Depuis deux ans, il n'y a pas de colons qui ont quitté nos régions de colonisation. Ceux qui ont abandonné leurs terres se sont établis sur d'autres domaines.

On nous a reproché de n'avoir rien fait pour enrayer l'exode rural. Mais qu'est-ce que l'opposition de son côté nous a suggéré? La province a fait des efforts considérables pour garder nos gens chez nous, du moins par le moyen de la colonisation. Nous avons eu la sagesse de prévoir cette crise, cet exode. Depuis quatre ans, nous avons dépensé \$6,400,000 pour les colons, ce qui est plus que la totalité de l'argent dépensé dans les 50 dernières années. Nous avons fait 6,100 milles de chemins, dont plusieurs grandes routes traver-

sant des centres ouvriers de colonisation, comme le grand chemin de la Gaspésie, celui de la vallée de la Matapédia ou du Témiscamingue. Nous avons encouragé aussi la construction d'un chemin de fer au Témiscamingue, qui sera ouvert dans quelques jours; nous avons construit une route de 130 milles de longueur à travers l'Abitibi; nous avons amélioré une grande route au Lac-Saint-Jean et une vingtaine d'autres grandes routes. Tous les colons ont un chemin pour se rendre chez eux et au marché. C'est ce qui a permis à la colonisation de prendre son essor au lieu de se ralentir durant la grande crise économique qui a suivi la guerre.

Contrairement à ce qu'a dit le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), le colon est loin d'avoir été abandonné, la colonisation est loin d'être morte. Jamais elle n'a été aussi vivante. Depuis quatre ans, il a surgi une cinquantaine de missions et une population de 20,000 dans nos centres de colonisation. C'est là une preuve évidente que la colonisation n'est pas morte. Nous avons contribué de plus à la construction d'écoles pour les colons et à la première chapelle. Nous avons payé \$30,000 en primes. C'est peu encore, mais c'est quelque chose pour les colons. Nous avons fait distribuer des grains de semences et dans nombre de paroisses au printemps dernier on n'aurait pas pu semer sans ce grain que nous avons distribué au montant de \$40,000. Nous avons encore secouru pour une somme de \$30,000 les victimes des feux de forêt; nous avons construit des beurrieres et des fromageries en coopération avec le département de l'Agriculture; nous avons participé au drainage des terres. Nous avons fait de la publicité; nous avons organisé des excursions qui ont amené des centaines de colons. Je le demande à nos amis d'en face, que pouvions-nous faire de plus?

Le député de Beauharnois (M. Plante) demande l'établissement d'un crédit agricole. Le député de Beauharnois ignore-t-il que pas plus tard que l'année dernière on a fait une enquête au cours de laquelle des experts dans la matière ont été entendus? L'établissement d'un crédit rural ne serait pas du reste un remède à l'exode rural. Tous les experts entendus l'an dernier devant la commission d'enquête se sont prononcés contre le système de crédit gouvernemental. Il ne faut pas réfléchir longtemps pour comprendre que ce n'est pas le système désirable. Le crédit agricole devrait être confié aux caisses populaires de même que le crédit agricole que l'on a demandé pour les colons. C'est ce qui a été exprimé pendant le dernier congrès de colonisation.

On a parlé avec sarcasme de ce congrès de colonisation. On a demandé pourquoi il n'avait pas été convoqué avant les élections. Le congrès n'a pas été convoqué pour savoir ce qui se passait dans les centres de colonisation. Nous savions que tout marchait bien. Nous voulions savoir les suggestions que l'on avait à nous faire concernant certaines questions comme celle de la division de la province en zones forestières et en zones de colonisation exclusivement. Il ne s'agissait pas de sauver la race, comme dit le chef de l'opposition. Il s'agissait seulement d'étudier certaines questions et nous avons voulu que les intéressés comme les marchands de bois et les colons discutent ces questions ensemble. On a dit que ce fut plutôt un congrès de marchands de bois. Il est vrai qu'il y avait au congrès des marchands de bois. Nous les avons invités pour qu'ils sachent quelles difficultés se trouvaient devant les colons. Je tiens à rendre hommage ici à toutes les bonnes volontés qui se sont manifestées durant ce congrès.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30<sup>11</sup>

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous espérons qu'au cours de la session présente une mesure sera présentée qui arrivera à un arrangement de façon que le colon puisse être chez lui et le marchand de bois chez lui également. Quoi qu'il en soit, de grands progrès ont été accomplis grâce au travail et au dévouement du clergé dans nos centres de colonisation.

L'opposition, par la voix du député de Beauharnois (M. Plante), se dit heureuse si elle pouvait coopérer à l'oeuvre du développement de la province. On doit cependant se rappeler que, pendant que nous faisons notre campagne en faveur de la colonisation, pendant que nous demandions à nos jeunes gens de rester dans cette province, de fonder des foyers de colonisation et d'être fidèles à la terre, pendant que se faisait entendre la grande voix du clergé coopérant avec nous, des politiciens parcouraient la province, cherchant à entraver notre oeuvre. Pense-t-on que l'on aidait ainsi à enrayer le mal de la désertion du sol?

Il cite des discours de députés oppositionnistes dans lesquels on essayait de faire croire que les colons sont malheureux, que nos lois sont rébarbatives.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que

cela ne s'est pas dit pendant le congrès de colonisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela ne s'est pas dit. Au congrès, il y avait des hommes qui connaissaient la colonisation aussi bien que le chef de l'opposition et ils ont été unanimes à nous dire, non pas que les lois de la colonisation étaient rébarbatives, mais qu'elles étaient bonnes et qu'il fallait les maintenir. On nous a demandé d'augmenter encore le crédit de la colonisation. Ce que nous ferons si les finances nous le permettent.

Cela va mal, la colonisation, dit-on. Or il n'y a pas un coin de colonisation que je n'ai pas visité moi-même. On a parlé de chaumières; j'y ai pénétré, dans les chaumières des colons. Assurément leur vie est rude. Mais ils sont satisfaits de la façon que le gouvernement les traite. J'ai vu, dans cette visite, que le colon appréciait l'oeuvre du gouvernement et que nos lois ne sont pas aussi mauvaises que l'opposition le prétend. L'opposition a tort d'encourager l'exode rural en essayant de décourager le colon. C'est après cette visite que j'ai soumis à mes collègues le programme que nous avons exécuté.

L'opposition a droit de critiquer, mais sur la question de la colonisation donnons-nous donc la main pour trouver les meilleurs moyens de solutionner les problèmes difficiles qui se dressent devant nous.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) exprime le plaisir qu'il éprouve et son émotion à parler dans cette Chambre. Il fait allusion à l'âme française qui plane sur cette législature. Il compare l'émotion qu'il ressent en ce moment à celle qu'il éprouva voilà 15 ans quand il approcha pour la première fois des côtes de France.

Il s'est réjoui en apprenant que l'honorable M. Brodeur avait été nommé lieutenant-gouverneur. Le Parti libéral n'aurait pas pu faire un meilleur choix.

La province de Québec ne se porte pas aussi bien qu'on voudrait le faire croire. Le député de Rouville (M. Bernard) a décerné un grand certificat de santé à la province, mais il ne suffit pas que les coffres soient pleins d'or pour que la province soit heureuse et prospère. Il faut aller au milieu de la classe ouvrière pour s'enquérir si elle est vraiment heureuse.

Le gouvernement, dans le discours du trône, attribue le malaise actuel au fardeau énorme des taxes résultant de la participation du Dominion à la guerre. C'est la vérité. On ne peut le nier. Nous sommes taxés parce que nous avons eu à la tête du

cabinet d'Ottawa un mauvais génie qui, après avoir été chassé du pouvoir, se promène actuellement dans notre province dans le but de conquérir une popularité qu'il n'aura jamais<sup>12</sup>.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Saint-Georges (M. Gault) n'applaudit donc pas?

**Une voix de l'opposition:** Ça viendra.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Je suis oppositionniste ici, mais je suis toujours libéral dans le domaine fédéral, et peut-être le seul de ce côté-ci de la Chambre qui soit libéral au fédéral.

Il y a une autre question que je veux signaler. Je m'insurge, M. l'Orateur, contre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui a pris tous les moyens de se soustraire aux taxes imposées par le gouvernement d'Ottawa et payées par les autres contribuables. Il a montré ainsi le mauvais exemple au peuple. Je proteste avec indignation contre le fait aussi du gouvernement d'envoyer en Angleterre un employé du gouvernement, payé avec les deniers publics, pour plaider devant le Conseil privé la cause du ministre qui ne veut pas payer l'impôt sur son revenu de \$6,000 par année.

Parlant de la question ouvrière, il compare les gouvernements d'Ottawa et de Québec et montre qu'à Québec on est moins libéral. Il reproche au gouvernement de s'être lui-même chargé de nommer une commission d'étude sur la loi des accidents du travail. Si elle a été créée pour les ouvriers, pourquoi a-t-il fallu attendre huit mois avant que soient nommés les membres de cette commission? Entre-temps, les ouvriers ont souffert et ils ont attendu. Il discute longuement de la Commission du service civil et reproche au gouvernement de traiter les employés du palais de justice de Montréal en parias, dont les salaires sont insuffisants et ne sont remis qu'une fois par mois. Il dit que le ministre des Travaux publics n'oblige pas les entrepreneurs à payer des salaires raisonnables dans ses contrats pour travaux publics. On n'insère pas de clause de salaires raisonnables avec liste de salaires y attachés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, il y a une clause des salaires raisonnables dans tous les contrats.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Elle n'y était pas dans le contrat de l'entrepôt des liqueurs

à Montréal. C'était pour tromper la classe ouvrière. Lorsque les ouvriers se sont présentés chez l'entrepreneur pour lui demander du travail, il les a fait travailler pendant huit jours et leur a ensuite donné un salaire de famine. L'entrepreneur a payé les salaires qu'il voulait et plus de 1,200 employés se sont succédé à ces travaux à cause des salaires de famine qu'on payait. En 1905, Sir Wilfrid Laurier a fait adopter une loi en vertu de laquelle tous les ouvriers réalisant des contrats du fédéral reçoivent un salaire raisonnable. Ici, le gouvernement libéral n'a jamais appliqué cette loi.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) ne dit pas vrai. Le gouvernement met la clause des salaires raisonnables dans ses contrats et il la respecte. Dans le cas de l'entrepôt des liqueurs, il y a eu un procès entre l'entrepreneur et les ouvriers. Et les ouvriers ont perdu parce que l'entrepreneur a prouvé qu'il avait payé les salaires des ouvriers de Montréal.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Tel n'est pas le cas. Le ministre des Travaux publics ne dit pas la vérité. J'affirme qu'il a été prouvé au procès qu'il n'y avait pas de clause de salaires raisonnables dans le contrat. Les ouvriers ont plaidé et ont perdu leur cause et \$30,000. Mais le juge a déclaré qu'il n'y avait rien dans le contrat qui obligeait l'entrepreneur à payer des salaires raisonnables et que tout cela n'était qu'un leurre et de la poudre aux yeux de la classe ouvrière. D'ailleurs, si le ministre était allé dans les humbles foyers des ouvriers qui ont travaillé à cet entrepôt de liqueurs, il aurait vu que l'on souffrait, que l'on pleurait parce que les salaires de famine ne suffisaient pas à satisfaire les besoins de la famille.

Il ne sait pas qui a eu le contrat pour l'annexe du palais de justice de cette ville ou pour les autres travaux à Québec, mais les ouvriers de Québec pourraient affirmer que ce qu'il a dit est vrai. Il demande au ministre de hâter les travaux au palais de justice de Montréal pour donner du travail aux ouvriers et nourrir les chômeurs cet hiver.

Il reproche au gouvernement de ne pas être sincère dans son désir d'aider les ouvriers. Si le gouvernement le voulait, il commencerait par séparer le département du Travail des Travaux publics et nommer un ouvrier à l'administration du Travail. Il prétend pouvoir, bien que professionnel, représenter les ouvriers. J'ai combattu et battu, dit-il, un de vos ministres<sup>13</sup> parce qu'il avait trahi les ouvriers, ses commettants. Jadis, M. L.-O. David,

l'un des hommes les plus respectés de la province, qui avait tout fait pour les ouvriers, fut battu quand il se présenta chez eux. Mais les ouvriers d'aujourd'hui ne sont pas aussi ingrats et, je l'espère, ils sauront reconnaître ce que l'on fait pour eux.

La politique des routes du gouvernement sera catastrophique pour la province. Nous empruntons pour construire et nous prenons les municipalités à la gorge. Les municipalités ne pourront jamais payer. C'est pour cela que le gouvernement a l'intention de s'enquérir de l'état de ses finances.

Le gouvernement a foulé aux pieds les libertés du peuple de Montréal en faisant entrer au Conseil législatif un financier, directeur d'une compagnie incorporée, qui est passé ensuite dans le gouvernement, et en nommant un triumvirat formé de créatures du gouvernement qui ont tout contrôlé et ont foulé aux pieds les droits du peuple. Le gouvernement prétend avoir donné l'autonomie à Montréal quand il en a confisqué la moitié pour ne lui en laisser que la moitié. Le peuple de Montréal s'est révolté parce qu'on lui a enlevé son autonomie, parce que le gouvernement a créé un monopole commercial, parce qu'il sacrifie les principes du régime parlementaire en confiant l'administration à des commissions indépendantes.

Il traite le gouvernement provincial d'illogique et proclame qu'il est libéral à Ottawa, mais qu'il ne peut appuyer la politique du premier ministre.

La Compagnie de tramways de Montréal est administrée par une commission qui n'est pas responsable au peuple. Elle a augmenté son tarif sous prétexte qu'elle payait mieux ses employés et a ensuite réduit les salaires tout en gardant le même tarif. On paie maintenant 6¼ cents sur les tramways de Montréal, alors que l'on paie 5 cents à New York.

À ceux qui accusent l'opposition d'exploiter les préjugés en disant aux Montréalais que leur ville est la vache à lait de la province, il rappelle qu'il a entendu le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) dire aux cultivateurs du comté de Richmond qu'ils n'ont pas à se plaindre de payer trop de taxes, presque toutes les taxes étant payées par les gens de Montréal.

Il prétend que le gouvernement a deux poids et deux mesures. Il cite le cas d'un ministre qui vend du ciment au gouvernement<sup>14</sup>, tandis qu'on défend aux commissaires d'écoles sous peine de disqualification de vendre quoi que ce soit à la commission dont ils font partie.

Il se proclame libéral, mais siège du côté de

l'opposition pour protester contre la violation des principes libéraux dans cette province. Il veut parler au nom des libéraux qui se sont révoltés contre le gouvernement prétendu libéral qui oublie les vieux principes libéraux. Je suis un homme libre, dit-il, opposé à l'esprit de parti. Je ne ferai pas une opposition systématique au gouvernement. S'il fait bien, il aura mon appui. Je suis prêt à soutenir toute bonne mesure qu'il proposera.

Il blâme le gouvernement d'avoir comme ministre de la Voirie un membre de la Chambre haute, chose que les libéraux condamneront à Ottawa, et dit que le premier ministre devrait avoir honte d'avoir pour voisin de droite un ministre<sup>15</sup> qui était prêt à le trahir en 1901 pour entrer dans un cabinet conservateur.

Il félicite le gouvernement de donner à la minorité protestante du Québec tous les privilèges raisonnables. Il dit que c'est un exemple pour les majorités des autres provinces et réclame justice égale pour tous dans toutes les parties du pays.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) félicite l'Orateur (l'honorable M. Francoeur) de sa réélection à la présidence. Il félicite aussi le proposeur et le secondeur de l'adresse, puis salue les nouveaux députés de la droite. Il ne me déplaît pas, dit-il, d'apercevoir à gauche d'anciens collègues qui n'ont laissé aucun souvenir amer. Nos honorables amis de Jacques-Cartier (M. Patenaude) et Beauharnois (M. Plante) n'ont pas changé; ils s'efforcent de changer leurs moyens de critique, mais nous les reconnaissons bien.

Mon honorable ami, le chef de l'opposition, est fier de compter 20 partisans dans cette Chambre, mais cet appui ne lui est pas venu des quartiers où il espérait obtenir du succès. Non. C'est des villes que lui sont venus le secours et la lumière. Les comtés agricoles ont voté pour le gouvernement.

L'honorable député de Beauharnois (M. Plante) a dit que la loi des liqueurs était une loi hypocrite et scandaleuse...

M. Plante (Beauharnois): Ce n'est pas moi qui ai dit ça, c'est le juge.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Vous l'avez répété. Jamais loi ne fut plus courageuse. L'honorable député de Joliette sait que cette loi s'applique sans faveur.

M. Dufresne (Joliette): J'invite l'honorable ministre à expliquer ce qu'il veut dire.



**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Que mon honorable ami ne s'excite pas. Je dis qu'il sait que la loi est appliquée sans faveur et que ceux qui sont pris sont obligés de payer. Des arrestations sans mandat se font depuis des années en vertu du code criminel et, à cet égard, la loi des liqueurs n'a rien de particulier. Je félicite le gouvernement de la faire appliquer avec sévérité et défie l'opposition de faire rappeler cette loi si jamais elle vient au pouvoir.

Rappelant les dernières élections, il déclare que l'opposition n'est jamais satisfaite de la période électorale choisie et que des intérêts privés se sont coalisés à Montréal contre le gouvernement à cause de la loi des liqueurs. L'opposition a le tort de trop se vanter de son succès dans cette ville. Les élections partielles subséquentes ont prouvé la confiance dont jouit le gouvernement. Je donne rendez-vous à l'opposition, non pas aux prochaines élections générales, mais à la prochaine élection partielle.

Si le député de Dorion (M. Tétreau) est sincère dans ses sentiments à l'égard des ouvriers, il pourrait céder son siège pour élire un ministre du Travail.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que le ministre donne l'exemple!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je suis prêt à céder mon portefeuille.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Un des deux portefeuilles.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je ne crois pas au libéralisme du député de Dorion, qui se dit libéral, mais parle comme un tory. Des libéraux comme lui, nous en avons déjà vu devant nous, jetant l'injure à notre face; des libéraux comme lui nous n'en voulons pas de ce côté-ci de la Chambre.

Il défend son collègue de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) contre les attaques du député de Dorion (M. Tétreau) au sujet des impôts que le ministre n'a pas payés. Ce n'est pas le procès du ministre de l'Agriculture que nous avons envoyé plaider en Angleterre. C'est le procès de tous les ministres, des députés et de tous nos employés civils. Dans cette cause, le ministre n'est qu'un prête-nom, il s'agit de savoir si le roi est le même à Québec qu'à Ottawa; si la couronne parlant d'Ottawa peut imposer des taxes à la couronne de Québec, si le roi d'Ottawa a le droit de taxer les employés du roi à Québec. C'est une

question de principe qu'il importe de faire juger. Aussi l'honorable ministre de l'Agriculture représente-t-il en cela tous les fonctionnaires du gouvernement et il convient de le féliciter pour avoir prêté son nom dans cette affaire.

Le gouvernement impose la clause des salaires raisonnables dans tous ses contrats. Au sujet des salaires payés à l'entrepôt de la Commission des liqueurs, j'ai suivi la cause de près et le juge a décidé que l'entrepreneur avait payé les salaires raisonnables alors en vigueur. Le gouvernement a aussi pour ligne de conduite d'imposer aux entrepreneurs l'obligation de payer des salaires en vigueur dans la localité. Il serait contraire aux intérêts des ouvriers d'attacher une échelle de salaire à un contrat dont l'exécution peut durer plusieurs années. L'entrepreneur pouvant exploiter ainsi l'ouvrier si les salaires venaient à monter.

On a critiqué le gouvernement au sujet de ses relations avec les ouvriers. Le Parti libéral est, depuis toujours, l'ami des ouvriers; il favorise l'octroi de salaires raisonnables et il protège ses intérêts. Il a étudié la situation en Europe, lors du congrès international du travail, à Genève, et il s'est rendu compte que notre code de législation ouvrière est l'un des plus avancés, que les intérêts des ouvriers ne sont pas négligés dans notre province, et que la classe ouvrière est dans une meilleure situation qu'en Europe ou aux États-Unis. Le gouvernement libéral est à l'aise pour parler de cette question ouvrière avec l'opposition, attendu qu'il a beau chercher dans les dossiers de la politique québécoise, il ne voit aucune loi ouvrière qui ait été passée par les conservateurs. Il mentionne et loue les noms de Dorion, Mullock, Gouin et Taschereau, ainsi que ceux de King, Lemieux et Laurier.

Je connais les besoins des ouvriers et je sais ce qu'ils doivent aux libéraux, non pas aux libéraux qui, comme le député de Dorion, siègent avec les conservateurs. Ce sont les libéraux qui ont donné aux ouvriers le suffrage, l'inspection des manufactures, la loi du travail, le tribunal de conciliation, la prévention des accidents, la surveillance des édifices publics, la protection de la santé des ouvriers. Qui nous a donné la législation en faveur des ouvriers? Des libéraux qui n'ont jamais siégé avec les conservateurs. L'opposition s'offre de nous aider à continuer cette bonne politique. Très bien, mais pas de camouflage!

Les affirmations du député de Dorion (M. Tétreau) quant à ce qui concerne cette affaire de la Canada Cement sont bonnes tout au plus pour un "husting", mais non pas dans cette Chambre. Il s'est vendu du ciment au gouvernement avant



l'entrée du ministre des Travaux publics dans le bureau de direction de la Canada Cement Company, et il s'en vendra encore après. Je ne vois pas qu'on puisse faire le reproche à un ministre d'être directeur d'une compagnie incorporée. À ce compte, bien peu de députés, peut-être, pourraient siéger au Parlement. Ce ne sont là que des discours électoraux.

Je revendique pour la province de Québec l'honneur d'avoir traversé la guerre et la crise d'après-guerre sans avoir vu anéantir son crédit comme la chose est arrivée dans presque toutes les autres provinces, sans avoir eu besoin d'un moratorium ou d'imposer une taxe sur les immeubles. Je trouve étrange de voir les oppositionnistes condamner l'entrée du capital étranger dans notre province pour y créer de nouvelles industries. C'est à cause de la sage politique du gouvernement que les Américains apportent ici leurs capitaux et qu'avant longtemps ces gens seront devenus des Canadiens, parce qu'ils posséderont alors plus d'intérêts dans notre province qu'aux États-Unis.

La province de Québec est heureuse et prospère. Elle est la seule où la population rurale excède encore la population des villes, celle dont le crédit est le meilleur et dont la dette est la plus petite. On doit considérer comme un bienfait que le capital étranger vienne chez nous, car ces étrangers qui s'établissent chez nous et y apportent leur or seront avant peu des Canadiens. Notre province depuis la guerre s'est faite une réputation de tolérance grâce à la politique que le gouvernement a suivie et se propose de continuer à suivre. Notre province reste le cœur du dominion, et je n'hésite pas à dire que c'est le Parti libéral qui lui a assuré la belle renommée qu'elle possède et dont nous sommes si fiers.

M. Smart (Westmount) félicite l'élément catholique de langue anglaise d'être représenté dignement dans le cabinet par le député de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), mais il croit que l'élément protestant anglais est moins chanceux, car depuis quelques années, depuis 1921, il n'est pas représenté aussi dignement dans le cabinet<sup>16</sup>. Il demande qu'il soit représenté à nouveau, comme dans le passé, et il fait allusion à une cause récente, plaidée à Sherbrooke, qui donne encore plus de poids à sa requête.

Il tient cependant à proclamer les bonnes relations existant entre catholiques et protestants dans la province de Québec et à dire que les catholiques y manifestent à l'égard de la minorité protestante un esprit de tolérance qu'on ne rencontre nulle part ailleurs dans le monde.

Le premier ministre s'est plaint de certaine circulaire électorale lancée contre le gouvernement, mais, moi aussi, j'ai été victime d'une machination électorale dans le comté de Westmount. Je veux relever tout de suite une déclaration fausse et injuste faite par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) à Westmount. Il m'a accusé de lui en vouloir parce qu'il s'était opposé, au Conseil législatif, à une demande d'exemption de taxes que j'avais favorisée devant le comité des bills privés, mû par mon intérêt personnel. Je déclare catégoriquement que cela est faux et que le ministre de la Voirie savait qu'il disait alors une fausseté. Il s'agissait d'un bill public, qui avait passé avec succès à l'Assemblée législative et qui fut tué au Conseil législatif, grâce au ministre, pour des motifs d'intérêt personnel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demanderais que l'honorable député retire ses paroles. Il n'a pas le droit de dire qu'un membre du gouvernement a dit une chose qui est fausse. Il n'a pas le droit non plus de critiquer dans l'Assemblée législative un membre de la Chambre haute.

M. Smart (Westmount): Sur quelle règle le premier ministre s'appuie-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La règle 235.

M. l'Orateur: Les règles de la Chambre, en effet, ne permettent pas à l'honorable député ces paroles.

M. Smart (Westmount): Je me sou mets à votre décision et je retire mes paroles tout en protestant contre cette action d'un ministre de la couronne.

Tout est dans un marasme complet. On gaspille les ressources naturelles. On fait de la colonisation sans discernement. Les cultivateurs n'ont pas ce qu'ils veulent et ils s'en vont. Ils ont fait de l'argent durant la guerre, mais ce fut ainsi dans le monde entier.

La politique de colonisation du gouvernement aboutit à la banqueroute. D'innombrables lots de colonisation sont entre les mains de spéculateurs. Il existe maints conflits entre les colons et les marchands de bois. Le gouvernement devrait régler cette question une bonne fois dans l'intérêt public.

Quant à la désertion du sol, il en trouve l'aveu dans le rapport de la Colonisation. Il trouve ridicule l'appel du gouvernement du Québec fait à

Ottawa pour avoir dans notre province une partie de l'argent dépensé pour l'immigration. C'est étrange de la part d'un gouvernement qui se vante d'avoir des surplus. Si la province de Québec ne reçoit pas un plus grand nombre des immigrants qui arrivent au Canada, c'est la faute du gouvernement du Québec qui ne sait pas les attirer et non pas la faute du gouvernement d'Ottawa. Comment se fait-il que, dans une province que l'on se plaît à dire exceptionnelle au point de vue de la prospérité, il faille émigrer quand même?

Répondant au secrétaire de la province (l'honorable M. David), qui a vanté l'exploitation de nos ressources naturelles par les capitalistes étrangers, il dit que le terme d'exploitation est bien le terme propre qu'il faut dans les circonstances. Il cite plusieurs exemples de cas d'exploitation de nos richesses naturelles au détriment de l'intérêt de la province. Il cite en particulier les concessions de Manicouagan, dont les conditions imposées ont empêché plusieurs soumissions et qui ont signifié une perte pour la province. Le gouvernement ne devrait pas se vanter de ses surplus, quand on sait que ces derniers proviennent des revenus des terres qui résultent d'une dépense de notre capital. Les feux de forêt, qui causent tant de ravages, ont été allumés dans la plupart des cas par des colons mal placés.

Il critique la politique de la voirie, qui endette nos municipalités, et demande le respect de l'autonomie des municipalités. Il dit que l'argent que le gouvernement dépense est l'argent du peuple et non celui d'aucun parti.

Au sujet de la loi des liqueurs, il dit que, le gouvernement ayant lui-même fixé les prix de sa marchandise, le succès a été assez remarquable au point de vue financier. Au point de vue moral, cependant, il a été nul. Le fait que le cardinal Bégin vient d'écrire une lettre à ce sujet et défend la vente et l'importation des liqueurs démontre que la loi des liqueurs n'est pas un succès au point de vue moral.

Il dénonce le "bootlegging" et blâme le gouvernement de laisser faire ouvertement les "bootleggers", tandis qu'il poursuit impitoyablement les auteurs des moindres offenses.

Il explique que le gouvernement met en application plusieurs mesures préconisées par l'opposition, telles que la réduction sur les licences d'autos et sur les droits de succession. Il est surpris du fait que le gouvernement ne parle pas du développement des mines et conclut qu'il n'a pas de politique à ce sujet. Un jour, dit-il, le gouvernement regrettera d'avoir permis que des intérêts étrangers, incluant ceux de l'Ontario, s'approprient

les produits miniers de la province.

Il reproche à l'assistance publique de ne pas dépenser tous ses fonds simplement pour la charité. Le gouvernement a beau se vanter du succès de sa loi sur l'assistance publique, il serait bon qu'il réalise que les hôpitaux de Montréal sont loin d'être satisfaits et qu'ils recevaient bien davantage sous l'ancien régime.

L'honorable premier ministre nous a traités de toriers, le député de Saint-Georges (M. Gault) et moi. Nous sommes de fidèles partisans de l'honorable chef de l'opposition et nous sommes comme lui les disciples de Cartier et de Macdonald.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Êtes-vous pour Meighen?

**M. Smart (Westmount):** Je suis un admirateur de M. Meighen.

Il dit ensuite un mot du procès Nicol-Noël<sup>17</sup>. Il termine en disant que la province sera bien administrée lorsque les conservateurs seront au pouvoir.

**L'honorable M. Nicol<sup>18</sup> (Compton):** M. l'Orateur, vous avez reçu tant de compliments que je me demande si j'ai besoin d'en ajouter. Croyez bien, cependant, que ceux que je vous offre sont très sincères.

Lors de la dernière session, l'honorable député de Westmount (M. Smart) prétendait que l'humble député que je suis ne ferait pas partie de cette Chambre bien longtemps et qu'il ne représentait pas la minorité anglaise de cette province. J'ai eu l'occasion, depuis la dernière session, de rencontrer l'honorable député de Westmount dans deux comtés, Brome et Compton, où il y a une population protestante. J'ai eu l'occasion de croiser le fer avec lui et il a répété là tout ce qu'il a dit en cette Chambre.

Le peuple a parlé et il m'a donné raison; il a jugé que j'étais digne de représenter la minorité de cette province dans le gouvernement. J'ai réellement la compétence pour représenter la minorité anglo-protestante dans ce ministère et les représentants de la minorité du côté libéral sont certainement satisfaits. Lorsque j'ai accepté l'honneur de siéger dans le cabinet et qu'en plus j'ai eu l'honneur de représenter les protestants de la province, j'ai eu leur appui.

J'ai été élu dans le comté de Richmond où une grande partie de la population est protestante et j'ai également été réélu dans Compton. Plus récemment, j'ai pris part aux élections partielles

dans Brome, pour appuyer le député de ce comté (M. Oliver) et, là encore, les anglo-protestants ont voté pour le candidat que j'appuyais.

M. l'Orateur, depuis que j'ai l'honneur de représenter la minorité protestante ici, je crois avoir fait mon devoir pour toutes nos institutions scolaires protestantes. Il énumère certains des avantages accordés aux protestants depuis son entrée au cabinet; les \$100,000, par exemple, qui ont été accordés au collège Bishop et l'octroi destiné à l'enseignement des protestants qui a maintenant été porté à \$80,000. De plus, l'honorable docteur Parmelee, qui a la direction du système scolaire, recevra bientôt de plus grands pouvoirs. Je regrette de ne pas pouvoir satisfaire le député de Westmount (M. Smart), mais moi je suis satisfait et la minorité protestante a jusqu'ici semblé satisfaite, mais le jour où elle ne le sera pas, je serais trop heureux de céder ma place, quand mon chef me le demandera.

Maintenant, l'honorable député de Westmount (M. Smart) a fait allusion à un procès qui s'est déroulé à Sherbrooke. Je ne puis en parler moi-même, car la cause est pendante. Mais je crois que, si mon collègue allait au palais de justice de Montréal, il y trouverait peut-être des dossiers qui ne lui plairaient pas.

M. Smart (Westmount): Je soulève un point d'ordre. Il n'y a pas de dossier pour lequel j'aie à rougir, comme vous l'avez insinué. Le même règlement doit s'appliquer des deux côtés de la Chambre.

L'honorable M. Nicol (Compton): Vous avez fait une insinuation. Je suis coupable d'y avoir répondu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) prétend qu'il n'y a aucune insinuation malveillante de la part du ministre et qu'il n'y a point lieu à un point d'ordre.

M. l'Orateur: Je ne crois pas que le ministre ait dit que le député de Westmount avait à rougir d'un dossier. J'ignore à quel dossier le trésorier a fait allusion et je verrai dans la suite de son discours ce que j'ai à faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Laissez-le s'expliquer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas nécessaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, c'est une insinuation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Faucher (Québec-Centre): Pourquoi a-t-il dit cela, alors?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Mon honorable ami est bien naïf de demander cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre devrait avoir le courage de préciser ses paroles.

M. Smart (Westmount): Je demande votre décision, M. l'Orateur.

M. l'Orateur: Je ne vois pas bien le point d'ordre soulevé.

M. Smart (Westmount): Je maintiens que c'est une insinuation contre ma réputation et je demande à l'honorable ministre de retirer sa déclaration.

M. l'Orateur: Le député de Westmount (M. Smart) a déclaré que la cause ne l'intéresse pas. Je crois que l'honorable ministre devra accepter sa déclaration.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous avons entendu ce soir la version touchant les cultivateurs et les ouvriers de cette province.

Des voix: Non, Non!

M. Plante (Beauharnois): Je crois que le point d'ordre soulevé par le député est juste. Que le ministre précise ou retire ses paroles!

L'honorable M. Nicol (Compton): Je n'insiste pas, mais c'est le député de Westmount qui a commencé la bataille. Il a attaqué les députés de cette Chambre ici et à l'extérieur. Il doit se rappeler que, lorsqu'on porte des coups, il faut s'attendre à en recevoir. J'ajoute que je déteste les personnalités et que je n'ai pas l'intention de faire autre chose que de répondre aux coups que l'on me portera.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Acceptez-vous la décision de l'Orateur?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Oui, sans aucune réserve mentale ou autre. J'accepte la déclaration de l'honorable député de Westmount.

Il parle ensuite de la politique d'agriculture et de colonisation du gouvernement, faisant une rapide revue de tout ce qui a été fait dans ces deux domaines. En ce qui concerne les municipalités, il prétend que le gouvernement ne veut empêcher aucunement leur autonomie en essayant de se mêler des affaires municipales, comme le prétend l'opposition, mais simplement répondre au désir exprimé par l'association des municipalités en les aidant à organiser leurs finances.

**M. Faucher<sup>19</sup> (Québec-Centre):** Le premier ministre m'a presque invité à parler. Je suis son député. Pardon, je suis électeur dans Québec-Ouest. On m'a reproché d'être assis au premier rang et d'avoir pris la place d'un ouvrier. Je suis fils d'ouvrier et les ouvriers reconnaissent leurs enfants. J'ai été élu par la classe ouvrière dans Québec-Centre, que le premier ministre appelait lui-même le coeur de la province de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est le coeur des cadenas.

**M. Faucher (Québec-Centre):** Oh! vous m'avez fait injurier avec cette affaire-là par un journal qu'on ne lit qu'avec dégoût. Vous m'avez mis au cou une chaîne de cadenas, mais j'ai été élu et vous savez que ce n'est pas par la partie haute de la ville. J'ai été élu par l'ouvrier. Quant à mon siège, si le député de Saint-Sauveur le veut, qu'il vienne le prendre et j'irai m'asseoir à la dernière place. C'est un député ouvrier qui m'a cédé sa place.

**Des voix ministérielles:** Nommez-le.

**M. Faucher (Québec-Centre):** C'est le député de Joliette (M. Dufresne).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Joliette n'est pas un ouvrier, c'est un grand manufacturier, un des plus grands manufacturiers de la province.

**M. Faucher (Québec-Centre)** ne voit pas grand-chose dans le discours du trône. Il dit que l'idée du congrès de colonisation a originé à la ligue de colonisation. Il a applaudi à cette idée, mais il regrette que la politique s'en soit mêlée. Il n'y avait pas là le quart de l'assistance qui fût composée de colons. On y voyait plutôt des fon-

tionnaires dont les frais de voyage étaient payés par le gouvernement. C'est pourquoi on a pu arracher à ce congrès les vœux dont le gouvernement se vante aujourd'hui, malgré le sentiment des vrais colons. Il faudra sortir de la politique si l'on veut connaître vraiment les causes du malaise qui règne dans la colonisation. J'étais à ce congrès de colonisation; on y a fait aussi le procès du gouvernement. Ah! nous ne sommes plus au temps du père du ministre des Terres, M. Mercier, alors qu'il y avait un prêtre du côté de la droite<sup>20</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il n'y a pas tant de curés que ça de votre côté.

**M. Plante (Beauharnois):** Il y a L'Archevêque...

**L'honorable M. David (Terrebonne):**...Et il est très près de Mercier<sup>21</sup>.

**M. Faucher (Québec-Centre)** dit un mot de la loi de l'assistance publique. Il reproche au gouvernement de ne pas accorder de secours à l'Hôtel-Dieu de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait observer que l'Hôtel-Dieu n'a jamais demandé à bénéficier de la loi de l'assistance publique.

**M. Faucher (Québec-Centre)** rétorque qu'il y a des raisons pour cela. Il croit que la politique et la charité, ça ne va pas ensemble. L'un finira toujours par faire mourir l'autre. Il n'a jamais entendu parler autant de millions que depuis le commencement de la session. L'important est de savoir ce que l'on a obtenu avec ces millions. On a trop retiré du peuple en le taxant et on a dépensé sans obtenir des résultats proportionnés.

Il termine en disant qu'il approuve les paroles du trésorier (l'honorable M. Nicol), qu'il déteste les attaques personnelles et espère que des deux côtés de la Chambre on discutera sans animosité.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

## Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de M. Authier soit ajouté à la liste des membres du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à 10 h 30 demain matin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voudrais pas empêcher les députés de parler.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

## NOTES

1. Il a parlé pendant une heure et demie, selon le *Chronicle*.
2. Il s'agit bien d'un discours prononcé en 1879, contrairement à ce qu'écrivent les journaux du 21 décembre; en fait, il fut prononcé le 3 décembre 1879. Voir: *L'honorable J.-A. Chapleau: sa biographie, suivie de ses principaux discours, manifestes, etc., publiés depuis son entrée au Parlement en 1867*, Montréal, Eusèbe Sénécal et fils, 1887, p. 155.
3. Tel est le passage qu'il aurait cité. Voir: *Id.*, p. 296-297.
4. *Ibid.*
5. S.-D. Vallières selon *la Patrie*, mais M. Des Vallières selon *le Canada*.
6. Il fait allusion à son père, le sénateur L.-O. David, qui fut le premier, en 1886, à présenter une loi protégeant l'ouvrier contre la saisie, et que le Parti conservateur fit battre à Montréal, quelques mois après, par un ouvrier (*La Patrie*, 21 décembre, p. 4).
7. Selon *le Devoir* (21 décembre, p. 1), 117,000 personnes seraient entrées aux États-Unis venant du Canada.
8. M. Plante a participé lui-même à la dernière élection partielle de Richmond (*L'Événement*, 21 décembre, p. 3).
9. *La Patrie* (21 décembre, p. 5) note que M. Plante reprend une expression plus ou moins orthodoxe de M. Joseph Archambault lors d'une conférence devant le jeune barreau à l'heure du midi, le 20 décembre.
10. *La Presse* indique: "les neuf dixièmes".
11. Selon *l'Événement* (21 décembre, p. 3), la séance débuta à 8 h 30, mais les journaux de la Chambre indiquent 7 h 30.
12. Il fait allusion à M. Meighen.
13. Il s'agit du ministre ouvrier Lacombe.
14. Il s'agit, selon *la Presse*, de l'honorable M. Perron, qui faisait partie du bureau d'administration de cette compagnie.
15. Il s'agit de l'honorable M. Caron.
16. M. Smart veut, selon *l'Événement*, décocher un trait au trésorier, l'honorable M. Nicol, qui, bien qu'il appartienne à la minorité protestante, est français d'origine et de cœur.
17. Voir, à la séance du 19 décembre 1923, la note 9.
18. L'honorable M. Nicol parla en anglais, selon *la Patrie*. Par ailleurs, *l'Événement* signale que le trésorier est un orateur bien agréable à entendre, même en anglais. Il parle lentement, articule bien. On ne perd pas une syllabe.
19. C'est son premier discours en Chambre.
20. Il fait allusion au curé Labelle.
21. M. L'Archevêque est député de Mercier.



Séance du 21 décembre 1923

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à distribuer l'électricité en dehors de son territoire (M. Delisle);

- de Quebec & Chibougamau Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delisle);

- de dame Mary Ida Margaret Poupore et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de W. J. Poupore et Barbara Éléonore Poupore (M. Létourneau);

- d'Arthur L'Heureux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Létourneau);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau);

- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Herménégilde, en la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-Herménégilde" (M. Pellerin);

- de Francis Rosconi et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt sur les immeubles à eux légués par Francis Rosconi père (M. Richard).

Barreau de la province de Québec

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au

barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Instruction des enfants  
non catholiques romains  
et non protestants

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 150 concernant l'instruction des enfants non catholiques romains et non protestants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

M. Armand Picard,  
employé du gouvernement

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. M. Armand Picard est-il encore à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quel emploi a-t-il et depuis quand?

3. Le gouvernement a-t-il déjà reçu des plaintes au sujet de ce M. Picard?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Au service des inspections, département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, comme chef de district no 1, comprenant le nord et l'ouest de Montréal, depuis 1921.

3. Certaines représentations ont été faites confidentiellement au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. Enquête a été tenue et a démontré que ces représentations n'étaient pas fondées.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion qui a été proposée le mardi 18 décembre courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance

de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) félicite le nouveau lieutenant-gouverneur et dit quelques mots à l'adresse du président de la Chambre pour sa réélection.

L'opposition, qui passe son temps à se plaindre que le gouvernement ne fait pas assez pour les cultivateurs et les colons, ne pourra pas certainement prétendre être de leurs amis, puisqu'elle n'est composée en somme que de professionnels. Où sont les cultivateurs? Il y a quatre médecins et six avocats, pas un agriculteur. Où sont les personnes qui pourront présenter des lois utiles à la classe agricole?

Du côté ministériel, toutes les classes sont équitablement représentées. C'est la preuve évidente que la classe rurale n'est pas si maltraitée par le gouvernement et qu'elle n'est pas si mécontente du gouvernement que l'ont prétendu nos adversaires.

Il salue le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Nous avons, dit-il, été fiers de reconnaître dans ce député l'élève de Tellier, qui veut faire de l'opposition loyale, courtoise. Puissent ses collègues l'imiter!

Parlant de colonisation, les membres de l'opposition ont critiqué notre politique de notre côté. Je connais la colonisation pour l'avoir pratiquée moi-même il y a 28 ans. J'ai même été l'une des victimes de l'exode rural vers les États-Unis qui s'est manifesté au temps des conservateurs avec combien plus d'intensité qu'aujourd'hui. Cela veut dire que l'on n'émigrerait pas seulement dans ces dernières années et l'on se rappelle quel degré d'intensité avait atteint l'immigration autour de 1885. Je n'ai pas oublié ma terre natale durant ces années d'exil et je suis revenu m'établir dans la province de Québec avec une Canadienne française, la compagne de ma vie.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), quoique en termes très courtois, a parlé quelque peu à la légère de la colonisation. Ne sait-il donc pas ce qui s'est fait et ce qui s'est dépensé depuis quelques années pour la colonisation? Ne pourrait-il donc pas comparer sur ce sujet ce qui s'est fait autrefois et ce qui se fait aujourd'hui? Aujourd'hui, le chemin précède le colon. En effet, il n'y a pas un centre de colonisation qui n'ait pas, à l'heure qu'il est, son beau chemin traversant toute la région. Le ministre actuel de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) se dévoue avec un

zèle inlassable pour la colonisation. En cinq ans, il a dépensé pour les colons plus que tous les autres régimes depuis la Confédération. Il nous l'a dit hier, il est allé dans les chaumières et il a aidé et encouragé le colon. Je l'en félicite. Je puis dire, de par ma propre expérience, que, si le gouvernement avait aidé les colons du temps où j'étais sur une terre autant que maintenant, les choses auraient été beaucoup plus faciles.

Mais, si nous marchons si bien dans la province de Québec, non seulement du côté de la colonisation, mais dans tous les autres domaines où s'exerce notre activité, c'est grâce à la politique de nos grands chefs concernant, en particulier, les concessions de nos forêts. Je souhaite que nous puissions faire encore de ces belles ventes de forêts comme les dernières, afin de créer d'autres centres industriels susceptibles de faire établir de nouveaux marchés pour les produits de la terre.

J'ai été surpris d'entendre l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) critiquer la vente de limites à bois pour un plat de lentilles quand tout le monde reconnaît que le ministère des Terres est bien administré. Fils d'un des nôtres dont nous sommes fiers, le ministre des Terres a fait honneur à la belle politique de Mercier, de Gouin, de Parent, de Taschereau.

M. Sauv   (Deux-Montagnes): Gouin est venu apr  s Parent.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): J'esp  re que le minist  re des Terres continuera    nous attirer des industries. Le m  rite du congr  s de colonisation revient au ministre et non    la ligue de colonisation, comme on a voulu le pr  tendre en certains quartiers. Il ne s'agissait pas, par ce congr  s, d'  tudier ce qui a   t   fait en colonisation, car nous le savions, mais il s'agissait plut  t de recevoir les suggestions des int  ress  s dans cette cause. Et, parlant de ces int  ress  s dans la cause de la colonisation, il rend hommage aux missionnaires agricoles, saluant sp  cialement celui de son comt  , qu'il compare au cur   Labelle. Il demande la construction du chemin de fer de ceinture au Lac-Saint-Jean.

Le d  put   de Westmount (M. Smart) s'est plaint du fait que la minorit   n'  tait pas suffisamment repr  sent  e dans le cabinet. La minorit   a, dans la personne du tr  sorier provincial (l'honorable M. Nicol), un tr  s digne repr  sentant, et les   lecteurs de cette province ont eu l'occasion de lui t  moigner leur confiance.

Il se pourrait bien, si ma m  moire est fid  le, que le d  put   de Dorion (M. T  treau), qui s'est



dit hier soir un ancien libéral, soit aussi un ancien nationaliste. N'est-ce pas le député de Dorion, qui se dit libéral, qui combattait l'honorable M. Turgeon avec M. Bourassa en 1907, dans Bellechasse?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Pas possible!

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**  
Aussi ne suis-je pas surpris de voir le député de Dorion siéger en face de nous et bien qu'il se soit dit libéral je suis certain qu'il ne traversera jamais la Chambre<sup>1</sup>.

Il fait appel, en terminant, à tous les membres de la Chambre en faveur d'une discussion courtoise.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)**s'excuse de ne pas avoir l'aplomb d'un vieux parlementaire. Il explique au gouvernement les causes du balayage qu'il a subi à Montréal aux dernières élections générales. Il ne suffit pas d'additionner les items de l'actif quand on fait un bilan, mais il faut aussi songer à la colonne du passif. Dans cette colonne du passif, on trouverait les expropriations ruineuses, les contrats qui ont enrichi quelques amis ou sauvé quelques autres de la ruine, etc. Montréal a été la vache à lait de la province. Montréal a vu des choses ruineuses: expropriation du parc de Maisonneuve et contrat du tramway. D'autres villes ont laissé tomber le Parti libéral, et le fait que l'on ait négligé de nommer un ministre du Travail au cabinet n'a certainement pas été vu d'un bon oeil.

Les députés ouvriers de Montréal ont été défaits parce qu'ils ont été crêchards avant tout et partisans avant d'être ouvriers. Quand a-t-on vu ces députés, ouvriers de nom et libéraux de fait, revendiquer pour la classe ouvrière une amélioration au sort de cette classe? Ces députés ouvriers ont-ils essayé de prendre la défense de leur propre union ouvrière lorsque le premier ministre l'attaquait? Où était leur sincérité s'ils ne l'ont pas fait? Se servaient-ils de leur union exclusivement comme d'un tremplin pour grimper plus haut? Je l'ignore et je ne veux pas le soupçonner.

Le discours du trône fait allusion à un plan de protection de l'épargne populaire: il était temps que le gouvernement protège la petite épargne après avoir tant favorisé les gros bonnets.

Le discours du trône exalte la régie des alcools par l'État. L'occasion nous sera sans doute fournie au cours de cette session de dire ce que nous pensons de cette régie. Qu'il me suffise pour l'instant de prier le gouvernement de rétablir le

mandamus, le certiorari et l'habeas corpus quant à l'application de la loi des liqueurs.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
L'honorable député sait-il ce que c'est qu'un certiorari?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je sais que c'est une liberté qu'on nous a enlevée, et cela me suffit.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
L'honorable député peut-il dire ce que c'est qu'un certiorari?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il doit m'être permis de parler de questions de loi, tout en n'étant pas avocat, aussi bien qu'il est permis à l'honorable ministre du Travail de parler de questions de travail, lui qui n'est pas ouvrier, mais avocat. Les héros de 37 sont morts en luttant pour obtenir nos libertés. On se prépare à élever un monument à ces héros juste en face de l'institution gouvernementale au bénéfice de laquelle le gouvernement a supprimé ces libertés. Constatons une fois de plus la vérité de cette parabole, que la plume est plus puissante que l'épée. Ces libertés ont été conquises par l'épée et supprimées d'un trait de plume. On verra avant longtemps à cet endroit un autre monument avec cette inscription: "Ci-gît la Commission des liqueurs, de regrettable mémoire."

**M. Laferté (Drummond):** M. l'Orateur, modeste député de la droite, simple soldat dans la grande armée libérale, si je me lève pour prendre part à ce débat, ce n'est point, veuillez le croire, que je me fasse illusion et que je prétende jeter beaucoup de lumière sur la discussion actuelle. Je désire simplement joindre à celle des honorables "préopinants" la voix de celui auquel les toujours fidèles et indéfectibles électeurs de Drummond ont renouvelé un témoignage d'amitié et de confiance dont je suis fier à plus d'un titre.

Vous me permettrez bien, n'est-ce pas, de me réjouir, comme toute la population de cette province, de l'excellente nomination, la meilleure qu'ait faite le cabinet King, en appelant au poste de lieutenant-gouverneur cet honnête homme et ce citoyen distingué, qui représente si bien nos plus chères traditions et qui incarne ce que nos aspirations patriotiques ont de plus sacré.

Je félicite sincèrement le proposeur et le secondateur de l'adresse en réponse au discours du trône. Le beau comté de Rouville, qui nous a

fourni un vice-roi, est évidemment à l'honneur, et pour ma part j'ai double raison de me réjouir du grand succès remporté par mon excellent ami qu'est notre nouveau et estimable collègue. Quant au comté de Brome, il a fait parler de lui, si je ne me trompe, au cours d'une récente élection partielle et il n'était que juste que celui qui a recueilli la succession d'un frère aimé, dont nous regrettons tous la disparition, ait été appelé à exprimer dans la langue de Shakespeare ce qu'il pense du gouvernement actuel.

Il n'y a pas que les membres de la droite, Monsieur, qui méritent des félicitations, et nous aurions certainement mauvaise grâce de ne pas congratuler l'honorable chef de l'opposition. En effet, il est entouré de plus de collègues que jamais et s'il a des whips qui font leur devoir il ne sera pas réduit, comme aux sessions précédentes, à emprunter des députés de la droite pour demander un vote. Il ne doit pas cependant se faire illusion, car si son "stock" a monté - oh! bien temporairement et sur le seul marché de Montréal - aujourd'hui il est à la baisse, et nous avons la très grande majorité des parts et en nombre et en valeur, non seulement en Chambre, mais aussi dans toute la province.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de la chose, surtout lorsqu'on examine attentivement quelle a été la ligne de conduite suivie par ceux qui ont la lourde responsabilité de la direction des affaires publiques. N'est-il pas vrai que, grâce à l'économie dans la dépense et à la vigilance exercée dans la perception des revenus, l'administration actuelle a réussi à améliorer nos méthodes d'enseignement et à donner à l'instruction publique la place qu'elle est en droit d'attendre dans un pays soumis à un système représentatif comme celui qui nous régit?

Le gouvernement libéral a créé 14 écoles normales, il a augmenté de la façon considérable que l'on sait les crédits de nos trois universités et de nos 19 collèges classiques - et j'espère qu'avant longtemps les institutions d'enseignement commercial jouiront du même avantage -, il a fondé une école d'arpentage à laquelle il paie une subvention annuelle de \$5,000 ainsi qu'une école forestière fréquentée par plusieurs élèves et dont l'octroi se chiffre maintenant à \$15,000. De plus, il a augmenté considérablement les subventions de l'École polytechnique et il a fait inscrire au budget un crédit de \$25,000 destiné à l'encouragement de nouvelles académies pour garçons.

Et maintenant, que dire de l'École des hautes études commerciales, affiliée à l'université Laval, et dont tout le monde se plaît à reconnaître l'utilité et la nécessité? Que dire également de nos

diverses écoles techniques, lesquelles font l'admiration de tous ceux qui les ont visitées et qui rendent à notre jeunesse les plus précieux services? Il n'y a pas très longtemps, un auteur anglais, Beckles Willson (*Quebec the Laurentian Province*, p. 96 et suiv.), en reconnaissait le mérite et la grande utilité!

Je n'en finirais plus si je voulais énumérer toutes les oeuvres éducationnelles accomplies par le gouvernement, oeuvres qui d'ailleurs sont maintenant connues et appréciées à leur juste valeur.

Le député de Sainte-Marie (M. Houde) n'a pas parlé au long de la prétendue mauvaise administration de la régie des alcools puisqu'il s'est contenté de dire qu'il en parlerait au cours de la session. Je pense cependant que, bientôt et spécialement après les vacances, l'opposition se rendra compte des avantages de la loi des liqueurs et changera sa critique en une approbation.

Quant aux finances, ceux de la génération qui nous a précédés, et même plusieurs de la génération actuelle, se rappellent les gorges chaudes que faisaient les partisans de cette caste politique qui s'étaient affublés du titre pompeux d'"honnêtes gens", et ce, à l'adresse de cet homme de coeur et d'honneur, ce patriote éclairé qui s'appelait Félix-Gabriel Marchand et qui avait réussi, peu de temps après son arrivée au pouvoir, à déclarer un modeste surplus. Et ils allaient, répétant partout avec dérision: "Le petit surplus du député de Saint-Jean!"

Monsieur, "le petit surplus du député de Saint-Jean" valait infiniment mieux que la kyrielle de déficits des administrations précédentes. "Le petit surplus du député de Saint-Jean" a grossi d'année en année, il a fait boule de neige et à chaque exercice financier il a augmenté d'une manière considérable et extraordinaire, j'allais dire, sans exagération, dans une proportion géométrique sans cesse ascendante. Résultat: notre province est aujourd'hui la mieux cotée, tout en étant la moins taxée et celle où la dette par tête est de beaucoup la plus basse. Ce sera l'honneur du gouvernement d'avoir commencé par asseoir nos finances sur des bases solides pour ensuite édifier ses grandes oeuvres de construction.

La présente administration a compris que sous la blouse de l'ouvrier bat un coeur généreux et que l'humble artisan et le modeste travailleur ont besoin de l'appui des pouvoirs publics, pour arriver à résoudre plus facilement les grands problèmes de la vie pratique. Et ce sera l'honneur du gouvernement d'avoir plus que tout autre amélioré le sort de la classe ouvrière en faisant adopter la loi des accidents du travail et tant d'autres mesures

de protection efficaces, qui ont déjà donné des résultats surprenants, entre autres l'inspection plus suivie des établissements industriels, la réglementation du travail des femmes et des enfants, etc.

En continuant cette politique sage et éclairée, on s'attirera la reconnaissance de toute une classe importante de notre peuple et l'on n'entendra pas répéter dans cette province la parole de cette pauvre ouvrière, parole extraite de la célèbre élégie dite: "La chanson de la chemise":

"Ô Dieu, se peut-il que le pain soit si cher  
Et que la chair et le sang aient si peu de prix!"

Sans doute, les relations entre le capital et le travail sont toujours délicates, et il ne faut pas perdre de vue que, si le patron a des devoirs à remplir, il a aussi des droits à exercer. Mais, d'un autre côté, la difficulté de la tâche ne doit pas empêcher le législateur d'aborder ces graves problèmes, lesquels sont, à mon sens, les plus passionnants et les plus intéressants à étudier et à approfondir. Je n'ai pas besoin de rappeler qu'en cette matière la sagesse de l'homme d'État s'honore, quand elle puise à la source la plus pure les principes qui doivent la guider.

La sollicitude du gouvernement s'est étendue à toutes les classes de la population et on l'a vu exercer son activité dans tous les domaines de son administration. Il couvre la province de ponts, de belles routes, d'édifices, etc. Il n'a cessé d'encourager la construction de ponts en fer, suivant en cela la politique d'Honoré Mercier et qui avait été abandonnée en 1892. Aussi, de 1908 à date, une somme de \$7,012,893 a été dépensée à cette fin, dont plus de la moitié, savoir \$4,092,216, par le gouvernement seul.

À cette politique de ponts en fer s'en rattache intimement une autre: celle de la voirie. La nécessité des bons chemins ne se discute plus, parce qu'elle intéresse toutes les classes de la société, et particulièrement les cultivateurs. On a saisi toute l'importance de la question en appliquant des crédits substantiels à l'amélioration de nos routes. Sans entrer dans des détails fastidieux, il est facile de constater à quels excellents résultats l'on est déjà arrivé.

Il fallait d'abord faire l'éducation du peuple et procéder avec prudence. C'est la raison pour laquelle le fonctionnement de la loi a été laissé à l'initiative des municipalités, en dépit des critiques parfois acerbes de ceux qui reprochaient au gouvernement d'abandonner le contrôle qui lui était dévolu et qui prétendaient qu'avec cette législation l'on n'aurait que des "bouts de chemin" et non pas un système de voirie véritable et rationnel.

Le temps a fait son oeuvre et l'expérience a démontré que ces tronçons, tout en rendant des services signalés, ont permis d'établir et de souligner la différence énorme entre les bons et les mauvais chemins. L'utilité, j'allais dire la nécessité, des bonnes routes a dès lors été rendue évidente aux yeux de tous, et il n'y a rien d'étonnant qu'après une période relativement restreinte l'on possède maintenant des voies de communication et de transport qui font l'orgueil de notre peuple et contribuent dans une large mesure à son bien-être et à sa prospérité.

Pour compléter une oeuvre si bien commencée, des routes nationales et régionales étaient nécessaires. Aussi bien n'a-t-on pas hésité devant la grandeur de la tâche et peut-on se réjouir à juste titre de nos principales artères. Le gouvernement n'a pas voulu en rester là et, afin de dégrever le bon peuple de nos campagnes, il a assumé le lourd fardeau d'entretenir seul nos principales routes.

M. l'Orateur, si au dire du grand économiste Paul Leroy-Beaulieu "c'est à la colonisation que le genre humain civilisé a toujours dû et doit encore une large part du bien-être dont il jouit et de l'allure progressive de ses industries et de sa situation sociale" (*Traité théorique et pratique d'économie politique*, vol. 4, p. 724), on a bien compris son rôle en travaillant à agrandir notre domaine national et en donnant au colon la protection qu'il est en droit d'attendre des pouvoirs publics.

Laissez-moi aussi vous rappeler qu'en 1909, au cours d'une grande assemblée tenue à Saint-Jean, l'honorable premier ministre de l'époque, Sir Lomer Gouin, disait qu'il croyait le temps arrivé de rendre possible la création de réservoirs à la tête de nos principales rivières. Des études furent faites à ce sujet et en 1912 on nommait une commission, présidée par l'ancien premier ministre de cette province, l'honorable S.-N. Parent. Subsequently, la législature autorisait la construction de quatre de ces barrages, sans compter celui de Kénogami actuellement en construction, lesquels ont déjà rendu et rendront à l'agriculture et à l'industrie des services inappréciables. Cette politique a, en effet, deux bons résultats: premièrement, elle arrête l'inondation des terres le printemps et, en second lieu, elle augmente considérablement la capacité hydraulique de nos nombreux pouvoirs d'eau.

Nos gouvernants ont voulu pousser encore plus loin leur sollicitude et il convient certes de les féliciter d'avoir entamé et mené à bonne fin des négociations avec certains propriétaires de terrains propres à l'agriculture situés au centre

d'établissements agricoles, afin de les amener, dans l'intérêt bien entendu de la province, à échanger ces terres pour des terrains incultes, situés loin des centres de colonisation.

La terre est une source de vie qui ne peut tarir; et la vie rurale organisée comme la nôtre est tout ce qu'il y a de plus sain moralement. Si quelque chose doit nous permettre de traverser indemnes la présente crise économique, c'est notre qualité de peuple agriculteur. Le gouvernement, très sage, l'a compris et il a encouragé d'abord tout ce qui pouvait aider le colon, l'agriculteur, ces deux artisans de notre richesse, qui nous ont assuré le bonheur dans le passé et nous donnent confiance dans l'avenir. Il faut donc louer toute mesure qui aidera la culture dans les vieux centres, tout en favorisant l'expansion de la colonisation dans les autres parties de la province. Ceci m'amène à parler de notre industrie par excellence.

Elles sont nombreuses et variées les oeuvres accomplies en faveur de la classe agricole. Les énumérer toutes serait trop long, et il faut que je me contente d'en souligner quelques-unes. Sans parler des écoles ménagères, des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles, qui rendent de si précieux services à nos cultivateurs et dont les subventions augmentent sans cesse d'année en année, le gouvernement a généreusement accordé des octrois considérables aux collèges Macdonald et Sainte-Anne de la Pocatière, ainsi qu'à l'Institut agricole d'Oka et à l'École de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal. L'École de laiterie de Saint-Hyacinthe a été mieux aménagée et mieux outillée et ses cours étaient suivis l'an dernier par 461 élèves, dont 416 ont reçu des diplômes et certificats.

La culture du trèfle et du tabac, le drainage et l'aviculture ont aussi été encouragés et poussés de l'avant.

La coopération, qu'un économiste a désignée comme "le premier balbutiement de l'entreprise ayant quelque ampleur", a particulièrement reçu beaucoup d'encouragement de la part des pouvoirs publics. Ces associations coopératives ont pris naissance en Angleterre et elles n'ont guère tardé à se répandre dans plusieurs autres pays. En regardant ce qui se passe en France, on constate qu'elles s'étendent à presque toutes les branches de l'activité humaine, et il est à souhaiter que ces sociétés se propagent de plus en plus dans notre province.

Si l'on exagère en certains quartiers le malaise qui existe dans nos campagnes, il ne faut pas moins que tous, mandataires et mandants, se mettent résolument à la besogne pour atténuer et

réparer, si possible, les désastres causés par l'hécatombe la plus terrible dont l'humanité ait encore été témoin.

Il n'y a pas à contester que les perturbations et les ravages causés par une guerre se font sentir pendant des années, et parfois même pendant des siècles. Pour se convaincre de la chose on n'a qu'à se rappeler la guerre de Cent Ans en France, celle de Trente Ans en Allemagne et aussi à se souvenir de la dernière période du règne de Louis XIV.

Aussi longtemps que la guerre dure, on n'éprouve qu'une gêne relative, parce qu'on vit à même des capitaux accumulés dans une période d'abondance et parce que la main-d'oeuvre est plus recherchée pour préparer les multiples fournitures et voir aux besoins nouveaux qu'exige un nouvel état de choses. Mais, dès que la paix est rétablie, le mirage se dissipe et il faut bien alors faire face à la réalité des choses et reconstituer les sources de la prospérité publique.

La principale de ces sources est encore l'agriculture, et je ne m'étonne pas qu'en France, pendant que les hommes affrontaient l'ennemi sur les champs de bataille, certaines sociétés se faisaient un devoir de décerner un diplôme spécial aux femmes, aux vieillards et aux enfants qui cultivaient la terre, diplôme qui, après le rétablissement de la paix, a été mis au foyer sur le même pied d'égalité que la croix militaire du combattant. Le retour à la terre et l'amour du sol, telle doit être notre devise dans les circonstances difficiles que nous traversons. Il n'y a pas de doute qu'avec des hommes comme ceux que nous avons à la tête de notre administration nous pourrions facilement rester à la hauteur de cette devise.

M. l'Orateur, avec de telles oeuvres à son crédit et un programme si bien rempli et si populaire, le gouvernement pouvait sans crainte se présenter devant le peuple, et pour tout esprit impartial et bien pensant le verdict du 5 février dernier ne pouvait faire de doute.

Dès le 11 janvier, *la Patrie*, qu'on ne taxera pas, je suppose, d'être un organe ministériel, disait dans un premier-Montréal: "On peut dire sans rien exagérer que les affaires de la province sont dans une condition éminemment avantageuse et satisfaisante. Nous ne jouissons peut-être pas encore d'une prospérité égale à celle dont nous étions favorisés avant la guerre; mais nous sommes de toute évidence dans une position privilégiée si nous la comparons à celle de toute autre province du dominion ou de tout autre pays au monde. Et en ce qui concerne l'administration provinciale proprement dite, notre position financière est

meilleure qu'elle n'a jamais été et plus vigoureux que jamais notre élan vers le progrès dans tous les domaines." Et plus loin elle ajoutait: "Entre les innombrables candidats qui brigueront leurs suffrages, c'est à eux (aux électeurs) de savoir choisir ceux qui pourront le mieux conserver à la province ses positions acquises et lui en gagner d'autres encore désirables."

Quatre jours plus tard, la *Gazette* (15 janvier 1923) publiait à son tour un article de rédaction où elle disait: Dans un manifeste à l'intention des électeurs de la province, le premier ministre a présenté un bilan des travaux de son administration. Tout a été calculé pour atteindre son objectif qui était de faire bonne impression auprès du public et de s'assurer le renouvellement d'un mandat que les ministres libéraux obtiennent régulièrement depuis une période exceptionnellement longue, soit depuis 25 ans. Il est rare qu'un parti qui a été aussi longtemps au pouvoir ait pu conserver toute sa virilité dans sa façon d'administrer la province et qu'il puisse affirmer, d'un ton qui n'a rien d'une creuse rodomontade, qu'il a dirigé la province d'une façon progressiste, avec fermeté et honnêteté. À l'appui de cette déclaration, M. Taschereau énumère tout ce qu'il a réalisé. Notons que, tout en tenant compte de certains projets d'avenir, il en appelle à la population en se basant principalement sur ce que ses collègues et lui-même ont accompli, croyant, non sans raison, que la population considérera ces réalisations passées comme le meilleur gage d'une bonne gestion future.

Il est bien vrai que l'honorable chef de l'opposition et ses partisans comptaient sur l'appui moral du très honorable Arthur Meighen - j'allais dire sur l'appui immoral de ce monsieur - mais votre rigidité de bon aloi, M. l'Orateur, ne me permettrait peut-être pas cette expression et, pour employer un euphémisme, je me contente des mots "appui moral". Cependant, il ne fallait profiter de cette puissance... occulte qu'en sous-main et avec maintes précautions, car il y avait à ce sujet divergence d'opinions parmi les amis de l'honorable chef de l'opposition, certains d'entre eux prétendant que la popularité de M. Meighen était quelque peu discutable dans les limites de notre vieille province de Québec.

Tout ceci me rappelle un bel article que je lisais dernièrement dans la *Revue des Deux-Mondes*, intitulé "Renan et la Bretagne", par André Chevrillon de l'Académie française. La Bretagne, comme on le sait, est le pays des légendes. L'auteur nous raconte celle de saint Michel et du dragon. "Près de la fontaine de saint Michel, dit-il, on

voit son image (celle du dragon). Or il arriva que des gens de Bréhat y vinrent un jour en dévotion et allumèrent des chandelles devant le saint. L'un d'eux voulut aussi en allumer devant le dragon. "Que fais-tu?" lui dit-on. "Allumer une chandelle devant cette vilaine bête!" - "Il est bon d'avoir des amis partout," répondit l'autre. "Si jamais j'avais à voyager dans le royaume des serpents!" Ceci peint bien, ajoute-t-on, l'idée que les Bretons se font du diable: ils le traitent comme un méchant puissant dont il est bon de se concilier l'amitié." (*Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> septembre 1923, p. 121)

Loin de moi, M. l'Orateur, oh! bien loin de moi la moindre intention de traiter M. Meighen de dragon, et encore bien moins, veuillez le croire, de comparer l'honorable chef de l'opposition à saint Michel foudroyant tout sur son passage. Mais cette légende ne m'en a pas moins grandement intéressé, et il est extraordinaire tout de même comme ces Français sont maîtres de leur langue et de leur pensée.

L'honorable chef de l'opposition présentait sans doute quel serait le verdict de l'électorat, puisqu'en désespoir de cause il eut l'incommensurable audace d'écrire au représentant du roi en cette province une lettre le priant de ne pas dissoudre les Chambres, oubliant sans doute, du moins j'aime à le croire, que par là il conseillait indirectement au lieutenant-gouverneur de ne pas suivre l'opinion de ses ministres responsables au peuple, et partant et comme corollaire, d'agir d'une manière inconstitutionnelle.

Il oubliait que nous sommes, Dieu merci! sous un régime libéral et qu'il est passé le temps où un homme public était obligé de dire: "Faites taire la voix de Rideau Hall et laissez parler la grande voix du peuple!" Il oubliait bien des choses et entre autres cette parole de Condé, savoir qu'"un bon capitaine peut être battu, mais ne doit jamais être pris par surprise".

Se voyant donc forcé de livrer bataille il réunit sous la vieille hallebarde de Morin et de Cartier et de tous ces chefs contemporains qui lui sont si chers les débris de ce que fut autrefois le Parti conservateur, débris, j'allais dire d'une grande épopée, et aidé et supporté de quelques mécontents, égarés momentanément dans les rangs du Parti libéral, il affronta l'électorat. Vous savez, Monsieur, ce qui s'ensuivit. Faut-il s'étonner de la chose? Mais pas du tout.

Et à ce sujet il me revient en mémoire un trait d'histoire, qui peint bien les sentiments auxquels a dû obéir la grande majorité des électeurs de cette province et qui est superbement raconté dans ses mémoires par madame Junot, duchesse

d'Abrantès. "Un jour, dit-elle, il y avait grande fête aux Tuileries, où plusieurs personnes de marque appartenant aux deux sexes s'étaient réunies pour jurer hommages et obéissance à l'empereur. La belle madame de Marmier était présente et portait une robe remarquablement courte, sans doute, dit madame Junot, pour mieux laisser voir la délicatesse de son pied et de sa cheville. Quelqu'un demanda à Talleyrand ce qu'il en pensait. Et le grand diplomate de répondre: "Je crois qu'elle porte une robe trop courte pour pouvoir prêter un serment de fidélité!" (Madame Junot, duchesse d'Abrantès, *Memoirs of the Emperor Napoléon, from Ajaccio to Waterloo, as soldier, emperor, husband*, vol. 1, p. 324)

Ne vous semble-t-il pas, M. l'Orateur, que, proportion gardée, c'est à ce sentiment de défiance bien légitime qu'ont obéi les électeurs de la province de Québec en n'ajoutant pas foi aux protestations de dévouement des honorables membres de l'opposition? Il ne pouvait en être autrement, car à aucune autre époque de notre histoire il n'est possible de trouver, après 26 ans de pouvoir, un parti politique aussi fort et aussi vigoureux que le Parti libéral, ayant à son crédit autant d'oeuvres salutaires et contre lequel on ait si peu de reproches à enregistrer. Cela tient à la force même du libéralisme et aux saines doctrines que nous préconisons.

Sans doute on pourra peut-être nous reprocher certaines erreurs de détail, mais dans l'ensemble nous avons raison d'être fiers des progrès accomplis dans tous les domaines de l'administration. Et d'ailleurs ces erreurs de détail sont plutôt dues aux exigences de certains de nos adversaires qui, manifestant une hypocrisie digne de Tartuffe, se sont introduits dans nos rangs avec la seule pensée de recevoir les faveurs du pouvoir, quand nous étions ou trop bons ou pas assez défiants, parfois hélas! au détriment d'amis sincères et de soldats dévoués. Quelle différence à ce sujet entre la mentalité libérale et la mentalité conservatrice!

J'en ai dit suffisamment, M. l'Orateur, pour établir que, si l'oeuvre accomplie par ceux qui président à nos destinées n'est pas parfaite au sens divin et philosophique du mot, humainement parlant elle est admirable et mérite l'approbation de tous les bons citoyens de cette province. Comme l'a dit Félix Pyat: "Le peuple peut parfois se tromper, mais après tout c'est un grand logicien qui ne manque jamais de conclure." Aussi bien a-t-il conclu le 5 février dernier et a-t-il rendu un verdict qui ne laisse aucun doute sur ses véritables sentiments.

Que l'idée libérale ait triomphé aux derniè-

res élections, je ne m'en étonne pas du tout. En effet, c'est cette idée qui, en Angleterre, il y a quelques siècles, a réussi à soustraire au souverain le vote des subsides pour en attribuer la répartition aux représentants élus par le suffrage populaire, et qui de plus a fait disparaître des abus criants et purifié l'administration de la justice, particulièrement dans les causes politiques. Dans notre pays, c'est encore la même idée qui nous a valu le gouvernement responsable, et c'est elle qui a été la cause efficiente de la passation de la loi portant devant les tribunaux les contestations d'élections et de celle substituant le scrutin secret au vote ouvert.

Au lieu, toutefois, de décerner des éloges à nos gouvernants, je préfère louer l'esprit qui les inspire. C'est l'âme du peuple qui parle et agit par eux. Or cette âme n'a rien de mesquin. Elle sait pratiquer la charité et faire régner la bonne entente entre les éléments complexes que l'histoire a mis en elle. Elle a pris aux institutions britanniques ce qu'elles ont de généreux et de pratique, et elle garde de ses origines françaises un certain idéalisme, un caractère humain, qu'il sera toujours bon de conserver ici pour le plus grand bien de tous.

Que les faveurs multipliées du gouvernement provincial pour l'agriculture, les ouvriers et la colonisation continuent donc de venir en aide au dévouement moins éclatant de ceux qui travaillent à développer l'âme canadienne dans le sens que lui indique son histoire.

Quel que soit le rôle de l'opposition au cours de cette session et des suivantes, l'on peut être assuré, M. l'Orateur, que le Parti libéral n'entend pas dormir sur ses lauriers, mais veut rendre sa victoire encore plus belle et plus éclatante, en répondant à la confiance que l'électorat lui a témoignée. L'on peut être assuré que le gouvernement ne se laissera pas ankyloser dans les délices de Capoue, mais que, fidèle à son passé et confiant dans l'avenir, il marchera de l'avant avec prudence et fermeté, donnant à chaque citoyen la liberté et le bonheur, à toutes les campagnes la prospérité et le progrès, à toutes les villes l'avancement et la richesse, et à chacune des autres provinces de profonds exemples de fierté nationale et de respect des minorités, qui porteront ces provinces à s'incliner devant la meilleure, la plus vieille, la plus aimée et la plus hospitalière de leur soeur de la Confédération canadienne.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): J'ai été élu en faisant triompher les idées prônées par mon prédécesseur et abandonnées par lui. La politique du Parti libéral m'a forcé à sortir de ses rangs pour

accepter le programme du chef de l'opposition. J'ai prêché la même politique dans Yamaska qu'à Montréal.

Les élections ne se sont pas faites en opposant la ville à la campagne. Quant à moi, en tout cas, je ne suis pas responsable d'une telle tactique. Je ne partage pas l'opinion des membres du gouvernement qui disent qu'ils ont donné beaucoup à Montréal. La grandeur d'un parti se mesure par ses actes. Le premier ministre nous a parlé de ponts. Il s'est vanté d'avoir donné à Montréal le pont de l'île Perrot. Je l'en félicite. Mais le gouvernement s'enorgueillit d'avoir aboli les ponts de péage, les ponts Viau et Lachapelle, mais c'est Montréal qui a payé le coût et l'entretien de ces ponts.

Les députés de la droite ont énuméré tout ce que le gouvernement a bien fait; ils ne nous ont pas dit que le gouvernement avait enlevé à Montréal ses revenus de la Cour du recorder, près de \$100,000 par le transfert des causes de la Commission des liqueurs à la Cour de police. Le premier ministre se vante d'avoir bâti une école des hautes études. Je l'en félicite, mais il ne nous a pas dit qu'il faisait payer \$50,000 à Montréal pour cette école qui est fréquentée par des jeunes gens de toute la province. Le gouvernement subventionne les hôpitaux de Montréal, mais c'est avec la taxe du sou du pauvre, payée par les Montréalais, dont il a accaparé 50% sans en payer la perception.

La Commission métropolitaine<sup>2</sup> a été instituée à la demande des financiers pour faire endosser par Montréal les dettes des petites municipalités. Elle a été imposée à Montréal. La ville de Montréal marche au désastre avec cette commission, qui est rendue à huit millions de dettes et nous ne pouvons avoir de service d'aqueduc et d'égout pour certains quartiers de Montréal. M. l'Orateur, savez-vous que, dans certains quartiers de Montréal, la métropole du Canada, on est obligé de se promener en chaloupe au moins d'avril?

On n'a pas aidé les municipalités en difficulté parce qu'on ne voulait pas que la Commission métropolitaine disparaisse. Deux autres villes devront faire partie de cette commission avant deux ans. Les prêts faits par la commission pour la construction de logements ouvriers sont un autre désastre. Les logements ouvriers ne sont pas loués. Les récriminations arrivent de partout à la commission.

Quand viendra le temps de l'annexion, on n'annexera que des dettes. La commission n'a pas fait son devoir. Elle laisse accomplir des travaux

souterrains qui dans 10 ans seront à recommencer. La commission coûte à la cité de Montréal plus de \$200,000 et elle a un déficit de près de \$300,000. Ce déficit n'a pas été entièrement réparti, et une partie du déficit fera partie de l'emprunt que l'on va demander afin de cacher la vérité aux contribuables.

Le gouvernement a mis sur le dos de Montréal trop d'obligations. Les charges imposées à Montréal excèdent d'au moins 20% ce que le gouvernement lui a donné. Je regrette, M. le premier ministre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député s'adresse à moi. Je vais être obligé de prendre pour moi les compliments qu'il vous adressait tout à l'heure, M. l'Orateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un ministre sans portefeuille a violé cette règle de la Chambre sans que la droite proteste. Je ne vois pas pourquoi on est si chatouilleux.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je regrette d'avoir enfreint la règle, mais je suis ici pour apprendre et je prends note de l'observation du premier ministre.

Il reproche au gouvernement d'avoir coupé les ailes du conseil municipal de Montréal et d'avoir mis l'administration de la métropole entre les mains de trois hommes. Il croit que le conseil serait aussi bien de disparaître. Il espère que le gouvernement verra à donner à la ville ce qu'elle s'attend d'avoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) croit que le tableau sombre de Montréal fait par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) n'a pas sa raison d'être. Il se rappelle ce qu'était Montréal naguère et ce qu'est cette ville aujourd'hui. Il craint que le tableau du député de Saint-Henri soit brossé pour accumuler un certain capital politique. Je n'ai cure de ces indépendants, dit-il, qui suivent les nationalistes puis les conservateurs. Je ne suis pas un esclave - et mes collègues le savent - mais j'aime mon parti, j'aime mes chefs, et je leur suis fidèle...

Une voix: Si je t'aime, prends garde à toi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'homme qui a du caractère doit aider son parti. Je suis pour le respect de la Constitution. Je n'aime pas ces indépendants qui critiquent M. Meighen<sup>3</sup> et se disent contre lui, mais l'approuveront si jamais la fortune lui donne encore les rênes du



gouvernement à Ottawa. Nous n'avons que faire, de notre côté, de ces soi-disant indépendants qui sont toujours prêts à s'asseoir d'un côté ou de l'autre. Montréal, en 1919, a élu des indépendants comme cette année et ils ont été battus aux dernières élections parce qu'en entrant dans cette Chambre au lieu de combattre le gouvernement ils l'ont appuyé.

**MM. Sauvé (Deux-Montagnes) et Pate-naude (Jacques-Cartier):** Écoutez, écoutez!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voilà pourquoi ces candidats libéraux ont été battus. On aurait tort de chercher à faire porter au chef du gouvernement la responsabilité du vote donné à Montréal. Ce qui a causé la défaite du gouvernement, c'est la législation privée dont les conservateurs ont leur responsabilité et non des questions de politique générale. En 1910, on a élu quelques-uns de ces indépendants qui se sont rangés ensuite du côté ministériel. Il pourrait bien se faire qu'il en sera ainsi pour ceux de 1923, et il n'y a pas lieu de croire que c'est l'oeuvre du gouvernement que Montréal a désapprouvée aux dernières élections.

J'ai suivi les luttes politiques à Montréal, et cette ville n'est pas du tout dans le marasme que l'on dit. Le gouvernement a sauvé Montréal de la banqueroute et, pour la première fois depuis un quart de siècle, le chef de l'administration a pu annoncer que les finances de Montréal sont dans un état tel qu'il sera possible de réduire la taxe.

Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) a conservé un double mandat d'échevin et de député. Il avait dit pourtant à ses électeurs qu'il résignerait un de ses mandats...

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** La session n'est pas finie.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Ses électeurs n'ont pas voulu qu'il résigne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et il ne résignera pas, j'en suis sûr. La Commission métropolitaine a été créée à la demande de bons vieux conservateurs comme MM. Laporte et Beaubien et elle a sauvé de la banqueroute plusieurs municipalités de l'île de Montréal. Si l'on songe aujourd'hui à réduire la taxe à Montréal, c'est donc que le gouvernement ne lui a pas fait tort en lui donnant cette organisation. Il n'y avait que le Parti libéral pour prendre la ville de Montréal comme elle était et la faire ce qu'elle est aujourd'hui, quelle que soit l'opinion des échevins qui sont d'un parti qui

fait la guerre à tout ce que tente le gouvernement.

Quelle est la taxe qui a pesé sur la classe ouvrière de Montréal? Quelle est la taxe qui pèse présentement sur le cultivateur? Je le demande à l'opposition. Et cela est dû au régime libéral, et c'est pour cette raison que notre parti a remporté une si éclatante victoire.

Il reproche au député de Québec-Centre (M. Faucher) d'être fidèle aux traditions conservatrices et déclare que les députés oppositionnistes ont fait leur campagne sur des boîtes vides de savon et que les ouvriers à qui ils ont fait des promesses ouvriront les yeux avant longtemps et reconnaîtront l'oeuvre du Parti libéral. Il prie le Parti libéral de rester comme il est, l'ami de l'ouvrier et de l'agriculteur. Il croit qu'on doit taxer la fortune acquise. Il aspire au jour où l'on verra les ouvriers représentés dans le cabinet par un vrai ouvrier, comme les cultivateurs le sont par un vrai cultivateur.

Il formule l'espoir que le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) restera longtemps à la tête du ministère de l'Agriculture.

**M. Dufresne (Joliette):** Je félicite l'Orateur de sa réélection à la présidence de la Chambre. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention les honorables députés du côté de la droite comme ceux de la gauche, parlant sur l'adresse en réponse au discours du trône. M. le Président, étant représentant d'un des plus beaux comtés de cette province, il est de mon devoir de prendre part à ce débat afin de faire connaître ma pensée sur les grands besoins de notre province et des électeurs que j'ai l'honneur de représenter.

J'ai suivi, M. le Président, l'honorable premier ministre qui nous arrive à chaque session avec une scie plutôt déchirante que coupante, pour répondre aux honorables députés de la gauche. L'honorable premier ministre, au début de son discours, a parlé de deux députés du côté de la gauche, du député de Laval (M. Renaud) et du député de Joliette (M. Dufresne). Il a fait allusion au changement de nos sièges. Il m'a reproché d'avoir cédé mon siège au député de Québec-Centre (M. Faucher).

Pour ma part, M. le Président, si j'ai changé, c'est que je l'ai bien voulu. Je suis satisfait de mon siège, parce que je suis en face du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils), qui est toujours souriant, le fils d'un grand patriote, d'un ex-premier ministre, l'honorable Honoré Mercier. Je ne peux vraiment être en meilleure compagnie. Pour une deuxième raison, parce que je voulais que la vieille cité de Québec, qui est représentée



en cette Chambre par l'honorable député de Québec-Centre (M. Faucher), ait sa place en avant en face des ministres. Ici comme à mon ancien siège je saurai représenter fermement et dignement le comté de Joliette, le plus beau comté de la province.

M. le Président, sur les sièges du côté de l'opposition, je dois dire que toutes les classes sont représentées, tandis que du côté de la droite les électeurs ne sont représentés que par une seule classe.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui s'est amusé à parler plutôt de Montréal que de faire l'éloge de son comté. Je connais bien la belle ville de Saint-Hyacinthe et je crois qu'à lui-même elle n'aurait pas dû passer inaperçue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça va venir.

M. Dufresne (Joliette): J'ai bien lu, M. le Président, le discours du trône, qui nous annonce la bonne récolte de l'an dernier comme il nous annonce la prospérité de cette province et ses surplus. Il nous dit que nous traversons une grande crise. Comment se fait-il, M. le Président, un gouvernement prospère et la province dans une crise?

Si le gouvernement est si prospère, pour quelle raison ne s'occuperait-il pas de notre principale classe, la classe agricole? Pourquoi les cultivateurs sont-ils obligés de laisser leurs terres pour s'expatrier aux États-Unis et essayer de gagner le pain de leurs familles, comme l'a si bien dit l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude)? Si le gouvernement a de gros surplus, M. le Président, pourquoi avoir augmenté la dette des municipalités, en trois ans, d'une somme de \$49,000,000 qui pèsent sur le dos de la classe agricole?

M. le Président, le gouvernement se plaint que la Providence nous a envoyé une grande crise. Comme ça change dans la politique du gouvernement! Le gouvernement, en 1919, 1920 et 1921, disait dans cette Chambre: "Comme nous sommes heureux de vivre sous un drapeau libéral! La prospérité régnera tant que l'administration sera libérale." Il n'était pas question de la Providence à cette époque. Aujourd'hui, cette prospérité a disparu et ils attribuent cela à la Providence. La Providence n'a pourtant pas changé, ni le gouvernement. C'est le même gouvernement, les mêmes ministres qui sont à la tête de l'administration de cette province. Pourquoi avoir augmenté la dette tout en augmentant les taxes? Et vous appelez cela de la prospé-

té? Curieuse manière de calculer!

M. le Président, pour venir en aide à toutes les classes qui souffrent, l'agriculture, le commerce, la classe ouvrière, il faudrait rendre le commerce plus facile et prospère, chose que le gouvernement néglige. À la dernière session, lors d'un débat sur la loi des faillites, par le député de Joliette, j'ai demandé au gouvernement la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie.

Depuis ce débat, l'honorable premier ministre a reçu délégations sur délégations de la part de nos hommes d'affaires les plus éminents de Montréal pour obtenir cette demande, et le gouvernement n'a pas répondu à ces délégations. Un ministre du Commerce pourrait s'occuper activement de nos industries et en développer de nouvelles, nos pouvoirs d'eau et nos mines, afin de garder les nôtres ici.

M. le Président, il y a un de mes confrères industriels qui a dit dans un discours qui se lit comme suit: "Pendant 130 ans, les États-Unis ont constamment suivi une politique de protection pour leur commerce et leurs industries et ils sont maintenant courtisés par tous les pays du monde." Il a dit aussi que le développement de l'industrie manufacturière était l'un des grands moyens de parer à la crise économique.

Que nous le voulions ou non, il faut le comprendre, nous devons et nous voulons l'association de nos ouvriers égale à celle de l'ouvrier américain. Voilà une sage politique, M. le Président. Si nous ne rendons pas l'état de nos ouvriers aussi favorable que celui de leurs camarades des États-Unis, c'est une chose bien simple pour eux d'émigrer de notre pays. Et, à en juger par l'exode de nos compatriotes vers les États-Unis, nous n'avons pu dans un grand nombre de cas rendre la situation du Canada aussi avantageuse que celle des États-Unis. À l'heure actuelle, il y a, de l'autre côté de la ligne 45, plus de trois millions de citoyens nés au Canada. Durant la dernière décennie, par suite de l'exode des Canadiens aux États-Unis, nous n'avons pas pu progresser suivant notre augmentation annuelle.

Au Canada, aujourd'hui, il y a plus de 700,000 personnes employées dans l'industrie. Elles représentent une population de 2,500,000. Je vous demande, M. le Président, si le gouvernement adoptait une politique pour protéger notre commerce et notre industrie dans notre province, si nous ne pourrions pas garder ici nos compatriotes. Je demande aussi aux cultivateurs de cette province, si le gouvernement travaillait à installer de nouvelles industries et à créer des centres, s'ils ne pourraient pas écouler leurs produits plus

avantageusement.

J'ai fait des suggestions au gouvernement. Toutes celles que je lui ai faites il ne les a pas prises en considération. Je continuerai à faire des suggestions au gouvernement. Il lui en a été fait par plusieurs membres de la gauche, mais il n'en a fait aucun cas. Il a eu tort. Le commerce ne va pas du tout. L'agriculture ne donne pas autant de rendement qu'ailleurs. J'ai suggéré la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie, mais on n'a tenu aucun compte de cette demande. Pourtant, le commerce et l'industrie ont une importance capitale et jouent un rôle prédominant dans le développement de la province.

J'ai suggéré au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de créer des industries greffées sur l'agriculture, comme des fabriques de conserves pour garder nos gens au pays. Il ne m'a pas écouté et pendant ce temps on en créait ailleurs. Dans nos provinces-soeurs, on a fondé plusieurs de ces industries. Ontario compte 150 industries, lesquelles mettent en conserve une grande partie des produits provenant de la terre. Il est reconnu par toutes les autorités que les industries font la prospérité d'un pays.

Pour arriver à ce but, comme je le disais à la dernière session, il faudrait que le gouvernement crée des fermes-écoles dans notre province, sur lesquelles fermes les enfants de 12 à 15 ans pourraient s'instruire, apprendre convenablement la comptabilité nécessaire à la culture et en même temps apprendre à travailler la terre sous toutes ses formes. Je suis certain, M. le Président, qu'un garçon qui sortirait d'une telle école garderait le goût de la terre. Voilà, M. le Président, une proposition que le gouvernement devrait prendre en considération sans retard.

J'ai demandé des amendements à la loi des faillites. Toute la Chambre a été unanime à réclamer ces amendements. Comment Ottawa l'a-t-il amendée? En la rendant plus compliquée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui l'a faite, cette loi des faillites?

M. Dufresne (Joliette): Ce sont les députés libéraux d'Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais non!

M. Dufresne (Joliette): Certainement, c'est un député libéral, M. Jacob, qui l'a proposée et tous les députés libéraux l'ont approuvée.

M. l'Orateur, le gouvernement s'est vanté

d'avoir fait beaucoup pour Montréal. Mais le premier ministre a reçu des requêtes de sans-travail, de gens qui n'avaient rien à manger...

M. Ricard (Saint-Maurice): Vous auriez pu leur donner des biscuits.

M. Dufresne (Joliette): Si vous en mangiez des biscuits, vous pourriez vous taire. M. l'Orateur, je continuerai à faire mon devoir comme par le passé et je dépenserai tout mon temps à cette session pour ma province et les électeurs que j'ai l'honneur de représenter.

M. Delisle (Chicoutimi): Libéral convaincu, au cours de la dernière élection j'ai défendu le gouvernement libéral, bien que je ne lui doive pas mon élection<sup>4</sup>. Aussi je crois de mon devoir d'expliquer ma situation. M. Sauvé est venu dans nos lointaines régions...

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de nommer ainsi les membres de la Chambre.

M. Delisle (Chicoutimi): Je ne suis pas habitué encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et je n'ai pas peur de mon nom.

M. Delisle (Chicoutimi): Le chef de l'opposition a exposé son programme. Il avait un candidat. La lutte a été sévère, mais elle a été facile pour moi, parce que, quoique n'étant pas candidat du gouvernement, je n'ai eu qu'à défendre la politique libérale.

Il se moque un peu des députés de Montréal-Dorion (M. Tétreau) et de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), anciens libéraux qui ne sont pas rentrés dans le giron comme lui, et assure le gouvernement de son loyal appui. Il dit que l'opposition forme une famille composée d'éléments disparates et qu'il n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas d'harmonie dans ses rangs.

Il déclare que le discours du trône couvre à peu près tous les points de la politique du gouvernement. Parlant de la colonisation, il se réjouit des progrès immenses dans ce domaine, notamment Outre-Laurentides. Il s'étonne du pessimisme de l'opposition qui cherche à faire voir la province s'en aller à la déroute dans un abîme sans fond. Du côté industriel, il a la plus grande confiance dans l'administration libérale. Il félicite le gouvernement pour son attitude à l'égard du Lac-Saint-

Jean où il encourage le développement de nouvelles industries. Le gouvernement a beaucoup fait pour aider l'ouvrier et les centres ouvriers de son comté sont prospères grâce à sa sollicitude. À Chicoutimi tout va bien. Il croit que, sous ce gouvernement, notre province traverse un règne visiblement heureux.

#### Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre suspende ses travaux jusqu'à 2 h 15.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 1 heure.

#### Reprise de la séance à 2 h 15

M. l'Orateur rappelle à l'ordre les auditeurs qui causent dans les galeries.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) adresse ses félicitations au président et au lieutenant-gouverneur de la province, et fait l'éloge de ce dernier. J'ai plaidé, dit-il, devant l'honorable M. Brodeur. Je l'ai connu dès ma plus tendre enfance et je sais avec quelle dignité il occupera le premier poste en cette province.

Je m'étonne qu'on ait dit que le discours du trône était à peu près complet. C'est, il est vrai, le commencement de délibérations importantes et il ne doit pas être une simple expression de compliments. Il ne dit rien de ce que le gouvernement va faire pour améliorer la situation économique; les ministres ne nous en ont rien dit. Ils n'ont pas plus éclairé la Chambre. Pourquoi? Veut-on proposer ces mesures sans les passer au crible si nécessaire de la loyale discussion? Veut-on cacher à l'opposition ce que l'on se propose de faire pour mettre fin à la crise économique épouvantable qui règne dans la province? Est-ce parce que le gouvernement veut laisser l'opposition dans l'ignorance des projets et essayer de les passer à la vapeur vers la fin de la session? Ah! les membres du gouvernement se sont fait beaucoup de compliments. Ils ont passé le temps à se jeter des fleurs les uns aux autres. Mais ils ne nous ont pas éclairés sur la façon dont ils régleront les problèmes que nous avons à étudier.

Les députés qui ont fait l'éloge du gouvernement ont pourtant loué un parti qui n'est plus que l'ombre de lui-même, qui a renié tous les principes de liberté et de saine démocratie de l'ancien Parti libéral et qui, après 25 ans, va laisser

la province dans le gouffre des dettes et de la misère. Les proposeur et seconneur de l'adresse ont adressé des compliments à un gouvernement auquel le peuple a appliqué les verges aux dernières élections, et à voir les membres du gouvernement on serait porté à croire que les plaies ne sont pas encore cicatrisées. Le régime actuel depuis 25 ans a placé la province sous un fardeau d'impôts tel que notre population est obligée de s'expatrier par milliers du côté des États-Unis. Le premier ministre a cru bâillonner l'opposition en nous traitant de défaitistes. Je suis un défaitiste, je l'admets, mais je mets le doigt sur la plaie afin que cette Chambre trouve un remède pour la guérir. Je suis un défaitiste, mais je suis en bonne compagnie avec le clergé de notre province...

#### Des députés ministériels murmurent.

M. Duranleau (Montréal-Laurier):...Oui, M. l'Orateur, je suis avec le clergé de notre province, qui a lancé le cri d'alarme. Je suis défaitiste et en bonne compagnie avec tous les corps publics qui pensent du gouvernement ce que j'en pense, avec la chambre de commerce de Montréal qui a déclaré, dans son bulletin du 8 octobre dernier, que l'exil des nôtres était alarmant. Ce corps public important a déploré le fait qu'il y a trop de taxes et demande de créer des industries agricoles.

Les honorables MM. Taschereau (Montmorency) et Caron (Îles-de-la-Madeleine) demandent qui impose ces taxes.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si je suis défaitiste, je le suis avec le premier ministre lui-même qui, après les élections générales, est venu prêcher à Montréal, au club Saint-Denis, contre l'émigration des nôtres aux États-Unis. Je le suis avec le ministre de la Colonisation, qui a convoqué d'urgence le dernier congrès de colonisation où l'on a déploré aussi la désertion du sol, congrès dont les vœux eussent été autres si on eût laissé les congressistes libres à la dernière séance. Il y a eu, à ce congrès, des plaintes et des reproches nombreux contre ceux qui exploient le colon et que le gouvernement, peut-être, a trop tolérés et contre lesquels il n'a pas sévi avec assez de sévérité. On a découvert une chose à ce congrès: la nécessité de la séparation effective du domaine forestier du domaine de la colonisation. J'avais cru que cette séparation existait depuis longtemps. En fait de colonisation, c'est la désolation. Il ne s'est rien fait et il ne se fait absolument rien.

La dette de la province a atteint 54 millions.

Où sont les promesses de réduction de la dette et des taxes? S'il est vrai que les surplus, dont a parlé le député de Drummond (M. Laferté) dans son discours fleuri, ont toujours augmenté depuis 1897, pourquoi la dette nationale a-t-elle aussi toujours augmenté? Les taxes sont aussi plus considérables qu'elles ne l'ont jamais été. On peut douter que le gouvernement ait l'intention de réduire la taxe sur les successions, comme il l'a signalé dans le discours du trône.

Qu'avons-nous eu, en somme, du gouvernement depuis quelques années? Une politique d'opportunisme, qui n'a eu d'autre but que de le maintenir au pouvoir par des tactiques brutales comme la tenue des élections en saison impraticable et par des congrès de force comme celui du comté de Québec où la contestation a été maintenue et le titulaire<sup>3</sup> casé dans une belle position publique.

Il dénonce les mesures qui ont mis Montréal en tutelle, mais les Montréalais se sont révoltés. Il reproche au gouvernement de s'être emparé de la charité du public, d'avoir enlevé à la ville de Montréal le sou du pauvre, d'avoir remporté les élections partielles par des moyens inavouables. Ces élections, dit-il, ont été gagnées par la caisse électorale, par des promesses et de l'intimidation. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) sait toutes les promesses qui ont été faites.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je défie mon honorable ami de citer une seule promesse que j'aurais faite.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Le ministre n'a pas eu connaissance des promesses de ponts qui ont été faites dans les dernières élections.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je me lève sur un point d'ordre. Je n'ai fait aucune promesse, je l'affirme de mon siège et je défie mon honorable ami de me citer une seule promesse qui aurait été faite dans Brome ou dans Richmond.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) est un gentilhomme et j'accepte sa déclaration. Mais j'affirme que ses partisans en ont fait des promesses dans le sixième rang de Brome. Ils ont promis un certain nombre de terrains.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je me lève sur un second point d'ordre. Aucun de mes partisans n'a fait de promesses. Et, si l'hono-

nable député en connaît, qu'il les nomme. Nous verrons alors qui a fait ces promesses, si ce ne sont pas des partisans de l'opposition.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je ne vois pas pourquoi il y aurait un second point d'ordre.

**M. l'Orateur** l'enjoint de parler de son siège.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) accepte la déclaration du ministre, qui est bien chatouilleux de ne pas se contenter de cela et de lui refuser le droit de dire que des partisans du ministre ont pu faire des promesses.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) vient de porter une accusation tellement grave que c'en est une de corruption. Si ce qu'il dit est vrai, l'élection du député de Brome (M. Oliver), où l'on dit qu'il s'est promis un pont, pourrait être annulée pour corruption. J'ai défié l'honorable député de me nommer un seul partisan qui aurait fait des promesses et il n'en a rien fait.

**M. Plante (Beauharnois):** L'allégation du député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) est légitime. Il y a eu des promesses, mais sans l'assentiment du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault). Les promesses restent quand même.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** soutient que le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a dit en second lieu que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) a laissé faire des promesses par ses partisans. Que le député de Laurier nomme les personnes qui ont fait ces promesses.

**M. l'Orateur** décide que l'honorable député de Laurier (M. Duranleau) doit accepter complètement la dénégation du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault).

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** insiste pour que le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) n'ait pas même le droit de dire que des promesses ont été faites sans nommer ceux qui ont pu faire des promesses. Qu'il nomme donc ces personnes!

**M. l'Orateur:** Je crois que l'honorable dé-

puté a droit de dire qu'il y a eu des promesses de faites dans les élections sans les imputer à des membres de cette Chambre. Il y a toujours des promesses dans les élections.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): J'accepte en tout cas avec plaisir la déclaration du ministre, mais je persiste cependant à dire que des promesses ont été faites et qu'on a employé l'intimidation dans les quatre comtés, surtout dans l'Abitibi. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) en particulier a fait élire le député de l'Abitibi (M. Authier) en faisant des promesses aux colons. Selon la *Gazette*, le ministre les a avertis que le candidat du gouvernement dans l'Abitibi restait le maître du patronage, qu'il soit élu ou battu. C'est de l'influence indue et le moyen par lequel on remporte les élections.

Le secrétaire provincial a cité les paroles de Chapleau à l'adresse des castors. C'est Mercier, le chef des vieux rouges comme le premier ministre, qui a été renié par ses amis, c'est Mercier qui répondait à Chapleau: "Il est difficile que les castors travaillent ailleurs que dans la boue; il n'y a que là qu'ils peuvent trouver leurs adversaires. Le gouvernement a besoin de l'huile de ce nom." Le gouvernement du jour en aurait aussi besoin.

Il accuse les membres du gouvernement de chercher à ameuter les populations rurales contre la ville de Montréal. Celle-ci est la métropole du Canada, la cinquième ville en importance du continent américain. Sa population est le tiers de celle de toute la province de Québec et le neuvième de celle du Canada entier. Elle paie la plus grande partie des taxes perçues par le gouvernement. Tous les malaises qu'elle subit se répercutent au dehors. Il faut donc que la ville et les campagnes marchent à l'unisson.

Je ne veux pas être un partisan acharné; je suis un Canadien qui aime faire son devoir et je serai toujours prêt à tendre la main au gouvernement dans les mesures utiles à la province.

M. Bugeaud (Bonaventure): En regardant mes collègues, je commence à me trouver un ancien tant je vois de figures nouvelles. Grâce à une opposition plus forte, les grandes causes de l'agriculture et de la colonisation ne s'en porteront que mieux, si cette opposition veut y mettre de la bonne grâce. Je comprends que les plus sérieux seront ceux de Montréal. Mais, quand l'opposition en aura fini avec Montréal, il est à espérer que ces messieurs s'occuperont du reste de la province.

Quand on a entendu les critiques de l'opposition, quand on a vu, telle qu'ils nous l'ont mon-

trée, notre province s'en aller dans le gouffre aussi profond que le député de Laurier (M. Duranleau) l'a ouvert sous nos pas, on se demande quel remède il y a à apporter à tant de calamités. Le député de Laurier nous a bien parlé de l'huile de castor, mais après ce remède violent il faut un reconstituant.

Le député de Laurier a parlé aussi d'émigration. Il y a eu de l'émigration, c'est indéniable, dans ces dernières années. Mais est-ce à dire que toute l'émigration s'est faite sous l'administration actuelle? Il y en a eu avant, et beaucoup avant. Il y a plus de deux millions de Canadiens français aux États-Unis, et ces gens ne se sont pas tous rendus là l'an dernier. Il ne faut pas oublier que nous sommes descendants des anciens coureurs des bois et voyageurs français, et que nous aimons à voyager. C'est un mal qui existe depuis que nous existons. Ce qu'il importe, c'est de travailler surtout à enrayer ce mal. Et c'est ce qu'ont cherché sans cesse à faire les administrations libérales, et notamment celle qui nous régit présentement. Il y a toujours aussi la question de l'offre et de la demande.

Les députés de Beauharnois (M. Plante) et Laurier (M. Duranleau) ont prétendu que le congrès de colonisation n'a émis aucun vœu pratique. Mais leur ami, le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), a affirmé que les vœux du congrès étaient ceux de l'opposition de 1912. Comment vont-ils donc pouvoir accorder leurs violons?

Nous sommes habitués aux violentes critiques. Nous en avons eu en cette Chambre des critiques, des prophètes, des fils de prophètes. En 1908 ils devaient tout renverser et jeter le Parti libéral aux quatre vents dans la province. Ils sont venus, nous les avons vus, ils ont passé, ils passent encore. Le régime parlementaire libéral reste toujours profondément enraciné au vieux roc québécois.

Je suis fils de colon. Je vis au milieu des colons. J'étais au congrès de colonisation, comme à celui qui s'est tenu il y a 20 ans. Les vœux de ce congrès contiennent bien la pensée intime des congressistes. Le congrès fut très réussi. Le député de Québec-Centre (M. Faucher) a dit que ce ne sont pas des colons qui étaient au congrès. Les membres de la ligue nationale de colonisation dont il nous a parlé font de la colonisation dans des salons, en discutant de projets comme celui de la création d'une commission de colonisation indépendante du gouvernement...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais M. Kelly était-il pour cette politique au congrès de

colonisation?

**M. Bugeaud (Bonaventure):** Je ne sais quelle est la politique de mon honorable ami (M. Kelly). Nous, nous voulons faire de la bonne colonisation. Nous en faisons dans le bois, la hache à la main. Dans le comté de Bonaventure, il se fait de la vraie colonisation, et cela grâce à la présente administration. J'étais au congrès avec des centaines de prêtres, avec des députés. Les colons qui n'y étaient pas, nous les représentions. J'ai voté contre la résolution de l'abbé Michaud avec certains députés des régions de colonisation. Tout ce qu'ils cherchaient, c'était un vote de non-confiance au gouvernement. Ceux qui ont voté la résolution contre la commission de colonisation représentaient des colons. Nous avons dit que le gouvernement avait bien fait et nous espérons qu'il va continuer à bien faire.

Montréal se plaint amèrement, si l'on en croit ces messieurs de l'opposition. Mais de quoi vous plaiguez-vous donc? D'être trop taxés? Vous ne l'êtes pas plus qu'ailleurs. Et ce n'est pas la faute du gouvernement si Montréal a pour elle une grosse population et de nombreux richards. Vous vous plaignez d'un mauvais système d'administration? Mais le système que nous vous avons donné vous a permis pour la première fois de boucler votre budget.

Il est toujours facile de formuler des vœux, mais il y a un abîme entre les vœux et le talent qu'il faut avoir pour bien administrer une province. Le gouvernement s'occupe de la province de la meilleure façon possible.

**M. Langlais (Témiscouata)** souhaite que des débats il ne reste ni acrimonie ni amertume. L'honorable député de Chicoutimi (M. Delisle) s'est étonné que le comté de Témiscouata fût représenté au Parlement par un avocat. Mon comté a élu un avocat, fils de cultivateur, parce que celui qui nous représentait avant moi a avoué qu'en cette Chambre il avait été un député assis et qu'il avait passé deux ans sans élever la voix. Le comté de Témiscouata a préféré se faire représenter par un avocat qui parlerait pour le comté au lieu de rester toujours assis.

Le discours du trône s'est maintenu trop haut au-dessus des misères que nous avons rencontrées dans notre province. On a plané de ce côté-là. Le secrétaire provincial et le ministre de la Colonisation se contredisent au sujet de la situation de la province de Québec. L'un dit que la province est en crise tandis que l'autre dit que tout va bien. Que le secrétaire provincial (l'honorable

M. David) aille dans l'école du rang pour voir si les programmes déjà trop chargés permettent d'enseigner l'amour du sol aux enfants. Si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) reprenait la culture de sa terre, il verrait que la récolte est manquée et que le cultivateur est dans le besoin.

Il considère que la situation agricole de la province est sombre, que le cultivateur a peine à attacher les deux bouts et que le colon est en butte à toutes sortes d'ennuis qui le découragent et le ruinent. Il voudrait voir le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) à la place du pauvre colon qui est établi sur un lot où le feu ou le marchand de bois ont enlevé tout le bois qu'il y avait. Il voudrait le voir, après un hiver passé à bûcher sur son lot pour gagner quelques piastres, supplier les fonctionnaires du gouvernement de lui remettre les droits de coupe. Il voudrait le voir aller à 15 milles pour trouver un inspecteur qui lui permette de brûler ses abatis.

Les ministres, M. l'Orateur, s'ils voyaient le colon, le cultivateur chez eux, ne chanteraient pas la chanson que nous avons entendue et que nous allons entendre. J'étais au congrès de colonisation. J'ai entendu un brave curé s'écrier: "Si on veut que la colonisation réussisse, il faut mettre fin au patronage, il faut éloigner la politique de la colonisation. C'est le moyen de faire cesser l'émigration des nôtres." Quelle réforme nous annonce-t-on en ce sens?

J'ai vu partir 208 familles de mon comté dans neuf mois. J'en ai vu partir 158 de Rimouski; 120 de Kamouraska<sup>9</sup>. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour les empêcher de partir? En juin dernier, j'ai vu brûler pour deux millions de bois, sans que le gouvernement vienne au secours des sinistrés.

La classe agricole traverse une crise. Je demande aux députés de Rimouski, de Kamouraska, de Charlevoix, si la récolte a été assez bonne dans leurs comtés pour que nous puissions chanter que le bonheur règne dans notre province... J'ai entendu le premier ministre faire de l'esprit. Je me demande ce qu'il ferait s'il était à la place du père de 12 enfants sur une terre de colons...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami peut être certain que je serais embarrassé. J'ai assez d'en avoir cinq.

**M. Langlais (Témiscouata):** Non, la province de Québec n'est pas heureuse. Elle n'a pas la bonne santé que pronostiquait le député de Rouville (M. Bernard). Elle est riche, pourtant.

Sachons donc faire profiter cette richesse.

Le premier ministre ne pourrait-il pas faire quelque chose pour les enfants des colons au lieu d'entreprendre des travaux dans les villes?

Faisant référence aux ressources naturelles de la province, il dit qu'il sait que nos ressources forestières sont inépuisables, à un point tel que nous n'en sommes pas venus à bout, en dépit des efforts que nous avons faits pour vendre des forêts entières à des compagnies américaines. Je sais que nous avons des terres si fertiles que l'on ne tient pas à ce qu'il y ait du bois sur celles-ci, mais je sais également que nous faisons le commerce, à l'échelle provinciale, de boissons alcooliques qui inondent la province.

Il attaque la question de l'instruction publique. Il déclare qu'il est venu ici avec l'espoir d'aider le gouvernement à donner à notre province une administration sage et prévoyante et tout ce que le gouvernement ne prévoira pas, l'opposition, fidèle à son rôle, le lui rappellera.

L'adresse est adoptée sur division.

#### Président des comités pléniers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que M. Hector Laferté, député du collège électoral de Drummond, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Adopté à l'unanimité.

#### Rapport de la Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le quatorzième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec. (Document de la session no 16)

#### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le mardi 8 janvier prochain cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### Voies et moyens

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le mardi 8 janvier prochain cette Chambre se forme en comité pour prendre considération les voies et moyens de payer les subsides à Sa Majesté.

Adopté.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi le 8 janvier prochain.

Il souhaite un joyeux Noël et une bonne année à tous les députés.

Adopté.

La séance est levée.

#### NOTES

1. *Le Canada* rapporte une version opposée à celle de *l'Événement*: "Nous ne verrions donc pas avec un grand plaisir ce monsieur traverser de ce côté-ci de la Chambre, ce qui d'ailleurs ne nous étonnerait pas."

2. M. Bray faisait partie lui-même de cette commission qu'il dénonce.

3. *L'Événement* note que M. Meighen était venu à Saint-Hyacinthe il y a quelques jours et que M. Bouchard, maire de la ville, l'avait accueilli avec une courtoisie remarquable.

4. M. Delisle a battu le candidat du gouvernement aux dernières élections, mais il reste avec le gouvernement et appuie sa politique (*Le Canada*, p. 14).

5. Selon *l'Action catholique* (22 décembre, p. 14), il s'agirait de M. Aurèle Leclerc, député de Québec-Comté. Il a été nommé registrateur de Québec le 5 octobre 1923 et son élection a été annulée le 6 novembre.

6. Les chiffres du *Devoir* ne sont pas les mêmes que ceux de *l'Événement*: dans Rimouski, 180 familles et, dans Kamouraska, 103 familles.





Séance du 8 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 05<sup>1</sup>.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions<sup>2</sup>:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont" (M. Duranleau);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Fortier);

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre Claver, demandant l'adoption d'une loi concernant l'ouverture du boulevard Saint-Joseph (M. L'Archevêque);

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-Solano, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-François-Solano" (M. Pellerin);

- de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Richard).

#### Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, et la loi des cités et villes, 1922, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Commissaires de la Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 17 modifiant le code de procédure civile relativement aux commissaires de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dentistes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Chemins, ponts et cours d'eau municipaux

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 152 concernant les chemins, ponts et cours d'eau municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Rapports des compagnies de chemin de fer

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports pour l'année finissant le 31 décembre 1922, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer subventionnées par la législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 14)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1923, en conformité des articles 6650 et 6652 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 13)

#### Décès du lieutenant-gouverneur et du député de Sherbrooke, M. Moïse O'Bready

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me lève sous le coup de l'émotion que je sais partagée par toute la Chambre. Depuis que nous nous sommes séparés en décembre dernier, une douloureuse épreuve est venue fondre sur nous, semant le deuil et le chagrin dans toute la province. Il y a deux mois, l'honorable M. Brodeur assumait les hautes fonctions de lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Notre population acclama son arrivée dans notre capitale. La réputation de science, d'intégrité et de bonté de notre

nouveau gouverneur l'avait devancé parmi nous.

Était-il alors atteint du terrible mal qui devait, quelques semaines plus tard, le coucher dans sa tombe? Ce fut son secret que ne trahirent ni son sourire constant ni son inaltérable gaieté, non plus que son exquise affabilité pour tous. La maladie faisait pendant ce temps son oeuvre. Mais il a vu venir la mort avec une calme sérénité. Sa fin fut celle du juste et du croyant. Au seuil de l'éternité, il y eut chez l'époux et le père un déchirement du coeur. Mais le chrétien s'y achemina le front illuminé de confiance et d'espoir.

Il repose maintenant à l'ombre de son clocher natal, au village de Beloeil, qui fut témoin de ses premiers efforts, durs et pénibles, dans sa course vers les sommets qu'il ne tarda pas à atteindre.

La presse de tout le pays, de quelque nuance politique qu'elle soit, a fait un éloge mérité de M. Brodeur. Elle a rappelé ses modestes débuts, son esprit de labeur, ses luttes et ses succès, et elle a énuméré les postes élevés qu'il a successivement occupés avec tant d'honneur et de distinction. Je n'y reviendrai pas. Mais si la carrière de l'homme public est bien connue, tous n'ont pas eu l'avantage de fréquenter M. Brodeur dans l'intimité.

Je ne sache pas d'homme qui exerça autant de magnétisme, un magnétisme plein de charme, sur ceux qui l'approchaient, fût-ce pour la première fois. Bon, affable, l'esprit nourri de souvenirs et de gaieté, il avait le don de vous conquérir d'emblée. J'ai entendu plaider bien des causes devant lui en Cour suprême; jamais un mot amer ou blessant n'est sorti de ses lèvres.

Si sa famille remplissait sa vie et sa pensée, il n'en avait pas moins un culte pour ses amis, que ceux-ci lui rendaient bien. Il fut l'un des intimes de Laurier, qui lui donna toute sa confiance. Homme de bon conseil entre tous, toujours pondéré et d'un jugement sûr, ses avis étaient recherchés par ceux qui ont à faire face aux problèmes difficiles qu'offre un pays mixte tel que le nôtre. Je souhaite que ses conseils puissent lui survivre.

Je ne veux d'autre preuve de l'estime générale dont il jouissait que cette foule émue et attristée qui suivait sa dépouille mortelle samedi dernier, ces bons paysans de sa paroisse natale qui pleuraient comme des enfants quand on leur permit, dans la petite église de Saint-Hilaire, de jeter un dernier regard sur l'ami disparu. Ils attendaient depuis au-delà de quatre heures, par une des rudes tempêtes de nos hivers canadiens, pour se donner cette consolation suprême.

Il reste un devoir à cette Chambre, celui d'adresser à madame Brodeur et à ses enfants

l'expression de nos très vives sympathies. Nous espérons qu'ils trouveront le courage nécessaire pour endurer la grande épreuve qui les frappe. Toute notre population partage leur deuil et leur douleur, et tout particulièrement notre Chambre des députés. J'invite donc cette Chambre à s'ajourner pour rendre hommage à la mémoire de notre regretté gouverneur.

Un autre deuil est venu également nous frapper au cours des vacances. Nous avons à déplorer la mort de M. Moïse O'Bready<sup>3</sup>, le nouveau député de Sherbrooke. Un grand nombre de membres de cette Chambre n'ont pas l'honneur de l'avoir connu, mais j'ai eu l'avantage de le connaître depuis un grand nombre d'années et je le comptais parmi mes amis. C'était un avocat distingué, qui aurait sûrement fait sa marque dans cette Chambre et dont la science nous eût été d'un concours précieux dans nos délibérations. C'était un homme épris d'un bel idéal et c'est avec regret que nous avons appris sa disparition. Je me fais l'interprète de cette Chambre et je prie madame O'Bready et sa famille de bien vouloir agréer nos plus sincères sympathies dans leur malheur. Mon collègue, le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol), aura l'occasion de proposer à cette Chambre que l'indemnité de M. O'Bready pour cette session soit versée à sa famille, en témoignage de la sympathie de ses collègues.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me fais un devoir de m'associer au premier ministre et à cette Chambre pour dire le deuil causé à la province par la perte de son lieutenant-gouverneur. Je n'ai pas eu l'avantage de bien connaître M. Brodeur, n'ayant pas siégé dans le même Parlement et n'appartenant pas au parti dont il fut l'un des lieutenants les plus solides et les plus dévoués. Mais le rôle considérable qu'il a joué dans la vie publique et dans la magistrature, avec la confiance des plus hautes autorités du pays, est un témoignage beaucoup plus important que celui que je pourrais lui rendre.

Un écrivain a dit: "Toute grande nation doit aux hommes qui ont formé une partie de sa grandeur, non seulement les effets matériels de ce qu'ils ont accompli, non seulement les lois qu'ils ont inscrites dans le code ou les victoires qu'ils ont remportées sur l'ennemi, mais aussi l'influence morale, immense, indéfinissable, produite par leurs actions et leurs paroles sur le caractère national."

Qu'il me suffise d'ajouter: M. Brodeur a mis au service de son pays la plus forte partie de sa vie, le meilleur de son intelligence et toute l'ardeur de son coeur. Ses concitoyens, aptes à

juger sa carrière, s'inclinent pieusement devant sa tombe et partagent avec sa famille estimée les sympathies que provoque sa mort inattendue.

La Chambre me permettra d'ajouter encore mon tribut à la mémoire du troisième de nos collègues décédés depuis les élections de l'hiver dernier. M. Moïse O'Bready, élu député de Sherbrooke le 5 février, n'a pu siéger dans cette Chambre où il aurait fait honneur à sa province.

Excellent père de l'une de nos meilleures familles canadiennes, citoyen de grande distinction, avocat éminent, M. O'Bready jouissait du respect de tous. Bien qu'il s'occupât activement de politique et qu'il fût très dévoué à son parti, il n'eut pas d'ennemis. S'il n'a pu siéger dans cette Chambre, il n'a pas moins mérité de son pays pour l'intérêt, le dévouement, les services qu'il a donnés à la chose publique.

Cette mort est pour nous une autre leçon et un avertissement bien grave. "Nous mourons tous, dit une femme louée par l'Écriture au second livre des Rois, et nous allons sans cesse au tombeau ainsi que des eaux qui se perdent sans retour."

"Il y a dans la politique comme dans la religion, dit Fléchier, une espèce de pénitence plus glorieuse que l'innocence même, qui répare avantageusement un peu de fragilité par des vertus extraordinaires et par une ferveur continuelle." Ce fut le cas de M. Brodeur et celui de M. O'Bready. Espérons que ce sera aussi le nôtre.

M. Bullock (Shefford): Au nom de la population anglaise de cette province, je tiens à rendre hommage à la mémoire de notre regretté lieutenant-gouverneur et de notre collègue, le député de Sherbrooke, que nous regrettons de n'avoir pas vu siéger dans cette Chambre.

L'honorable Louis-Philippe Brodeur possédait des qualités qui en faisaient l'un des plus dignes représentants du roi dans notre pays et qui lui méritaient l'estime et le respect de tous ses concitoyens.

Je ne puis donc que m'associer de tout coeur à ce que viennent de dire l'honorable premier ministre et le chef de l'opposition, et réitérer à madame Brodeur les plus sincères sympathies de tout l'élément de la langue anglaise de cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que cette Chambre s'ajourne maintenant en témoignage de respect pour la mémoire de l'honorable Louis-Philippe Brodeur, lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

et pour celle de M. Moïse O'Bready, député de Sherbrooke à l'Assemblée législative de Québec.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30<sup>4</sup>.

#### NOTES

1. La séance commença à cette heure parce qu'un train de Montréal était attendu à 3 h 30 (*L'Événement*, 9 janvier, p. 1).

2. Selon *l'Événement*, il y eut aussi présentation de quelques pétitions, dont une de M. Bercovitch, entre autres.

3. Une couronne de fleurs avait été déposée sur le pupitre du député de Sherbrooke (*L'Événement*, p. 1).

4. Après l'ajournement, les députés allèrent présenter leurs sympathies à l'honorable M. Gali-peault, qui avait perdu sa mère quelques jours auparavant (*L'Événement*, 9 janvier, p. 1).



Séance du 9 janvier 1924

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de Jules Meilleur et autres, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre à l'immeuble no 272 du cadastre de Saint-Martin-Laval (M. Bercovitch);
- de James Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi validant le permis accordé par la cité de Montréal pour la construction d'un garage (M. Bercovitch);
- de Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- de Vincent P. Heney, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bissonnet);
- de The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);
- de dame Corinne Allard et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Missionnaires Oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée" (M. Thériault).

## Rapports de comités:

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Léopold-Adolphe Girard, demandant

l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de George Berberi, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de François Labrecque, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- du révérend père Léonidas Hudon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La corporation de Notre-Dame du Chemin";

- de dame Laura Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dames religieuses de Jésus-Marie";

- de l'honorable George-Élie Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Crédit National";

- de The Metropolitan Columbus Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de dame Marie-Anne Loignon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Crèche Saint-Vincent-de-Paul";

- des pères du Très-Saint-Sacrement de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Thomas Edwin Burton, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de dame Joséphine Drolet, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 12 George V, chapitre 145;

- des frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, demandant l'adoption d'une

loi amendant leur charte;

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt;

- d'Albert Richard Whittall et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Barkmere;

- de B. Rosenbloom et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park";

- de Théophile Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une donation faite par Théophile Décarie;

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

#### Ville de Barkmere

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 55 constituant en corporation la ville de Barkmere.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Terrebonne

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 62 amendant la charte de la ville de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Paroisse Sainte-Cécile de Montréal

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 76 constituant en corporation les syndics de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Vente d'un immeuble par H. Décarie à Victor-E. Lambert

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Hôpital Sainte-Justine

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Succession J.-A. Massue

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 77 amendant la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park

M. Tétreau (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 57 constituant en corporation The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Religieuses de Jésus-Marie

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Corporation de Notre-Dame du Chemin

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Le Crédit National

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 99 constituant en corporation le Crédit National.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. François Labrecque**

**M. Fortier (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Georges Berberi**

**M. Fortier (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 63 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Berberi à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Thomas Edwin Burton**

**M. Lemieux (Wolfe)** demande la permission de présenter le bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Metropolitan Columbus Association**

**M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne)** demande la permission de présenter le bill 54 amendant la charte de The Metropolitan Columbus Association.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Crèche de Saint-Vincent-de-Paul**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** pour **M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pères du Très-Saint-Sacrement de Québec**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** pour **M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 66 amendant la loi constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles catholiques romains de Québec**

**M. Bercovitch<sup>1</sup> (Montréal-Saint-Louis)** pour **M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 80 amendant les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****La Machine Agricole Nationale de Montmagny**

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. La police provinciale a-t-elle été appelée à se rendre aux usines de la Machine Nationale<sup>2</sup> à Montmagny?

2. Dans l'affirmative: a) à la demande de qui? b) pourquoi? c) sous quelle autorisation? d) combien cela a-t-il coûté? e) qui a payé ces frais?

**L'honorable M. Taschereau (Montmagny):** 1. Oui.

2. a) La Banque Nationale; b) la Banque Nationale avait informé le département du procureur général qu'il y avait danger grave de troubles aux usines de la Machine Agricole; c) du département du procureur général; d) \$172.05; e) la fiduciaire de la Machine Agricole Nationale limitée.

**Fonds de secours des employés de la Machine Agricole Nationale**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Le ministre du Travail a-t-il reçu ou possède-t-il certains renseignements, plaintes, etc., relativement au fonds de secours des employés de la Machine Agricole Nationale limitée?

2. Dans l'affirmative, en quelles circonstances et à quelles dates?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1 et 2. Aucun.

## Ventes par shérifs

**M. Lortie (Soulanges):** 1. Combien de ventes par shérifs ont été faites dans la province de Québec en 1920?

2. Combien en 1921?

3. Combien en 1922?

4. Combien du 1<sup>er</sup> janvier 1923 au 1<sup>er</sup> juillet 1923?

5. Combien de faillites pour chacune de ces années?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1, 2 et 3. Les statistiques judiciaires donnent ces renseignements.

4. Les rapports pour l'année 1923 n'ont pas encore été transmis.

5. Les registraires de la loi de faillite ne font pas rapport au gouvernement de la province, vu qu'ils relèvent du gouvernement fédéral.

Intérêts des municipalités  
en vertu de la loi des bons chemins

**M. Renaud (Laval):** Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins: a) en 1920? b) en 1921? c) en 1922? d) quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** a) 18; b) 42; c) 119; d) comme ci-dessous:

Comtés	Noms
Argenteuil	Ville de Lachute
Beauce	Paroisse de Saint-François d'Assise Village Sacré-Coeur de Jésus
Beauharnois	Ville de Beauharnois
Berthier	Paroisse de Saint-Barthélémy Ville de Berthier
Brome	Canton de Farnham-Est (partie)
Chambly	Village Bassin Chambly Ville de Greenfield Park Paroisse de Saint-Hubert
Champlain	Paroisse de Batiscan Paroisse de Sainte-Geneviève, Batiscan Paroisse de Saint-Narcisse Ville de Saint-Tite Village de Sainte-Thècle Paroisse de Sainte-Thècle Paroisse de Saint-Tite
Charlevoix	Village de Saint-Étienne, Malbaie
Chicoutimi	Village de Sainte-Anne Village Saint-Alexis, Grande-Baie

	Paroisse Saint-Ambroise Paroisse Saint-Alexis, Grande-Baie Corporation Bagotville, Division nord-ouest du canton Canton de Bourget Paroisse de Saint-Honoré Canton de Taché
Compton	Corporation de Bury Ville de Cookshire Canton de Eaton Ville de East-Angus Canton de Westbury
Drummond	Paroisse de Saint-Germain-de-Grantham
Frontenac	Paroisse de Saint-Évariste-de-Forsyth Paroisse Saint-Vital de Lambton Winslow-Sud, corporation Canton de Whitton
Gaspé	Village Chandler
Hochelaga	Ville de Saint-Léonard Port-Maurice
Hull	Village Pointe-Gatineau
Huntingdon	Canton d'Elgin
Iberville	Paroisse Saint-Grégoire-de-Monnoir Ville d'Iberville
Labelle	Paroisse Sainte-Angélique Village Saint-André-Avellin Canton Campbell-Est (partie) Village Chêneville Village L'Annonciation
Lac-Saint-Jean	Village de Saint-Félicien Paroisse Notre-Dame-de-la-Doré Paroisse Saint-Félicien Paroisse Saint-François-de-Sales Paroisse Sainte-Julienne Village Hébertville-Station Paroisse Sainte-Hedwidge Corporation Saint-Méthode Village Notre-Dame-Hébertville Paroisse de Saint-Prime Ville de Roberval Paroisse de Roberval Paroisse Saint-François-de-Sales
Laval	
L'Assomption	Paroisse de L'Épiphanie
Lévis	Village de Bienville Paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière Paroisse de Saint-Télesphore
L'Islet	Village de Bonsecours
Lotbinière	Village de Saint-Agapitville Village de Deschailions Paroisse de Saint-Patrice-Beaurivage
Matane	Paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur Paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec



Mégantic	Paroisse de Saint-Moïse Paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand Village d'Amiante
Montmagny	Paroisse de Saint-François Corporation de Saint-Juste-de-Bretonnières Canton Talon, partie sud-est
Montmorency Portneuf	Paroisse Sainte-Famille-d'Orléans Paroisse de Saint-Alban-d'Alton Paroisse de Saint-Charles-des-Grondines
Nicolet Québec	Village de Gentilly Village de Charlesbourg Paroisse de Sainte-Foye Paroisse Notre-Dame-des-Laurentides
Richelieu	Paroisse de l'Ancienne-Lorette Paroisse de Saint-Ours Paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu
Richmond	Canton de Saint-Georges-de-Windsor Canton de Cleveland
Saguenay Saint-Jean	Corporation des Escoumins Paroisse de Saint-Blaise Paroisse de Saint-Jean Paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie
Sherbrooke	Canton d'Ascot Village de Compton
Témiscamingue	Village d'Amos Canton Lasarre
Témiscouata	Paroisse de Saint-Antonin Ville de Trois-Pistoles
Terrebonne	Village de Sainte-Agathe-des-Monts Paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts Paroisse de Saint-Jérôme, Rivière-du-Nord Paroisse de Saint-Louis de Terrebonne Village de Shawbridge Paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville
Deux- Montagnes	Paroisse de L'Annonciation, Oka Paroisse de L'Annonciation, partie nord Paroisse de L'Annonciation
Vaudreuil Verchères	Ville de Rigaud Village de Contrecoeur Paroisse de Sainte-Julie Paroisse de Saint-Marc-de-Cournoyer Village de Varennes

Wolfe	Paroisse de Varennes Village Disraëli Corporation Disraëli Canton Stratford
Yamaska	Ville de Saint-Michel Paroisse de Saint-Michel

#### Beurreries

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel est le nombre des beurreries dans la province de Québec?  
2. Quel est le nombre de patrons?  
3. Quel est le nombre de livres de beurre produit?  
4. Quelle en est la valeur par livre?  
5. Quelle est la valeur du lait condensé?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 739.  
2. 29,926.  
3. 47,775,711 lb.  
4. \$0.349.  
5. Aucun rapport à ce sujet.

#### Sièges vacants au Conseil législatif

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien y a-t-il de sièges vacants au Conseil législatif?  
2. Depuis quand ces sièges sont-ils vacants?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Un.  
2. Depuis le 7 novembre 1921. Il y en a deux depuis hier<sup>3</sup>.

#### Classification de la crème

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que le gouvernement serait à étudier un projet pour rendre obligatoire la classification de la crème dans cette province?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le gouvernement considère, en effet, l'opportunité de la classification de la crème dans cette province.

#### Pasteurisation obligatoire du lait

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que le gouvernement serait à étudier un projet pour rendre la pasteurisation du lait obligatoire dans cette province?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non.

#### Départs des Îles-de-la-Madeleine

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien de personnes habitant les Îles-de-la-Madeleine en 1920 ont quitté, depuis, leurs foyers: a) en 1921; b) en 1922; c) de janvier à juillet 1923?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le Bureau de la statistique ne possède aucune statistique à ce sujet.

**Sir William Stavert,**  
membre de la Commission des liqueurs

**M. Smart (Westmount):** 1. Sir William Stavert a-t-il donné sa démission comme membre de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Est-il le même Stavert qui fut dénoncé dans un affidavit par un nommé Irénée Pierry?

4. Pierry a-t-il été arrêté pour parjure?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. ...

3. Oui.

4. Oui, et condamné à six mois de prison.

Je demande pardon à la Chambre. On me dit que j'ai répondu oui, que Sir William avait démissionné. Je voulais dire non, car il n'a pas démissionné. C'est ce que j'avais écrit sur ma réponse à l'interpellation de l'honorable député de Westmount (M. Smart).

#### Fabriques de fromage

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel est le nombre de fabriques de fromage dans la province de Québec?

2. Quel est le nombre de patrons?

3. Quel est le nombre de livres de fromage produit?

4. Quelle en est la valeur en livre?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** 1. 706.

2. 16,266.

3. 29,709,114 lb.

4. \$0.155.

#### Lots transportés au département de la Colonisation

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de lots, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1922 jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1923, ont été transportés au département de la Colonisation, en vertu de la loi 11 George V, chapitre 33?

2. Combien de lots transportés au département de la Colonisation depuis 1921?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. 5,261 lots ou parties de lots.

2. 21,533 lots ou parties de lots.

#### Vacance dans Salaberry (Conseil législatif)

**M. Plante (Beauharnois):** 1. Le gouvernement sait-il que le siège du Conseil législatif pour la division de Salaberry est vacant?

2. Dans l'affirmative, depuis combien d'années ce siège est-il vacant?

3. Quel en a été le dernier titulaire?

4. Le dernier titulaire a-t-il prêté le serment requis en pareil cas?

5. Dans l'affirmative, a-t-il siégé?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. Depuis la résignation de Sir Lomer Gouin, le 7 novembre 1921.

3. Sir Lomer Gouin.

4 et 5. Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les vacances au Conseil législatif vont-elles durer longtemps?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le moins longtemps possible.

#### Quantité de spiritueux vendus par la Commission des liqueurs

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** Quelle quantité de spiritueux la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle vendue pendant chacune des huit premières semaines de l'année 1923?

**L'honorable M. Nicol (Compton):**

1923	Gallons
2-5 janvier	10,092
8-13 janvier	12,001
15-20 janvier	12,501
22-27 janvier	12,521

29-31 janvier, 1-2-3 février	11,647
5-10 février	12,623
12-17 février	11,130
19-24 février	11,538

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça baissait un peu après les fêtes.

#### Sièges vacants au Conseil législatif

M. Plante (Beauharnois): Quels sièges du Conseil législatif étaient vacants: a) durant la session de 1921; b) durant la première session de 1922; c) durant la seconde session de 1922?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): a) Durant la session de 1921: le siège de Salaberry et aussi le siège de Repentigny pendant une partie de la session; b) durant la première session de 1922: les sièges de Salaberry et de Repentigny, et aussi les sièges de Victoria et de Rigaud pendant une partie de la session; c) durant la seconde session de 1922: les sièges de Salaberry, de Repentigny, de Victoria et de Rigaud.

#### Refonte des statuts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quand a commencé le travail de la refonte des statuts de la province?

2. Quand sera terminé le travail?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Le 1<sup>er</sup> juillet 1918.

2. Le rapport final sera présenté à la prochaine session.

#### Terrain de l'École des beaux-arts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien a coûté le terrain de l'École des beaux-arts?

2. Combien, d'après le contrat d'entreprise initial devait coûter: a) la construction de cette école; b) son installation et son ameublement?

3. Combien a coûté jusqu'à date: a) la construction de l'école; b) l'installation et l'ameublement de l'école?

4. Quelle est, en pieds cubes, la grandeur de l'école?

5. L'école est-elle terminée?

6. Reste-t-il des comptes à solder? Si oui, pour quelles sommes?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$20,376.50.

2. a) \$260,000; b) \$8,000.

3. a) \$320,000; b) \$15,000.

4. 402,500 pieds cubes.

5. Oui, moins l'installation du musée.

6. \$53,000.

#### Visite de l'assistant procureur aux États-Unis

M. Smart (Westmount): 1. L'assistant procureur général est-il allé aux États-Unis en décembre 1922, à la veille de la clôture de la session?

2. Dans l'affirmative, pour quelle affaire ou quelles affaires?

3. Quelles personnes est-il allé rencontrer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui.

2 et 3. Il y est allé conférer et se mettre en rapport avec les autorités américaines au sujet de certaines procédures criminelles qui intéressaient les deux pays.

#### Lots patentés vendus pour taxes municipales

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de lots patentés ont été vendus par les conseils de comté pour taxes municipales dans les comtés: a) Papineau; b) Labelle; c) Abitibi; d) Lac-Saint-Jean; e) Matane, depuis 1919?

2. À qui appartenait chacun de ces lots?

3. Même question pour les lots de colonisation non patentés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1, 2 et 3. Les conseils de comté qui seuls ont ces renseignements ne les transmettent pas au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et ne sont pas tenus de le faire.

#### Demande de documents:

#### Démission de M. Simard comme président de la Commission des liqueurs

M. L'Archevêque<sup>4</sup> (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement relativement à la demande de démission ou à la démission de M. Georges-A. Simard comme

président de la Commission des liqueurs de Québec.

M. l'Orateur, c'est la première fois que je suis appelé à prendre la parole dans cette enceinte. Je suis conscient de mon inexpérience et je réclame de cette Chambre toute sa bienveillante indulgence.

En demandant copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement relativement à la demande de démission ou à la démission de M. Georges-A. Simard comme président de la Commission des liqueurs de Québec, veuillez croire que je ne suis poussé par aucun sentiment d'animosité. Cependant, l'intérêt public demande que le plus de lumière possible soit faite sur les circonstances qui ont amené ou qui ont entouré la démission de l'ancien président de la Commission des liqueurs.

Depuis longtemps, il en était question et toutes sortes de rumeurs ont circulé à ce sujet. Plusieurs se sont même étonnés que ce départ eût été aussi longtemps différé. On disait couramment à Montréal qu'il y avait désaccord entre le président de la Commission des liqueurs et certains membres du cabinet, et que ce malentendu allait s'accroissant de jour en jour, à mesure que l'influence de l'un des collègues du premier ministre s'imposait et grandissait dans le conseil de son parti. Cette démission est-elle le dénouement tragique de cette querelle?

La position de président de la Commission des liqueurs est d'une importance dont on ne saurait nier l'étendue et la question d'un patronage plus ou moins illimité s'y rattache dans l'opinion publique. L'honorable M. Simard est-il parti parce qu'il exerçait le patronage sur une trop haute échelle et qu'il venait ainsi à l'encontre de l'une des nombreuses promesses du premier ministre, qui a déclaré que la Commission des liqueurs serait à l'abri et au-dessus de toute ingérence politique? Au contraire, M. Simard a-t-il démissionné parce qu'il se refusait d'obéir, de céder à des pressions extérieures et qu'il n'exerçait aucun patronage?

M. l'Orateur, voilà autant de questions que le peuple de cette province se pose. La correspondance dont je demande la copie fournira sans doute des éclaircissements et permettra aux citoyens de connaître ce qu'ils sont en droit de savoir au sujet de cette démission. C'est aussi pour rendre justice à l'honorable M. Simard lui-même que je fais cette demande.

Je tiens à ce que l'on comprenne bien que je n'agis en cela avec aucune animosité. J'ai eu l'occasion de rencontrer l'honorable M. Simard

dernièrement. C'est un homme distingué et je reconnais qu'il a fait du bon travail à la Commission des liqueurs. Mais le public doit connaître les raisons de sa démission et nous ne les connaissons que par la production de la correspondance.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Lorsque l'honorable M. Simard a accepté la présidence de la Commission des liqueurs, il fut entendu que, lorsque l'organisation du commerce des liqueurs serait faite, le président démissionnerait et reprendrait sa place au Conseil législatif.

Il y a quelque temps, l'honorable M. Simard, jugeant que sa tâche était à peu près accomplie, décida de démissionner. Le gouvernement, qui n'avait qu'à se louer de ses bons services, lui demanda de rester à son poste, mais l'honorable M. Simard ne voulut pas continuer le travail qu'il avait si bien commencé. Il a rendu d'excellents services et nous devons reconnaître que les succès remportés jusqu'ici par la Commission des liqueurs peuvent lui être largement attribués. Il a accompli sa mission et, s'il a jugé d'abandonner maintenant ce poste, la chose est toute naturelle.

Je veux assurer l'honorable député de Mercier (M. L'Archevêque) qu'il n'y a jamais eu de désaccord entre l'honorable M. Simard et les membres du gouvernement, et je suis heureux de dire que tous mes collègues ont apprécié l'oeuvre de l'honorable conseiller de Repentigny à la Commission des liqueurs. Je puis affirmer qu'en autant qu'il s'agit du gouvernement celui-ci aurait désiré conserver longtemps encore l'honorable M. Simard à la présidence de la Commission des liqueurs.

La proposition est adoptée.

#### **Société d'agriculture de Deux-Montagnes**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, rapport, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant la Société d'agriculture du comté de Deux-Montagnes, depuis 1916 jusqu'à ce jour.

Adopté.

#### **Mort de M. N. Pelletier de Saint-Simon**

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit déposé sur le bureau de cette

Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et le coroner Auger relativement à la mort de M. Napoléon Pelletier, de la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot.

Adopté.

**Chemins de Saint-Hugues,  
comté de Bagot**

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant les chemins dans la municipalité du village de Saint-Hugues, de Bagot, depuis 1920.

Adopté.

**Démission de M. Stewart comme membre  
de la Commission des liqueurs**

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant la conduite ou la démission de M. Stewart comme membre de la Commission des liqueurs de Québec.

Adopté.

**Rapport de M. Maher  
au congrès de colonisation**

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie du rapport ou mémoire soumis au congrès de colonisation par monsieur Thomas Maher.

Adopté.

**Rapport  
de la Commission des liqueurs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre le rapport de la Commission des liqueurs de Québec pour l'année terminée le 30 avril 1923.

Adopté.

**Prestation de serment  
du nouveau lieutenant-gouverneur**

M. l'Orateur annonce que les députés sont invités à assister à l'assermentation du nouveau lieutenant-gouverneur, qui aura lieu à midi, demain, au Conseil législatif.

La séance est levée vers 4 heures.

**NOTES**

1. *La Presse* (10 janvier, p. 19) signale le côté piquant de voir le député israélite, M. Bercovitch, présenter de tels projets de loi en l'absence de M. Létourneau, son voisin de pupitre.

2. *L'Événement* note que M. Charles-A. Paquet, député de Montmagny, tendit l'oreille à cette question, car il est le fondateur de cette compagnie.

3. C'est le siège de l'honorable M. Pérodeau.

4. M. L'Archevêque est l'organisateur du Parti conservateur à Montréal et le whip de l'opposition en Chambre (*L'Événement*, 10 janvier, p. 3).



Séance du 10 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- du club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Patenaude);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Tourville);
- de la Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine (M. Mercier, Trois-Rivières).

## Rapports de comités:

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'honorable M. George Bryson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Grand Lake Railway Company";
- de The Eastern Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Robinson;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- des syndics de l'école protestante de la municipalité et paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et Dorval, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'érection de ladite municipalité en municipalité scolaire indépendante;
- de The Montreal Maternity, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à

transporter tous ses droits et propriétés à l'hôpital Royal Victoria;

- des syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe pour fins scolaires;

- de Thomas Palmer Howard et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre la propriété immobilière de feu Martha Greenfield;

- de dame Blanche Goulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Ursulines de Gaspé";

- de monseigneur Elzéar Matte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Gaspé";

- de madame Céline Fréchette et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Bon-Pasteur de Chicoutimi";

- de la corporation du village de La Malbaie, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- des soeurs de Saint-François d'Assise, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Lucien Larue, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de René Morisset, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre comme élève de quatrième année, après examen;

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse Saint-Jean-Berchmans, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-Jean-Berchmans", et pour autres fins;

- des syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à prélever les taxes pour fins de construction;

- de Brown Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend frère Pierre Landuyt et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des frères de Notre-Dame de Miséricorde".

**Institut des frères  
de Notre-Dame de Miséricorde**

**M. Daniel (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame de Miséricorde.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Séminaire de Gaspé**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 70 constituant en corporation le Séminaire de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ursulines de Gaspé**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. René Morisset**

**M. Hamel (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Lucien Larue**

**M. Hamel (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Grand Lake Railway Company**

**M. Authier<sup>1</sup> (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 59 constituant en corporation The Grand Lake Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Léopold-A. Girard**

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admet-

tre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-Jean-Berchmans**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 86 autorisant une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Jean-Berchmans et pour autres fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Soeurs de Saint-François d'Assise**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 97 amendant la constitution de la communauté: Les soeurs de Saint-François d'Assise.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de La Malbaie**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 98 amendant la charte de la corporation du village de La Malbaie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Le Bon-Pasteur de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande la permission de présenter le bill 82 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine de Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 93 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.



**Succession Martha Greenfield**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes et  
taxe scolaire de Verdun**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 114 concernant les écoles protestantes et la taxe scolaire dans la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Royal Victoria Hospital**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 123 pourvoyant au transport par la Montreal Maternity de tous ses biens, actifs et droits à The Royal Victoria Hospital de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire protestante  
de Lachine, Lasalle et Dorval**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 111 érigeant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, en une municipalité scolaire pour les protestants, avec un bureau de six commissaires, et augmentant temporairement ses pouvoirs d'emprunt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Lachine**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession James Robinson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 56 concernant la succession de James Robinson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Brown Corporation**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 102 amendant la charte de la Brown Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Composition des comités permanents**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le nom de M. Sayer soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Adopté.

**État des comptes publics**

L'honorable **M. Nicol (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1923. (Document de la session no 2)

**Questions et réponses:****Nombre de séances  
du bureau de la trésorerie**

**M. Smart (Westmount):** 1. Combien de séances le bureau de la trésorerie a-t-il tenues durant l'année fiscale 1922-1923?

2. Quelles questions lui ont été soumises?

L'honorable **M. Nicol (Compton):**

1. Trois.

2. Retraite de membres du service civil.

**Taxes et droits  
payés par la cité de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quelles sommes les contribuables de la cité de Verdun ont-ils payées au gouvernement de Québec chaque année, depuis 1920, pour taxes, droits et licences, etc.?

L'honorable **M. Nicol (Compton):** Les livres de compte pour taxes, droits, licences, etc., ne sont pas tenus séparément pour chaque municipalité de la province, mais par district de revenu et par service de revenu.

**Coût des chemins  
dans Montréal**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Est-il vrai que le gouvernement ou aucun de ses ministres aurait payé ou se serait engagé à payer le coût d'un ou de certains chemins

dans le comté de Montcalm sans qu'aucune des municipalités de ce comté n'ait eu ou n'ait à "payer un sou"?

2. Dans l'affirmative, dans quelles paroisses?

3. Combien ont coûté ou vont coûter ces travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. Non.

3. Répondu au no 1.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Nicol (Compton) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1925, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement, N. Pérodeau  
Québec, le 10 janvier 1924

Il est ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

#### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton): M. l'Orateur, en faisant mon dernier discours sur le budget, j'ai cru qu'il serait sage de jeter une vue d'ensemble sur les revenus de la province, et sur certaines dépenses à différentes périodes depuis 1897. J'ai établi des comparaisons qui ont fait voir combien les revenus avaient augmenté d'année en année, et les dépenses aussi, surtout pour les grands services publics de l'éducation, de l'agriculture, de la voirie et de la colonisation.

L'opposition a vivement critiqué notre budget et l'on nous a dit qu'à la première occasion qu'ils en auraient les électeurs de la province renverseraient le gouvernement. Or l'oeuvre entière et générale de l'administration actuelle a été soumise à l'électorat le 5 février dernier et, après ample discussion de toutes les questions en litige, l'électorat a rendu jugement, en soutenant l'administration et la politique du premier ministre à une grande majorité.

Cette confiance que l'électorat de la province mettait en lui, le gouvernement s'est efforcé de la mériter. Il a suivi la vieille politique traditionnelle du Parti libéral et il a continué de vivre dans les limites de ses moyens. Le surplus pour l'année finissant le 30 juin 1923 n'est pas aussi considérable que celui de l'année précédente, quoique le revenu soit un peu plus augmenté. Cela tient à ce que le gouvernement a jugé bon de dépenser plus pour certaines parties de l'administration afin de venir en aide aux cultivateurs, à la classe ouvrière et au commerce, durant une période difficile de rajustement économique, tout en poursuivant des travaux utiles qui seront d'un grand avantage pour toute la province en général.

Il a été dépensé, cette année, pour la voirie, \$2,089,232.11; pour l'éducation, \$625,844.90; pour les travaux publics, \$514,181.35 et pour la colonisation, \$473,699.29 de plus que durant l'année précédente.

L'année dernière, nous avons exprimé l'espoir de voir une plus grande prospérité régner, cette année-ci, dans l'agriculture et le commerce. Nous sommes bien d'avis qu'il y a eu une importante amélioration, mais le rétablissement d'équilibre normal après la guerre a été plus lent que nous ne l'avions prévu. Toutefois, en somme, notre province a été plus prospère qu'aucune province du Canada et, si nous voulons bien prendre en considération l'état de choses économique qui règne ailleurs, nous trouverons toute raison de nous contenter du résultat des opérations financières, pour l'année 1922-1923, que je vais maintenant vous soumettre:

## Année fiscale 1922-1923

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1923 étaient:

Revenu ordinaire. . . . .	\$15,531,738.38
Dépense ordinaire . . . . .	<u>15,329,284.02</u>
Surplus en prévision . . . . .	\$ 202,454.36

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit:

Revenu ordinaire. . . . .	\$21,634,641.52
Dépense ordinaire . . . . .	<u>\$19,930,275.81</u>
Surplus . . . . .	\$ 1,704,365.71

Toutefois, les dépenses extraordinaires, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$260,000, ce qui laisse un surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de \$1,444,365.71. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais avec tous ces gros surplus le peuple est-il heureux?

L'honorable M. Nicol (Compton): Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$6,102,903.14, et les dépenses ordinaires et extraordinaires prévues ont été excédées de \$4,860,991.79.

(Voir état no 1)

Comparaison du revenu ordinaire  
avec les prévisions  
1922-1923

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions:

Terres et Forêts . . . . .	\$1,343,407.81
Mines, Chasse et Pêche . . . . .	49,520.79
Timbres judiciaires . . . . .	141,120.20
Timbres d'enregistrement . . . . .	81,467.54
Licences . . . . .	146,052.17
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) . . . . .	1,000,000.00
Taxes sur corporations commerciales, etc. . . . .	713,232.34
Droits sur les successions . . . . .	1,120,336.82
Loi des véhicules-moteurs . . . . .	1,017,578.75
Revenu casuel . . . . .	47,230.41
Entretien des aliénés . . . . .	136,981.08
Entretien des écoles de réforme et d'industrie . . . . .	62,616.25
Et il y a d'autres sources de revenus dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de . . . . .	58,274.25

(Voir état no 2)

Comparaison avec les prévisions  
Dépense ordinaire 1922-1923

Les dépenses pour les services suivants ont excédé les prévisions des sommes suivantes:

Législation . . . . .	\$ 239,436.47
Gouvernement civil. . . . .	197,509.88
Administration de la justice . . . . .	291,118.75
Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. . . . .	1,318.44
Instruction publique . . . . .	539,865.01
Asiles d'aliénés. . . . .	128,515.00

Écoles de réforme et d'industrie . . . . .	58,052.84
Colonisation . . . . .	16,697.69
Mines, Pêche et Chasse, Service d'enregistrement (cadastre). . . . .	45,550.60
Hygiène . . . . .	101,728.26
Travaux publics (ordinaires) . . . . .	385,374.05
Travaux publics (extraordinaires) . . . . .	260,000.00
Agriculture . . . . .	341,500.00
Voirie . . . . .	1,600,000.00
Terres et Forêts . . . . .	360,544.58
Dépenses sur le revenu . . . . .	117,483.05
Services divers . . . . .	276,632.11
	<u>\$4,961,326.73</u>

La dépense dans les services suivants est restée au-dessous des prévisions:

Dette publique . . . . .	\$ 94,239.10
Inspection des édifices publics . . . . .	195.99
Travail . . . . .	2,184.85
Institutions de charité . . . . .	<u>3,715.00</u>
	<u>\$ 100,334.94</u>
	4,860,991.79

(Voir état no 3)

#### Opérations de caisse en 1922-1923

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1922, il y avait dans diverses banques la somme de . . . . .	\$2,885,807.40
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à . . . . .	<u>925,117.03</u>
	\$1,960,690.37

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1922 au 30 juin 1923 étaient:

Revenu ordinaire . . . . .	\$21,634,641.52
Dépôts en fidéicommis . . . . .	1,076,742.98
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .	55.00
Loi des bons chemins, 1912 . . . . .	1,244,226.42
Fonds des institutions de bienfaisance . . . . .	1,202,701.07
Péages perçus sur le pont de Batiscan . . . . .	11,677.68
Emprunts du dominion "re" logements ouvriers . . . . .	1,835,817.66
Prêts aux municipalités "re" logements ouvriers . . . . .	6,900.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6, échéance 1943 . . . . .	4,946,750.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord, Québec). . . . .	<u>300.00</u>
	\$31,959,812.33

Paiements du 1<sup>er</sup> juillet 1922 au 30 juin 1923:

Dépenses ordinaires et extraordinaires . . . . .	\$20,190,275.81
Dépôts en fidéicommis . . . . .	759,596.64
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction . . . . .	750.00
Loi des bons chemins, 1912 . . . . .	5,336,178.84
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .	19,303.92
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice . . . . .	7,417.20
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane . . . . .	72,117.07
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami . . . . .	152,725.31
Construction du palais de justice de Saint-Jérôme . . . . .	88,927.42
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal . . . . .	533,509.33
Construction d'un palais de justice à Amos, district d'Abitibi . . . . .	16,878.35
Nouvelle prison, district de Montréal . . . . .	150.00

Construction d'une annexe au palais de justice de Québec . . . . .	190,931.07	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan. . . . .	5,096.50	
Construction et entretien de ponts sur l'île Perrot . . . . .	112,628.56	
Loi autorisant un emprunt pour venir en aide à la colonisation . . . . .	2,000,000.00	
Prêts aux municipalités "re" logements ouvriers . . . . .	1,835,817.66	
Remboursements d'emprunts du dominion, "re" construction de logements ouvriers . . . . .	6,900.00	
Fonds des institutions de bienfaisance . . . . .	845,879.14	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec, échanges d'obligations. . . . .	<u>300.00</u>	
	<u>\$32,175,382.82</u>	

Excédent de paiements . . . . .	\$ 215,570.49
	<u>\$ 1,745,119.88</u>

Savoir:

Le 30 juin 1923, il y avait en dépôt dans différentes banques . . . . .	\$2,699,571.35	
Sur laquelle somme il y avait à payer des mandats non payés à la même date s'élevant à . . . . .	<u>954,451.47</u>	
		\$1,745,119.88

Comparaison des recettes ordinaires de 1922-1923  
avec celles de 1921-1922

Le total des recettes ordinaires pour 1922-1923 a été de. . . . .	\$21,634,641.52
Le total des recettes ordinaires pour 1921-1922 a été de. . . . .	<u>21,609,396.10</u>
Augmentation des recettes ordinaires pour 1922-1923 . . . . .	\$ 25,245.42

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1921-1922, "viz":

Puissance du Canada . . . . .	\$ 1,005.39
Mines, Pêche et Chasse . . . . .	80,215.87
Administration de la justice . . . . .	28,349.75
Timbres d'enregistrement . . . . .	18,196.74
Licences, etc. . . . .	78,316.12
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) . . . . .	139,989.36
Taxes sur corporations commerciales, etc. . . . .	203,559.02
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine) . . . . .	6,678.27
Taxe sur transfert d'actions, bons, etc. . . . .	20,852.12
Loi des véhicules-moteurs . . . . .	234,671.96
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires . . . . .	1,001.90
Protection des édifices publics contre le feu . . . . .	19,773.23
Loi des ingénieurs stationnaires. . . . .	2,568.29
Loi des détectives privés, revenu . . . . .	322.67
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38. . . . .	1,427.46
Percentage sur honoraires d'officiers publics . . . . .	6,113.31
Service d'enregistrement, revenu . . . . .	43.19
Législation . . . . .	4,238.10
Écoles de réforme et d'industrie. . . . .	15,744.67
Gazette officielle de Québec. . . . .	9,878.06
Service civil, contributions au fonds de pension . . . . .	7,051.18
Loi des assurances, revenu . . . . .	1,669.44
Travaux et édifices publics, loyers . . . . .	2,381.30
Intérêt sur dépôts et placements . . . . .	113,613.56
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5. . . . .	3,691.41

Intérêt provenant des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins . . . . .	13,231.35
Crédit pour la dette publique . . . . .	5.95
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20. . . . .	3,351.26
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 . . . . .	6,226.75
	<u>\$1,024,167.68</u>

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées  
qu'en 1921-1922, savoir:

Terres et Forêts . . . . .	\$361,024.34
Loi des vues animées, revenu. . . . .	3,146.00
Droits sur les successions . . . . .	384,955.74
Entretien des aliénés . . . . .	108,480.35
Revenu casuel . . . . .	65,332.81
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu. . . . .	277.20
Prime, escompte et change. . . . .	72,787.28
Remboursement des subventions aux chemins de fer, taxe . . . . .	1,373.54
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, 5 George V, chapitre 31. . . . .	1,265.00
Prêts aux incendiés de Québec . . . . .	<u>280.00</u>
	<u>\$ 998,922.26</u>

Augmentation nette en 1922-1923. . . . . \$ 25,245.42

Comparaison des dépenses ordinaires de 1922-1923  
avec celles de 1921-1922

Total des dépenses ordinaires en 1922-1923. . . . .	\$19,930,275.81
Total des dépenses ordinaires en 1921-1922. . . . .	<u>16,575,976.65</u>
Augmentation dans les dépenses ordinaires en 1922-1923 . . . . .	\$ 3,354,299.16

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1921-1922, "viz":

Législation . . . . .	\$ 183,229.34
Gouvernement civil. . . . .	171,395.58
Administration de la justice . . . . .	159,899.22
Instruction publique . . . . .	625,844.90
Asiles d'aliénés. . . . .	159,081.00
Écoles de réforme et d'industrie. . . . .	63,052.84
Hygiène. . . . .	103,529.09
Travaux publics (ordinaires) . . . . .	254,181.35
Voirie . . . . .	1,518,796.36
Terres et Forêts . . . . .	154,409.43
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration . . . . .	39,249.89
Services divers . . . . .	<u>161,447.45</u>
	<u>\$3,594,116.45</u>

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1921-1922, "viz":

Dette publique. . . . .	\$ 5,181.79
Travail . . . . .	2,184.85
Agriculture . . . . .	99,000.00
Institutions de charité. . . . .	35,950.00
Charges sur le revenu . . . . .	<u>97,500.65</u>
	<u>\$ 239,817.29</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1922-1923  
sur celles de 1921-1922 . . . . . \$3,354,299.16

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et édifices publics durant l'année  
1922-1923 ont excédé de \$260,000 celles de 1921-1922.

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terre converties en argent, autorisées par les lois de la législature, mais non gagnées au 30 juin 1923, était de \$534,883.38.

Passif direct et actif disponible  
de la province de Québec  
au 30 juin 1923

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion . . . . .	\$58,861,699.44	
Augmentation du capital par la conversion . . . . .	<u>1,743,526.83</u>	
		\$60,605,226.27
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902 . . . . .		1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. . . . .		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada "re" logements ouvriers . . . . .		4,391,616.66
Dépôts en fidéicommiss . . . . .		1,538,043.00
Mandats non payés . . . . .		954,451.47
Obligations du palais de justice de Sherbrooke . . . . .		60,000.00
Fonds des institutions de charité . . . . .		<u>613,685.72</u>
		\$69,661,632.75

Actif

Fonds d'amortissement:		
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O., "viz":		
Déposé dans les banques . . . . .	\$	259,351.65
Placement en débetures de la province de Québec . . . . .		80,000.00
Placement en bons de la victoire du Canada, (1937) . . . . .		<u>421,028.35</u>
	\$	760,380.00
Placement en actions inscrites 3%		
de la province de Québec . . . . .	\$	1,093,063.33
Placement en actions enregistrées 4 ½%		
de la province de Québec . . . . .		663,624.79
Placement en débetures 4% de la province de Québec . . . . .		111,461.44
Placement en débetures 4½% de la province de Québec . . . . .		203,135.40
Placement en débetures 5% de la province de Québec . . . . .		37,288.20
Placement en débetures 5½% de la province de Québec . . . . .		514,740.09
Placement en débetures 6% de la province de Québec . . . . .		30,295.89
Placement en bons de guerre du Canada . . . . .		9,600.00
Déposé en banque . . . . .		15,356.46
Puissance du Canada: part de Québec dans le fonds des écoles communes . . . . .		1,184,482.08
Argent en banque . . . . .		2,699,571.35
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété. . . . .		5,000.00
Prêts à diverses personnes . . . . .		107,437.29
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami . . . . .		2,563,245.76
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .		761,451.91
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane . . . . .		277,198.40
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami . . . . .		152,725.31
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4 . . . . .		180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4 . . . . .		1,514,557.80
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 . . . . .		3,620,362.84

Palais de justice et prison de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8 . . . . .	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6 . . . . .	35,764.34	
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13 . . . . .	95,231.71	
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3 . . . . .	191,463.82	
Construction d'un palais de justice, Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21 . . . . .	88,927.42	
Construction d'un pont à l'île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9 . . . . .	112,628.56	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5 . . . . .	440,556.15	
Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers . . . . .	4,391,616.66	
Subvention du Canada pour l'enseignement technique . . . . .	14,050.91	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6 . . . . .	7,670.65	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicomis . . . . .	<u>52,329.35</u>	<u>\$21,990,829.16</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1923 . . . . .		\$47,670,803.59

#### Dettes consolidées

Le 30 juin 1922, la dette consolidée en cours était de . . . . .	\$55,604,926.27
Le 30 juin 1923, la dette consolidée en cours était de . . . . .	<u>\$60,605,226.27</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1922-1923 . . . . .	\$ 5,000,300.00
Justifiée comme suit: augmentation:	
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 . . . . .	\$ 300.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6 . . . . .	<u>5,000,000.00</u>
	\$ 5,000,300.00
La dette consolidée au 30 juin 1923, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province, était . . . . .	\$60,605,226.27
Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à . . . . .	<u>3,408,945.60</u>
Soit une balance nette de dette consolidée de . . . . .	<u>\$57,196,280.67</u>

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1923 accuse une augmentation de \$4,471,028.73 sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1922.

Cette augmentation s'explique par l'émission de \$300 d'obligations en vertu de 6 George V, chapitre 2; \$5,000,000 en vertu de 10 George V, chapitre 6. Moins: \$529,271.27 placées au compte du fonds d'amortissement.

#### Dettes non consolidées

Au 30 juin 1923, la dette non consolidée consistait en:	
Dépôts en fidéicomis . . . . .	\$1,538,043.00
Mandats non payés . . . . .	954,451.47
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902. . . . .	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. . . . .	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, "re" logements ouvriers . . . . .	4,391,616.66
Obligations du palais de justice de Sherbrooke . . . . .	60,000.00
Fonds des institutions de charité . . . . .	<u>613,685.72</u>
	<u>\$9,056,406.48</u>



Par contre il y avait à la même date:

Argent en banque . . . . .	\$ 2,699,571.35
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété . . . . .	5,000.00
Prêts à diverses personnes . . . . .	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice . . . . .	2,563,245.76
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .	761,451.91
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane . . . . .	277,198.40
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami . . . . .	152,725.31
Nouvelle prison du district de Montréal, avance . . . . .	3,620,362.84
Palais de justice et prison du district de Montcalm . . . . .	85,611.25
Palais de justice et prison du district de Roberval . . . . .	35,764.34
Part de Québec dans le fonds des écoles communes . . . . .	1,184,482.08
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avance . . . . .	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance . . . . .	1,514,557.80
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi . . . . .	95,231.71
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec . . . . .	191,463.82
Construction d'un palais de justice, Saint-Jérôme . . . . .	88,927.42
Pont sur la rivière Batiscan, avance . . . . .	440,556.15
Construction de pont sur l'île Perrot . . . . .	112,628.56
Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers . . . . .	4,391,616.66
Subside fédéral pour l'enseignement technique . . . . .	14,050.91
Taxe du palais de justice, Sherbrooke . . . . .	<u>60,000.00</u>
	<u>\$18,581,883.56</u>
Ce qui laisse sur la dette non consolidée en surplus d'actif . . . . .	9,525,477.08

#### Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire pour les six mois finissant le 31 décembre 1923 sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement excédées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires, pour l'année fiscale courante, du montant de mandats spéciaux émis depuis le 1<sup>er</sup> juillet, \$561,200.62, tel qu'indiqué dans l'état soumis à la Chambre et aussi du montant des prévisions supplémentaires, à soumettre à la Chambre, pour rencontrer les sommes requises par les différents services afin de compléter les dépenses nécessaires de l'année courante.

Cette augmentation dans les dépenses, nous l'espérons, sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes jusqu'au 31 décembre dernier.

#### Prévisions pour l'année 1924-1925

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1925, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit:

Revenu ordinaire . . . . .	\$19,921,221.38
Dépense ordinaire et extraordinaire . . . . .	<u>19,662,919.41</u>
Surplus probable . . . . .	\$ 258,301.97

#### Emprunt du 15 mars 1923

En vertu de la loi 10 George V, chapitre 6, des soumissions ont été demandées au moyen d'annonces dans les principaux journaux des cités de Montréal, Québec, Toronto, New York et Boston, pour \$5,000,000 d'obligations de la province de Québec, datées du 15 mars 1923, dues le 15 mars 1943, portant intérêt au taux de 5% par année, payable semi-annuellement le 15 mars et le 15 septembre, principal et intérêt payables en piastres d'or, à l'agence de la Banque de Montréal, New York, ou à la Banque de Montréal, Montréal et Québec, ou

\$5,000,000 d'obligations de la province de Québec, datées du 15 mars 1923, dues le 15 mars 1943, portant intérêt au taux de 5% par année payable semi-annuellement, le 15 mars et le 15 septembre; principal et intérêt payables à la Banque de Montréal, à Montréal, Québec et Toronto.

Les obligations devaient être exemptées de tous droits sur les successions dans la province de Québec et rachetables à l'option du gouvernement en totalité, mais non partiellement, le et après le 15 mars 1938, et non avant, sur avis de soixante jours, à cent pour cent avec intérêt accru.

Les obligations devaient être de la dénomination de \$1,000 chacune avec coupons attachés.

En réponse à la demande, des soumissions ont été reçues de cinq syndicats pour les obligations payables au Canada seulement et sept syndicats ont soumissionné en capitaux de New York pour des obligations payables au Canada et à New York.

La soumission la plus favorable, celle du syndicat composé de messieurs McLeod, Young, Weir & Co. Limited, Gairdner, Clarke & Co., Dominion Bank et Imperial Bank of Canada, au prix de \$98,935 et intérêt accru pour des obligations payables au Canada seulement, a été acceptée, et le montant de \$4,969,900.62 a été versé par ce syndicat au crédit de la province dans la Banque de Montréal.

Le produit de cet emprunt a été porté au compte des dépenses pour fins de colonisation en vertu de la loi 10 George V, chapitre 6, intitulée: "Loi autorisant un emprunt pour venir en aide à la colonisation".

L'intérêt accru, \$23,150.62, a été porté au crédit du compte de l'intérêt.

Je puis dire que le prix obtenu pour cet emprunt a été l'objet de l'approbation la plus favorable de la part des journaux financiers du dominion.

#### Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1923 en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 10 George V, chapitre 7; et 12 George V, chapitre 42, et la loi 13 George V, chapitre 34, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu provenant des emprunts faits en vertu de ladite loi; le montant avancé à même le fonds du revenu consolidé; le montant accordé aux municipalités et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs crédits auront été faits, "viz":

Paiement aux municipalités à date. . . . .	\$23,968,970.77
Paiement sur chemins du gouvernement à date . . . . .	<u>11,504,456.55</u>
	\$35,473,427.32
 Produit net des emprunts . . . . .	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le produit des emprunts . . . . .	\$29,622,622.00
Montant alloué aux municipalités à date . . . . .	<u>24,600,862.94</u>
 Montant payé sur cette somme . . . . .	<u>23,968,970.77</u>
Balance à payer suivant le progrès des travaux . . . . .	\$ 631,892.17

Ce qui précède fait voir que les paiements aux municipalités et sur les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 10 George V, chapitre 7; et 12 George V, chapitre 42, et la loi 13 George V, chapitre 34, s'élèvent à \$35,473,427.32, sur le montant de \$40,000,000 autorisés par la législature.

Dans la restauration régulière des conditions normales, la province de Québec a joué un rôle important au cours de l'année 1923. Je n'ai pas oublié les remarques que les membres de l'opposition ont faites dans cette Chambre depuis l'ouverture de la session. On a voulu reprocher au gouvernement le prix peu élevé des produits agricoles, ainsi que les embarras financiers de l'agriculteur et du colon. Mais, cependant, en dépit de tout ce que l'on a pu dire, nous resterons optimistes et nous croyons qu'en usant d'énergie dans son travail et son économie le cultivateur de cette province saura retrouver sa prospérité d'autrefois.

Personne ne pouvait prévoir ce que la guerre mondiale coûterait au pays. Il est bien évident maintenant que toutes les nations qui y ont pris part se sont vues déconcertées dans leurs prévisions. Les magnats du commerce en ce pays, comme dans le monde entier, en sont à réviser leurs calculs, mais tous comprennent bien qu'aussi longtemps que régnera en Europe l'instabilité actuelle des conditions économiques le Canada et la province de Québec

devront exercer la plus grande vigilance dans leur administration.

Le gouvernement de la province de Québec n'est pas responsable de l'état de choses actuel, et nous ne saurions maugréer sur le prix de la victoire, quelque peu élevé qu'il puisse devenir. Elle le valait bien. Mais il ne faut pas non plus nous laisser décourager; faisons face à la situation, telle qu'elle se présente, soyons courageux, exposons devant le peuple de la province l'état véritable des affaires publiques, et demandons-lui l'aide de sa collaboration énergique et de sa vigoureuse économie, non seulement en ce qui regarde les dépenses du gouvernement mais encore celles des municipalités et des particuliers.

Nous entendons de nos jours des gens critiquer le montant du revenu prélevé par le gouvernement. D'un autre côté, les demandes de dépenses, faites au Trésor provincial par divers corps publics de cette province, deviennent de plus en plus nombreuses d'année en année. Nous savons bien que bon nombre des fins pour lesquelles l'on demande cet argent méritent notre plus sérieuse attention. Cependant, pour acquiescer à toutes ces demandes, il nous faudrait prélever encore plus d'argent. Nous sommes obligés de refuser et de demander à ceux qui désirent nous voir diminuer les dépenses, de venir à notre aide. Une énergique et saine opinion publique devrait soutenir le gouvernement dans les efforts qu'il fait pour suivre la route du juste milieu.

Le gouvernement se propose de soumettre à la Chambre des amendements au sujet du pouvoir d'emprunter, créé pour la province par certains statuts. C'est aussi son intention de soumettre des amendements à la loi concernant les automobiles et les droits sur les successions. On aura l'occasion de discuter ces amendements quand ils seront proposés.

La nouvelle année fiscale s'est ouverte sous des auspices favorables. Le gouvernement du Canada a inauguré une vigoureuse politique d'immigration et la situation des chemins de fer s'améliore. Notre province y trouvera sûrement son avantage.

Ici, la récolte de cet automne a été bonne en général. L'industrie du bois est normale. Celle de la construction à Montréal et dans les plus grands centres a surpassé nos prévisions.

Nous sommes assurés que le gouvernement, sous la direction sage, énergique et courageuse de son chef, fait tout ce qu'il lui est possible pour maintenir la province au rang élevé qu'elle a su atteindre parmi les provinces du Canada, et nous ferons face à l'avenir avec espoir et optimisme.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que vous quittiez le fauteuil présidentiel pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

#### État no 1

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1923 étaient:

Revenu ordinaire. . . . .	\$15,531,738.38
Dépense ordinaire et extraordinaire. . . . .	<u>15,329,284.02</u>
Surplus en prévision . . . . .	202,454.36

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit:

Revenu ordinaire. . . . .	\$21,634,641.52
Dépense ordinaire et extraordinaire. . . . .	<u>20,190,275.81</u>
Surplus. . . . .	\$ 1,444,365.71

Comme je l'ai dit déjà, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1923 étaient:

Revenu ordinaire. . . . .	\$15,531,738.38
Dépense ordinaire et extraordinaire. . . . .	<u>15,329,284.02</u>
Surplus prévu . . . . .	\$ 202,454.36

Les prévisions du revenu ordinaire étaient . . . . .	\$15,531,738.38
Le revenu ordinaire réel a été de . . . . .	<u>21,634,641.52</u>
Au-dessus des prévisions . . . . .	\$ 6,102,903.14

Les prévisions de la dépense ordinaire et extraordinaire étaient . . . . .	\$15,329,284.02
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de . . . . .	<u>20,190,275.81</u>
Au-dessus des prévisions . . . . .	\$ 4,860,991.79

## État no 2

Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1922-1923

Dans les services suivants, les revenus ont excédé les prévisions des sommes suivantes:

Terres et Forêts . . . . .	\$1,343,407.81
Mines, Pêche et Chasse . . . . .	49,520.79
Timbres judiciaires . . . . .	141,120.20
Fonds de bâties et des jurés. . . . .	3,961.17
Entretien des prisonniers . . . . .	1,637.95
Timbre d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) . . . . .	81,467.54
Licences . . . . .	146,052.17
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) . . . . .	1,000,000.00
Loi des vues animées, revenu . . . . .	2,797.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. . . . .	713,232.34
Droits sur les successions . . . . .	1,120,336.82
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine) . . . . .	6,678.27
Taxe sur transferts d'actions, bons, etc. . . . .	33,752.28
Loi des véhicules-moteurs . . . . .	1,017,578.75
Inspection des hôtels et maisons de pension. . . . .	465.90
Loi des ingénieurs stationnaires, honoraires. . . . .	3,538.04
Loi des détectives privés, revenu . . . . .	576.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 . . . . .	12,638.58
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics . . . . .	36,919.92
Service d'enregistrement, revenu . . . . .	29.92
Législation . . . . .	2,814.09
Entretien des aliénés . . . . .	136,981.08
Entretien des écoles de réforme et d'industrie. . . . .	62,616.25
<i>Gazette officielle</i> . . . . .	18,773.24
Revenu casuel . . . . .	47,230.41
Contributions pour pension, service civil . . . . .	8,118.05
Loi des assurances, revenu . . . . .	7,191.62
Loyer des édifices publics . . . . .	1,382.30
Intérêt sur dépôts et placements . . . . .	37,956.96
Prime, escompte et change. . . . .	35,146.02
Intérêt sur fonds d'amortissement, 60 Victoria, chapitre 2, section 5. . . . .	1,647.13
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins. . . . .	45,271.94
Protection des édifices publics contre l'incendie . . . . .	19,773.23
Crédit pour dette publique en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2 . . . . .	148.95
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 . . . . .	20,094.67
Prêt aux incendiés de Québec . . . . .	320.00
	<u>\$6,161,177.39</u>

Le revenu dans les services suivants est resté  
au-dessous des prévisions, comme suit:

Puissance du Canada . . . . .	\$30,024.49
Palais de justice, Montréal, à l'exclusion des timbres . . . . .	3,004.98
Honoraires judiciaires. . . . .	2,557.53
Honoraires du grand constable, Québec . . . . .	987.90
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31 . . . . .	2,025.00
Taxe sur subventions de chemins de fer. . . . .	6,095.46
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu. . . . .	521.20
Contributions des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins, section 20. . . . .	<u>13,057.69</u>

\$ 58,274.25

Le revenu réel a excédé les prévisions de . . . . . \$6,102,903.14

## État no 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions  
pour certains services s'élève à . . . . . \$4,961,326.73

Voici le détail:

## Législation:

Excédent des dépenses:	
Assemblée législative: traitements, dépenses contingentes, etc.. . . . .	\$ 35,864.35
Impression et reliure, pour les deux Chambres de la législature . . . . .	88,000.00
Bibliothèque de la législature . . . . .	600.00
Dépenses pour les élections, S. R. Q., article 430 . . . . .	109,343.36
Loi concernant la préparation des listes électorales dans les cités de Québec et de Montréal, etc. . . . .	9,458.11
Impression, reliure et distribution des statuts . . . . .	7,000.00
	<u>\$250,265.82</u>
Non dépensé:	
Indemnité des députés . . . . .	\$10,000.00
Frais de voyage et de pension. . . . .	379.35
Dépenses contingentes pour les élections. . . . .	<u>450.00</u>
	<u>\$ 10,829.35</u>

\$ 239,436.47

## Gouvernement civil:

Excédent de dépenses:	
Augmentation de salaires . . . . .	\$148,240.92
Dépenses contingentes . . . . .	<u>49,268.96</u>

\$ 197,509.88

## Administration de la justice:

Excédent de dépenses:	
Traitement des shérifs, anciens districts . . . . .	\$ 2,300.80
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix et de la Cour d'appel:	
Traitements . . . . .	28,917.67
Dépenses contingentes . . . . .	2,749.05
Fonds de bâties et des jurés. . . . .	24,634.69
Poursuites au criminel. . . . .	20,102.98
Dépenses contingentes des shérifs. . . . .	144,467.80
Police provinciale. . . . .	73,681.76
Traitements des coroners . . . . .	2,000.00
Magistrats de district, salaire . . . . .	5,273.18
Transcription . . . . .	100.00
Fonds du palais de justice du district de Hull . . . . .	3,868.15
Honoraires et déboursés des coroners . . . . .	863.78
	<u>\$308,959.86</u>

Non dépensé:	
Dépenses de voyage des magistrats de district . . . . .	\$ 1,022.81
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts . . . . .	310.00
Interprètes des tribunaux . . . . .	50.00
Médecins des prisons . . . . .	70.66
Divers . . . . .	<u>16,387.64</u>
	<u>\$ 17 841.11</u>

\$ 291,118.75

## Juges de la Cour des sessions de la paix, etc.:

Excédent de dépenses: . . . . . \$ 1,318.44

## Instruction publique:

## Excédent de dépenses:

À distribuer entre les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909 . . . . .	\$171,000.00
À distribuer entre les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909 . . . . .	40,000.00
Écoles normales . . . . .	8,000.00
Octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et l'entretien de nouvelles académies pour les garçons . . . . .	20,000.00
Écoles publiques . . . . .	4,500.00
Fonds des écoles élémentaires en vertu de l'article 2949, S. R. Q., 1909 . . . . .	100,000.00
Pour encourager l'étude de la littérature et des beaux-arts . . . . .	8,200.00
Pour la publication d'un journal anglais et d'un journal français traitant de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province . . . . .	3,200.00
Écoles du soir et de coupe . . . . .	2,965.01
Pour aider à la construction d'écoles . . . . .	25,000.00
Loi des concours littéraires et scientifiques . . . . .	2,000.00
Construction d'une école des beaux-arts à Montréal . . . . .	70,000.00
École polytechnique, Montréal . . . . .	32,000.00
École technique, Trois-Rivières . . . . .	10,000.00
Inspection des écoles . . . . .	6,500.00
Fonds de pension des instituteurs, S. R. Q., 1909, article 3012, tel qu'amendé . . . . .	20,000.00
Rapport du surintendant . . . . .	1,700.00
Loi concernant la création de bourses pour les étudiants qui vont parfaire leurs études à Paris, France . . . . .	4,800.00
Archives canadiennes: reliure et renouvellement. . . . .	3,000.00
Bureau des statistiques de Québec . . . . .	<u>12,000.00</u>
	\$544,865.01

## Non dépensé:

Directeur de l'enseignement technique. . . . . \$ 5,000.00 \$ 539,865.01

## Asiles d'aliénés:

Excédent des dépenses: . . . . . \$ 128,515.00

## Écoles de réforme et d'industrie:

Excédent de dépenses: . . . . . \$ 58,052.84

## Colonisation:

## Excédent de dépenses:

Administration et vente de terres publiques pour fins agricoles . . . . .	\$ 8,000.00
Service d'inspection des lots de colons . . . . .	<u>10,000.00</u>
	\$18,000.00

## Non dépensé:

Société de colonisation en général. . . . . \$ 1,302.31 \$ 16,697.69

## Mines, Pêche et Chasse, Service d'enregistrement (cadastre):

Excédent de dépenses:	
Pêche et Chasse . . . . .	\$37,000.00
Compte en suspens . . . . .	6,550.60
Commission sur les perceptions de la royauté et sur les permis de chasse et de pêche . . . . .	<u>2,000.00</u>
	\$ 45,550.60

## Hygiène:

Excédent de dépenses:	
Bureau d'hygiène de la province de Québec . . . . .	\$ 5,000.00
Achat de radium . . . . .	<u>96,750.76</u>
	\$101,750.76
Non dépensé:	
Octroi pour le traitement de la tuberculose . . . . .	<u>\$ 22.50</u>
	\$ 101,728.26

## Travaux publics (ordinaires):

Excédent de dépenses:	
Entretien des édifices publics en général . . . . .	\$159,139.78
Nettoyage des bâtisses de la législature et des départements, salaires, etc. . . . .	8,230.63
Bureau de poste: salaires et dépenses contingentes . . . . .	4,844.26
Ponts sur les chemins . . . . .	56,325.00
Entretien des bureaux du gouvernement à Montréal . . . . .	24,854.81
Commission pour la protection contre les incendies dans la province . . . . .	35,000.00
Protection des édifices publics contre l'incendie . . . . .	11,569.57
Réparations des palais de justice et prisons . . . . .	30,500.00
Ponts et barrières de péage . . . . .	51,932.25
Abolition du pont de péage, cité des Trois-Rivières . . . . .	5,736.00
Installation d'un système de chauffage à l'huile . . . . .	12,000.00
Assurance des palais de justice et prisons . . . . .	<u>1,703.80</u>
	\$401,836.10

Non dépensé:	
Assurance des édifices publics en général . . . . .	\$12,352.63
Taxe de l'eau pour les édifices publics en général . . . . .	968.25
Inspections, explorations, etc. . . . .	1,284.76
Réparations et entretien des écoles normales . . . . .	1,297.75
Inspection des hôtels et maisons de pension . . . . .	<u>558.66</u>
	\$ 16,462.05
	\$ 385,374.05

## Travaux publics (extraordinaires):

Excédent de dépenses:	
Édifices de la législature et des départements, construction d'une nouvelle bâtisse, rue Sainte-Julie, Québec . . . . .	\$ 260,000.00

## Agriculture:

Excédent de dépenses:	
Cercles agricoles . . . . .	\$ 13,500.00
Encouragement à l'agriculture en général . . . . .	311,000.00
Enseignement vétérinaire . . . . .	3,500.00
École de laiterie de Saint-Hyacinthe et exploitation de la ferme . . . . .	1,500.00

Industrie laitière et inspection des fabriques pour la fabrication des produits laitiers. . . . .	10,000.00
Horticulture. . . . .	16,000.00
<i>Journal d'agriculture</i> . . . . .	2,500.00
Aviculture. . . . .	4,000.00
Apiculture . . . . .	16,500.00
Expositions . . . . .	8,000.00
	<u>\$386,500.00</u>

## Non dépensé:

Écoles d'agriculture. . . . .	<u>\$ 45,000.00</u>
-------------------------------	---------------------

\$ 341,500.00

## Voirie:

## Excédent de dépenses:

Amélioration et entretien des chemins . . . . .	\$ 1,600,000.00
---	-----------------

## Terres et Forêts:

## Excédent de dépenses:

Dépenses générales. . . . .	\$ 10,000.00
Protection des forêts . . . . .	175,000.00
Service d'hydroplane . . . . .	10,000.00
Arpentages . . . . .	122,000.00
Service forestier et inspection des terres . . . . .	45,000.00
Commission géographique, Québec . . . . .	692.50
	<u>\$362,692.50</u>

## Non dépensé:

Compte en suspens . . . . .	<u>\$ 2,147.92</u>
-----------------------------	--------------------

\$ 360,544.58

## Charges sur le revenu:

## Excédent de dépenses:

Registrateurs, traitements et dépenses contingentes . . . . .	\$ 20,000.00
Registres pour bureaux d'enregistrement . . . . .	8,285.19
<i>Gazette officielle de Québec</i> . . . . .	13,500.00
Loi des véhicules-moteurs . . . . .	127,773.12
	<u>\$169,558.31</u>

## Non dépensé:

Perception des licences, etc. . . . .	\$43,814.31
Timbres, licence, etc. . . . .	<u>8,260.95</u>
	<u>\$ 52,075.26</u>

\$ 117,483.05

## Services divers:

## Excédent de dépenses:

Divers en général. . . . .	\$ 29,000.00
Pensions du service civil . . . . .	12,809.60
Pensions spéciales en vertu des S. R. Q., 1909, articles 3278 à 3281 (3301a) . . . . .	24,375.00
Commission des services publics de Québec, salaires, etc. . . . .	11,064.35
Agent général de la province en Belgique. . . . .	2,800.00
Commission des eaux courantes de Québec. . . . .	71,412.84
Loi des monuments historiques et artistiques . . . . .	747.90
Collège de Saint-Boniface . . . . .	25,000.00
Université du Bishop's College, Lennoxville. . . . .	20,000.00
Octroi, "re" les "sans-travail" . . . . .	10,000.00
Commission royale, "re" administration de la justice au sujet du meurtre de Blanche Garneau . . . . .	45,951.32



Aide aux incendiés de la ville de Terrebonne . . . . .	20,000.00
Aide aux incendiés de Sainte-Agathe des Monts . . . . .	5,000.00
Collection zoologique "Beetz" . . . . .	12,000.00
Loi du referendum, 1919 . . . . .	33.00
	<u>\$290,194.01</u>

## Non dépensé:

Agent en France . . . . .	\$ 3,000.00
Fonds des municipalités, S. R. Q., 1909, article 3546. . . . .	300.00
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 . . . . .	3,000.00
Tenure des terres des Îles-de-la-Madeleine . . . . .	133.00
Bureau de censure des vues animées. . . . .	64.52
Commission de refonte des statistiques générales . . . . .	6,695.77
Primes sur polices d'assurance collective pour officiers et employés publics . . . . .	<u>368.61</u>
	<u>\$ 13,561.90</u>

\$ 276,632.11

## État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année:

## Augmentation du passif:

Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 . . . . .	\$ 300.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6 . . . . .	5,000,000.00
Emprunt de la puissance du Canada, "re" logements ouvriers . . . . .	1,828,917.66
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette . . . . .	331,197.25
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1922 et le montant au 30 juin 1923 . . . . .	29,334.44
Fonds des institutions de bienfaisance . . . . .	<u>356,821.93</u>

\$ 7,546,571.28

## Augmentation de l'actif:

Fonds d'amortissement:	
Placé en actions inscrites 3% achetées durant l'année . . . . .	\$ 72,774.99
Placé en actions enregistrées 4 ½% achetées durant l'année . . . . .	92,121.56
Placé en débetures 4 ½% de la province de Québec, achetées durant l'année . . . . .	49,390.12
Placé en débetures 5% de la province de Québec, achetées durant l'année . . . . .	671.14
Placé en débetures 5 ½% de la province de Québec, achetées durant l'année . . . . .	314,740.09
Puissance du Canada, part de Québec dans le fonds des écoles communes . . . . .	1,500.48
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice . . . . .	7,417.20
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .	19,248.92
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane . . . . .	72,117.07
Endiguement des eaux du lac Kénogami . . . . .	152,725.31
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal. . . . .	533,509.33
Nouvelle prison, district de Montréal . . . . .	150.00
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi . . . . .	16,878.35
Pont sur la rivière Batiscan. . . . .	5,096.50

Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers . . . . .	1,828,917.66	
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec . . . . .	191,463.82	
Construction d'un palais de justice à Saint-Jérôme. . . . .	88,927.42	
Construction de pont à l'île Perrot. . . . .	112,628.56	
Subside fédéral pour l'enseignement technique . . . . .	<u>14,050.91</u>	\$3,574,329.43
Diminution de l'actif:		
Fonds d'amortissement: déposé en banque . . . . .	426.63	
Palais de justice, district de Roberval . . . . .	1,156.90	
Argent en banque, diminution nette des dépôts. . . . .	<u>186,236.05</u>	\$ 187,819.58
Augmentation nette de l'actif durant l'année 1922-1923. . . . .		\$ 3,386,509.85
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1922-1923 . . . . .		<u>\$ 4,160,061.43</u>
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1922 était de . . . . .		\$43,510,742.16
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1923 était de . . . . .		<u>47,670,803.59</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1922-1923 . . . . .		\$ 4,160,061.43

	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	9,900.24	6,254.90	32,707.57	8,591.05	11,942.31
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	143.00	143.00	143.00	143.00	148.95
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	34,647.27	24,875.00	28,160.00	27,240.00	25,975.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	3,624.96	6,114.54	11,697.38	18,867.92	25,094.67
Contributions par municipalités en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13	1,000.00	.....	.....	.....	.....
Contributions des municipalités, "re" dépenses de la Commission technique et du directeur des logements	.....	1,500.00	.....	.....	.....
Prêt aux incendiés de Québec	.....	.....	.....	600.00	320.00
	12,666,352.03	14,472,650.87	15,914,521.17	21,609,396.10	21,634,641.52
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	400.00	27.00	2,023.76	.....	55.00
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	.....	1,000.00	.....
Loi des bons chemins, 1912	.....	.....	123,539.66	505,181.28	1,244,226.42
Annexe au palais de justice, Montréal	.....	.....	.....	2,000.00	.....
Palais de justice, district de l'Abitibi, à Amos	.....	.....	.....	23,797.54	.....
Fonds d'assistance publique	.....	.....	.....	581,536.27	1,202,701.07
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	.....	.....	1,636.40	11,677.68
Fonds en fidéicommis	441,946.43	445,983.47	872,265.20	808,709.90	1,076,742.98
	13,108,698.46	14,918,661.34	16,912,349.79	23,533,257.49	25,170,044.67
Placement du fonds du revenu consolidé	545,738.35	.....	.....	.....	.....
Emprunt du dominion du Canada, "re" logements ouvriers	.....	85,000.00	1,215,500.00	1,262,199.00	1,835,817.66
Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers	.....	.....	.....	.....	6,900.00
Emprunts temporaires	1,000,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 4 (emmagasinement des eaux du Saint-François)	.....	.....	144,000.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec)	3,400.00	1,500.00	.....	2,500.00	300.00
	14,657,836.81	20,005,161.34	20,271,849.79	24,797,956.49	27,013,062.33
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 (obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec)	41,300.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1er mars 1925	.....	6,524,700.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1er juin 1925	.....	.....	2,475,000.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1er juin 1930	.....	.....	2,470,300.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3, échéance 1er décembre 1936	.....	.....	.....	3,904,800.00	.....
Emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	.....	.....	5,757,750.00	200,000.00	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6	.....	.....	.....	.....	4,946,750.00
En caisse au 1er juillet de chaque année	999,484.94	879,233.34	1,783,842.24	1,739,321.29	2,885,807.40
	15,698,621.75	27,409,094.68	32,758,742.03	30,642,077.78	34,845,619.73

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1923

	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts
Dominion du Canada	2,028,069.37	2,028,162.73	2,028,240.81	2,315,081.10	2,316,086.49
Terres et Forêts	2,510,141.02	3,033,587.02	3,567,188.00	4,004,432.15	3,643,407.81
Mines	278,660.23	379,063.91	642,890.38	206,271.21	255,573.29
Pêcheries et Chasse	242,737.40	302,788.23	308,969.26	345,441.28	399,012.25
Terres de la couronne	.....	.....	27,328.66	108,592.43	85,935.25
Timbres judiciaires	436,342.90	463,318.30	508,829.80	579,250.20	591,120.20
Timbres d'enregistrement	164,976.49	254,006.40	262,201.61	263,270.80	281,467.54
Fonds de bâtisses et des jurés	111,860.76	112,748.30	94,867.96	21,437.11	48,961.17
Honoraires judiciaires	19,057.82	16,125.61	32,532.38	30,929.58	27,442.47
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	18,506.30	10,135.20	17,068.30	18,395.85	13,637.95
Palais de justice de Montréal	5,000.00	7,500.00	11,223.96	8,143.89	6,995.02
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	3,403.05	2,917.92	3,184.20	2,588.53	1,012.10
Fonds du palais de justice du district de Hull	40.38	.....	103.24	74.00	.....
Jeunes délinquants	6,500.00	3,250.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00
Licences	1,356,104.67	1,554,079.42	1,199,268.18	1,502,736.05	1,581,052.17
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce)	.....	.....	.....	2,860,010.64	3,000,000.00
Revenu des vues animées	.....	.....	3,911.00	20,943.00	17,797.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	1,529,630.50	1,581,759.12	1,640,977.53	2,009,673.32	2,213,232.34
Droits sur successions	1,459,015.02	1,786,930.71	2,100,455.91	3,005,292.56	2,620,336.82
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin)	.....	.....	.....	.....	6,678.27
Taxes sur les transports d'actions, bons, etc.	61,344.32	132,583.90	99,378.74	87,900.16	108,752.28
Loi des véhicules-moteurs	898,055.94	1,180,725.77	1,494,022.95	1,982,906.79	2,217,578.75
Loi des distributeurs automatiques	5,240.05	6,331.15	2,458.01	.....	.....
Inspections des hôtels et des maisons de pension - honoraires	640.00	1,544.00	610.09	964.00	1,965.90
Protection des édifices publics contre le feu - honoraires	.....	.....	.....	.....	19,773.23
Loi des mécaniciens de machines fixes - honoraires	5,660.75	4,483.00	7,292.00	5,969.75	8,538.04
Loi concernant les détectives particuliers - revenu	1,754.00	1,594.00	1,688.00	1,753.33	2,076.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	25,196.57	21,730.93	17,110.70	31,211.12	32,638.58
Commission sur honoraires d'officiers publics	24,731.35	42,222.98	59,805.77	55,806.61	61,919.92
Commission sur renouvellement d'hypothèques	21.37	23.74	63.42	36.73	79.92
Législation	25,021.27	34,082.38	30,672.45	19,875.99	24,114.09
Asiles d'aliénés, contributions municipales	537,663.54	263,303.28	367,892.31	630,098.25	526,793.56
Asiles d'aliénés, patients payants	29,507.05	61,035.59	70,521.17	65,363.18	60,187.52
Écoles d'industrie et de réforme	97,720.61	125,707.80	71,092.17	166,871.58	182,616.25
Gazette officielle de Québec	41,050.77	35,849.48	31,793.14	48,895.18	58,773.24
Revenu casuel	188,503.86	309,873.82	327,622.74	262,563.22	197,230.41
Service civil, contributions pour pensions	26,851.01	25,906.44	27,982.14	31,066.87	38,118.05
Revenu en vertu de la loi des assurances	53,340.35	68,657.00	68,938.97	74,172.18	75,841.62
Compagnies de fidéicommis - Loi (revenu)	7,025.33	5,186.70	5,277.60	5,256.00	4,978.80
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1,762.60	5,193.20	1,761.60	763.60	3,144.90
Intérêts sur dépôts et placements	102,329.83	108,124.86	183,380.74	164,343.40	277,956.96
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	205,801.58	265,620.58	305,930.07	432,040.59	445,271.94
Prime, escompte et change	28,260.61	139,354.53	152,271.26	127,933.30	55,146.02
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	38,919.17	38,124.53	38,089.30	34,820.52	38,511.93
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	36,588.72	16,130.90	16,416.16	10,278.08	8,904.54

	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts
Dette publique	2,031,944.17	2,029,721.39	2,427,019.55	3,450,066.51	3,444,884.72
Législation	520,479.50	562,986.01	571,732.57	540,582.13	723,811.47
Gouvernement civil	725,931.86	809,097.42	877,985.67	979,564.30	1,150,959.88
Administration de la justice	1,266,270.23	1,365,900.74	1,624,727.45	1,555,300.73	1,715,199.95
Écoles d'industrie et de réforme	243,665.37	226,500.00	258,271.26	305,000.00	368,052.84
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,595,969.80	1,673,561.87	1,700,619.15	1,752,342.51	2,378,187.41
Agriculture	664,800.00	887,400.00	1,064,500.00	1,351,000.00	1,252,000.00
Voirie	782,338.93	1,336,366.59	1,472,375.11	1,581,203.64	3,100,000.00
Colonisation	539,935.32	709,000.00	476,960.10	581,998.40	605,697.69
Immigration	29,999.50	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	71,682.48	119,694.40	155,397.01	189,087.97	292,617.06
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires	729,163.73	758,205.48	885,707.21	918,147.95	1,172,329.30
Extraordinaires	98,455.70	.....	60,000.00	.....	260,000.00
Travail	38,630.28	48,852.20	61,600.00	61,600.00	59,415.15
Asiles des aliénés	1,014,284.31	1,017,946.02	1,039,645.00	1,036,059.00	1,195,140.00
Institutions de bienfaisance	72,945.00	73,745.00	77,245.00	78,770.00	42,820.00
Terres et Forêts	418,050.00	566,000.00	686,000.00	716,135.15	870,544.58
Mines, Pêcheries, Chasse et					
Service d'enregistrement (cadastre)	152,579.53	156,646.28	189,500.00	196,500.00	212,050.60
Charges sur le revenu	714,131.03	618,665.16	712,947.85	793,983.70	696,483.05
Services divers	659,874.27	530,451.81	311,855.19	458,634.66	620,082.11
	12,371,131.01	13,520,740.37	14,684,088.12	16,575,976.65	20,190,275.81
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	580,935.72	93,314.25	17,296.23	.....	7,417.20
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	47,819.28	145,000.00	7,413.93	.....	19,303.02
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	50,000.00	11,578.20	2,292.79	141,210.34	72,117.07
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	.....	.....	.....	.....	152,725.31
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, obligations	21.80	.....	.....	.....	.....
	13,049,907.81	13,770,632.82	14,711,091.07	16,717,186.99	20,441,839.31
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts	.....	128,932.01	44,397.97	6,670.02	.....
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	.....	466,329.68	137,830.15	378,888.64	533,509.33
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, à Amos	.....	.....	.....	102,150.90	16,878.35
Nouvelle prison, district de Montréal	.....	.....	.....	1,065.00	150.00
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	.....	.....	.....	532.75	190,931.07
Construction d'un palais de justice à Saint-Jérôme	.....	.....	.....	.....	88,927.42
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	.....	27,766.44	256,378.09	151,315.12	5,096.50
Construction et entretien des ponts de l'île Perrot	.....	.....	.....	.....	112,628.56
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation	.....	.....	986,137.06	1,550,000.00	2,000,000.00
Loi des bons chemins, 1912	1,486,808.64	3,413,108.77	5,081,844.03	4,765,743.09	5,336,178.84
Fonds d'assistance publique	.....	.....	.....	324,672.48	845,879.14
Péages perçus sur le pont Batiscan	.....	.....	.....	1,636.40	.....
Fonds en fidéicommiss	412,811.98	408,904.56	643,134.24	609,656.44	759,596.64
	14,949,528.43	18,215,674.28	21,860,812.61	24,609,517.83	30,331,615.16

	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts	1920-1921 \$ cts	1921-1922 \$ cts	1922-1923 \$ cts
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	14,950,278.43	18,216,424.28	21,861,562.61	24,610,267.83	30,332,365.16
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	1,000,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00	.....
Octroi à l'Université de Montréal (à compte)	.....	.....	200,000.00	.....	.....
Rachat de la dette publique: remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	6,000,000.00	.....	.....	.....
Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers	.....	85,000.00	1,215,500.00	1,262,199.00	1,835,817.66
Remboursement d'emprunts du dominion du Canada, "re" logements ouvriers	.....	.....	.....	.....	6,900.00
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débetures	3,400.00	1,500.00	.....	2,500.00	300.00
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, échange de débetures	41,300.00	.....	.....	.....	.....
Octroi à l'Université de Montréal (balance)	.....	.....	800,000.00	.....	.....
Octroi à l'université McGill	.....	.....	1,000,000.00	.....	.....
Octroi à l'université Laval	.....	.....	1,000,000.00	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	144,000.00	.....	.....
	14,994,978.43	25,302,924.28	31,221,062.61	27,874,966.83	32,175,382.82
À ajouter: paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	751,516.85	927,106.87	604,778.71	806,420.58	925,117.03
	15,746,495.28	26,230,031.15	31,825,841.32	28,681,387.41	33,100,499.85
À déduire: mandats impayés à la fin de chaque année	927,106.87	604,778.71	806,420.58	925,117.03	954,451.47
	14,819,388.41	25,625,252.44	31,019,420.74	27,756,270.38	32,146,048.38

## Recettes probables, 1924-1925

## Dominion du Canada

- Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. du N. B., 1907 . . . . .	\$1,888,959.20
- Allocation spéciale en vertu de l'acte de l'A. du N. B., 1907. . . . .	<u>240,000.00</u>
	2,128,959.20
- Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada . . . . .	<u>127,460.68</u>
	2,256,419.88
- Intérêt sur fonds en fidéicommis . . . . .	<u>59,224.10</u>

\$ 2,315,643.98

## Intérêt:

- Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 . . . . .	\$ 36,864.80
- Intérêts sur prêts et dépôts . . . . .	450,000.00
- Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins . . . . .	<u>450,000.00</u>

936,864.80

3,900,000.00

## Terres et Forêts . . . . .

Mines . . . . .	\$ 200,000.00
Pêcheries et Chasse. . . . .	325,000.00
Inspections . . . . .	1,000.00
Terres de la couronne. . . . .	<u>85,000.00</u>

611,000.00

## Administration de la justice:

- Timbres judiciaires . . . . .	\$ 500,000.00
- Honoraires judiciaires, non compris les timbres . . . . .	30,000.00
- Fonds de bâties et des jurés . . . . .	45,000.00
- Entretien des prisonniers. . . . .	15,000.00
- Gardes des prisons de Montréal et de Québec . . . . .	4,000.00
- Palais de justice de Montréal, non compris les timbres . . . . .	10,000.00
- Honoraires du grand connétable, Québec. . . . .	2,000.00
- Jeunes délinquants . . . . .	<u>6,500.00</u>

612,500.00

## Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) . . . . .

225,000.00

Licences . . . . . 1,200,000.00

Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce) . . . . . 3,000,000.00

Revenu des vues animées . . . . . 15,000.00

Taxes sur les corporations commerciales, etc. . . . . 2,000,000.00

Droits sur les successions . . . . . 2,000,000.00

Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc. . . . . 75,000.00

Loi concernant les véhicules-moteurs . . . . . 1,800,000.00

Inspection des hôtels et des maisons de pensions, honoraires . . . . . 2,500.00

Loi des mécaniciens de machines fixes, honoraires . . . . . 7,500.00

Protection des édifices publics contre les incendies . . . . . 20,000.00

Loi concernant les détectives privés, revenu. . . . . 1,500.00

Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 . . . . . 20,000.00

Commissions sur honoraires d'officiers publics . . . . . 40,000.00

Commissions sur renouvellement d'hypothèques. . . . . 50.00

Entretien des aliénés . . . . . 550,000.00

Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme . . . . . 175,000.00

Législation . . . . . 17,000.00

Gazette officielle . . . . . 70,000.00

Loyers d'édifices publics . . . . . 1,762.60

Revenu casuel . . . . . 150,000.00

Loi des assurances, revenu . . . . . 72,000.00

Loi des compagnies de fidéicommis, revenu. . . . . 4,900.00

Contributions aux pensions, service civil . . . . . 38,000.00

Prime, escompte et change. . . . . 20,000.00

Taxes sur les subventions de chemin de fer . . . . . 10,000.00

Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 . . . . .	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2. . . . .	<u>5,000.00</u>
	\$19,921,221.38

## Dépenses probables, 1924-1925

Dette publique. . . . .	\$ 4,008,941.46
Législation . . . . .	523,770.00
Gouvernement civil. . . . .	1,121,600.00
Administration de la justice, etc. . . . .	1,451,683.75
Instruction publique, etc. . . . .	2,382,422.40
Asiles d'aliénés. . . . .	1,138,700.00
Écoles d'industrie et de réforme . . . . .	420,000.00
Hygiène. . . . .	205,888.80
Travaux publics (ordinaires) . . . . .	\$ 968,653.00
Travaux publics (extraordinaires) . . . . .	<u>200,000.00</u>
	1,168,653.00
Travail . . . . .	65,600.00
Agriculture . . . . .	1,140,500.00
Voirie . . . . .	3,250,000.00
Terres et Forêts . . . . .	845,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries . . . . .	876,000.00
Institutions de bienfaisance. . . . .	36,010.00
Charges sur le revenu . . . . .	557,000.00
Services divers . . . . .	<u>471,150.00</u>
	\$19,662,919.41
Subventions de chemins de fer . . . . .	<u>7,633.38</u>
	\$19,670,552.79

Passif direct et actif disponible  
de la province de Québec, au 30 juin 1923

## Passif

Dette consolidée telle qu'avant la conversion . . . . .	\$58,861,699.44
Augmentation du capital par la conversion . . . . .	<u>1,743,526.83</u>
	\$60,605,226.27
Puissance du Canada - balance du compte au 31 décembre 1902. . . . .	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. . . . .	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, "re" logements ouvriers . . . . .	4,391,616.66
Dépôts en fidéicommis . . . . .	1,538,043.00
Mandats non payés . . . . .	954,451.47
Obligations du palais de justice, Sherbrooke . . . . .	60,000.00
Fonds de l'assistance publique . . . . .	<u>613,685.72</u>
	\$69,661,632.75

## Actif

## Fonds d'amortissement:

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.: . . . . .	
Déposé en banque . . . . .	\$ 259,351.65
Placé en débetures de la province . . . . .	80,000.00
Placé en bons de l'emp. de la Vic. du Canada, 1937 . . . . .	<u>421,028.35</u>
	760,380.00
Placé en rentes inscrites 3% de la province de Québec . . . . .	1,093,063.33



Placé en rentes enr. 4½%		
de la province de Québec . . . . .	633,624.79	
Placé en débetures 4%		
de la province de Québec . . . . .	111,461.44	
Placé en débetures 4½%		
de la province de Québec . . . . .	203,135.40	
Placé en débetures 5%		
de la province de Québec . . . . .	37,288.20	
Placé en débetures 5½%		
de la province de Québec . . . . .	514,740.09	
Placé en débetures 6%		
de la province de Québec . . . . .	30,295.89	
Placé en bons des emp. de guerre		
du Canada . . . . .	9,600.00	
Déposé en banque . . . . .	<u>15,356.46</u>	
		3,408,945.60
Puissance du Canada: part de Québec		
dans le fonds des écoles communes . . . . .	1,184,482.08	
Argent en banque . . . . .	2,699,571.35	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal,		
à rembourser par la vente de la propriété. . . . .	5,000.00	
Avances à diverses personnes. . . . .	107,437.29	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice . . . . .	2,563,245.76	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François . . . . .	761,451.91	
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne		
et Savane . . . . .	277,198.40	
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami . . . . .	152,725.31	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts: extension,		
avances autorisées par 9 George V, chapitre 4. . . . .	180,000.00	
Construction d'une annexe au palais de justice		
de Montréal, avances autorisées		
par 10 George V, chapitre 4 . . . . .	1,514,557.80	
Construction d'une annexe au palais de justice		
de Québec, avances autorisées		
par 12 George V, chapitre 3 . . . . .	191,463.82	
Nouvelle prison du district de Montréal: avances		
autorisées par la loi 7 Édouard VII,		
chapitre 36 . . . . .	3,620,362.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm:		
avances autorisées par la loi 1 George V,		
chapitre 8 . . . . .	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval:		
avances autorisées par la loi 2 George V,		
chapitre 6 . . . . .	35,764.34	
Construction d'un palais de justice,		
district de l'Abitibi: avances autorisées		
par la loi 11 George V, chapitre 13 . . . . .	95,231.71	
Construction d'un palais de justice		
à Saint-Jérôme: avances autorisées		
par la loi 12 George V, chapitre 21 . . . . .	88,927.42	
Construction des ponts de l'île Perrot: avances		
autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9 . . . . .	112,628.56	
Pont sur la rivière Batiscan: avances autorisées		
par la loi 10 George V, chapitre 5 . . . . .	440,556.15	
Prêts aux municipalités, "re" logements ouvriers . . . . .	4,391,616.66	
Subside fédéral pour enseignement technique. . . . .	14,050.91	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke,		
en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6 . . . . .	7,670.65	
Fonds d'amortissement compris		
dans les dépôts en fidéicommiss . . . . .	<u>52,329.35</u>	
		<u>21,990,829.16</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1923 . . . . .		\$47,670,803.59

**M. Smart (Westmount)** propose que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Ville de Barkmere**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 constituant en corporation la ville de Barkmere soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Terrebonne**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 amendement la charte de la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Hôpital Sainte-Justine**

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal**

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 amendement la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park**

**M. Tétreau (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 constituant en corporation The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Corporation de Notre-Dame du Chemin**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité

permanent des bills privés en général.

#### **Religieuses de Jésus-Marie**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. François Labrecque**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Georges Berberi**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Berberi à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **M. Thomas Edwin Burton**

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Metropolitan Columbus Association**

**M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 amendement la charte de The Metropolitan Columbus Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Crèche de Saint-Vincent-de-Paul**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse Sainte-Cécile  
de Montréal**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 constituant en corporation les syndics de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente d'un immeuble par H. Décarie  
à Victor-E. Lambert**

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession J.-A. Massue**

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 amendement la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Le Crédit National**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 constituant en corporation le Crédit National soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pères du Très-Saint-Sacrement  
de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 amendant la loi constituant en corporation les

révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissaires d'écoles  
catholiques romains de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 amendement les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Instruction des enfants  
non catholiques romains  
et non protestants**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (**M. Gault**), que le bill 150 concernant l'instruction des enfants non catholiques romains et non protestants soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Sur division.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Chemins, ponts  
et cours d'eau municipaux**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant les chemins, ponts et cours d'eau municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du code municipal.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (**L'honorable M. Caron**), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

**NOTE**

1. C'est la première fois que le député d'Abitibi se lève en Chambre.



Séance du 11 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);

- d'Arthur Brière et autres, demandant l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à leur payer une pension annuelle (M. Hushion);

- de Charles-Auguste Décary, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen (M. Hushion);

- de la société de Marie Réparatrice, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Patenaude);

- du curé et des marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaultville, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaultville" (M. Renaud);

- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Renaud).

Rapports de comités:

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à distribuer l'électricité en dehors de son territoire;

- de dame Mary Ida Margaret Poupore et

autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de W. J. Poupore et Barbara Éléonore Poupore;

- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Herménégilde, en la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-Herménégilde de Montréal";

- de Quebec & Chibougamau Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont";

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre Claver, demandant l'adoption d'une loi concernant l'ouverture du boulevard Saint-Joseph;

- des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-Solano, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Saint-François-Solano";

- de Jules Meilleur et autres, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre à l'immeuble no 272 du cadastre de Saint-Martin, Laval;

- de James Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi validant le permis accordé par la cité de Montréal pour la construction d'un garage;

- de Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Vincent P. Heney, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine.

**Convention entre Cap-de-la-Madeleine  
et la Canada Steamship Lines Ltd.**

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Boulevard Saint-Joseph et  
fabrique Saint-Pierre Claver**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 90 concernant le boulevard Saint-Joseph à travers les terrains de la fabrique Saint-Pierre Claver, à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-Herménégilde**

M. Renaud (Laval) demande la permission de présenter le bill 91 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Herménégilde et pour autres fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Église de la paroisse  
Sainte-Madeleine-d'Outremont**

M. Duranleau (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 85 concernant la construction d'une église dans la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Magog**

M. Bissonnet (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 61 amendant la charte de la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Lévis**

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 104 amendant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse Saint-François-Solano**

M. Pellerin (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 73 pour autoriser

une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-François-Solano et pour autres fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de  
Sainte-Philomène-de-Rosemont**

M. Pellerin (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 88 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Poupore**

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 89 concernant la succession de Barbara Éléonore Poupore et William Joseph Poupore.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 75 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Propriétaires du lot no 272  
du cadastre de Saint-Martin, Laval**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 105 déclarant Jules Meilleur, Joseph Meilleur, Hermine Meilleur et Adelina Valiquette propriétaires du lot no 272 du cadastre, de Saint-Martin, comté de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Permis de construction  
à James Morgan**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 71 validant un permis de construction accordé par la cité de Montréal à James Morgan.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie des tramways de Verchères,  
Chambly et Laprairie**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 83 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Vincent P. Heney**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de chemin de fer  
Québec & Chibougamau**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 101 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Bagotville**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 103 amendant la charte de la ville de Bagotville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lettres de vérification**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 22 amendant le code de procédure civile relativement aux lettres de vérification.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Institut des frères  
de Notre-Dame-de-Miséricorde**

**M. Daniel (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Ursulines de Gaspé**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**M. René Morisset**

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**M. Lucien Larue**

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**M. Léopold-A. Girard**

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Soeurs de Saint-François d'Assise**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 amendant la constitution de la communauté: Les soeurs de Saint-François d'Assise soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Charte de La Malbaie**

**M. Dufour (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 amendant la charte de la corporation du village de La Malbaie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Le Bon-Pasteur de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Charte de Lachine**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Brown Corporation**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 amendant la charte de la Brown Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

**Séminaire de Gaspé**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 constituant en corporation le Séminaire de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Paroisse Saint-Jean-Berchmans**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 autorisant une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Jean-Berchmans et pour autres fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Succession Martha Greenfield**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Écoles protestantes et  
taxe scolaire de Verdun**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant les écoles protestantes et la taxe scolaire dans la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**The Royal Victoria Hospital**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 pourvoyant au transport par la Montreal Maternity de tous ses biens, actifs et droits à The Royal Victoria Hospital de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Municipalité scolaire protestante  
de Lachine, Lasalle et Dorval**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 érigeant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, en une municipalité scolaire pour les protestants, avec un bureau de six commissaires et augmentant temporairement ses pouvoirs d'emprunt, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Succession James Robinson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant la succession de James Robinson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.



### **The Grand Lake Railway Company**

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 constituant en corporation The Grand Lake Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi, le 14 janvier courant, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.



Séance du 14 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 31<sup>1</sup>.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi aux fins de définir le territoire de ladite municipalité (M. Bordeleau).

Statuts refondus, article 4336

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 8 amendant l'article 4336 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Registreur de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registreur de la division d'enregistrement de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, je voudrais savoir quand le gouvernement va nous donner les réponses aux ordres de la Chambre de l'an dernier. Plusieurs documents demandés à la dernière session n'ont pas encore été déposés. Il y en a 34 qui manquent.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je vais en produire quelques-uns à la fin de la séance et le gouvernement apportera toute la diligence possible à présenter les autres.

Questions et réponses:

Territoire de l'Ungava

M. Tétreau (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il fait quelque chose pour organiser le territoire de l'Ungava?

2. Si oui, qu'a-t-il fait?

3. Quelle somme a-t-il dépensée depuis 1913 pour cette organisation?

4. Quels sont les revenus que le gouvernement a retirés chaque année depuis 1913?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'y a pas de territoire de l'Ungava. La région qui le formait s'appelle maintenant le Nouveau-Québec. Ce territoire a été organisé par un statut de la législature pour les fins judiciaires et d'enregistrement. Des juges de paix y ont été nommés et la police fédérale y fait provisoirement la patrouille pour les fins provinciales et en même temps que pour les fins fédérales.

2 et 3. Une partie de ce territoire étant réclamée par Terre-Neuve, il n'a pas été jugé à propos de procéder à l'organisation définitive avant que le Conseil privé se soit prononcé sur la question de savoir quelle est la partie du territoire en dispute qui échappe à notre juridiction.

4. Le service de la chasse et de la pêche a retiré du territoire du Nouveau-Québec depuis 1917-1918, alors que nous avons pris le contrôle du commerce de la fourrure, les sommes suivantes:

1917-1918	\$11,931.62
1918-1919	22,146.16
1919-1920	29,111.84
1920-1921	10,153.60
1921-1922	19,637.78
1922-1923	69,041.03
1923-1924	<u>33,430.00</u>
Total	\$195,452.03

Pour permis d'exploitation de mines de 1919 au 1<sup>er</sup> mai 1923: \$8,040.

Nombre d'écoles d'industrie

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y a-t-il d'écoles d'industrie dans la province de Québec?

2. Combien reçoivent des octrois du gouvernement?

3. Quelle somme chacune d'elles a-t-elle reçue depuis 1920 jusqu'à ce jour?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Il y a cinq écoles d'industrie dans la province.

2. En 1922, le gouvernement leur a payé la somme de \$195,705.54.

3. École du Bon-Pasteur: 1919-1920, \$5,420.37; 1920-1921, \$11,307.82; 1921-1922, \$31,238.82; 1922-1923, \$81,959.66; (6 mois) 1923-1924, \$33,123.77. Total, \$163,050.44.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance: 1919-1920, \$53,419.37; 1920-1921, \$56,739.70; 1921-1922, \$67,893.11; 1922-1923, \$65,418.83; (6 mois) 1923-1924, \$26,283.30. Total, \$269,754.31.

Orphelinat de Notre-Dame de Montfort: 1919-1920, \$25,335.47; 1920-1921, \$37,243.29; 1921-1922, \$67,976.34; 1922-1923, \$84,685.37; (6 mois) 1923-1924, \$36,984.74. Total, \$252,225.21.

Hospice Saint-Charles: 1919-1920, \$26,340.66; 1920-1921, \$26,113.79; 1921-1922, \$28,597.27; 1922-1923, \$34,097.73; (6 mois) 1923-1924, \$16,714.80. Total, \$131,864.25.

Girls' Cottage Industrial School: 1919-1920, \$2,280; 1920-1921, \$...; 1921-1922, \$...; 1922-1923, \$244.47; (6 mois) 1923-1924, \$442.58. Total, \$2,967.05.

**M. Fougerat,**  
directeur de l'École des beaux-arts

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Un M. Fougerat est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. A-t-il prêté le serment d'allégeance prescrit par l'article 606 des statuts refondus?

4. A-t-il obtenu un congé depuis son entrée en fonction?

5. Est-il allé en Europe depuis son entrée en fonction?

6. Quelles sommes a-t-il reçues depuis sa nomination: a) comme traitement; b) comme dépenses de voyage; c) pour toute autre cause?

7. Est-il vrai que cet employé aurait un atelier de peinture pour son usage personnel dans l'École des beaux-arts?

8. Si oui, combien a coûté à la province l'ameublement de cet atelier?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. M. E. Fougerat est directeur général de l'enseignement des beaux-arts dans la province et directeur de l'École des beaux-arts de Montréal.

2. 1<sup>er</sup> avril 1923.

3. Non, car il ne remplit pas ces emplois à

titres permanents.

4. Non.

5. Oui, dans l'intérêt de l'École des beaux-arts de Montréal.

6. a) \$333.33 par mois comme directeur de l'école de Montréal et \$166.66 par mois comme directeur général; b) \$216.35; c) Rien.

7. Il existe dans les écoles des beaux-arts des ateliers à l'usage de tous les professeurs.

8. Le coût de ces ateliers fait partie du coût total de la construction de chaque école.

**Personnel de la**  
**Commission de refonte des statuts**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Y a-t-il eu des changements dans le personnel de la Commission de refonte des statuts depuis sa création, en 1919?

2. Dans l'affirmative, lesquels et pour quelles raisons?

3. Qui fait actuellement partie de la commission?

4. Quel est le nom des personnes qui ont travaillé pour la commission depuis sa création? Durant combien de temps chacune de ces personnes a-t-elle travaillé et combien a-t-elle reçu comme rémunération?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. L'honorable juge Hall et M. L.-P. Geoffrion ont démissionné et ont été remplacés par MM. L.-A. Cannon et J.-A. Hudon.

3. MM. Charles Lanctôt, J.-A. Hudon, L.-A. Cannon, A. W. G. MacAllister et W. Chicoine.

4. 1919-1920: Lanctôt, Charles, \$2,250; Geoffrion, L.-P., \$1,698.94; Hall, A.-R., \$1,698.94; Murphy, Fergus, \$1,019.36; Chicoine, W., \$1,019.36; MacAllister, A. W. G., \$333.33; Hudon, J.-A., \$333.33; Caron, A., \$333.33; Dussault, G.-L., \$100.

1920-1921: Lanctôt, Charles, \$3,000; Hall, A.-R., \$2,000; Geoffrion, L.-P., \$2,000; Murphy, Fergus, \$900; Chicoine, W., \$1,200; MacAllister, A. W. G., \$1,000; Hudon, J.-A., \$1,000; Caron, A., \$1,000; Dussault, G.-L., \$300; Cannon, R., \$225; Dionne, A., \$200.

1921-1922: Lanctôt, Charles, \$3,000; Hall, A.-R., \$2,000; Geoffrion, L.-P., \$2,000; Chicoine, W., \$1,200; MacAllister, A. W. G., \$999.98; Hudon, J.-A., \$999.98; Caron, A., \$999.98; Dussault, G.-L., \$300; Cannon, R., \$733.28; Dionne, A., \$799.96.

1922-1923: Lanctôt, Charles, \$3,000; Hall,

A.-R., \$833.32; Geoffrion, L.-P., \$1,779.56; Chicoine, W., \$1,200; Cannon, L.-A., \$221.48; Hudon, J.-A., \$1,308.02; MacAllister, A. W. G., \$1,175.62; Caron, A., \$666.64; Dussault, G.-L., \$350; Cannon, R., \$866.66; Dionne, A., \$799.94; Mariotti, H.-C.-G., \$716.61; Boisvert, R., \$333.33; Roy, Laetare, \$250; Olivier, M., \$66.68.

1923-1924: Lanctôt, Charles, \$1,750; Chicoine, W., \$700; Cannon, L.-A., \$1,166.66; Hudon, J.-A., \$1,166.66; MacAllister, A. W. G., \$700; Dussault, G.-L., \$300; Cannon, R., \$500; Dionne, A., \$400; Mariotti, H.-C.-G., \$500; Boisvert, R., \$500; Roy, Laetare, \$600; Olivier, M., \$400.

#### Dispensaire antituberculeux de Salaberry de Valleyfield

M. Plante (Beauharnois): 1. En quelle année le dispensaire antituberculeux et de puériculture a-t-il été établi dans la cité de Salaberry de Valleyfield?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à encourager cette oeuvre par des subventions en argent?

3. Le gouvernement a-t-il reçu communication des résolutions passées par l'association médicale du district de Beauharnois et par le conseil de ville de la cité de Valleyfield lui demandant de continuer à subventionner ce dispensaire?

4. Quelle est l'intention du gouvernement à ce sujet?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. En 1921.

2. Oui.

3. Non.

4. Aider.

#### Inspecteurs d'écoles

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien y a-t-il d'inspecteurs d'écoles dans cette province?

2. Quel est leur salaire annuel?

3. Quel est en moyenne le nombre d'enfants qu'ils ont chacun sous leur juridiction?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 63: 52 catholiques et 11 protestants.

2. Un inspecteur reçoit \$3,000 (l'inspecteur des écoles supérieures protestantes); 33 inspecteurs reçoivent \$2,000; 11 reçoivent \$1,800; 14 reçoivent \$1,600; 1 reçoit \$800; 1 reçoit \$350; 2 reçoivent \$250.

3. 6,939.

#### Sanatorium du Lac-Édouard

M. Faucher (Québec-Centre): 1. Des réparations, telles que changements de fournaies, etc., ont-elles été faites au sanatorium du Lac-Édouard depuis 1922?

2. Quand et par qui ont-elles été faites?

3. Quel montant a-t-on chargé pour ces réparations?

4. Ce montant a-t-il été payé? Dans l'affirmative, à quelle date a-t-il été payé?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. a) En 1922 et 1923; b) par O. Picard & Fils, C.-Émile Morissette et Marier & Tremblay limitée.

3. \$83,529.83.

4. a) Oui; b) en 1922, octobre 20; novembre 10, 15, 23; décembre 18, 29; en 1923, janvier 6; février 7, 8; avril 9; juillet 4, 30; août 1<sup>er</sup>, 20; novembre 28.

#### Coût de la commission chargée de la refonte des statuts

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien a coûté à la province, jusqu'à ce jour, la commission chargée de procéder à la refonte des statuts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$60,319.19.

#### Coût des services d'avocats

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Quelle somme le gouvernement a-t-il payée pour services d'avocats: a) en 1921; b) en 1922; c) en 1923?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les montants payés par le gouvernement paraissent dans les comptes publics pour les années: a) 1921; b) 1922; c) jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1923. Pour la balance de l'année 1923, nous n'avons pas encore toutes les données.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement ne veut pas répondre.

#### Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Boulevard Saint-Joseph et  
fabrique Saint-Pierre Claver**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 concernant le boulevard Saint-Joseph à travers les terrains de la fabrique Saint-Pierre Claver, à Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse Saint-Herménégilde**

M. Renaud (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Herménégilde et pour autres fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Église de la paroisse  
Sainte-Madeleine-d'Outremont**

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la construction d'une église dans la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Magog**

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 amendant la charte de la ville de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Lévis**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse Saint-François-Solano**

M. Pellerin (Maisonnette) propose, selon

l'ordre du jour, que le bill 73 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-François-Solano et pour autres fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse de  
Sainte-Philomène-de-Rosemont**

M. Pellerin (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant les syndicats de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Cité de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**M. Vincent P. Heney**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Bagotville**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la charte de la ville de Bagotville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Convention entre Cap-de-la-Madeleine  
et la Canada Steamship Lines Ltd.**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited soit maintenant lu

une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession Poupore**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 concernant la succession de Barbara Éléonore Poupore et William Joseph Poupore soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Propriétaires du lot no 272 du cadastre de Saint-Martin, Laval**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 déclarant Jules Meilleur, Joseph Meilleur, Hermine Meilleur et Adelina Valiquette propriétaires du lot no 272 du cadastre de Saint-Martin, comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Permis de construction à James Morgan**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 validant un permis de construction accordé par la cité de Montréal à James Morgan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec &

Chibougamau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'émission d'obligations de la province au montant de \$15,000,000, aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale.

Adopté.

#### **Registreur de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Colonisation dans Labelle et Matane**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 décembre 1922, pour copie de toute correspondance, télégramme, requête, etc., depuis le mois de septembre 1921, se plaignant de la condition des colons et des entraves à la colonisation dans les comtés de Labelle et de Matane. (Document de la session no 37)

#### **Mort de M. N. Pelletier de Saint-Simon de Bagot**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et le coroner Auger relativement à la mort de M. Napoléon Pelletier, de la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot. (Document de la

session no 38)

### Échanges de terrains

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 février 1922, pour copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement au sujet d'échanges de terrains à Lemieux et Manseau et aussi au sujet de l'échange fait avec Joseph-Alfred Savoie le 19 mai 1921. (Document de la session no 39)

### Demande de documents:

#### État des recettes et dépenses

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre l'état des recettes et dépenses du 1<sup>er</sup> juillet 1923 au 31 décembre 1923.

Adopté.

#### Nomination de juges de la Cour juvénile

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, depuis 1922, entre le gouvernement et toute personne concernant la nomination de juges de la Cour juvénile dans cette province.

Je ne désire faire que quelques remarques au sujet de cette motion. Je reconnais l'importance de la Cour juvénile et le tact et le jugement qu'elle requiert de ses juges.

À la dernière session, le gouvernement a fait amender la loi relative à la Cour des jeunes délinquants de façon à permettre la nomination d'un homme qui ne fut pas un avocat comme président de ce tribunal. On a cru que c'était l'intention du gouvernement d'y nommer un membre du clergé. C'était tout le contraire. Dans un intéressant discours, le premier ministre a, au dernier banquet du jeune barreau, le 20 novembre dernier, à Montréal, déclaré que nos magistrats doivent être libérés des soucis matériels et doivent tous être des hommes intègres, compétents, pour qui les anciennes attaches politiques ne sont plus qu'un souvenir très lointain et effacé. Je crois qu'il avait raison. J'ai applaudi à ces belles paroles du premier ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne crois pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Où? Pas fort.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Eh oui! j'ai applaudi dans mon cœur. Mais j'ai constaté peu de temps après qu'il y avait beaucoup de différence entre les paroles du premier ministre et ses actes, puisque le nouveau juge, M. J.-O. Lacroix, est le plus ardent des libéraux de Montréal. Il a été nommé juge au lendemain de l'élection d'Yamaska alors qu'il a pris une part des plus actives avec des accents de fanatisme furibond. S'il existe le moindre doute quant aux activités de M. Lacroix dans Yamaska, les riches souvenirs du trésorier de la province pourraient lui revenir à la mémoire et le tirer d'embarras. Le gouvernement n'a pas amendé la loi des magistrats pour pouvoir nommer un député.

Je crois cependant que le nouveau magistrat fera son devoir. En tout cas, je n'ai contre lui aucune rancœur. C'est un vieil ami de mon comté et, s'il a fait récemment autant de zèle politique, c'est parce que le gouvernement exige cela de ceux qui veulent avoir des épaulettes. J'espère qu'il se débarrassera bientôt de son esprit de parti. Il est un honnête homme et il sera content de n'être plus obligé de défendre un mauvais gouvernement. Mais la politique du gouvernement concernant les nominations de ce genre est mauvaise et pour être convenable en certaines circonstances le premier ministre est obligé de dire le contraire de ce qu'il fait. J'espère que le gouvernement, à l'avenir, n'exigera pas des avocats qu'ils rendent d'abord des services politiques avant d'obtenir l'hermine que parfois ils demandent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie l'honorable chef de l'opposition des bonnes paroles qu'il a eues pour moi. Je savais que j'étais en bons termes avec ce qu'il a de mieux. Je suis heureux qu'il m'ait applaudi dans son cœur. En ce qui concerne la Cour des jeunes délinquants, l'honorable juge F.-X. Choquette a admirablement présidé ce tribunal. Je suis heureux de lui rendre publiquement hommage pour les services qu'il a rendus, mais comme nous tous il a vieilli et l'heure du repos a sonné pour lui. Pour le remplacer, nous avons choisi un excellent avocat.

Le chef de l'opposition a semblé nous reprocher d'avoir, il y a deux ou trois ans, fait amender la loi de façon à ce qu'à l'avenir il ne soit pas nécessaire pour donner un titulaire au tribunal des



jeunes délinquants de le choisir parmi les légistes. Je crois que c'était là une bonne mesure, car le chef de l'opposition admettra avec moi que ce tribunal n'exige pas nécessairement toutes les connaissances d'un légiste et que le gouvernement serait justifiable de choisir son titulaire en dehors du barreau. Lorsque le poste devint vacant, nous avons cru devoir le confier à M. Lacroix et je crois qu'il était tout qualifié pour l'assumer. Si plus tard les circonstances l'exigent, la porte est encore ouverte à toute autre personne qu'un membre du barreau pour cette position. Je ne vois aucune contradiction entre certaines de mes déclarations et mes actes.

Quant à mes paroles au jeune barreau, je ne les regrette pas. Je n'ai pas changé d'idée. Je crois avec le chef de l'opposition que tous les magistrats, en assumant la présidence d'un tribunal, doivent oublier leurs penchants politiques, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire pour cela, quand il s'agit de choisir un magistrat, de le faire en dehors de la politique ou parmi ceux qui ont depuis longtemps quitté l'arène politique. Nous serions peu sages de nous priver des services d'un homme parce qu'il a fait de la politique. Je crois qu'à l'heure qu'il est il n'est pas un seul magistrat ou juge qui puisse être accusé de partialité, bien que tous aient été pris dans les rangs des hommes politiques. Nous devons nous flatter d'avoir surtout dans notre province des juges compétents, intègres et consciencieux qui font vraiment honneur à la magistrature. Les deux partis politiques de ce pays ont toujours suivi la même ligne de conduite: ils prennent les juges et les magistrats dans ces rangs. Jusqu'ici, le choix a été bon et notre magistrature administre bien la justice et ne s'occupe en aucune façon de politique. On peut être convaincu que, sous ce rapport, monsieur Lacroix ne fera pas exception et qu'il donnera satisfaction. Mon honorable ami dit que le magistrat doit dépouiller le vieil homme. Je crois que M. le juge Lacroix a rendu déjà d'excellents jugements et qu'il honore le Banc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voudrais pas que mes paroles fussent mal interprétées. Je n'ai pas voulu discréditer le titulaire actuel en qui je reconnais un légiste éminent et un magistrat qui accomplira ses fonctions avec toute la dignité qu'elles requièrent de lui. J'ai soulevé le débat pour montrer d'abord que l'on avait amendé la loi sans raison en donnant le droit au gouvernement de nommer un juge qui ne fut pas un avocat. J'ai voulu aussi signaler les belles paroles, les éloquentes paroles du premier ministre et démontrer que

ses actes ne s'accordaient pas toujours avec ce qu'il dit.

La proposition est adoptée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 5 heures.

---

#### NOTE

1. La séance ne commença pas à l'heure prévue, car il n'y avait qu'une douzaine de députés à leurs sièges alors que le quorum est de 14 (*L'Événement*, 15 janvier, p. 1).



Séance du 15 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Délais pour la réception des pétitions

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les délais pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés jusqu'au 19 janvier courant et les délais pour la réception des pétitions, jusqu'au 23.

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre.

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 66 amendant la loi constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 62 amendant la charte de la ville de Terrebonne;
- bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 54 amendant la charte de The Metropolitan Columbus Association;
- bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul;

- bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Charles-Auguste Décarie, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- du curé et des marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Claire de Tétraultville, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les syndics de la paroisse de Sainte-Claire de Tétraultville";

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de J.-C. Flanagan, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- du révérend père Marie-Clément Staub et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les pères Augustins de l'Assomption";

- de Francis Rosconi et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt sur les immeubles à eux légués par Francis Rosconi père;

- du club Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de The Empire Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi aux fins de définir le territoire de ladite municipalité.

**Pères Augustins de l'Assomption**

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Empire Trust Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. J.-Cyril Flanagan**

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunt de MM. N. et F. Rosconi**

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 72 autorisant Napoléon Rosconi et Francis Rosconi, de la cité de Montréal, à faire un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués par feu Francis Rosconi père.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Laval-des-Rapides**

M. Renaud (Laval) demande la permission de présenter le bill 118 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Église et presbytère de la paroisse  
Sainte-Claire de Tétreaulville**

M. Renaud (Laval) demande la permission de présenter le bill 87 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaulville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Club Saint-Denis**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 127 concernant le club Saint-Denis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Charles-Auguste Décary**

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 51 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire  
de Grand'Mère**

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 107 aux fins de mieux définir le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Expropriation du village de Saint-Cyriac**

M. Langlais (Témiscouata): Est-il vrai que dans l'expropriation du village de Saint-Cyriac, région de Chicoutimi, le gouvernement aurait offert une somme plus élevée que la valeur réelle de la propriété?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui.

**Ponts en fer et ponts de péage  
reconstruits depuis 1910**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de ponts en fer ont été reconstruits dans la province de Québec depuis 1910?

2. Quelles ont été les conditions de contribution des municipalités particulièrement intéressées dans la construction de ces ponts?

3. Quels sont les ponts de péage?

4. Quels sont les ponts de péage reconstruits depuis 1910 avec la contribution du gouvernement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. 710 ponts-routes ont été construits depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1910 au 20 décembre 1923.

2. Les ponts sont construits par les municipalités avec subventions du gouvernement. Ces municipalités doivent entretenir ces ponts et les maintenir libres de péage.

3. Ceux à la connaissance du département sont les suivants:

Pont Victoria, entre Montréal et Saint-Lambert;

Pont sur la rivière Sainte-Anne, à Sainte-Anne de la Pérade;

Pont Bélair, sur la rivière des Mille-Isles, entre Sainte-Rose et Sainte-Thérèse de Blainville;

Pont de Bellefeuille, sur la rivière des Mille-Îlets, entre Sainte-Rose et Saint-Eustache;

Pont de Batiscan, sur la rivière Batiscan;

Pont sur le Richelieu, entre Noyan et Lacolle;

Pont Dorion, île Perrot, sur la rivière Ottawa;

Pont rivière Jésus, entre Terrebonne et Saint-François-de-Sales.

4. Depuis 1910, le gouvernement a contribué à la reconstruction de plusieurs ponts dont les péages ont été abolis avant leur reconstruction, mais n'a pas contribué à la reconstruction de ponts de péage.

#### Pont sur la rivière Jésus

M. Renaud (Laval): 1. Un pont a-t-il été construit entre la municipalité de la paroisse de Terrebonne et celle de la paroisse Sainte-Rose sur la rivière Jésus?

2. Est-il vrai que ce pont est construit aux frais du gouvernement sans que lesdites municipalités aient à payer la moindre contribution pour la construction?

3. Dans l'affirmative, quelles seraient les conditions d'entretien?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Pont en construction.

2. Non.

3. À être entretenu aux frais et par la municipalité de Saint-Louis de Terrebonne, suivant les instructions du département des Travaux publics et du Travail.

#### Pont Dumouchel à Sainte-Adèle

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Un contrat a-t-il été accordé pour la construction d'un pont dit "pont Dumouchel", à Sainte-Adèle, comté de Terrebonne?

2. Dans l'affirmative, à qui ce contrat a-t-il été accordé?

3. À quelle date?

4. Pour quel montant?

5. L'entrepreneur a-t-il reçu quelque acompte pour ces travaux?

6. Si oui, combien?

7. Le gouvernement sait-il que ces travaux ont été suspendus?

8. Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Oui, par la municipalité.

2. M. Alphonse Doris, de Châteauguay.

3. 18 septembre 1923.

4. \$10,500.

5. Pas du gouvernement, mais nous l'ignorons quant à la municipalité.

6. . . .

7 et 8. L'entrepreneur ne s'est pas conformé aux clauses du contrat et la municipalité, sur l'avis du département des Travaux publics et du Travail, a chargé M. Poulin, caution de l'entrepreneur, de continuer les travaux.

#### Revenu des registrateurs de Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne et Joliette

M. Dufresne (Joliette): Quel a été le revenu de chacun des registrateurs de la province pour Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Joliette, pour les années 1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923?

**L'honorable M. Nicol (Compton):**

Années	Berthier	Saint-Hyacinthe	Terrebonne	Joliette
1916	\$2,152.08	\$2,032.84	\$4,529.60	\$2,591.77
1917	2,030.61	1,937.24	4,497.46	2,688.40
1918	1,780.56	1,883.59	4,960.28	2,425.92
1919	2,761.41	3,407.75	7,669.00	3,614.88
1920	3,449.25	4,445.91	8,049.52	3,920.00
1921	2,998.50	2,824.35	8,425.76	3,470.79
1922	2,484.10	3,256.67	7,913.21	3,057.80
1923	pas encore de rapport	2,755.78	pas encore de rapport	pas encore de rapport

**Revenu du pont de Batiscan  
pour les années 1922 et 1923**

**M. Dufresne (Joliette):** Quel a été le revenu du pont de Batiscan pour les années 1922 et 1923?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

	Année 1922	Année 1923
Recettes globales:	\$13,915.55	\$19,286.45
Administration et entretien:	3,257.22	3,612.71
Recettes nettes:	10,658.33	15,673.74

**M. L.-A. Sauvé,  
surintendant du canal Soulanges**

**M. Lortie (Soulanges):** 1. M. L.-A. Sauvé, autrefois surintendant du canal Soulanges, était-il à l'emploi de la Commission des liqueurs en janvier et en février 1923?

2. Dans l'affirmative, quelle position occupait-il?
3. A-t-il été depuis remercié de ses services?
4. Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Non.  
2, 3 et 4. ...

**Magasins de la Commission des liqueurs  
dans la province**

**M. Pellerin (Maisonnette):** 1. Combien y a-t-il de magasins de la Commission des liqueurs dans la province de Québec?

2. Où se trouvent-ils situés? Quels sont les gérants de chacun?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. 83 magasins.

2. Magasin	Adresse		Gérant
1	180, rue Peel,	Montréal	L. Bouchard
2	142, rue Saint-Antoine,	"	E. Markgraf
3	405, rue Bleury,	"	P. Lafrance
4	72, boul. Saint-Laurent,	"	F. Aubry
5	138, rue Sainte-Élisabeth,	"	E. J. F. Markgraf
6	2526, boul. Saint-Laurent,	"	G.-A. Fortier
7	395, rue Wellington,	"	C. E. Caron
8	23, Place-du-Marché,	Saint-Jean	E. Roy
9	204, rue Saint-Viateur,	Montréal	J. E. Warren

10	843, boul. Saint-Laurent,	"	J. Friedman
11	582 Est, rue Démonigny,	"	T. Durand
12	2103, rue Notre-Dame Ouest,	"	J. A. Lacombe
13	6443, rue Lajeunesse,	"	J. A. Christin
14	2188, avenue de l'Église,	"	C. Cordeau
15	716, rue Atwater,	"	A. Dubuc
16	90 Est, avenue Laurier,	"	J. J. Beauregard
17	979 Ouest, rue Notre-Dame,	"	B. Lelièvre
18	2083 Est, rue Ontario,	"	H. Demers
19	413 Est, avenue Mont-Royal,	"	G. Pratte
20	50, place Jacques-Cartier,	"	F. Paradis
21	3075 Est, rue Notre-Dame,	"	G. Delongchamp
22	1005 Est, rue Ontario,	"	J. Provost
23	1204 Est, avenue Mont-Royal,	"	J. A. Tranquil
24	281b, rue Visitation,	"	C. A. Goyette
25	2264, rue Saint-Denis,	"	R. Presseault
26	378, rue Saint-Joseph,	Lachine	J. Deguire
27	202, rue Notre-Dame,	Trois-Rivières	J. E. Thibodeau
28	867 Ouest, rue Sainte-Catherine,	Montréal	J. W. Going
29	95, avenue Cascade,	Shawinigan-Falls	A.-O. Bureau
30	145, Sainte-Catherine,	Grand'Mère	J.-A. Desbiens
31	205, rue Lafontaine,	Rivière-du-Loup	J. E. Lapointe
32	48, Côte-du-Palais,	Québec	H. L'Heureux
33	37, rue Sainte-Anne,	Saint-Jérôme	M. Duclos
34	235, Victoria,	Valleyfield	L. de Martigny
35	Coin Principal et Johnson,	Granby	E. Hivon
36	235, rue Saint-Paul,	Québec	J. L. Cartier
37	34, rue Lajoie,	Joliette	F. Neveu
38	21, rue King,	Sherbrooke	J. A. Bouthillier
39	55, de la Couronne,	Québec	L. Gaboury
40	Saint-Laurent et		
	Saint-François-Xavier	Louiseville	C. E. Martin
41	59, rue Saint-Laurent	Beauharnois	J.-G. Léonard
42	rue Dupont	Marieville	H. F. Desmarais
43	251, avenue Cascades,	Saint-Hyacinthe	J. L. Guillet
44	237 Ouest, Notre-Dame,	Montréal	A. Laplante
45	rue Foster	Waterloo	J. O. Séguin
46	64, rue Heriot,	Drummondville	J. O. Laperrière
47	17, rue Commerciale,	La Tuque	J. E. A. Néron
48	22, rue Saint-Stanislas,	Québec	A. Grenier
49	14, rue Saint-Georges,	Sorel	J. Salvail
50	204, rue Champlain,	Hull	J. N. Legault
51	2, rue Saint-Denis,	Buckingham	J. Champagne
52	Coin Bancroft et Thomas,	Aylmer E.	H. Thérien
53	Rue Édouard,	Berthierville	L. Pelletier
54	1719b, Sainte-Catherine Est,	Montréal	A. Lefrançois
55	55, avenue Delorimier,	"	R. Lamoureux
56	49, Saint-Jean-Baptiste,	"	A. Saint-Charles
57	Merger Building,	Québec	J. W. Cadorette
58	120, rue Saint-Denis,	Montréal	O. Lejour
59	944, rue Saint-Vallier,	Québec	Paul Lemieux
60	347, rue Saint-Jean,	Québec	E. Gagnon
61	72, rue Saint-Pierre,	Rigaud	J. E. Villeneuve
62	Coin Saint-Jacques et		
	Notre-Dame,	L'Assomption	J. A. Thounin

63	29, Sous-le-Fort	Québec	J. L. Létourneau
64	Au Pied-du-Courant,	Montréal	A. Archambault
65	250 Ouest, avenue Laurier,	Montréal	R. A. Taschereau
66	27, avenue McGill College,	Montréal	J. Proulx
67	204 Est, Sainte-Catherine,	Montréal	A. Lapierre
68	60, rue Saint-Georges,	Laprairie	A. Lamarre
69	rue Bienville,	Sainte-Thérèse	J. A. Coulombe
70	11, rue Saint-Charles,	Longueuil	H. Mongeau
71	287, rue Victoria,	Valleyfield	S. Bergevin
72	25, rue Principale,	Hull	A. Telmosse
73	157, rue Principale,	Sainte-Anne-de-Bellevue	U. Cousineau
74	54, rue Saint-Jean,	Québec	L. A. Carrier
75	3340, rue Adam,	Montréal	F. Décarie
76	2382, rue Sainte-Catherine Est,	Montréal	J. A. Renaud
77	rue Principale,	Bedford	A. N. Bail
78	Lévis-Jackman,	Beauceville	Aug. Lespérance
79	2200, boul. Gouin,	Cartierville	Dr J. B. Dorion
80	rue Principale,	Farnham	A. Portelance
81	rue Principale,	Coaticook	E. P. Dupuis
82	rue Principale,	Magog	A. L. Bibeau
83	rue Principale,	Sainte-Agathe-des-Monts	A. Marier

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 10 janvier courant sur la motion dont elle a été saisie le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Smart (Westmount): Le trésorier provincial a vu dans le résultat des dernières élections générales une approbation de l'administration financière du gouvernement. Je trouve qu'il est facilement satisfait. S'il est vrai, comme le premier ministre l'a affirmé, que le résultat des élections générales dans les comtés ruraux signifie l'approbation de la politique agricole et colonisatrice du gouvernement, il doit être également vrai que la politique financière du gouvernement a été vigoureusement répudiée dans ces mêmes élections, puisque les candidats ministériels ont été battus dans toutes les grandes villes de la province, à Montréal, à Québec et à Sherbrooke. Je laisse les deux ministres discuter ce qui est vrai.

Le trésorier prétend avoir suivi la traditionnelle politique libérale. Pour une fois, je suis d'accord avec lui, mais il faut s'entendre. Je crois en effet que les états financiers qui ont été placés devant la Chambre ont été préparés selon la traditionnelle méthode du Parti libéral, c'est-à-dire ont été manigancés de façon à induire en erreur et à

créer une impression qui n'est pas justifiée par les faits.

Ainsi, l'an dernier, nous avons découvert que le trésorier annonçait un surplus, puis admettait en même temps que la dette de la province avait augmenté de \$5,300,000 pour l'année en cours. Il a fait cependant une petite mais importante modification. Au lieu de dire que le parti a vécu suivant ses moyens, il aurait dû dire qu'il a vécu avec les moyens du peuple, une formule avec laquelle, je l'admets, les libéraux ont toujours eu un franc succès. Le rapport de l'année fiscale démontre un revenu ordinaire de \$15,531,738.38. Cet estimé a été soumis à la Chambre et fut adopté. Cependant, aujourd'hui, le trésorier provincial nous annonce que le revenu annuel a dépassé de six millions les revenus prévus, soit de 40%. Si le trésorier était de bonne foi alors, il y a eu certainement incompétence dans la prévision du revenu, et, dans une maison d'affaires, un gérant qui agirait ainsi serait considéré comme incompétent. Si, d'un autre côté, le trésorier a voulu tromper la Chambre, quelle confiance pouvons-nous avoir en lui?

Le trésorier a aussi annoncé un estimé de ses dépenses ordinaires au montant de \$15,329,284.04 pour la dernière année financière. Cela fut présenté en Chambre en même temps et avec le même résultat. Cependant, le gouvernement a excédé cet estimé de près de cinq millions et il a payé des dépenses extraordinaires à même



le revenu ordinaire qui, de surcroît, s'élèvent à la rondelette somme de \$260,000. Si le trésorier provincial avait donné un estimé exact du revenu ordinaire, le gouvernement au lieu d'accuser un surplus de \$1,441,365.71 aurait à expliquer un déficit de \$4,658,537.53. Est-ce incompétence? Non. Je crois plutôt que le gouvernement prépare ses estimés de manière à exagérer un surplus et à laisser croire qu'il pratique l'économie alors qu'il dépense follement.

À la dernière session, j'ai attiré l'attention de la Chambre sur le budget et j'avais fait de semblables remarques. J'avais aussi insisté sur le fait que le gouvernement dépensait beaucoup d'argent par ordres en conseil. Cette pratique est une violation de la constitution et prive les représentants du peuple de leur droit de contrôle sur la dépense publique. Cette année il a été dépensé plus de quatre millions par ordres en conseil. Les dépenses ordinaires actuelles sont de \$19,930,275.81 et les crédits, estimés à \$15,329,284.02, indiquent que \$4,600,991.79 ont été dépensés par arrêtés ministériels sans être votés par la Chambre. C'est une pratique mauvaise et le gouvernement aurait dû, plutôt que de faire de telles dépenses, travailler à réduire les taxes publiques.

Il n'arrive pas souvent que les libéraux soient d'humeur à s'excuser et cela m'a bien amusé d'entendre le trésorier s'excuser parce que ses surplus ne sont pas aussi considérables qu'en 1922. La raison donnée par le trésorier pour cette situation "tient à ce que le gouvernement a jugé bon de dépenser plus pour certaines parties de l'administration afin de venir en aide aux cultivateurs, à la classe ouvrière et au commerce, durant une période difficile de rajustement économique, tout en poursuivant des travaux utiles qui seront d'un grand avantage pour toute la province en général". M. l'Orateur, je crois que c'est une façon plus délicate de dire que le gouvernement a cru plus sage de dépenser dans certains comtés dans le but d'aider ses candidats engagés dans une élection partielle et pour remplir des promesses électorales.

La dette de la province continue à augmenter. Depuis une vingtaine d'années, la dette consolidée a monté de moins de 25 millions à plus de 60 millions de piastres. En 23 ans, elle a plus que doublé et, si les journaux ont bien rapporté les paroles du premier ministre, elle sera triplée bientôt. Que le trésorier exhorte la population à faire face à la situation courageusement et qu'il incite tant le public que le privé à adopter des mesures d'économie rigoureuses relève du cynisme, étant donné que, d'ici la fin de l'année, la dette publique aura presque franchi la barre des 100 millions de

dollars.

À la suite de l'exposé budgétaire, un journal qui jusqu'à cette année avait été sympathique au gouvernement, la *Gazette* de Montréal, a lancé le cri d'alarme et dit que les finances de la province étaient dans un piteux état.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Écoutez, écoutez!

M. Smart (Westmount): Le *Star* a dit la même chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): "The whisper of death."

M. Smart (Westmount): Le *Star* de Montréal a déclaré que la dette avait considérablement augmenté. Dans un article violent, le grand journal de Montréal a attaqué toute l'administration financière du gouvernement de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le *Star* a dit que la dette de la province était de 70 millions de dollars. Mon honorable ami, le député de Westmount, ne prétend pas que ce chiffre est exact.

M. Smart (Westmount): Je ne dis pas cela. Je vais vous donner les chiffres exacts.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais le *Star* le dit. Le croyez-vous?

M. Smart (Westmount): Je ne suis pas d'accord avec ces chiffres, mais la dette augmente tous les ans dans des proportions alarmantes. L'augmentation de la dette va de pair avec l'augmentation inévitable du surplus du gouvernement, les dettes appartenant évidemment au peuple et les surplus au Parti libéral. Un fou peut toujours dépenser de l'argent, il n'y a que l'homme sage qui sait économiser.

L'honorable M. Nicol (Compton): Très bien, très bien!

M. Smart (Westmount): Eh bien, M. l'Orateur, je prétends que depuis quelques années nous assistons à une véritable danse de piastres. Cela n'est pas le gouvernement pour le peuple par le peuple, mais le gouvernement pour les porteurs d'obligations en vue d'obtenir les louanges des journaux financiers.

Le gouvernement n'a jamais été en mesure

de vaincre son habitude de dépenser de nouveau riche. Il est toujours prêt à raconter que tel ou tel montant sera dépensé à bon escient, en vue de tel ou tel projet. Il semble incapable de mettre de l'argent de côté.

Le gouvernement peut avoir dépensé des sommes énormes pour la voirie, l'instruction publique, les travaux publics et la colonisation, mais ce qui importe, c'est de savoir ce que la province en retire. Le gouvernement a dépensé 35 millions pour les chemins depuis 1912, et nous remarquons qu'au cours des trois dernières années le nombre des municipalités qui ne peuvent payer leurs intérêts sur l'argent du gouvernement, que le gouvernement leur a suggéré d'emprunter, a monté de 20 à 100<sup>1</sup>.

Le gouvernement a dépensé des millions, mais l'instruction élémentaire est dans une situation lamentable. Elle manque encore de dynamisme malgré un accroissement des dépenses de l'ordre de \$625,000 en chiffres ronds. Le trésorier provincial a dit, il y a quelque temps, que lorsque tout aura été pris en considération ce sera au tour de l'instruction élémentaire. J'attends ce jour avec impatience. Si le secrétaire provincial prétend être la bonne fée de l'instruction protestante, je crois qu'il serait bon qu'il agite sa baguette magique sur les écoles rurales qui jouent depuis si longtemps le rôle de cendrillon.

D'après les statistiques provinciales, quelque 47,000 garçons et filles allaient aux écoles élémentaires protestantes en 1919-1920. De ce nombre, environ 17,500 seulement sont parvenus aux écoles modèles, aux académies ou aux écoles du soir, et seulement 2,500 de ces derniers se sont rendus aux universités ou aux écoles normales. Le gouvernement dépense cinq dollars pour l'éducation secondaire et supérieure tandis qu'il n'en dépense qu'un pour les écoles élémentaires, et les protestants ont 60% de leurs enfants dans les écoles élémentaires.

Le gouvernement est en grande mesure responsable de la dépression commerciale, car on dépense de plus en plus chaque année pour les travaux publics, souvent dans un but de dépenses de parti, au lieu d'employer les fonds à diminuer la dette publique. Les montants d'argent destinés aux travaux publics ont surtout été affectés à la construction de ponts qui serviront d'arguments, lors de manifestations partisans, ainsi qu'à la construction d'un nouveau palais de justice où seront jugés des contrevenants très nombreux à cause des lois gouvernementales.

Passant aux affaires générales, il déclare que, pendant que l'exploitation forestière et la construction reprennent le dessus, comme l'affirme

le trésorier, d'autres domaines de l'industrie font face à de sérieux problèmes.

Pendant que l'industrie de la pâte et du papier est forcée de limiter son exploitation forestière afin de préserver les forêts, on fait de la publicité destinée à enrichir les "cultivateurs" qui exploitent le bois de pulpe tout en prétendant être des colons. Ainsi, d'importantes quantités de matière première qui devraient être transformées dans la province de Québec sont expédiées aux États-Unis. Selon des autorités compétentes, l'industrie forestière, qui est dans une situation lamentable, devra réduire ses opérations dans un avenir prochain, faute de matière première.

Pour les mines, le gouvernement ne fait pour ainsi dire rien du tout et l'industrie provinciale de l'amiante, qui a presque le monopole de l'approvisionnement mondial, est paralysée. En ce moment, la ville de Thetford est consternée devant la faillite annoncée la semaine dernière de l'importante mine Bennett-Martin & Co. et le gouvernement reste là à se croiser les bras.

Quant à la colonisation, l'embarras du gouvernement est grand puisqu'il a convoqué un congrès de colonisation.

L'appel pathétique fait au gouvernement d'Ottawa pour contenir le vaste exode vers les États-Unis est un autre indice de la situation de la province. Au cours des 10 dernières années, 200,000 personnes ont déserté les régions rurales. Le gouvernement en est en grande partie responsable. La vente au détail va mal, et la vente en gros ne fait guère meilleure figure. Les statistiques que publient les agences commerciales démontrent que la province de Québec est, depuis quelque temps, en tête de liste quant au nombre de faillites commerciales au Canada.

Ces données proviennent de statistiques que publie régulièrement la R. G. Dunn & Co. Quant aux finances, je crois, messieurs, que vous serez bientôt au fait des mesures désespérées auxquelles le gouvernement a dû recourir pour éviter que ne s'inscrive une catastrophe sans précédent dans les annales de notre province.

Une banque dont le bureau-chef est situé non loin de cette Chambre est dirigée en bonne partie par des amis du gouvernement, dont le trésorier provincial. Cette banque a récemment lancé un S.O.S. Si le gouvernement gère les affaires de la province aussi efficacement qu'il nous le laisse croire, comment se fait-il que cette banque soit dans une aussi mauvaise posture alors qu'elle est gérée par des gens qui sont très proches du gouvernement? Ce problème, les honorables messieurs d'en face devraient être en mesure de le

résoudre.

De ce rapide survol que nous avons fait récemment de la situation de l'industrie et du commerce en général dans la province, vous constaterez, M. l'Orateur, que tous les deniers publics que le gouvernement se vante d'avoir dépensés n'ont pas, dans la pratique, produit les effets bénéfiques escomptés pour l'ensemble de la population. Il est inutile d'essayer d'en attribuer la cause à la crise d'après-guerre. C'est un alibi qui ne saurait être invoqué plus longtemps. Il est reconnu que les affaires sont arrêtées par la surtaxe, soit directe soit indirecte. Si le gouvernement ne peut pas induire ses amis d'Ottawa à réduire leurs dépenses, il est certainement capable de contrôler les siennes et de diminuer un peu le fardeau qui pèse sur le peuple.

Je veux dire un mot d'une commission organisée pour étudier l'embargo sur le bois de pulpe. Cette commission a été formée d'hommes qui ne connaissent pas du tout ce problème important. Il n'y a pas un seul technicien parmi les membres de cette commission et le président est un manufacturier de chaussures.

Il défie le trésorier provincial de soutenir ces états financiers quant à l'actif et au passif de la province. Si le trésorier a voulu comprendre dans son actif tous les palais de justice, toutes les prisons de la province, il aurait pu établir un actif extraordinaire. Mais ce ne serait pas de la tenue de livres d'hommes d'affaires. C'est ce que le gouvernement fait et je prétends que de cette façon on trompe le peuple. Il demande donc plus d'ordre dans la classification des comptes publics afin que le public puisse mieux se renseigner. Les comptes publics sont un fouillis et un véritable casse-tête chinois. Dans son discours du budget, le trésorier provincial a dit, et je cite son propre texte: "Il ne faut pas non plus nous laisser décourager; faisons face à la situation, telle qu'elle se présente, soyons courageux, exposons devant le peuple de la province l'état véritable des affaires publiques, et demandons-lui l'aide de sa collaboration énergique et de sa vigoureuse économie, non seulement en ce qui regarde les dépenses du gouvernement, mais encore celles des municipalités et des particuliers."

Comme cela semble cynique, compte tenu des agissements du gouvernement dans le passé. Qu'a-t-il fait pour économiser? Rien. Au contraire, il continue de dépenser des sommes d'argent énormes, par arrêtés en conseil, et ses prévisions de dépenses ne cessent de croître. La dette de la province, comme je l'ai déjà souligné, grimpe rapidement et, avec les promesses de la présente session législative, elle franchira la barre des

\$100,000,000 d'ici la fin de l'année financière.

De quelle véritable situation financière le trésorier de la province veut-il faire part à la population? Fait-il référence à l'emprunt de \$15,000,000? Si c'est le cas, nous l'invitons à mettre toutes ses cartes sur table et qu'il nous fasse part de tous les faits concernant cette malheureuse affaire. Je peux l'assurer que la population a hâte de savoir ce qu'il en est au juste, et nous comptons sur lui pour qu'il tienne sa promesse.

Le trésorier dit aussi: "Une énergique et saine opinion publique devrait soutenir le gouvernement dans les efforts qu'il fait pour suivre la route du juste milieu." C'est bien vrai. Mais comment avoir "une énergique et saine opinion publique" dans la province avec une presse subventionnée qui ne dit à la population que ce que le gouvernement veut bien lui faire entendre et qui cherche à obtenir des faveurs du gouvernement, soit en le louangeant, soit en s'abstenant de le critiquer lorsque c'est nécessaire?

Je ne suis pas d'accord avec les déclarations du trésorier provincial concernant le bilan de la province. Je reconnais que le montant net de la dette consolidée est de \$57,196,280.67. Je reconnais également que la dette non consolidée est de \$9,056,406.48. Cependant, quiconque ayant certaines notions de comptabilité ne peut considérer comme exacts les chiffres affichant un excédent de l'actif sur la dette non consolidée de l'ordre de \$9,523,477.08.

On trouve les items suivants dans la liste de ces présumés actifs: \$2,563,245.76 pour l'emménagement des eaux de la rivière Saint-Maurice; \$761,457.91 pour l'emménagement des eaux de la rivière Saint-François; \$277,198.40 pour l'emménagement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane; \$152,725.31 pour l'emménagement des eaux du lac Kénogami; \$3,620,352.84 pour la nouvelle prison du district de Montréal; \$1,514,557.80 pour l'annexe du palais de justice de Montréal, et plusieurs autres items, pour un total de \$10,119,725.27.

Ces items représentent les coûts réels des divers travaux publics et édifices mentionnés, mais depuis quand des items de cette nature réduisent la dette flottante ou non consolidée?

Si ces items peuvent réduire la dette non consolidée, pourquoi ne pas retourner plus loin en arrière et inscrire le coût de travaux publics suivants: l'actuel palais de justice de Montréal, l'ancienne prison de Montréal, les édifices législatifs de Québec, la prison et le palais de justice de Québec et tous les autres palais de justice, prisons et édifices publics de l'ensemble de la province?

Si le trésorier provincial remonte dans le temps, aux dates qui lui conviennent, je suis convaincu qu'il sera en mesure d'afficher, sur papier bien sûr, un excédent de l'actif sur l'ensemble de la dette, consolidée et non consolidée.

Les seuls items strictement applicables à la dette non consolidée sont les suivants: \$2,699,571.35 en argent dans les banques; \$5,000 en frais de réparation pour l'école normale Jacques-Cartier; une avance de \$107,437.29 à divers groupes; \$1,184,482.08 représentant la part de Québec dans le fonds des écoles communes; \$4,391,616.66 de prêts aux municipalités pour les logements des ouvriers; \$14,050.91 de subsides du fédéral pour l'enseignement technique; \$60,000 de taxes provenant du palais de justice de Sherbrooke, pour un total de \$8,462,158.29.

Si l'on déduit cela du montant de la dette non consolidée, on accuse un déficit de l'actif de \$594,248.19 sur la dette non consolidée.

Le gouvernement pourra peut-être faire avaler ce bilan à certains, à l'aide des journaux qui sont à sa solde, mais les milieux bien informés ne seront pas dupes.

Mais pour revenir au revenu dont la tendance est à la hausse, je vois, M. l'Orateur, que le trésorier provincial attribue ce phénomène au fait que "les demandes de dépenses, faites au Trésor provincial par divers corps publics de cette province, deviennent de plus en plus nombreuses d'année en année" et je constate qu'il invite ceux qui souhaitent une réduction des dépenses à l'appuyer. Au nom de ceux qui siègent de ce côté-ci de la Chambre, je n'hésite pas un seul instant à lui promettre notre entière collaboration, dans la mesure du possible. Mais je lui rappelle par la même occasion qu'il lui sera plus difficile de résister aux demandes inopportunes de ses propres partisans qu'aux membres de l'opposition. S'il a le courage de dire non et de persister dans cette voie, la tâche de vraiment réduire les dépenses ne présentera aucune difficulté, mais s'il n'y parvient pas il est clair qu'à la base c'est lui, et lui seul, qui devra porter le blâme, parce qu'il a les clefs du Trésor entre les mains.

Ceci me ramène au point de départ, notamment en ce qui concerne le gouvernement qui ne vit pas selon ses propres moyens, mais avec les moyens du peuple, qui devraient être considérés comme un legs sacré. Bien qu'affichant un surplus considérable, le budget du trésorier provincial est décevant, parce qu'il ne contient aucune promesse visant à réduire ou même à mettre un terme à cette croissance sans fin des dépenses.

Avant de reprendre mon siège, j'insiste une

fois de plus auprès du gouvernement pour qu'il donne une chance à la reprise économique en allégeant le fardeau qui pèse sur le public, là où c'est possible. Tant et aussi longtemps que cela n'aura pas été réalisé, ce sera faire preuve d'un cynisme moqueur que de parler de maintenir la position prestigieuse qu'occupe la province dans le dominion, ou d'entrevoir l'avenir avec espoir et optimisme; de tels propos font injure à la population de la province et ils sont de surcroît insultants.

L'honorable M. Caron<sup>1</sup> (Îles-de-la-Madeleine): J'ai écouté avec attention le nouveau trésorier de l'opposition. . .

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a eu des changements dans l'opposition. Les dernières élections ont apporté à la Chambre de nouveaux éléments. C'était l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault) qui, autrefois, était chargé de la critique financière du côté gauche. L'honorable député de Westmount (M. Smart) l'a remplacé. Il est plus pessimiste. Il voit tout en noir et voudrait retourner à ces administrations d'autrefois alors que, sous le régime des amis de l'opposition, on n'enregistrait que déficits sur déficits. Je n'aurais pas d'objection à cela si je n'avais pas le désir toujours ardent de travailler dans le meilleur intérêt de mes concitoyens et à l'avancement de la province à tous les points de vue. Je me propose donc de réfuter la presque totalité des avancés du député de Westmount.

Ce dernier prétend que le résultat des dernières élections générales a été une condamnation de la politique financière du gouvernement et que ces élections ont été désastreuses pour le gouvernement parce que la plupart des comtés des villes ont élu des candidats oppositionnistes. Va-t-il prétendre que la population des villes est la seule compétente à juger de la politique financière? Va-t-il prétendre que les gens des campagnes ne sont pas capables de juger une administration financière? Je ne le crois pas, pour ma part. Je suis d'avis, au contraire, que la population des campagnes est très bien fixée sur notre situation financière et qu'elle la connaît à tel point qu'elle a complètement et entièrement approuvé la politique du gouvernement.

Nous avons eu quelques accidents dans les villes, mais le gouvernement, avec l'appui solide de la campagne, est sorti plein de vie, plein d'enthousiasme, de la bataille, et avec une victoire magnifi-

que. Et pourquoi ces accidents se sont-ils produits aux dernières élections? Parce que l'opposition a fait des appels aux préjugés, que certains journaux ont répétés à notre grande surprise. Le préjugé est plus fort que la raison, parfois.

Les organisateurs conservateurs ont distribué des circulaires bourrées de mensonges, de calomnies et de préjugés. Je n'ose pas faire la lecture de ces circulaires, car je trouve leur contenu vraiment regrettable. J'insiste toutefois sur le fait que les préjugés soulevés par les adversaires du gouvernement furent à la base des défaites essuyées dans les villes, où l'on disait et répétait que Montréal était la "vache à lait du gouvernement"; que Montréal payait tout et que les campagnes ne payaient rien; que Montréal était la seule à contribuer aux ressources du gouvernement et ne recevait rien en retour.

Montréal n'a payé que sa part des deniers perçus par le gouvernement. Si cette ville a payé plus, c'est que ses moyens sont plus considérables; qu'elle possède de grosses corporations financières et de grosses compagnies et des industries plus prospères. Montréal compte les citoyens les plus riches sur lesquels les taxes ne sont imposées qu'en proportion de leur richesse. La taxe est la même pour tous et, si le montant est plus élevé, c'est que la fortune est plus considérable. Si l'on prend les mêmes proportions, on constate que Montréal ne paye pas plus que n'importe quelle autre partie de la province.

Ce sont des préjugés de ce genre qui ont fait perdre quelques élections. Nous regrettons sincèrement que Montréal ne nous ait pas donné sa confiance, mais ce n'est pas pour ce fait que nous ne lui donnerions pas la part à laquelle elle a droit. Nous sommes d'ailleurs convaincus que Montréal reviendra à la raison et qu'elle ne sera pas lente à reconnaître son erreur et à la réparer.

En parcourant les campagnes, à l'occasion des dernières élections partielles, les amis du chef de l'opposition et ce dernier ont chanté toute une autre chanson. Ils disaient alors aux cultivateurs que les affaires de la province allaient très mal et étaient administrées par un gouvernement marâtre, qui pressurait les campagnes en faveur des villes, que les cultivateurs étaient surtaxés pendant que le gouvernement protégeait les gros industriels et les gros manufacturiers. Ce n'était pas le même lieu. Ils ne pouvaient pas naturellement chanter la même chanson. Ils auraient sans cela découvert leur jeu.

Mais les cultivateurs, avec leur gros bon sens et leur excellente mémoire, se sont rappelé ce que le chef de l'opposition et ses amis ont déclaré

à la population des villes et, n'ajoutant plus foi à leurs déclarations, ils ont voté en conséquence et assuré le triomphe de nos candidats dans chacune de leurs divisions.

Je ne vois pas comment le député de Westmount (M. Smart) peut accuser le trésorier provincial d'avoir préparé des estimés trop bas pour les revenus du gouvernement et d'autres estimés pas assez élevés pour les dépenses, et avoir aussi accusé le gouvernement de trop dépenser des sommes obtenues par la passation d'arrêtés en conseil.

Quant aux estimés, ils prouvent le fait que le trésorier provincial agit sans cesse avec prudence et ne veut pas s'engager plus qu'il doit le faire. Il vaut mieux rester en dedans des estimés que les dépasser et c'est le meilleur moyen de prévenir des déficits. De plus, certains revenus de la province sont élastiques et ils ne peuvent être raisonnablement prévus, entre autres ceux provenant de la taxe sur les successions et de la mise en force de la loi des liqueurs. Les premiers dépendent de la mort de gros financiers ou de gros industriels, pendant que les autres dépendent aussi du commerce des liqueurs. On a vu parfois la mort d'une seule personne rapporter près de deux millions à la province. Mais nous ne voulons voir mourir personne, pas même pour nous donner des revenus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourtant le Parti libéral est contre les taxes!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le Parti libéral est contre l'imposition de taxes trop lourdes sur les cultivateurs, les colons et les ouvriers, parce que ces derniers n'ont pas des revenus considérables et qu'ils méritent d'être protégés sous ce rapport. Mais il est pour les taxes qui atteignent les riches et les millionnaires, mais d'une façon équitable et en proportion de leurs revenus.

Il y a encore plusieurs autres sources de revenus très élastiques et que le gouvernement ne peut estimer d'avance. Je ne crois pas que, si le député de Westmount (M. Smart) était trésorier provincial, il oserait agir autrement. Tant mieux si le revenu que le trésorier prévoyait être de \$17,000,000 a été de \$20,000,000 passés!

Si des arrêtés en conseil sont passés afin de pourvoir aux dépenses que doit faire le gouvernement, ceci est encore dû à l'élasticité des revenus.

**M. Smart (Westmount):** L'honorable ministre me permettra-t-il une question? Pourquoi le gouvernement dépense-t-il plus que les montants

autorisés? Pourquoi dépenser le surplus du revenu par ordres en conseil?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le gouvernement pourrait peut-être, avec le surplus de revenus, diminuer la dette de la province, mais, dans une province jeune comme la nôtre, le gouvernement est encore justifiable de laisser un peu de côté la dette pour faire profiter la population de l'augmentation de nos revenus et pour développer nos industries dans la mesure du possible.

La dette de notre province n'est pas aussi élevée que le dit le député de Westmount (M. Smart) et, à tout événement, elle est beaucoup moins élevée que celles des autres provinces du dominion. La dette de la province d'Ontario est de 260,000,000<sup>3</sup>, pendant que la province de Québec ne doit à peine que 57 millions.

Le député de Westmount (M. Smart) a considéré comme dette les montants consacrés en octrois faits aux municipalités pour la construction des chemins. Cet argent reviendra au gouvernement, car ce ne sont que des prêts qui après tout constituent un réel actif pour la province, puisque celle-ci bénéficie grandement des chemins construits.

Un autre actif de la province que le député de Westmount (M. Smart) considère autrement, c'est la somme considérable d'argent contribué par le gouvernement pour le développement des pouvoirs d'eau du lac Kénogami, du Saint-Maurice, du Saint-François, etc. Le développement des forces hydrauliques assure à la province un revenu de près d'un demi-million de piastres.

Si la dette est aujourd'hui de 57 millions, ceci est dû au fait que le gouvernement n'y a consenti que pour mener à bonne fin sa politique de voirie. Lorsque le gouvernement libéral prit le pouvoir, la dette était de 37 millions et dans peu d'années il réussit à diminuer cette dette à 25 millions. Elle fut augmentée par la suite grâce aux emprunts faits pour la construction des bonnes routes, mais celles-ci ne constituent-elles pas aussi un actif important dont toute la province bénéficie grandement?

Sans compter que ces bonnes routes sont une excellente source de revenus pour notre population. L'an dernier seulement, plus de 250,000 automobiles américaines ont été enregistrées ici et les Américains qui sont venus ici ont dépensé plus de 15 millions de dollars. C'est surtout dans les campagnes que cet argent a été dépensé. Ce qui démontre que la politique de voirie a été salubre tout particulièrement pour la classe agricole.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement a aussi beaucoup fait pour la colonisation et l'instruction publique. Quand le député de Westmount (M. Smart) affirme que cela n'est pas, je ne puis songer qu'il est sérieux. Quand on contemple l'excellent travail accompli dans le domaine de la colonisation et pour le développement de l'instruction publique dans notre province, on ne peut que se glorifier d'appartenir à un gouvernement qui s'intéresse à ce point au bien de notre province.

En autant que la colonisation est concernée, il (l'honorable M. Caron) cite plusieurs témoignages déjà donnés, à l'effet que le gouvernement de Québec a fait plus sous ce rapport qu'aucun autre gouvernement. On ne peut faire autrement, dit-il, que d'applaudir au magnifique travail du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), qui a fait prospérer les régions fondées depuis à peine huit ans. L'argent dépensé pour la colonisation a eu pour résultat de faire ouvrir aussi un grand nombre de paroisses.

Quant à l'instruction publique, n'est-il pas reconnu que le gouvernement, par l'entremise et grâce à la belle et heureuse initiative du distingué secrétaire provincial (l'honorable M. David), a aussi fait tout son possible pour l'améliorer dans notre province, en accordant des octrois spéciaux aux collèges classiques, en attribuant aussi des sommes considérables pour le maintien et le perfectionnement des écoles modèles et en consacrant l'an dernier une somme additionnelle de \$150,000, en plus des autres octrois réguliers, pour l'amélioration de la petite école dans les campagnes?

J'espère que le député de Westmount (M. Smart), en parlant des écoles anglaises, n'a pas voulu prétendre qu'elles n'étaient pas bien traitées.

**M. Smart (Westmount):** Je n'ai pas prétendu cela et je n'ai pas voulu donner cette impression. Je n'ai fait que citer des chiffres provenant d'écoles protestantes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Que vouliez-vous dire, alors?

**M. Smart (Westmount):** Je voulais dire que le gouvernement n'accordait pas assez à l'école primaire.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'accepte l'explication du député. Le gouvernement s'est montré très généreux pour la minorité protestante en n'oubliant pas les écoles où l'on donne, dans notre province, et librement encore, l'enseignement de la langue anglaise. Le gouverne-

ment a fait tout son possible pour l'instruction publique et pour traiter tout le monde avec équité.

Je ne vois pas comment le député de Westmount (M. Smart) peut reprocher au gouvernement de n'être pas intervenu dans la nomination des membres de la commission de l'embargo sur le bois de pulpe. Personnellement, je connais les membres choisis et les crois compétents pour remplir intelligemment la tâche qui leur a été confiée. Mais, après tout, l'opposition n'est pas justifiable de blâmer le gouvernement de la province à ce sujet, car cette commission relève d'un autre gouvernement et n'a rien à faire avec l'administration provinciale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le même chef.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): En effet, et c'est ce qui nous distingue de votre parti. Mais tout de même, si ce chef ne fait pas ce qu'il doit faire, nous savons dire ce que nous en pensons. Quand l'enquête sera terminée, nous n'hésiterons pas à faire au gouvernement les représentations que nous croirons dans l'intérêt de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Ah!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami a déclaré, à la fin de son discours, que le budget le désappointait. C'est peut-être son cas, mais c'est aussi une source de satisfaction pour plusieurs. Dans notre province, les citoyens sont moins taxés que ceux de toutes les autres provinces du dominion. Dans l'Ontario, la taxe est de \$12.17 par tête; dans Québec, elle n'est que de \$6; dans l'Île-du-Prince-Édouard, réputée comme la mieux administrée et la plus économe des provinces, la dette est de \$7.52; en Nouvelle-Écosse, elle est de \$8.83; au Manitoba, de \$12.05; en Saskatchewan, de \$16.07 et en Colombie anglaise, de \$33.16.

Il parle des articles du *Star* et de la *Gazette* que le député de Westmount (M. Smart) a cités. Je ne crois pas, dit-il, que l'opposition soit prête à accepter comme vérité tout ce que le *Star* a dit sur les affaires de la province. Pour ce qui est de l'attitude de la *Gazette*, le général a négligé une chose: il n'a pas lu l'article en entier. Quand on cite un article, on le lit tout entier. Si mon honorable ami avait lu jusqu'à la fin, la Chambre aurait vu que la *Gazette* termine son article sur l'état de nos finances en disant que la province de Québec est la plus prospère du Canada. Je crois que l'opposition

pourrait trouver dans ces journaux des choses qui lui feraient mal.

Les statistiques nous apprennent que 78,000 personnes ont traversé la frontière l'an dernier pour aller aux États-Unis. Or il n'y avait pas 50% de cultivateurs. La désertion du sol n'est pas un mal datant d'hier; cela remonte à 1837 et n'a pratiquement cessé depuis. Même sous le régime des amis du chef de l'opposition, il y a aussi eu de l'émigration et même de l'émigration intense. Une enquête faite par une société de colonisation de Québec établit que les causes de l'émigration ne proviennent pas du fait du gouvernement.

Si les cultivateurs émigrés depuis quelque temps avaient su s'établir sur des terres plus fertiles, ils n'auraient pas envisagé les crises qui, ne pouvant les surmonter, ont occasionné leur départ pour l'étranger ou les centres industriels. Le gouvernement n'est pas responsable de cela, car ces régions ont été ouvertes à la colonisation il y a 25 ou 30 ans. On ne voit pas d'émigration dans les comtés voisins de Montréal ni dans les vieux comtés de la région de Québec.

D'un autre côté, il faut aussi remarquer l'imprévoyance de certains cultivateurs qui, pendant la guerre, alors que la situation était excellente, n'ont pas pu se passer d'un luxe inutile et ont assumé des obligations qui, aujourd'hui, sont trop lourdes pour eux et avancent leur ruine. On a vu des cultivateurs emprunter de l'argent à des taux jusqu'à 12% pour acheter des terres durant la guerre, transactions qu'ils ne peuvent plus supporter aujourd'hui.

Puis-je rappeler que j'ai déclaré, dans cette Chambre même, il y a trois ans, que l'agriculture ferait bientôt face à une crise et que cette crise est venue, mais pas seulement dans la province? La crise qui affecte l'agriculture est la même dans tous les domaines économiques. Nous subissons le contrecoup de la crise créée par la guerre dans le monde entier. On voit même pis que cela dans les autres pays, comme aux États-Unis, par exemple, s'il faut en croire des témoignages comme celui du sénateur Borah. Il cite alors un extrait de la *Patrie* sur l'étendue de la crise aux États-Unis.

Il cite aussi des extraits de journaux anglais et américains montrant que, même en Angleterre et aux États-Unis, les campagnes ont été désertées par un grand nombre de cultivateurs, qui sont loin de connaître des jours heureux en ce moment. Mais le fermier canadien, le fermier québécois n'est pas aussi malheureux que cela. Sans doute, nous avons une crise agricole ici comme ailleurs. Soyons heureux que cette crise soit moindre ici qu'elle l'est ailleurs. Mais parce qu'il y a une crise

agricole dans le monde entier, est-ce à dire que le monde entier est mal gouverné?

**M. Plante (Beauharnois):** Les taxes diminuent en Angleterre et aux États-Unis.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Tant mieux pour eux!

**M. Plante (Beauharnois):** Réduisez les taxes!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mais quelles sont les grosses taxes qui pèsent sur le cultivateur? Je ne crois pas que l'on puisse dire que ce sont les taxes que le gouvernement de cette province impose aux cultivateurs qui sont la cause de la crise agricole. Sans doute les taxes fédérales sont énormes, mais ce n'est pas la faute de ce gouvernement, ni celle du gouvernement actuel à Ottawa.

**M. Plante (Beauharnois):** La taxe de vente a été augmentée sous le présent gouvernement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Cela est dû aux extravagances du gouvernement précédent, auquel le chef de l'opposition n'était pas hostile.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève pour protester.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis prêt à admettre que le chef de l'opposition a détaché sa cause de celle d'Ottawa, mais certains amis du chef de l'opposition ne peuvent pas dire qu'ils ont été hostiles au gouvernement Borden.

La crise est causée par le bill Fordney<sup>4</sup> qui ferme le marché américain à nos produits. Les cultivateurs manquent de marchés pour écouler leurs produits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre est-il en faveur de la réciprocité?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je me proposais de traiter cette question, mais si le chef de l'opposition y tient, je puis lui répondre tout de suite. Je n'ai pas d'hésitation à lui dire que je suis en faveur de la réciprocité telle que proposée en 1911, c'est-à-dire pour les produits naturels du sol. Allez n'importe où dans les districts ruraux et demandez aux cultivateurs ce qu'ils

en pensent; ils vous répondront qu'ils sont favorables à la réciprocité. Même les cultivateurs conservateurs vous répondront par l'affirmative s'ils ne sont pas aveuglés par l'esprit de parti.

**M. Plante (Beauharnois):** Avec le tarif Fordney?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Avec le tarif Fordney, nous ne pouvons pas avoir la réciprocité, mais cela ne m'empêche pas de déclarer que je suis favorable à la réciprocité. Mais si nous avons le tarif Fordney, c'est à cause de mes amis de la gauche qui ont empêché la réciprocité en 1911. Qui est responsable de l'échec de la réciprocité?

**Une voix de l'opposition:** Sir Lomer Gouin est-il en faveur de la réciprocité?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il a voté pour, mais il ne s'agit pas de Sir Lomer Gouin ici.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** S'il a voté pour, il a voté en secret.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous devrions avoir la réciprocité pour les produits agricoles. Nous ne pouvons pas l'avoir, parce que les Américains ne veulent pas, mais je crois que ce serait une bonne chose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Demandez donc au chef de l'opposition s'il est pour la réciprocité.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition est-il en faveur de la réciprocité?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vous le dirai en temps et lieu.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Si nous avions la réciprocité, nous n'aurions pas les problèmes que nous avons à l'heure actuelle. La défaite de la réciprocité en 1911, par la faute des conservateurs, est, il faut l'avouer, la cause de l'émigration des nôtres.

Le manque de crédit est peut-être une cause de la difficulté agricole. Le gouvernement, l'an dernier, voulant résoudre ce problème et savoir si la création d'un crédit agricole gouvernemental serait pratique, a tenu, au comité de l'agri-



culture, une enquête au cours de laquelle un grand nombre d'experts furent appelés à se prononcer sur cette question. À l'unanimité, ces experts ont déclaré qu'un crédit agricole gouvernemental ne serait aucunement pratique pour les cultivateurs.

Il (l'honorable M. Caron) cite des extraits du témoignage rendu par un expert cultivateur qui autrefois critiquait le gouvernement, mais qui n'a pu s'empêcher, durant son témoignage, de remercier son député et le gouvernement pour l'aide efficace qu'ils ont apportée aux cultivateurs de son comté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les cultivateurs vont avoir la Banque rurale.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Si la Banque rurale est organisée, elle rendra de grands services aux cultivateurs. Je ne sais si mon honorable ami (M. Sauvé) veut faire du persiflage, mais la Banque rurale est comme toutes les nouvelles institutions, elle a besoin du temps pour s'organiser. Si elle s'organise, elle rendra, je le répète, de grands services aux cultivateurs. Si elle ne réussit pas, on ne pourra reprocher à ses promoteurs d'avoir songé à l'organiser, car elle n'aura fait de mal à personne.

Le gouvernement, je le répète, ne peut en aucune façon être tenu responsable de l'exode qui frappe la province. Les taxes fédérales sont l'une des causes de cet exode.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Quelles sont les taxes fédérales qui pèsent sur les cultivateurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mais mon honorable ami sait bien que les taxes fédérales pèsent sur les cultivateurs. Il est bien trop intelligent pour ignorer que la taxe des ventes, la taxe des douanes, affectent les cultivateurs. Ils paient des taxes chaque fois qu'ils achètent quelque chose.

Un éloquent député de cette Chambre (M. Patenaude) a dit que la grande cheminée ne devait pas faire disparaître les petites cheminées. Je ne veux pas faire disparaître la grande cheminée non plus, car l'agriculture a besoin de l'industrie et de plus de marchés. Les grandes industries sont génératrices de petites cheminées. L'industrie agricole, la petite industrie, est bien difficile à créer et le gouvernement l'encourage.

Je veux repousser énergiquement l'accusation que le gouvernement a voulu tout contrôler en cette province et attenter à la liberté du cultivateur. Le gouvernement a fait tout son possible

pour rendre service à la classe agricole: création des cercles des fermières, des cercles agricoles, fondation des écoles d'agriculture, création des fermes expérimentales. Nous avons aidé et nous continuerons à aider les cultivateurs. Nous avons aidé les fermières en multipliant les écoles d'enseignement agricole. Nous avons aidé les fermiers en multipliant les agronomes, dont l'opposition s'est moquée sur certains "hustings", prétendant qu'ils étaient des jeunes inexpérimentés. Ils rendent des services éminents aux cultivateurs de la province.

Je ne vois pas comment le député de Westmount (M. Smart) fait un crime au gouvernement d'avoir pris le contrôle de la construction des beurrieres. Ceci a été fait dans le seul but d'assurer l'aménagement d'édifices qui répondent exactement aux exigences hygiéniques stipulées dans la loi et c'est là encore une innovation bienfaisante dont le gouvernement doit être remercié.

On a tort de vouloir soulever les préjugés des gens de la campagne contre l'instruction agricole et contre l'instruction de méthodes modernes agricoles. S'il est une question que l'on devrait écarter de la politique, c'est bien celle de l'instruction agricole. Sur cette question d'enseignement agricole, l'opposition devrait pourtant s'unir à nous. Nous avons de gros concurrents depuis la guerre dans l'industrie laitière, en Australie par exemple.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le revenu du cultivateur est-il plus considérable par là?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Peut-être, si l'opposition n'entrave pas le travail du gouvernement. Il cite des statistiques sur les efforts de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour faire concurrence aux produits laitiers de la province de Québec. La Chambre me pardonnera de lui citer ces chiffres, dit-il, mais je sais que cela intéresse l'honorable chef de l'opposition.

Il montre ensuite le système établi dans ces pays: le gouvernement y exerce un contrôle rigoureux sur les produits laitiers afin d'en améliorer la qualité. Il compare la législation de la Nouvelle-Zélande et d'Australie avec celle de la province de Québec. Que mon ami, le chef de l'opposition, compare, dit-il.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec la Russie.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Si nous adoptons la législation d'Australie, l'opposition s'écrierait bien que nous sommes en

Russie. Mais avec ces lois sévères, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réussi à faire un produit laitier qui surpasse les nôtres, qui rapporte plus au cultivateur. Ceux qui reprochent au gouvernement de travailler à augmenter les revenus du cultivateur en faisant des lois sages font une oeuvre déplorable. La question de l'enseignement agricole, comme la religion, devrait être mise sur un terrain neutre. Nous devrions nous unir fraternellement sur ce point. Il est évident que, dans certaines parties de la province, le cultivateur manque de méthodes scientifiques pour la préparation de ses produits.

Le père Dugré n'a pas toujours approuvé le gouvernement, mais est obligé d'admettre dans un pamphlet que les ministres font un travail consciencieux. C'est à mon honorable ami de la Colonisation (M. Perrault) que le révérend père Dugré reconnaissait une belle conscience. Ses collègues ont conscience d'avoir fait quelque chose, eux aussi.

Le gouvernement a dépensé l'an dernier plus de 10 millions pour la classe agricole qui, en retour, ne paye pas un million en taxes ou autrement. Ceci n'est-il pas suffisant pour démontrer que les cultivateurs sont bien traités par les administrateurs provinciaux? L'industrie laitière, cependant, aurait progressé beaucoup plus rapidement si les amis du chef de l'opposition n'y avaient pas mis d'entraves. S'il y avait moins d'opposition, moins de critique, nous ferions encore plus. Quel est celui qui dira que depuis 10 ans l'agriculture n'a pas progressé dans cette province?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis 10 ans seulement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Depuis 15 ou 20 ans. Je ne veux pas enlever de mérite aux administrations précédentes, mais nous n'avons des méthodes de culture intensive que depuis 15 ans. En parcourant nos campagnes personne ne peut s'empêcher d'y constater des progrès dans la tenue des troupeaux, des bâtiments, dans tout, M. l'Orateur. La récolte de miel dans la province est 500 fois plus importante qu'il y a cinq ans.

Parlant de l'amélioration de la voirie, il dit tout le bien qu'elle a fait à l'agriculture. Les municipalités ont demandé pour \$18,000,000 de voirie: preuve que notre loi de la voirie plaît aux cultivateurs. Rien de surprenant, car les 40 millions que nous avons dépensés, nous les avons donnés aux cultivateurs. Ce sont eux qui ont bâti leurs chemins.

Il cite aussi le témoignage de M. Irénée Duguay, cultivateur du Lac-Saint-Jean, qui a déjà critiqué le gouvernement, mais a reconnu les avantages de la politique de la voirie lorsqu'il a été entendu au comité de l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il ne comprenait pas les questions qui lui étaient posées et demande au ministre de lire tout le témoignage de M. Duguay devant le comité d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est bien long. Le gouvernement, loin d'encourager les municipalités à dépenser, les a souvent restreintes.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): L'honorable ministre affirme-t-il qu'aucune municipalité n'a été forcée de faire des travaux de voirie qu'elle ne voulait pas?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons obligé les municipalités à respecter leurs contrats. Le gouvernement a été large; il a déchargé les municipalités du coût de l'entretien des chemins.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Mais vous avez chargé \$40,000 à une municipalité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il peut y avoir des cas particuliers. Mais cette municipalité ne sera pas plus obérée que les autres. Quand le gouvernement prête, à 3%, \$50,000 à une municipalité pour les chemins, c'est aussi pour l'entretien de ces chemins, et le gouvernement doit veiller à l'exécution du contrat. Jamais le gouvernement n'est intervenu, jamais il n'a essayé d'imposer ses volontés à qui que ce soit et n'a mérité l'accusation de mainmise qu'on a portée contre lui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quand le ministre va conclure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Encore cinq minutes. J'abrège pour faire plaisir à mon honorable ami, le chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture me ferait de la peine s'il abrégait.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) salue alors le retour du député de Jacques-

Cartier (M. Patenaude) à la Chambre. Les politiciens qui disent aux habitants de cette province qu'ils sont taxés, exploités, persécutés, sont des défaitistes.

Je voudrais faire de la coopération avec l'opposition, mais nous n'en pourrions jamais faire si on nous accuse d'attenter à la liberté des cultivateurs. C'est par la coopération, cependant, que la classe agricole reverra ses beaux jours d'autrefois et qu'elle continuera à marcher dans la voie du progrès qui lui fait oublier peu à peu les difficultés sans nombre qu'elle a dû surmonter jusqu'ici. Si nous coopérons, si nous montrons tous le même attachement pour l'agriculteur et sa noble mission, nous aurons travaillé au bien-être général de la province et à l'avancement d'une classe qui nous est chère au cœur et à laquelle je suis heureux et fier d'appartenir encore.

Il dépose sur le bureau de la Chambre, après l'avoir citée dans son discours, copie d'une lettre d'Adélard Gravel à l'honorable M. Tasche-reau, en date du 23 avril 1923. (Document de la session no 40)

M. Langlais (Témiscouata): Je m'étonne de l'audace des ministériels qui osent réclamer de l'opposition qu'elle se joigne au concert de louanges des ministériels, sous peine de passer pour défaitiste, bien qu'elle n'ait été appelée à présenter aucune des mesures ministérielles dont on déplore aujourd'hui les résultats et qui auraient apporté du bien-être et de la prospérité à la province. A-t-on jamais compté sur l'opposition pour voter des mesures ministérielles? Le gouvernement avait sa majorité et ses fidèles partisans et n'avait pas besoin de l'opposition.

J'ai écouté non sans surprise le chant d'allégresse du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il nous a dit la grande prospérité du gouvernement de notre province. En entendant tout ce qui se dit, on se croirait à un concours littéraire organisé par le secrétaire de la province sur la prospérité de la province de Québec.

Je me demande quelle espèce de consolation les prétendus surplus du trésorier peuvent donner à nos cultivateurs, qui n'ont pas de marché pour leurs produits. Les cultivateurs qui peinent et qui ne voient aucun moyen de payer leurs dettes doivent se dire qu'il y a au moins un homme qui est en mesure de payer les siennes. Le trésorier (l'honorable M. Nicol) doit avoir des richesses ignorées. Il dit avoir pratiqué l'économie et il a augmenté la dette de cinq millions. Depuis trois ans, la dette de la province a augmenté de 13 millions. Pourquoi cette augmentation si la pro-

vince est si prospère? Ah! si nos cultivateurs pouvaient emprunter de l'argent avec autant de facilité que le gouvernement, ils ne s'en iraient pas aux États-Unis en si grand nombre et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) ne pourrait pas dire qu'ils partent à cause de leur ignorance agricole.

On a oublié de dire que, si la dette de la province, qui se chiffre à 57 millions, est moins élevée que celle des autres provinces, la dette municipale et scolaire se chiffre à plus de 300 millions et excède énormément celle des autres provinces du dominion. Le cultivateur doit payer \$4.20 par \$100 en taxes.

L'honorable ministre nous a défini la situation du fermier américain comme peu enviable. Et, cependant, il vient nous dire que nos cultivateurs seraient prospères s'ils pouvaient expédier leurs produits sur ce marché américain où les cultivateurs de l'autre côté de la frontière ne sont pas capables de gagner leur vie. Pourquoi réclamer la réciprocité pour assurer des marchés à nos produits quand ces marchés en ont déjà trop et que la population agricole part par milliers?

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) dit que nos cultivateurs devraient suivre l'exemple des cultivateurs anglais. Mais il a déclaré lui-même qu'ils quittent leur pays par centaines.

Le gouvernement prétend avoir donné plus de \$800,000 aux colons, mais il n'a dépensé en réalité que \$289,000 pour les colons.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Qu'est-ce que l'honorable député fait des \$2,000,000 que nous avons dépensés pour la colonisation?

M. Langlais (Témiscouata): Je vais vous le dire, M. le ministre. Vous avez dépensé cet argent, non pas pour les colons mais en le donnant à des partisans qui l'employaient à payer des salaires pour des travaux sur lesquels le ministre de la Colonisation n'avait aucun contrôle. Ah! on ne fait pas de la colonisation rien qu'en bâtissant des chemins. C'est ce que le gouvernement a fait et, à la façon dont on a dépensé l'argent destiné aux colons, il ne faut pas s'étonner si la colonisation n'a pas fait de progrès en cette province.

Il est vrai que des sommes considérables ont été votées pour la colonisation, mais comment cet argent a-t-il été dépensé? Ouvrez les comptes publics et vous constaterez que 80% des centaines de mille dollars destinées aux colons ont été versées à des entrepreneurs de chemins et à une foule de partisans et que les colons en ont touché tout

au plus 20%. Alors que les contracteurs demandent environ \$20 par mille de chemin, le gouvernement en a payé \$80 ou \$90. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a dépensé à même les deux millions qu'il se vante d'avoir dépensés pour la colonisation, \$73,000 en salaires, \$75,000 en chemins de colonisation, \$35,000 en publicité. Seul le montant de \$289,000 a été dépensé directement pour les colons. Ces derniers n'ont eu que les rebuts.

Appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), il propose que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 30.

---

#### NOTES

1. Le *Star* indique le nombre de 119 municipalités au lieu de 100.

2. L'honorable M. Caron parle pendant au moins deux heures, selon la plupart des journaux.

3. Selon le *Quebec Chronicle*, \$200,000,000.

4. Du nom du président du comité des voies et moyens américain, J. W. Fordney, qui a imposé en 1922 des droits d'entrée aux produits canadiens.

Séance du 16 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Une pétition est présentée devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'Eugène Godin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec & Western Railway Company" (M. Létourneau);

- de The Canadian Pacific Railway Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé avec la cité de Trois-Rivières au sujet d'une nouvelle gare à Trois-Rivières (M. Mercier, Trois-Rivières);

- de Northern Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de Saint-Bernardin de Montréal à transiger avec ladite compagnie et autres au sujet de taxes et impositions (M. Thurber);

- de Montreal Tramway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant son contrat avec la cité de Montréal pour lui permettre de vendre The Terminal Railway (M. Thurber).

Questions et réponses:

**Expropriation d'une partie  
de la propriété  
de A. Blair, d'Ormistown**

M. Smart (Westmount): 1. Le département de la Voirie a-t-il passé un contrat verbal avec Alex. Blair, d'Ormistown, Québec, pour l'achat de sable, et a-t-il dans la suite refusé de se conformer au terme du contrat?

2. Le département de la Voirie a-t-il alors procédé à l'expropriation de certaines parties de la propriété dudit Alex. Blair?

3. Dans l'affirmative: a) quelle quantité de la propriété a été expropriée; b) quel est le prix qui a été payé pour icelle; c) quelle indemnité a été accordée pour les érables de prix qui ont été détruits par l'équipe du département de la Voirie; d) dans l'affirmative, quel montant a été accordé pour chaque arbre?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Non.

2. Le département a exproprié.

3. a) 1.09 acre; b) \$633 avec intérêt à compter du 15 août 1923 jusqu'au jour du paiement; c) le prix de \$633 comprend tous les dommages résultant de l'expropriation; d) la sentence de la Commission des services publics n'indique pas quel montant est accordé pour chaque arbre.

**Octrois aux écoles  
de Joliette, Montcalm et Berthier**

M. Dufresne (Joliette): Quel est le montant des octrois que le gouvernement a donnés à chacune des écoles pour les comtés de Joliette, Montcalm et Berthier, pour les années 1920, 1921, 1922 et 1923?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau aux pages suivantes.)

Comté de Joliette	1919-1920	1920-1921	1921-1922	1922-1923
Grand Rang	\$ 343.29	\$ 387.42	\$ 308.35	\$ 290.98
Joliette, ville	11,655.69	21,667.68	11,632.56	22,616.76
Joliette, ville, diss.	352.45	425.00	465.00	775.00
La-Barrière	55.00	52.25	.....	55.00
Ruisseau Saint-Pierre	.....	.....	.....	13.75
Saint-Alphonse-de-Rodriguez	316.60	439.28	285.99	123.23
Saint-Ambroise-de-Kildare	460.95	455.85	398.91	415.67
Sainte-Béatrice	267.52	309.42	1,356.18	330.03
Saint-Charles-Borromée	396.02	1,757.12	435.99	353.95
Saint-Cléophas	100.01	91.54	101.38	130.85
Saint-Côme	301.79	297.33	373.77	320.35
Sainte-Élisabeth	909.78	840.50	934.41	794.80
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	471.94	474.32	491.82	564.60
Saint-Félix-de-Valois	578.21	570.93	585.41	542.03
Saint-Félix-de-Valois, diss.	1.29	2.47	.....	35.00
Saint-Guillaume	150.00	.....	400.00	46.00
Saint-Jean-de-Matha	1,049.72	1,100.54	604.95	532.64
Saint-Paul	521.24	1,042.07	553.19	651.87
Saint-Thomas	532.10	461.59	442.24	672.25
Totaux:	\$18,463.60	\$30,375.31	\$19,370.15	\$29,264.76

## Comté de Montcalm

Canton Décarie	138.35	76.00	.....	.....
Chertsey	241.67	196.94	230.62	493.88
Kilkenny, Saint-Calixte	287.15	30.00	474.78	542.84
Kilkenny, diss.	.....	.....	.....	153.52
Notre-Dame-de-la-Merci	108.00	102.60	97.50	290.00
Rawdon	420.45	397.22	366.57	64.38
Rawdon, village	.....	.....	.....	1,415.58
Rawdon, diss.	316.80	352.14	346.31	544.36
Saint-Agricole	49.65	45.54	51.74	170.90
Saint-Alexis, par.	464.68	1,117.06	381.63	199.20
Saint-Alexis, village	.....	.....	.....	2,180.90
Saint-Donat	223.22	283.28	227.61	426.43
Saint-Esprit	370.96	1,060.55	538.00	1,233.92
Saint-Jacques no 1	744.09	811.23	773.90	1,188.10
Saint-Jacques no 2	340.21	439.30	411.71	532.19
Sainte-Julienne	159.50	146.22	140.41	121.05
Sainte-Julienne, village	251.55	715.45	158.73	84.24
Saint-Liguori	388.91	363.08	314.52	261.65
Sainte-Marie-Salomé	208.24	212.46	284.32	254.20
Wexford	112.00	118.05	105.71	1,143.38
Totaux:	\$4,825.43	\$6,467.12	\$4,904.06	\$11,300.72

## Comté de Berthier

Berthier, par.	303.21	337.42	552.35	471.67
Berthier, ville	286.42	309.80	129.15	363.34
Île-du-Pas	98.74	164.34	145.28	509.96

Île-Madame	21.62	21.12	23.09	41.94
Île-Saint-Ignace	170.17	143.81	444.36	162.15
Lanoraie	709.89	655.25	601.59	552.12
La-Valtrie	292.78	266.00	249.80	218.80
La-Vérandrye	65.72	71.29	72.58	118.70
Mandeville-Saint-Charles	276.08	356.33	1,559.35	593.65
Prévost, canton	848.10	280.11	1,987.46	647.15
Saint-Barthélemi	918.14	916.97	912.55	830.23
Saint-Cuthbert	639.63	676.40	623.36	1,583.69
Saint-Damien	726.31	353.10	422.53	199.32
Saint-Gabriel-de-Brandon	275.96	239.08	280.76	70.55
Saint-Gabriel-de-Brandon, diss.	52.10	52.62	51.41	62.16
Saint-Gabriel-de-Brandon, village	658.87	651.09	627.23	2,994.16
Saint-Michel-des-Saints	478.01	521.11	1,603.69	895.66
Saint-Norbert	340.70	337.72	379.45	186.19
Saint-Viateur	61.87	44.04	33.26	32.31
Totaux:	\$7,224.32	\$6,397.60	\$10,699.25	\$10,533.75

#### Dispensaire pour combattre la maladie infantile et la tuberculose

M. Dufresne (Joliette): 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'ouvrir dans la cité de Joliette un dispensaire pour combattre la maladie infantile et la tuberculose?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes à ce sujet?

3. Dans l'affirmative, quand le gouvernement se propose-t-il d'ouvrir ce dispensaire à Joliette?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. Oui.

3. Dans le cours de cette année.

#### Pères Augustins de l'Assomption

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### M. J.-Cyril Flanagan

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité per-

manent des bills privés en général.

#### Charte de Laval-des-Rapides

M. Renaud (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Église et presbytère de la paroisse Sainte-Claire de Tétreaulville

M. Renaud (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaulville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Club Saint-Denis

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant le club Saint-Denis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### M. Charles-Auguste Décary

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 autorisant

le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Municipalité scolaire de Grand'Mère

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 aux fins de mieux définir le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### The Empire Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 amendement la charte de The Empire Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Emprunt de MM. N. et F. Rosconi

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 autorisant Napoléon Rosconi et Francis Rosconi, de la cité de Montréal, à faire un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués par feu Francis Rosconi père soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Barreau de la province de Québec

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 15 janvier courant sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte mainte-

nant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Langlais (Témiscouata): Pendant que le trésorier annonce un surplus, les cultivateurs, les colons et les ouvriers ont des dettes. Je me demande aussi pourquoi la dette de cette province a augmenté, de 1920 à 1923, de près de 13 millions, alors que le gouvernement prétend que nous sommes prospères. Les dettes scolaires et municipales dans la province sont de 300 millions, auxquels il faut ajouter les 57 millions de la dette provinciale.

Il y a une contradiction dans le discours du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il dit que les cultivateurs anglais, américains et autres sont prospères et il démontre que ces cultivateurs émigrent en grand nombre.

Il critique les dépenses faites par le gouvernement dans tous les domaines de l'administration et prétend notamment que ces dépenses ont été faites sans discernement et sans contrôle. Il s'attache surtout à faire la critique des dépenses des départements de la Colonisation et de l'Agriculture.

Le ministre de la Colonisation prétend, dans son rapport, avoir dépensé l'an dernier \$2,452,617 pour aider à la colonisation pour la construction de chemins de colonisation, de ponts, d'écoles, etc., etc. La plus grande partie de cet argent a été dépensée surtout pour des chemins, pour 2,700 milles de chemin, sans que le colon ait été autrement aidé dans ses travaux. D'après ce rapport, \$561,000 ont été dépensés en chemins d'hiver et \$680,000 en chemins de roulage. Alors que des entrepreneurs auraient pu faire un arpent de chemin pour \$20, le gouvernement a payé \$80 et \$90 pour un arpent de chemin. Dans le comté d'Abitibi, un traitement spécial a été donné; on a dépensé \$547,363, ce qui fait une moyenne de \$200 par famille.

Sur les \$605,000 qui apparaissent dans les comptes publics pour la colonisation, le gouvernement n'a donné aux colons directement que \$289,000. Il a été dépensé plus de \$300,000 en salaires et dépenses de voyage des employés du département. Le gouvernement a donné aussi cet argent à une foule de partisans et de favoris du Parti libéral, à des gens qui n'étaient pas même responsables au gouvernement. Pour la voirie, depuis 1912, on a dépensé près de \$47,000,000, mais quelle partie de la somme a été donnée directement à la classe agricole?

Il en est de même pour les sommes que le ministre de l'Agriculture prétend avoir dépensées pour aider à l'agriculture. La dépense ordinaire au



département de l'Agriculture cette année fut de \$1,252,000. Combien de cette somme est allé directement à la classe agricole? Cette somme a été employée pour une bonne partie à payer des salaires, des dépenses d'administration et des dépenses de voyage. Ces salaires et ces dépenses de voyage se sont élevés à \$935,636, à déduire du montant dépensé pour les cultivateurs. On a donné près de \$200,000 pour les cercles agricoles; en salaires, \$91,000; en frais de voyage, \$47,000; en frais d'impression, \$17,000, et une dizaine de mille dollars aux juges d'expositions. Les agronomes ont reçu pour leur part en salaires \$85,000; en frais de voyage, \$89,650, et leurs secrétaires ont obtenu \$9,734. Pour les seuls agronomes, le ministre de l'Agriculture a donc dépensé environ \$400,000. Ils coûtent trop cher pour en venir à ne donner que quelques conférences. Le *Journal d'agriculture* a reçu \$30,000. La pépinière de Deschambault a coûté \$75,000. Le garage de la pépinière, à lui tout seul, a coûté \$25,000. Ce tableau démontre que, sur le million et demi destiné à l'agriculture, plus de \$900,000 ont été dépensés en salaires et en dépenses de voyage, tandis que la classe agricole, qui a tant besoin d'argent, n'a reçu que \$500,000 à peine.

**Des voix de l'opposition:** Écoutez, écoutez!

**M. Langlais (Témiscouata):** Combien de l'argent destiné à la colonisation et à l'agriculture a été employé pour retenir les nôtres sur le sol et empêcher l'exode des ruraux vers les États-Unis? Pas un sou n'a été dépensé pour garder ces enfants du sol dans la province de Québec. Ah! M. l'Orateur, je n'attaque pas les employés qui ont touché leurs salaires pour de bons services; ils ne sont pas responsables de ces erreurs d'administration.

On a dépensé beaucoup d'argent, mais combien a-t-on dépensé pour classer les terres des colons comme l'ont tant réclamé l'opposition depuis 20 ans et le congrès de colonisation? Pas un sou! Le gouvernement n'a pas su par sa politique empêcher les colons de s'établir sur des terres arides. C'est le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui attribue à ces terres arides la désertion du sol. Si on avait incendié les terres, on aurait aidé les colons; on aurait peut-être gardé un certain nombre de ceux qui sont partis. Je m'étonne qu'un homme qui dirige depuis tant d'années le ministère de l'Agriculture n'ait pas compris toute l'importance de cette réforme.

Combien d'argent a été pris à même tous les octrois de l'agriculture et de la colonisation pour servir à hausser le crédit des cultivateurs? Le

gouvernement n'a pas aidé à l'établissement d'un crédit agricole pour secourir nos cultivateurs en temps de crise, mais a tenté de créer une mainmise sur les caisses populaires et sur les octrois accordés au peuple. L'opposition faite au crédit agricole provient de la crainte de l'ingérence de la politique dans l'administration des caisses aidées par le gouvernement. Le crédit agricole n'en reste pas moins un besoin essentiel dans une crise comme celle que nous traversons.

Le gouvernement de la province de Québec devrait suivre l'exemple des autres provinces, des autres pays, et aider les cultivateurs à sortir de la crise. Les récoltes ont été mauvaises l'an dernier dans plusieurs régions de la province, de Québec jusqu'à Gaspé, mais qu'a fait le gouvernement pour leur venir en aide?

Combien d'argent le gouvernement a dépensé pour diminuer les taxes alors qu'une telle mesure aurait aidé les cultivateurs à supporter le lourd fardeau des taxes? Il serait mieux aujourd'hui d'aider les cultivateurs à payer les obligations qu'ils ont contractées pour leurs chemins que de payer pour l'entretien des chemins. C'est bien beau de faire des chemins pour les Américains lorsque ces chemins sont bordés de maisons abandonnées et couvertes de planches. Que l'on n'essaie pas de faire croire que j'exagère. Que l'on aille voir, sur les belles routes de la campagne, les maisons placardées de planches.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est pas sérieux.

**M. Langlais (Témiscouata):** Qu'a fait le gouvernement pour créer des marchés aux cultivateurs? A-t-il diminué le tarif des chemins de fer pour le transport des produits agricoles en accordant des subsides aux compagnies ferroviaires? Qu'a fait le gouvernement pour faciliter l'envoi des denrées aux gens de Bonaventure, de Gaspé et de Témiscouata, eux qui en manquent? Combien a-t-on dépensé pour les districts endommagés par les feux de forêt, et dont le gouvernement est d'ailleurs en grande partie responsable pour avoir fait preuve de laxisme en matière de protection contre les incendies?

Combien d'argent fut donné pour les primes de défrichement, combien de lots ont été offerts aux colons qui en avaient besoin et combien de coupes de bois ont été redonnées aux colons? En somme, tout ce que nous avons pour nous consoler, ce sont les touristes américains qui viennent boire dans la province de Québec. C'est à tort que l'on prétend que ces touristes laissent des sommes

énormes à nos cultivateurs. Ce sont les grands hôtels de nos villes qui bénéficient du tourisme. Pendant que les touristes étrangers se promènent ici, nos gens souffrent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas sérieux, ce n'est pas sérieux.

**M. Langlais (Témiscouata)** continue son réquisitoire contre le gouvernement. Il croit que le système d'enseignement agricole a fait bien plus de professeurs que de cultivateurs instruits et que ce système enlève des jeunes gens sur la terre pour en faire des fonctionnaires.

Il affirme que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'est déclaré partisan de la réciprocité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas pour la crème.

**M. Langlais (Témiscouata):** Tout le monde n'est pas de son avis et je lisais hier qu'un homme important, un M. Smith, considère que la réciprocité n'offre aucun avantage aux cultivateurs.

Le ministre a parlé de l'industrie laitière en Australie, en Nouvelle-Zélande. Il a dit que les gouvernements de ces pays réglementent l'industrie agricole. Dans ces pays, le ministre laisse les fabricants libres; il n'intervient pas dans leurs affaires. Ce sont des commissions indépendantes qui régissent l'agriculture. C'est pourquoi cette industrie y est un succès.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je demande pardon à l'honorable député, dans ces pays, le ministre dirige l'administration des établissements. Les lois sont passées par le conseil de direction de l'industrie laitière, qui est formé des ministres de l'Agriculture des diverses provinces de la Nouvelle-Zélande.

**M. Langlais (Témiscouata)** soutient son assertion.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Prouvez-la.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je l'ai prise dans un livre traitant des lois de la Nouvelle-Zélande.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Cela n'est pas suffisant, c'est plutôt vague.

**M. Langlais (Témiscouata):** La Nouvelle-Zélande est un pays privilégié. Il faudrait un retour à l'ancien système dans la province alors que les associations agricoles menaient leurs propres affaires sans l'ingérence du gouvernement. Vous avez enlevé aussi la liberté aux fabricants de beurre et de fromage comme aux cercles agricoles.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami me permettra-t-il une question?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, non. Laissez-le parler.

**Des voix de l'opposition:** Le ministre a eu son tour.

**M. l'Orateur** demande l'ordre.

**M. Langlais (Témiscouata):** Le ministre prétend que la pauvreté du sol a été la cause de l'échec agricole, mais, si le gouvernement s'était chargé de défricher les terres avant de les remettre aux colons et aux cultivateurs en appliquant un bon système de classification des terres, cette situation aurait pu être évitée.

On nous a proposé de la coopération. Mais, en 1922, l'opposition a offert sa coopération au gouvernement pour améliorer le sort des colons et des agriculteurs dans cette province. Elle a fait à la Chambre plusieurs propositions dont l'adoption aurait peut-être évité la crise. Le gouvernement a refusé. Un vote a même été pris et l'offre de coopération a été rejetée par les députés ministériels. En 1915, le chef de l'opposition actuel a fait les mêmes offres au gouvernement et on les a refusées. Du temps de MM. Tellier et Prévost aussi des demandes d'aide spéciale ont été faites, mais le gouvernement ne les a pas écoutées.

**M. l'Orateur,** nous sommes encore prêts à coopérer. Nous demandons encore l'abandon du patronage politique et de la mainmise du gouvernement sur l'agriculture et sur la colonisation. Nous sommes prêts à voter toutes les lois destinées à aider les colons. Nous sommes prêts à arrêter la politique dispendieuse de la voirie pour aider à solutionner la crise agricole. Nous sommes prêts à coopérer si les surplus du trésorier ne sont pas qu'apparents, mais se traduisent par une amélioration des conditions économiques de la province. Nous sommes prêts à conférer avec le gouvernement pour que l'argent destiné aux colons ne soit pas dépensé autrement. Car, en somme, c'est le colon qui enrichit notre province, bien plus que les

surplus du trésorier. Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement dans ce sens et à lui donner toute l'assistance nécessaire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) n'a pas tiré des conclusions qui découlent de ses prémisses. Ses critiques sont beaucoup plus fantaisistes que sérieuses et, après avoir parlé comme il l'a fait, son offre de coopération ne peut être sérieuse. Certes, c'est le rôle de l'opposition de critiquer. Mais nous ne sommes pas ici sur des "hustings". Nous sommes en cette Chambre 85 représentants du peuple, appelés à étudier les lois et l'administration de la province. Il me semble que nous devrions discuter comme des hommes sérieux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On n'est pas sérieux sur les "hustings".

**Des voix ministérielles:** Écoutez, écoutez!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les discours que l'on doit entendre ici doivent reposer sur des faits positifs et non pas sur des faits créés de toutes pièces par l'imagination.

L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) nous a reproché hier l'augmentation de la dette. Or cette augmentation est due aux emprunts que nous avons faits pour les travaux de voirie et pour ceux de la colonisation, 40 millions pour la voirie et 7 millions pour la colonisation. La dette a été augmentée la dernière fois par un emprunt de cinq millions pour fins de colonisation. Ce n'est pas là une politique nouvelle. Elle date de 1912. Nous avons demandé à la Chambre l'autorisation de faire ces emprunts et la Chambre les a approuvés. L'électorat aussi à maintes reprises les a également approuvés. Il savait que l'on allait par ce fait augmenter la dette, mais personne n'ignorait que cette augmentation était légitime.

Le député de Témiscouata condamne la politique de voirie du gouvernement. Pourtant, la province de Québec a le droit de se réjouir des bonnes routes dont le gouvernement l'a dotée. La route, d'ailleurs, n'est-elle pas à la base du progrès d'un pays? C'est ce que le gouvernement a compris et c'est pourquoi il n'a rien négligé pour développer dans la province un réseau qui fait notre orgueil.

L'honorable député a dit que tout ce que nous avions dans cette province, ce sont des routes pour les Américains. M. l'Orateur, est-ce une parole sérieuse? Les routes, nous les avons cons-

truites, non pas seulement comme le prétend le député pour le plaisir des Américains, mais pour le développement de nos centres ruraux. La province de Québec a des routes dont elle est fière. Elle est à la tête des provinces du dominion au point de vue de la construction des chemins. Toutes les provinces nous envient nos bonnes routes. Elles ne servent pas seulement aux touristes, qui nous apportent de l'argent, mais aussi à nos cultivateurs pour apporter leurs produits dans les villes. Nos cultivateurs en sont contents et ils ont approuvé très souvent déjà la politique qui leur a valu ces améliorations. Un homme sérieux ne viendrait pas prétendre sérieusement que nous avons eu tort de dépenser \$17,000,000 pour les chemins et les colons. Ces dépenses ont empêché plusieurs de nos cultivateurs de quitter la province, car l'argent dépensé pour les routes est retourné dans leurs poches.

Le gouvernement est-il plus condamnable qu'il ne l'a été pour ses dépenses dans la voirie, en ayant contracté un emprunt de cinq millions pour les fins de la colonisation? Le département de la Colonisation peut-il d'un autre côté administrer sans qu'il y ait les frais que nous a reprochés le député de Témiscouata? Frais d'inspection, de voyage, d'administration, etc. On nous reproche en particulier les frais de voyage de nos inspecteurs, qui auraient été de \$293,000. Ce n'est pas pour dépenser cette somme que nos inspecteurs ont voyagé, mais c'est pour bien dépenser \$2,293,000 pour fins de colonisation. On est allé leur porter ces millions chez eux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'espère qu'il y a d'autres raisons pour justifier ces dépenses.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'y reviendrai bientôt. Le député de Témiscouata (M. Langlais) dit que rien n'a été fait directement pour les colons. C'est une assertion gratuite et qui ne peut être basée sur aucun fait. Au contraire, tout ce que nous avons dépensé en argent est allé au colon. On n'a fait que des chemins, prétend-on. Vraiment, on dirait que l'honorable député de Témiscouata n'a jamais vu une région de colonisation. S'il visitait nos régions de colonisation, il verrait les réalités de la colonisation. Je regrette d'être obligé de le lui dire, mais mon honorable ami a parlé comme un homme qui ne connaît pas ce que sont les réalités de la colonisation.

Si mon honorable ami avait visité nos régions, il saurait que le premier besoin d'un colon, ce n'est pas une prime de défrichement ou des grains de semences, mais des chemins. Les

chemins sont indispensables au colon. Or, de ce côté, le gouvernement a fait son devoir, puisqu'il a ouvert, depuis deux ans, au-delà de 6,000 milles de chemins et qu'aujourd'hui on peut affirmer qu'il n'y a pas un colon qui n'ait son chemin à sa porte. Avant cet emprunt de cinq millions, nous étions, sous ce rapport, quelque peu en retard; il a fallu nous reprendre, et l'on sait quels ont été les résultats de notre politique de ce côté.

La colonisation a marché depuis quelques années à pas de géant. Voyons ce qui s'est passé dans l'Abitibi par exemple. C'est la région maîtresse de colonisation. Celle-ci y a progressé à vue d'oeil; des routes maintenant traversent toute cette région dans sa longueur. Plusieurs nouvelles paroisses ont surgi, 16 en tout, et il y a en outre 10 groupes de colons sur le point de se former en paroisses. Que le député de Témiscouata s'y rende et il pourra constater par lui-même le travail que nous avons accompli. Nous constatons la même chose partout ailleurs, dans toutes les régions de colonisation, au Lac-Saint-Jean, dans Bonaventure et la vallée de la Matapédia.

Mais nous n'avons pas fait que des chemins. Nous avons fait bien d'autres choses pour les colons directement. C'est ainsi que nous avons contribué à la construction de 89 écoles et de plusieurs écoles-chapelles dans les centres de colonisation. La construction de ces écoles, grâce à l'entente que nous avons eue avec le département du secrétaire provincial, ne coûte pratiquement rien au colon. Le gouvernement paie les 4/5 du coût de l'école des colons.

L'an dernier, nous avons créé un service d'inspection. Nous avons 73<sup>1</sup> inspecteurs dans la province. Ils visitent les colons et les lots. Ils voient à ce que tous les travaux soient bien faits et ils nous font rapport. Ils aident au service des primes de défrichement et de l'émission des lettres de patentes. Ce service seul a valu au colon les plus grands avantages.

Nous avons distribué gratuitement des graines de semences. On nous reproche de n'avoir rien fait pour empêcher nos gens de partir pour les États-Unis. Que de colons cette simple distribution de graines de semences a empêchés de partir! Si nous n'avions pas donné des graines de semences, un grand nombre de colons auraient été obligés de quitter les terres qu'ils avaient si courageusement défrichées.

Le député de Témiscouata prétend aussi que nous n'avons rien fait pour les victimes des feux de forêt. Il n'a rien vu sous ce rapport dans les comptes publics. Voici donc un petit aperçu qui pourra l'édifier. Des secours ont été distribués

dans divers comtés où les feux de forêt ont causé des dommages; nous avons donné l'an dernier dans Bonaventure \$11,712.47<sup>2</sup>; dans Gaspé, \$1,500; dans la Matapédia, pour le canton Langis, \$3,000. Dans le comté de mon honorable ami, dans Témiscouata, représenté par un adversaire du gouvernement, nous avons fait mieux que cela. Nous avons donné \$27,000<sup>3</sup>.

**M. Langlais (Témiscouata):** L'honorable ministre peut-il dire combien il y avait de sinistrés dans Témiscouata?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y avait des sinistrés aux Étroits. Je comprends que mon honorable ami ne le sache pas. Il ne s'en est pas occupé. C'est nous qui avons travaillé pour lui.

**M. Langlais (Témiscouata):** Il y avait des millions de pertes.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ah! nous savons qu'il y a eu beaucoup plus de pertes que pour le montant payé par le gouvernement. Vous ne pensez pas que le département puisse dépenser des millions en dédommagement des feux de forêt? Si un colon subit une perte de \$15,000 à la suite d'un feu, allons-nous le dédommager pour cette perte? Mais dans l'aide aux sinistrés, c'est Témiscouata, c'est le comté de mon honorable ami qui a reçu le plus. Témiscouata a aussi reçu pour plusieurs milliers de dollars de graines de semences.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** En plus des \$27,000 que vous avez donnés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ah! je vois bien que l'honorable député de Témiscouata ignore même ce que le ministre de la Colonisation a fait dans son comté.

Pour garder nos gens chez nous, nous avons fait encore bien des choses. Nous avons aidé par exemple au drainage des terres. Nous avons contribué, de concert avec le département de l'Agriculture, à l'établissement de beurreries et de fromageries dans les centres de colonisation. Nous avons commencé même des labourages avec un tracteur dans les terres difficiles détenues par des colons et nous continuerons cette politique en l'accentuant davantage. Tout cela, afin d'aider le plus possible le colon à cultiver sa terre.

Nous avons accordé des primes de défrichement à raison de \$4 l'acre jusqu'à concurrence de cinq acres. Ce n'est pas considérable, mais c'est un

commencement. Nous saurons par la suite développer cette aide directe au colon. Quoi qu'il en soit, cette politique de primes a obtenu des résultats considérables. Grâce à elle, le nombre d'acres de terre défrichés a augmenté d'une façon très sensible. En 1922, nous avions 25,000 acres d'abatis prêts à être ensemencés. En 1923, nous en avions 30,000. En 1922, nous avions 40,000 acres d'abatis non complétés et en 1923 nous en avions 35,000. En 1922, nous avions 146,000 lots en culture et en 1923 nous en avions 360,000.

Nous avons aussi fait directement pour le colon des défrichements partiels et construit des maisons sur ces défrichements. Nous n'avons pas développé ce programme sur une grande échelle parce que nous ignorons encore s'il plaira au colon. Quoi qu'il en soit, dans Chicoutimi, par exemple, toutes les maisons que nous avons construites ont été vendues d'avance.

**M. Langlais (Témiscouata):** Qu'avez-vous fait pour garder les enfants du sol?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Dois-je rappeler notre programme de propagande intensive pour le retour à la terre, la distribution de nos brochures partout? Nous avons pris part aux expositions; nous avons organisé des excursions dans les régions de colonisation. Si le député de Témiscouata (M. Langlais) était allé à l'une de ces excursions, il aurait peut-être fait comme plusieurs colons qui y ont pris part et serait resté dans l'Abitibi.

**M. Langlais (Témiscouata):** J'y suis allé après.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, mais vous y êtes allé les yeux fermés, car vous n'avez pas vu les progrès réalisés.

**Une voix de l'opposition:** C'est du "husting", ça.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah, ah! Cela ne ressemble pas à un homme d'État.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nos excursions ont remporté un magnifique succès. Un grand nombre de colons se sont établis dans l'Abitibi, la région où il se fait le plus de colonisation en ce moment.

Dans leurs voyages critiqués par le député de Témiscouata (M. Langlais), les employés de mon ministère accomplissent du bon travail et

rendent de précieux services aux colons.

**M. Langlais (Témiscouata):** Ils ne sont pas contrôlés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je repousse cette affirmation. Les dépenses dans la construction des chemins de colonisation comme ceux de la voirie sont bien contrôlées. Nos inspecteurs, nos agents, tous nos employés sont contrôlés et nous donnent de bons services. Oh! il peut y avoir des exceptions, des cas particuliers, mais nos employés sont fidèles et rendent de grands services à leur province. Nous avons un service d'inspection complet et qui est constamment au travail. À la tête de chaque district, nous avons un inspecteur des travaux de colonisation. Nous contrôlons également les travaux faits par les particuliers. Enfin, nous faisons constamment voyager nos inspecteurs afin qu'ils voient à ce que les travaux soient bien faits. Dans plusieurs cas, les travaux sont faits à la journée. Les entrepreneurs sont assermentés et sont des gens honnêtes. Il peut arriver que le département soit trompé, mais dans 90% des cas il ne l'est pas.

Quant au coût de construction des chemins que l'on nous reproche, personne ne prétendra exagérée la moyenne de \$3,000 par mille. Et avec ce prix nous faisons de très beaux chemins. D'autres routes coûteront naturellement plus cher, parce qu'elles sont plus difficiles à confectionner. Ainsi en est-il du chemin maritime dans Gaspé et du chemin Brassard dans la Matamini<sup>4</sup>. Ces chemins coûtent cher à cause des conditions de terrains, il est vrai, mais ce sont des oeuvres nécessaires pour les colons.

On nous dit que toute notre politique n'a pas eu de résultats. N'est-ce pas un résultat que l'ouverture de 48 nouvelles paroisses dans moins de quatre ans? Et toutes ces paroisses sont érigées dans toutes les régions de colonisation de la province. Voilà des oeuvres et voilà des résultats d'une bonne administration. Le département de Colonisation a bien travaillé dans l'intérêt de la province et il a bien mérité de la patrie.

Mais ce n'est pas tout, et nous avons fait encore autre chose pour garder les jeunes gens chez nous. Je suis heureux de le signaler à l'honorable député de Témiscouata. Ainsi, dans les régions de Gaspé, pour venir en aide aux colons et pour nous rendre à une demande des autorités religieuses de ce district, nous avons ouvert, dans Bonaventure, le canton Cox, qui avait été dévasté par le feu et dont nous avons ensemencé les terres de mil et de trèfle; et nous offrirons

prochainement aux colons ces ensemencements. Nous avons dépensé pour cela \$10,582.

Le député de Témiscouata (M. Langlais) se plaint aussi des dépenses du département de l'Agriculture, en particulier de ce que coûtent les agronomes. Ces officiers rendent et ont rendu de grands services aux cultivateurs qui sont incapables d'aller au collège, en les aidant de leurs connaissances et de leurs conseils. C'est en somme l'éducation agricole qui doit aider le plus le cultivateur et les dépenses qu'on fera de ce côté sont absolument nécessaires. Sur ce chapitre, le député de Témiscouata devrait faire de la critique constructive au lieu de se livrer à ses critiques négatives et injustes.

Nous nous étudions en somme à trouver des remèdes à la désertion du sol. Ce mal n'existe pas seulement ici; il existe partout. On s'en plaint depuis 50 ans en France. C'est un fait mondial. Ses causes échappent aux gouvernements. On devrait le reconnaître et nous avons fait tout en notre possible pour les entraver chez nous. Si nous n'avions rien fait, on se demande quel eût été le résultat. Si les ministères de la Colonisation, de l'Agriculture et de la Voirie n'avaient pas fait les dépenses qu'ils ont faites, nous aurions eu une plus grande désertion du sol. De plus, les travaux que nous avons faits dans ce sens ont porté coup double, puisqu'ils ont permis à nos cultivateurs et à nos colons de gagner de l'argent.

Du côté de la voirie, nous avons usé des mêmes méthodes et, plus particulièrement, du même contrôle des travaux.

Une nouvelle cause, à mon sens, de la désertion du sol, c'est la loi des faillites, qui a causé beaucoup de tort à la classe agricole et qui empêche le cultivateur d'emprunter aux conditions ordinaires ou sur hypothèque l'argent dont il a besoin, car les gens de la finance hésitent à lui prêter de l'argent. Nous avons réclamé le rappel de la loi de faillite à Ottawa. À deux occasions, la Chambre a voté une résolution pour en demander le rappel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): A-t-elle été rappelée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, la majorité de la Chambre à Ottawa n'a pas voulu la rappeler.

L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) suggère la création d'un crédit agricole. Nos cultivateurs ont besoin d'argent, c'est incontestable. Je serais bien aise, pour ma part, de trouver un mode de crédit quelconque. Mais on nous dit

que c'est là un remède qui n'a pas donné de résultat ailleurs. Il a donné lieu à de nombreux abus. L'an dernier, par exemple, au Manitoba, 42% de ceux qui avaient emprunté de l'argent n'ont pu même payer leurs intérêts.

M. Plante (Beauharnois): La France et l'Allemagne ont été sauvées par le crédit agricole. Toute la haute finance a intérêt à combattre l'établissement d'un crédit agricole.

Des voix: Non, non.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tous les témoins à l'enquête parlementaire sur ce sujet se sont prononcés contre le crédit gouvernemental. Il s'est trouvé même que nos cultivateurs n'en veulent pas. On nous a dit que le meilleur remède, nous le trouverions dans les caisses populaires. C'est un problème difficile que le gouvernement étudie. Nous ne demandons pas mieux que de trouver un moyen d'aider les cultivateurs. Nous avons prouvé dans le passé que nous voulions les aider; nous continuerons. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) est très dévoué pour l'agriculture. Je crois qu'on ne peut reprocher sincèrement au gouvernement de n'avoir rien fait pour aider l'agriculture et la colonisation. Notre ambition est d'aider les nôtres à conquérir les milliers d'acres de terre inhabités. À cette oeuvre, qui est à la base du développement général du pays, le gouvernement est dévoué de tout son cœur et de toute son âme.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je tiens tout d'abord à relever l'affirmation de l'honorable ministre qu'il y a une différence entre un discours de "husting" et un discours en Chambre. Nous devons la vérité au peuple aussi bien en cette Chambre que sur les "hustings". Les déclarations du récent congrès de colonisation ont démontré que tout n'est pas parfait dans la politique du gouvernement.

La politique de la voirie d'abord est désastreuse. L'honorable ministre n'a pas nié que des sommes considérables ont été dépensées sans contrôle au ministère de la Voirie, pour construire des chemins que nous sommes obligés de réparer aujourd'hui à des prix exorbitants.

On a parlé des lois de faillite. Il y a des cultivateurs qui n'auraient pas dû faire faillite, mais la loi de faillite n'est pas la cause de la désertion des campagnes.

Le discours du budget ne représente pas une situation aussi brillante que celle que le trésor-

rier a dépeinte. Je ne crois pas me tromper en disant que ce discours n'a pas satisfait. Dans les villes et les petits centres, notre population, abandonnant petit à petit l'esprit de parti, commence à voir les causes du malaise et à s'apercevoir que les promesses libérales ne valent pas grand-chose. Elle saura réaliser que, malgré les promesses libérales d'autrefois, malgré les prétendus surplus de l'administration, les charges qui pèsent sur elle n'ont pas été et ne sont pas diminuées, qu'au contraire elles ont été augmentées, que, durant le dernier exercice, l'on a dépensé des sommes folles, énormes, sans le vote du Parlement, pour un montant d'environ \$5,000,000 en sus des prévisions budgétaires de la dernière session et que la dette publique, malgré les promesses libérales de réduction de 1897 et maintes fois réitérées depuis, malgré les surplus et le gros commerce de liqueurs du gouvernement, augmente par sauts et par bonds et qu'elle dépasse actuellement \$60,000,000. Je crains que le peuple ne se révolte ni plus ni moins quand il apprendra comment le gouvernement augmente la dette. Je suis convaincu que, lorsqu'il se sera rendu compte du sans-gêne avec lequel le gouvernement augmente cette dette, ce dernier verra ses jours bientôt comptés.

Le temps est venu où il nous faut mettre une fin à cette danse des millions. Il y a bien longtemps que l'on a sérieusement entendu parler de réduction de la dette provinciale. Cela me rappelle la politique énergique et nécessaire que dut employer un homme qui vient de descendre dans la tombe chargé d'années et de mérites, Sir Olivier Taillon. M. Taillon fut appelé à remplacer un gouvernement libéral qui avait dissipé l'argent de cette province et il dut imposer des taxes pour combler les déficits. Que fit alors le Parti libéral? L'opposition qui le représentait de ce côté-ci de la Chambre protesta et dénonça les taxes. Elle traita alors les conservateurs de taxeurs et de traîtres et agita si bien les préjugés que le peuple se laissa aveugler et crut aux libéraux qui dénonçaient les taxes et promettaient de les abolir. C'est ce que disaient les brochures électorales des libéraux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
En quelle année?

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** C'était en 1897. Qu'a fait le Parti libéral depuis? Les taxes que ces messieurs dénonçaient alors avec tant de vigueur comme injustes, vexatoires, oppressives - il cite alors un article du *Soleil* de mai 1897 - et pourtant si nécessaires alors, qu'en ont-ils fait depuis qu'ils proclament les surplus et prétendent

nager dans l'argent? Ils les maintiennent, les modifient pour les augmenter et en ajoutent de nouvelles. Ils ont tout taxé. En 1897, la loi relative aux écoles de réforme et d'industrie était décriée alors qu'elle rapportait \$923.70. Le gouvernement l'a maintenue et il lui a fait rapporter, en 1923, \$182,616.25. En 1897, la loi relative aux asiles d'aliénés donnait un revenu de \$9,342.57. Après l'avoir condamnée dans l'opposition, les libéraux l'ont majorée et ils en ont tiré, en 1923, \$586,091.08.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Qui l'avait établie, cette taxe?

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Mais vous aviez promis de l'abolir, sinon vous, du moins vos prédécesseurs. Prenons une autre taxe...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Prenons donc la taxe des transports d'immeubles.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Prenons la taxe des successions, si dénoncée en 1897. Elle rapportait alors \$229,441.72; en 1923, nos taxeurs en ont retiré \$2,620,336.82.

**Des voix ministérielles et des bruits à droite**  
se font entendre.

**M. Renaud (Laval):** Ça chatouille. (Applaudissements et rires)

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Le Parti libéral prétend ne taxer aujourd'hui que les riches. Est-ce taxer uniquement les riches que d'augmenter les frais judiciaires comme les libéraux l'ont fait depuis plusieurs années?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le tarif a été augmenté en faveur des avocats.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Il n'appartient pas au premier ministre de venir critiquer le tarif des avocats après avoir élevé le tarif des timbres. C'est le cabinet des ministres qui a changé ce dernier tarif qui pèse lourdement sur les pauvres. Ce n'est pas d'hier que l'on augmente les tarifs judiciaires. Le gouvernement a remanié à plusieurs reprises, spécialement en 1902, 1906, 1910, 1913, 1914, 1915 et 1921 - il cite la *Gazette officielle* à cet effet - les tarifs judiciaires, de façon à les augmenter, à les majorer et à en retirer le plus de revenus possible. Pour pouvoir taxer plus à son aise, le gouvernement s'est fait autoriser par

ses partisans, en 1909, à taxer par ordres en conseil, dépouillant cette Chambre du droit constitutionnel qu'elle possède de déterminer le chiffre des impôts qui frappent le peuple.

Il cite aussi un article de *l'Événement* de 1915, reprochant au gouvernement du temps de créer de nouvelles charges pour les justiciables. Les taxes et les timbres judiciaires, dit-il, fournissent la preuve du souci constant du gouvernement de pressurer le pauvre, l'artisan et l'ouvrier.

Le premier ministre actuel a été à une bonne école. Fort de l'amendement de 1909, sans le consentement du Parlement, il a augmenté récemment de 50 à 300% les taxes judiciaires. Le tarif des greffiers de la paix et des greffiers des juges de paix a été modifié et augmenté par arrêtés ministériels le 12 février 1921. L'original d'une sommation a été porté de 20 cents à \$1.10; la copie d'une sommation, de 10 cents à 30 cents; le mandat d'emprisonnement, de 30 cents à \$1.20; le mandat de saisie, de 30 cents à \$1.20; l'original du cautionnement, de 30 cents à \$1, etc., etc. Avec toutes ces nouvelles taxes imposées aux avocats, les revenus des timbres judiciaires ont varié comme suit: ils rapportaient \$177,426.80<sup>5</sup> en 1897 et donnent au gouvernement, en 1923, \$591,120.20. Les honoraires, à l'exclusion des timbres qui rapportaient en 1897 \$9,654.38, rapportent au gouvernement en 1923 \$27,442.47; les timbres d'enregistrement, \$63,875.90 en 1897 et \$281,467.54 en 1923. Ce qui, proportionnellement à la population, représente une augmentation de 150%, de 120% et de 213%.

Le premier ministre rit. Il a tort. Eh bien, moi, je ne ris pas, car c'est le peuple qui paie. Et, quand le peuple se sera rendu compte de ce qui se passe, le premier ministre cessera de rire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous rions depuis 1897.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande l'ordre.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) croit de son devoir de protester contre toutes ces augmentations de taxes avec toute l'énergie dont il est capable. Il cite d'autres statistiques de 1897 et de 1923.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il serait intéressant de savoir les dépenses de l'administration de la justice pour ces deux dates-là. N'ont-elles pas augmenté en même temps que les timbres judiciaires?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous savons que le gouvernement sait dépenser.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Oui, le gouvernement a beaucoup dépensé. Il a payé cher pour des palais de justice, mais les employés qui y travaillent ne sont pas payés comme ils le méritent. Ce ne sont pas les fonctionnaires qui ont bénéficié le plus de l'augmentation de dépenses. Le premier ministre le sait si bien qu'il a nommé une commission pour s'enquérir des griefs des employés. On nous promet son rapport pour cette session-ci. Je l'espère et j'espère que les employés auront justice.

Tout a augmenté. Pour obtenir un bref d'habeas corpus, il en coûtait \$13 autrefois dans le district de Québec, que le premier ministre connaît bien. Il en coûte \$19 aujourd'hui.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est pas cher pour sortir de prison.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): J'espère que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) n'aura jamais besoin d'y avoir recours.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Si vous arrivez au pouvoir, je ne suis pas du tout rassuré sur ce qui pourrait bien m'arriver, je pourrais bien en avoir besoin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous punirons les coupables dans ce temps-là.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) continue l'énumération de taxes nouvelles imposées en vertu de la loi des licences de Québec et des autres taxes sur les agents d'assurances, sur les assurances mutuelles contre les incendies, sur les véhicules-moteurs, sur les commissaires de la Cour supérieure. L'on taxe aussi les théâtres, les champs de baseball, les salles de danse, etc. Je ne prétends pas que ces taxes sont injustes. (Applaudissements) Toutes ces taxes sont justes, mais combien d'autres ne le sont pas et j'estime que le gouvernement aurait dû profiter de ces taxes pour alléger le fardeau des taxes judiciaires et d'autres qui pèsent sur le pauvre. Les libéraux perçoivent plus de taxes que les conservateurs, après les avoir blâmés d'en avoir imposé.

Nous ne sommes pas à l'abri de nouvelles taxes. On est rendu, dans la province de Québec, à se demander s'il y a vraiment un individu ou une chose que la taxe n'atteint pas. Le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) en a annoncé une ré-



cemment à Sherbrooke. Heureusement que l'honorable premier ministre est venu à sa rescousse en expliquant qu'il avait été mal compris. Et, d'ailleurs, le projet a dû être remis à plus tard, vu, si on en croit la rumeur, les fortes besognes, d'ordre plus personnel, auxquelles l'honorable trésorier a eu à faire face durant ces derniers temps à Sherbrooke et qui n'en ont pas moins exigé tout le concours de ses collègues, sans excepter l'honorable premier ministre. N'espérons pas qu'il nous apporte cette nouvelle taxe comme cadeau de Noël l'an prochain.

Mais, comme je le disais au commencement de mes remarques, le peuple, qu'on s'est toujours efforcé de "rougir" à blanc, commence à voir clair, et le résultat des élections du 5 février dernier en est la preuve. L'on cherche en d'autres lieux à faire croire que l'on a soulevé Montréal contre les campagnes. C'est habile de la part du gouvernement, mais c'est contraire à la vérité. Montréal s'est prononcée sur la politique générale du gouvernement, ainsi que les villes de Québec, Sherbrooke, Valleyfield, Trois-Rivières où notre ami Duplessis a failli l'emporter dans une lutte de huit jours et sans organisation.

Non, M. l'Orateur, le gouvernement aura besoin de changer sa politique générale, de faire des modifications importantes et des améliorations dans son administration, ainsi que des retranchements considérables dans ses dépenses, s'il veut mériter la confiance de l'électorat et s'il persiste dans l'impénitence finale. Espérons que le peuple, à la prochaine occasion, saura chasser du pouvoir ceux qui en sont indignes.

M. Ouellet (Dorchester) propose que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que cette Chambre suspende ses travaux. Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Formation des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de

M. Bertrand soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général et que le nom de M. Lamoureux soit ajouté à la liste des membres du comité du code municipal.

Adopté.

#### Statistiques de l'enseignement, 1922-1923

L'honorable M. David (Terrebonne), secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1922-1923. (Document de la session no 11)

#### Statistiques municipales pour l'année 1922

L'honorable M. David (Terrebonne), secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1922. (Document de la session no 18)

#### Subsides

La Chambre continue le débat ajourné ce jour sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Ouellet (Dorchester) commence par réclamer l'indulgence de la Chambre. Il ne peut pas admettre que le gouvernement ne mérite pas la gratitude de la population de la province pour les progrès accomplis sous l'administration libérale. À entendre les députés de l'opposition dans leurs grands discours pathétiques, sinon éloquentes, le gouvernement n'aurait absolument rien fait de bien dans aucun domaine de l'administration. Quant à moi, le sentiment que j'éprouve à l'adresse du gouvernement n'est pas un sentiment d'adoration, mais de reconnaissance pour chacun de ceux qui, dans 15 années, ont fait la province ce qu'elle est actuellement.

On nous a parlé des grands hommes d'autrefois dans le Parti conservateur, mais nous avons à regretter que ces grands hommes n'aient pas trouvé le moyen de réaliser les aspirations de la population d'alors et de donner à la province une administration solide.

Le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) prétend que le gouvernement n'a rien fait. Il n'est assurément pas de l'avis du peuple, et plus particulièrement de l'opinion du peuple rural qui,

à maintes reprises, s'est déclaré, très éloquemment, on ne peut plus satisfait de l'oeuvre du gouvernement accomplie dans les conditions tout à fait spéciales où nous vivons. Et le peuple des campagnes a fait ces déclarations absolument librement. Une preuve, c'est que, pour ma part, dans mon comté dont les attaches étaient naguère au Parti conservateur, faisant la lutte à un adversaire considérable, préfet du comté, le peuple m'a élu sans qu'il m'en ait coûté un seul sou.

Qu'a fait le gouvernement? Il a fait des oeuvres qu'il est juste de reconnaître, particulièrement dans les domaines de la colonisation et de la voirie, de l'instruction publique et de l'agriculture. En ce qui regarde l'instruction publique, le gouvernement a aussi bien encouragé l'instruction primaire que l'éducation secondaire dans les grandes écoles. Je remercie le secrétaire provincial qui a permis, par de généreux octrois, de soutenir dans des parties pauvres de mon comté des petites écoles qui auraient sans cela fermé leurs portes. Je tiens cependant à faire remarquer que le nouveau programme est encore trop chargé et j'espère que l'on viendra à baser tout le programme sur l'instruction agricole.

Contrairement au député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), je suis d'avis que la loi des faillites est l'une des causes principales de la désertion du sol. Je crois connaître cette question des cultivateurs vis-à-vis de cette loi aussi bien que le député de Montréal-Laurier qui, lui, semble ne pas trop connaître ce qui se passe à la campagne. Ce que je fais remarquer, je l'ai observé par expérience. Dans mon comté, il y a eu de nombreuses faillites à cause de cette loi. Cette loi a été néfaste et le gouvernement fédéral qui la rappellera fera quelque chose de bon pour nos populations. Elle empêche le cultivateur de pouvoir obtenir de l'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi n'a-t-elle pas été rappelée?

M. Ouellet (Dorchester): C'est au gouvernement fédéral à la rappeler.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais c'est le même chef.

M. Ouellet (Dorchester): Le gouvernement fédéral saura prendre ses responsabilités, je l'espère.

On ne s'accorde pas toujours sur les questions de crédit. En principe, le crédit est désastreux pour le cultivateur. Le crédit est ruineux...

M. Duranleau (Montréal-Laurier): C'est ce que j'ai dit dans mon discours.

M. Ouellet (Dorchester): Alors, c'était la meilleure partie de votre discours.

Il se prononce contre l'établissement d'un crédit agricole d'État et préfère le crédit par l'entremise des caisses populaires, dont il voudrait une plus grande et plus rapide expansion dans la province. Il se demande si le gouvernement ne pourrait pas venir en aide à ces caisses, du moins dans leur organisation. Ainsi, il aimerait que l'on s'entende avec les directeurs de ces caisses afin qu'ils puissent recevoir l'aide du gouvernement pour aider les cultivateurs plus efficacement. Il voudrait, en principe, que tout ce qui vient de la terre puisse retourner à la terre sous forme de profits.

La voirie semble le gros cheval de bataille de l'opposition. On a augmenté la dette de 40 millions pour la voirie. Cette augmentation est considérable. Mais quand cela serait, où est le mal? Était-ce une surprise? Quand la loi à cette fin a été passée, on s'y attendait. Les Chambres l'ont approuvée. Le peuple également lui a donné son approbation. Tout ce à quoi, alors, l'opposition s'objectait, c'était la question de classification. Mais le temps n'était pas arrivé pour cela. Il fallait attendre. Et c'est fait maintenant. Dans cette question des développements de la voirie, il faut procéder lentement et prudemment.

Je préférerais que l'on use surtout de la loi de 50% au lieu de celle du 3%, car alors les municipalités seraient moins portées à s'endetter. Mais si certaines municipalités se sont déjà endettées et ont fait trop de chemins, ce n'est assurément pas la faute du gouvernement. Le gouvernement ne les y a pas forcées. Les municipalités ont leur autonomie.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Pas à Montréal.

M. Ouellet (Dorchester): Je laisse aux députés de l'île de Montréal le soin de régler ce point ensemble. Je délèguerai mes pouvoirs à mon honorable ami de Saint-Louis (M. Bercovitch). Mais ce n'est pas une raison pour que l'on arrête, comme on l'a suggéré, les travaux de la voirie. Les municipalités qui ont fait plus prudemment les choses ne doivent pas payer les frais de celles qui ont été imprudentes. On pourrait prolonger le délai pour le paiement des sommes avancées aux municipalités par le gouvernement et le remboursement pourrait être réparti sur 80 ans au lieu de 40 ans.

On a dit que l'on n'a rien fait pour la colo-

nisation. Personne raisonnablement ne peut affirmer qu'il ne s'est rien fait de ce côté. La colonisation a fait de grands progrès sous l'administration actuelle et l'argent que l'on a dépensé, on l'a dépensé avec sagesse et prudence. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) n'a pas jeté l'argent par les fenêtres. Chez nous l'argent a été dépensé de la façon la plus économique, dans le comté de Dorchester.

Puisque le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) se préoccupe tant des cultivateurs et parle si longuement de l'augmentation des tarifs judiciaires, il pourrait poser un beau geste comme membre brillant du barreau: ce serait pour lui de présenter devant le barreau une suggestion diminuant ces tarifs et c'est ainsi qu'il aurait fait pour le colon un beau geste qu'il applaudirait avec plaisir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que le premier ministre en fasse autant!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Attendez de voir ce qu'il va dire.

M. Ouellet (Dorchester): Puisque l'honorable député de Laurier (M. Duranleau) trouve que les tarifs judiciaires sont trop élevés, pourquoi ne fait-il pas une requête au barreau...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au bâtonnier<sup>6</sup>.

M. Ouellet (Dorchester): ... afin de faire diminuer les tarifs judiciaires? Je crois cependant que la taxe d'enregistrement est juste et raisonnable.

La Chambre sait que je ne suis pas un partisan bouillant et que je ne parle pas beaucoup, mais elle trouvera juste que je trouve énormément de bon dans l'administration actuelle. Personne ne peut nier, par exemple, l'oeuvre du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), qui est un homme d'État. En hommes raisonnables, il faut admettre que, dans toute administration même les meilleures, il y a des petites réformes à accomplir et que l'on a la bonne volonté de les réaliser. C'est pour cela que nous sommes des libéraux. Au congrès de colonisation, par exemple, d'autres députés et moi avons fait des suggestions, demandé des réformes et nous sommes sûrs que nos demandes seront écoutées.

M. Plante (Beauharnois) intervient.

M. Ouellet (Dorchester): Je ne veux pas mordre la main de celui qui me nourrit. J'ai confiance aussi que le peuple conservera au gouvernement la confiance qu'il lui a témoignée le 5 février dernier.

M. Dufresne<sup>7</sup> (Joliette): J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet), lequel, au début de son discours, a dit que les électeurs de cette province avaient approuvé la conduite du gouvernement en lui donnant une majorité et qu'il était fier de la victoire libérale du 5 février. Je dirai à l'honorable député que les élections ont été faites dans un temps très rigoureux, dans un temps impossible, et que 50% des électeurs de nos campagnes n'ont pas été capables de se rendre au poll par la mauvaise température, mais, si vous prenez le vote des villes, de toutes les villes de cette province, on a balayé le gouvernement.

Quant à la loi des faillites, je puis en parler avec plus de connaissances que l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet), car je suis un homme d'affaires. Je sais que la Chambre a réclamé le rappel de cette loi et que le gouvernement fédéral ne l'a pas encore rappelée. Le premier ministre a dit à la Chambre qu'il attaquerait la validité de cette loi devant le Conseil privé, mais il n'en a rien fait. Depuis, les amis du gouvernement, les libéraux, sont venus au pouvoir à Ottawa. Le premier ministre devrait aller chez le ministre de la Justice et obtenir le rappel de cette loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a actuellement aucun ministre de la Justice à Ottawa<sup>8</sup>.

M. Dufresne (Joliette): J'ai suivi également avec beaucoup d'attention le discours du trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) parlant à cette Chambre de l'état financier de la province pour l'année 1922-1923. Il nous donne un gros surplus de \$1,444,365.71, obtenu en augmentant considérablement la dette et les taxes et en diminuant aussi considérablement l'actif de la province. Et je vais le prouver devant cette Chambre. En effet, M. le Président, je trouve dans les rapports que le revenu, composé en grande partie de taxes, a augmenté de \$12,036,716.41 depuis 1914. Cette augmentation s'est fait sentir tous les ans, sauf en 1918-1919 où il y a eu une diminution de \$1,140,048.94.

J'ai suivi, en particulier, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui nous a longuement entretenus des supposés progrès de

l'agriculture dans notre province. Comment parler de progrès quand nos cultivateurs sont obligés de quitter leurs terres et de s'expatrier aux États-Unis? Pourquoi ces gens abandonnent-ils leurs terres? Parce que depuis quelques années les taxes ont triplé. Autrefois, le cultivateur payait de \$0.80 à \$1 du \$100 sur l'évaluation, aujourd'hui il paie de \$2 à \$3, et cependant les produits ne se vendent pas plus cher qu'avant la guerre.

L'honorable ministre nous a cité les cas de l'Angleterre, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, et a ajouté que, si nous suivions la politique de ces pays au point de vue agricole, le cultivateur serait plus heureux. En 1919 et en 1921, ce n'est pas ce qu'il disait. À l'entendre parler dans ce temps-là, le gouvernement actuel était le meilleur au monde. Et, aujourd'hui, l'honorable ministre voudrait changer de méthode.

Il nous a même parlé de réciprocité, soutenant que les électeurs de la province auraient dû voter en bloc pour cette mesure. Sur ce point, je ferais remarquer au ministre que sa politique n'est pas du tout en accord avec celle du premier ministre qui, à Montréal, dans une grande assemblée à laquelle assistait le premier ministre du Canada, s'est prononcé franchement en faveur d'une politi-

que de protection pour nos industries et notre commerce.

Parlant des taxes, le ministre de l'Agriculture a maintes fois prétendu que le cultivateur n'était pas taxé et que, bien loin de là, il recevait beaucoup du gouvernement grâce à sa politique des bons chemins. Si le cultivateur ne paie pas de taxes, qui donc les paye pour lui? Que l'honorable ministre me permette de lui dire que je ne partage pas son opinion. Suivant moi, la classe agricole est celle qui a le plus à souffrir des taxes.

Il reproche au gouvernement de faire du commerce.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce que le commerce de mon honorable ami a augmenté pendant ce temps-là?

**M. Dufresne (Joliette):** Mon commerce, je vais en parler. Je disais tantôt que le gouvernement créait ses surplus en augmentant considérablement la dette et les taxes, et en diminuant dans les mêmes proportions l'actif de la province. J'ajoutais que depuis 1914 cette augmentation s'était toujours fait sentir. Voici d'ailleurs ces différentes augmentations depuis cette date:

Année	Revenu	Augmentation	Diminution
1914-1915	\$ 9,597,925.67	nil	nil
1915-1916	9,647,982.77	\$ 50,057.10	nil
1916-1917	10,441,113.71	793,130.94	nil
1917-1918	13,806,390.97	3,365,277.26	nil
1918-1919	12,666,352.03	nil	\$1,140,038.94
1919-1920	14,172,650.87	1,806,298.84	nil
1920-1921	16,912,349.79	2,439,698.92	nil
1921-1922	21,609,396.10	4,697,046.31	nil
1922-1923	21,634,341.52	25,245.42	nil
Total		\$13,176,754.79	

Comme vous l'indiquent ces chiffres, le gouvernement ayant fait plus d'économie, je suppose, a diminué ses revenus en taxes de \$1,140,038.94 en 1918-1919. Ce qui, soustrait de l'augmentation totale, donne une augmentation nette de \$12,036,716.41 depuis 1914.

Ce montant, M. l'Orateur, est composé en grande partie de taxes qui pèsent lourdement sur le peuple de cette province. Encore si ces revenus eussent servi à diminuer la dette provinciale, je dirais: "Très bien!" Mais non, la dette a augmenté considérablement. En 1897, d'après les comptes publics, elle était de \$24,609,396. Aujourd'hui, elle est de \$57,196,280.67, suivant le dernier rapport de l'honorable trésorier provincial. Ce qui marque une augmentation de \$32,586,884.67.

Bien plus, M. l'Orateur, la dette des municipalités, si j'en consulte les *Journaux de l'Assemblée législative*, a augmenté de \$48,396,387 durant les trois dernières années. Le gouvernement vend nos limites à bois aux Américains pour des montants considérables. Il en a vendu pour \$3,643,406 en 1923.

Augmentation des taxes, augmentation de la dette, diminution de l'actif de la province, voilà d'étranges moyens de se créer des surplus! Le gouvernement proclame la prospérité de la province, mais le peuple sent peser bien lourdement sur ses épaules le fardeau toujours croissant des taxes.

Je vous le demande, M. le Président, une maison financière qui userait des mêmes moyens pour se créer des revenus, qui diminuerait son

actif et augmenterait sa dette, une maison de commerce résisterait-elle longtemps? Je dis non, M. l'Orateur. Or, depuis 25 ans, le gouvernement tire ses revenus de plus en plus considérables en taxant le peuple, en lui imposant des charges de plus en plus lourdes, en augmentant la dette de la province, des villes et des municipalités, et en vendant à l'étranger pour des montants dérisoires nos plus belles sources de richesses nationales. Où irons-nous si cela continue?

**M. Ricard (Saint-Maurice):** À Joliette.

**M. Dufresne (Joliette):** Durant la guerre, nous avons connu une ère de prospérité inouïe, mais aujourd'hui les conditions sont bien changées, l'argent est plus rare, les affaires ont diminué partout, nos industries ferment leurs portes et la population n'est plus capable de payer les taxes qu'elle payait auparavant. C'est pourquoi les cultivateurs quittent leurs terres et vont chercher à l'étranger le pain nécessaire pour nourrir leur famille.

Le gouvernement nous conseille de diminuer les dépenses et de faire de l'économie. Que ne prêche-t-il pas d'exemple? Il a fait des dépenses considérables en ces dernières années. Il s'est montré extravagant, même, sur certains points, mais sur d'autres il n'a pas été assez généreux. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) construit beaucoup. Ainsi, il va dépenser \$250,000 pour la construction d'un entrepôt de la Commission des liqueurs à Québec. Il y a des améliorations plus nécessaires et plus pressantes que celles-là.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
En voulez-vous un à Joliette?

**M. Dufresne (Joliette):** Non, on a tout ce qu'il faut. Quant à mon commerce<sup>9</sup>, qui semble intéresser nos amis de la droite...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Lequel?

**M. Dufresne (Joliette):** Vous le connaissez. Je n'ai pas besoin de faire de l'annonce pour mon commerce et je le dirige avec tout mon dévouement comme je fais tout mon devoir en cette Chambre. Il est aussi honorable que celui du premier ministre.

Le gouvernement dépense des sommes considérables pour la voirie, la colonisation et l'agriculture. Je suis en faveur de telles dépenses,

mais est-ce que le gouvernement a toujours été prudent dans ses dépenses? D'abord, il aurait dû classer ses chemins avant d'entreprendre tel projet. C'est cela que l'opposition a demandé lorsque le gouvernement a adopté cette loi. Malheureusement, aujourd'hui, faute de méthode, nous avons dans plusieurs paroisses de la province des bouts de chemin, c'est-à-dire pas réunis. Au moins, le gouvernement devrait terminer et finir ces routes afin de donner à ces paroisses ce qu'elles demandaient.

J'ajoute que c'est surtout en faveur de l'agriculture qu'il faut donner. Ainsi, au lieu de dépenser \$250,000 pour la construction de l'entrepôt de la Commission des liqueurs, que ne dépense-t-on pas un même montant pour subventionner des fabriques de conserve pour les cultivateurs? Là le gouvernement suivra la méthode des grands pays comme la Grande-Bretagne, l'Australie. Je pourrais dire la même chose des montants considérables dépensés pour la vente des liqueurs en cette province, pour la réparation de la prison de Montréal que l'on a transformée en palais afin d'en faire la demeure de certains politiciens que l'on veut récompenser.

Que le gouvernement ne dépense-t-il pas avec discernement l'argent que lui rapportent les taxes? Des employés de la Commission des liqueurs sans aucune expérience des affaires reçoivent de gros salaires, tandis que nos inspecteurs d'écoles qui ont la surveillance de l'instruction publique gagnent des salaires bien moindres.

Telles sont les principales remarques que j'avais à faire sur le budget. Je les ai faites dans l'intérêt de mon comté et de ma province, pour remplir le mandat que m'ont confié les électeurs de Joliette.

**M. Authier<sup>10</sup> (Abitibi):** L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), au début de cette session, vous disait, M. l'Orateur, toute son émotion de se retrouver en cette Chambre après quelques années d'absence. L'honorable député de Beauharnois (M. Plante) également. Sera-t-il permis à un modeste courriériste parlementaire d'autrefois de dire lui aussi la vive émotion qu'il ressent après 12 années d'absence? Il y a 12 ans, en effet, je quittais la tribune des journalistes, où je représentais le plus grand quotidien du Canada français, *La Presse*, pour m'en aller dans une lointaine région, où j'ai été le témoin de l'oeuvre de nos colons<sup>11</sup>.

Je me souviens encore de l'inauguration de la nouvelle tribune des journalistes et des sages conseils que nous donnait alors Sir Lomer Gouin,

à mes confrères et à moi. Il nous parlait de notre mission et souhaitait que nos relations avec les politiciens de la province et du pays que nous étions appelés à fréquenter journallement restent toujours loyales et dignes sous tous rapports. C'est avec joie que j'ai retrouvé à la galerie de la presse, à mon retour, plusieurs de ceux qui ont reçu ces conseils de Sir Lomer Gouin et qui sont toujours depuis restés de véritables gentilshommes. Je les en félicite et les en remercie de tout cœur.

Sir Lomer nous donnait aussi à cette époque un autre conseil, lors d'une importante réunion d'ingénieurs forestiers tenue à Québec. Il nous rappela que le colon remplissait dans notre province une oeuvre essentielle, que son travail était bien rude, qu'il méritait d'être traité avec bonté et que rien n'était trop bon pour le bon colon. C'est l'opinion de Sir Lomer Gouin, qui a été la directive de ma vie depuis ce temps et qui, je crois, a aussi été la directive de la politique du gouvernement de la province de Québec.

Après le magistral exposé fait par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) de la politique suivie par le gouvernement sous ce rapport, je ne veux pas insister sur ce point. Je ferai cependant remarquer que les conseils donnés en 1912 par l'ancien premier ministre ont été suivis à la lettre par le gouvernement actuel. Je rappelle l'insistance avec laquelle on a demandé au gouvernement fédéral d'avoir une politique d'immigration et de colonisation qui puisse augmenter la population de notre pays et développer nos ressources naturelles dans l'Ouest.

J'insiste sur le fait que nous, de la province de Québec, n'attendons rien de cette politique d'immigration à outrance et que nous la croyons même mal inspirée quand nous voyons les nôtres quitter notre province. À ce sujet, je veux remercier tout particulièrement le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour l'attitude qu'il a prise en demandant au gouvernement fédéral, après lui avoir dit que l'immigration ne nous aiderait en aucune façon, qu'il verse à notre province un subside spécial, une certaine somme basée sur notre population, somme qui nous permettrait de repatrier ceux des nôtres qui sont aux États-Unis.

Le gouvernement, contrairement à ce qu'affirmait le député de Westmount (M. Smart), a fait quelque chose et même beaucoup pour l'industrie minière dans la province. Quand le gouvernement réalisa qu'il était en mesure de comparer les perspectives minières de l'Abitibi à celles de la province d'Ontario qui peut produire des produits miniers pour une valeur d'environ 50 millions par

année, le gouvernement n'a pas hésité à favoriser les excursions des prospecteurs, à prendre même sur lui d'établir un bureau spécial d'ingénieurs chimistes à Ville-Marie et dans le Témiscamingue.

Il souhaite la construction d'une route de l'Abitibi au Témiscamingue et au Transcontinental. Nous avons l'assurance, dit-il, que dans l'Abitibi les facilités d'accès pour les prospecteurs seront encore augmentées grâce à l'initiative du ministère des Mines de Québec, que nous obtiendrons aussi la création d'un bureau d'enregistrement pour les industries minières. Nous sommes convaincus que nous obtiendrons ces améliorations, avec le temps qu'il faudra pour réaliser toutes ces choses. Voilà des faits que l'on ne peut nier et qui établissent que le gouvernement s'est appliqué à développer l'industrie minière chez nous.

Se basant sur son expérience du commerce de la pulpe, il dit quelques mots sur l'embargo de l'exportation du bois de pulpe aux États-Unis. Aussi longtemps que les manufacturiers canadiens ne seront pas disposés à acheter des colons toute leur production de bois à des prix raisonnables, il ne voit pas pourquoi les colons se verraient fermer les marchés américains dont ils ont besoin. Le colon a besoin de vendre son bois pour vivre et, s'il ne peut écouler ses produits, ceci constituera un arrêt et un recul désastreux, même, pour la colonisation.

Dans les discours de l'opposition, nous avons remarqué un pessimisme inexplicable, qui fait mal au cœur. Après une guerre malheureuse qui nous fait traverser la crise que nous savons, il faut à la province des hommes courageux qui aient foi en l'avenir de notre province et qui ne craignent pas d'entreprendre tout ce qui est possible d'entreprendre pour développer nos ressources naturelles. Ceux qui s'y objectent et crient à la banqueroute font entrave à cette oeuvre et font preuve de défaitisme et travaillent contre les meilleurs intérêts du peuple de Québec. Mais ils sont bien injustes. Ils n'ont pas lu le témoignage que nous rendait leur chef, M. Arthur Meighen, quand il disait au club Cartier-Macdonald, après une tournée dans la province, qu'il avait été impressionné par l'atmosphère de prospérité qui se dégageait dans toutes les parties de la province, par la vie de la population de la province, par son système scolaire et municipal, etc. (Applaudissements)

**Des voix ministérielles:** Écoutez, écoutez!

**Une voix:** Après tout, il n'est pas si terrible à l'endroit des Canadiens français.

M. Authier (Abitibi): Le journal *The Gazette*, dans un éditorial commentant la situation financière de la province, reconnaît dans les conclusions de cet article que la position financière de Québec est supérieure à celle de toutes les autres provinces du dominion.

Pendant les 12 années que j'ai passées loin du Parlement, le gouvernement a changé de chef. La province a ratifié son choix par une majorité imposante aux dernières élections. Malgré les difficultés causées par la guerre, le gouvernement est resté au pouvoir quand tant d'autres gouvernements tombaient et il a réussi à administrer les affaires de la province sagement et de façon à assurer notre progrès complet et à nous maintenir en tête de toutes les provinces-soeurs. Des progrès immenses ont été réalisés dans tous les domaines de l'activité gouvernementale, dans la voirie, la colonisation, l'instruction publique, l'hygiène, le développement de notre domaine forestier et de nos autres ressources naturelles. Tous ces progrès ont été rendus possibles grâce à de bonnes finances dont je félicite le gouvernement.

La province saura témoigner sa reconnaissance au Parti libéral et à celui qui dirige si courageusement ses destinées dans notre province et qui a su continuer avec honneur la belle oeuvre commencée par Sir Lomer Gouin. Je suis heureux de constater que le gouvernement actuel a continué les belles traditions des gouvernements libéraux d'il y a 25 ans et qu'avec lui, dans toute la province, les citoyens consciencieux s'écrient: "Vivent les surplus et vive le gouvernement libéral!"

M. Tétreau (Montréal-Dorion) voit avec plaisir le député d'Abitibi (M. Authier) au Parlement, comptant sur son appui pour revendiquer la liberté de la presse.

Comme le député d'Abitibi vient de faire allusion à la brillante carrière de Sir Lomer Gouin et à l'idéal qu'il lui a inspiré, il serait à propos de lui rappeler le coup d'État de 1905. Sir Lomer Gouin s'est alors institué premier ministre et, après avoir tout mené dans la province pendant 16 ans, il a placé sa couronne sur la tête du premier ministre actuel sans convoquer une convention de parti. Peut-être est-ce une des raisons du mécontentement d'un si grand nombre de libéraux aujourd'hui.

Le député d'Abitibi (M. Authier) a peut-être raison d'être satisfait du sort des habitants de l'Abitibi, mais moi, venant de l'autre bout de la province, je ne le suis pas. Cela ne m'empêche pas de me réjouir si ses électeurs sont heureux, mais

les miens ne sont pas satisfaits du gouvernement actuel.

Après avoir félicité le député de Dorchester (M. Ouellet), il réaffirme que le gouvernement empiète sur l'autonomie des municipalités et les prend à la gorge en les obligeant à faire des chemins qu'elles ne veulent pas faire. Il cite comme exemples la ville de Montréal et une paroisse du comté de Verchères où le gouvernement a forcé le conseil à faire des chemins malgré la volonté de la paroisse et veut faire payer un compte de \$30,000.

M. Richard (Verchères): Dans les paroisses en question, on a tout de même voté pour le gouvernement et le député de Verchères a été réélu.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Si on avait reçu le compte avant les élections, le gouvernement aurait été battu dans le comté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Comme ce fut le cas lors des élections partielles.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) parle de l'attitude qu'on lui a reprochée: libéral à Ottawa et oppositionniste à Québec. Le député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) l'a accusé d'avoir fait la lutte avec M. Bourassa en 1908. Il en est fier. Il rappelle qu'il a pu recevoir quelques pierres à Saint-Roch, sous l'oeil bienveillant du premier ministre actuel<sup>12</sup>. Il ajoute que, si le détective Savard n'avait pas été au Monument National en février dernier, lors de l'assemblée du premier ministre, ce dernier n'aurait pas pu parler. Je m'enorgueillis des luttes avec M. Bourassa, dit-il, car je réclamaï alors des réformes comme j'en réclame aujourd'hui.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Vous n'étiez pas libéral alors.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Oh! J'ai un petit compte à régler avec le ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Vous allez voir que je paie bien.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): L'honorable ministre m'a reproché d'être libéral à Ottawa et contre le gouvernement à Québec. Je puis bien rappeler, pas pour le lui reprocher, qu'en 1904, dans Maskinongé, il a lui-même essayé de renverser le gouvernement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je ne comprends pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Vous comprenez bien.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** se lève sur un point d'ordre. En 1904, déclare-t-il, j'étais candidat contre l'honorable Parent, mais j'étais candidat libéral<sup>13</sup>.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Alors, vous avez manifesté de l'indépendance, je vous en félicite.

Il dit que le temps n'est pas éloigné où le peuple devra battre le Parti libéral et renverser le gouvernement actuel. Il parle de jonglerie avec les chiffres et les surplus, des promesses faites par les libéraux en 1897, de l'augmentation des taxes depuis cette date et de gaspillage. Les taxes qui étaient odieuses jadis sont devenues des choses justes, et on ne cherche plus que le moyen de créer de nouvelles taxes. Ce sont les villes, et surtout Montréal, qui paient les taxes qui composent le revenu du gouvernement.

Il rappelle que le Parti libéral n'a pas aboli Spencer Wood comme il l'a promis en 1897, alors que dans le temps l'entretien coûtait \$1,000. Depuis 12 ans, ç'a coûté \$750,000 pour l'entretien de Spencer Wood, alors que les taxes pèsent si lourdement sur le peuple. L'Ontario, que l'on critique tant, ne paie que \$6,000 par année à son lieutenant-gouverneur.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Sa résidence a coûté \$1,000,000. Rien que l'intérêt sur cet argent se monte à \$75,000.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** J'ai ici les comptes publics d'Ontario. Vous n'y trouverez rien de cela.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Qui paie l'entretien de la résidence du gouverneur d'Ontario?

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** C'est le lieutenant-gouverneur lui-même. Le maintien du titre de lieutenant-gouverneur est inutile et cause une dépense trop onéreuse. Cette somme aurait dû être dépensée au profit des cultivateurs et des colons. La promesse a été faite; le gouvernement doit abolir Spencer Wood pour mettre fin au gaspillage qui se fait dans la province. Mais il y a plus, M. l'Orateur. J'ai lu dans un journal de

Montréal que la nomination du nouveau lieutenant-gouverneur avait été décidée par le premier ministre de cette province. Je pèse mes paroles, car je veux être bien compris. Je n'attaque pas la personnalité du lieutenant-gouverneur actuel. Nous savons ce que le lieutenant-gouverneur doit faire. Il représente le roi. Mais c'est un précédent dangereux. Le gouvernement actuel a créé de nombreux précédents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Qu'est-ce que cela a à voir avec notre discussion? Je ne crois pas que l'on puisse amener dans un débat la personnalité du lieutenant-gouverneur.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Je ne vise pas le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur:** Les règles de la Chambre, particulièrement la règle 235, ne permettent pas à un député d'attaquer la personnalité du lieutenant-gouverneur, mais je ne crois pas que l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) ait attaqué encore la personnalité du représentant du roi.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Je considère que c'est un précédent dangereux que de choisir le lieutenant-gouverneur parmi les membres du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je tiens à informer l'honorable député que je n'ai pas choisi le lieutenant-gouverneur et que je n'étais aucunement intéressé dans cette nomination.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Vous l'avez désigné, alors.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne l'ai pas désigné. Mais je dois dire que le premier ministre d'Ottawa, M. King, m'a demandé si son choix serait bien vu dans notre province et me convenait, comme Sir Robert Borden a consulté le chef de l'ancien gouvernement de Québec pour savoir si le choix de l'ancien lieutenant-gouverneur lui convenait, comme cela se fait toujours. Je ne crois pas que le député de Dorion puisse trouver quelque chose d'irrégulier ou qui puisse donner lieu à aucun blâme.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Je souscris à cette déclaration et j'ai confiance en l'intégrité du nouveau lieutenant-gouverneur. Je le considère



comme un des hommes les plus éminents de cette province, mais c'est une première en cette Chambre, et c'est la première fois depuis la Confédération qu'un lieutenant-gouverneur est choisi parmi les ministres. C'est un dangereux précédent, qui pourrait conduire plus tard à de graves dangers.

Il rappelle que le Parti libéral a promis l'abolition du Conseil législatif et parle de l'assistance publique, rappelant la lettre des évêques aux ministres et affirmant que des injustices ont été commises.

Il ne croit pas que le gouvernement ait vraiment de la considération pour le travailleur et, à titre d'exemple, il fait valoir que tous les sous-ministres sont payés \$6,000, sauf le sous-ministre du Travail qui ne reçoit que \$4,000. Cela démontre, de toute évidence, le peu de considération que l'on a pour les ouvriers. Le gouvernement ne semble aucunement intéressé à venir en aide aux ouvriers de Montréal et il poursuit résolument les travaux de construction du nouveau palais de justice.

Il réclame la nomination d'une commission pour fixer le salaire minimum des femmes.

Il termine en critiquant l'administration des Terres et en demandant l'autonomie de Montréal.

M. Fortier (Beauce) se reporte à quelques années en arrière pour comparer le gouvernement conservateur que nous avons eu de 1892 à 1897 avec l'administration libérale qui préside aux destinées de cette province depuis au-delà de 25 ans. Il comprend la surprise de l'opposition de voir le gouvernement dépenser des millions, alors que, dans la dernière année qui a précédé l'avènement du gouvernement Marchand au pouvoir, les conservateurs ne dépensaient que \$230,000 pour l'agriculture, \$410,000 pour l'instruction publique, \$179,000 pour la colonisation et \$30 pour les chemins. Le gouvernement libéral a été plus généreux. Au cours de l'année 1922-1923, il a octroyé au département de l'Agriculture \$1,252,000, il a donné \$2,347,187 pour l'instruction publique, \$605,697 à la colonisation et \$870,544 pour la confection des chemins.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Du temps de Mercier, qu'est-ce qu'on dépensait?

M. Fortier (Beauce): Les oeuvres de Mercier ne se comptent pas. Il n'y avait pas de bons chemins dans ce temps-là, mais c'est au gouvernement Mercier que nous devons les ponts en fer, c'est Mercier qui a réglé la question des biens des jésuites que les amis du chef de l'opposition n'ont

jamais voulu régler. Sous l'administration conservatrice, les années fiscales se soldaient par des déficits alors que, depuis le changement de gouvernement, on n'a eu que des surplus.

Si la dette publique s'est accrue, elle a en même temps apporté la prospérité dans la province. Ainsi, dans les grandes villes, lorsque la dette s'élève, c'est que les dirigeants étendent les limites de la cité et lui font prendre des proportions qu'elle ne connaissait pas auparavant. Mais la dette est de \$23 par tête dans la province de Québec, tandis qu'elle est de \$55 dans les autres provinces. D'ailleurs, dans les autres provinces, chez nos compatriotes anglais, on nous cite en exemple. Ceux qui nous dénigrent, ce sont les membres de cette Chambre qui siègent en face de nous. C'est dans la province de Québec que les taxes sont encore le moins élevées et que la situation financière est la meilleure.

L'opposition a vu un nuage au firmament libéral. Ce nuage, c'est l'émigration. Il n'est pas juste, cependant, de tenir le gouvernement responsable de l'exode des nôtres aux États-Unis. Sans doute, l'émigration a causé des ravages chez nous, mais nous avons déjà des signes encourageants et nous espérons que, dans quelques mois, elle sera complètement enrayerée.

Il parle de la réciprocité et se déclare franchement en faveur de cette mesure, pour les produits agricoles et les machines aratoires. Il dit que, si les conservateurs en avaient voulu en 1911, nous aurions aujourd'hui un marché aux États-Unis où les cultivateurs pourraient écouler leurs produits. Nous avons perdu un marché de 110,000,000 de personnes et nous sommes maintenant victimes des conséquences. Ce sont les partisans de Borden qui doivent en porter le blâme. Le député de Dorion (M. Tétreau) est conservateur à Québec et libéral à Ottawa, mais je me demande s'il n'a pas contribué à l'accession au pouvoir de cet impérialiste et partisan de la conscription, et que la population a par la suite retiré du pouvoir.

Le Parti libéral est le parti de la saine réforme et ne se contente pas de marcher dans les sentiers battus. Chaque fois qu'une amélioration s'impose, il va franchement de l'avant, avide de satisfaire les besoins de la population et d'augmenter sa prospérité. Notre politique ne se divise pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

M. Fortier (Beauce): Il n'y a que dans le parti de mon honorable ami qu'il y a des divisions.

Quant à l'abolition de Spencer Wood, qu'a suggérée le député de Dorion (M. Tétreau), il

rappelle que, si les libéraux ont déjà proposé cette mesure d'économie, c'est à une époque où la province, par suite de la mauvaise administration conservatrice, se trouvait dans la dèche. Aujourd'hui, grâce aux surplus, nous sommes dans une prospérité qui nous permet de soutenir cette institution.

Il loue le gouvernement de sa politique au sujet de l'exploitation des ressources naturelles et de l'établissement de centres industriels. Il fait allusion aux discours de l'opposition sur les industries. L'éteignoir qu'on a voulu poser sur la grande cheminée de nos industries ne nous empêchera pas de continuer à faire des progrès.

Il rappelle le souvenir de Sir Lomer Gouin et de l'honorable Turgeon dont il fait l'éloge. Il fait aussi la louange du premier ministre de la province, qu'il compare à Dorion, Blake, Laurier et Gouin.

M. Plante (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Questions et réponses:

##### *La Tribune de Sherbrooke*

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

1. Quelle somme a été payée à *la Tribune de Sherbrooke* ou à ses propriétaires en 1922?
2. Est-il vrai que le trésorier de la province serait l'un des directeurs ou l'un des propriétaires de *la Tribune de Sherbrooke*?

L'honorable M. Nicol (Compton):

1. \$15,548.20.
2. Il en est directeur. Il en détient une action.

##### **Revenu, en 1922-1923, provenant des gageures**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quel a été le revenu en 1922-1923, dans la cité de Montréal, provenant de l'honoraire de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour l'enregistrement des appareils, \$1,490; pour les

droits sur les paris ou gageures, \$338,035.31.

##### **Droits perçus en 1922-1923 pour les licences de pistes de courses**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1922-1923, dans la cité de Montréal, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour les licences, \$57,228; pour les droits d'entrée, \$41,046.46.

##### **Droits du pauvre perçus en 1922-1923**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1922-1923, en vertu des dispositions de la section 34 du chapitre 2 du titre 11 des statuts refondus, 1909, articles 5956u à 5956z?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$606,307.37.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures, demain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. La plupart des journaux indiquent 73, mais *le Soleil*, 63.
2. \$1,700 selon *l'Événement*, mais \$11,712.47 selon *le Soleil* et *le Canada*.
3. Les chiffres varient: \$27,000 selon *l'Événement* et \$23,000 selon *le Soleil* et *l'Action*.
4. Tous les journaux écrivent "Matamini", sauf *l'Action* qui écrit "Matavini".
5. À la différence du *Devoir*, *l'Événement* indique comme montant \$197,000.
6. M. Sauvé, note *l'Événement*, fit cette remarque en riant et en regardant le bâtonnier général

(l'honorable M. Galipeault).

7. M. Dufresne fut applaudi des deux côtés de la Chambre lorsqu'il se leva pour parler. *L'Événement* signale que ce député est populaire chez les deux partis.

8. Sir Lomer Gouin a démissionné le 3 janvier.

9. M. Ouellet était, selon la *Gazette*, épicier grossiste et fabricant de bonbons.

10. C'est son premier discours en Chambre.

11. M. Authier, avant de devenir député, fut agent des terres et des mines pour l'Abitibi, à Amos. Il fut aussi correspondant parlementaire pour différents journaux de 1907 à 1911.

12. Le 5 août 1907, des jeunes libéraux, dont Alexandre Taschereau, avaient organisé une manifestation turbulente contre l'assemblée de la Ligue nationaliste à Québec.

13. Il avait cependant été battu dans ce comté.



Séance du 17 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Une pétition est présentée devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame-de-Granby, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes notariés les concernant ainsi que Mildred Dozois (M. Bullock).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield.

Il a rapporté avec amendements les bills suivants:

- bill 56 concernant la succession de James Robinson;

- bill 70 constituant en corporation le séminaire de Gaspé;

- bill 80 amendant les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 123 pourvoyant au transport par la Montreal Maternity de tous ses biens, actifs et droits à The Royal Victoria Hospital de Montréal.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième;

- bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé;

- bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi.

Et avec des amendements les bills suivants:

- bill 102 amendant la charte de la Brown Corporation;

- bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine;

- bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 55 constituant en corporation la ville de Barkmere n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Montreal Central Terminal Company, demandant l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs conférés par divers actes du Parlement du Canada et changeant son nom en celui de "The Montreal Tunnel and Terminal Company";

- de Max Mitashefsky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal Hebrew Old Peoples Home";

- de Montreal Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant son contrat avec la cité de Montréal pour lui permettre de vendre The Terminal Railway;

- d'Arthur Brière et autres, demandant l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à leur payer une pension annuelle.

Votre comité est aussi d'opinion que la

pétition de la Société de Marie Réparatrice, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

#### **The Montreal Hebrew Old Peoples Home**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 95 constituant en corporation The Montreal Hebrew Old Peoples Home.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Contrat entre Montréal et la Compagnie des tramways**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi 8 George V, chapitre 84, concernant le contrat fait entre la cité de Montréal et la Compagnie des tramways de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Pension à des membres du service des incendies de Montréal**

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 131 concernant le paiement d'une pension par la cité de Montréal à certains membres démissionnaires du service des incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Montreal Tunnel and Terminal Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 109 concernant la Montreal Central Terminal Company et changeant son nom en celui de The Montreal Tunnel and Terminal Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Société de Marie Réparatrice**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 133 amendant la charte de la Société de Marie Réparatrice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 13 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Perte de registres, paroisse Saint-Frédéric, Drummondville**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 154 pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Entrées dans les registres, paroisse Saint-Frédéric, Drummondville**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 155 légalisant certaines entrées dans les registres de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **M. Alfred Décarie, employé du gouvernement**

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il à son emploi un nommé Alfred Décarie, de Montréal?

2. Dans l'affirmative, en quoi consiste son travail?

3. Quel salaire touche-t-il?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Il est secrétaire du surintendant de l'asile Saint-Jean-de-Dieu.

3. \$1,200 par année.

##### **M. Adjutor Savard, secrétaire du secrétaire provincial**

M. Renaud (Laval): 1. Quelle somme a-t-il été payée par le gouvernement à monsieur Adjutor Savard depuis 1920?

2. Pour quel travail cette somme a-t-elle été payée?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Voir comptes publics au 30 juin 1920, 1921, 1922 et

1923. Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1923, \$1,695.

2. Comme secrétaire de l'honorable secrétaire provincial et comme officier spécial.

**Frais de voyage  
des ministres de 1920 à 1924**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):**

1. Quelle somme chacun des ministres a-t-il reçue du gouvernement pour frais de voyage du 1<sup>er</sup> janvier 1920 au 1<sup>er</sup> janvier 1924?

L'honorable M. Nicol (Compton): A. Voir comptes publics au 30 juin 1920, 1921, 1922 et 1923.

B. Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1923:

L'honorable L.-A. Taschereau	\$ 400
L'honorable Athanase David	615
L'honorable H. Mercier	1,275
L'honorable J.-Éd. Caron	1,600
(dont \$950 pour frais de voyage, du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 1923, mais payé sur l'exercice financier 1923-1924)	
L'honorable J.-L. Perron	750
L'honorable J.-É. Perrault	850
L'honorable A. Galipeault	420
L'honorable Jacob Nicol	600

**Argent payé à  
M. Arsène Denis**

**M. Renaud (Laval):** Quelle somme d'argent a été payée à monsieur Arsène Denis ou pour monsieur Arsène Denis, depuis 1920 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): \$3,651.19.

**Sommes payées au village  
de Pierreville pour les rues**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):**

1. Quelles sommes ont été payées annuellement par la province depuis 1912 à la municipalité du village de Pierreville, comté d'Yamaska: a) pour la construction et b) pour l'entretien du macadamisage de toutes les rues de cette municipalité?

2. À qui ces diverses sommes ont-elles été payées?

3. Quel est le nombre des rues de cette municipalité?

4. Quelle est la superficie totale de cette municipalité et quel est le parcours de la rue la plus longue?

5. Quelle somme d'argent a été perçue annuellement de cette municipalité jusqu'à date en paiement des intérêts sur sa dette en rapport avec ce macadam?

6. Le gouvernement a-t-il été informé que la municipalité du village de Pierreville avait reçu deux soumissions pour la construction de ce macadam, l'une de M. Wilfrid Duquette, de Montréal, et l'autre de Laperrière & Frères, de Pierreville?

7. Dans l'affirmative, quel était le montant des diverses soumissions?

8. Les travaux ont-ils été faits à la journée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. a) Construction: 1914, \$8,000; 1915, \$19,363.50; 1916, \$9,675.70; 1918, \$304.53; 1922, \$719.72; 1923, \$229.39; 1924, \$103.50; b) entretien: 1919, \$75; 1920, \$379.69; 1921, \$1,066.46; 1922, \$1,102.39; 1923, \$21.02.

2. À la municipalité ou au département du Trésor.

3. On l'ignore.

4. On l'ignore.

5. 1914, \$133; 1915, \$160; 1916, \$732.78; 1917, \$740.79; 1918, \$744.60; 1919, \$749.93; 1920, \$749.93; 1921, \$749.93; 1922, \$749.93; 1923, à compte \$332.89.

6. Non.

7. Répondu au no 6.

8. Oui.

**Vente de terrains publics**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la vente de certains terrains publics.

Adopté.

**Emmagasinement des eaux  
de la rivière du Loup (en haut)**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de

la rivière du Loup (en haut).

Adopté.

#### Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, contrairement à l'ordre du jour, que le débat sur le budget soit ajourné. Il annonce que le gouvernement veut faire étudier immédiatement son projet de crédit de \$15,000,000 pour les banques.

Adopté.

#### Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'émission d'obligations de la province au montant de \$15,000,000, aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet de loi actuellement soumis à la Chambre est inscrit au nom du trésorier provincial, puisqu'il relève de son ministère. Mais, pour des motifs que l'on comprendra et sur lesquels je reviendrai plus tard, je crois devoir prendre, en cette circonstance, la place de mon collègue et me charger de la tâche très lourde d'exposer ce projet à la Chambre.

Je ne surprendrai personne en disant que la décision à laquelle mes collègues et moi en sommes venus, après des semaines de réflexion, pour ne pas dire d'angoisse, a profondément ému l'opinion publique. Ce n'est pas de gaieté de coeur que nous sommes entrés dans cette affaire, qui comporte un précédent dangereux pour l'avenir.

Depuis la Confédération, je ne sache pas que les législatures de notre province aient jamais eu à faire face à un problème plus difficile. Il en est qui voudront voir dans la solution que nous y apportons une audacieuse innovation. D'autres, et j'espère prouver à la Chambre que ceux-ci ont raison, y verront plutôt le désir très sincère qui nous anime de conserver à notre province son crédit, sa belle renommée de stabilité, la confiance en ces institutions et aussi, ce qui est un sentiment que personne ne songera à nous reprocher, de garder intacte une partie de l'héritage d'une race qui a sa part dans la grandeur et le développement de notre pays.

La guerre a laissé bien des ruines à sa suite.

Elle a dévasté des foyers, renversé des trônes, effacé des empires et bouleversé le monde, qui ne se remet que lentement de cet effroyable désastre. Pendant que l'on s'entre-tuait là-bas, une prospérité inusitée a régné dans les pays qui alimentaient les combattants. Mais la réaction est survenue avec la paix et il en est résulté une période de dépression pour le commerce, l'industrie et l'agriculture, qui a lourdement atteint nos institutions financières. Nos hommes d'affaires les plus avertis ne pouvaient prévoir les lendemains de la Grande Guerre: ils n'avaient pas de jalons pour se guider.

Ce sont là des considérations connues de tous, mais il est bon de se les rappeler pour comprendre que des erreurs ont pu être commises par des hommes bien intentionnés, dont des circonstances extraordinaires et sans précédent ont trompé le jugement et détruit toutes les prévisions.

La Banque Nationale est une de nos vieilles institutions canadiennes-françaises, intimement liée au progrès et au développement de notre province. Elle existe depuis 70 ans et, comme tous les établissements bancaires, elle a essuyé des tempêtes auxquelles elle a, cependant, toujours su résister. Elle a connu des jours de prospérité considérable. Pendant la guerre, pour un capital de \$2,000,000, elle avait en dépôts au-delà de \$55,000,000 de notre épargne populaire.

La confiance était alors générale. Il n'avait guère été fait de mauvais placements, et la Banque Nationale avait à faire fructifier tous les millions en caisse. Je ne veux ni défendre ni excuser certaines transactions malheureuses, malheureuses surtout lorsque la dépression est survenue. Je tâche simplement de m'expliquer pourquoi on les a faites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande combien la Banque Nationale a perdu dans la Machine Agricole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle a dû perdre \$5,000,000.

Je n'ai guère besoin de dire que la confiance du public envers une banque est une condition essentielle à sa vie. Il lui faut emprunter du public pour faire ses opérations et, si le public ne croit plus à la solvabilité de l'emprunteur, c'est le désastre à brève échéance. Mais parce que précisément le public n'a pas sujet, à l'heure actuelle, de s'inquiéter, grâce aux mesures que nous allons prendre, je crois qu'il est à propos de mettre devant la Chambre et la province la position exacte de la Banque Nationale et de ne rien cacher. Personne n'y gagnerait, et le public a le droit de savoir les



motifs de notre intervention et les circonstances qui la rendent indispensable et urgente.

Au commencement de l'année 1922, la position financière de la Banque Nationale fut fortement ébranlée par les difficultés dans lesquelles se trouvait la compagnie appelée la Machine Agricole de Montmagny. Cette usine avait été très prospère pendant la guerre, mais la paix arrêta naturellement la fabrication des obus. La banque se trouvait en 1922 à avoir avancé à la compagnie de la Machine Agricole de Montmagny environ \$5,000,000, soit son capital et son fonds de réserve. L'usine de cette compagnie est superbe, elle est une des mieux aménagées du Canada. Sir Henry Thornton, qui l'a fait examiner récemment, l'a déclarée "a wonderful plant". Mais il fallut finalement la fermer, et elle est aujourd'hui entre les mains d'un fiduciaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si la situation financière de la Machine Agricole n'est pas causée par une mauvaise administration.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) admet qu'il y a eu des erreurs de jugement, mais que les circonstances étaient bien spéciales.

Devant le désastre qui menaçait la Banque Nationale, plusieurs de nos concitoyens les plus en vue et les plus fortunés, auxquels on avait fait appel, entrèrent dans son bureau de direction. La Chambre me permettra ici de révéler un fait qui n'est peut-être pas assez connu du public. On ne se rend pas toujours compte du désintéressement de ceux qui consentent à remplir des fonctions importantes en des temps difficiles.

Parmi ceux auxquels on fit appel se trouvait l'honorable M. Georges-Élie Amyot. À ce moment-là, M. Amyot s'apprêtait à partir, en compagnie de quelques membres de sa famille, pour un voyage de repos en Europe, que lui conseillaient ses médecins. On lui représenta qu'il devait sacrifier le repos dont il avait besoin et le plaisir qu'il avait promis à sa famille pour contribuer, par son activité bien connue et son sens des affaires, à sauver d'une impasse presque fatale une institution qui avait une signification particulière au point de vue de sa province et de sa race.

Que fit M. Amyot? Alors qu'il se rendait parfaitement compte des difficultés qui se présentaient et des risques qu'il aurait à courir, il sacrifia son voyage, sa santé, l'agrément et l'intérêt des siens, pour assurer un rôle excessivement ingrat et pénible. Afin d'empêcher une course des déposants et de rétablir la confiance en la Banque Nationale, M. Amyot et ceux qui, comme lui, avaient le cou-

rage et la générosité de venir au secours d'une institution nationale en danger, commencèrent par souscrire et faire souscrire un million additionnel de capital.

Pendant deux ans, le nouveau président et les nouveaux directeurs de la Banque Nationale ont mené vaillamment la lutte, ne ménageant ni leur temps ni leur santé, et faisant résolument face à la situation. Il convient de rendre hommage à leur courageuse initiative. Ces hommes méritent la reconnaissance de beaucoup des nôtres, qui ne soupçonnent pas la somme de travail et de dévouement qu'ils ont donnée.

Mais ils durent finalement constater qu'une trop grande partie de l'actif de la banque était immobilisée et irréalisable pour lui permettre de continuer profitablement ses opérations dans de semblables conditions. Avec ses 354 succursales et agences, disséminées par toute la province, la banque ne pouvait plus donner à sa clientèle toute l'aide dont celle-ci avait besoin et ses opérations se trouvaient pratiquement paralysées.

La Banque Nationale compte aujourd'hui 230,000 déposants, soit dans notre province une personne sur 10. Ses dépôts s'élèvent à \$35,000,000; elle en a pour \$7,000,000 à Paris. Elle compte aussi 2,300 actionnaires avec un capital de \$3,000,000. Comme chacun le sait, les actionnaires sont tenus, en vertu de l'Acte des banques, à la double responsabilité, ce qui porterait la perte du capital à \$6,000,000.

M. Plante (Beauharnois) demande si la Banque Nationale à Paris n'est pas incorporée à part.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que c'est le cas. On a voulu éviter les difficultés des taxes françaises.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) demande si les déposants de Paris risquent de perdre leur argent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils sont exactement dans la même situation que les déposants d'ici.

À l'importance de ces chiffres s'ajoute le fait que la Banque Nationale finance surtout la petite industrie et le petit commerce canadiens-français, qui forment la clientèle des grandes maisons de Québec et de Montréal. Nos grandes maisons ont absolument besoin de cette clientèle pour vivre et pour traverser la crise mondiale, qui sévit depuis plusieurs années et qui menace de

se prolonger.

Telle est la situation qui nous a été exposée. Nous l'avons longuement discutée avec les banquiers les plus avertis de notre pays, et tous se sont accordés à nous dire que le salut de la Banque Nationale résidait dans sa fusion immédiate avec une institution canadienne-française similaire. Il n'en existe que deux: la Banque d'Hochelaga et la Banque Provinciale. Nous avons essayé de réunir ces trois banques. Mais la Banque Provinciale a cru qu'il était préférable, dans l'intérêt même de la province, qu'il y eût plus d'une banque canadienne-française. Elle a peut-être raison.

La Banque d'Hochelaga, consciente des conséquences désastreuses qu'entraînerait la fermeture de la Banque Nationale, non seulement pour les actionnaires, pour les déposants et pour la clientèle industrielle et commerciale de cette banque, mais aussi pour notre bonne renommée à l'étranger, et surtout pour les autres banques - car on sait que dans un moment de panique le public ne raisonne plus - proposa d'acheter l'actif de la Banque Nationale, de faire honneur à toutes les obligations de cette banque et de se fusionner avec elle aux conditions que mentionne le contrat incorporé dans le présent projet de loi. Examinons les conditions de ce contrat.

La Banque d'Hochelaga se porte acquéreur de tout l'actif de la Banque Nationale. Elle assume tout son passif et les deux institutions se fusionnent. La Banque d'Hochelaga a un capital de \$4,000,000 et un fonds de réserve du même montant. Sans être encore une des grandes banques du Canada, elle est solide, prospère et paie à ses actionnaires un dividende de 10%. On ne peut donc pas s'attendre à ce qu'elle consente à se fusionner avec la Banque Nationale en considérant d'égale valeur l'actif et le passif des deux banques. Ses actionnaires ne le voudraient pas et ils auraient raison. Bien plus, le ministre des Finances fédéral ne le permettrait pas.

Pour être solide et mériter la confiance du public, une banque doit avoir un actif liquide égal à 50% de son passif envers le public. Il s'agit dès lors de reconstituer cet actif liquide de la Banque Nationale pour que, en se fusionnant avec l'autre banque, elle apporte un actif liquide qui remplisse les conditions voulues.

On nous a dès lors proposé le projet que voici. Le gouvernement de Québec remettra aux banques fusionnées des obligations au montant de \$15,000,000, portant intérêt à 5% et remboursables en 40 ans. Aucune restriction ne devra y être attachée, puisque ces obligations cesseraient alors d'être un actif liquide.

Mais les banques fusionnées, à même leurs profits annuels, paieront comme première charge à la province l'intérêt de ces obligations si elles ont été négociées, ce qui est peu probable, ou lui en remettront les coupons. Le dividende actuel de 10% sera ensuite payé aux actionnaires de l'institution telle que reconstituée, les actionnaires de la Banque Nationale recevant une action pour deux. Après ces paiements, un fonds d'amortissement d'environ \$124,500 par année sera versé au gouvernement.

Les conséquences suivantes découlent de ce projet: 1. Le capital des banques fusionnées sera de \$5,500,000 avec un fonds de réserve de \$4,000,000 absolument intact;

2. Une économie considérable se trouvera réalisée dans l'administration non seulement du bureau-chef, mais des 700 succursales et agences qui se font actuellement concurrence;

3. Une puissante banque canadienne-française aura été créée, qui pourra aider plus efficacement l'industrie et le commerce canadiens-français, non seulement dans les villes, mais surtout dans nos centres ruraux, chez nos cultivateurs et nos colons;

4. Le gouvernement lie, il est vrai, son octroi au sort de la banque, mais tout indique que cette banque ne fera que prospérer. Dès lors, le gouvernement ne sera pas appelé à déboursier un seul sou, car la banque n'a pas intérêt à négocier les \$15,000,000 d'obligations, puisque cela signifierait un emprunt à 5%, ce qu'aucune banque ne peut trouver profitable;

5. Les banques conviennent enfin de rembourser \$680,000 d'obligations de la Machine Agricole de Montmagny, pour des raisons sur lesquelles je reviendrai tantôt.

Nous avons discuté ce projet avec quelques-uns des meilleurs banquiers du Canada, tels que Sir Vincent Meredith, président de la Banque de Montréal, et Sir Herbert Holt, président de la Banque Royale. Sir Vincent Meredith a fait publiquement les déclarations suivantes: "J'approuve sans réserve l'arrangement. Il est destiné à conserver le crédit de la province et à empêcher une perturbation dans le commerce, perturbation dont les conséquences seraient certainement préjudiciables et pourraient devenir graves. On savait parfaitement depuis quelque temps que la Banque Nationale avait immobilisé une partie considérable de ses fonds dans une entreprise manufacturière, actuellement invendable, sans perspective prochaine de pouvoir sortir de son impasse.

"En ces temps de malaise dans notre vie économique et de rumeurs sans fondement, il ne

s'agissait plus que d'une question de temps. Le crédit de la banque eût souffert, et il aurait pu s'ensuivre un désastre pour les affaires bancaires des Canadiens français de la province de Québec. Vu le nombre de ses déposants qui s'élève, m'a-t-on dit, à bien au-delà de 200,000, c'eût été une calamité non seulement pour les déposants, mais pour les actionnaires et pour tous ceux qui faisaient affaires avec la Banque Nationale si elle avait été obligée de fermer ses portes.

"L'arrangement relatif à l'absorption de la banque doit être loué à tous les points de vue. Je ne crois pas qu'on puisse loyalement faire exception de quelque côté qu'on envisage le geste du gouvernement. C'est certes une procédure nouvelle établissant un précédent qui, nous l'espérons, ne sera pas nécessairement suivi à l'avenir. Mais toutes les circonstances doivent être pesées avant de faire des commentaires. Et, comme je l'ai déjà fait observer, cela vaut bien la peine de parer à l'affaiblissement du crédit ainsi qu'au malaise dans les affaires de notre province. Ce n'est pas tant l'aide du gouvernement qui soit nouvelle que la manière dont elle est donnée. Et, dans la présente occurrence, le risque est infinitésimal, tandis que la sécurité est entièrement adéquate.

"Par suite du fait que l'on pourra réduire le passif et que la position des deux banques sera affermie, une fois fusionnées, par une augmentation à leur actif de \$15,000,000 d'obligations de la province de Québec, leur situation financière sera très forte. Ces obligations, tel que je le comprends, resteront probablement dans le trésor de la banque, et ainsi l'intérêt qu'elles portent ne deviendra pas une charge que devra rencontrer la banque.

"Finalement, je crois que le gouvernement a fait preuve d'une grande vision en adoptant la ligne de conduite qu'il a suivie. Il a la satisfaction de savoir qu'il a empêché ce qui aurait pu être une catastrophe pour un grand nombre de personnes et qu'il a de plus maintenu la forte position économique de la province de Québec."

Les vues de Sir Vincent Meredith sont confirmées par celles de Sir Herbert Holt qui a déclaré: "Je pense que M. Taschereau et son gouvernement méritent de chaudes félicitations pour avoir amené la Banque d'Hochelaga à absorber la Banque Nationale dont les ressources liquides s'étaient en grande partie congelées.

"Ils ont par ce moyen sauvé une situation très compromise, ce qui ne pouvait être fait qu'au moyen des \$15,000,000 d'obligations qu'on se propose d'avancer aux banques fusionnées, celles-ci se trouvant du fait avoir un fort actif réalisable, et cela sans que la province coure le moindre risque.

Je suis persuadé, en effet, que les banques fusionnées pourront non seulement payer l'intérêt annuel sur leurs obligations, mais encore rembourser le principal longtemps avant la date d'échéance."

Je n'ignore pas que la première nouvelle de ce projet a causé quelque étonnement au sein de notre population. Je n'ai pas besoin de dire que ce projet ne sourit pas non plus beaucoup au gouvernement. Nous voudrions que les circonstances ne fussent pas ce qu'elles sont. Mais nous avions à choisir entre deux maux: une panique financière avec une perturbation économique dont les conséquences sont faciles à prévoir ou l'engagement du crédit de la province avec toutes les garanties possibles qu'il n'aura pas à en souffrir. Nous n'avons pas hésité à faire notre choix.

Voyons maintenant les objections qui viennent à l'esprit du public. Pourquoi \$15,000,000 plutôt que \$10,000,000 ou \$5,000,000? Nous avons soumis à des banquiers désintéressés les bilans des deux banques. On nous a dit, ce que du reste nous avons pu vérifier, que \$15,000,000 étaient nécessaires à la reconstruction de l'actif de la Banque Nationale pour lui permettre d'avoir, après la fusion, le 50% d'actif liquide dont j'ai parlé.

Et, quant à faire la transaction, nous croyons devoir assurer à la nouvelle banque un actif tel qu'elle inspire une entière confiance et qu'elle soit en état d'étendre ses opérations et son champ d'action, et de donner ainsi de l'essor à notre commerce et à notre industrie.

J'ai expliqué que l'intérêt des \$15,000,000 était la première charge sur les profits de la banque. On nous objecte: Pourquoi le dividende de 10% est-il payé à la province avant l'amortissement de \$124,500? Il y a deux raisons péremptoires. D'abord, les actionnaires de la Banque d'Hochelaga reçoivent actuellement un dividende de 10% sur leur capital de \$4,000,000. Mais, comme il y a un fonds de réserve également de \$4,000,000, qui est leur propriété, il s'ensuit qu'ils ne reçoivent que 5% sur leur argent.

Peut-on raisonnablement leur demander, parce qu'ils absorbent une autre banque en difficulté et qu'ils assument son passif, de déprécier la valeur de leurs actions en donnant la préférence à cet amortissement? D'ailleurs, leurs directeurs ont carrément refusé un contrat qui renverserait cet ordre.

Il y a plus. Une banque a un double passif: passif envers le public et passif envers ses actionnaires. Si l'amortissement passe avant le dividende, c'est pourvoir au paiement de la dette avant d'acquitter le passif envers les actionnaires. Dans ces conditions, les \$15,000,000 pourraient-ils être

considérés comme un actif liquide? Je ne le crois pas.

J'ajouterai que, au pis aller, le plus que la province puisse être appelée à déboursier si l'amortissement n'est pas versé, ce sont les \$124,500 qu'elle aura à payer elle-même. Elle pourra toujours le faire facilement. Je ne crains pas d'affirmer que, dans 40 ans, les revenus de la province seront d'au moins \$60,000,000. Ils n'étaient que de deux millions il y a 50 ans, ils sont aujourd'hui de \$22,000,000.

On objecte encore: Pourquoi donner aux actionnaires de la Banque Nationale une action pour deux? Ces actionnaires reçoivent aujourd'hui un dividende de 6% sur des actions de \$100 au pair. Ils auront, après la fusion, \$10 sur deux actions réunies en une, soit 5% au lieu de 6% pour leur argent, et ils échappent non seulement à la perte de leur argent, mais aussi à la double responsabilité. D'autres critiques ajoutent: Sauvez les déposants, très bien, mais ne faites rien pour les actionnaires. Mais, alors, c'est le désastre, et va-t-on faire perdre \$6,000,000 à ces gens-là?

J'en viens à l'objection qui, pour moi, fait presque chanceler mon courage et ma bonne volonté. Je l'aborde de front, car je veux répondre à tout. Des journaux ont dit: Vous faites cette législation pour aider vos parents et vos amis qui sont intéressés dans la Banque Nationale. Une personne qui me touche de très près a une action qu'elle a héritée de sa mère, mon fils en a cinq, mon frère en a 251<sup>1</sup> qu'il a acquises il y a deux ans. Je ne souillerai pas mon nom ni ne ternirai ma réputation, que j'ai essayé de garder honorable, pour si peu.

Aucun de mes collègues n'y est intéressé, que je sache, si ce n'est le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol). De concert avec M. Amyot, le trésorier et les autres directeurs de la banque ont pris la direction de la Banque Nationale, il y a deux ans, quand elle était sur le bord de l'abîme. Pas un d'eux ne possédait alors une seule action de la banque. Ils se sont efforcés de la relever, et chose qu'aucun de leurs critiques n'a faite, ils y ont mis \$1,000,000 de nouveau capital. Je crois qu'il n'est que juste de leur dire au nom de notre province et de notre race: Merci. À 24 heures d'avis, ils ont pris la direction de cette banque, et eux seuls savent le travail et l'effort qu'ils ont dû s'imposer, les angoisses par où ils ont passé. Bien des nôtres leur doivent aujourd'hui leur fortune et le bonheur de leur foyer. S'en doutent-ils seulement?

Sauver mes parents et mes amis? Je vais dire à la Chambre qui nous sauvons réellement, et

je lui laisse le soin de songer au motif pour lequel nous voulons sauver ceux-là.

J'ai devant moi la liste des actionnaires de la Banque Nationale. En vertu de la double responsabilité, les actionnaires dont les noms suivent seraient appelés à payer les montants que je vais énumérer successivement: l'asile du Bon-Pasteur de Québec, \$25,000; le collège de Lévis, \$16,800; le collège de Sainte-Anne, \$60,000<sup>2</sup>; l'Hôtel-Dieu de Québec, \$600; la congrégation du Perpétuel-Secours, \$4,600; l'archevêché de Québec, \$71,000; l'évêché de Nicolet, \$24,000; l'évêché de Sherbrooke, \$8,000; la cité de Québec, \$50,000; la cure de Québec, \$10,000; les révérends pères rédemptoristes, \$4,000; le séminaire de Sainte-Marie, \$800; la cure de Saint-Roch, \$7,400; le séminaire de Saint-Hyacinthe, \$22,800; la fabrique de Notre-Dame de Québec, \$7,000; la fabrique de Saint-Charles, \$3,600; la fabrique de Saint-Jean, \$2,400; la fabrique de Saint-Joachim, \$800; la fabrique de Saint-Joseph de Lévis, \$2,400; l'Hôpital général de Québec, \$8,000; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur, dont un médecin de l'opposition connaît bien l'oeuvre<sup>3</sup>, \$11,200; l'institut des franciscains, \$2,000; monseigneur Lagueux, \$7,400; la fabrique de Saint-Octave, \$2,400; les religieuses de Jésus-Marie, \$67,000; le séminaire de Rimouski, \$14,000; le séminaire de Saint-Sulpice, \$8,000; les soeurs de la Charité, \$26,000; les soeurs du Précieux-Sang, \$7,800.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le montant de leurs actions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, c'est là la double responsabilité qu'ils auraient eu à payer en cas de désastre.

Je laisse de côté les successions, les veuves, les orphelins et les hommes d'affaires qui y ont une partie de leur fortune. Il y a 2,300 actionnaires en tout. Voilà ceux que nous protégeons et que nous sauvons.

L'honorable M. Amyot, il est vrai, est un gros actionnaire. Je m'honore de son amitié. La perte qu'il subirait serait pour lui insignifiante. Je suis convaincu qu'il préférerait de beaucoup perdre ce qu'il faut et prendre un repos que lui ont si bien mérité ses travaux ardues et son désir constant de sauver une de nos plus belles institutions canadiennes-françaises. Je connais assez nos amis de l'opposition pour être certain qu'ils nous croient suffisamment honnêtes et honorables pour ne pas nous arrêter à ces considérations de parenté ou d'amitié.

Le trésorier provincial (l'honorable M.

Nicol) est devenu directeur de la Banque Nationale il y a deux ans. Il y a mis \$25,000 de son argent. Rendons-lui le témoignage qu'il a voulu nous aider. Il l'a fait sans hésiter, et c'est bien mal le connaître que de croire qu'il voudrait ternir sa réputation pour quelques milliers de dollars.

On nous objecte encore: Pourquoi payer \$680,000 aux porteurs d'obligations de la Machine Agricole? C'est imposer un fardeau inutile à la Banque d'Hochelaga. Quelques-uns même y voient une manoeuvre pour aider de nos amis qui se seraient portés acquéreurs, à bon marché, d'une partie de ces obligations. Qu'on remarque bien d'abord que ce n'est pas le gouvernement qui rembourse les porteurs de ces obligations, mais bien les banques elles-mêmes. Pourquoi le font-elles? La Banque Nationale, contre des avances de \$5,000,000 à la Machine Agricole, a reçu en garantie un égal montant d'obligations de cette compagnie.

Or c'est la banque qui en a vendu une partie, précisément pour ces \$680,000, et qui en a touché le montant. Avant l'administration actuelle, elle avait dans ses succursales et agences des affiches où les déposants lisaient: "Ici on vend les obligations de la Machine Agricole." La banque a donc profité de ces obligations qui, malheureusement, ont perdu leur valeur. Il y a, me dit-on, 900 petits rentiers, dans nos campagnes, qui détiennent ces obligations. La banque a le devoir moral, sinon légal, de les rembourser, et je suis informé que l'honorable M. Belley, qui représente les acheteurs de ces obligations, leur a donné une opinion longuement motivée, à l'effet que la banque était légalement tenue au remboursement.

Mais il y a davantage. Ces obligations portent première hypothèque sur l'usine de Montmagny, et la banque, en payant celles qui sont détenues par le public, devient propriétaire de toute l'émission et dégrève son immeuble de l'hypothèque qui l'affecte. Le fiduciaire devra lui remettre cet immeuble. En d'autres termes, la banque ne fait que payer sa propre dette, et son actif se trouve augmenté du montant de \$680,000. La Banque d'Hochelaga ne veut pas acheter un procès et encourir le mauvais vouloir de tout ce monde. Elle a raison. Il y a cependant ici un danger. On prétend, je ne sais si le fait est exact, que des spéculateurs ont acheté une partie de ces obligations à vil prix et vont ainsi réaliser de gros profits. Nous y avons pensé. Ainsi le projet de loi pourvoit-il à ce que les premiers détenteurs d'obligations soient payés en plein. Les acquéreurs subséquents, comme dans le cas des dettes litigieuses, ne recevront que ce qu'ils auront payé. Le reste ira

aux premiers acheteurs.

Si la Chambre peut nous suggérer d'autres moyens plus efficaces pour empêcher cette spéculation malhonnête, nous l'invitons à le faire. Nous acceptons ses suggestions d'emblée. Nous traversons indiscutablement des heures critiques. La province est appelée à faire un sacrifice considérable. Mais, conscient de ma responsabilité et de la portée de mes paroles, je ne crains pas d'affirmer que le projet que je sou mets à la Chambre nous évitera un désastre, sauvera la Banque Nationale et, grâce à la fusion avec la Banque d'Hochelaga, la mettra sur un excellent pied. Notre population pourra avoir pleine confiance dans la nouvelle institution. Nous-mêmes, nous l'aiderons, car son sort nous intéresse tout particulièrement désormais.

Sans cette fusion, les actionnaires perdent leur mise et, avec la double responsabilité, leurs pertes s'élèveront à \$6,000,000. J'ajouterai qu'une liquidation forcée est de nature à compromettre l'intérêt des déposants, qui représente \$17,000,000 de l'épargne populaire. On sait, en effet, les conséquences d'une liquidation forcée. Il en est d'une banque comme d'un commerçant: les valeurs se réalisent complètement avec le temps; précipitez-en le recouvrement, c'est le désastre. La perte ne s'étendra pas seulement aux actionnaires et aux déposants; elle atteindra aussi une foule de clients que la Banque Nationale aide et supporte.

Qu'on veuille bien croire que le gouvernement n'entend tirer aucune gloire ni aucun avantage politique de cette législation. Il expose sa propre vie. Si tout va bien, tout sera bientôt oublié; et, si nos prévisions ne se réalisent pas, nous en paierons les conséquences. Mais dans la vie des peuples il est des moments où tous doivent se mettre au-dessus des mesquines considérations et ne songer qu'aux intérêts supérieurs. Nous vivons un de ces moments-là.

Je demande à la Chambre de nous approuver. Je prie nos amis de l'opposition de nous donner leur concours pour qu'on sache, chez nous comme à l'étranger, où l'on nous observe actuellement de près et peut-être avec inquiétude, que Québec est encore et toujours la terre du bon sens, de la stabilité et des initiatives nécessaires et généreuses.

M. l'Orateur, je veux terminer par un message aux actionnaires et aux déposants de la Banque Nationale. Je leur dis: Ayez confiance dans votre institution et, de grâce, ne lui retirez ni vos dépôts ni votre concours. La nouvelle banque en aura besoin. Sous l'empire de la législation actuelle, votre argent ne court aucun danger. La

législature de Québec fait sa large part, faites la vôtre, et ce concours mutuel assurera le salut de tous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je m'y oppose, car ce serait forcer la remise de l'affaire à la prochaine séance. Je comprends que mon honorable ami, le chef de l'opposition, veut avoir quelques heures pour étudier les résolutions. L'Orateur va déclarer 6 heures et nous allons suspendre la séance jusqu'à 8 h 30.

M. l'Orateur déclare qu'il est 6 heures<sup>4</sup>.

Reprise de la séance à 7 h 30

#### Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale

La Chambre<sup>5</sup> reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'émission d'obligations de la province au montant de \$15,000,000 aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai écouté le discours du premier ministre avec une attention particulière. Et j'ai ressenti moi-même l'émotion qu'il éprouvait cet après-midi en nous proposant ce projet destiné à aider à la fusion de deux de nos banques. Je dois déclarer que je n'ai jamais été aussi impressionné que je le suis en ce moment. Car, siégeant ici depuis 15 ans, jamais je n'ai vu une mesure d'une aussi grande portée pour l'avenir soumise à cette Assemblée.

Si le patriote doit faire de grands sacrifices et aller jusqu'à verser son sang pour la patrie, il a le droit de savoir que c'est pour une cause juste qu'il le fait. De même, si l'on nous demande d'engager le crédit de la province pour un montant énorme, il convient de savoir exactement pourquoi. Jamais nous n'avons eu autant besoin de réciter avec ferveur la prière que nous faisons au début de nos séances, car je crois que nous devons tous être bien inspirés pour accomplir aujourd'hui nos devoirs, car la question qui nous est posée n'est pas seulement d'ordre économique, mais aussi d'ordre moral.

J'ai eu l'occasion de dire que je ne veux pas

nuire à aucun mouvement destiné à sauver notre crédit national. Je suis prêt à faire des sacrifices. Voilà les sentiments qui m'animent. Je comprends que le droit parlementaire recommande le respect des droits de la couronne. Mais une mesure qui peut nous exposer aux pires dangers doit être étudiée avec beaucoup de soin. Sans doute, il faut protéger nos institutions, mais il faut aussi connaître la situation afin de pouvoir déterminer les responsabilités.

Le discours du premier ministre a été absolument pessimiste. Il prévoit une crise désastreuse. J'ai trouvé que cela contrastait beaucoup avec la situation florissante qu'on ne cesse de nous faire voir de l'autre côté de cette Chambre. Je me demande s'il a prouvé la gravité de la situation et s'il a assez pensé aux personnes qui peuvent être responsables de cette situation. Le projet de loi qui est maintenant devant nous est d'autant plus important qu'une grande partie de notre population a des fonds dans la Banque Nationale. Un certain nombre de nos sénateurs, de nos ministres et de nos députés y sont aussi intéressés.

Je me demande si nous pouvons juger équitablement les choses avant de faire une étude complète des causes qui ont amené cette situation. Il y a eu des erreurs d'administration, de l'aveu même du premier ministre. En résumé, le premier ministre nous a dit: "Il y a eu des transactions malheureuses. Nous n'en cherchons pas les responsabilités." Puis le premier ministre a admis avec une belle franchise que le projet de crédit constituait un précédent extraordinaire et dangereux. Je me réclame donc de son admission pour demander le temps d'étudier cette question avec toute l'attention possible.

Le premier ministre a parlé des effets terribles de la guerre. Je ne suis pas - mes amis de la droite me l'ont souvent dit - je ne suis pas un homme d'affaires. La question de la Banque Nationale est, selon moi, une question d'administration plutôt qu'une question de guerre. Le premier ministre nous a dit que la Banque Nationale était en mauvaises affaires. Je suis surpris de l'avoir entendu faire un exposé aussi sombre de la situation de la Banque Nationale. Je m'étais basé sur le dernier rapport fait par les directeurs de cette banque au gouvernement fédéral, à la fin de décembre dernier, et rien dans ce rapport ne me laissait prévoir pareil état de choses. J'y ai vu que la Banque Nationale accordait à ses actionnaires un dividende de 6% par année. J'avais compris que ce dividende ne devait pas être pris à même le capital, non plus qu'à même les dépôts, mais à même les bénéfices. Comment se fait-il que, tout

récemment, on a pu accorder un dividende de 6% aux actionnaires de cette banque, si cette dernière était dans la situation lamentable que l'on prétend? Je suis surpris d'apprendre que la banque est maintenant en mauvaise posture. J'espère que le premier ministre ou un de ses collègues éclaircira ce point. Car nous sommes les législateurs et nous devons être capables de justifier devant la province ce projet hasardeux. C'est pour cela que je tiens à demander au gouvernement des explications sur ce point d'abord.

Le premier ministre a dit que la guerre était la cause de cet état de choses. Je sais que l'on a fait une éducation dans ce sens-là dans cette province. Je me souviens des hommes qui disaient: "Prenez garde; n'allez pas trop loin." Je sais que, dans notre province comme ailleurs, on a adopté un régime différent de celui d'autrefois. Mais je dis que ceux qui étaient chargés de l'administration publique ont une part de responsabilité. Il n'y a pas bien longtemps, j'ai jeté le cri d'alarme et de prudence et je n'ai pas été entendu.

Le premier ministre nous a dit que la Banque Nationale avait encouragé trop longtemps la Machine Agricole; que l'on avait placé des affiches dans les bureaux de banques. Il nous a dit que c'était là de la mauvaise administration, de l'imprudence. Mais alors, M. l'Orateur, des ministres ont aussi encouragé la Machine Agricole. Je me souviens d'un grand banquet, il y a deux ans, à Montmagny, auquel on m'avait invité pour célébrer un grand génie. J'ai refusé d'y aller parce que je n'avais pas confiance. On m'a dit que j'étais un fanatique. Les ministres y sont allés. Ils sont allés demander au peuple d'acheter des obligations de la Machine Agricole.

Les discours des députés de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) et de Terrebonne (l'honorable M. David), à Montmagny, ont loué le génie de M. Paquet<sup>6</sup> et salué son oeuvre comme une oeuvre nationale. Les ministres ont dit au peuple qu'il fallait engager son argent dans la Machine Agricole parce que cette entreprise était dirigée par M. Paquet, un homme de génie, et encouragée par des membres du gouvernement qui étaient des génies comme lui. Je n'aurais pas rappelé ces discours si le premier ministre n'avait pas attribué à la guerre la responsabilité qui doit retomber sur ceux qui ont encouragé cette industrie. De plus, la Banque Nationale a vendu \$680,000 d'obligations de la Machine Agricole et en a touché le montant; 900 petits rentiers détiennent de ces obligations dans la province. Je répète que nous devons connaître tous les détails de l'adminis-

tration de la Banque Nationale. Nous n'avons que le discours du premier ministre pour nous éclairer, mais c'est un plaidoyer.

Le premier ministre nous a dit que l'on allait assurer à notre province une grande banque qui inspirerait confiance. Je le souhaite si le projet doit être réalisé. Cependant, on ne devra pas oublier qu'il y a d'autres banques canadiennes-françaises qui méritent la confiance du public et qui n'ont pas participé à la transaction.

On veut procéder un peu vite. Le premier ministre ne sera pas surpris si nous demandons plus qu'une demi-heure pour peser l'acte que nous devons faire. Il a ajouté: "Je ne veux pas que les actionnaires et les déposants puissent dire: Nous sommes ruinés parce que la législature n'a pas voulu nous sauver." Je ne veux pas m'exposer à un tel reproche. Je suis prêt à considérer les déposants comme des victimes, je suis prêt à croire qu'ils ont été victimes de ceux qui les ont trompés. Mais je veux que l'on nous donne la chance de faire la lumière et nos compatriotes ne pourront ainsi accuser la législature. Ne devront-ils pas demander compte plutôt à ceux qui sont responsables de la situation?

Le discours du premier avait un cachet particulier. Il a été d'une grande modération. Pour ma part, j'en ai éprouvé une grande satisfaction. Mais il nous a dit que nous devons régler la question le plus rapidement possible. Cependant, nous devons, je le répète, bien peser la question. Je n'ai jamais entendu autant de modération de la droite. Jusqu'à aujourd'hui, on a dit que tout allait bien et qu'il n'y a que dans l'esprit du chef de l'opposition, dans son imagination, que ça allait mal. Gouverner, c'est prévoir. Le gouvernement a-t-il prévu? J'ai vu avec regret la figure des membres du gouvernement attristée cet après-midi. J'espère qu'ils ne nous traiteront plus d'alarmistes et de défaitistes et que nous chercherons ensemble le meilleur remède à la situation.

Un dernier mot, M. l'Orateur. Est-ce que ce projet est bien constitutionnel? Je n'ose parler de droit, car je me rappelle que, l'an dernier, en parlant de droit, le premier ministre m'a dit que j'avais une chandelle légale. Je n'ai plus besoin d'aller en dehors de la Chambre pour avoir des avis légaux. Les banques sont obligées de faire rapport au gouvernement fédéral. Tout le monde est porté à croire que cette question est plutôt du ressort du gouvernement fédéral. J'ai consulté plusieurs personnes et elles m'ont exprimé cette opinion. Je crois que c'est une question qui mérite d'être discutée.

Encore une fois, nous sommes prêts à faire



notre devoir. C'est un projet dangereux, hasardeux. N'entraînera-t-il pas le gouvernement dans d'autres demandes de crédit? Le premier ministre nous a dit que la situation économique était grave. Alors, le gouvernement n'invite-t-il pas d'autres institutions de production nationale à réclamer également la protection du gouvernement en cas d'insuccès? Il y a eu d'autres pertes dans le passé. Il y a eu, dans le district de Québec, de nombreuses victimes dans la faillite de la manufacture Julien. Il y a eu là une perte de un million et les victimes ne sont pas venues demander de l'aide. Si la faillite Julien se produisait demain, les porteurs d'obligations ne pourraient-ils pas venir demander de l'aide au gouvernement?

J'ai reçu récemment des lettres de gens qui me demandent d'attirer l'attention du gouvernement sur la fermeture de certaines industries, qui pourraient subsister avec une aide semblable du gouvernement. J'ai reçu en particulier une lettre d'un actionnaire d'une fabrique de laine, dans un comté du bas du fleuve, lequel me demandait si le gouvernement ne pouvait pas aider cette industrie.

Si on nous démontre, avec des arguments probants, qu'il faut absolument créer ce précédent et que c'est un devoir national, nous l'accepterons. On doit avoir beaucoup de sympathie pour les déposants de la Banque Nationale et pour les petits obligataires de la Machine Agricole, mais il faut faire une distinction entre ceux-là et les directeurs qui, connaissant la situation, ont continué les opérations sachant qu'elle était désespérée.

Voilà notre position. Elle montre que nous sommes aussi sympathiques aux victimes de cette malheureuse affaire que le gouvernement, que nous avons du patriotisme, mais que nous ne voulons pas protéger ceux qui doivent être tenus responsables. C'est pourquoi nous demandons d'être mieux renseignés avant de nous prononcer.

M. Létourneau (Québec-Est) se déclare détaché de toute préoccupation personnelle et de tout lien de parti. J'entends traiter cette question au point de vue affaires, dit-il. Je suis bon partisan du gouvernement et je suis toujours prêt à suivre mes chefs sur n'importe quelle question de principe. Mais voici une question nouvelle et je crois devoir dire un mot. Il s'agit de créer un précédent; il s'agit d'avancer une somme considérable alors que l'état de nos finances n'est pas brillant. Je crois donc, avec le chef de l'opposition, que nous devons être bien prudents.

Je crois que la législature a le droit de s'occuper de cette fusion de banques, mais je me demande pourquoi Sir Vincent Meredith, président

d'une banque qui a intérêt à voir disparaître la concurrence, a fait une déclaration favorable à la fusion. Je me demande si la paix, l'ordre et le bon gouvernement de la province nécessitent cette intervention considérable. Après avoir bien examiné la situation, je suis porté à croire que l'action du gouvernement est justifiable dans les circonstances. Il faut ici un courage et une ténacité qui peuvent seuls sauver la situation.

Le gouvernement a aidé généreusement à la colonisation, à l'agriculture, à la voirie, à l'instruction publique. Il a donné \$3,000,000 à nos trois universités et accordé des octrois à nos collèges classiques et à différentes autres institutions. Et le gouvernement a été applaudi. Aujourd'hui, en garantissant la somme que l'on sait à la Banque Nationale et à la Banque d'Hochelaga, c'est à tout le commerce, à toute l'industrie, aux cultivateurs, enfin, à toutes les classes de la société que le gouvernement vient au secours. Il est donc juste que l'on vienne en aide à une institution financière qui supporte 50,000 hommes d'affaires et commerçants, prévenant ainsi un désastre financier imminent. J'appuie de tout coeur la mesure du gouvernement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le premier ministre a eu un avantage sur nous. Il a dû avoir tous les renseignements nécessaires et il n'a eu qu'à considérer longuement les informations qu'on lui donnait. Nous avons bien obtenu quelques informations des journaux et des hommes de la finance. Et nous avons depuis cet après-midi les résolutions que nous avons à étudier.

L'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) a fait erreur en comparant ce projet aux dons du gouvernement aux universités. Donner à une université c'est donner aux citoyens de toute la province. Mon honorable ami nous a plutôt éloignés du projet qu'il ne nous en a rapprochés. Si la catastrophe est aussi menaçante qu'il nous l'a dit pour le commerce et l'industrie, ce projet devrait être présenté devant une autre législature.

On nous propose de prêter \$15,000,000 sous la forme d'obligations, que nous abandonnons sans réserve, sans autre garantie que celle de bonne administration. Je me plais à reconnaître que, si la Banque d'Hochelaga continue d'être bien administrée - je n'en ai aucun doute - d'ici à 40 ans elle remboursera le gouvernement. Mais je tiens à dire que le gouvernement lui remet ces obligations sans autre garantie que celle d'une bonne administration. De plus, le gouvernement paiera les coupons si la banque ne les paie pas.

Ce projet est extraordinaire non seulement



parce que nous prêtons le crédit de la province à une corporation privée, mais aussi parce que la province sera obligée de payer même si la banque fusionnée ne paie pas les obligations. Nous prêtons sans obligation de nous rembourser et avec l'obligation pour la province de payer dans 40 ans même si la banque ne paie pas ses annuités. Mais quelle sera sa situation dans 40 ans et, si elle est la même que celle de la Banque Nationale, qu'advient-il des 15 millions? Il ne s'agit donc pas de la fusion de deux banques, mais de l'absorption d'une banque affaiblie par une banque très puissante. Si la Chambre doit voter la mesure, elle doit le faire d'une manière généreuse et prêter généreusement afin que la banque qui achète puisse faire revivre celle qui se meurt. Ce n'est pas une fusion que nous faisons, c'est une transfusion afin de donner une nouvelle vie au corps chancelant que l'on nous a dépeint cet après-midi.

Ce n'est pas la première fois que la province traverse des jours douteux. Nous avons eu 25 faillites de banques et 28 fusions. La fusion des banques n'est pas désirable en soi et n'a jamais servi à la province. Cela ne s'applique pas au cas actuel. La banque, pour bien remplir son rôle, ne doit pas centraliser ses épargnes. Elle doit en faire profiter les populations où ces épargnes sont recueillies. Nous avons besoin de banques fortes et puissantes, mais nous avons surtout besoin de les décentraliser afin que toutes les régions soient aidées. Nous avons 16 banques canadiennes à part la Banque d'épargne de Montréal et la Caisse d'économie. On va en faire disparaître une si cette Chambre est prête à avancer un crédit de \$15,000,000.

Il n'y a pas de doute que les déposants jouent un rôle de victimes dans les circonstances. Et il n'est pas possible qu'ils perdent leurs épargnes. C'est la seule raison que peut invoquer le gouvernement pour déposer cette mesure devant la Chambre. Les déposants de la Banque Nationale étaient menacés de perdre leur argent. Qui en est responsable? Les actionnaires de la Banque Nationale et de la Machine Agricole. J'avoue avoir été touché par la lecture que le premier ministre a faite de la liste de ces actionnaires de la Banque Nationale. Mais, s'il y a eu des erreurs d'administration à la Banque Nationale, les actionnaires, qui sont les administrateurs de la banque, n'en sont-ils pas responsables? De tout temps, les actionnaires des banques sont responsables de l'administration, ils sont représentés par leurs délégués dans les conseils d'administration et ils doivent surveiller leurs intérêts. Il y a, entre les déposants et les deux autres groupes de personnes que l'on veut proté-

ger, une distinction telle que, si ce n'était des déposants, le projet de loi n'aurait rien pour attirer la sympathie. Il est certain que le peuple de la province a fait une distinction entre ces groupes.

C'est de la mauvaise administration que les anciens actionnaires de la Banque Nationale touchent un dividende avant que la province ne perçoive les annuités de ses \$15,000,000. Ce sont là les impressions que j'ai au début de ce débat. La Banque d'Hochelaga s'est rendu compte de l'administration de la Banque Nationale. Il me paraît nécessaire, comme le disait le chef de l'opposition, d'examiner à notre tour cette administration, d'examiner soigneusement le contrat pour voir s'il n'y a pas moyen de le modifier. Les deux institutions ont signé la convention qu'on demande à la législature d'approuver, mais la province n'a pas été consultée. Le gouvernement est appelé à engager son crédit et l'argent du peuple sans que ces derniers aient eu une part quelconque au contrat. J'espère qu'il sera possible, avant la fin de ce débat, de nous rendre compte de la situation. J'espère surtout que la province de Québec pourra traverser cette heure de crise comme elle en a traversé bien d'autres et de pires que celle-ci. Ce n'est pas mon opinion que la situation soit aussi sombre qu'on le dit et que la fermeture de la Banque Nationale aurait été un désastre. Quel que soit le résultat de nos délibérations, si la province devait souffrir, je suis convaincu qu'elle reprendra la route qu'elle a poursuivie depuis des siècles. Nos pères ont commencé avec rien; notre race a encore de bons bras, un coeur solide, et il n'y a rien à craindre pour son avenir.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nos amis de la gauche ont donné à ce débat le ton qu'il convenait. La question actuellement discutée n'est pas une question politique. Nous croyons fermement que, si les faits que l'on nous a soumis sont vrais, il s'agit d'une question nationale.

Quand on jette un coup d'oeil en arrière dans notre histoire, nous voyons que nos ancêtres, dont a parlé l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), se sont adonnés surtout à la culture du sol. Plus tard, ils ont fondé des petites industries qui ont mis du temps à se développer. C'est que nous manquions de grandes institutions de crédit et de banques. On en organisa quelques-unes plus tard et ce fut l'ère des progrès qui commença. Nous avons une destinée à remplir et il ne suffit pas seulement pour la remplir de développer chez nous le côté intellectuel ou autre, il nous faut de l'argent et c'est pourquoi on fonda les banques qui nous sont nécessaires et qui ont contribué

largement à notre sort économique. Tel était le but de ceux qui ont fondé, il y a 50 et 60 ans, la Banque Nationale et la Banque d'Hochelaga.

Nous avons traversé une grande crise qui a ébranlé le monde; la Banque Nationale en a ressenti les coups, elle était menacée de fermer ses portes. La situation présente, il est vrai, doit être étudiée, et c'est ce que nous avons fait pour les circonstances que nous envisageons. L'on nous assure que la Banque Nationale fermerait ses portes si la Banque d'Hochelaga ne l'absorbait pas. Le contrat affirme que le crédit de la province pour cette fusion est nécessaire.

D'un autre côté, nous savons que la Banque Nationale a avancé \$5,000,000 à la Machine Agricole de Montmagny. L'honorable chef de l'opposition a critiqué les ministres d'avoir encouragé la Machine Agricole. Je crois qu'il a eu tort d'adopter cette tactique. Dans ce temps-là, on avait confiance. Je n'étais pas de ce voyage dont il a parlé, mais tout le monde espérait que ce projet réussirait. La Machine Agricole a tenté de créer une belle et grande industrie dans la province. Ce fut un effort splendide, mais qui n'a pas réussi, mais ceux qui ont organisé cette affaire et qui ont échoué doivent-ils être blâmés? De cette faillite découle un passif considérable, qui a été suivi d'autres qui ont également découlé de mauvaises transactions.

Le chef de l'opposition veut savoir si la transaction veut couvrir des coupables. Qu'il soit tranquille là-dessus! Si cela était, le gouvernement ne se prêterait pas à cette transaction. Au-dessus des intérêts privés, le gouvernement considère les intérêts généraux de la province. Il est vrai que, dans cette aventure, nous ne marchons pas de gaieté de coeur, mais il faut quand même marcher. Nous avons pendant plusieurs semaines étudié tous les détails de la situation. Nous nous sommes convaincus que les déposants, qui ont amassé des épargnes au prix de nobles efforts, allaient perdre leur argent. Nous n'avons pas hésité. Nous en sommes venus à la conclusion que le crédit de la province était nécessaire dans la transaction.

Sans doute, dans cette affaire, la sympathie première doit aller aux déposants, mais ne faut-il pas avoir aussi les mêmes sentiments pour les actionnaires qui ne sont pas des millionnaires, mais pour la plupart de pauvres gens de campagne? Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) prétend que les actionnaires sont responsables de la mauvaise situation de la Banque Nationale. Cela est vrai en droit et comme thèse légale. Mais, en pratique, on ne peut raisonnablement rendre responsables les actionnaires de la maladministration

de la banque.

D'un autre côté, il y a encore à protéger ceux qui font des affaires avec la Banque Nationale: le commerce des campagnes, la petite industrie, etc. Quelqu'un peut-il dire quelle serait la répercussion dans toute la province si le gouvernement n'intervenait pas? Les commerçants et marchands, clients de la Banque Nationale, seraient fort menacés, les cultivateurs, les ouvriers qui doivent de l'argent à ces marchands seraient dans une situation périlleuse. Notre essor économique serait arrêté après 150 ans d'efforts. Nous serions menacés d'un désastre incalculable et, entre la responsabilité de laisser le désastre s'accomplir et la responsabilité de créer un précédent, je n'hésite pas à sauver une institution du désastre.

On demande des détails plus complets. Quels renseignements l'opposition veut-elle de plus? S'il y en a, nous sommes prêts à les produire. Car cette mesure n'est destinée à protéger personne et nous n'avons rien à cacher dans toute cette affaire. Nous aurons après la fusion une banque forte et puissante. Mais alors ne lui mettons pas d'entrave. On s'étonne que le dividende de 10%, dans le contrat, soit payé avant l'annuité. C'est la Banque d'Hochelaga qui exige cela et elle a bien ce droit.

Notre intervention est pour aider à la banque. Si nous portons les \$15,000,000 que nous lui donnons à son passif, nous ne l'aiderons pas, nous lui nuirons. C'est pour cela que le fonds d'amortissement doit être mentionné après le paiement de dividende.

Quant à l'annuité à payer, nous n'avons aucun doute que la nouvelle banque sera en état de le faire. En effet, elle n'aura, à la fin de l'année, que ses coupons d'intérêt à payer et il ne lui sera peut-être même pas nécessaire de se servir des obligations. Même en admettant que la nouvelle banque, traversant des crises financières, ne puisse pas nous rembourser à la fin de chaque année, cela voudrait dire une perte de \$124,000 pour la province. Est-ce suffisant pour empêcher le désastre que nous croyons? Qui nous dit que d'autres banques ne suivraient pas la faillite de la Banque Nationale? Et, alors, le désastre serait plus grand, et ce n'est pas en face d'une perte d'un peu plus de \$100,000 qu'il faudrait s'arrêter dans les moyens d'empêcher ce désastre.

Quand on considère tous les désastres que nous sèmerons en repoussant cette mesure, il me semble que notre devoir, à nous, représentants du peuple, est de prêter notre crédit pour cette fusion d'où émergera une banque qui continuera à rendre de précieux services à notre province. C'est une loi

extraordinaire pour une situation extraordinaire et la législature doit l'adopter.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, j'ai écouté avec un immense intérêt le discours habile de l'honorable premier ministre ainsi que ceux des orateurs qui l'ont suivi sur les résolutions relatives au bill concernant l'émission d'obligations provinciales au montant de \$15,000,000 et leur cession en pleine propriété à la Banque d'Hochelaga comme condition de son absorption de la Banque Nationale. L'honorable premier ministre nous a déclaré que le projet en question était le plus important de tous ceux qui avaient été soumis à la législature depuis la Confédération et qu'il se rendait bien compte qu'il demandait à la législature de créer un précédent dangereux.

En effet, M. l'Orateur, engager le crédit de la province pour une somme aussi considérable, venir en aide à une institution privée, la Banque Nationale, comme l'a dit le premier ministre, est un précédent bien dangereux, d'autant plus dangereux que cette banque, comme toutes les autres d'ailleurs, est une institution relevant du pouvoir fédéral auquel elle doit rendre des comptes et qui aurait, il me semble, le devoir de la secourir, s'il y a lieu, à la place de la législature provinciale.

J'ai entendu avec plaisir le premier ministre affirmer devant cette Chambre que la Banque d'Hochelaga et la Banque provinciale du Canada sont deux institutions prospères, solides et qui inspirent pleine confiance au public, et en cela il a eu raison. Mais, pour justifier l'introduction de ses résolutions, il a fait une peinture sombre et alarmante des affaires de la Banque Nationale. M. le premier ministre nous a dit qu'il avait étudié la question et mûri son projet durant des semaines et des semaines, mais en présence des derniers rapports de la banque au département fédéral, confirmés par un dernier dividende qu'elle vient de déclarer, il est bien permis d'avoir des doutes sur ses avancés.

Quant à moi, député de la gauche, je n'ai eu connaissance de cette mesure que par les journaux, comme tous les citoyens de cette province. Ces résolutions n'ont été déposées que cet après-midi et j'ai eu à peine le temps de les lire. Malgré toute la confiance que je puis avoir dans la parole de l'honorable premier ministre et des personnes dont il a cité les témoignages, je crois que je manquerais à mon devoir de représentant du peuple si je ne demandais pas plus de renseignements sur les circonstances qui justifient, prétend-on, ces importantes résolutions, avant de former mon

opinion.

Le devoir d'un député n'est-il pas de se renseigner sur les projets de loi soumis à la législature et de travailler à maintenir la confiance du public dans nos institutions? Et je dis, M. l'Orateur, que, pour maintenir cette confiance, les députés de cette Chambre ne peuvent accepter une mesure de cette extrême importance sans se rendre compte de tous les faits.

Je crois que c'est l'opinion générale dans le public et je lisais, le 9 janvier courant, un article de journal cité par *la Patrie* où il était dit que "la population commence à être fatiguée des transactions bancaires qui ne sont pas parfaitement expliquées et que le gouvernement de Québec devrait sans tarder donner les détails les plus complets de cette affaire afin de rassurer le public". Et *la Patrie* elle-même ajoutait: "Il n'y a pas de doute que la députation sera saisie de tous les faits."

Eh bien, M. l'Orateur, c'est aussi mon opinion. Je crois que nous devons être saisis de tous les faits et, pour les obtenir de la façon la plus pratique et la plus expéditive, je crois que la question doit être référée à un comité composé de membres des deux côtés de cette Chambre.

À cette fin, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), l'amendement suivant: Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "le projet de résolutions relatives au bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale soit renvoyé à un comité composé des honorables MM. Taschereau, Galipeault, Mercier fils, de MM. Bullock, Tourville, Sauvé, Patenaude, Smart, et du proposeur; que ce comité soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières relatives audit projet de résolutions; à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin, et à faire un rapport exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, ainsi que sur ledit projet de résolutions, le tout afin de renseigner complètement cette Chambre et de satisfaire pleinement l'opinion publique".

**M. l'Orateur** lit l'amendement et demande: Cet amendement sera-t-il adopté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je félicite les honorables députés de l'opposition du ton de leurs discours. Ils ont réalisé que nous étions en face d'une situation extraordinaire. Je

veux dire un mot à l'honorable chef de l'opposition au sujet du voyage à Montmagny. À ce moment-là, il n'y avait pas une obligation d'émission pour la Machine Agricole. Nous sommes allés là sur l'invitation du propriétaire d'une usine, qui était admirable. Que nous ayons été trompés, c'est possible.

Nous sommes en face d'un contrat qui ne peut être modifié. C'est à prendre ou à laisser. Le contrat qui est devant nous a été envoyé aux actionnaires. S'il est changé d'un iota, tout est à recommencer. Il faudra avoir une nouvelle autorisation du ministre des Finances; il faudra un nouveau délai de six semaines. Mais pas un homme d'affaires ne niera que, si nous recommençons tout cela, lorsque nous aurons fini, la banque sera vidée et le désastre ne pourra plus être évité. Il y a trois semaines que le projet est devant le public. Les présidents des deux banques et moi-même avons émis alors un communiqué aux journaux qui expliquait les termes du contrat et les conditions de notre appui à cette fusion. L'opposition ne peut plaider le manque de temps. Si nous changeons ce contrat, il vaut mieux le déchirer. On nous demande une enquête. Sur quoi? Il ne s'agit pas de savoir qui a fait les transactions malheureuses, mais de sauver la banque d'un désastre.

Il importe de ne pas laisser le peuple plus longtemps dans l'attente, de crainte d'une panique. Il n'est pas possible de dire: Attendez et nous allons faire une enquête. Si le public sait demain que nous allons faire une enquête, la Banque Nationale va se vider et la Banque d'Hochelaga, dans huit jours, repoussera le contrat en disant: "Je n'en veux plus." Le désastre sera inévitable, mais ceux qui l'auront causé en auront la responsabilité. Encore aujourd'hui on nous apprend qu'il y a eu une course assez intense sur la Banque Nationale. Le seul moyen d'éviter le désastre, c'est d'adopter ce projet ce soir. Après, si l'opposition veut un comité d'enquête, très bien, nous la laisserons faire par des membres de l'opposition exclusivement. Plus que cela, puisque c'est le seul moyen d'éviter un désastre, je demande à la Chambre d'adopter la mesure et, après, si l'opposition veut une commission royale, nous la créerons afin de déterminer les responsabilités, de rechercher les coupables s'il y en a. Nous vous donnerons tous les comités et toutes les enquêtes que vous voudrez, tous les renseignements que vous désirerez, pourvu que vous n'entraviez pas la marche de ces résolutions de façon à laisser croire demain au public que la Chambre hésite à les passer. Le péril est trop grave pour que nous permettions un attermoiement de ce genre. Nous avons suffisamment fait voir qu'il y avait urgence. Notre devoir est de sauver

l'institution et le moyen c'est de donner confiance au public en adoptant ce projet, et j'invite la Chambre à l'adopter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère que le débat pourra toujours se continuer avec le même calme qu'au début. J'ai dit que les ministres en allant à Montmagny avaient engagé la responsabilité de cette Chambre. Et je reconnais la franchise du premier ministre. La présence des ministres au banquet a encouragé la population à mettre son argent dans des entreprises maintenant en ruine. Il faut que les ministres prennent leur responsabilité de la situation. Les ministres nous ont dit qu'ils avaient étudié la mesure pendant un mois. Il est vrai que le chef du gouvernement a déclaré: "Notre projet est devant le public depuis un mois." Mais il y a un mois la situation n'était pas la même. Nous croyions alors que les affaires de la Banque Nationale étaient bonnes. Aujourd'hui c'est bien différent.

L'offre d'une enquête royale lorsque le projet sera voté par la Chambre est facile pour le gouvernement, mais serait un précédent encore bien dangereux. Nous ne devons pas voter une mesure sans en bien comprendre les causes et effets. Je ne peux comprendre surtout comment la Banque Nationale a déclaré un dividende de 6% alors qu'elle était en banqueroute, et c'est cette situation que l'opposition veut étudier à fond. Des imprudences inexcusables ont pu être commises et il faut que la législation le sache.

Il veut au moins quelques jours pour faire cet examen. Il compare Montréal à la Banque Nationale et lit un article du *Soleil* dans lequel on se moque de la métropole qui vient chercher de l'argent à Québec. Nous ne voulons pendre personne, conclut-il, mais nous voulons une enquête en justice pour les déposants victimes, les actionnaires et les administrateurs. Je crois que l'amendement de l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) devrait être adopté.

M. l'Orateur: La question est sur l'amendement. Ceux qui sont en faveur diront oui; ceux qui sont contre diront non.

Des voix ministérielles: Non.

Des voix de l'opposition: Oui.

M. l'Orateur: Dans mon opinion, les non l'emportent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres<sup>7</sup>.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaudoin, Bray, Dufresne, Duranleau, Faucher, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

**Contre:** Houthier, Baillargeon, Bergeron, Bordeleau, Bouchard, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Desmarais, Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Hamel, Hushion, Laferté, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Ch teauaguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 43<sup>o</sup>.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur la même division, mais en sens inverse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Attendu que la Banque Nationale, corporation légalement constituée ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, a fait, le troisième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre, avec la Banque d'Hochelaga, corporation légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Montréal, la convention suivante:

Convention  
entre

la Banque Nationale, corporation légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, ci-après désignée "la venderesse",  
et

la Banque d'Hochelaga, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, ci-après désignée "l'acqu reure".

Attendu que la venderesse a, dans l'intérêt de ses déposants, créanciers et actionnaires, offert à l'acqu reure de lui vendre, aux conditions ci-dessous, tout son actif, après avoir suivi les formalités

prescrites par la loi des banques;

Attendu que l'acqu reure est disposée à acheter tout l'actif de la venderesse, aux conditions ci-après fixées, et pourvu que la province de Québec, dans le but de faciliter la transaction et de constituer un actif liquide proportionné au passif de la venderesse, émette et transporte en pleine propriété et sans réserve, en faveur de l'acqu reure, quinze millions de dollars (\$15,000,000) de ses obligations:

Les présentes sont à l'effet d'attester que:

1. Ce contrat est subordonné à la condition que le gouvernement de la province, autorisé par la législation, consente à émettre et à céder en pleine propriété à la Banque d'Hochelaga, dès que le présent contrat aura été approuvé par le gouverneur général en conseil, quinze millions de dollars (\$15,000,000) d'obligations de la province, échéant dans quarante ans, en coupures de \$1,000 payables au porteur, sujettes à enregistrement et négociables sans restrictions, datées du 1<sup>er</sup> mars 1924, portant intérêt au taux de 5% par an payable semi-annuellement au porteur les 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> mars de chaque année, sur présentation des coupons y attachés, et ce uniquement aux conditions et pour les considérations suivantes, savoir:

(a) La Banque d'Hochelaga remboursera à la province, aux dates d'échéance des coupons d'intérêt, mais seulement dans la mesure où ses revenus, tels que définis aux paragraphes (i), (j) et (k), le lui permettront, tout montant d'intérêt que la province pourrait être appelée à débourser à raison du paiement de ces coupons d'intérêt;

(b) La Banque d'Hochelaga versera à la province, le ou avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, une somme qui, avec les intérêts capitalisés au taux de 5% par année, amortira en quarante ans le principal des obligations, soit \$124,172.40, mais seulement à même ses revenus, tels que définis aux paragraphes (i), (j) et (k), et après déduction des remboursements des montants d'intérêts mentionnés au paragraphe précédent et d'un dividende annuel de 10% sur le capital de ladite banque maintenant versé ou qui pourra être versé à l'avenir;

(c) La Banque d'Hochelaga pourra, à son gré, anticiper les versements mentionnés au paragraphe (b), et ces versements anticipés seront productifs d'intérêt au taux de 5% par année, et ces intérêts seront eux-mêmes capitalisés au même taux;

(d) La Banque d'Hochelaga ne pourra payer en dividendes à ses actionnaires plus de 10% dans le cours d'une année sans verser à la province le montant précité de \$124,172.40, à moins que le

ou les versements n'aient été anticipés;

(e) La Banque d'Hochelaga, pendant la durée du contrat prévu par cet article, soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil de la province, pour approbation, le nom de l'un des deux vérificateurs à être soumis aux actionnaires en vue de la nomination qu'ils doivent faire suivant les dispositions de la loi des banques, et, dans le cas où les actionnaires ne nommeraient pas la personne approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, il sera alors loisible à celui-ci de nommer un troisième vérificateur;

(f) La Banque d'Hochelaga pourra, en tout temps, mettre fin au contrat prévu par cet article, sur remise par elle à la province des obligations ci-dessus désignées et des coupons non échus, et, dans ce cas, la province devra remettre à la Banque d'Hochelaga tous les versements effectués par elle en vertu des paragraphes (b) et (c) avec l'intérêt capitalisé, tel que susdit;

(g) Si un des remboursements prévus au paragraphe (a) n'est pas fait, en tout ou en partie, le montant sera ajouté au principal des obligations, et, dans ce cas, les remboursements prévus au paragraphe (a) seront augmentés de l'intérêt à 5% sur la somme non remboursée, mais les versements prévus au paragraphe (b) n'en seront pas augmentés et les dispositions du paragraphe (h) s'appliqueront;

(h) Dans le cas où les versements prévus au paragraphe (b) n'auraient pas été effectués ou anticipés suivant les dispositions du paragraphe (c) et que la somme des versements faits avec les intérêts capitalisés, tel que susdit, ne serait pas suffisante pour couvrir à l'échéance le montant principal des obligations ci-haut mentionnées, la Banque d'Hochelaga devra, jusqu'à paiement complet du solde avec intérêt, continuer les remboursements et versements prévus ci-dessus aux mêmes conditions;

(i) Les revenus de la Banque d'Hochelaga pour les fins ci-dessus, seront déterminés conformément à la pratique de ladite banque, et seront ceux qui, si les dispositions du présent article n'existaient pas, auraient été disponibles pour les fins de dividendes ou d'augmentation soit du fonds de réserve, soit du solde créditeur du compte "profits et pertes";

(j) Les revenus, tels que définis ci-haut, qui seront pris en considération, seront: (1) en ce qui a trait aux remboursements prévus au paragraphe (a), ceux qui seront établis pour le demi-exercice précédant les dates de remboursement, et, (2) en ce qui a trait aux versements prévus au paragraphe (b), ceux qui seront établis pour l'exercice annuel

précédant la date du versement;

(k) Dans le cas de divergence d'opinions relativement aux dispositions des paragraphes (i) et (j), la question sera décidée par un comptable-expert, choisi de commun accord, ou, en cas de désaccord, désigné par le président de l'Association des banquiers canadiens;

2. Si cette condition est remplie et le gouvernement de la province prend un engagement à l'effet ci-dessus, la venderesse vend et l'acquéreur achète tout l'actif et tous les droits de la venderesse, sans aucune réserve, de quelque nature et en quelque endroit qu'ils soient.

Pour ces considérations, et sous ces conditions l'acquéreur s'engage:

(a) À émettre et à verser, comme paiement du prix d'achat, à la venderesse, après l'approbation de cette vente et du présent contrat par le gouverneur général en conseil, conformément aux stipulations de la loi des banques, un million cinq cent mille dollars (\$1,500,000) du capital social de l'acquéreur, devant être distribué entre les actionnaires de la venderesse, suivant leurs droits, savoir: une action du capital social de l'acquéreur pour chaque deux actions du capital social de la venderesse émises et réparties avant le 15 décembre 1923;

(b) À prendre à sa charge et payer tous les billets non rachetés et en cours, émis par la venderesse et destinés à la circulation;

(c) À prendre à sa charge, acquitter et payer les dépôts et toutes les obligations et responsabilités, de quelque nature qu'ils soient, de la venderesse, dans lesquels, pour les fins de ce contrat seulement, sont comprises les obligations de la Machine Agricole Nationale limitée, au montant de \$680,000 avec un an d'intérêt, maintenant détenues par le public;

(d) À se conformer aux dispositions de la loi des banques qui se rapportent à l'espèce;

(e) À payer tous les frais, déboursés et dépenses de la venderesse subséquents à la complétion du contrat de vente et d'achat, y compris les frais et déboursés qui pourront se rapporter à la distribution entre les actionnaires de la venderesse du produit de la vente;

3. En considération de cet achat, la venderesse convient:

(a) D'obtenir régulièrement l'approbation du gouverneur général en conseil aussitôt que le présent contrat de vente et d'achat aura été conclu par elle après l'autorisation requise de ses actionnaires et les avis exigés par la loi des banques;

(b) De se conformer à toutes les autres prescriptions de la loi des banques applicables en

l'espèce;

(c) D'exécuter tous transports, documents ou contrats requis par l'acquéreur et de faire tout ce qu'elle demandera et ce qu'elle considérera nécessaire ou utile pour la complétion de la vente et le transport de tout l'actif et de tous les droits de la venderesse, et de donner effet à cette vente et à ce transport, tel que pourvu à la loi des banques;

(d) D'assister l'acquéreur à obtenir que le nom de celle-ci soit changé en celui de "La Banque Nationale de Québec" ou en un autre nom, au choix de l'acquéreur;

(e) Qu'il n'a été contracté récemment et qu'il ne sera contracté aucune obligation ou responsabilité autre que celles résultant des opérations ordinaires et courantes de la venderesse.

Faite et signée en duplicata ce troisième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre, et sujette à l'approbation des actionnaires et du gouverneur général en conseil.

La Banque Nationale,  
(Signé) Geo.-É. Amyot,  
président  
(Signé) H. Desrivières,  
gérant général

(Signé) Gus. Bernier,  
témoin pour la Banque Nationale

La Banque d'Hochelaga,  
(Signé) J.-A. Vaillancourt,  
président  
(Signé) Beaudry Leman,  
gérant général

(Signé) Ernest Guimont,  
témoin pour la Banque d'Hochelaga

Attendu qu'il est dans l'intérêt public, pour faciliter la mise à exécution de la convention ci-dessus, que le gouvernement de cette province intervienne aux fins de contribuer à constituer un actif immédiatement réalisable proportionné au passif de la Banque Nationale et qu'il émette en faveur de la Banque d'Hochelaga, et lui transporte des obligations du gouvernement de la province de Québec, au montant de \$15,000,000 aux conditions énoncées dans la convention ci-dessus et dans le contrat à intervenir entre le gouvernement et la Banque d'Hochelaga;

Attendu que le ministre des Finances du Canada a approuvé cette fusion et qu'il y a lieu de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à émettre lesdites obligations;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à faire avec ladite Banque d'Hochelaga un contrat par lequel il cédera et transportera à cette dernière, en pleine propriété, des obligations au montant de \$15,000,000 échéant dans quarante ans, en coupures de \$1,000 payables au porteur, sujet à enregistrement, et négociables sans restriction, datées du 1<sup>er</sup> mars mil neuf cent vingt-quatre (1924), portant intérêt au taux annuel de cinq pour cent payable semi-annuellement au porteur les 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> mars de chaque année sur présentation des coupons attachés à ces obligations, ledit contrat devant comporter les conditions suivantes ou toutes autres de même tenneur, savoir:

1<sup>o</sup> La Banque d'Hochelaga remboursera à la province de Québec, aux dates d'échéance des coupons d'intérêt, mais seulement dans la mesure où ses revenus, tels que définis aux sous-paragraphes 9<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> le lui permettront, tout montant d'intérêt que la province pourrait être appelée à déboursier à raison du paiement de ces coupons d'intérêt;

2<sup>o</sup> La Banque d'Hochelaga versera entre les mains du trésorier de la province le ou avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année une somme qui, avec les intérêts capitalisés au taux de cinq pour cent par année, amortira en quarante ans le principal des obligations, soit \$124,172.40, mais seulement à même ses revenus tels que définis aux paragraphes 9<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> de la présente section et après déduction des remboursements des montants d'intérêt mentionnés au paragraphe 1<sup>o</sup> ci-dessus et d'un dividende annuel de dix pour cent sur le capital de la Banque d'Hochelaga maintenant versé ou qui pourra être versé à l'avenir;

3<sup>o</sup> La Banque d'Hochelaga pourra à son gré anticiper les versements mentionnés au paragraphe 2<sup>o</sup> ci-dessus, et ces versements anticipés seront productifs d'intérêt au taux de cinq pour cent par année, et ces intérêts seront eux-mêmes capitalisés au même taux;

4<sup>o</sup> La Banque d'Hochelaga ne pourra payer en dividendes à ses actionnaires plus de dix pour cent dans le cours d'une année sans verser à la province de Québec le montant précité de \$124,172.40, à moins que le ou les versements n'aient été anticipés;

5<sup>o</sup> La Banque d'Hochelaga soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation, le nom de l'un des deux vérificateurs à être soumis aux actionnaires en vue de la nomination que ces derniers doivent faire suivant les dispositions de la loi des banques; et, dans le cas où les actionnaires ne nommeraient pas la personne dont

le nom a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, il sera alors loisible à celui-ci de nommer un troisième vérificateur;

6° La Banque d'Hochelaga pourra, en tout temps, mettre fin audit contrat sur remise par elle à la province de Québec des obligations ci-dessus désignées et des coupons non échus, et, dans ce cas, la province de Québec remettra à la Banque d'Hochelaga tous les versements effectués par elle en vertu des paragraphes 2° et 3° ci-dessus avec l'intérêt capitalisé comme susdit;

7° Si un des remboursements prévus au paragraphe 1° n'est pas fait, en tout ou en partie, le montant en sera ajouté au principal des obligations, et, dans ce cas, les remboursements prévus au paragraphe 1° seront augmentés de l'intérêt à cinq pour cent sur la somme non remboursée, mais les versements prévus au paragraphe 2° n'en seront pas augmentés et les dispositions du paragraphe 8° ci-après s'appliqueront;

8° Dans le cas où les versements prévus au paragraphe 2° n'auraient pas été effectués ou anticipés suivant les dispositions du paragraphe 3° et que la somme des versements faits avec les intérêts capitalisés, tel que susdit, ne serait pas suffisante pour couvrir à l'échéance le montant principal des obligations ci-dessus mentionnées, la Banque d'Hochelaga devra, jusqu'à paiement complet du solde avec intérêts, continuer les remboursements et versements prévus ci-dessus aux mêmes conditions;

9° Les revenus de la Banque d'Hochelaga pour les fins dudit contrat seront déterminés conformément à la pratique de la Banque d'Hochelaga et seront ceux qui, si les dispositions dudit contrat n'existaient pas, auraient été disponibles pour les fins de dividende ou d'augmentation soit du fonds de réserve, soit du solde de créancier du compte "profits et pertes";

10° Les revenus, tels que définis ci-dessus, qui seront pris en considération, seront: (a) en ce qui a trait aux remboursements prévus au paragraphe 1° ceux qui seront établis pour le demi-exercice précédant les dates de remboursements, et, (b) en ce qui a trait aux versements prévus au paragraphe 2°, ceux qui seront établis pour l'exercice annuel précédant la date du versement;

11° Dans le cas de divergence d'opinions relativement aux dispositions des paragraphes 9° et 10°, le gouvernement de la province et la Banque d'Hochelaga devront s'en rapporter à la décision d'un comptable-expert, choisi de commun accord, ou, en cas de désaccord, désigné par le président de l'Association des banquiers canadiens;

12° En exécution de l'obligation qu'a prise la Banque d'Hochelaga, par le contrat intervenu

entre elle et la Banque Nationale, reproduit dans le préambule de la présente loi, de payer les obligations de la Machine Agricole Nationale limitée, au montant de \$680,000 avec un an d'intérêt, maintenant détenues par le public, la Banque d'Hochelaga paiera:

a. Aux détenteurs actuels de ces obligations, qui en étaient porteurs le 1<sup>er</sup> décembre 1923, le montant entier desdites obligations avec en plus une année d'intérêt;

b. Aux détenteurs actuels de ces obligations, qui les ont acquises après le 1<sup>er</sup> décembre 1923, le montant réel déboursé pour leur acquisition, la différence entre ce montant et celui de l'obligation devant être payée à celui qui en était le dernier détenteur ledit 1<sup>er</sup> décembre 1923.

Cependant, la Banque d'Hochelaga ne peut faire ces paiements que sur autorisation de la Commission des services publics de Québec, donnée après l'accomplissement des formalités ci-après prescrites.

La Banque d'Hochelaga doit de temps à autre transmettre à la Commission des services publics de Québec, au bureau de la commission à Québec, les listes des réclamations qui lui sont soumises par les personnes mentionnées aux sous-paragraphes a et b ci-dessus.

Sur réception de ces listes, le secrétaire de la commission les fait insérer dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise de la cité de Québec et dans les deux langues dans celui ou ceux des journaux publiés dans le district de Montmagny, accompagnées d'un avis énonçant qu'à la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que quinze jours après la date de la publication de l'avis, la Commission des services publics de Québec examinera, à son bureau, au palais de justice de Québec, les réclamations des personnes mentionnées dans ces listes et adjugera sur ces demandes, après avoir entendu tous ceux qui se présenteront devant elle pour établir les droits des réclamants ou pour y faire opposition.

La commission, après s'être assurée du bien-fondé des réclamations et oppositions conformément aux sous-paragraphes a et b ci-dessus, par tous les moyens propres à l'éclairer, décide quelles personnes ont droit d'être payées et dans quelle proportion. Cette décision finale et sans appel est communiquée par le secrétaire de la commission à la Banque d'Hochelaga et cette dernière est tenue de s'y conformer.

La résolution est adoptée.

2. Que, aux fins dudit contrat, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le



trésorier de la province à émettre, au nom de la province, des obligations au montant de \$15,000,000 échéant dans quarante ans en coupures de \$1,000 payables au porteur, sujet à enregistrement et négociables sans restriction, datées du 1<sup>er</sup> mars 1924, portant intérêt au taux annuel de cinq pour cent payables semi-annuellement au porteur les premiers de septembre et de mars, chaque année, sur présentation des coupons attachés à ces obligations, et de céder et transporter ces obligations à la Banque d'Hochelaga, de la manière et aux termes et conditions énoncés dans la première de ces résolutions; et que ces obligations et ces coupons soient payables aux endroits déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'exécution de tous les actes et l'accomplissement de toutes les choses visées par la première de ces résolutions.

Adopté.

4. Que ces versements de \$124,172.40 chacun entre les mains du trésorier de la province payés par la Banque d'Hochelaga comme fonds d'amortissement pour le remboursement du capital de \$15,000,000 ci-dessus mentionné forment un fonds spécial qui sera affecté au rachat desdites obligations et qui sera placé en la manière qui sera de temps à autre déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée vers minuit.

#### NOTES

1. 251 selon le *Soleil* et 125 selon l'*Événement*.

2. 80,000 selon l'*Événement* et 60,000 selon les autres journaux.

3. Il s'agit du docteur Faucher, député de Québec-Centre. L'*Événement* note qu'il fit signe que oui.

4. Selon la *Presse* (18 janvier, p. 17), il était environ 5 heures quand le premier ministre termina son discours. M. Sauvé, chef de l'opposition, se leva alors pour proposer l'ajournement du débat, mais le premier ministre s'y opposa, car cela aurait reporté le débat à la prochaine séance alors que le gouvernement voulait procéder sans délai, le même jour. Le premier ministre proposa plutôt que l'Orateur "déclare 6 heures". Ce qui fut fait.

5. Sur le parquet de la Chambre, près du fauteuil de l'Orateur, le président de la Banque Nationale, l'honorable G.-É. Amyot, assistait à la séance du soir.

6. Il s'agit de M. Charles-A. Paquet, député de Montmagny et fondateur de la Machine Agricole Nationale.

7. L'*Événement* donne quelques indications sur la procédure: "Selon l'usage, le sergent d'armes fit sonner les cloches et sortit. Les whips recueillirent tous les membres et après quelques minutes le sergent d'armes reparut, salua le président, pour indiquer qu'il avait ramené à la Chambre tous les députés qui étaient dans l'hôtel du Parlement."

8. Le trésorier Nicol était à son siège, note l'*Événement*, mais s'abstint de voter. Il avait démissionné comme directeur de la Banque Nationale quelques semaines auparavant, afin de ne pas être dans l'obligation de venir au secours, comme trésorier, d'une institution dont il était un des administrateurs.

9. L'*Événement* donne 41 votes contre la motion.



Séance du 18 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 10 h 30 du matin.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant son acte d'incorporation (M. Houde).

Rapports de comités:

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

#### Hôpital français

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

#### Quantité de liqueurs vendue en 1923

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Quelle quantité de liqueurs a été vendue chaque mois, en 1923, dans les magasins de la Commission des liqueurs à: a) Valleyfield; b) Hull; c) Sherbrooke; d) Saint-Jean; e) Joliette; f) Trois-Rivières?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau à la page suivante.)

Mois 1923	a. Valleyfield			b. Hull			c. Sherbrooke			d. Saint-Jean			e. Joliette			f. Trois-Rivières		
	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons	Alcools et spiritueux	Vins	Gallons
Janvier	1,532	515	4,736	1,331	768	1,782	848	562	343	242	833	804						
Février	1,339	344	5,379	1,118	543	1,810	794	404	301	165	913	743						
Mars	1,973	307	5,271	1,186	599	2,124	832	422	246	161	686	738						
Avril	5,044	1,100	5,365	1,359	572	1,594	659	405	261	166	679	720						
Mai	5,377	1,920	4,190	1,363	604	2,260	741	602	188	204	612	685						
Juin	6,096	1,282	3,880	1,140	787	2,591	717	541	212	229	648	783						
Juillet	4,660	1,334	4,088	1,016	761	2,884	800	589	209	196	702	841						
Août	5,225	1,998	4,615	1,363	1,033	2,984	925	723	282	232	935	1,053						
Septembre	3,897	2,203	4,898	1,562	961	3,401	967	573	262	289	1,039	1,017						
Octobre	5,671	2,331	5,336	1,600	1,105	3,017	1,011	635	273	399	1,052	1,084						
Novembre	4,207	1,950	5,058	1,566	998	2,538	824	535	224	450	1,040	984						
Décembre	2,529	1,964	7,323	3,412	3,060	3,034	898	1,242	562	791	1,495	2,030						

**Religieuses de Jésus-Marie**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Metropolitan Columbus Association**

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 amendant la charte de The Metropolitan Columbus Association.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Crèche de Saint-Vincent-de-Paul**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. François Labrecque**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province

de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Frères de la Charité  
de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pères du Très-Saint-Sacrement  
de Québec**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 amendant la loi constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Séminaire de Gaspé**

M. Bugeaud (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 constituant en corporation le séminaire de Gaspé.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en

fait rapport sans amendement.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commissaires d'écoles catholiques romains de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 amendement les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### The Royal Victoria Hospital

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 123 pourvoyant au transport par la Montreal Maternity de tous ses biens, actifs et droits à The Royal Victoria Hospital de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. René Morisset

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Hamel (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ursulines de Gaspé

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Le Bon-Pasteur de Chicoutimi

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. La corporation devra transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'elle en sera requise par le secrétaire de la province, un état de ses biens meubles et immeubles, et les noms de ses officières."

L'article est amendé et les mots "chaque fois qu'elle en sera requise par le secrétaire de la province" sont retranchés. L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Brown Corporation**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 amendant la charte de la Brown Corporation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Corporation de Notre-Dame du Chemin**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Montreal Hebrew Old Peoples Home**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 constituant en corporation The Montreal Hebrew Old Peoples Home soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat entre Montréal et la Compagnie des tramways**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 amendant la loi 8 George V, chapitre 84, concernant le contrat fait entre la cité de Montréal et la Compagnie des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pension à des membres du service des incendies de Montréal**

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 concernant le paiement d'une pension par la cité de Montréal à certains membres démissionnaires du service des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Montreal Tunnel and Terminal Company**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la Montreal Central Terminal Company et changeant son nom en celui de The Montreal Tunnel and Terminal Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives à l'émission d'obligations de la province au montant de 15 millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale soient maintenant lues une deuxième fois.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): J'ai beaucoup de sympathie pour les déposants de la Banque Nationale, mais je crois que la Chambre n'est pas suffisamment informée sur ce projet. Tout ce que j'en sais moi-même, je l'ai appris par les journaux et par le remarquable discours du premier ministre. Mais cela ne suffit pas. Il s'agit ici - tous les orateurs qui m'ont précédé l'ont dit - de créer un précédent dangereux. Il est donc convenable que la Chambre ait les documents, l'état financier et tous les renseignements possibles, et le temps de les étudier.

Pour ces raisons, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), l'amendement suivant: Que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants: "la Chambre, tout en étant prête à considérer ces résolutions, regrette de n'être saisie d'aucun état ou bilan qui la renseigne complètement".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande le vote sur cet amendement.

M. l'Orateur met l'amendement aux voix. Ceux qui sont pour diront oui...

Des voix de l'opposition: Oui, oui.

M. l'Orateur: Ceux qui sont contre diront non...

Des voix ministérielles: Non, non.

Des députés de l'opposition réclament le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Bray, Dufresne, Duranleau, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 16.

Contre<sup>1</sup>: Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bordeleau, Bouchard, Bugeaud, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Hamel, Hushion, Laferrière, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Oliver, Perreault, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thurber, Tourville, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur la même division, mais en sens inverse.

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'oppose à cette seconde lecture et demande qu'on attende à la prochaine séance. Il faudrait accorder un délai à la Chambre, dit-il. La deuxième lecture est très importante, car ce bill constitue un préce-

dent important.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'irons pas plus loin aujourd'hui. Ce n'est qu'une formalité. La discussion a été assez longue lorsque le bill a été étudié en comité général. Elle pourra aussi se continuer plus tard en troisième lecture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour qu'on laisse cette mesure de côté jusqu'à la semaine prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) consent à cette dernière demande. Il dit que la question est reportée à la semaine prochaine, que le bill est inscrit au feuillet et qu'on l'étudiera lorsqu'il aura été appelé.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 16 janvier courant sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste et demande que soit reporté ce débat afin de permettre aux députés d'étudier le désormais célèbre bill 3 sur la fusion des banques.

Cette proposition est rejetée. La Chambre reprend le débat.

M. Plante (Beauharnois): Un économiste, Leroy-Beaulieu, a dit quelque part que la politique est l'art de gouverner et de rendre le peuple heureux. Or le moyen le plus pratique de rendre le peuple heureux, c'est de le soulager du poids des taxes qui pèsent sur ses épaules. L'honorable trésorier se vante de son surplus. De quoi se compose un surplus, si ce n'est du revenu des taxes? Je me demande avec tous les contribuables si ces taxes ont diminué depuis quelques années. Loin de là, on a gardé toutes celles qui ont été créées depuis 25 ans, on en a augmenté et majoré quelques-unes, on en a créé de nouvelles. Dans tous les pays, on jette le cri d'alarme et l'on dit qu'il faut revenir aux saines méthodes d'avant-guerre et pratiquer l'économie. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a avoué lui-même qu'il a prévu et prédit, il y a trois ans, la crise agricole que nous traversons. C'est l'éternelle histoire qui se répète: les sept années



de disette qui suivent les sept années d'abondance. La prudence la plus élémentaire devrait dicter au trésorier de la province une politique de retranchement et d'économie. Ce n'est malheureusement pas le cas, ce que l'on constate en consultant les comptes publics.

Je ne veux pas faire de l'opposition systématique. Je suis prêt à reconnaître ce que le gouvernement a pu faire de bon, mais il y a extravagance dans plusieurs services de l'administration. Les dépenses ont augmenté de plus de 77 millions depuis 15 ans et de plus de 17 millions depuis 5 ans. En 1918-1919, les dépenses étaient de \$14,614,653.41; en 1919-1920, de \$25,625,253.44; en 1920-1921, de \$31,019,420.74; en 1921-1922, de \$27,756,270.38; en 1922-1923, de \$32,146,993.98. N'est-ce pas temps de revenir aux méthodes du passé si l'on veut mettre fin à cette crise que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a été forcé d'admettre?

Le budget est de 20 ou 24 millions aujourd'hui. Or quatre millions de ce montant ont été dépensés sans l'autorisation du Parlement, par simples ordres en conseil. Si je prends l'exercice fiscal finissant le 30 juin 1923, je vois que les estimés du trésorier avaient été de \$15,329,284.02, alors que les dépenses ordinaires furent de \$19,930,275.81, ce qui représente un écart de \$4,600,991.75. C'est là une violation de l'esprit, sinon de la lettre de la Constitution, et c'est priver les représentants du peuple du droit inaliénable qu'ils possèdent de contrôler la dépense publique. Nos amis les libéraux ont critiqué un gouvernement fédéral qui administrerait par ordres en conseil en temps de guerre. Ce qui n'est pas bon à Ottawa ne doit pas être bon à Québec.

Il fustige ceux qui veulent prendre des faux-fuyants pour défendre le gouvernement en parlant de la réciprocité. Il exprime l'opinion que le marché américain n'offre aucun avantage à nos produits agricoles puisque les cultivateurs américains n'y font pas d'argent. D'ailleurs, pour faire un marché, il faut deux parties contractantes. Or les États-Unis ne veulent pas faire de commerce avec nous. Les cultivateurs américains ont fait suffisamment de pression auprès de Washington pour que soit adopté le tarif Fordney, fermant ainsi le marché des oeufs, du beurre, du fromage, des pommes de terre, etc., à leurs voisins, les petits cultivateurs canadiens. Qu'on pense aux sommes formidables que ce pays a investies dans l'industrie, à son sol davantage favorisé que le nôtre par la nature, à ses 30 États et plus qui ne connaissent pas les rigueurs de l'hiver, à sa ri-

chesse immense, et, en dépit de tous ces avantages énormes et de son gigantesque marché intérieur, il a cru bon non seulement de conserver ses barrières tarifaires, mais de les hausser de façon vertigineuse à l'endroit du Canada. Malgré tout, les libéraux discutent réciprocité en Chambre; ils condamnent les bouleversements qu'a connus la province et qui seraient à la source de l'échec du traité de réciprocité en 1911. Cette mesure est de plus du ressort du gouvernement fédéral.

Je suis heureux de trouver parmi les députés ministériels un homme courageux, le député de Dorchester (M. Ouellet), qui a réclamé la réduction des frais judiciaires. C'est une chose que l'opposition a en vain réclamée depuis longtemps, mais sans succès.

Les coûts pour obtenir justice sont trop élevés. Lorsqu'un cultivateur se fait voler, il doit se rendre à un grand centre, faire appel à un avocat, en défrayer les coûts et déboursier de \$50 à \$100 pour faire comparaître le voleur devant les tribunaux. Cela ne s'appelle pas obtenir justice; j'ai donc l'intention d'inscrire une motion au feuillet à cet égard, et je sollicite l'appui du premier ministre, afin qu'une personne lésée puisse obtenir justice plus rapidement et moyennant des frais moins élevés. À mon avis, il faudrait essayer certains aspects du système judiciaire anglais, c'est-à-dire que des avocats représentent le gouvernement dans l'ensemble de la province et reçoivent les plaintes, afin de rétablir un certain équilibre. Le gouvernement nommerait ces procureurs de la couronne pour administrer la justice criminelle dans les campagnes. Le système a été mis en vigueur à Montréal et à Québec.

L'honorable député de Dorchester (M. Ouellet) a dit que les députés de l'opposition qui sont avocats devraient faire une requête au barreau pour faire diminuer les tarifs judiciaires. Mais mon honorable ami (M. Ouellet) a autour de lui des collègues qui sont avocats et pourraient donner l'exemple. Je vois, par exemple, mon excellent ami, le député de Beauce (M. Fortier), qui a prononcé un si éloquent discours sur le budget dont je me plais à reconnaître la sincérité; le député de Bonaventure (M. Bugaud), futur ministre, dit-on; ces messieurs sont avocats.

**M. Fortier (Beauce):** Je dois faire observer à mon honorable ami de Beauharnois que j'ai réclamé la diminution des tarifs judiciaires l'an dernier. Et en cela je n'ai fait que suivre

l'exemple de l'honorable premier ministre, qui a lui aussi réclamé une diminution. Mais, mon honorable ami le sait, l'initiative doit venir du barreau. Ce n'est pas nous qui pouvons changer les tarifs des avocats.

**M. Plante (Beauharnois):** L'opposition réclame depuis longtemps cette diminution. Nous l'avons demandée dans des motions que le gouvernement a combattues. Je n'étais pas dans cette Chambre au cours du dernier Parlement, mais, si l'on ouvre les procès-verbaux de la deuxième session de 1922, on y verra que l'opposition a demandé la diminution des frais de justice, des tarifs des timbres d'enregistrement, des timbres judiciaires, la réduction et la simplification des formalités de la procédure, afin de rendre celle-ci moins onéreuse pour le peuple de cette province. Tous les députés ministériels se prononcèrent contre cette motion.

Quant au développement des mines, j'y applaudis de tout coeur, d'autant plus que le gouvernement suit là le programme de l'opposition. Si je consulte le programme de l'opposition provinciale, adopté à une convention tenue à Montréal les 15 et 16 mai 1922 et publié dans *la Presse* du 25 janvier 1923, j'y lis en toutes lettres:

"Le gouvernement doit favoriser toute initiative ayant pour but de développer notre territoire minier, l'un des plus riches du monde, en encourageant son exploration, de manière à protéger le prospecteur et à faciliter l'exploitation des mines.

"La gauche n'hésite pas à encourager la création des bureaux d'analyse pour protéger les découvertes et les travaux des prospecteurs et des mineurs dans la riche région de l'Abitibi. Il n'y a pas de raison pour que le côté est du lac Témiscamingue ne soit pas développé de manière aussi active que le côté ouest, situé dans la province-sœur de l'Ontario."

Il attaque ensuite la question de la colonisation et fait un compliment au député d'Abitibi (M. Authier). Il fallait, dit-il, un beau courage à ce journaliste pour entreprendre la lourde tâche qu'il a si magnifiquement accomplie dans sa vaste région de colonisation.

On ne peut nier que des municipalités ont pris trop d'obligations pour les chemins. On les a attirées dans le mouvement en leur faisant croire que ces travaux leur coûteraient presque rien et aujourd'hui l'entretien est trop onéreux. C'est parce que les municipalités sont trop taxées pour leurs chemins que dans le comté de Beauharnois j'ai été élu par une immense majorité. Pas une

seule paroisse ne m'a donné de minorité et je ne me fais pas d'illusion. Ce n'est pas pour mon humble personnalité que l'on a voté, mais pour condamner la politique du gouvernement.

Je vois sourire le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Dans son comté de Châteauguay, on n'est pas plus satisfait et ce n'est qu'avec son prestige personnel, sa popularité personnelle, qu'il a pu se faire réélire aux dernières élections, et par 250 voix de majorité seulement.

Les cultivateurs ne font pas assez d'argent avec leurs produits pour payer tous les impôts qui pèsent sur eux. Et à la prochaine consultation populaire, si elle est faite dans un temps convenable, vous verrez que l'électorat châtiera le gouvernement s'il n'a pas modifié sa politique. On dit que les taxes viennent d'Ottawa, qu'elles ont été imposées par un gouvernement conservateur. Mais c'est inexact. La taxe des ventes à Ottawa, qui pèse si lourdement sur tout le monde, a été augmentée à 6% par le gouvernement libéral du jour, qui n'est au pouvoir que depuis deux ans et a déjà réussi à augmenter les taxes.

Alors qu'avant la guerre les taxes municipales étaient à 60 cents pour \$100 d'évaluation, elles s'élèvent maintenant à \$1.25, \$1.50, \$1.75, \$2 et même \$2.50 dans certains cas, et à ces taxes il faut ajouter la taxe scolaire et d'autres frais que les cultivateurs doivent payer, telles les taxes pour les églises, et ainsi de suite. On ne peut cependant pas défaire les travaux réalisés pour les routes et les municipalités devront continuer à payer leurs 3% au gouvernement, mais l'entretien et les réparations devront provenir des \$7,000,000 provenant des revenus des liqueurs et des véhicules-moteurs.

J'espère que je recevrai bientôt la réponse aux interpellations que j'ai posées pour savoir la moyenne du taux de la cotisation municipale et de la cotisation scolaire dans chaque comté de la province depuis trois ans.

Je suis pour la création d'un crédit agricole, mais sans spéculation et au véritable profit des cultivateurs. Il me semble que ce serait un moyen pratique d'aider les cultivateurs, les colons, qui ont besoin d'autre chose que de beaux discours au Parlement. Avant la guerre, ce système a sauvé l'agriculture en France et en Allemagne. Ce n'est pas facile pour un jeune homme, si brave et si vaillant soit-il, d'aller dans la région de l'Abitibi ou dans d'autres districts de colonisation et de s'y établir. Les merveilleuses rivières, les lacs tranquilles, tout cela est bien beau, et le paysage, je l'admets volontiers, est splendide,

mais ce dont a besoin un jeune cultivateur c'est un endroit où il pourra obtenir de l'argent à un taux d'intérêt peu élevé. Le gouvernement, qui a montré sa capacité à mettre sur pied la Commission des liqueurs, devrait être en mesure de créer une institution aussi essentielle. Je n'entends pas par là une institution qui exige des taux de 6 et 7% pour les prêts accordés aux cultivateurs.

Mais, M. l'Orateur, j'ai parlé trop longtemps. C'est vendredi et les députés veulent retourner dans leurs foyers.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Allez-y, c'est le jour du poisson.

**M. Plante (Beauharnois):** Le poisson contient de l'azote et c'est le plus grand tonifiant pour le cerveau.

Je demande au gouvernement de prendre à sa charge tout l'entretien des chemins, qui coûte plus cher que leur confection. Je veux, en passant, rendre un hommage au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), qui a entrepris une tâche herculéenne, qui a accepté une succession bien lourde. Il aurait dû l'accepter sous bénéfice d'inventaire. Je veux reconnaître ici, M. l'Orateur, le travail, l'énergie et le dévouement de l'honorable ministre de la Voirie et je regrette qu'il ne siège pas encore en cette Chambre où il pourrait être utile à sa province. (Applaudissements)

J'admets que déjà des travaux très utiles ont été faits, mais je regrette cependant que la méthode employée dans la distribution des taxes devant servir à payer ces routes soit défectueuse. Les chemins construits au début de la mise en pratique de la politique actuelle, il y a 10 ou 12 ans, l'ont été à des prix trop élevés pour la durée qu'ils ont eue. Malheureusement, le gouvernement est obligé aujourd'hui de réparer ces chemins devenus impraticables, et je comprends que jusqu'à un certain point il ne peut être tenu complètement responsable de l'imprévoyance d'un administrateur inhabile à diriger un département aussi important.

J'ai peut-être pris un peu trop du temps de la Chambre.

**Des voix:** Parlez, parlez.

**M. Plante (Beauharnois):** Si le gouvernement prend au sérieux mes remarques, il consta-

tera que je n'ai aucun parti pris, mais que je n'ai fait qu'indiquer la voie réelle du progrès. Je suis sorti de la politique il y a quelques années. J'y suis rentré presque malgré moi, aux dernières élections. Je puis bien me permettre de donner un conseil au gouvernement. Que le gouvernement s'engage, comme nous le demandons, dans une politique de retranchement; qu'il diminue les taxes qui pèsent sur les contribuables; qu'il cesse d'accabler les municipalités d'obligations onéreuses; qu'il laisse les municipalités construire elles-mêmes les routes qu'elles veulent, sans les influencer en quoi que ce soit, mais qu'il vienne au contraire au secours de nos campagnes en prenant à sa charge l'entretien des routes à même le revenu provenant de la taxe sur les véhicules-moteurs et sur les liqueurs alcooliques, revenus amplement suffisants pour cette fin. Ainsi la province pourra voguer à pleine voile dans le sillage de l'ordre et du progrès et je prédis au gouvernement qu'aux prochaines élections il balaira la province; s'il ne le fait pas, le peuple le condamnera sévèrement.

**M. Hamel (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. Savoie), que le débat soit ajourné<sup>2</sup>.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Questions et réponses:

##### Taux de la cotisation scolaire

**M. Plante (Beauharnois):** Quelle est la moyenne du taux de la cotisation scolaire imposé dans chaque comté de la province de Québec pour les années 1921, 1922, 1923?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Aucune statistique n'a été préparée dans ce sens.

##### Taux de la cotisation municipale

**M. Plante (Beauharnois):** Quelle est la moyenne du taux de la cotisation municipale imposé dans chaque comté de la province de Québec pour les années 1921, 1922, 1923?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Aucune statistique n'a été préparée dans ce sens.

## Dépôt de documents:

**Démission de M. Stavert  
comme membre  
de la Commission des liqueurs**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement concernant la conduite ou la démission de M. Stavert comme membre de la Commission des liqueurs de Québec. (Document de la session no 41)

**Démission de M. Simard  
comme président  
de la Commission des liqueurs**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement relativement à la demande de démission ou à la démission de M. Georges-A. Simard comme président de la Commission des liqueurs de Québec. (Document de la session no 42)

**Chemins de Saint-Hugues**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant les chemins dans la municipalité du village de Saint-Hugues, de Bagot, depuis 1920. (Document de la session no 43)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, le 21 janvier courant, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi vingt-cinq.

## NOTES

1. *L'Événement* note que l'honorable M. Nicol, étant actionnaire de la Banque Nationale, était à son siège, mais eut la délicatesse de ne pas voter.

2. Plusieurs députés, selon *la Presse*, auraient désiré répondre immédiatement au député de Beauharnois, mais c'était bientôt l'heure du train de l'après-midi, que beaucoup de députés prennent pour retourner chez eux pour le week-end.

Séance du 21 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie de chemin de fer  
Alma et Jonquières**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Bugeaud), qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Alma & Jonquières Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de The Alma & Jonquières Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delisle).

**Loi de la pêche**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 157 modifiant la loi de la pêche de Québec.

Il veut faire rappeler l'amendement à la loi de chasse et de pêche de 1919 en vertu duquel les terres bordant les rivières non navigables et les lacs de la province sont devenues la propriété de la couronne. Il s'oppose à cette loi qui a un effet rétroactif et qui produit une confiscation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés d'agriculture**

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écrits authentiques**

M. Richard (Verchères) demande la permission de présenter le bill 159 amendant le code civil

relativement aux écrits authentiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code du notariat**

M. Hamel<sup>1</sup> (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 158 amendant le code du notariat.

Ce projet de loi permet aux notaires d'authentifier des actes civils accomplis en dehors de la province quand la propriété en question se trouve à l'intérieur de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Association des marchands détaillants**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Le gouvernement a-t-il reçu une requête de l'Association des marchands détaillants de la province de Québec?

2. Le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet des demandes contenues dans cette requête?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement, dans le passé, a reçu plusieurs délégations des marchands détaillants, mais ne trouve aucune requête qu'ils lui auraient laissée.

Si l'honorable député de Verdun (M. Lafleur) veut bien préciser à quelle requête il fait allusion, nous répondrons à son interpellation.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Très bien.

**Charbon acheté  
pour la prison de Bordeaux**

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien de tonnes de charbon ont été achetées pour la prison de Bordeaux en 1922 et combien en 1923?

2. À quel prix?

3. Combien de tonnes de foin pour chacune des mêmes années?

4. À quel prix?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. En 1922, 3,685 tonnes de charbon mou et 1/4

tonne de charbon dur. En 1923, 1,953 tonnes de charbon mou et 111 tonnes de charbon dur.

2. En 1922, \$11 la tonne pour le charbon mou et \$17.50 la tonne pour le charbon dur; en 1923, \$9 la tonne pour le charbon mou et 14½ tonnes de charbon dur à \$18, 44½ tonnes de charbon dur à \$16 et 52 tonnes de charbon dur à \$16.25.

3. En 1922, 28½ tonnes; en 1923, 27 tonnes.

4. En 1922, \$38 la tonne; en 1923, \$26 la tonne.

#### Demande et dépôt de documents:

##### Dépenses du gouvernement pour fabrication de produits agricoles

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quelle somme a été dépensée par le gouvernement en 1922 et en 1923 pour encourager les établissements fabriquant les produits agricoles dans la province de Québec; 2. Quels sont ces établissements et combien chacun a reçu.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: 1. Quelle somme a été dépensée par le gouvernement en 1922 et en 1923 pour encourager les établissements fabriquant les produits agricoles dans la province de Québec; 2. Quels sont ces établissements et combien chacun a reçu. (Document de la session no 44)

#### Succession Martha Greenfield

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession James Robinson

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 concernant la succession de James Robinson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Société de Marie Réparatrice

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 amendant la charte de la Société de Marie Réparatrice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Hôpital français

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Demande de documents:

##### Hôpital Saint-Joseph de Maniwaki

M. Pellerin (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, contrat, etc., entre le gouvernement et les autorités de l'hôpital Saint-Joseph de Maniwaki, relativement à l'assistance publique depuis 1921.

Adopté.

#### Chambre commerciale des cultivateurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant la Chambre commerciale des cultivateurs, depuis 1922.

La correspondance pourra nous dire exactement ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait en ce qui concerne cette chambre commerciale dont le nombre de victimes est considérable. Nous avons attiré à plusieurs reprises l'attention de la Chambre sur ce moyen frauduleux de drainer l'argent; nous demandions de sévir contre ces exploiters du peuple. Nous croyions devoir réclamer une loi. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous répondait alors qu'en effet un grand nombre de cultivateurs étaient pris dans cette affaire qui n'est ni plus ni moins qu'un vol organisé. Le ministre avait alors exprimé sa sympathie pour les victimes. Il nous disait que la chambre avait bien obtenu une charte du gouvernement de Québec, mais qu'il n'y avait pas eu d'intervention possible pour l'empêcher d'opérer. Il affirmait que le gouvernement était prêt à sévir contre les coupables. L'opposition rappelait qu'elle avait dit la même chose en 1909 des sociétés d'assurance mutuelle qui exploitaient le public et que le gouvernement, après avoir dit qu'il ne pouvait intervenir, avait proposé des amendements deux ans plus tard à la loi des assurances mutuelles, amendements qui ont eu un bon effet, et cela grâce à l'opposition.

L'opposition a renouvelé ses avertissements au sujet de la Chambre commerciale des cultivateurs. Le gouvernement n'a pas voulu prendre la même attitude concernant les victimes de cette chambre. Il nous a dit qu'il mettrait des avis dans les journaux pour conseiller aux cultivateurs de ne pas risquer leur argent dans des entreprises aussi hasardeuses. C'est tout ce que le gouvernement voulait offrir aux victimes qui avaient perdu de l'argent. Si on nous avait écoutés, si une mesure de prévoyance avait été adoptée, je me demande si le nombre des victimes aurait augmenté dans des proportions aussi alarmantes. J'ai hâte de voir si le projet que nous a annoncé le discours du trône sera la mesure de sauvegarde que nous réclamons depuis si longtemps pour le peuple toujours menacé par les exploiters de l'envergure de ceux qui ont organisé la Chambre commerciale des cultivateurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition réclame le mérite de nous avoir avertis des opérations de M. Turner à la Chambre commerciale des cultivateurs. Bien longtemps avant, nous avions été avertis et nous surveillions le nommé Turner. Profitant de la loi des coopératives, Turner en a fondé une et nous avons eu des difficultés à trouver de la fraude. Il fallait alors prendre force précautions, sur-

tout quand on savait avoir affaire à ce nommé Turner. Il était difficile, par de simples plaintes, de dire et de décréter qu'il y avait fraude en cette affaire avant d'avoir des preuves certaines. Les opérations de Turner furent suivies. Cependant, des cultivateurs souscrivaient à cette organisation et cette souscription se poursuivait pendant deux ans. Ce n'est qu'après des mois, quand il fut clairement prouvé qu'il y avait malhonnêteté, que le procureur général prit l'affaire en main, fit arrêter le coupable, le fit juger, condamner et emprisonner. Le gouvernement n'a-t-il pas fait son devoir en agissant ainsi?

L'honorable chef de l'opposition nous dit: "Qu'avez-vous fait pour aider les victimes?" Mais le gouvernement ne pouvait faire que ce qu'il lui était possible de faire. Ceux qui avaient payé leurs souscriptions n'avaient plus aucun moyen de rentrer en possession de leur argent: Turner n'avait absolument rien laissé. Quant à ceux qui avaient souscrit des billets promissaires, le gouvernement leur a conseillé d'attendre le résultat des procédures judiciaires qui allaient suivre, car il se ferait sûrement un "test case" dans cette affaire. Il offrait alors de payer les frais de la poursuite. Mais aucune procédure de cette nature n'a été prise et le "test case" se fait encore attendre. Personne n'a payé. Les choses en sont là.

Enfin, mon honorable ami nous accuse d'avoir manqué de prévoyance. Il se demande si la loi que nous allons présenter afin de protéger les citoyens contre la fraude sera suffisante. J'avoue que c'est très difficile d'empêcher la fraude. Surtout quand il s'agit de l'organisation de coopérative, la question est des plus délicates et très difficile à résoudre. Il est bien difficile de dire, pour le gouvernement, dès le début d'une compagnie de cette nature si telle organisation est bonne et si telle autre est mauvaise. Un homme qui organise une société n'est pas nécessairement malhonnête. Il faut qu'il fasse un acte criminel pour être arrêté. Ce n'est que par le résultat que nous pouvons juger. Dans le cas de Turner, nous avons réussi à le faire arrêter.

On remarque que la Chambre commerciale des cultivateurs et la Coopérative des grains de semence sont toutes deux de nature identique: mêmes procédés de souscription et d'organisation. Pourtant, l'une a donné des résultats qui ont rendu de grands services aux cultivateurs, tandis que l'autre, sous une direction malhonnête, a mal tourné. L'histoire de la Chambre commerciale des cultivateurs est triste. Elle ne l'est pas plus que d'autres. Je serais heureux si on nous trouvait un moyen de savoir quelles sont les intentions des

organisateurs de compagnies, mais l'avenir seul peut nous le dire.

Je ne sais si nous réussirons à empêcher la fraude par la loi que nous proposerons cette année. Il y aura toujours de l'exploitation comme il y en a toujours eu parce qu'il y aura toujours des gens qui cherchent, malgré toutes les remontrances, à se faire exploiter. Le meilleur moyen d'empêcher ce mal, c'est l'éducation du peuple, et c'est ce que nous cherchons à faire chaque fois que nous en avons l'occasion. Nous en faisons en parlant des fraudes ici en Chambre. Il y a d'autres moyens: journaux et conférences. La loi que nous proposerons en est un. Dans l'organisation des coopératives qui demandent un capital minime, il est facile de frauder le public. Mais je ne voudrais pas que mon honorable ami, le chef de l'opposition, pense que nous ne faisons pas tout notre devoir pour prévenir les fraudes.

Je conseille aussi au chef de l'opposition de ne jamais manquer une seule occasion de mettre les cultivateurs sur leurs gardes contre ces prétendus agents commerciaux qui disent représenter des compagnies en formation et qui n'ont pour but que de soutirer des sommes quelquefois insignifiantes, mais qui, à force de souscriptions, représentent de jolis montants. Le cultivateur n'est pas assez prudent, et plusieurs des électeurs de mon propre comté, n'ayant pas voulu suivre mes conseils, se sont laissés entraîner dans des entreprises qui ont failli au bout de quelques semaines seulement d'opération. Ceci est déplorable, mais dans les campagnes on risque trop et très souvent il résulte de ces risques des pertes considérables que l'homme des champs ne peut supporter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai jamais prétendu que l'opposition devait avoir le mérite des avertissements qui ont été donnés au gouvernement, mais c'est l'opposition qui a averti la Chambre, et par conséquent qui a informé le public; c'est l'opposition qui a forcé le gouvernement à prendre des mesures. Ce sont des protestations parues dans le *Moniteur du commerce* et dans la *Minerve* qui ont mis la puce à l'oreille au cabinet provincial. S'il est vrai que, depuis un an, il était prévenu, lorsque l'opposition en a parlé, pourquoi le ministre a-t-il gardé le silence? Pourquoi a-t-on attendu l'avertissement de l'opposition pour avertir le public? Comment se fait-il que le gouvernement ait tant tardé à agir s'il est vrai qu'il connaissait les agissements de Turner depuis plus d'un an? Aujourd'hui, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous dit: "Nous avons bien des sympathies pour ceux qui se font frauder; nous allons

présenter une loi; je ne sais pas si elle pourra éviter les fraudes..."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne parle pas comme cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre sourit. C'est son affaire. Ses sympathies se bornent à une certaine partie de la population. Moi j'ai des sympathies pour tout le monde. Je ne veux pas donner des centaines de milliers de dollars pour des victimes, si je n'ai que des sympathies à offrir à d'autres. Je ne suis satisfait que d'une chose et j'en félicite le procureur général: c'est que Turner, le principal coupable en cette affaire, ait été envoyé en prison. Je formule l'espoir de voir le gouvernement faire de même envers les voleurs dans les autres escroqueries.

J'espère que le gouvernement sera plus prévoyant, mais l'opposition a fait son possible pour aider le gouvernement à trouver un moyen efficace de protéger le cultivateur contre les spéculations frauduleuses. Elle veillera toujours et fera son devoir.

La proposition est adoptée.

#### Dominion Cannery

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa, depuis 1920, relativement à la Dominion Cannery.

M. l'Orateur, le but de ma motion est de savoir du gouvernement quelle démarche a été faite par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) auprès du gouvernement fédéral pour l'encouragement et la protection de l'industrie des conserves alimentaires dans cette province.

Au cours d'un débat qui eut lieu dans cette Chambre, à la session de 1920, le ministre de l'Agriculture dénonçait ce qu'il appelait le trust de la Dominion Cannery. Il déclarait que cette compagnie avait tué l'industrie des conserves alimentaires et il ajoutait que, si le gouvernement fédéral faisait respecter la loi, on ne verrait pas de tels agissements de la part de la Dominion Cannery. Pour ma part, je me demande si l'apathie du gouvernement n'est pas plutôt responsable de cette situation que (provoquant) les activités de la Dominion Cannery. Quoi qu'il en soit, le ministre de



l'Agriculture était d'avis que le gouvernement fédéral devait dissoudre cette compagnie.

Depuis 1920, les choses ont changé et c'est un gouvernement libéral qui règne à Ottawa. Ce sont les amis du ministre de l'Agriculture qui dirigent les destinées du dominion. Je voudrais donc savoir quelles démarches le ministre de l'Agriculture a tentées auprès de l'administration libérale à Ottawa pour donner un essor nouveau à l'industrie des conserves alimentaires dans notre province.

J'ai souvent traité cette question en Chambre et je suis convaincu que cette industrie, si elle était mieux encouragée et mieux protégée, rapporterait d'excellents résultats, favoriserait la classe agricole et serait pour nos campagnes un élément de prospérité. Il serait intéressant de savoir ce que le ministre de l'Agriculture a fait dans ce sens.

En 1922, le gouvernement a donné seulement \$3,669 en octroi pour les fabriques de conserves et, en 1923, une somme de \$5,333, malgré qu'il ait promis de faire beaucoup mieux. Ce n'est pas suffisant. Que l'on consulte nos maisons de provisions en gros: elles diront que 80% des conserves alimentaires qu'elles vendent viennent de l'Ontario. Nous pouvons mettre en conserve nos produits du sol comme le fait la province d'Ontario. Nous avons tout ce qu'il faut pour produire d'excellentes conserves. Nous avons un sol fertile et un marché pour l'écoulement de ces produits. La Dominion Canners possède plus de 100 manufactures dans l'Ontario. Il y en a aussi près de 100 indépendantes, mais, dans la province, il n'y en a presque pas. C'est une perte pour notre commerce, et le gouvernement devrait agir. Il devrait encourager davantage la culture maraîchère.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai jamais dit que la Dominion Canners était un trust que le gouvernement devait abolir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vais vous montrer vos propres paroles dans le *Soleil* du temps<sup>3</sup>.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai exprimé l'opinion cependant, en 1920, que les agissements de cette compagnie dans la province de Québec ressemblaient aux opérations d'un trust. J'ai ajouté alors que le gouvernement fédéral devrait s'enquérir à ce sujet. Alors, la Dominion Canners achetait des fabriques qui étaient subventionnées par le gouvernement provincial et, après les avoir achetées, elle fermait leurs portes. Ce n'était pas une chose désirable et c'est cela que

nous nous sommes attachés à dénoncer. Notre attitude et les déclarations que nous avons faites à cette époque ont eu pour effet, semble-t-il, de changer la manière d'agir de la Dominion Canners, qui a probablement eu connaissance de ce qu'on avait dit d'elle en Chambre et qui a cessé les opérations que nous dénoncions alors. Cette compagnie a même acheté, dans les environs de Montréal, plus précisément dans le comté de Laval, une fabrique qu'elle a tenue ouverte et fait fonctionner, alors qu'elle l'avait fermée auparavant. Nous pouvons donc difficilement réclamer son abolition.

L'honorable député de Joliette (M. Dufresne) nous reproche de ne pas avoir suffisamment aidé les fabricants de conserves. Nous avons fait tout ce que les producteurs ont demandé. Nos fabriques restent ouvertes, et le gouvernement les subventionne chaque année, augmentant même ses octrois. Ce qui a nui à leurs affaires, c'est que le marché n'a pas été bon. L'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) qui a une fabrique de conserves très considérable le sait, car il a dû avoir, comme les autres, des difficultés à écouler ses produits, faute de demande. Nous avons aidé les fabriques et nous continuerons à les aider dans la mesure du possible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voudrais pas faire de peine au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), mais l'honorable député de Joliette (M. Dufresne) a raison. J'ai ici un journal indépendant, qui rapporte les paroles du ministre il y a quatre ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lequel?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *Le Devoir*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition était sorti pour aller chercher le *Soleil*. Il est revenu avec le *Devoir*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *Le Soleil* était trop épais. Il cite alors le *Devoir* du 14 janvier 1920. D'après ce journal, le ministre aurait bel et bien dénoncé la Dominion Canners et demandé à l'opposition, en ce temps-là, en 1920, de joindre ses efforts à ceux du gouvernement de Québec pour demander au gouvernement d'Ottawa de faire cesser ce trust effréné. Le ministre n'a pas répudié ce compte rendu dans le temps.

Le gouvernement aurait dû prendre davantage sur ses surplus pour encourager l'industrie des conserves alimentaires. Je crains bien que le

ministre de l'Agriculture soit parti avant que la province ait des fabriques de conserves et que le gouvernement ait accordé à cette industrie la protection promise.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les rapports du *Devoir* sont généralement bien faits et leurs comptes rendus des débats sessionnels très exacts. Les rédacteurs de ce journal sont intelligents, mais je ne puis être responsable des rapports des journaux. Il serait puéril, pour le chef de l'opposition comme pour les ministres, de répudier tous les journaux qui ne rapportent pas exactement ce qui se dit. Et puis le *Devoir* ne me fait pas dire que la Dominion Canners est un trust qu'il faut abolir. J'affirme de nouveau que je n'ai jamais dénoncé la Dominion Canners comme un trust. C'est ce que je tiens à déclarer à la Chambre.

**M. l'Orateur, mon honorable ami (M. Sauvé)** a parlé aussi de mon prochain départ. Je remercie beaucoup le chef de l'opposition de l'intérêt qu'il semble porter à mon humble personne. Je dois dire que je n'ai jamais songé à m'en aller véritablement...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Véritablement?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Véritablement, je n'y ai pas songé. J'en ai vu la nouvelle seulement, de temps à autre, dans les journaux en mal d'imagination. Il y a une chose cependant qui me ferait penser à partir, c'est que, comme des événements récents l'ont laissé entrevoir, mon honorable ami cesserait d'être le chef de l'opposition et serait remplacé par son voisin de droite, le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Alors, je crois bien que je partirais, car j'aurais trop de peine.

La proposition est adoptée.

#### Questions et réponses:

##### Palais de justice de Rimouski

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. Des réparations ont-elles été faites au palais de justice de Rimouski depuis 1920?

2. Dans l'affirmative, combien ont coûté ces réparations?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1 et 2. 1920, \$108.61; 1921, \$42.45; 1922, \$840.55;

1923, \$1,839.10.

#### Statuts refondus, article 4336

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 amendement l'article 4336 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique qu'actuellement la loi permet que les rôles de cotisation soient révisés tous les cinq ans. Le but de son amendement est de permettre aux syndic des corporations religieuses de modifier le rôle de cotisation tous les ans, si la chose est nécessaire, sans autre autorisation que celle du lieutenant-gouverneur en conseil. Il faudra cependant que les syndicats présentent une requête et que le ministre des Affaires municipales fasse une recommandation. Souvent, dans une paroisse, on construit ou on répare une église. Pour faire payer le coût des travaux, il faut réviser le rôle et actuellement il y a des retards que nous voulons éviter. Tous les cinq ans, cependant, les syndicats peuvent faire un nouvel acte de cotisation en lieu de la révision. Ce bill aura donc pour résultat d'éviter les syndicats à revenir devant la législature pour obtenir l'autorisation de faire ce nouvel acte.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** J'avoue que la mesure est nécessaire. Mais pourquoi forcer les syndicats à se présenter chez le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Nicol)? Le gouvernement prend beaucoup de souci dans les affaires privées.

**M. Langlais (Témiscouata):** Il n'y a aucun doute que les syndicats doivent avoir ce privilège que leur accorde l'amendement. Cependant, il n'est pas nécessaire de les obliger à demander la permission au ministre des Affaires municipales pour répartir des dépenses qu'ils font pour leurs églises. Donnez-leur donc pleine liberté de le faire, comme le code municipal autorise les révisions de rôle tous les ans sans qu'il faille avoir de permission du gouvernement.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Pourquoi obliger les syndicats à venir demander cette permission au lieutenant-gouverneur en conseil, avec l'assentiment du ministre des Affaires municipales? Il y a vraiment trop de gouvernement dans cette province; on devrait donner plus de liberté et les syndicats ne devraient pas être obligés de passer par le cabinet pour décider une révision du rôle de cotisation. Il y a trop d'assujettissement au gouvernement; aujourd'hui on ne peut se remuer sans le

gouvernement. L'honorable premier ministre ne devrait pas insister sur ce point.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut une autorité quelconque pour empêcher les révisions trop fréquentes, pour donner plus de garantie et pour empêcher certains caprices des syndics. Je suis convaincu que cet amendement portera des fruits et protégera le public.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée.

---

#### NOTES

1. Cette mesure, selon la *Gazette*, a été présentée par le député de Saint-Maurice, M. Ricard.

2. M. Sauvé imite alors, selon l'*Événement*, le ton du ministre de l'Agriculture (M. Caron).

3. Il se leva et quitta la Chambre pour aller chercher le *Soleil*, note l'*Événement*.

4. Il s'agit de la Quebec Preserving.



Séance du 22 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The District of  
Bedford General Hospital**

M. Philps (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The District of Bedford General Hospital, demandant des modifications à sa charte.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de The District of Bedford General Hospital, demandant des modifications à sa charte (M. Philps).

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de The Alma & Jonquières Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bugeaud).

## Rapports de comités:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour l'honorable M. Taschereau<sup>1</sup> (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans

amendement les bills suivants:

- bill 51 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption;

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde.

M. Bordeleau (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- d'Arthur L'Heureux, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de dame Corinne Allard et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée";

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement son acte d'incorporation;

- de Joseph Delaney Maher, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Northern Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi autorisant les commissaires d'écoles de Saint-Bernardin de Montréal à transiger avec ladite compagnie et autres au sujet de taxes et impositions.

**M. Joseph Delaney Maher**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 117 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Delaney Maher au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Missionnaires oblates du Sacré-Coeur  
et de Marie-Immaculée**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 108 refondant la charte de la cité de Grand'Mère, accordant de nouveaux pouvoirs, etc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles  
de Saint-Bernardin de Montréal**

**M. Thurber (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 125 autorisant les commissaires d'écoles de Saint-Bernardin de Montréal à faire des transactions au sujet de certaines réclamations et actions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association de bienfaisance  
des pompiers de Montréal**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 110 amendant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Docteur Arthur L'Heureux**

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 120 autorisant le

collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Arthur L'Heureux à la pratique de l'art dentaire après examen final.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

**Conseil législatif**

22 janvier 1924

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kelly, Perron, Simard et Power.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité conjoint de la bibliothèque**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant les honorables conseillers que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Galipeault et Nicol, MM. Bouchard, Bullock, Gault, Hamel, Langlais, Oliver, Ouellet, Richard, Roy, Sauvé et Thurber sont nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

**Comité conjoint des impressions législatives**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant

que les honorables MM. Taschereau, David et Nicol, MM. Bordeleau, Faucher, Lapierre, Saurette, Sauvé, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Retard dans le dépôt des documents

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de passer à l'ordre du jour, la Chambre me permettra d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que plusieurs ordres de la Chambre n'ont pas reçu de réponse ou que force documents demandés par l'opposition depuis déjà longtemps n'ont pas encore été produits et que l'on en a pourtant besoin. Il en est ainsi des demandes de renseignements relatives à M. Charles Lanctôt et à l'émigration des nôtres aux Etats-Unis.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Y en a-t-il d'autres? Si mon honorable ami voulait nous indiquer tous les documents dont il a besoin, nous en hâterions la production.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'inviterais le gouvernement à consulter les procès-verbaux de l'an dernier et il verrait tout ce que la Chambre a ordonné. Ce n'est pas à l'opposition à diriger le travail. Le temps de l'opposition est aussi précieux que celui du gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous ferons tout ce qui est possible pour faire plaisir à l'honorable chef de l'opposition.

#### Questions et réponses:

##### Droits perçus à Montréal pour lieux d'amusements

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les droits perçus en 1922-1923, dans la cité de Montréal, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$41,259.19.

#### Amendes payées en vertu de la loi des liqueurs dans Beauharnois

M. Plante (Beauharnois): 1. Quelles sont les personnes qui ont payé des amendes en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec durant les années 1921, 1922, 1923 dans le district de Beauharnois?

2. Pour quelles infractions ces amendes ont-elles été imposées?

3. Ces amendes ont-elles été toutes payées?

4. Dans la négative, quelles sont les amendes qui n'ont pas été payées et pour quelles raisons?

5. Quelle somme ces amendes ont-elles rapportée pour les mêmes années?

L'honorable M. Nicol (Compton): En vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec et de la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques, dans le district de Beauharnois, comprenant les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon:

1- Nom des personnes      2- Nature de l'offense

Gagnon, E.	Article 50F
Thibault, Léop.	Article 51T
Solis, J.-E.	Possession et transport

Poirier, Ed.	Article 51T
L'Heureux, Ovila	Article 51T
Leduc, Delma	Article 51A
Jean, Victor	Article 51T
Harper, G.	Article 51T
Daoust, J.-M.	Possession et transport

Brault, G.	Possession et transport
------------	-------------------------

Meloche, Oscar	Article 50A
Brault, Art.	Article 51F
Saint-Onge, Adrien	Possession et transport

Brault, N.-L.-F.	Possession et transport
------------------	-------------------------

Brault, N.-L.-F.	Article 50A
Trudeau, Louis	Possession et transport

Marcil, Aimé	Article 51F
Lalonde, P.	Article 51Q
Jeanneau, A.	Article 51Q
Dupuis, Alb.	Possession et transport

Robidoux, Earl	Possession et transport
----------------	-------------------------

Poirier, Ph.	Possession et transport
Paterson, John	Possession et transport
Poirier, Édouard	Article 51T
Patenaude, Jos.	Possession et transport
Duhaime, Jos.	Possession et transport
Burdett, Jos.	Transport
Bourgie, J.-B.	Possession et transport
Bouchard, J.-B.	Possession et transport
Sylvestre, J.-E.	Transport

3. Oui.

4. . . .

5. Année de calendrier 1921: \$3,110.

Année de calendrier 1922: \$5,230.

Année de calendrier 1923: \$2,250.

#### Vin vendu à Beauceville

M. Langlais (Témiscouata): 1. Combien de vin a été vendu par mois au magasin de la Commission des liqueurs, à Beauceville?

2. Quelles ont été les recettes?

3. Quelles ont été les dépenses?

L'honorable M. Nicol (Compton):

1923	1	2	3
mois	gallons	recettes	dépenses
Juin	271	\$1,278.75	\$ 189.60
Juillet	1,511	5,463.05	470.58
Août	1,854	6,428.95	2,874.91x
Septembre	2,031	6,215.15	334.96
Octobre	2,386	6,660.00	431.02
Novembre	1,915	5,270.95	733.14
Décembre	4,236	6,930.76	364.22

x Cet item comprend les dépenses d'organisation: \$2,262.45.

#### Registreur de Québec

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour l'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance

de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) pour l'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le traitement du registraire de la division d'enregistrement de Québec, au lieu d'être fixé à \$3,000 par année, tel que prévu par la cédule A de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième des statuts refondus, 1909, telle qu'amendée par les lois 11 George V, chapitre 15, section 6, et 13 George V, chapitre 69, section 1, soit fixé à \$5,000 par année, conformément au bill qui accompagne la présente résolution.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Demande de documents:

#### Paiement des obligations de Saint-Constant

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Saint-Constant ou aucun de ses membres et toutes autres personnes, au sujet du paiement des obligations de cette municipalité envers le gouvernement et de la remise à la municipalité d'une partie de ces créances contre cette municipalité, et cela pendant les années 1922 et 1923.

Adopté.

#### Réfection de chemins à Saint-Constant

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Saint-Constant ou aucun de ses membres et toutes autres personnes, au sujet de



la réfection de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922 et 1923.

Nous avons prétendu que le gouvernement s'immisçait dans les affaires municipales, et j'ai ici un cas qui va prouver à la Chambre que nous avons raison. La législature a mis entre les mains du ministre de la Voirie des pouvoirs extraordinaires, et le ministre use et abuse même de ces pouvoirs. La municipalité de Saint-Constant de Laprairie, qui fut l'une des premières dans la province à adopter l'idée des bons chemins et qui a aussi de beaux chemins, a été une des municipalités de la province à souffrir de ces pouvoirs extraordinaires du ministre. C'est une intervention indue du gouvernement dans l'administration des affaires des municipalités. En 1914, la municipalité de Saint-Constant, avec l'aide du gouvernement, a construit en macadam un chemin appelé "le chemin du rang Saint-Pierre", ou rang cinquième, en allant vers Saint-Rémi. On a mis 18 pouces de pierre et on a dépensé pour ce chemin, d'une longueur de cinq milles, \$26,937.34, en vertu de la loi du 50%.

En février 1922, le département de la Voirie a écrit à la municipalité que l'entretien du chemin était insuffisant et qu'il fallait le refaire. Le coût des travaux était estimé à \$16,000. Le conseil, après délibération, informa le gouvernement qu'il voulait graveler une partie du chemin et demanda un ingénieur du ministère de la Voirie. Le ministère répondit en accusant réception de la lettre. Le conseil décida enfin de réparer lui-même ce chemin et chargea un des contribuables de commencer les travaux.

En mai 1922, le ministre de la Voirie donna un avis de 15 jours à cette municipalité, lui enjoignant d'avoir à faire les travaux de réfection nécessités à ce chemin sans délai, à défaut de quoi le gouvernement s'en chargerait aux frais de la municipalité. Le conseil municipal s'occupa de la chose sans tarder, mais à un moment donné un officier du ministère arriva dans la municipalité et, rencontrant un conseiller (M. Boulay) qui était chargé de la direction des travaux, lui dit: "Vous n'avez rien à faire avec ces travaux. Le ministère a décidé d'y voir et un contrat a été accordé." De fait, les employés de la compagnie O'Connor, qui avait obtenu le contrat, étaient rendus dans la municipalité avec leurs machines et commençaient leurs travaux, dans les 15 jours mêmes de délai qui avaient été donnés à la municipalité.

On a alors posé huit pouces de pierre et deux pouces d'huile bitumineuse. Ces travaux

furent terminés en octobre 1922. Dès le mois de novembre, un mois après, on a commencé à constater qu'ils se détérioraient. Ce qui est très important dans cela, c'est que le ministère a donné le contrat pour la réfection de ces chemins hors la connaissance du conseil municipal. Mais ce qui est plus intéressant, c'est que le ministère de la Voirie avait informé la municipalité que les travaux coûteraient \$16,000. Or on a envoyé un compte à la municipalité de \$56,017.83, c'est-à-dire quatre fois à peu près le montant de l'estimé des experts du département de la Voirie.

**Des voix de l'opposition:** Écoutez, écoutez!

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** De deux choses l'une. Ou bien les employés de la Voirie laissent les travaux se faire au petit bonheur ou bien ils sont incompetents. Si le coût est réel, que valent les experts du gouvernement qui avaient estimé les travaux à \$16,000? La municipalité de Saint-Constant voulait faire elle-même ses travaux comme en 1914, alors que, pour construire ce chemin, elle avait payé \$26,000. Des travaux estimés en 1922 à \$16,000 par les officiers du ministère de la Voirie, exécutés par ces mêmes officiers, ont coûté \$56,000. J'en conclus que nous avons là une preuve de la politique ruineuse du gouvernement.

Des deux côtés, donc, il paraît y avoir une lacune au ministère. Même si les deux avaient raison, il resterait encore le principe de l'autonomie municipale que l'on a violé. Le ministère de la Voirie use et abuse de ses pouvoirs. Il intervient outre mesure dans les affaires des municipalités, qui sont, par cela même, privées complètement de leur autonomie. Il leur impose ses entrepreneurs et leur charge un prix beaucoup plus élevé que ces travaux auraient pu coûter si elles les faisaient elles-mêmes. Le gouvernement ne peut exécuter pareils travaux sans s'être entendu au préalable avec la municipalité. Les travaux faits par le département de la Voirie sont ruineux pour les municipalités. On dirait qu'ils sont faits plus dans l'intérêt des entrepreneurs que des municipalités. Le gouvernement s'est ensuite emparé de certaines sommes qui étaient encore dues à la municipalité pour la confection d'autres chemins pour éteindre une partie de la dette qu'il lui réclamait.

C'est un cas particulier, mais il ressemble à une foule d'autres. C'est le cas ordinaire dans les municipalités. Les députés des comtés ruraux en savent quelque chose. Si nous voulons que nos municipalités n'augmentent pas leurs dettes et

reprennent leur crédit, il faut les laisser faire leurs travaux elles-mêmes. Il est bon qu'on les avise, mais non qu'on usurpe leurs pouvoirs. J'ai plus confiance dans l'esprit d'économie de nos cultivateurs que dans les meilleurs experts du gouvernement. Je me permets de lancer ce cri d'alarme. Tôt ou tard, les municipalités se révolteront contre ces méthodes et le problème de la voirie sera gravement compromis. La voirie de Saint-Constant est une des plus parfaites de la province et le gouvernement était malvenu d'agir de la sorte avec elle.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) se dit bien aise que le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) ait soumis cette question devant la Chambre. Le cas de Saint-Constant est un cas spécial et remarquable. Le gouvernement a cru devoir, se basant sur la loi, agir pour le meilleur intérêt public. Je m'accorde avec l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) pour dire que le gouvernement ne doit pas violer l'autonomie des municipalités, sauf quand il y a nécessité de le faire. Dans la municipalité de Saint-Constant, on a construit un chemin et l'on a ensuite négligé de l'entretenir.

Le département de la Voirie, intéressé à sauvegarder le capital investi dans les chemins, fut informé de la négligence de la municipalité de Saint-Constant. Il donna à la municipalité avis sur avis et l'on refusait de faire quoi que ce soit pour réparer le chemin et entretenir le macadam, vu que le vieux macadam était pratiquement détruit et que la route devenait de plus en plus impraticable. Un délai raisonnable fut accordé pour permettre à la municipalité d'agir, mais elle n'en fit rien. Le surintendant de l'entretien, M. Gabriel Henry, fit un rapport au ministère et ce dernier donna un second délai de 15 jours supplémentaires à la municipalité pour commencer les travaux de réfection, l'avisant qu'après ce délai expiré le gouvernement ferait lui-même les réparations nécessaires et en chargerait le coût à la municipalité.

Il lit à ce sujet une lettre de M. Henry dans laquelle ce dernier affirme que la municipalité néglige d'entretenir le chemin et refuse même de faire les réparations qu'il a ordonnées. Le chemin se détériorait et il y avait urgence. C'est à l'expiration de ce délai que le département décida de donner un contrat pour la somme de \$48,295 à la compagnie O'Connor.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) prétend que le contrat a été donné à un prix beaucoup plus élevé que l'estimé qui avait

d'abord été fait. C'est vrai. Mais ce dernier estimé avait été fait un an avant que les travaux fussent faits, de sorte que dans l'intervalle le macadam se détériora davantage et que les travaux de réparation furent beaucoup plus élevés en réalité qu'ils n'avaient été estimés l'année d'auparavant. Pendant ce délai, le coût du matériel et de la main-d'oeuvre augmenta aussi, à un tel point que les réparations qui auraient coûté à peu près \$20,000 ont coûté, une année plus tard, presque le double. C'est l'incurie de la municipalité qui a causé l'augmentation du coût des travaux. La municipalité ayant refusé d'entretenir son chemin, c'était au gouvernement de le faire. Et il n'a agi que dans l'intérêt public.

Le département de la Voirie n'a en aucune façon outrepassé ses droits et ses pouvoirs. Nous avons dépensé une somme de \$35,000,000 pour la confection de bons chemins; c'est un capital que nous devons chercher à conserver. Il est rationnel que le gouvernement prenne toutes les mesures possibles pour protéger ce capital en ne laissant pas détériorer les routes améliorées. Le département serait coupable s'il allait laisser les municipalités libres de gaspiller cet argent investi en refusant d'entretenir leurs chemins.

**Des voix de l'opposition: Écoutez, écoutez!**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons produire la correspondance et la Chambre verra que le gouvernement a respecté l'autonomie de la municipalité et que, si les travaux de Saint-Constant avaient été faits lorsque le ministère de la Voirie les a réclamés en 1921, ils auraient coûté meilleur marché. On ne peut donc blâmer le gouvernement, et la responsabilité retombe sur le conseil municipal qui a négligé d'entretenir son chemin d'abord et ensuite de le réparer au moment où le gouvernement l'a averti.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois, comme mon honorable ami, que le devoir du ministère de la Voirie est d'assurer l'entretien des chemins, de conserver le capital investi et les routes améliorées, mais pas de la manière que le gouvernement le fait. Le chemin de Saint-Constant a été construit voilà huit ans en mauvais macadam. Quand on a jugé de le réparer, il n'a pas été si mal entretenu, puisqu'il a duré huit ans. Cet avis du département de la Voirie a été donné le 23 mai alors que tous les cultivateurs

étaient à leurs travaux des champs. Il leur eût fallu quitter ces travaux pour se rendre à l'ordre du département. Toutefois, le conseil s'est réuni et a décidé de faire lui-même les réparations. Il allait le faire le 5 juin, soit en dedans du délai de 15 jours, quand il apprit que le contrat avait été donné à la compagnie O'Connor et qu'il a vu arriver aussitôt le contracteur qui s'est mis à l'oeuvre.

Le rapport de M. Gabriel Henry disait qu'il suffisait de mettre une couche de macadam et d'huile bitumineuse pour réparer le chemin. Certes, il faut conserver les chemins que nous avons bâtis, mais il ne faut pas gaspiller l'argent du gouvernement et l'argent des municipalités. Ce chemin qui a coûté \$26,000 lors de sa construction a coûté en réparations \$56,000, pour poser une légère couche de macadam et d'huile. Conservons nos chemins, mais laissons-les réparer par les municipalités, par ceux qui peinent pour les payer.

Ce n'est pas une administration d'hommes d'affaires. Où est donc la bonne administration que l'on nous vantait au commencement de la session? Faut-il s'étonner si nos cultivateurs posent des planches sur leurs maisons et s'en vont aux États-Unis? Si le gouvernement veut que la question des bons chemins soit acceptée par notre population, il ne faut pas que le cas de Saint-Constant se répète. Malheureusement, il s'est répété ailleurs. La municipalité de Saint-Constant est l'une de celles qui ont fait le plus pour améliorer la voirie. Elle a été l'une des premières à construire de bons chemins. Ses contribuables se sont saignés pour avoir ces bons chemins.

Le gouvernement a donc frappé à mauvaise adresse en voulant imposer à cette municipalité des travaux de réparations qui ont coûté plus cher que les chemins eux-mêmes lorsqu'ils ont été faits par la municipalité. Encore une fois, qu'on laisse donc les municipalités faire leurs travaux de chemins elles-mêmes. Ce cas nous prouve que les travaux coûteront moins cher que s'ils étaient exécutés par le gouvernement et la politique de la voirie, qui est devenue un des grands problèmes dans notre province, fera de plus grands progrès. Si l'on veut que la voirie reste une question acceptée, il faut que le gouvernement sorte des municipalités. Si l'on veut faire disparaître les chemins améliorés dans la province, on n'a qu'à continuer la politique actuelle.

La motion est adoptée.

#### Vente frauduleuse d'actions dans les campagnes

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1921, relativement aux organisations, syndicats, compagnies insolubles qui vendent frauduleusement des parts ou actions dans nos campagnes.

Adopté.

#### Fabrique de beurre de M. J.-F. Lemay dans Berthier ou Joliette

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture ou tout membre du gouvernement et M. J.-F. Lemay, au sujet d'une fabrique de beurre et de fromage dans le comté de Berthier ou le comté de Joliette.

Adopté.

#### Traitement du tabac

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le département de l'Agriculture et M. Harold Boyd, de Montréal, au sujet d'un procédé pour le traitement du tabac récolté dans cette province, en vue d'en augmenter la valeur, et aussi pour tous rapports d'expériences, s'il en est, ou autres rapports faits par tout expert ou officier du département.

Adopté.

#### Charte de Terrebonne

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 amendant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Léopold-A. Girard**

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 18 janvier courant sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Hamel (Portneuf): Depuis le commencement de ce débat, nous avons entendu des appréciations bien différentes sur la situation financière de notre province, telle qu'établie par l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier provincial. Évidemment, nous sommes tous un peu comme le chat dans la fable de Florian: "Chacun a sa lunette qu'il retourne suivant l'objet." Mais les honorables membres de l'opposition retournent la leur, je ne sais trop comment. Ils apprécient notre situation à un point de vue si peu vraisemblable, il me semble, que, si des étrangers à notre province étaient de nos débats, s'ils entendaient les discours véhéments presque que nos amis de la gauche ont débités dans cette Chambre depuis le commencement de la session, et dans lesquels on nous fait les tableaux les plus sombres et les plus lugubres de notre province et de nos populations, ils se demanderaient assurément comment il se fait qu'au sortir d'une élection générale, à l'ouverture d'un nouveau Parlement, l'électorat de la province de Québec ait jugé à propos de nous envoyer siéger à votre droite, M. le Président. Et, si les membres de l'opposition sont sincères dans leurs déclarations si pessimistes, s'ils sont sincères quand ils représentent la province dans une situation si pénible et si alarmante, ne se demandent-ils pas eux-mêmes pourquoi les électeurs de la province leur ont assigné la même place qu'ils occupaient avant les élections, à votre gauche, M. le Président?

Je ne voudrais pas trop répéter ce que vous avez entendu dans ce débat, M. l'Orateur. Nos amis de l'opposition se sont vantés du résul-

tat des élections, mais pérorent peu sur celui des élections partielles. Je ne nie pas qu'ils aient obtenu un peu de succès dans les villes. Mais si j'en crois M. Henri Bourassa, le directeur du *Devoir*, ce n'est pas dans les villes que réside toujours le bon sens. En appréciant le résultat des élections, M. Bourassa a écrit que c'est à la campagne que l'on retrouvait les vertus chrétiennes et le gros bon sens, que c'est là qu'un chef de parti doit chercher ses principaux points d'appui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi l'honorable député de Portneuf (M. Hamel) ne nous lit-il pas les articles de M. Bourassa qui ont précédé celui-là?

M. Hamel (Portneuf): Je trouve que le témoignage de M. Bourassa est très flatteur pour la majorité du gouvernement, car les députés ministériels ont été presque tous élus à la campagne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Là où il y avait 38,000 absents.

M. Hamel (Portneuf): Chose étrange, c'est sur le sort de l'homme de la campagne que l'opposition s'apitoie surtout. C'est le colon et le cultivateur qu'elle nous représente comme les plus malheureux des hommes, et c'est précisément l'homme de la campagne, le colon et le cultivateur qui ont donné au gouvernement la plus grande marque de confiance, en confiant de nouveau aux mêmes hommes, de la façon la plus éclatante, le soin et la gestion des affaires de la province pour plusieurs années. Comment expliquer ce résultat? Est-ce que par hasard l'homme de la campagne ne savait pas qu'il était si malheureux? Est-ce que par hasard, dans l'opinion des membres de la gauche, l'homme de la campagne serait moins averti que celui des villes?

L'honorable député de Beauharnois (M. Plante), dans son fort joli discours de vendredi dernier, pour lequel je le félicite, nous a dit la cause qui, dans son opinion, a déterminé le résultat des dernières élections. Il prétend que l'électorat a été pris par surprise, que le résultat eût été tout autre si nous étions allés devant le peuple dans une saison moins rigoureuse. Non, M. l'Orateur, dans notre pays, la neige et le froid ne font peur à personne, pas plus aux électeurs qu'aux députés. La neige et le froid n'ont empêché personne d'entendre la discussion et de se renseigner. M. l'Orateur, les électeurs de la campagne n'ont pas eu peur de l'hiver; ils sont allés

aux polls et ils ont voté pour le gouvernement. D'ailleurs, il y a eu des élections partielles depuis, quatre élections, en un temps très propice, et l'opposition n'y a pas eu plus de succès.

**M. Plante (Beauharnois):** Et dans Yamas-ka. Vous n'avez eu que 100 voix de majorité.

**M. Hamel (Portneuf):** Vous vous en seriez bien contentés.

Mais que l'honorable député de Beauharnois me permette de dire que nous sommes allés devant le peuple, nous les libéraux, avec beaucoup plus de franchise et de loyauté que nos adversaires, parce que nous sommes allés devant le peuple avec notre programme tout simplement, et plus spécialement avec le programme du gouvernement Taschereau, sans cacher aucun article de notre programme.

Nous avions derrière nous, c'est vrai, un passé de 26 ans d'administration qui fait honneur à notre parti et qui en fait aussi la fierté. Nous avions derrière nous, c'est vrai, les 13 années d'administration de Sir Lomer Gouin, l'une des personnes les plus brillantes de nos annales politiques. Ce magnifique héritage, les oeuvres grandes et fécondes de notre administration étaient à notre crédit et vous ne pouviez nous les ôter. C'est ce qui a dirigé le vote de l'électorat.

Mais nous sommes allés devant le peuple avec surtout les oeuvres du gouvernement Taschereau. Les trois années d'administration du premier ministre actuel ont été marquées par des mesures progressives de toute sorte, par des actes et par des gestes pleins de courage, dont l'influence bienfaisante se fait sentir dans notre province, et, de l'avis de tous ceux qui ont suivi de près les événements politiques des 26 dernières années, jamais un premier ministre n'a accompli autant de bonne besogne en si peu de temps.

Ce sont les oeuvres et les mesures de ce gouvernement que nous sommes allés soumettre au peuple, et le peuple avec le bon sens qui le caractérise a jugé à propos de conserver ce bon gouvernement. L'opposition a combattu ce programme et ces mesures à sa manière, et cette manière ne lui fait pas honneur et ne lui a pas porté bonheur. Elle a fait porter sa critique sur des petits détails. Elle a été défaite surtout à cause de sa méprise, de la fausse idée qu'elle s'est faite sur le niveau intellectuel et le bon sens de nos populations. Elle a pensé que l'électorat était incapable de comprendre les questions actuelles, mais elle a dû constater qu'elle s'était

trompée. C'est ainsi qu'elle a combattu la meilleure loi d'intérêt public, la loi des liqueurs, en s'apitoyant sur le sort de ceux qui l'enfreignent. Mais l'électorat a compris mieux que cela et a approuvé cette loi d'intérêt général. De même pour la colonisation.

L'honorable député de Beauharnois (M. Plante) nous a parlé de voirie. Comme tous nos collègues de la gauche, il prétend que notre système endette les municipalités et il en tient le gouvernement responsable. C'est une théorie facile à soutenir dans cette Chambre. L'opposition a chanté ce refrain sur tous les tons et dans toutes les gammes durant le dernier Parlement. Elle le reprend encore cette année avec un choeur plus fort. Mais, devant l'électorat, devant les cultivateurs, devant le maire et les conseillers d'une municipalité, la thèse est plus difficile à soutenir, et nos adversaires n'ont pas eu le succès qu'ils attendaient. Et pourquoi? Parce que nos adversaires, dans leur tournée à travers la province de Québec, n'ont pas rencontré une seule municipalité qui n'ait été absolument libre de se prévaloir de la loi des bons chemins. Ils n'ont pas rencontré dans toute la province une seule municipalité que le gouvernement ait forcée à emprunter de l'argent pour ses chemins ou à accepter du 50%.

Mais nos adversaires ont appris au contraire que les municipalités, qui ont aujourd'hui de bons chemins grâce à la loi du gouvernement libéral de Québec, ne regrettent rien et qu'elles ne voudraient pour rien au monde retourner à 10 ans en arrière. Nos adversaires ont appris encore que les municipalités qui ont déjà dépensé de l'argent pour améliorer leurs chemins sollicitent encore tous les jours les mêmes avantages du gouvernement et aux mêmes conditions pour continuer leurs travaux d'amélioration.

Encore une fois, c'est là une théorie plus facile à soutenir dans cette Chambre que lorsqu'on s'adresse à des cultivateurs qui s'y entendent dans l'administration de leurs affaires municipales, qui sont assez intelligents pour comprendre et se rendre compte qu'ils donnent à leur municipalité un actif tout aussi considérable que le montant d'argent dépensé, et qui sont assez intelligents pour se rendre compte, bien mieux que les professionnels de la ville de Montréal, qu'il vaut mieux, pour la bonne exploitation de leur ferme, payer quelques piastres de plus en taxes municipales et voyager dans leurs chemins 365 jours par année.

Plus facile encore à soutenir dans cette Chambre que devant l'électorat, cette fameuse

théorie du gouvernement autocrate, tyrannique, au bras de fer, qui entrave la liberté des citoyens et des municipalités. Mais, lorsque vous avez émis ces prétentions devant une paroisse et que, venant après vous, nous demandions au maire et aux conseillers s'il était vrai que le gouvernement les empêchait de gérer leurs affaires à leur guise, s'il était vrai que le gouvernement ne respectait pas leur autonomie et en quoi, et que la réponse négative sortait immédiatement de leur bouche, vous étiez vite désarmés.

C'est pourquoi l'opposition qui croyait avoir sous la main des chevaux de bataille incomparables avec ces deux questions, dettes des municipalités et autocratie du gouvernement, a échoué si pitoyablement dans les comtés ruraux. Ces chevaux de bataille ne lui ont été d'aucun secours.

L'honorable député de Beauharnois (M. Plante), parlant de voirie, a donné un conseil au gouvernement et lui a fait une prédiction: "Que le gouvernement se charge seul de l'entretien de toutes les routes, nous a-t-il dit, et je lui prédis qu'aux prochaines élections il balaiera la province." Si l'honorable député a prêché cette doctrine de l'entretien des chemins par le gouvernement et s'il s'est fait élire si facilement dans son comté, comme il nous l'a dit, je n'en suis pas surpris du tout. Il a prêché une doctrine libérale tout simplement. Mais le gouvernement n'a-t-il pas commencé déjà à la mettre en pratique, cette doctrine? L'honorable député n'ignore pas que le gouvernement, l'année dernière, a pris à sa charge l'entretien de plus de 1,300 milles de chemins macadamisés et gravelés. C'est déjà un bon commencement. C'est un bon premier pas, et ce ne sera peut-être pas le dernier.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** L'honorable député me permettra-t-il une question? Est-ce au nom des principes libéraux que le gouvernement a violé l'autonomie de la municipalité de Saint-Constant de Laprairie?

**M. Hamel (Portneuf):** Je crois que cette affaire a été vidée tantôt entre le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) et l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude).

Le gouvernement marche en bon logicien. Il a commencé par le commencement. Avant de prendre l'entretien des chemins à sa charge, il fallait d'abord en construire, et c'est ce qu'il a fait. Il marche non seulement en bon logicien, mais, comme l'a dit l'honorable trésorier provincial, il marche suivant ses moyens. Mais il y en

aura encore des surplus avec le gouvernement libéral. Il ne s'arrêtera pas dans la voie où il s'est engagé et, la prochaine fois que nous irons devant le peuple, il sera probablement assez engagé dans cette bonne voie que la prédiction du député de Beauharnois (M. Plante) se réalisera et qu'il balaiera encore la province dans les comtés ruraux comme il l'a balayée la dernière fois.

L'honorable député de Beauharnois a cependant fait, je crois, une grande erreur quand il a dit que le gouvernement devrait laisser les municipalités construire leurs chemins. S'il est sincère quand il fait cette affirmation, je me permettrai à mon tour de lui donner un conseil et de lui faire une prédiction, c'est de ne pas prêcher cette doctrine quand il ira de nouveau devant ses électeurs, car je lui prédis qu'il sera balayé cette fois.

L'honorable député de Beauharnois nous a parlé finances. S'appuyant sur une sentence de Leroy-Beaulieu, il nous a dit que le moyen le plus pratique de rendre le peuple heureux, c'est de le soulager du poids des taxes qui pèsent sur ses épaules. Si le budget et le revenu de la province sont de plus en plus considérables tous les ans, c'est que de plus en plus de taxes pèsent sur le peuple, nous a-t-il dit. Mais ce que l'honorable député a oublié de nous dire, c'est de quelle manière et par qui le gouvernement fait payer ce budget considérable de 20 millions de piastres. Est-ce dans le gousset du cultivateur, de l'ouvrier ou de l'homme qui peine que le gouvernement va le chercher? Quelle taxe le cultivateur et l'ouvrier paient-ils au gouvernement?

J'avoue, M. l'Orateur, que je n'ai pas la compétence ni l'expérience qu'il faut pour disséquer l'état financier de la province, pour analyser et décomposer son actif et son passif. Mais, dans un état financier, il y a une page édifiante que je sou mets à la considération des honorables membres de l'opposition. C'est le chapitre des recettes. Étudiez cette page et vous allez voir que ces recettes considérables dont bénéficient toutes les classes en octrois divers, le gouvernement sait les réaliser sans faire de malheureux. Qui les réalise?

**M. Plante (Beauharnois):** Les cultivateurs.

**Une voix ministérielle:** Tout le monde.

**Des voix de l'opposition:** Montréal.

**M. Hamel (Portneuf):** Qui, en réalité, paie des taxes dans la province? Ce sont les riches

marchands de bois et les grandes compagnies qui ont le moyen de payer leur licence de coupe de bois. Ce sont les capitalistes qui, eux, ont le moyen d'exploiter des mines d'amianté ou autres minerais. Ce sont ceux qui ont du capital à disposer pour organiser et pour opérer des compagnies à fonds social. Ce sont ceux encore qui ont le moyen de dépenser des sommes importantes pour rouler l'automobile. Ce sont ceux qui ont de l'argent à disposer pour faire du sport, pour louer des terrains de chasse et des clubs de pêche. Ceux qui laissent des grosses successions. Vous voyez qui paie les taxes. Le cultivateur et l'ouvrier, avec cette exemption de taxes jusqu'à concurrence de \$15,000, n'en paient pratiquement pas.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Tout le monde paie des taxes, excepté le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

#### Des députés ministériels protestent.

**M. Hamel (Portneuf):** Ce sont ceux encore qui tous les jours ont le moyen de dépenser \$1 ou \$2 et plus pour fréquenter les théâtres et les lieux d'amusements. Quoi qu'en disent les amis du chef de l'opposition, c'est des grosses entreprises que le gouvernement retire ses revenus, qu'il distribue ensuite, en octrois, à toutes les classes de la population et tout particulièrement aux ouvriers et aux cultivateurs, pour en consacrer une bonne partie à la construction des routes et à l'amélioration du sort des colons, etc. Et nous avons les revenus de cette magnifique loi de l'assistance publique destinée à venir en aide aux hôpitaux et aux institutions qui reçoivent les pauvres et les miséreux.

Tout homme un peu réfléchi doit rendre au gouvernement et aux hommes qui le dirigent actuellement le témoignage qu'ils ont eu le talent et le bon esprit de se créer des revenus considérables pour le bien de toutes les classes et en épargnant toujours celui qui n'a pas l'avantage de la fortune.

Ah! je sais, M. l'Orateur, ce qui va arriver dans un instant. Tout à l'heure, un des honorables membres de l'opposition se lèvera pour répondre aux opinions que j'émetis dans cette Chambre. Tout probablement, il prendra dans sa main le bill de la fusion des banques que cette Chambre vient d'adopter. Il le brandira et il s'écriera en triomphateur, et avec du tonnerre dans la voix: "Ah! bien oui, vous pouvez le louan-

ger votre gouvernement. Vous pouvez les encenser vos chefs. Vous pouvez la vanter la prospérité de la province lorsqu'une institution financière comme la Banque Nationale s'en allait à la faillite." Eh bien, oui, c'est vrai qu'une institution financière menaçait ruine. Sa chute devait causer un désastre et le gouvernement de ma province lui a tendu une main secourable.

Comme tous les autres pays du monde, notre province est aux prises avec les malheurs et les problèmes angoissants que la guerre a engendrés. La vie des gouvernements ressemble à celle des individus sur un point: c'est une lutte continue. Les obstacles et les difficultés surgissent sans cesse le long de la route, et nous venons de nous y heurter encore une fois.

Mais, M. l'Orateur, pour les gouvernements comme pour les individus, la victoire appartient à ceux qui travaillent, à ceux qui luttent, à ceux qui restent constamment et sans faiblir au poste du devoir, reprenant chaque jour avec courage les meilleurs moyens de faire face aux situations difficiles.

Il cite un mot qu'il attribue à feu Charles Devlin: "Bien servir son parti, c'est bien servir son pays." L'opposition sert mal son parti et son pays en essayant de tirer parti de la crise qui sévit actuellement dans le pays comme partout ailleurs et en critiquant injustement le gouvernement, qui a assuré la prospérité de notre province. Car il y a plus de prospérité dans notre province qu'ailleurs et ceux qui sont allés tenter fortune dans d'autres pays ont été déçus. C'est ce que nous disait M. E. W. Beatty, président du C. P. R., à son retour d'un grand voyage en Europe. C'est ce que disait aussi un grand industriel franco-américain qui conseillait aux Canadiens: "Restez au Canada; vous y serez plus heureux qu'aux États-Unis."

Je suis fier de pouvoir constater que la province de Québec a des surplus et qu'elle est à la tête du dominion. Elle n'a pas à jeter des regards envieus sur les autres parties du Canada. Je sympathise avec l'opposition qui est incapable de parler de déficits. Québec est la seule province du Canada qui peut se vanter d'un surplus. Pourquoi se lamenter sur nos difficultés actuelles, alors que les conditions ailleurs dans le monde entier sont infiniment pires que dans notre province? Il y a des surplus depuis 25 ans ou depuis que les libéraux sont au pouvoir. Avant ce régime ou durant le règne des conservateurs, nous étions pauvres; on nous appelait les scieurs de bois et les porteurs d'eau. Aujourd'hui, on nous cite en exemple. Notre province est prospère...

**M. Renaud (Laval):** Ce n'est pas ce que le premier ministre nous a dit.

**M. Hamel (Portneuf):** Pardon.

**M. Renaud (Laval):** L'honorable député me permettra-t-il une question? Si la province est si prospère, comment se fait-il que le premier ministre nous a dit, pas plus tard que jeudi après-midi, que, si nous n'adoptions pas une loi pour rendre possible la fusion de deux banques, c'était le désastre pour la province?

**Une voix ministérielle:** Ce n'est pas une question, c'est un discours.

**M. Hamel (Portneuf):** Le gouvernement peut venir en aide à une institution en péril et, si cela n'affecte pas le crédit de la province, c'est une preuve de sa prospérité.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour aider la maison Julien?

**M. Hamel (Portneuf):** Cette question est étrangère au sujet. La province est prospère. Elle est citée en exemple pour sa bonne administration, son esprit de progrès et son bon sens. Nous devons cette belle réputation au gouvernement de Sir Lomer Gouin, à la politique de son successeur, le premier ministre de cette province.

Lorsque je vois le geste splendide que les chefs de mon parti viennent de faire pour éviter un malheur, je suis fier d'eux et je le proclame dans cette Chambre. Les honorables membres de la gauche pourront dire, s'ils le veulent, que je leur jette de l'encens. Je sais, quant à moi, que j'acquiesce tout simplement un devoir de justice en disant à l'honorable premier ministre et à ses collègues, qui viennent de se révéler une fois de plus des hommes d'énergie et des hommes d'action, qu'ils méritent ma confiance plus que jamais.

Et, M. l'Orateur, je dis aussi en terminant que je suis convaincu, plus que jamais, que notre province, sous leur énergique direction, saura conserver la place d'honneur qu'elle occupe dans la Confédération.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Le trésorier provincial, qui a ses ennuis depuis quelque temps, n'a pas été heureux cette année en prononçant le discours sur le budget. Pendant qu'il annonçait un surplus de \$1,444,369, il se voyait

forcé d'admettre l'augmentation constante et alarmante du passif de la province, et il me faisait songer aux directeurs de cette banque, laquelle, après avoir déclaré un dividende substantiel, obligeait le premier ministre, à peine un mois plus tard, à s'humilier profondément devant cette Chambre, à faire taire son cantique à la prospérité et à agiter devant nos yeux le spectre peu rassurant de la déconfiture nationale.

Certes, c'est un Noël bien triste pour le trésorier provincial. Tous les députés ministériels, qui auraient aimé lui trouver des talents de financier extraordinaire, qui se seraient plu volontiers à lui décerner le titre de génie administratif, comme jadis le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) baptisait de ce vocable ronflant le promoteur de la Machine Agricole au banquet désormais historique de Montmagny, se trouvent plutôt gênés dans leurs opérations de thuriféraires et ils entendent, plus encore que la ferraille de leurs encensoirs, bourdonner à leurs oreilles, comme une invite à la décence, les lugubres lamentations du chef du gouvernement décrivant, en des termes que la nervosité rendait hésitants, la sombre situation qui est faite actuellement à la province de Québec.

M. l'Orateur, quand, après 26 ans de régime libéral, on est rendu à entendre un aussi triste exposé budgétaire de la bouche du trésorier provincial et une pareille confession tombant des lèvres du premier ministre, il ne faut pas s'étonner de voir des libéraux sincères et convaincus comme le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) et moi-même siéger sur les banquettes oppositionnistes, en face d'un gouvernement qui a saboté toutes nos libertés populaires et qui se maintient au pouvoir par l'abus, la force, le scandale et la contrainte. Il ne faut pas s'étonner non plus que de bons libéraux comme M. Adélar Fortier se soient tournés contre le gouvernement.

J'ai l'honneur d'avoir enlevé à l'administration actuelle une de ses forteresses dans la cité de Montréal. Nous avons triomphé dans les villes, parce que les populations urbaines, qui ont pu, malgré les rigueurs de l'hiver, suivre les assemblées politiques, se sont vite rendu compte qu'il n'y aura de sauvegarde pour le peuple de cette province que dans la réalisation du programme préconisé actuellement par l'opposition.

On nous dit que les revenus augmentent ainsi que les dépenses d'administration. On fait danser les millions pour éblouir l'électorat. De quoi se composent ces revenus? Du subside fédéral, de l'exploitation du domaine national, aliéné et sacrifié, et du produit des taxes et des impôts,



qu'on les appelle droits, licences, honoraires, contributions ou même loi des liqueurs alcooliques. La manne n'avait qu'un nom, mais elle s'adaptait aux goûts les plus divers des Hébreux. La taxe, au contraire, est servie au ministère sous 100 noms différents, mais elle n'a qu'un but unique: satisfaire l'appétit vorace du gouvernement.

Les taxes sont devenues tellement onéreuses qu'un bon libéral, M. Adélar Fortier, dans un rapport qu'il a fait à la chambre de commerce de Montréal comme président de la commission de l'agriculture et de la colonisation, déclare que "les cultivateurs sont de plus en plus grevés de taxes de toute nature et à tel point qu'étant donné les pauvres rendements de la terre et le coût élevé de la main-d'oeuvre, quand ils peuvent l'avoir, ils en sont réduits à ne payer lesdites taxes qu'à la dernière minute pour s'éviter les rigueurs de la loi". Ce que M. Fortier a dit au sujet des centres ruraux s'applique également aux divisions urbaines, spécialement à Montréal, comme je me propose de le démontrer.

Les dépenses augmentent également, et ce n'est pas toujours le peuple qui bénéficie de la prodigalité ministérielle. La dette des contribuables de la province de Québec, per capita, est de \$157.10. Le total de la dette municipale est de \$240,489,561, celui de la dette scolaire, de \$45,821,001. Celui de la dette provinciale est actuellement de \$69,661,632, et avec les 15 millions que l'on propose d'ajouter pour aider à la fusion des banques, ce total sera de \$84,661,632.

J'ai demandé au gouvernement ce qu'il a payé pour services d'avocats en 1921, en 1922 et en 1923. Ayant honte de dresser lui-même des tableaux trop révélateurs de son patronage, le gouvernement m'a référé aux comptes publics. Eh bien, nous allons feuilleter les comptes publics et plus tard nous aurons l'occasion d'étaler les sommes fabuleuses englouties dans le gouffre du favoritisme pour services d'avocats, pour dépenses de voyage, pour "carottes" aux journaux, selon une expression que je trouve dans une ancienne brochure libérale ayant pour titre *La Machine Agricole - Brigandage administratif*, qu'il ne faut pas confondre, cependant, avec la Machine Agricole de Montmagny.

Je représente une division urbaine et laissez-moi, M. l'Orateur, exposer à cette Chambre la situation que le gouvernement a faite à la métropole du Canada. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a reproché d'avoir dit que Montréal était la vache à lait de la province. Mais qu'a fait le gouvernement pour

que la métropole mérite ce titre? Je vais vous en donner quelques exemples. Voici les sommes que le gouvernement de Québec a fait perdre à la ville de Montréal, soit par des charges nouvelles, soit en lui enlevant certains revenus: boulevard Décarie, \$40,000; rue Lajeunesse, \$125,000; ponts et barrières, \$200,000; pont Lasalle, \$300,000; Commission métropolitaine, par année, \$300,000; somme enlevée pour le "sou du pauvre", par année, \$300,000; parc Maisonneuve, \$9,000,000. Total, \$10,285,000. Le parc Maisonneuve, notamment, qui coûte aux contribuables 26 cents de taxes sur les \$1.35 qu'ils paient à la cité de Montréal, la Commission métropolitaine, qui nous a coûté si cher, ont fait de notre ville, en vérité, une véritable vache à lait.

M. Hamel (Portneuf): Une bonne vache.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Si elle était à la coopérative, le lait serait plus gras.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est le meilleur lait de la province.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Le pont Lasalle, le boulevard Décarie sont des obligations imposées à Montréal pour favoriser des amis des ministres. Le gouvernement a mis à la charge de Montréal une somme de \$10,000,000 en plus des taxes imposées à toute la province. Le gouvernement annexe à la métropole des municipalités endettées et refuse d'annexer les municipalités qui contribueraient avec elle au paiement des dettes contractées par les premières. Il n'est pas étonnant que les citoyens de la métropole se soient révoltés, aux dernières élections, contre la politique du gouvernement. Ils se révolteront encore tant qu'on ne leur aura pas donné la justice que je viens réclamer dans cette Chambre en leur nom. Montréal n'accordera pas de sitôt sa confiance au gouvernement.

Si on établit la part de Montréal dans le paiement de taxes, on peut signaler que le district de Montréal a payé comme suit en 1922-1923: timbres judiciaires, \$389,531; timbres d'enregistrement, \$216,347; licences, \$137,421; corporations commerciales, \$1,901,424. Tout cela constitue des injustices criantes.

M. Ricard (Saint-Maurice): Quand le Pacifique Canadien paie ses taxes à Montréal, paie-t-il pour Montréal seulement ou pour tout le district? Et la Shawinigan Power, elle, paie à

Montréal quand elle fait des affaires à Shawinigan pourtant...

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** J'ai exposé, M. l'Orateur, la situation déplorable qui a été faite à la ville de Montréal par l'ingérence abusive du gouvernement de Québec. D'autres députés de l'opposition ont dit à cette Chambre le malaise profond qui règne dans les centres ruraux. Si j'ai ainsi énuméré les griefs de la métropole, ce n'est pas que je veuille élever un mur de division entre les villes et les campagnes. Je laisse cette triste besogne à certains membres du cabinet qui n'ont pas craint de dire, au cours des dernières élections partielles, que les villes avaient voté contre le gouvernement parce qu'elles étaient taxées, tandis que les campagnes n'avaient pas une seule taxe à payer.

D'un bout à l'autre de cette province, les citoyens sont tous solidaires les uns des autres, et c'est dans le bien-être individuel que prend naissance la prospérité générale. La métropole souffre et par contrecoup le reste de la province est affecté. La campagne subit une crise et les villes s'en ressentent. Tous nous sommes atteints par la mauvaise administration du gouvernement actuel. Le passif avoué de la province est de \$69,661,632; avec les \$15,000,000 qui iront aux banques fusionnées, il s'élèvera à \$84,661,632. Le passif des corporations municipales était de \$240,482,561 en 1922 et le passif des corporations scolaires, de \$45,821,001 en 1922, ce qui forme la somme énorme de \$370,965,194. Sans tenir compte de la dette fédérale ni de la dette paroissiale, le passif est donc de \$157.10 par tête. Voilà un chiffre qui est bien de nature à nous faire oublier le surplus du trésorier provincial.

C'est par une politique d'économie et de retranchement que nous mettrons de l'ordre dans les finances de cette province. Ne l'attendons pas du gouvernement actuel, gangrené jusqu'à la moelle par le favoritisme, le patronage et le gaspillage sous toutes ses formes. C'est par une politique avisée et progressive que nous ferons reflourir la prospérité dans notre province. Ne comptons pas que le gouvernement actuel ira de l'avant pour obtenir ces heureux résultats, ancré qu'il est dans la routine, l'imprévoyance et l'incompétence. La province de Québec reprendra sa marche vers ses glorieuses destinées quand ceux qui paralysent son essor seront balayés du pouvoir. Il faut un changement et ce changement, nous l'aurons complet et décisif dès le prochain appel au peuple.

**M. Richard (Verchères)** reproche au député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) d'ignorer totalement ce qu'a fait le gouvernement pour Montréal et de se montrer injuste pour le gouvernement. Je veux bien aussi, dit-il, accorder à la ville de Montréal la grande importance qu'elle mérite, mais enfin ce n'est pas toute la province de Québec, et il faut aussi considérer la population des environs de Montréal qui compte pour quelque chose dans le progrès de la métropole du Canada. Je reconnais bien là le détenteur du double mandat. Son discours est celui d'un échec de Montréal surtout. Seules les affaires de la métropole l'intéressent. Quant à nous, ces affaires de la métropole nous intéressent également, mais aussi celles des centres ruraux.

Je me réjouis des progrès réalisés dans la voirie, particulièrement pour les campagnes, puisque les routes permettent aujourd'hui aux cultivateurs de se rendre plus facilement sur les grands marchés des villes. Et voilà pourquoi Montréal nous intéresse beaucoup, nous aussi, les députés de la campagne. Nous voulions des routes qui conduisent aux marchés de Montréal et nous avons demandé au gouvernement de nous donner ces routes. Nous avons demandé des routes depuis 15 ans, et le gouvernement libéral a entrepris sa politique des grandes routes qui s'est révélée un succès. Les routes sont à la base de l'industrie nationale et des progrès de notre agriculture. Ce qui m'a toujours le plus étonné, c'est d'entendre dire par des conservateurs que nous avons fait trop de dépenses pour la voirie. Ne savent-ils donc pas que notre politique de voirie a été absolument nécessaire au développement de nos centres ruraux, principalement ceux des environs de Montréal? Le ministère de la Voirie n'enlève aucunement l'autonomie des municipalités en faisant des travaux de chemins que les conseils municipaux ne veulent pas faire.

Il loue l'oeuvre accomplie par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Il voit en lui un administrateur averti qui dépense sagement et économiquement les deniers qui lui sont confiés. Grâce à lui, le gouvernement construit de beaux chemins et peut entretenir une quantité de chemins qui font notre orgueil.

Répondant aux remarques du député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) quant à ce qui regarde Montréal, il dit que les campagnes contribuent également pour leur large part au progrès de la province, tout comme les villes. Il proteste alors contre l'accusation que les campagnes en veulent à Montréal. Les campagnes ne sont au crochet d'aucune ville. Quant à la vache

à lait dont a parlé le député de Saint-Henri, nous y croyons plus ou moins. La vache est un animal généreux, tandis qu'une vache à lait, comme Montréal, cause bien des ennuis au gouvernement. C'est Montréal qui est venue demander tout ce que le gouvernement lui a donné.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Mon honorable ami ne prétendra toujours pas que les citoyens de Montréal ont demandé l'expropriation du parc de Maisonneuve.

**M. Richard (Verchères):** Tous les ans, Montréal est venue nous demander des privilèges et il est injuste de venir nous dire aujourd'hui que le gouvernement est responsable des malheurs de Montréal. C'est là que se trouve le siège social des grandes entreprises commerciales qui sont appelées à payer pour Montréal. La taxe sur les successions atteint les grosses successions. Ce n'est pas la faute du gouvernement si la plupart d'entre elles se trouvent à Montréal. Ce qui n'est que juste et ne fait que répondre aux exigences de la loi. Les autres successions paient aussi des taxes et dans la même proportion que celles de Montréal. Quand il s'agit des autres taxes, le peuple de Montréal n'est pas plus obéré que celui des autres centres qui sont aussi appelés à payer leur quote-part.

Si Montréal, à cause de ses progrès, paie une large part des revenus de la province, nous la remboursons finalement de toutes sortes de manières. Mais qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne lui retourne rien de ce qu'elle se trouve, de par sa position de métropole, à verser au Trésor de la province.

Il proteste contre l'accusation que les campagnes en veulent à Montréal. Il parle aussi des réformes apportées dans notre système d'instruction publique, des octrois énormes accordés par le gouvernement pour le bien des colons, pour l'éducation agricole, pour la construction des ponts. Il demande au gouvernement d'augmenter encore, si la chose est possible, les octrois pour les ponts en fer. Ces ponts remplacent très avantageusement les ponts en bois qui sont ruineux pour le gouvernement et les municipalités, puisqu'ils doivent être renouvelés à des périodes trop fréquentes.

Au lieu de faire des comparaisons entre les passifs, le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) aurait dû en faire entre les actifs. Notre actif, le député de Saint-Henri ne l'a pas vu, mais il est pourtant visible; notre actif, ce sont nos bonnes routes, nos centaines de ponts en fer,

nos écoles, etc. Cet actif est loin d'être une chose fictive. C'est un patrimoine avec lequel il faut compter lorsqu'on parle de notre dette.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Ajournement

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### NOTE

1. C'est l'honorable J.-É. Caron qui remplace le premier ministre en voyage à Montréal.



Séance du 23 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de The District of Bedford General Hospital, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock).

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres.

Et avec des amendements les bills suivants:

- bill 57 constituant en corporation The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park;  
- bill 127 concernant le club Saint-Denis.

Votre comité désire recommander que les bills suivants soient référés au comité permanent des bills publics en général:

- bill 91 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Herménégilde et pour autres fins;

- bill 85 concernant la construction d'une église dans la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont;

- bill 73 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-François-Solano et pour autres fins;

- bill 88 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont;

- bill 87 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaultville.

Votre comité recommande de prolonger au 6 février courant inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 13 février courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, des promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 6 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 13 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, des promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923;

- bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

Questions et réponses:

Somme payée pour les chemins

M. Langlais (Témiscouata): 1. Quelle est la somme totale payée par la province pour la construction des chemins depuis l'adoption de la loi de 1912?

2. Quelle est la somme totale payée pour l'entretien de ces chemins?

3. Quelle est la somme totale payée par les municipalités de la province: a) pour la construction de ces chemins; b) pour leur entretien?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Au 15 janvier 1924: 1. \$38,572,160.60; à l'exclusion des subventions autres que l'emprunt à 2% et à 3%.

2. \$2,470,813.98; y compris l'entretien des chemins construits au moyen de subventions autres que l'emprunt à 2% et à 3%.

3. a) Les municipalités se sont engagées à payer \$24,038,793.23 sous le régime des emprunts

à 2% et à 3%; b) \$631,261.64; y compris l'entretien des chemins construits au moyen de subventions autres que l'emprunt à 2% et à 3%.

#### Amendes payées pour infraction à la loi des liqueurs

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des liqueurs depuis sa mise en vigueur?

2. Combien y a-t-il eu de condamnations à la prison?

#### L'honorable M. Nicol (Compton):

	1	2
Argenteuil	...	1
Arthabaska et Drummond	3	5
Bagot	1	1
Beauce et Frontenac	11	30
Beauharnois	12	4
Bellechasse	3	8
Berthier	...	...
Bonaventure		8
Brome	...	...
Chambly (voir district de Montréal)		
Champlain	13	25
Charlevoix no 1 et no 2	1	2
Châteauguay	8	7
Chicoutimi	4	44
Compton	...	...
Deux-Montagnes	3	1
Dorchester	5	12
Drummond (voir Arthabaska)		
Frontenac (voir Beauce)		
Gaspé no 1 et no 2	1	5
Hochelaga (voir district de Montréal)		
Hull	163	355
Huntingdon	21	34
Iberville	5	1
Îles-de-la-Madeleine	...	...
Jacques-Cartier (voir district de Montréal)		
Joliette	5	8
Kamouraska	...	11
Labelle no 1 et no 2	2	...
Lac-Saint-Jean no 1 et no 2	8	29
Laprairie (voir district de Montréal)		
L'Assomption	2	3
Laval (voir district de Montréal)		
Lévis	10	16
L'Islet	2	12
Lotbinière	...	5

Maskinongé	...	2
Matane no 1 et no 2	3	29
Mégantic	3	5
Missisquoi	9	7
Montcalm	...	2
Montmagny	3	25
Montmorency no 1 et no 2	1	2
Napierville	1	6
Nicolet	1	8
Papineau	1	10
Pontiac	5	5
Portneuf	4	26
Québec	60	108
Richelieu	...	2
Richmond	2	2
Rimouski	4	25
Rouville	2	...
Saguenay	4	6
Shefford	13	7
Sherbrooke	21	63
Soulanges (voir district de Montréal)		
Stanstead	...	...
Saint-Hyacinthe	3	2
Saint-Jean	22	18
Saint-Maurice	11	31
Témiscamingue no 1 et no 2	2	9
Témiscouata	3	35
Terrebonne	4	7
Vaudreuil (voir district de Montréal)		
Verchères (voir district de Montréal)		
Wolfe	...	2
Yamaska	...	7
District de Montréal, comprenant les comtés de Chambly, Hochelaga, Jacques-Cartier, Laprairie, Laval, Soulanges, Vaudreuil et Verchères	589	787

**Emprisonnement dans Beauharnois  
en vertu de la loi des liqueurs**

**M. Plante (Beauharnois):** 1. Quelles sont les personnes qui ont été condamnées à la prison en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec en 1921, 1922, 1923, dans le district de Beauharnois?  
2. Quels étaient l'occupation et le domicile de chacune de ces personnes?

**L'honorable M. Nicol (Compton):**

Nom	Occupation 1921	Domicile
Caza, Antoine	Journalier	Saint-Anicet
Carrigan, Félix	Cultivateur	Elgin
Gallagher, Peter	Journalier	Elgin
Gauthier, Wm	Cultivateur	Port Lewis
Lussier, Camille (Lucien)	"	Hemmingford
Patterson, John	"	Elgin
Tremblay, C.	"	Franklin Cen.
Tremblay, C.	"	"

	1922	
Bouchard, J.-B.-A.	Notaire	Hemmingford
Brady, Joseph	Journalier	Huntingdon
Brady, Joseph	"	"
Brady, Herbert	Chauffeur	"
Burdett, Joseph	Cultivateur	Herdman
Campion, Sylvestre		Saint-Chrysostome
Desgroseillers, Jos.		Howick
Émond, Arthur	Cultivateur	Dewitville
Émond, Arthur	"	"
Émond, Arthur	"	"
Gasco, Frank	Garçon de table	Rosemont
Guérin, Anatole	Journalier	Saint-Antoine-Abbé
Laberge, Nap.	Hôtelier	Châteauguay
Laberge, Peter	Journalier	Huntingdon
Lunan, Kenneth	Cultivateur	Kensington
Mullens, H.-J.	Agent	Dolan's Line
Patenaude, Joseph		Hemmingford
Patenaude, Joseph		"
Poirier, Philippe	Cultivateur	Herdman
Sullivan, J.	Marchand	Sainte-Clothilde
Trudeau, Louis	Hôtelier	Sainte-Marthe
Tyler, Tim, alias Fred.	Cultivateur	Power's Ct.
	1923	
Aubin, M.		Saint-Anicet
Clermont, Lionel	Commis	Valleyfield
Clermont, Lionel	"	"
Cartier, Isidore (Chs)		Cazaville
Desparois, Arth., alias Alph.	Hôtelier	Châteauguay
"	"	"
Hunt, Georges	Fermier	Trout River
Jarry, Marcel	Coupeur	Montréal
Lazure, A.	Journalier	Huntingdon
Leboeuf, E.	Cultivateur	"
Legros, J.-B.	Ouvrier	Valleyfield
Lunan, Kenneth	Fermier	Kensington
Marsolais, Louis	Dessinateur	Montréal
Mercier, Arthur	Restaurateur	Valleyfield
Palmer, Fred	Fermier	Boyd's Line
Sauvé, David	Cultivateur	Huntingdon
Stark, Peter	Charretier	Kensington

#### M. Joseph Delaney Maher

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Delaney Maher au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.



### **Charte de Grand'Mère**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 refondant la charte de la cité de Grand'Mère, accordant de nouveaux pouvoirs, etc., soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Commissaires d'écoles de Saint-Bernardin de Montréal**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 autorisant les commissaires d'écoles de Saint-Bernardin de Montréal à faire des transactions au sujet de certaines réclamations et actions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Association de bienfaisance des pompiers de Montréal**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 amendant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Docteur Arthur L'Heureux**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 autorisant le collègue des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Arthur L'Heureux à la pratique de l'art dentaire après examen final soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je tiens, M.

l'Orateur, à ce que l'attitude de l'opposition soit bien comprise par cette Chambre et par le public. Je regrette qu'une certaine presse, l'organe le plus immédiat du gouvernement<sup>1</sup>, intéressée à diminuer les arguments de l'opposition pour fortifier l'étrange, l'extraordinaire attitude du gouvernement, ait bien incomplètement rapporté les arguments faits par les députés de la gauche pour justifier leur opposition à l'adoption immédiate de la mesure ministérielle, qualifiée par le premier ministre lui-même de projet hasardeux et de précédent dangereux.

Je prétends que le peuple, dans une circonstance aussi grave où il s'agit de l'engager à garantir 15 millions de dollars pour éviter la chute d'une entreprise privée mal conduite, a le droit de connaître les arguments du gouvernement et de l'opposition. J'ai voulu faire mon devoir sur cette question.

Je remercie le premier ministre d'avoir félicité l'opposition sur le ton de ses discours. J'ai demandé et recommandé à mes amis la prudence et la modération dans la discussion du projet, de prendre une attitude conforme aux intérêts de la province, en vue du passé et de l'avenir, c'est-à-dire en considération de ceux qui ont déjà supporté leurs épreuves et leur ruine sans recevoir le secours du gouvernement et de ceux qui à l'avenir subiront des épreuves et seront ruinés s'ils ne reçoivent pas l'assistance du gouvernement.

Notre attitude est à base de justice. Nous n'avons pas reçu des électeurs de la province l'autorisation d'amender la Constitution, de donner à la législature des pouvoirs qu'elle n'a pas, d'engager le crédit de la province pour des entreprises privées compromises par la mauvaise administration d'hommes compétents ou de spéculateurs.

Avant de voter la deuxième lecture du bill, je veux dire encore une fois que seule une situation où il y aurait réellement péril national et où le gouvernement d'Ottawa refuserait tout secours et protection, pourrait justifier l'intervention de la législature sur une question qui est du ressort fédéral. Cette situation périlleuse ne nous a pas été démontrée. Nous n'avons que la parole du premier ministre et, bien que je la respecte, il me permettra de dire qu'il s'est déjà trompé, qu'il peut se tromper encore et que, même de bonne foi, il a déjà exagéré des situations.

Je crois qu'il serait plus juste de nous fournir des états, des renseignements complets. Je ne crois pas que ce soit manquer de justice envers le premier ministre que de prétendre qu'un état détaillé des opérations de la banque aurait dû être soumis à un comité spécial de la Chambre,

composé des représentants des deux partis. Nous aurions voulu savoir si les rapports que la Banque Nationale a faits au gouvernement étaient vrais, exacts et honnêtes. S'ils le sont, nous voulons savoir pourquoi elle devait fermer ses portes à la fin de décembre, quand le 29 du même mois, par son rapport adressé au gouvernement d'Ottawa, elle déclarait être en état de payer un dividende de 6% à ses actionnaires.

Je l'ai soutenu jeudi dernier et je soutiens encore que l'administration de nos banques est du ressort fédéral. Les banques canadiennes sont régies par l'acte des banques, législation fédérale. Elles obtiennent leur charte du gouvernement fédéral, qui en a la surveillance. C'est à lui qu'elles doivent faire rapport. Le succès des banques dépend de la prospérité du commerce et de l'industrie, et cette prospérité dépend de la politique fiscale, d'une question de tarif concernant exclusivement le gouvernement fédéral. C'est la prétention soutenue par le gouvernement, par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) dans son grand discours sur le budget.

Il est dangereux d'empiéter sur le pouvoir central. La représsaille est à craindre pour nous surtout de la province de Québec, minorité dans le pays. Gare aux empiètements de part et d'autre. Si nous empiétons sur le pouvoir central, comment pourrions-nous faire entendre avec efficacité nos prétentions contre les empiètements du Parlement central sur les droits exclusifs de notre législature?

Actuellement, des autorités dans le pays prétendent que, si les banques n'offrent pas une garantie suffisante au public, c'est dû à l'acte des banques et que le Parlement fédéral en est responsable. Si le Parlement fédéral en est responsable et si le crédit national est en danger, le gouvernement fédéral devrait intervenir avec une mesure de salut public. De cette façon, il protégerait les déposants non pas d'une banque seulement, mais de toutes les banques canadiennes.

En protégeant la Banque Nationale seulement, le gouvernement protège aussi des déposants de cette banque qui demeurent dans les autres provinces du pays et à l'étranger. Mais que fait-il pour les déposants de la Home Bank qui demeurent dans la province de Québec? Rien. Il va jusqu'à engager leur avenir pour protéger les déposants de la Banque Nationale, même protéger les actionnaires qui se trouvent ainsi libérés de leur double responsabilité.

Ces actionnaires qui ont fait partie du bureau de direction de la Banque Nationale depuis un certain temps ne devraient pas bénéficier de la protection du gouvernement. Faisons l'impossible,

s'il le faut, pour sauver les déposants, mais pas les directeurs ou les actionnaires, du moins tant que la Chambre ne sera pas suffisamment éclairée sur leur conduite et leurs opérations.

Une banque qui, comme la Banque Nationale, paye 6% à ses actionnaires ne doit pas être en mauvaises affaires, à moins qu'elle ne vole ses déposants pour favoriser ses actionnaires et tromper le public. Or c'est cela que nous voulons savoir. Nous voulons savoir comment la Banque Nationale a administré son affaire, quels sont ses frais d'administration et ses placements. Nous voulons savoir quelles sont les véritables causes de sa mauvaise administration, des erreurs dont parlait le premier ministre jeudi dernier. Plus que jamais, l'opposition est décidée de ne pas voter les yeux fermés sur une mesure que le premier ministre lui-même a qualifiée de projet hasardeux, de précédent dangereux.

Depuis quelques semaines, l'administration des banques canadiennes est à l'ordre du jour. Elle devient le problème du jour, surtout depuis la publication de la lettre sensationnelle de Mgr Fallon dans tous les journaux du pays. Le gouvernement nous rendra cette justice que l'opposition a tout fait avant la discussion de son projet pour éviter de causer toute alarme qui aurait pu provoquer une course inconsidérée sur nos banques. Si l'opposition avait tenu le langage de Mgr Fallon, je me demande si elle n'aurait pas été dénoncée comme une criminelle défaitiste. On nous aurait accusés de vouloir faire des courses sur la Banque Nationale.

Cependant, la lettre de Mgr Fallon a été publiée et commentée favorablement dans nos journaux. D'aucuns la qualifient de salutaire. *La Presse* dit qu'elle fera plus pour la révision de notre loi des banques que tous les efforts de douzaines de députés. Le grand journal de Montréal cite et approuve le *Saturday Night* qui dit que les faiblesses de notre système bancaire viennent de trois causes: le manque de contrôle de la part du gouvernement fédéral; une latitude trop grande laissée aux banques en ce qui regarde les prêts, l'établissement de succursales, etc.; l'éloignement des représentants des banques de la vie économique des communautés où ils exercent leurs fonctions.

Mgr Fallon dit que la première cause du malaise, c'est que le public ne peut plus garder sa confiance aux financiers du pays et que le remède est dans l'intervention fédérale. Pour ma part, je trouve extraordinaire l'intervention de Mgr Fallon et exagérée son opinion sur les financiers et les hommes publics du pays. Comment les journaux

qui approuvent la lettre de Mgr Fallon peuvent-ils logiquement et sérieusement désapprouver l'attitude de l'opposition? Soyons de bon compte.

L'honorable premier ministre, lui, trouvera probablement défaitiste l'attitude et plus vrai qu'opportun le langage de l'évêque Fallon. Mgr Fallon dit qu'il ne reste plus que lui pour sauver le peuple canadien. Je me demande alors ce que vont devenir les Canadiens français. Je me demande si la mesure qui doit sauver les actionnaires de la Banque Nationale de leur double responsabilité sauvera aussi la race. Je dis, en passant, que l'on devrait cesser d'abuser de la race au profit de toutes sortes de choses et de profaner ainsi la sainteté de son caractère.

De ce côté-ci de la Chambre, nous voulons la justice et la vérité avant toute autre considération. Il n'y a pas de patriotisme sans la justice et la vérité. Le meilleur moyen de diriger le peuple avec efficacité, n'est-ce pas la logique, la justice, l'honnêteté, la vérité? Les patriotards ne sont pas des patriotes. Ce serait un crime que d'abuser du patriotisme des gens pour servir des fins d'exploitation inavouables et cacher des actes malhonnêtes.

Je dis à la presse de ma province et à mes concitoyens que l'opposition recherche la vérité qu'elle veut servir et qu'elle la recherche pour être en état de mieux servir les intérêts de ceux qui doivent être protégés, mais non pour favoriser ceux qui ont intérêt à cacher leur oeuvre. Comment, M. le Président, on nous demande de donner 15 millions de garantie sans que l'on sache à qui cela profitera le plus, quand le cultivateur, le colon, l'ouvrier gémissent sous le fardeau de leurs obligations et que le gouvernement refuse de leur accorder l'aide qu'ils demandent? Allons donc, que la Chambre pense à la gravité de son acte!

Il n'y a qu'une raison actuellement en évidence, dit-on dans le public, pour que le gouvernement présente pareille mesure, c'est la responsabilité qu'il a assumée en engageant le public à avoir confiance dans la Machine Agricole Nationale de Montmagny, ainsi qu'en donnant à la Banque Nationale le crédit de son nom par l'entrée du trésorier provincial dans le bureau de direction, par l'acceptation du premier ministre à être l'un des aviseurs légaux de la Banque Nationale. Il a incité la population, par ses paroles et par ses actes, à prendre des obligations de la Machine Agricole Nationale et des actions de la Banque Nationale.

Le gouvernement a pris là une grave responsabilité et il se sent obligé d'y faire face en engageant la province pour 15 millions. Le premier ministre a reconnu cette responsabilité du gouver-

nement. L'opposition n'est pas responsable de cet état de choses. Le premier ministre dit que nous traversons alors une époque où tout était bon. C'est vrai, et le gouvernement a encouragé sans mesure des initiatives sans fondement. Il a, par ses conseils, par ses paroles et ses vantardises, plongé le peuple dans des entreprises et des obligations ruineuses. Pourtant, gouverner, c'est prévenir. Le premier ministre a été obligé d'admettre que lui et ses collègues avaient manqué de prévoyance dans l'affaire de la Machine Agricole Nationale.

Le banquet des génies libéraux à Montmagny en 1921 a été une fatalité pour notre population. L'honorable premier ministre nous a admis qu'il avait été trompé dans l'affaire de la Machine Agricole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je n'ai jamais dit cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que l'honorable premier ministre a dit qu'il avait été trompé lorsqu'il a parlé à Montmagny.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Mais non, je n'ai jamais dit cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je croyais avoir entendu le premier ministre dire cela lorsque je lui ai rappelé les paroles qu'il a prononcées à Montmagny.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Quelles paroles?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'étaient de belles paroles comme toutes celles que le premier ministre prononce et je crois les avoir citées à la Chambre.

Les journaux qui nous reprochent notre opposition au projet et qui regrettent que le projet n'ait pas été adopté à l'unanimité ont-ils bien raison? Mais, en dehors de toutes les raisons que nous avons de nous y opposer, le fait même de l'adoption d'un projet qui intéresse directement des magnats de la finance et des politiciens ne serait-il pas suffisant pour développer le préjugé populaire et le soupçon contre ces deux facteurs?

Il en est qui prétendent que nous nous opposons à ce projet parce que des membres du gouvernement ont des intérêts dans la Banque Nationale ou la Banque d'Hochelaga, et que les principaux intéressés au règlement de cette affaire par le gouvernement sont des chefs libéraux comme l'honorable M. Amyot, conseiller législatif

et président de la banque, le sénateur J.-P.-B. Casgrain, le sénateur Béique, l'honorable M. Nicol, trésorier de la province, le premier ministre, comme chef du bureau des aviseurs légaux de la Banque Nationale, le frère du premier ministre comme vice-président et notaire de la banque, un neveu, gérant général de la banque, un autre neveu comme notaire et autres parents.

Si le premier ministre n'avait pas lui-même mentionné que sa famille détient des parts, l'opposition n'y aurait jamais fait allusion, mais puisqu'il en a fait mention, j'aimerais préciser que la position prise par l'opposition n'a rien à voir avec cette question. M. l'Orateur, l'opposition a voulu s'élever au-dessus de ces considérations mesquines pour mieux comprendre et mieux accomplir son devoir. Quant au comité que nous avons proposé, il aurait pu au besoin faire des séances secrètes. La majorité et la minorité, en cas de désaccord, auraient pu faire un rapport respectif.

Je pourrais citer ce que j'écrivais il y a plusieurs jours à un chef conservateur de Québec, alors que je suppliais mes amis de ne point exciter les passions de parti en pareille occasion. L'opposition demande la lumière sur cette affaire avant de l'approuver et je suis convaincu qu'un grand nombre de députés de cette Chambre approuvent son attitude.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne veux pas revenir sur ce que j'ai dit, la semaine dernière, au sujet de la fusion. Je crois avoir exposé d'une façon assez complète la situation des deux banques intéressées dans cette fusion, pour n'avoir pas à répéter les remarques ni les explications que j'ai données à la Chambre.

Je crois avec le chef de l'opposition et je suis même convaincu qu'aucun autre motif que ceux donnés pour leur attitude n'existe chez les membres de l'opposition dans les objections qu'ils font au projet soumis à la Chambre. Je suis convaincu que le chef de l'opposition n'est animé que de bonnes intentions. Il nous a parlé de péril national. Je suis sûr que tous nos amis de l'opposition ainsi que toute la population de cette province croient que nous sommes en présence d'un péril national. Je suis moralement convaincu que nous sommes en face d'un péril national qui nécessite la mesure présentée par le gouvernement. C'est ce péril et les conséquences désastreuses qui peuvent en résulter qui nous ont induits à venir au secours des victimes probables du désastre que nous voulons éviter. Qu'on soit assuré que la Banque Nationale n'est qu'un facteur bien secondaire dans cette affaire. Ce que nous voulons, c'est sauver le crédit

de notre province, nous voulons que notre province reste la première de toutes les provinces de la Confédération, la province stable sur laquelle on puisse compter. Je crois que c'est ce que l'opposition veut comme nous.

Je m'accorde encore avec le chef de l'opposition quand il dit que le gouvernement d'Ottawa devrait venir au secours de la Banque Nationale. Je puis dire que nous avons fait de nombreuses démarches dans ce but, mais que nous n'avons pas réussi. Si le gouvernement fédéral avait voulu venir en aide à la banque, nous aurions été enchantés de la chose et nous n'aurions pas eu à présenter cette mesure. Mais tel n'est pas le cas. M. l'Orateur, le péril était à nos portes.

Il nous aurait fallu attendre la session d'Ottawa pour faire un nouvel appel au fédéral. Le gouvernement fédéral nous a avisés que la session du Parlement d'Ottawa ne commencerait que vers la fin de février. Il nous aurait fallu attendre trois mois, et c'eût été trop tard. Il est inutile de chercher des attermoiements. Même si on avait pu attendre durant trois mois, toute aide du gouvernement fédéral eût quand même été impossible, car ce gouvernement n'a pas les moyens suffisants pour pourvoir à un pareil secours. Le gouvernement de la province se trouvait donc en face d'une triste situation, en face d'un désastre; il était inutile de crier sur les toits, et il a pris sur lui la responsabilité d'une mesure qu'il croit absolument raisonnable et dans le meilleur intérêt public.

Les orateurs conservateurs siégeant aux côtés du chef de l'opposition se scandalisent du fait qu'un dividende de 6% a été payé aux actionnaires de la Banque Nationale. Les rapports faits à Ottawa démontrent que, durant les derniers 12 mois, la Banque Nationale a pu administrer ses affaires de façon à payer ce dividende sans entamer son capital, ce que permet la loi. Ses profits étaient suffisants pour répondre aux exigences de la loi, mais les directeurs de la banque n'ont pas payé ce dividende de gaieté de coeur. Toutefois, ils ont payé. Le chef de l'opposition et ses amis auraient tort de douter de la légalité de cette action. Les directeurs de la banque, qui sont responsables personnellement, et peut-être conjointement, envers les actionnaires en cas d'irrégularité flagrante et volontaire, ne se seraient certainement pas exposés à ce point.

Les membres de la gauche disent qu'ils sont privés de renseignements pendant que le gouvernement a eu des mois pour se renseigner et a pu obtenir toutes les informations nécessaires sur cette fusion et l'état financier des deux banques. Pourquoi l'opposition, nous dit-on, n'aurait-elle

que quelques jours? L'argument a sa force, mais il est impossible de croire qu'aucun des partisans du chef de l'opposition n'a pu se renseigner. Je suis même convaincu que plusieurs membres de l'opposition connaissent les raisons de la fusion projetée, ainsi qu'une foule de renseignements qui expliquent le pourquoi et les avantages de ladite fusion.

Cependant, tous les députés et toute la population ont le droit d'être renseignés et je vais faire à mes amis de l'opposition une suggestion. L'autre jour, les membres de la gauche ont proposé qu'un comité formé de MM. Sauvé, Patenaude, Duranleau et Smart soit créé pour étudier l'état financier des banques Nationale et d'Hoche-laga. Que l'on vote la deuxième lecture et j'invite ces messieurs et leurs collègues et tous les députés de cette Chambre à se rendre à Montréal samedi prochain. Je propose Montréal puisque les députés de l'opposition que l'on a mentionnés sont tous de Montréal. Ils s'y réuniront et y rencontreront ceux qui sont au courant de ces états financiers et qui m'ont donné des renseignements.

Ils y rencontreront entre autres M. J.-A. Vaillancourt, président de la Banque d'Hoche-laga, M. Tancrède Bienvenu, gérant général de la Banque Provinciale, Sir Hormisdas Laporte, président de la Banque Provinciale, M. Beaudry Leman, gérant général de la Banque d'Hoche-laga, l'honorable Georges-É. Amyot, président de la Banque Nationale, Sir Vincent Meredith, président de la Banque de Montréal, et Henri Desrivières, gérant général de la Banque Nationale. Ces messieurs donneront un exposé de l'état financier de chacune des banques intéressées. Je voudrais que tous les membres de l'opposition soient parfaitement renseignés par ceux mêmes qui nous ont fourni les renseignements que nous avons donnés dans cette Chambre. Après cela, s'il est nécessaire de faire un pas de plus, nous le ferons.

Les députés de l'opposition se sont plaints qu'ils n'avaient pas de renseignements. Mais pas un d'entre eux n'a dit qu'il était opposé au principe du projet de loi et que, si les conditions étaient telles que je les ai représentées, il ne serait pas nécessaire de créer ce précédent que je sais dangereux. Je les invite donc à venir rencontrer ceux qui nous ont fourni les renseignements et alors ils verront quelle est la véritable situation.

Je propose donc à l'honorable chef de l'opposition et à ses amis que nous votions aujourd'hui la mesure en deuxième lecture. Nous remettrons la troisième lecture à la semaine prochaine, alors que nos amis de la gauche, s'ils n'ont pas encore tous les renseignements qu'ils désirent, pourront de nouveau discuter la chose en Chambre.

Dans un article publié dans le journal *La Patrie*, on exprime l'opinion que ce n'est pas publiquement que des questions comme celle-là peuvent être discutées, que de trop grands détails doivent et peuvent être donnés, des détails trop approfondis sur cette fusion. Je crois que c'est bien là notre ligne de conduite et je suis convaincu que, lorsque les membres de la gauche se seront renseignés, ils constateront que les informations données à la Chambre étaient bien exactes.

J'affirme de nouveau que la province, par suite de l'échec subi par la Banque Nationale, se trouvait en face d'un désastre qui compromettrait une partie de notre commerce et de nos industries. Il n'y avait que ce moyen d'éviter ces conséquences fâcheuses, et je ne crois pas qu'il y ait lieu de créer une opposition à cette mesure et de tromper l'opinion publique. Je demande à la Chambre de voter la mesure en seconde lecture.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Nous venons d'entendre de la bouche du premier ministre une déclaration extraordinaire. J'admets que des inquiétudes ont pu le torturer depuis que la Chambre a voté des résolutions relatives à cette mesure. Mais ce qui me surprend, c'est que les résolutions déposées aient été votées par cette Chambre sans que les députés aient exigé qu'on leur fournisse les informations nécessaires. La déclaration du premier ministre est la reconnaissance d'un fait qui met en mauvaise posture cette Chambre et la députation.

Avant de demander à la Chambre de prendre ces responsabilités, le gouvernement aurait dû la renseigner davantage. Depuis qu'il a été question de cette fusion, il est vrai, comme l'a dit le premier ministre, que des députés de l'opposition ont obtenu des renseignements, tant bien que mal. J'ai essayé pour ma part de me renseigner avec les matériaux à ma disposition. Mais il ne suffisait pas pour engager le crédit de la province d'arriver à une conclusion quelconque. Il était nécessaire pour tous de connaître exactement la situation. Cela s'imposait d'autant plus qu'il s'agit d'engager la génération qui s'en vient pour un montant de \$15,000,000 et pour une durée de 40 ans. Cela veut dire que toute cette génération aura peut-être à porter le fardeau de la mesure que le gouvernement propose. Nous n'avons pas le droit de décider pareille mesure à la légère.

Si le premier ministre croit nécessaire aujourd'hui d'adopter cette procédure bien loin d'être parlementaire et bien discutable pour faire face aux objections qui s'élèvent de toutes parts dans la province, pourquoi cela n'était-il pas

nécessaire dès la première minute? Pourquoi ne pas nous avoir donné ces renseignements avant l'adoption des résolutions? Pourquoi est-ce plus nécessaire aujourd'hui qu'il y a 15 jours? C'est un projet de loi comme les autres. Il est peut-être plus extraordinaire que les autres par son importance et ses conséquences. Dans ce cas, il faut qu'il soit considéré avec plus de soin que les autres.

Le premier ministre fait aujourd'hui machine en arrière et nous offre d'aller à Montréal. Pour ma part, comme député, je n'accepte pas la proposition du premier ministre. Je ne suis pas prêt à aller à cette conférence. J'avoue que cette proposition est extraordinaire. La première idée qui me vient à l'esprit, c'est que sur une mesure si considérable, qui engage le crédit de la province pour 40 ans, qui la fait intervenir dans un domaine étranger et qui crée un précédent dangereux, le premier ministre vienne dire à la députation d'aller à Montréal rencontrer les intéressés qui leur exposeraient la situation. Libre aux autres d'accepter cette proposition et d'aller tenir cette conférence, s'ils le désirent. Nous sommes élus pour représenter le peuple ici même et c'est ici que nous devons procéder.

Je ne sais pas où le premier ministre a trouvé ce précédent, où l'on a inventé cette procédure. Je crois que l'honorable premier ministre, dans 15 jours, regrettera cette proposition qui constitue un précédent plus dangereux que l'autre. On nous propose en effet d'aller en comité nous consulter avec des financiers et, après avoir entendu ces derniers, revenir voter la mesure. Comment! Les membres de cette Chambre, en session, sont appelés, non pas à former un comité parlementaire, mais à aller faire un voyage à Montréal! Je ne suis pas prêt à me soumettre à une semblable procédure.

J'admets qu'il fallait du courage pour présenter cette mesure si pleine de responsabilités, mais on aurait dû commencer par renseigner les députés. Si ce projet est extraordinaire, pourquoi le rendre plus extraordinaire encore en proposant aux députés d'aller rencontrer des personnages de la haute finance? J'ai confiance dans l'intégrité des hommes qui ont préparé ce projet. Je suis convaincu que ces messieurs ont bien étudié la mesure. Mais, comme députés de cette Chambre, nous devons maintenant l'étudier soigneusement avant d'engager le crédit de la province, mais pas de la façon que l'on nous suggère. Le ministère devrait prendre la responsabilité de la législation. Je crois que, si on avait agi avec plus de sagesse et si on avait suivi le cours ordinaire des choses, on aurait eu un meilleur résultat.

Il est possible que le premier ministre ait voulu causer une surprise. Il a réussi, mais sa proposition fera du mal à son projet; elle fera du mal à beaucoup de monde et je la considère une injure à la dignité de cette Chambre. Nous n'approuvons pas tout ce qu'on a écrit dans les journaux sur ce projet. L'honorable premier ministre sait que nous ne nous associons pas à ces écrits. Nous ne voulons pas faire de politique avec ce projet de loi, mais nous devons étudier la situation au grand jour.

Il est certains angles du projet qu'il faut bien apercevoir. Il est possible que le gouvernement n'ait pas pu modifier le contrat fait entre les deux banques et, pour éviter le désastre dont on a parlé, s'il est réel, j'admets que le transport doit être fait de la façon proposée. Si la province doit faire quelque chose, elle doit en effet céder les 15 millions en pleine propriété et sans réserve pour aider la banque fusionnée. Il faut protéger par tous les moyens possibles les déposants, mais il y a plus dans le projet. On veut protéger les actionnaires de la Banque Nationale et les porteurs d'obligations de la Machine Agricole. Je crois que les actionnaires doivent porter la responsabilité de l'administration de la Banque Nationale. La province n'a pas à protéger les actionnaires d'une institution privée ni à reconnaître les droits des porteurs d'obligations de la Machine Agricole. Quelque intéressante que soit la liste de ces actionnaires, la province n'a pas d'affaire à cela. La province n'a pas à reconstituer le capital des actionnaires et des obligataires, quelle que soit aussi notre sympathie pour ces personnes. On nous a cité - c'est la faiblesse du discours du premier ministre - la liste des communautés religieuses qui auraient été obligées de payer la double responsabilité. Nous avons entendu une question assez tragique sans qu'on en fasse une question de sentiment sur le dos de nos communautés religieuses. Ce fut en effet un appel au sentiment pur et simple. Si les communautés religieuses méritent de perdre, elles en feront le sacrifice comme elles en ont déjà accepté tant d'autres dans cette province. Elles sont capables de faire honneur à leurs obligations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Mgr Fallon n'a pas l'air de partager cette opinion.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je n'ai pas plus de sympathie qu'il ne faut pour Mgr Fallon et je suis loin de m'associer aux déclarations de sa lettre.

Les actionnaires étaient chargés de surveil-

ler l'administration de la Banque Nationale. Je sais que l'on entend souvent dire: Oh! tout le monde sait comment sont élus les directeurs! C'est très vrai, mais c'est la faute des actionnaires. Les actionnaires ont pour tâche de surveiller l'administration d'une banque et les directeurs sont des directeurs responsables, et si ce projet de loi est adopté, les actionnaires n'ont plus l'obligation de payer la double responsabilité, ce qui, en soi, est une grande faveur qu'on leur fait. Cet aspect de la mesure n'a pas suffisamment été pris en considération.

Je n'ai pas d'objection à ce que la Banque d'Hochelaga entreprenne de refaire le capital disparu de la Banque Nationale, mais je m'objecte à ce que la province voie ce capital reconstitué jusqu'à concurrence de \$1,500,000 et le paiement d'un dividende de 10% avant de commencer à toucher les annuités, malgré tout le bien que cette institution a fait dans cette région. Si l'annuité de \$124,000 était payable avant les dividendes, le risque de la province ne durerait que 17 ou 18 ans au lieu de 40 ans. Je crois que c'est une partie qui n'a pas été assez considérée. On aurait dû exiger que le montant soit versé dans le Trésor public avant le paiement du dividende sur le capital de la Banque Nationale. On dit qu'il n'est pas possible de faire deux catégories d'actionnaires. Mais on aurait pu prévoir à ce que la part des actionnaires de la Banque Nationale tombe dans le Trésor public.

J'ai bien confiance dans la Banque d'Hochelaga, mais la Banque Nationale, après 75 ans d'existence souvent prospère, est maintenant aux portes du désastre, et cela doit nous engager à être prudents. Je ne vois pas pourquoi la province serait la dernière à recevoir la considération de ses obligations. Il y a de la politique dans le paiement des porteurs d'obligations de la Machine Agricole, mais je n'insiste pas sur ce point. Quant aux déposants, ils sont les victimes et, si la province doit intervenir, elle doit le faire pour les protéger.

Le premier ministre veut que nous votions le bill en deuxième lecture, mais il nous dit que la troisième lecture ne presse pas. Ce projet devrait être poussé avec moins de célérité, comme tous les autres d'ailleurs. Si l'opposition ne s'était pas trouvée sur le chemin du premier ministre au cours de la semaine dernière, tout serait fait. Le projet de loi aurait été adopté en un coup de main. Dans le temps, le premier ministre ne pensait pas à la procédure extraordinaire dont il a parlé, et il fallait voter vite. Il y a quelque chose de changé dans cette province. Autrefois, on pouvait faire appel au sentiment, à l'esprit de parti, promettre au peuple

des faveurs. À l'aide de ce voile, on pouvait passer n'importe quelle loi. Mais il y a quelque chose de changé. On ne peut plus - et le gouvernement s'en apercevra bientôt - faire accepter n'importe quoi. Le peuple demande des comptes. Il ne suffit pas de crier haut et fort, mais il faut donner des lois pratiques à la population, les expliquer convenablement et donner à notre province ce qui est nécessaire.

La province est prête à tout connaître. Elle ne se scandalisera pas de connaître la situation de la Banque Nationale, pas plus que celle de la Home Bank. Elle va l'exiger et ne sera pas satisfaite tant que la lumière n'aura pas été faite sur l'administration et les responsabilités qui ont dirigé son administration depuis nombre d'années. La population a survécu à bien des désastres et, dans le cas actuel, elle résistera encore.

Le projet est voté puisque les résolutions le sont et, si l'on veut faire la lumière, ce n'est pas à l'opposition qu'il faut le demander, mais au gouvernement fédéral, à l'autorité compétente et vénérable, puisque le procureur général n'est pas disposé à ouvrir lui-même une enquête et à la poursuivre. Il ne suffit pas de constater un résultat désastreux dans une administration financière, que les déposants sont en péril et que les communautés sont exposées à des pertes. Il faut encore rechercher les coupables. Je ne demande pas qu'ils soient châtiés, mais que la lumière soit faite. Ce serait bien que le premier ministre change d'attitude, qu'il fasse appel à Ottawa, pour que des autorités compétentes viennent examiner de près les affaires de cette institution et qu'elles fassent ressortir tous les aspects de la question à la satisfaction de la Chambre, de la province et du pays.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je vous avoue, M. l'Orateur, que je ne croyais pas devoir parler sur ce projet. Je n'ai aucun intérêt ni de près ni de loin dans la Banque Nationale, pas plus que je n'ai à protéger quelqu'un des miens. Les petits intérêts, oh! très minimes, que j'ai sont dans la Banque Provinciale, dont nous sommes tous fiers. Aucun d'entre nous n'est allé de gaieté de coeur dans cette intervention du gouvernement de la province pour éviter le désastre que nous craignons. J'ai peut-être été l'un des derniers à me rendre à la nécessité et à l'urgence de notre action.

Les résolutions concernant la mesure qui nous occupe ont été passées et nous en sommes à la seconde lecture du bill. Jusqu'ici, je ne vois pas que l'opposition se soit encore opposée au projet. Le premier ministre a donné tous les renseignements qu'il était possible de donner et, si nous

avons insisté pour faire passer le plus tôt possible les résolutions, c'était afin de laisser voir à la population de la province que le gouvernement n'hésitait pas à passer la mesure et qu'il intervenait dans une situation pénible d'où pouvait résulter un désastre. Voilà pourquoi l'on demandait que les résolutions fussent votées. Les hommes d'affaires savent que, lorsqu'il s'agit des banques, il ne doit pas y avoir de perte de temps pour rassurer la population et éviter les courses.

Mais l'opposition, à la phase où nous sommes, demande plus de renseignements; elle a droit d'en avoir. Aussi, à la seconde lecture du bill, le premier ministre lui fait une proposition. Il convoque tous les membres de l'opposition et tous les députés qui voudraient avoir plus de détails, à Montréal, samedi, à une entrevue qu'ils pourraient avoir avec les présidents de banques et les grands financiers de la province, qui leur donneront là tous les renseignements qu'ils voudront sur la situation financière de la Banque Nationale. Avouons que c'est une procédure qui sort de l'ordinaire. Mais à une situation spéciale il faut un remède spécial. Ce que l'opposition veut avoir, ce sont des renseignements, et nous lui fournissons le moyen de les obtenir et aux meilleures sources.

Mais voilà l'opposition toute scandalisée par cette suggestion du premier ministre. Sommes-nous tellement emmurillés dans l'enceinte de l'Assemblée législative que nous ne puissions pas en sortir dans une circonstance spéciale comme celle que nous traversons? Sommes-nous si aristocrates que nous ne puissions aller entendre un exposé de la situation des hommes qui la connaissent? Sans doute, l'opposition peut refuser, mais doit-on se scandaliser d'une proposition aussi raisonnable? On ne veut pas aller à Montréal, nous ferons venir ces témoins à Québec.

Toute la question est là: l'opposition veut des renseignements et nous nous offrons à lui en donner. L'opposition, d'ailleurs, a le droit de réclamer ces détails. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que le gouvernement n'a rien à cacher dans toute cette affaire. D'ailleurs, le peuple est renseigné. Le premier ministre a donné abondamment de renseignements à la Chambre, jeudi dernier. Il a donné tous ceux qu'il avait entre les mains. Il a fait un exposé de la situation avec une franchise que jamais un député de cette Assemblée n'a égalée. La presse a donné aussi des renseignements et les a distribués aux quatre coins du pays. Ainsi, M. Bourassa vient de publier dans *le Devoir* des articles sur la fusion des banques, articles que je n'approuve pas dans toutes leurs conclusions, mais qui indiquent que M. Bourassa, sans être un banquier,

est fort bien renseigné. Les déclarations des hommes d'affaires auraient dû aussi renseigner les membres de l'opposition.

La Banque Nationale a perdu cinq millions dans la Machine Agricole. Personne n'ignore cela. Le gouvernement ne veut rien cacher. Le gouvernement ne veut pas protéger la Banque Nationale, ses administrateurs ou ses actionnaires: il veut sauvegarder le crédit de la province. On s'intéresse beaucoup aux opérations de la Banque Nationale. Mais, dans l'occurrence, que nous importe la Banque Nationale? C'est plus haut que nous avons regardé lorsque nous avons pris la décision que nous discutons en ce moment. Nous savons que l'opposition a regardé et regarde encore de la même manière que nous. La preuve, c'est que le chef de l'opposition et ses collègues n'ont pas osé, jusqu'ici, s'opposer à la mesure en question. Ils ont même fait des aveux: ils ont avoué qu'il fallait, dans les circonstances, venir au secours des déposants de la Banque Nationale; mais ils doivent savoir qu'il est impossible de secourir les déposants sans alléger le fardeau des actionnaires. Ils ne peuvent, non plus, nier la gravité de la situation. Et le temps s'écoule.

L'opposition veut-elle, par des atermoiements, rendre la mesure inefficace, sans effet? Tout le monde sait que ce débat peut encore causer du tort à la Banque Nationale. Qui sait si de cette Chambre il ne sort pas des déposants effrayés injustement par la déclaration de l'opposition, qui s'en vont à la Banque Nationale pour en retirer des dépôts et en vider ses coffres?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La banque est fermée.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'affirme, M. l'Orateur, que, si on prolonge inutilement ce débat, on empêchera l'effet de la mesure qui est proposée pour éviter un grand désastre. On peut même affirmer que, si les résolutions concernant cette mesure n'avaient pas été adoptées, déjà un coup de mort aurait été porté à la Banque Nationale. Voilà pourquoi nous voulons prendre les moyens de donner confiance au peuple et de la façon la plus urgente possible. En même temps, nous ne voulons priver personne d'obtenir les renseignements désirés et auxquels tous ont droit. Mais est-ce un si grand scandale que de vouloir pour cela les faire sortir du parlement? Les commissions royales, dont nos amis de l'opposition sont si friands, sortent de l'enceinte parlementaire et siègent pour les mêmes objets. Pourquoi se scandaliser d'une proposition d'aller rencontrer les



intéressés? Pourquoi en prolongeant le débat vouloir empêcher ce bill remédiateur de produire son effet? Si l'opposition n'est pas prête à voter après cette visite dans la métropole, elle pourra demander autre chose.

Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) veut que les déposants soient protégés, mais soulève des objections qui font qu'ils ne le seraient pas. Du reste, les objections que l'on fait portent sur certains points du contrat intervenu. Ces conditions du contrat, ce n'est pas nous qui les avons posées, c'est la Banque d'Hochelaga et c'était à prendre ou à laisser.

On nous reproche de ne pas exiger le paiement de l'annuité de \$124,000 avant le paiement des dividendes de 10%. La province n'a rien à risquer quand bien même les dividendes seraient payés avant l'annuité. Le paiement en premier lieu de l'annuité créerait un passif à la banque fusionnée et la mettrait dans une mauvaise position auprès d'Ottawa. Le jour, cependant, où la banque fusionnée ne pourrait pas payer cette annuité à la province, elle serait aussi bien de fermer ses portes, car elle perdrait la confiance du public. Les annuités ne seront qu'une goutte d'eau à verser après avoir payé les dividendes. Si on veut protéger les deux banques, il faut leur donner toutes les chances possibles de réussir. En venant au secours de la banque de cette façon, ce n'était pas pour augmenter son passif de 15 millions mais pour lui donner les moyens d'augmenter son actif.

Il s'agit sur le sort des porteurs d'obligations de la Machine Agricole Nationale, des cultivateurs en grande partie, et sur les corporations religieuses qui sont actionnaires de la Banque Nationale. Il croit que la population de la province partage son désir de protéger ces corporations. Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) nous accuse, dit-il, de faire montre de questions de sentiments à l'endroit des communautés religieuses que nous empêchons, par notre intervention, de perdre de grosses sommes d'argent. Il croit que les communautés religieuses sauront supporter les sacrifices des pertes d'argent qu'elles auraient encourues par la faillite de la banque. Le député de Jacques-Cartier n'a pas de mandat pour parler au nom des communautés religieuses. Ce qui importait pour elles, c'était de ne pas leur laisser perdre l'argent qu'elles possédaient comme actionnaires; nous savons dans combien de circonstances nous sommes venus en aide à nos communautés, et cet argent qu'elles allaient perdre, c'est un peu l'argent de la province. Si le député de Jacques-Cartier n'a pas de sympathie pour les communautés religieuses ni pour Mgr Fallon, il ne peut nous

empêcher d'en avoir.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Est-ce que l'honorable ministre partage toutes les déclarations de Mgr Fallon?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je n'ai pas même lu sa lettre.

**Des députés de l'opposition rient.**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Rien de plus triste que de voir rire des gens qui ne comprennent pas. Je ne réponds pas présentement aux déclarations de Mgr Fallon; je réponds au député de Jacques-Cartier. J'ai dit que je n'ai pas lu la lettre de Mgr Fallon, mais que, sachant que l'évêque de London a perdu de l'argent dans la Home Bank, il a ma sympathie. Et je crois que la majorité dans cette province partage ma sympathie pour Mgr Fallon.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Si l'honorable ministre veut me permettre, je ne crois pas avoir dit que je n'avais aucune sympathie pour Mgr Fallon. J'ai dit que je n'approuvais pas sa lettre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** De deux choses l'une: nous faisons un acte généreux ou nous refusons de le faire. Si nous voulons que la nouvelle banque soit forte, nous devons faire en sorte de lui donner tout le crédit nécessaire. Il est puéril de dire que la banque ne pourrait rencontrer ses annuités. Encore une fois, ce que nous faisons, nous ne le faisons pas pour la Banque Nationale mais dans l'intérêt de la province. Ce n'est pas ici le procès de la Banque Nationale que nous entreprenons; cela ne nous intéresse pas. Nous discutons en ce moment un fait acquis et nous devons agir d'après ce fait.

Quoi qu'il en soit, s'il y avait eu bonne administration dans la Banque Nationale, nous ne serions pas en train de discuter la présente mesure. On nous dit que, s'il y a eu maladministration, ce serait de procéder contre ces messieurs. Ce n'est pas la question. Ce n'est pas le gouvernement, mais la banque qui paiera les porteurs d'obligations de la Machine Agricole.

Lors du désastre de la Home Bank, dans Ontario, il y a eu clameurs et l'on a hautement reproché au gouvernement de cette province de n'avoir rien fait pour venir au secours des déposants.

On dit encore que ce n'est pas de notre

ressort; c'est vrai, peut-être. C'est à Ottawa à faire son devoir. Le gouvernement fédéral n'a pas besoin de l'intervention du gouvernement provincial, car il a tous les documents à sa disposition. Mais, lorsqu'il s'agit, comme dans les circonstances, d'éviter un désastre, c'est de notre devoir d'intervenir. Plus que jamais, nous sommes convaincus de faire acte en ce moment de bons citoyens. Mais nous ne voulons pas que l'on nous reproche, plus tard, d'avoir refusé les détails et les renseignements que l'on demande.

Je rends hommage à l'opposition d'avoir traité cette question avec la dignité qui convient. Le premier ministre a fait une proposition convenable. Nos amis de l'opposition la repoussent. C'est leur droit.

Je ne sais si je peux parler au nom du chef du gouvernement, mais je crois que nous pouvons inviter les banquiers intéressés à venir à Québec. Si donc, après la seconde lecture du bill, l'opposition veut un comité de la Chambre elle l'aura. Si les renseignements sont insuffisants, l'opposition pourra enregistrer ses protestations. Mais, si le désastre national arrive, elle n'aura qu'à se frapper la poitrine. Je crois que le gouvernement a fait son devoir et je suis certain que la Chambre partage mon opinion.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Je ne puis laisser passer cette circonstance sans protester énergiquement contre l'attitude malheureuse du gouvernement qui a refusé de renseigner convenablement la Chambre au sujet du projet de loi de la fusion des banques Nationale et d'Hochelaga. Nous en sommes à la deuxième lecture du projet de loi que le gouvernement veut faire passer à la vapeur et, pourtant, pas un état, pas un bilan, pas un chiffre ne nous a été fourni pour justifier les déclarations du premier ministre au sujet de l'état alarmant, prétend-on, de la Banque Nationale. Le premier ministre a failli admettre que l'opposition n'est pas prête à voter parce qu'elle manque de renseignements.

Je vous demande, M. l'Orateur, et je le demande à ma province, sommes-nous en état aujourd'hui de nous prononcer convenablement sur l'opportunité et les conditions de l'intervention de la province et le montant qu'elle doit engager dans cette affaire?

L'honorable premier ministre a admis que cette intervention est un fait unique dans nos institutions bancaires et dans l'histoire des provinces et qu'elle constitue un précédent aussi extraordinaire que dangereux. Si l'on songe que l'émission de \$15,000,000 va porter les passifs de la province

à près de \$90,000,000, il saute aux yeux des moins avertis que, dans cette matière, le conseil général donné par *la Presse* du 11 janvier courant, à propos des dépenses du gouvernement, a du bon et "qu'il ne faut pas aller trop vite".

Il faut donc être excessivement prudent, et le meilleur moyen d'être prudent, c'est de faire la lumière complète sur toute l'affaire, sur ses origines cachées et connues, sur la situation financière de la Banque Nationale, sur son actif liquide et non liquide, etc., afin de bien se rendre compte si cette intervention du gouvernement est dans l'intérêt public et si le montant de \$15,000,000, pour lequel on veut engager le crédit de la province, n'est pas exagéré.

Pourquoi vouloir escamoter l'adoption de cette étrange loi en un tour de main? Les explications du premier ministre, appuyées sur aucune pièce justificative, n'ont fait qu'embrouiller les choses et jeter du doute dans l'esprit public. Tous les citoyens de la province ne sont pas des actionnaires de la Banque Nationale ou de la Machine Agricole, mais tous ont un intérêt vital dans le domaine aussi bien que dans le Trésor provincial.

Le public commence à se demander si cette hâte injustifiée avec laquelle on veut passer la mesure ne cache pas quelque chose. Pourquoi faire soupçonner au peuple que le gouvernement aurait à cacher des hommes et des choses? Je voudrais être en état de prendre sur cette extraordinaire question une attitude que le peuple attend de nous, une attitude qui protégera le bon renom de la province, mais qui ne protégera pas ceux, grands ou petits, puissants ou faibles, députés, ministres, parents ou amis de députés et de ministres, ou simples citoyens, ceux, dis-je, qui, par leurs actes répréhensibles, ont rendu nécessaire l'intervention d'un pouvoir supérieur.

Le gouvernement veut passer cette mesure dans la plus grande hâte possible. Il espérait même, en faisant vibrer la corde patriotique, que l'opposition passerait outre et qu'elle fermerait les yeux sur un marché qui peut être très honnête, mais peut aussi ne pas l'être. Le gouvernement connaît-il bien le fond de l'affaire? Si oui, pourquoi n'en informe-t-il pas la Chambre? S'il le connaît, et il doit le connaître, qu'il nous le fasse savoir.

Je crois que les députés en Chambre devraient pouvoir obtenir de l'information sur les mesures qui leur sont présentées par des moyens constitutionnels, que les documents devraient être déposés ici et qu'il est contraire à la dignité de la Chambre que des députés soient obligés de se déplacer pour obtenir des informations sur un bill

qui leur est soumis. Je n'entends pas renoncer à ce privilège. Le discours du premier ministre ne contient pas d'information, pas un seul chiffre, et même les états financiers que M. Bourassa a analysés n'ont pas été soumis à la Chambre.

L'opposition ne se réunira pas en petit comité pour régler cette affaire importante. Il y a un moyen constitutionnel de connaître les états que nous devons connaître. Nous n'en accepterons pas d'autre. C'est faire injure à la Chambre que d'en suggérer d'autres et, bien que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) soit allé plus loin que le premier ministre, nous ne pouvons pas accepter cette proposition.

Pour obtenir un filet de lumière sur la transaction, je me permettrai de poser au gouvernement quelques questions auxquelles je le prie de répondre avec toute la franchise dont a prétendu faire preuve l'honorable premier ministre dans l'exposé de son projet, avec plus de franchise, si c'est possible, que le gouvernement traite d'ordinaire les questions qui viennent de ce côté-ci de la Chambre. 1. Quelles circonstances ont amené le gouvernement à intervenir?

2. Qui a demandé cette intervention? Sont-ce les administrateurs de la Banque Nationale? Sont-ce les porteurs de bons de la fameuse Machine Agricole? Qui?

3. À quelle date exacte a-t-on demandé cette intervention et pour quel motif pressant?

4. Cette demande a-t-elle été faite par écrit? Si oui, où est la correspondance et pourquoi ne l'a-t-on pas mise devant la Chambre? Encore une fois, pourquoi faire croire au peuple qu'il y a quelque chose de louche en cette affaire mystérieuse de la Banque Nationale?

5. Si cette demande extraordinaire d'intervention a été faite verbalement, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas exigé une demande écrite circonstanciée, afin de justifier sa position devant la Chambre et devant la province?

6. Cette demande d'intervention a-t-elle été suivie d'une enquête par le gouvernement et ses officiers sur l'état réel de la Banque Nationale? Il me semble qu'un administrateur sérieux du Trésor de la province avant de prendre la décision qui a amené devant nous ce projet de loi devait faire faire cette enquête.

7. Et, si cette enquête a eu lieu, par qui a-t-elle été faite? Y a-t-il eu un rapport et pourquoi ce rapport n'est-il pas devant la Chambre?

8. Ce rapport est-il conforme à ceux que la Banque Nationale a fournis depuis quelques mois aux autorités fédérales?

9. Si cette enquête confirme ces rapports

aux autorités fédérales, l'intervention de la province est-elle justifiable, lorsque les autorités fédérales ont accepté ces rapports et ont trouvé suffisant l'actif liquide de cette banque? Si les autorités fédérales ont trouvé l'actif liquide de la Banque Nationale suffisant, pourquoi le gouvernement engagerait-il une somme de \$15,000,000 pour l'augmenter?

10. Et si ce rapport est en contradiction avec ceux fournis à Ottawa?

11. Le gouvernement a-t-il communiqué ce rapport à Ottawa?

12. A-t-il prié Ottawa, dont relèvent les banques, d'intervenir pour la protection de ceux dont les intérêts étaient en danger, pour sauver le bon nom de la province et obtenir des explications sur ces rapports fédéraux des directeurs et administrateurs de la Banque Nationale?

13. Y a-t-il eu correspondance à ce sujet avec les autorités fédérales? Cette correspondance s'imposait, il me semble, et si elle existe pourquoi ne pas en saisir la députation avant de lui demander d'approuver le principe du bill? Si le gouvernement fédéral n'a pas les moyens d'aider cette institution, comme l'a dit l'honorable premier ministre, avons-nous les moyens de l'aider en portant à \$90,000,000 près le passif de notre province?

Le premier ministre nous a dit avoir étudié la situation des semaines et des semaines. Aurait-il objection à nous dire quels sont les états et bilans qu'il a étudiés et pourquoi refuserait-il de les mettre devant la Chambre? Le premier ministre a dit : "L'on va me demander : Pourquoi engager le crédit de la province pour \$15,000,000 plutôt que pour \$5,000,000? Eh bien, j'ai consulté des banques et des banquiers désintéressés et ils m'ont dit qu'il fallait ajouter \$15,000,000 à l'actif liquide de la Banque Nationale pour que cet actif égale 50% de ses obligations envers le public." Quelles sont ces banques? Quels sont ces banquiers désintéressés?

**M. Hamel (Portneuf):** Le premier ministre a dit qu'il avait consulté.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre a cité les opinions de Sir Vincent Meredith et de Sir Herbert Holt. Elles ont été publiées le 2 janvier, en même temps que celle du premier ministre. Le public s'est demandé si toutes ces déclarations avaient été cuisinées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député fait erreur. Les déclarations de Sir Vincent Meredith et Sir Herbert Holt ont été

publiées plusieurs jours après ma déclaration, le 10 janvier.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** J'admets que je me suis trompé, mais le public a été surpris de toutes ces déclarations faites dans le même temps. Mais quels sont les états financiers de la Banque Nationale qui ont été soumis à ces banques ou banquiers? Pourquoi ne pas mettre ces états devant la Chambre? Ces banquiers et ces banques ont dû faire un rapport par écrit. Pourquoi ne pas mettre ces rapports devant nous? Nous n'avons peut-être pas tous des connaissances approfondies en matières bancaires, mais je suis certain que plusieurs d'entre nous pourraient étudier tous ces documents avec intelligence, pour le plus grand bien de notre province.

Je le répète, M. l'Orateur, non seulement le projet de loi est extraordinaire, mais la situation ténébreuse dans laquelle l'on veut tenir la Chambre est aussi très extraordinaire. Le projet est-il constitutionnel? Le gouvernement de cette province a-t-il le droit de proposer cette législation? Nous tenons nos pouvoirs de l'Amérique du Nord britannique qui donne au gouvernement central seulement le droit de légiférer en matière bancaire. J'attire l'attention de la Chambre sur un jugement du Conseil privé définissant nos pouvoirs. Contrairement aux gouvernements des États de la république américaine, les gouvernements provinciaux ne peuvent légiférer sur des questions relevant du fédéral.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La province a droit de disposer de sa propriété.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** J'ai un doute considérable sur la constitutionnalité de ce projet. Nous venons au secours d'une banque qui relève du domaine fédéral, au sujet de laquelle seul le pouvoir fédéral peut légiférer. J'espère que le gouvernement retirera cette mesure.

**Des voix ministérielles:** Non, non.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** L'on a invoqué l'intérêt national pour justifier cette intervention et la précipitation avec laquelle on veut la décréter. Il est singulier de constater comme cet argument revient facilement sur les lèvres de certains membres du gouvernement. Ce qui peut être sincère de sa part pourrait être pour ses inspirateurs la mise à profit de cette parole que "le patriotisme est le dernier refuge des fripons". L'on

pourrait dire la même chose de cet argument que ceux qui sont en face de nous constituent le seul gouvernement catholique français de l'Amérique du Nord et que ce gouvernement veut sauver l'argent des communautés religieuses actionnaires de la Banque Nationale, dont la liste a été donnée avec soin et publiée avec gros caractères dans les journaux salariés du gouvernement.

M. l'Orateur, soyons sérieux, il s'agit ici d'une question d'affaires qu'il faut régler avec l'argent du peuple, de ce bon peuple que nous représentons et qui est tout aussi patriote que ces messieurs et qui se soucie peu de savoir si celui qui le dépouille appartient à la Société Saint-Jean-Baptiste ou à d'autres sociétés nationales et catholiques. Le gouvernement n'avait, à mon sens, qu'une chose à faire : livrer au public toutes les raisons, tous les documents qui l'ont convaincu qu'il devait intervenir, toutes les garanties qu'il a qu'en prêtant \$15,000,000 à la Banque Nationale il fait oeuvre vraiment canadienne-française et n'est pas dupe d'hommes d'affaires prétendus habiles de la Banque Nationale, qui abriteraient leurs erreurs et leurs fautes derrière un drapeau qui nous est cher.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose la suspension de la séance jusqu'à 9 heures afin de permettre aux députés d'assister à un dîner officiel du président.

Cette dernière proposition est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 9 h 15**

#### **Charte de Lachine**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Convention entre Cap-de-la-Madeleine  
et la Canada Steamship Lines Ltd.**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Charles-Auguste Décary**

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Lucien Larue**

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Hôpital Sainte-Justine**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Vincent P. Heney**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pères Augustins de l'Assomption**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. J.-Cyril Flanagan**

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de

Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde**

M. Daniel (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Daniel (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale**

La Chambre continue le débat dont elle a été saisie ce jour: Que le bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): En plusieurs occasions, les membres de l'Assemblée législative ont eu à discuter des questions très sérieuses, mais jamais peut-être question n'a plus intéressé la députation et tout le peuple de la province que celle concernant la fusion des banques Nationale et d'Hochelaga et la mesure soumise à la Chambre par le gouvernement. Nous avons devant nous un projet extraordinaire pour faire face à une situation extraordinaire. Cette mesure me rappelle les projets que le gouvernement fédéral a présentés au Parlement et au public pendant la guerre. On peut très bien la qualifier de mesure d'urgence. La guerre a justifié l'adoption de ces mesures d'urgence et, si l'on remontait assez loin dans le temps, on constaterait que les problèmes de la Banque Nationale sont en grande

partie reliés à la guerre. La présente crise est une conséquence de la Grande Guerre.

La question actuellement présentée devant la Chambre a été exposée très clairement et en toute franchise par l'honorable premier ministre, et à ce propos je félicite chaudement ce dernier pour le courage et l'énergie dont il a fait preuve en défendant, avec autant d'éloquence et de précision, la mesure dont il s'est fait parrain. Il est évident par l'émotion avec laquelle il a prononcé son discours qu'il ne l'a pas fait de gaieté de coeur. C'est un cas de pure nécessité.

Quelle opposition nos amis de la gauche font-ils à ce projet? Ils ne nous disent pas que le gouvernement ne doit pas venir au secours des 240,000 déposants dont les épargnes sont menacées et des actionnaires de la Banque Nationale. Ils ne nous disent pas qu'ils n'approuvent pas le bill. Ils ne nous disent pas que le devoir du gouvernement est de sauver la province d'un péril national. Ils se bornent à réclamer de plus amples renseignements, accusant le gouvernement de négligence et même d'égoïsme. Leur attitude est comme celle de Néron qui vit brûler Rome.

Je ne veux pas prendre au sérieux les plaintes que laissent entendre les membres de l'opposition. Je ne veux pas les accuser inutilement et injustement, mais je crois sincèrement qu'ils ont pris l'attitude que l'on sait dans le seul but de se faire un peu de capital politique, en exploitant une mesure dont tous reconnaissent la sagesse et l'opportunité indiscutables.

Je le répète, jamais une question n'a été soumise à la Chambre avec plus de clarté et avec plus de franchise. Le premier ministre, au lieu de suivre la tactique employée par la gauche, a dit qu'il ne voulait pas mêler la politique à cette affaire, mais seulement éviter un désastre et sauver une vieille institution canadienne-française. Il a franchement déclaré à la Chambre que la situation était grave, que la Banque Nationale devait faire face à une crise très critique, que plus de 240,000 déposants étaient menacés de perdre des sommes considérables et qu'il fallait les sauver et sauver en même temps le bon renom et le crédit de notre province.

Que mes honorables amis de l'opposition me permettent de les féliciter; ils ont présenté leur cause avec beaucoup d'habileté. Ils ont caché leur jeu sous une demande de renseignements. Des renseignements? En veulent-ils tant que cela? Le premier ministre leur en a offert. Il leur a offert de choisir le comité qu'ils proposeraient eux-mêmes et de soumettre à ses membres tous les renseignements qu'ils peuvent désirer. Qu'ont-ils répondu?

Ont-ils accepté? Non, M. l'Orateur, ils nous disent: "Nous ne voulons pas aller à Montréal; ce n'est pas digne de nous." J'ai autant que mes amis de l'opposition le souci de la dignité de la Chambre et, si j'avais besoin de renseignements pour accomplir mes devoirs de représentant du peuple, s'il s'était agi de l'intérêt de ma province, s'il s'était agi de sauver du désastre que l'on sait des centaines de mille citoyens respectables et des institutions importantes comme celles mentionnées l'autre jour par le premier ministre, je serais prêt à aller beaucoup plus loin que Montréal.

Que faut-il penser, M. l'Orateur, de députés qui réclament à grands cris des renseignements, qui réclament à grands cris la lumière et qui crient encore quand on leur offre tous les renseignements et toute la lumière qu'ils demandent? Franchement, M. l'Orateur, je suis obligé de conclure que nous ne devons plus croire à la sincérité de nos honorables amis de l'opposition. Je voudrais me convaincre que ceux-ci ont réellement besoin d'informations additionnelles. Mais je suis obligé de douter de cette bonne foi, de leur sincérité, après les avoir vu refuser si catégoriquement la proposition faite cet après-midi par le premier ministre. C'était une proposition honnête, juste, franche, loyale, et les membres de l'opposition, au lieu de consentir à aller à Montréal pour obtenir les renseignements qu'ils réclament, posent en victimes et préfèrent déclarer que l'on attaque leur dignité en leur faisant une pareille suggestion. L'attitude de l'opposition ne sauvera pas la Banque Nationale, et je crois que l'exposé lucide, clair et franc du premier ministre mérite la considération de tous les citoyens de la province.

L'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a posé une série de questions. Voulait-il vraiment avoir des réponses à ses questions? Le premier ministre lui a fourni un bon moyen d'en avoir. Je rencontre mon honorable ami de Laurier tous les vendredis en route pour Montréal. S'il désirait avoir des réponses, il n'avait qu'à aller trouver Sir Vincent Meredith et tous les hommes que le premier ministre lui a offerts comme autorités. Mais je crois que mon honorable ami de Laurier ne tient pas plus à avoir de réponses à ses questions que l'opposition tient à ses renseignements et à sa lumière.

Je m'étonne que le chef de l'opposition et ses amis, qui sans cesse se proclament les initiateurs de tous les bons mouvements et affirment leur supériorité à prévoir et prévenir les crises, ne puissent pas se rendre compte de la nécessité absolue qu'il y a d'adopter sans plus tarder la mesure soumise par l'honorable premier ministre.

Ils ne se rendent pas compte que la ruine menace une foule de citoyens de la province; que nous sommes en face d'un malheureux désastre et que demain peut-être il sera trop tard pour réparer le mal qu'ils auront causé, en retardant inutilement et dans le seul but de se faire du capital politique une mesure aussi importante et aussi nécessaire pour le bien général de notre population et le progrès de notre province.

Je suis convaincu que de la fusion projetée naîtra une banque modèle qui continuera à progresser et fera honneur à ses obligations et à notre province. Ce n'est pas quand la ruine est à la porte d'un aussi grand nombre de foyers que l'opposition est justifiable de retarder une législation qui peut sauver la situation et rassurer les déposants qui pour un bon nombre croient qu'ils ont déjà perdu leurs capitaux. En face de ce péril national, l'opposition veut temporiser et trouve qu'il s'agit d'une mesure comme les autres. C'est évident pour tous que nous devons passer cette mesure aussi vite que possible si on veut éviter une course, ou la panique peut s'emparer du public. Des retards inutiles empêcheraient le gouvernement de venir en aide aux deux banques.

Je désire aviser les membres de la gauche que le gouvernement, pas plus que les députés ministériels, n'ignore qu'il existe une loi fédérale des banques et que le gouvernement provincial, en loi, n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires bancaires. Je suis avocat comme mon honorable ami de Laurier. Je sais et nous savons tous que c'est le Parlement fédéral qui donne les chartes à la banque. Mais l'opposition se méprend quand elle attribue une pareille intervention à notre gouvernement, car il ne s'agit en somme que d'un contrat entre deux corporations, d'un secours que le gouvernement accorde aux banques qui le lui ont demandé. Cela n'usurpe aucunement les pouvoirs fédéraux. Les provinces n'ont pas le droit d'accorder des chartes aux banques, mais elles ont le droit d'accorder des crédits. Et la province de Québec, en aidant la fusion de deux banques, sauve son crédit et sauvegarde sa réputation. Je n'attache pas d'importance aux objections constitutionnelles du député de Laurier (M. Duranleau). Je ne crois pas que les citations de jugements du Conseil privé affecteront beaucoup la décision de la majorité de la Chambre. Si l'honorable député veut porter l'affaire devant le Conseil privé, je n'y ai aucune objection, mais en attendant je crois que c'est le devoir de la Chambre de ne pas hésiter et d'adopter cette mesure afin d'éviter à la province un désastre national.

Concluons donc que mes amis de la gauche

n'ont pas voulu se prononcer; qu'ils craignent de le faire; qu'ils ne veulent aucun renseignement puisqu'ils en refusent; qu'ils n'ont pour but, en discutant ici comme ils le font, que de se faire du capital politique, et à l'instar d'eux soyons sérieux, considérons les faits qui ont été mis devant nous si clairement et votons la mesure qui nous est soumise. Cette mesure permettra à une des plus vieilles institutions financières de notre province de survivre, de redevenir prospère et de contribuer à notre progrès comme elle l'a fait depuis plus d'un demi-siècle.

**M. Plante (Beauharnois):** Je veux d'abord dire à l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) qu'il devrait parler plus souvent en cette Chambre, car, s'il ne nous a pas convaincus, il nous a charmés. Nous n'allons pas aussi loin que Néron qui prenait plaisir à faire brûler Rome. Que le député de Saint-Louis sache que nous voulons simplement faire notre devoir, si pénible et si désagréable qu'il soit, en suivant les dictées de notre conscience.

Le premier ministre nous a fait des confidences cet après-midi. Il aurait fait des démarches auprès du gouvernement fédéral, sans succès. Me serait-il permis, maintenant que la mesure est assurée, de demander des renseignements supplémentaires? Cela ne veut pas dire que nous voulons faire de l'obstruction; nous voulons simplement faire de l'opposition. Il y a une différence. Nous avons fait de l'opposition. Mais de l'opposition sincère et loyale. Je suis prêt à reconnaître que l'honorable M. Amyot et ses associés ont été des patriotes en essayant de sauver la Banque Nationale, mais je crois que nous devons avoir des renseignements avant de voter ce projet que tout le monde juge extraordinaire. Je suis prêt, pour ma part, à dire que la Banque Nationale a rendu de grands services à la province et qu'elle nous est sympathique, mais entre cela et lui signer un billet promissoire, il y a de la marge.

On a parlé de la Constitution. L'article 91 de la Constitution attribue au gouvernement fédéral tout ce qui se rapporte aux banques. Le premier ministre le sait, puisqu'il a fini par aller consulter des amis d'Ottawa.

Quant à la suggestion faite par le premier ministre d'aller chercher nos renseignements à Montréal, je n'en suis pas. C'est un procédé non parlementaire. Nous avons eu des crises au cours de notre histoire et jamais on ne s'est servi d'une telle méthode. D'ailleurs, que diraient les banquiers qu'on veut nous faire rencontrer? Ils demanderaient en vertu de quel mandat on leur

demande des renseignements sur les affaires intimes des banques. C'est ici que nous devons les recevoir. Le Parlement est le seul endroit où la députation peut obtenir les renseignements dont elle a besoin.

Je considère que le projet est discriminatoire. Plusieurs banques canadiennes ont failli, telles que la Banque de Saint-Hyacinthe, la Banque du Peuple, la Banque Jacques-Cartier, la Banque de Saint-Jean et la Banque Ville-Marie. Dans toutes ces faillites, les administrateurs, les actionnaires et les déposants ont dû prendre leur médecine et subir leur sort. Même que des présidents de ces banques sont morts prématurément à la suite de ces faillites. Je ne veux pas rappeler de souvenirs cuisants, mais à votre place, M. l'Orateur, il y a eu un homme qui était président de banque. On l'a emprisonné et on l'a fait mourir<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce cela que l'honorable député suggère pour les directeurs de la Banque Nationale?

**M. Plante (Beauharnois):** Non, au contraire. Il dit que le premier ministre Ferguson d'Ontario a catégoriquement refusé de faire quoi que ce soit pour la Home Bank.

Je comprends que la Banque Nationale est une vieille institution. Je ne suis pas de la région de Québec, mais je ne veux pas faire du capital, comme l'a dit le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Je suis prêt à faire un sacrifice; nous sommes prêts à faire un sacrifice, nous de l'opposition, pour sauver la Banque Nationale. Nous l'avons fait, d'ailleurs. Vendredi dernier, nous avons évité une course sur la Banque Nationale à Québec en laissant passer les résolutions. Les portes des succursales de cette banque auraient pu être arrachées et les fenêtres brisées. Nous sommes prêts à aider la droite à sauver cette institution.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Alors, vous allez voter pour la loi?

**M. Plante (Beauharnois):** Je suis prêt à tendre au gouvernement les deux mains maintenant que le danger moral est passé. Mais, puisque nous pouvons discuter la question maintenant sans péril pour la banque, je crois que nous devrions avoir plus de renseignements et étudier lentement le projet de loi.

Il insiste sur le point que les annuités devraient passer avant les dividendes.

Parlant de la lettre de Mgr Fallon, il dit



qu'il ne partage pas son opinion. Il fait ensuite allusion aux articles du *Devoir*. L'honorable premier ministre, ajoute-t-il, qui conduit les affaires de cette province avec un doigté que je lui reconnais, avouera qu'il ne prend pas toujours son inspiration dans le *Devoir*.

L'avenir de la Banque Nationale étant désormais assuré, l'opposition devrait obtenir les renseignements. Quand nous les aurons, je serai prêt à venir au secours d'une institution qui a rendu de grands services à la province et qui est véritablement une institution nationale.

Il termine en disant qu'il y a chez lui un fond d'indépendance et de sincérité.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je sais que je ne pourrai pas apporter beaucoup de lumière sur le sujet, car tout a été dit, depuis les déclarations sincères et de bonne foi des chefs du gouvernement jusqu'aux plus minutieuses des membres de l'opposition. Après avoir écouté le député de Beauharnois (M. Plante), qui a fait des efforts pendant 20 minutes pour marcher sur un fil tendu, après cette voltige magnifique d'équilibriste, pourquoi l'avons-nous vu tomber tout d'un coup et nous laisser, comme cela, sans nous dire ce qu'il voulait? Nous ne savons pas encore ce qu'il en pense. L'attitude de l'opposition est étrange. Que ce soit la grosse voix du chef, la parole plus insinuante du député de Jacques-Cartier (M. Pate-naude), le Jupiter tonnant du député de Laurier (M. Duranleau) ou le beau geste d'un beau chevalier<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch)?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Pourquoi pas? Nous en sommes fiers. Qu'importe celui qui parle, l'opposition essaie de soulever le peuple, d'épater le peuple.

Mais le danger n'est pas disparu: une étincelle peut ranimer l'incendie. Quand une maisonnette de campagne prend feu, personne ne songe à demander où est le criminel ou à faire une enquête; on se contente tout simplement d'éteindre le feu. L'opposition, par sa litanie de critiques, empêche le combat contre l'incendie. Qu'avons-nous entendu depuis le commencement de cette session? La même litanie sur des tons différents: toujours le même apitoiement sur le sort des cultivateurs. Or nous avons voulu être sincères. Nous avons dit: "Le cultivateur traverse une crise et il faut l'aider." Comment se fait-il donc que la première mesure qui touche le cultivateur trouve si

peu de grâce devant l'opposition? Dès cette première mesure, nous voyons, en effet, les membres de la gauche chercher toutes sortes de faux-fuyants pour la combattre. Évidemment, on manque de sincérité du côté de l'opposition.

Les membres de l'opposition s'imaginent-ils que, pour avoir forcé la Chambre pendant cinq jours à s'occuper de cette mesure qui demandait une solution immédiate, la population de cette province va dire d'eux: "Comme ils font une belle lutte!" L'opposition aurait pu faire tout ce qu'elle voulait, même faire emprisonner les coupables, s'il y en a, mais elle aurait dû saisir l'occasion de mettre en pratique toutes ses belles déclarations en faveur des cultivateurs et, partant, les aider. Pourquoi nos amis d'en face n'ont-ils pas appuyé tout de suite cette mesure destinée à sauver une institution qui a toujours été dévouée pour la classe agricole?

Le peuple de la province aurait su gré à l'opposition d'éteindre le feu et de passer la mesure de suite, quitte ensuite à demander une enquête, si nécessaire. Le contrat passé entre les deux banques, tel qu'il a été exposé devant la Chambre, n'est pas l'oeuvre du gouvernement, pas plus que les conditions qui ont été imposées. C'est une convention entre deux parties. Nous ne pourrions faire accepter par la Banque d'Hochelaga la moindre modification à ce contrat que nous devons accepter tel quel.

Quant à moi, la seule considération qui me fera voter en faveur de la mesure que nous étudions, c'est que nous sauvons la province d'un désastre qui la mettrait 50 ans en arrière, au point de vue économique. Pour cela, je ferais n'importe quel sacrifice, même celui de la carrière politique qui, si je la compare à l'importance de cette mesure, n'est pas grand-chose. Quand bien même je me tuerais politiquement, je me tuerais avec plaisir pour sauver cette institution.

Répondant au député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) qui a parlé de la constitutionnalité de la loi, il exprime que, lorsque l'on n'a pas l'habitude d'une loi, on lance, comme cela: "C'est inconstitutionnel."

L'opposition croit-elle que, après avoir semé le doute, la Banque d'Hochelaga verrait d'un bon oeil le contrat que nous sommes appelés à ratifier? Je ne sais pas ce que l'on dirait demain dans la province si, à cause de nos atermoiements, à cause des demandes de renseignements que l'on ne veut plus, le danger que le député de Beauharnois (M. Plante) ne voit pas allait être plus grand.

Il y a une heure, on nous disait que chaque jour de discussion offrait de nouveaux dangers. En

parlant en ce moment, je sème peut-être le doute. J'ai la sincérité de l'avouer. Puisque le bistouri est dans la plaie, avouons-le. Si demain il y avait une course sur la Banque Nationale et que la Banque d'Hochelaga refusait d'absorber cette vieille institution pour la sauver, si le désastre se produisait, l'opposition serait responsable, nous serions responsables. Parce que nous n'aurions pas eu le courage de regarder la situation en face. Et qui sait si d'autres institutions ne crouleraient pas?

On aurait dû laisser la politique de côté pour traiter cette question économique. Sauver la situation économique, c'est aussi important que de donner l'instruction aux enfants. Sauver le crédit national, c'est une question économique qui intéresse tout le Canada. Peut-on assurer à cette Chambre que la faillite de la Banque Nationale n'entraînerait pas d'autres banques dans le désastre? Et, alors, que deviendrions-nous, que deviendraient nos industries et notre commerce?

Il n'y a rien dans la vie nationale de Québec de plus pitoyable que la faillite des trois banques dont le député de Beauharnois (M. Plante) nous parlait tantôt. Alors, on a laissé faillir ces banques, ce fut pitoyable; la vie économique fut arrêtée pendant quelque temps. Ayant l'expérience de cette époque, nous ne voulons pas que cette situation si triste se répète, car cela voudrait dire 50 ans de stagnation pour la petite industrie et le petit commerce. Aujourd'hui, on est capable de sauver la situation; faisons-le tout de suite.

Satisfaits et convaincus que, dans cette transaction, tout se fait avec honnêteté et avec la pensée de secourir les 250,000 déposants de la Banque Nationale, que m'importe si les actionnaires reçoivent un dividende. Ce n'est pas aux actionnaires que va ma sympathie. Pourtant, lorsque l'on reçoit les lettres que reçoit le secrétaire provincial et qui viennent de nos communautés religieuses, je ne puis m'empêcher de me souvenir que, si le gouvernement a ouvert ses coffres pour elles il y a quelques années, pendant 150 ans elles ont hospitalisé à leurs risques et avec leur seul dévouement nos malades, nos vieillards, nos orphelins et nos pauvres aliénés. Je n'ai aucune hésitation à dire que le sort des actionnaires, devant cette pensée, ne laisse pas que de me faire pencher en faveur de cette loi. C'est un remède extraordinaire, c'est vrai. Mais au-dessus de tout, il y a l'intérêt général.

Pour assurer le développement économique de la province, on accorde souvent des subsides en argent ou en terres à des compagnies qui veulent construire des chemins de fer ou à des compagnies maritimes fédérales, sans que le fédéral inter-

viennne. J'aime mieux encore contribuer à donner 15 millions avec l'objet d'empêcher la province de retourner 50 ans en arrière. Combien plus noble encore est ce don!

Mais je m'arrête d'abord parce que l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) n'est pas à son siège et ensuite parce que ces déclarations qui nous échappent dans une improvisation, on les regrette souvent quand on les relit, lorsque le calme s'est rétabli après un débat. Que l'opposition critique donc tant qu'elle voudra notre budget et qu'elle fasse là-dessus de la politique autant qu'elle le désirera; mais, de grâce, que l'on ne fasse pas de cette politique sur nos misères nationales! Le chef de l'opposition réclamait naguère plus de respect pour les politiciens. Aussi longtemps que les politiciens chercheront à faire de la petite politique, ils ne seront que de petits politiciens. C'est le temps de montrer qu'il y a plutôt des hommes politiques que des petits politiciens, de donner au peuple un bel exemple d'esprit national et de se donner la main, sans distinction de parti, pour sauver la province d'un écueil malheureux.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** L'honorable secrétaire provincial a dit que, si un désastre se produisait demain, l'opposition en serait responsable. C'est le gouvernement qui serait coupable, car il a un dossier entre ses mains depuis plusieurs semaines et c'est lui qui a retardé la proposition de cette mesure, en ne voulant pas donner à la Chambre tous les renseignements qu'il possède.

On a parlé de la race. La race a subi d'autres assauts que celui-ci; elle résistera encore. Je ne suis pas surpris du dévouement du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), car il a toujours été un ami des Canadiens français. Mais mon honorable ami s'est trop laissé influencer par l'habile plaidoyer du premier ministre.

Je crois insuffisante la petite enquête proposée par le premier ministre pour samedi prochain à Montréal et je reconnais la probité de M. Vaillancourt et la sagesse de M. Leman, président et gérant général de la Banque d'Hochelaga. Ils ne cacheraient rien aux députés si ces derniers allaient les consulter. Mais ce n'est pas la procédure à suivre. Je ne crois pas qu'une séance d'un après-midi suffirait pour donner les renseignements nécessaires, et ce ne serait pas la place. La situation de la Banque Nationale est extraordinaire, non seulement dans la province, mais dans tout le dominion.

Pour ma part, je ne veux pas éterniser le débat et je ne veux ajouter que quelques mots. Je

ne suis pas surpris que le gouvernement d'Ottawa ait refusé d'appuyer le projet du gouvernement de Québec. Et, cependant, nous sommes représentés par de nombreux députés et ministres. Je crois que, si le gouvernement d'Ottawa, malgré la représentation solide de Québec, et les gouvernements provinciaux précédents ont laissé tomber des banques canadiennes-françaises, c'est qu'il n'était pas bon de créer un précédent tel qu'on le propose. Moi non plus, je ne veux pas endosser une semblable mesure. Cependant, je ne ferai pas d'obstruction pour empêcher le gouvernement de la faire adopter puisqu'il en prend la responsabilité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) déclare qu'il peut traiter la question avec d'autant plus de facilité qu'il n'est ni directement ni indirectement intéressé dans la Banque Nationale. Il considère la question seulement au point de vue de l'intérêt économique de la province.

Réfutant ensuite certains allégués de l'opposition voulant que le gouvernement soit responsable de la faillite de la Machine Agricole parce que des ministres du cabinet sont allés la visiter, il affirme que cette assertion ne tient pas debout car, autrement, la présente administration pourrait être tenue responsable de tous les écarts financiers dans lesquels tombent les institutions où quelques-uns de ses membres ont eu l'honneur d'être invités. Nous sommes allés là sans savoir qu'il était question d'émissions d'obligations. Et l'opposition en rappelant cette affaire a montré que tout ce qu'elle cherche à faire, c'est du capital politique. Ce n'est pas la première fois que des hommes politiques vont visiter des industries sans se compromettre.

Par exemple, il y a quelque temps, les membres de la chambre de commerce locale se sont transportés à Chicoutimi et à Kénogami pour visiter les travaux qui s'exécutent actuellement dans cette région. Des députés ont été invités. Quelques-uns se sont rendus et, au cours de leur excursion, ils ont visité plusieurs industries. Qu'un jour ou l'autre ces institutions fassent faillite, va-t-on en faire porter la faute au gouvernement? Non. Eh bien, lorsque des membres du cabinet se sont rendus à Montmagny et qu'ils ont visité les établissements de la Machine Agricole, ils ont agi tout simplement comme dans toutes les circonstances où ils ont été appelés, et cela arrive à plusieurs reprises chaque année, à se rendre compte par eux-mêmes du mouvement industriel dans notre province.

Sans doute, au cours d'une petite réunion qui eut lieu après la visite des usines, les invités,

comme c'était naturel de le faire, se sont déclarés enchantés et émerveillés de ce qu'ils avaient vu. Cependant, c'est en vain que le chef de l'opposition chercherait dans les discours qui ont été prononcés un seul mot engageant les citoyens de cette province à souscrire à la Machine Agricole. À l'époque où eut lieu cette visite, il n'était même pas question d'émettre des débentures en faveur de cette institution.

Mais, en admettant même que le gouvernement eût été responsable, ce qui n'est pas le cas, pour le montant des débentures de la Machine Agricole vendues dans la province, ce ne sont pas ces débentures qui ont mis la Banque Nationale dans la position où elle se trouve actuellement. On ne peut pas dire non plus que c'est la visite de quelques membres du gouvernement à Montmagny qui a engagé la Banque Nationale à faire des avances à la Machine Agricole. À cette époque, les avances avaient été faites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre en fondant la banque rurale n'a pas nui à la Banque Nationale?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): On a songé à fonder une banque rurale pour un but spécial. C'est pour donner aux cultivateurs, par petits montants, l'accommodation qu'ils ne pouvaient trouver dans certaines autres institutions bancaires. D'ailleurs, si je n'ai pas aidé aux cultivateurs, je crois que je ne leur ai pas fait tort. Si le projet réussit, tant mieux! Ce ne sont pas les opérations de la banque rurale qui ont mis la Banque Nationale en déficit.

Il explique ensuite pourquoi la Banque d'Hochelaga a cru bon de prendre des précautions pour empêcher que ses parts ne baissent. Nous avons tous intérêt à ce que la Banque d'Hochelaga fasse de bonnes affaires, à ce que ses parts se maintiennent sur le marché. Nous devons donc l'approuver d'avoir pris les précautions pour protéger son capital-actions.

Répondant à certains membres de la gauche qui, au cours de leurs allocutions, ont demandé pourquoi le gouvernement n'était pas intervenu quand les banques de Saint-Hyacinthe, de Ville-Marie et de Saint-Jean ont fait faillite, il explique qu'il n'y a pas lieu de crier à l'injustice. Hier, le gouvernement ne pouvait pas venir en aide à ceux qui allaient souffrir par la chute de ces banques, mais aujourd'hui, grâce à la sage administration qui a été donnée à la province, administration qui nous a rapporté, chaque année, des surplus considérables, l'État peut intervenir et empêcher un

désastre. Il lui est plus facile de prendre, aujourd'hui, 15 millions dans ses coffres qu'il ne lui eût été loisible d'en retirer, pour les mêmes fins, un million il y a 20 ans.

Je m'étonne que le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) n'ait aucune sympathie pour les communautés religieuses. S'il y a eu des erreurs, des manques de jugement dans l'administration de la Banque Nationale, les communautés religieuses ne peuvent en porter la responsabilité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais elles sont responsables comme actionnaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Au point de vue légal, mais je parle au point de vue moral. On a tort de rappeler les cas d'autres institutions bancaires où il y a eu fraude. Il n'y a pas eu de fraude dans les affaires de la Banque Nationale et il n'est pas possible de comparer son cas avec celui de la Home Bank.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous vu tous les documents?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, mais j'en sais assez pour déclarer qu'il n'y a pas eu fraude.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y a pas eu de fraude dans le cas de la Home Bank. Il s'agissait de mauvais placements comme à la Banque Nationale.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'opposition veut-elle prétendre qu'il y a eu fraude à la Banque Nationale?

Des voix de l'opposition: Non, non!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons en vain cherché à obtenir les renseignements qui nous eussent permis de savoir s'il y a des coupables.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans le cas de la Home Bank, il y a eu fraude, s'il faut en croire certains journaux: des directeurs de cette banque se seraient approprié des sommes pour les placer dans des industries où ils étaient directement intéressés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous préten-

dons que la situation de la Banque Nationale devait nous être expliquée. C'est notre attitude et nous n'en avons pas honte.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon ami n'a pas besoin de prendre un ton rogue. Nous voyons bien qu'il veut faire du capital politique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que le premier ministre a dit cet après-midi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je parle pour moi et je juge l'attitude de l'opposition par les discours que j'ai entendus ce soir. C'est mon honorable ami qui dirige l'opposition et il est responsable des paroles de ses membres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre est responsable des paroles du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si le premier ministre juge que j'ai tort, il m'interrompra. Est-ce que l'opposition doit être plus satisfaite que le gouvernement? Elle veut des renseignements. Elle peut les obtenir de la même manière que nous les avons obtenus. Nous ne les avons pas obtenus en Chambre, mais de personnes à qui l'opposition peut aussi facilement parler que nous.

Les insinuations du député de Laurier au sujet des circonstances qui auraient entouré le contrat passé entre les deux banques fusionnées sont injustes. Ce n'est pas le gouvernement qui a rédigé le contrat et l'a imposé. Les banques ont rédigé elles-mêmes le contrat pour ensuite se présenter devant le gouvernement et demander son appui.

Nous sommes en face d'une situation très sérieuse. L'opposition a parlé des cultivateurs. S'il fallait que la Banque Nationale tombât en faillite, ceux qui seraient le plus affectés par ce désastre ce seraient les cultivateurs. Ce serait une chaîne de faillites: les banques, les marchands de gros, les petits commerçants et marchands, les particuliers. Des centaines et des milliers de personnes qui n'ont pas d'intérêts dans cette institution seraient affectées par ce désastre.

On a dit que l'intervention du gouvernement créait un précédent...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un précédent dangereux.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je ne suis pas prêt à dire que c'est un précédent dangereux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre l'a dit.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, l'honorable premier ministre n'a pas dit cela. Il a déclaré que c'était un précédent sérieux. Il y a des précédents pour cette mesure. Tantôt, un ami me rappelait l'avance de \$30,000,000 faite par le gouvernement central au Canadien Pacifique, en 1884. Le C. P. R. avait besoin de ce montant pour mener à bonne fin l'entreprise dans laquelle il s'était lancé, le développement du plus grand chemin de fer du Canada. Il s'est donc adressé à Ottawa. Le gouvernement a d'abord refusé, puis il est revenu sur sa détermination et a accordé à la demande qui lui était faite. En agissant de la sorte, il a sauvé les provinces de l'Ouest et solutionné une question d'intérêt national. Cela n'empêche pas qu'il a créé un précédent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que l'opposition n'avait pas demandé des explications alors? Et c'était l'opposition libérale.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, mais dans cette affaire il n'y avait pas de danger qu'une course aux banques se produise. Il ne s'agissait pas d'éviter une crise. Les explications ont été données.

Le gouvernement d'Ottawa s'est déjà trouvé dans des situations particulières - le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) le sait - situations qui l'ont engagé à proposer aux membres de la Chambre des sacrifices sans leur donner des explications et en se contentant de leur dire que l'intérêt national était en jeu. Des cas semblables se sont présentés au cours de la dernière guerre. L'Angleterre a reçu des armements et des millions. La souscription a donné des hommes aux alliés. On admettra qu'il y a des situations dans les provinces qui sont aussi graves que les situations de guerre dans un pays. Voilà, il me semble, des faits qui justifient l'action du gouvernement.

Contrairement à ce que le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a prétendu, la loi que le gouvernement veut faire passer n'est pas contraire à la Constitution. Je ne suis pas un éminent avocat comme mon honorable ami, mais envisageant la question légale en habitant de la campagne, qui ne comprend que le gros bon sens, je

crois que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a réglé le point en disant que nous aidons des chemins de fer qui ont des chartes fédérales en leur votant des octrois. Mais prêter de l'argent aux banques, cela ne touche nullement à leurs chartes. Nous avons donné du fromage pendant la guerre et notre fromage n'a pas été jugé inconstitutionnel.

Rappelant le mot lancé par l'opposition "gouverner c'est prévoir", il dit que la gauche ne gouverne pas et ne prévoit pas en combattant un projet qui prévoit un désastre, tandis que la présente administration a été prévoyante et a fait toute la diligence possible dans cette affaire. Elle prévoit l'avenir en donnant le crédit de la province.

Si nous voulions faire de la politique, nous pourrions retirer le bill et dire à l'opposition: "Prenez la responsabilité du désastre." Nous ne le ferons pas parce que nous voulons protéger la Banque Nationale, ses actionnaires et ses déposants. Nous persisterons à faire notre devoir et nous assumerons jusqu'au bout les responsabilités que nous avons prises.

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**Des députés de l'opposition réclament le vote.**

**M. Plante (Beauharnois):** Minuit chrétien!

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bertrand<sup>4</sup>, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Laferté, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Ricard, Richard, Roy, Saurrette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, 48.

**Contre:** MM. Beaudoin, Bray, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à minuit cinq.

## NOTES

1. Il s'agit du *Soleil*.

2. Il s'agit de l'Orateur Philippe-Honoré Roy qui, reconnu coupable de falsification des livres de la Banque de Saint-Jean, fut condamné à cinq ans de prison et est décédé l'année suivante.

3. *L'Événement* écrit que l'honorable M. David regardait le député de Montréal-Dorion (M. Tétréau).

4. Le vote de M. Bertrand avec le gouvernement fut souligné, note *l'Événement*, de bruyants applaudissements à droite. C'était la première fois que le député votait.

Séance du 24 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 99 constituant en corporation le Crédit National.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas suivant:

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Votre comité est d'opinion que les pétitions de The Canadian Pacific Railway Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé avec la cité des Trois-Rivières, au sujet d'une nouvelle gare à Trois-Rivières; des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame-de-Granby, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes notariés les concernant ainsi que Mildred Dozois; de The Alma & Jonquières Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées et que ces irrégularités ne peuvent cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de ces irrégularités.

Le rapport est adopté.

#### Contrat entre Trois-Rivières et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 135 ratifiant et confirmant le règlement no 448 de la cité des Trois-Rivières, ainsi que le contrat entre ladite cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Charte d'Outremont

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 106 amendement la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 134 amendement la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Cautionnements des officiers publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux cautionnements des officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Largeur des chemins dans les villes et villages

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 9 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la largeur des chemins dans les cités, les villes et les villages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Amendements aux statuts refondus et au code municipal

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 27 amendement les

statuts refondus, 1909, et le code municipal relativement aux affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif

23 janvier 1924

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Miles, Paradis, Perron, Roberge, Robitaille, Tourigny, Turgeon et Vilas soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité mixte.

#### Questions et réponses:

##### Terres ou forces hydrauliques retournées à la couronne

M. Smart (Westmount): 1. Combien d'acres de terre sont retournés à la couronne en vertu de la loi 9 George V, chapitre 31, sous-sections a, b et c?

2. Dans quels comtés étaient situés ces terrains, et combien y avait-il d'acres dans chacun de ces comtés?

3. Combien de forces hydrauliques sont retournées à la couronne en vertu de ladite loi?

4. Où sont situées ces forces hydrauliques et quelle est la puissance en chevaux-vapeur (calculée) de chacune d'elles?

5. Combien de titres de propriétés, ainsi

retournés à la couronne en vertu de ladite loi 9 George V, ont été confirmés en faveur de leurs anciens propriétaires?

6. Quels sont les noms desdits propriétaires dont les titres ont été confirmés, et quel montant, s'il en est, a été payé au gouvernement par chacun d'eux?

7. Combien de propriétaires des immeubles qui sont retournés à la couronne en vertu de ladite loi ont loué lesdits immeubles du gouvernement?

8. Quels sont les noms de ces propriétaires et quel montant a payé chacun de ces derniers?

L'honorable M. Mercier fils (Château-guay): 1 et 3. Cet amendement apporté à l'article 2252, S. R. Q., 1909, 9 George V, n'a pas eu pour effet de faire revenir à la couronne des terrains ou des forces hydrauliques. Il est d'une nature exclusivement interprétative.

2, 4 à 8. Questions rendues inutiles par réponse générale.

##### Personnes condamnées en vertu de la loi des liqueurs dans Joliette

M. Ricard (Saint-Maurice): 1. Quels sont les noms des personnes, du district de Joliette, qui ont été condamnées en 1923 pour infraction à la loi des liqueurs?

2. Quels sont les noms des personnes chez lesquelles des saisies ont été opérées?

3. Quelles quantités de liqueurs ont été saisies chez chacune d'elles?

4. Quelles espèces de liqueurs saisies?

5. Quels sont les noms des personnes qui ont plaidé coupables?

6. Quelles amendes ou pénalités ont été imposées à chacune d'elles?

#### L'honorable M. Nicol (Compton):

1 et 5

6

Bazinet, Camille	\$100 d'amende et frais ou 3 mois de prison
Boucher, W.	\$1,000 d'amende et frais ou 3 mois de prison
Dufresne ltée, Jos.	\$1,000 d'amende, saisie maintenue
Dumont, Jos.	1 mois et frais ou 3 mois de prison
Dumont, Jos.	1 mois et frais ou 3 mois de prison
Lamarche, Geo.	\$1,000 d'amende, saisie maintenue
Rivet, Wm	\$100 d'amende et frais ou 3 mois de prison
Trudel, dame Jules	1 mois et frais ou 3 mois de prison
Saint-Jean, veuve Thomas	1 mois et frais ou 3 mois de prison
Saint-Jean, veuve Thomas	\$1,000 d'amende, saisie maintenue



2	3 et 4
Dufresne ltée, Jos.	2 bidons de un gallon contenant du whiskey 2 bidons de cinq gallons d'alcool 1 bidon de cinq gallons d'alcool 7 bidons de un gallon d'alcool 2 bouteilles "Winchester" d'alcool
Lamarche, Geo.	16 bouteilles de bière Molson (pintes) 2 bouteilles contenant un peu de whiskey
Saint-Jean, veuve Thomas	1 flacon contenant de l'alcool 93 bouteilles de bière Dow (pintes)

#### Obligations pour la fusion des banques d'Hochelaga et Nationale

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que le bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de 15 millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avant que nous passions à la troisième lecture du bill, je suis prêt à renouveler l'offre que nous avons faite hier à l'opposition. Nous sommes prêts à remettre à mardi prochain la troisième lecture du bill afin de permettre au comité qui a été suggéré par le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) de se rendre samedi à Montréal rencontrer les présidents des banques et les autres personnes intéressées pour s'enquérir de la situation financière de la Banque Nationale et à recevoir ainsi tous les renseignements que nous possédons nous-mêmes. Ou plutôt, si les membres de l'opposition le désirent, nous pouvons faire que l'entrevue ait lieu à Québec, comme l'a fait remarquer hier le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault).

J'ai déclaré que nous étions prêts à donner les renseignements que nous avons et nous suggérons que l'opposition les reçoive de la bouche même de ceux qui nous les ont fournis. Si donc l'opposition veut revenir sur sa décision, nous allons retarder la troisième lecture du bill à mardi; mais, si elle veut persister dans son refus, nous n'avons plus aucune raison de retarder la passation du bill et je demanderai à la Chambre de le voter dès maintenant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je constate avec plaisir que le premier ministre continue à améliorer l'attitude du gouvernement sur cette question. Le premier ministre, qui a annoncé ce

projet par un très éloquent discours, a félicité l'opposition hier de son attitude digne. Il n'y a que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui a mis en doute notre sincérité.

Hier, quand la Chambre a consacré le principe de la mesure, le premier ministre n'a pas cru devoir cependant employer le procédé qu'il emploie aujourd'hui avec beaucoup de délicatesse. Il a laissé consacrer le principe du bill et a dit ensuite: "Si vous voulez rencontrer à Montréal les banquiers intéressés et causer avec eux, vous aurez les renseignements qu'ils voudront bien vous donner." C'eût été différent s'il avait dit: "Nous allons suspendre la deuxième lecture et nous allons chercher par tous les moyens possibles à vous fournir les renseignements dont vous aurez besoin."

En ce qui concerne l'offre qui nous est faite maintenant, je trouve qu'elle jure avec le beau geste du premier ministre qui a accompagné la présentation de la mesure. Je ne dis pas que le premier ministre est revenu à son naturel, mais je crois que sa proposition n'est pas digne de sa haute personnalité. Il veut continuer ses procédés extraordinaires. Il nous offre d'aller interroger des financiers à Montréal. Ça me rappelle l'histoire de ces médecins que nous avions envoyés à Montréal pour examiner un député et qui étaient revenus en disant: "Nous ne pouvons pas parler."

Nous avons refusé l'offre première qu'il nous a faite et nous avons exprimé nos vues là-dessus. La proposition du premier ministre était peut-être de nature à enthousiasmer, non pas les députés de cette Chambre, mais des hommes moins expérimentés. Et nous continuons, quant à nous, de nous en étonner. Du moment que nous avons voté le principe sur lequel nous avons cru bon de nous opposer, nous devons refuser de nous joindre à l'invitation que nous fait le premier ministre.

Le moyen suggéré par le premier ministre n'est pas raisonnable. Nous ne voulons pas jouer aux politiciens ni aux avocats dans cette Chambre, mais nous voulons faire porter les responsabilités dans cette affaire à ceux qui doivent les porter.

Quoi qu'il en soit, ce que nous voulons, ce sont des renseignements. Avant de participer à la responsabilité de l'acte que l'on pose, nous voulons savoir quels sont ceux qui se sont rendus coupables d'incompétence, d'irrégularités ou d'autre chose, et pour cela il nous faut être en état d'envoyer quérir les personnes et tous les documents dont nous aurons besoin afin de faire le partage des responsabilités au point de vue des déposants, des actionnaires et des obligataires.

Nous voulons savoir pourquoi on a dépensé des millions et des millions qui n'ont rien rapporté; nous voulons savoir si les directeurs de cette banque ont profité de leur administration et pour quelle somme ils ont émarginé au crédit de la banque; nous voulons savoir s'il est vrai qu'on a payé des salaires énormes de \$50,000 et \$60,000 à certaines personnes, s'il est vrai qu'on a fait de grosses dépenses. Nous voulons établir qui est responsable des mauvaises affaires de la Banque Nationale. Les actions de la Banque Nationale et de la Banque d'Hochelaga ont doublé depuis la votation des résolutions. Enfin, nous voulons connaître tous les détails de l'administration avant de nous décider à couvrir d'un geste de 15 millions la responsabilité de ces gens et des actionnaires.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a dit qu'il n'y a pas de responsabilité morale. Mais c'est une hérésie. Rien d'étonnant après cela qu'il y ait tant d'erreurs dans l'administration. Dès que les actionnaires achètent leurs parts, ils prennent le risque de perdre et de payer leur double responsabilité.

On nous propose maintenant des renseignements, alors que le principe du bill est voté. Si le gouvernement avait jugé à propos de nous donner de la lumière là-dessus, il aurait dû le faire avant de faire voter la Chambre à l'aveugle et avant que tout fût consommé. Nous avons demandé des renseignements quand il fallait les demander, quand il était convenable de les demander et de les donner à la Chambre, mais le premier ministre s'est dit: "Je vais jouer un tour à l'opposition." Le premier ministre n'a pas dit: "Je vais jouer un tour", mais: "Je vais essayer de jouer un tour à l'opposition." Le premier ministre savait bien que sa mesure n'était pas populaire. Alors, il a fait entendre la belle voix du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), une voix qui impressionne; il a fait entendre la voix de ce grand avocat, qui est aussi un criminaliste et qui a essayé de sauver le gouvernement. Le premier ministre a fait parler ensuite le secrétaire de la province (l'honorable M. David), qui nous a presque dit qu'il fallait sauver les communautés religieuses. Mais on n'em-

pêchera pas l'attitude logique de l'opposition d'être bien comprise par le peuple.

Que la majorité prenne seule la responsabilité de son acte! Qu'elle ait le courage d'aller jusqu'au bout! Qu'elle ne vienne pas essayer de se couvrir par des offres qui ne sont ni sérieuses ni convenables. Qu'elle ne recule pas devant l'acte qu'elle a posé et n'ait pas recours à un subterfuge pour essayer d'incriminer l'attitude de l'opposition. L'attitude de l'opposition, je le répète, a été logique, et elle ne changera pas. Voilà la réponse que je donne à l'offre que le premier ministre nous a faite avec un sourire.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix:** Oui! Non!

**M. l'Orateur:** À mon avis, le vote n'est pas nécessaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sur la même division qu'hier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, nous allons voter.

**Des députés de l'opposition réclament le vote enregistré.**

**M. Faucher (Québec-Centre)** quitte alors la Chambre.

**Une voix ministérielle:** Il ne vote pas avec vous, celui-là.

**M. Renaud (Laval):** Il en manque de votre bord aussi.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Hushion, Laferté, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Moreault, Morin, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Ricard, Richard,

Saurette, Savoie, Taschereau, Thurber, 51.

Contre: MM. Beaudoin, Bray, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) insiste pour qu'on lise les noms.

M. le greffier en donne lecture.

M. Lapierre (Mégantic): M. l'Orateur, je vous ferai observer que l'honorable député de Lévis (M. Roy) n'a pas voté, bien que présent à son siège.

(M. Roy (Lévis) se lève et vote pour la proposition, ce qui porte le résultat à 52 contre 17. Applaudissements de la droite.)

Ainsi, la proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 22 janvier courant sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 10 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Malgré mon inexpérience dans les débats parlementaires, je sens qu'il est de mon devoir d'exprimer mon opinion au sujet de l'exposé budgétaire qui vient de nous être fait et de dire à cette Chambre que je ne partage nullement la façon de voir du trésorier provincial. Il semble que la seule préoccupation qui travaille son esprit, c'est de pouvoir faire miroiter un surplus étincelant, quelle que soit la situation financière de la province. Dans l'article qu'il a préparé pour le supplément commercial et financier de la *Gazette* de Montréal pour l'année 1923 et qui a paru ce mois-ci, il écrit avec une complaisance manifeste que le "record des surplus inauguré en 1897 n'a pas été troublé": "The record of the surpluses which commenced in 1897 has not been disturbed." Cependant, il est plus réticent et plus modeste quand il s'agit d'établir par quels procédés se façonnent et s'édifient ces surplus.

Comme l'honorable chef de l'opposition l'a souvent déclaré, nous, de la gauche, ne prétendons pas que tous les actes du gouvernement sont mau-

vais. J'abhorre le fanatisme politique qui consiste à trouver tout mauvais chez les adversaires. Il y a du bon dans les deux grands partis. Je regrette cependant que les orateurs ministériels aient refusé à l'opposition tout mérite pour les réformes qu'elle a préconisées avec tant d'énergie depuis quelques années. Les membres de l'opposition étaient peu nombreux, mais ils ont su faire entendre dans cette Chambre les revendications du peuple, et voilà pourquoi l'opposition est plus nombreuse aujourd'hui.

Notre programme est de réclamer les revenus des impôts pour des oeuvres et non pour afficher des surplus. Nous condamnons les surplus illusoires fabriqués grâce à des tours de comptabilité ministériels. Voilà un article de notre programme qui a été soumis à l'électorat par notre chef, par les candidats de l'opposition, et que les villes où il a pu être exposé au cours de la campagne meurtrière de l'hiver dernier ont approuvé de façon nullement équivoque et avec une unanimité qui ne doit pas compter parmi les meilleurs souvenirs politiques du premier ministre de cette province. Voilà, M. l'Orateur, de la saine économie en matière politique.

Pourquoi des taxes et pourquoi des impôts? Serait-ce principalement pour que des gouvernants extravagants et routiniers se glorifient à tort et avec arrogance d'être des administrateurs d'un génie incomparable? Les taxes ne doivent-elles pas plutôt être imposées dans le seul but d'assurer le bon fonctionnement des services publics? Il y a un surplus et, cependant, comme d'autres membres de l'opposition l'ont si clairement démontré, aucune des taxes que le parti au pouvoir dénonçait dans l'opposition avec tant de vigueur indignée n'a été abolie.

Mais j'ai constaté que, dans l'adresse du trône, il était fait mention de la diminution des taxes sur les automobiles. Eh bien, M. l'Orateur, c'est déjà un commencement. Je serais très favorable à une telle réduction et, si je me le rappelle bien, cette proposition a déjà été faite devant cette Chambre par notre chef. D'un autre côté, si cette taxe n'est pas diminuée, je serais d'opinion qu'une partie, sinon toute cette taxe, devrait être employée à venir en aide aux municipalités qui ont de trop lourdes obligations, soit pour les aider à payer cette taxe ou pour leur venir en aide pour l'entretien de leurs chemins, car j'ai constaté que, dans plusieurs municipalités, des chemins qui ont été construits il y a quatre ou cinq ans sont déjà dans un état déplorable. Et, du reste, ce ne sont pas les cultivateurs qui détériorent le plus leurs chemins, ce sont plutôt les touristes qui passent devant leurs

portes sans rien laisser, si ce n'est que de la poussière. Voilà, M. l'Orateur, peut-être un remède à l'exode de nos cultivateurs.

Il y a un surplus, comme d'autres membres de l'opposition l'ont si clairement démontré, mais où va ce surplus? Est-ce à éteindre la dette de la province? Comment expliquer que, malgré ses anciennes promesses, le gouvernement emprunte et qu'il augmente la dette de la province? De 25 millions qu'elle était en 1897, notre dette est passée à 33 millions en 1912, à 38 millions en 1916<sup>1</sup>, à 44 millions en 1920 et, le 30 juin 1923, elle s'élevait à \$60,605,226.27.

Si les contribuables de Montréal, pour restaurer les finances de leur ville, obérées par les obligations que le gouvernement leur a imposées, continuent à payer de lourds impôts pour bâtir les surplus du gouvernement; si seulement ces surplus servaient à payer ou diminuer la dette de la province, il y aurait intérêt à ce faire, et je suis assuré que Montréal comme les autres parties de la province consentirait bien volontiers à payer des impôts et à faire des sacrifices pour l'administration de la province, mais non pour édifier des surplus au gouvernement.

Il est étrange que plus les contribuables paient des impôts, plus la dette augmente. Il y a un surplus éblouissant, paraît-il, mais son éclat est trompeur et ne réussit pas à fasciner notre population. Pendant que le trésorier chante et célèbre ce surplus, les nôtres prennent tristement le chemin de l'exil. Oui, M. l'Orateur, malgré le surplus ministériel, le malaise règne dans le Québec. La plaie de l'émigration nous ronge et nous affaiblit. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que les centres ruraux subissent une crise qui se manifeste par l'exode mal enrayé de nos concitoyens vers la république voisine. J'ai l'honneur de représenter une division urbaine, mais je sais bien que l'avenir de notre province repose sur le développement normal des villes et des campagnes. Si celles-ci sont prospères, celles-là le seront également, car le progrès rural, comme le malaise rural, a aussi sa répercussion dans les centres urbains.

M. l'Orateur, le gouvernement devrait cesser de se complaire dans ses vantardises pour écouter plutôt la voix de ceux qui s'en vont. Au lieu d'afficher des surplus illusoires, il devrait se préoccuper des déficits qui se creusent au sein de notre population et chercher à les combler. Le malaise règne. Que le gouvernement s'applique à l'atténuer! Les fils de la province nous ont quittés par milliers. Que le gouvernement emploie ses énergies à les ramener au sol natal! Que toutes les bonnes volontés se donnent à ce travail et le peu-

ple libéré des étreintes de la crise actuelle chantera, comme le trésorier provincial, son surplus et le résultat de son administration.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Si je me lève aujourd'hui pour dire quelques mots sur le budget, ce n'est pas pour défendre la politique du gouvernement, car une administration sage depuis 26 ans, qui a fait de la province de Québec la province la plus prospère du dominion, vaut mieux que tous les discours qui peuvent se faire pour démontrer que le gouvernement libéral mérite la confiance du peuple.

Avant 1897, alors que la province agonisait dans le marasme des déficits, les provinces anglaises ne se gênaient pas pour nous dire que nous, Canadiens français, nous étions incapables à l'administration de la chose publique.

Depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir, tout a changé, le règne des déficits a disparu pour faire place aux surplus. La dette a diminué de \$6.90 par tête: de \$28.77 qu'elle était en 1897, elle est tombée en 1923 à \$21.87. Lorsque l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) dit que les \$25,000,000 de dette en 1897 étaient montés à \$54,000,000, il a maintenant la réponse qu'il désirait avoir. La province de Québec est la province la moins endettée du dominion. Le Manitoba a une dette de \$101 "per capita", l'Alberta, de \$100, l'Ontario, de \$69. La province de Québec est aussi la moins taxée, soit \$6.31 par tête, alors que la taxe est de \$29.01 par tête dans la Colombie-Britannique.

Quand nous disons que la province est la moins endettée, on nous répond que nous ne parlons pas de nos dettes municipales et scolaires. Eh bien, l'on me permettra de citer quelques chiffres. Les municipalités scolaires et les corporations municipales réunies ont un actif total de \$300,666,878.99 et un passif total de \$286,303,562.13, laissant un excédent de l'actif sur le passif de \$14,363,316.86.

La dette de l'Ontario est de près de \$300,000,000, sans compter les dettes municipales et scolaires. Oui, nous sommes bien aises de comparer notre position financière avec la province voisine, car nous avons tout à y gagner. Nous avons des surplus et nous en sommes fiers, et j'espère les voir augmenter encore d'année en année pour le grand bien de la province.

Les oppositionnistes se moquent des surplus du gouvernement, mais figurez-vous donc, M. l'Orateur, leur cri de désespoir si nous avions des déficits comme dans le passé, du temps des bleus. Il me semble de les entendre crier à la banque-

route, à la ruine, au désastre, etc. Ils auraient une peur bleue. Mais consolez-vous, M. l'Orateur, (Rires), consolez-vous, messieurs de l'opposition, nous continuerons à avoir des surplus et le peuple nous gardera sa confiance. Nous ne suivrons pas votre politique de déficit. Chaque fois que, vous conservateurs, vous êtes venus au pouvoir, votre politique n'a toujours été qu'une accumulation de désastres et de fiascos. Et c'est avec vous, messieurs les tories, qu'on a connu ce que c'est que des déficits. Faites un retour en arrière et voyez comment vous avez administré dans le passé; rappelez-vous vos déficits du temps de monsieur de Boucherville, rappelez-vous les administrations Taillon et Flynn, et vous comprendrez pourquoi le peuple n'a pas confiance en vous.

Grâce à nos surplus, nous avons bâti des routes, non pour les touristes, comme l'a prétendu l'opposition, mais pour les cultivateurs. Ces surplus permettent aussi d'accorder aujourd'hui à l'agriculture, à la colonisation et à l'instruction publique des sommes incomparables avec celles accordées du temps des conservateurs.

Maintenant, on aimerait peut-être à savoir où a été l'argent que le gouvernement a perçu durant le dernier exercice financier. Pour ne citer que quelques chiffres, il me fait plaisir de constater que le département des Travaux publics a dépensé \$1,491,744; l'Agriculture \$1,252,000; la Voirie \$3,100,000; la Colonisation \$847,748; l'Instruction publique \$2,378,187, etc. D'où viennent maintenant ces argents? Ce ne sont pas les petits, comme se plaît à le dire l'opposition, qui ont payé, mais les taxes ont été payées par ceux qui peuvent payer, par les millionnaires et non par les pauvres. Les exportations commerciales ont payé \$2,213,232; les véhicules-moteurs ont rapporté \$2,217,578; les successions ont donné \$2,620,000; le subside fédéral, \$2,128,959; les terres et forêts, \$3,643,407.

Je vous le demande, M. l'Orateur, quelles sont les taxes que paient les pauvres? Aucune. Voyez maintenant, du temps de M. Taillon, pour ne citer qu'un cas; les successions payaient, en 1897, des droits de  $\frac{1}{2}$  à 3% pour toutes les successions de \$3,000 ou plus, c'est-à-dire que la taxe se payait, dans ce temps-là, surtout par le pauvre. Aujourd'hui, il n'y a aucun droit d'imposé pour les successions en ligne directe de moins de \$15,000.

J'entendais l'autre jour l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) critiquer l'administration du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Je me demande si c'est sur la place d'Armes ou sur la rue Saint-Jacques à Montréal qu'il a appris à connaître la situation économique des cultivateurs. Que l'honorable député

sache que le gouvernement favorise le plus possible l'enseignement agricole. En 1897, les conservateurs ont dépensé pour les cultivateurs \$230,795.75 et, l'an dernier, l'honorable ministre de l'Agriculture a dépensé \$1,252,000.

Je me contenterai d'énumérer certaines oeuvres du gouvernement Taschereau: création de six écoles ménagères principales; organisation de 70 cercles de fermières; organisation de jardins scolaires avec au-delà de 20,000 élèves; organisation des expositions scolaires; nomination de 59 agronomes aidés par 27 sous-agronomes...

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Les agronomes ne sont-ils pas payés en partie par les conseils municipaux?

**M. Lemieux (Wolfe):** Non, non!

**M. Ricard (Saint-Maurice):** ...établissement de 18 fermes de démonstration; création du Mérite agricole des jeunes avec belles récompenses; création de la Coopérative centrale des agriculteurs; classification des produits laitiers; organisation de plus de 324 sociétés coopératives agricoles locales; organisation du contrôle laitier, qui s'étend maintenant sur 2,749 troupeaux comptant 26,217 têtes; organisation d'une pépinière et d'une ferme de démonstration pour les fins de l'horticulture; organisation des cours ménagers dans toute la province; organisation d'une société provinciale pour concours de labour avec nombreux prix; bourses pour études spéciales de professeur d'agriculture aux États-Unis et en Europe; organisation de concours de semences, d'érablières, de récoltes sur pied, etc.; organisation de 20 expositions de moutons; création de plus de 25 nouvelles sociétés d'agriculture et de nombreux cercles agricoles; expositions de toutes sortes: animaux, graines, légumes, fruits, produits de l'érable, du rucher, des laitiers, etc.; création d'une école moyenne d'agriculture; encouragement au drainage, au "glaisage", à la culture du trèfle, du mil, etc.; encouragement à l'élevage des animaux de race pure et à la sélection des troupeaux; augmentation de tous les subsides accordés à tous les genres de culture, d'élevage, d'industrie de la ferme, etc.

On tient le gouvernement responsable de la désertion des campagnes et de l'émigration aux États-Unis. Mais, messieurs, est-ce de la faute du gouvernement si tout est si cher, excepté les produits de la ferme? Est-ce la faute du gouvernement si les cultivateurs ont acheté des terres à des prix exorbitants? Est-ce la faute du gouvernement si le capital de nos campagnes a été drainé dans

les villes par le commerce de débentures? Est-ce la faute du gouvernement si, dans nombre de paroisses, la dette paroissiale est si élevée?

On devrait reconnaître que les travaux de voirie ont contribué beaucoup à diminuer l'émigration. Les travaux qu'a fait faire le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) ont rendu aussi les mêmes services.

Si beaucoup des nôtres sont partis, c'est dû aussi au fait des gros salaires qui se sont payés aux États-Unis durant l'été dernier. Je connais des gens qui ont quitté le pays pour aller travailler dans des villes américaines à des salaires de \$1 et même de \$2 de l'heure. Pour garder nos gens ici, le gouvernement, depuis nombre d'années, s'efforce d'encourager la colonisation et depuis 10 ans, messieurs, 70 paroisses nouvelles ont été organisées dans les centres de la colonisation.

Mais, M. l'Orateur, il me semble que cette critique n'est pas sérieuse, et je me permettrai de passer à un autre sujet. L'opposition prétend qu'il ne se fait rien pour nos écoles, mais on oublie qu'en aides diverses l'honorable secrétaire provincial a dépensé \$2,378,187.41. Que l'on regarde nos écoles de campagne d'aujourd'hui et que l'on juge de la différence avec les écoles d'autrefois. Il ne se fait rien pour l'instruction publique, mais on oublie de parler des \$3,000,000 donnés à nos universités et de l'octroi de \$10,000 à chaque collège classique. En 1897, il n'y avait que trois écoles normales dans la province, aujourd'hui nous en comptons 14.

L'on voit aujourd'hui les résultats heureux de la très sage politique de l'honorable secrétaire provincial. La moyenne de la fréquentation scolaire chez les catholiques était l'an dernier de 79.70% et chez les protestants de 75.92%.

Je veux maintenant parler des lamentations de Jérémie de l'opposition sur Montréal. L'opposition se plaint que Montréal est maltraitée, mais ne nous dit pas pourquoi.

M. Pellerin (Maisonnette): Je vais vous le dire tantôt.

M. Ricard (Saint-Maurice): À entendre l'opposition, la cité de Montréal est bien malmenée par le gouvernement de Québec, on l'a privée de son autonomie. Montréal, dit-on, c'est la vache à lait de la province et l'on ne lui donne rien pour ce qu'elle paie, etc., etc. Eh bien, messieurs, l'autonomie de Montréal n'a pas été enlevée comme vous le dites et, vous le savez, vous avez le genre de gouvernement que vous avez bien voulu vous choisir. Depuis 1910 que vous ne savez pas ce que vous voulez. Cette année-là, vous avez demandé,

par référendum, un bureau de contrôle qui vous a été accordé. En 1917, cette administration vous plongeait dans un déficit de \$1,400,000; en 1918, cette fois, de \$2,775,000.

Des citoyens sérieux ont demandé une commission administrative qui vous a débarrassés des déficits, et la présente administration vous a ensuite été accordée à la demande de tout Montréal et choisie par tout Montréal. Que voulez-vous de plus? Est-ce parce que votre pouvoir d'emprunt est limité? En cela vous êtes sur un pied d'égalité avec toutes les autres villes de la province. Est-ce parce que vous payez \$1.35 de taxe municipale et \$0.60 pour les écoles? Soyez donc contents et songez donc qu'un grand nombre de villes dans cette province paient plus que vous et ne se plaignent pas.

Messieurs, administrez votre ville avec plus d'économie et vous paierez moins de taxes municipales. Si vous payez cher de taxes, prenez-vous-en à vos échevins et non au gouvernement de Québec. La vérité, c'est que les échevins de Montréal, ne voulant pas prendre la responsabilité de leur mauvaise administration, accusent le gouvernement. Mes amis, cessez donc de faire de la politique de démagogues! On sait bien dans l'opposition qui est responsable des ennuis de la cité de Montréal. On faisait des pavages et on les éventrait quelque temps après pour poser des fils souterrains.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): De qui les compagnies tenaient-elles leurs chartes et leurs pouvoirs pour faire ces travaux à Montréal?

M. Ricard (Saint-Maurice): La réponse est facile.

Des voix de l'opposition: De Québec.

M. Ricard (Saint-Maurice): Vous trouvez que vous payez plus que tout autre en cette province, mais vous recevez dans la même proportion. Messieurs, une quantité de taxes paraissent dans les comptes publics chargées au district de Montréal, lorsqu'en réalité ces taxes ne devraient pas paraître payées par le district de Montréal.

Prenez la Shawinigan Water & Power, la Canada Carbide, la Canadian Electro Product qui paient des milliers de piastres de taxes dans le district de Montréal, parce que ces compagnies ont leurs bureaux-chefs à Montréal, mais qui cependant ne font affaire qu'à Shawinigan-Falls. Les compagnies de chemin de fer, de télégraphe et de téléphone font affaire dans toutes les provinces,

mais paient leurs taxes à Montréal, et que d'autres compagnies encore qui sont dans le même cas. On ne peut pas dire que toutes les grosses taxes sont payées par la métropole.

Le parc Maisonneuve n'a pas été imposé par le gouvernement ni à la cité de Montréal ni à la ville de Maisonneuve, mais à la demande de celle-ci. L'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) prétend que non. Je crois que c'est oui. Je vais voir.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** L'honorable député n'est pas resté assez longtemps à Montréal pour apprendre tout cela.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** J'y suis resté assez longtemps pour connaître les démagogues qui se cherchaient des places d'échevins et qui, pour entrer à l'hôtel de ville, passaient par le canal d'égout quand ils ne pouvaient entrer par la grande porte.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Nous ne sommes pas des moutons.

**M. Renaud (Laval):** Parlez donc de Médéric.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** L'expropriation a été demandée par la cité de Maisonneuve, comme il appert par les statuts de Québec, 3 George V, chapitre 59; l'annexion de Maisonneuve n'a pas été imposée à Montréal, mais elle a été faite à la demande de la cité de Montréal elle-même, et je réfère encore aux statuts de Québec pour confirmer mes avances, 8 George V, chapitre 84.

Messieurs de l'opposition, respectez donc la vérité quand vous faites de la politique, si vous voulez être heureux à l'avenir.

Messieurs, ne voulant pas prendre trop du temps de cette Chambre, je termine en exprimant l'espoir que le gouvernement de Québec continuera comme par le passé sa politique de progrès et de prospérité, sachant que l'opposition sera contente, parce que je suis convaincu que, comme nous, elle sait que nous avons la meilleure politique qu'il soit possible d'avoir, puisque le but du gouvernement Taschereau est de protéger le pauvre, l'ouvrier et le cultivateur, tout en donnant justice aux autres classes de la société.

**M. Pellerin<sup>2</sup> (Maisonneuve):** J'aurais désiré, en m'abstenant de prendre la parole, ne pas fournir l'occasion à un membre honorable de la droite

d'avoir à regretter les paroles élogieuses qu'il adressait, en dehors de cette Chambre, au chef de l'opposition et à ses dévoués lieutenants qui avaient pris part aux débats de cette Chambre depuis l'ouverture de la session.

(M. Faucher (Québec-Centre) revient à son siège<sup>3</sup>. Applaudissements.)

**Une voix:** Le vote est fini.

**M. Pellerin (Maisonneuve):** En substance, cet honorable député résumait ses impressions en disant qu'il fallait se rapporter à quelque 12 ans en arrière pour être le témoin d'une phalange oppositionniste aussi nombreuse, aussi bien intentionnée et animée d'un tel esprit de combativité. Et il ajoutait, en concluant, que, contrairement à ce que déclarait, la semaine dernière, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), le rôle scrutateur de l'opposition était nécessaire pour la bonne administration de la province. Comme il avait raison jusque-là, je n'ai pas cru proposer un amendement.

Je croirais, cependant, manquer à mon devoir de député, de député de Maisonneuve - noblesse oblige - si je retardais plus longtemps à vous énumérer les raisons d'ordre général et particulier, les sujets de mécontentement qui ont motivé le changement d'allégeance politique de la grande majorité de l'électorat du comté que je représente à cette Chambre.

Ces raisons, M. l'Orateur, ne datent pas du 5 février dernier. Bien avant cette date, l'électorat de Maisonneuve, une des premières victimes, parmi bien d'autres, du manque de prévoyance du gouvernement, s'était prononcé contre l'autocratie gouvernementale, contre son ingérence indue, contre son faux libéralisme. Je dois protester à ce sujet contre les paroles du député de Saint-Maurice (M. Ricard).

N'eussent été les promesses formelles, mais que les électeurs du comté de Maisonneuve ont appris par la suite n'être que de simples promesses électorales, n'eussent été ces promesses faites par l'ancien secrétaire provincial (l'honorable M. Décarie), que le gouvernement libéral remédierait à notre fausse situation créée et voulue par le gouvernement du temps, l'opposition aurait compté, dès ce moment, un membre opposé à la politique du gouvernement.

Trompé une première fois par notre ancien député, l'électorat de la division de Maisonneuve lui fit savoir qu'il lui serait plus facile de recevoir du gouvernement une position de magistrat que de

s'adresser à ses anciens électeurs pour un nouveau mandat. Si le gouvernement fut content de sa nomination, le comté de Maisonneuve le fut également, car la division de Maisonneuve n'a jamais cru qu'elle avait perdu un député bien dévoué à ses intérêts. Une candidature ouvrière sauva, en 1919, momentanément la situation du gouvernement. Le gouvernement opposa une candidature libérale à la candidature ouvrière avec le résultat que l'on sait. Le candidat ouvrier fut élu.

Dès ce moment, on entoura le nouveau néophyte de toutes les attentions. Il prit part à de grands banquets politiques, on le cajola, on lui fit miroiter les avantages du pouvoir, on lui en fit tant voir que, fasciné par tant de déférences, il oublia, lui aussi, les promesses qu'il avait faites au cours de sa campagne, de combattre le gouvernement et n'eut pas même conscience aux dernières élections que les seuls services que le gouvernement de Québec lui avait rendus avaient été de coopérer avec lui, afin d'étaler au grand jour son manque de principes et de le mettre dans le chemin politiquement parlant - c'est peut-être ce qu'il ambitionnait le plus - et les chemins de la province financièrement parlant.

Le veau d'or hier comme aujourd'hui est toujours debout, et on le voit dans cette affaire du parc que le gouvernement a fait acheter à la cité de Maisonneuve contre le gré de ses citoyens. On sacrifie à l'autel du veau d'or ses principes, son honneur, pour quelques plats de lentilles. On n'a pas le droit d'être, après cela, surpris de s'entendre dire que la moralité diminue dans notre province quand les mandataires du peuple donnent un si mauvais exemple, quand on voit un gouvernement passer des lois spéciales pour récompenser ceux à qui on oppose de force un bâillon pour empêcher la vérité de sortir de leur bouche. Non, non, messieurs, nous n'avons pas le droit d'être surpris que la moralité de notre population diminue quand l'exemple part de si haut.

C'est une des raisons qui ont fait mordre la poussière au candidat du gouvernement, le 5 février dernier. Ce sont des raisons d'ordre moral, il convenait que je les nomme les premières. Les autres sont d'ordre administratif.

Je n'ai pas l'intention de vous parler des affaires de Maisonneuve. C'est de l'histoire ancienne pour plusieurs, mais pour le propriétaire trop lourdement taxé c'est encore une histoire d'actualité. Cependant, je serai prêt en tout temps à prouver, preuves en main, que les électeurs de Maisonneuve ne sont pas responsables de la dette immense que la ville de Maisonneuve avait contractée avant son annexion à Montréal. Je leur

prouverai que les contribuables ne sont nullement responsables des charges énormes imposées par le gouvernement du temps. Augmentation de la dette, imposée par le gouvernement à l'encontre de la volonté des contribuables. Achat d'un parc immense, égal à l'étendue de la ville elle-même, disproportionné au besoin de la ville de Maisonneuve, payé un prix fantastique et qui - le préambule du bill créant le parc le dit en toutes lettres - était acheté dans l'intérêt de l'est de l'île de Montréal et devait servir de site pour une exposition.

Je ne sache pas que l'exposition, si toutefois elle se tient là, ne profite qu'à Maisonneuve. En attendant, les propriétaires en paient les intérêts du coût, en payant des taxes variant de 2½ à 2% depuis 6 ans. Il y a là une injustice criante qui contribue à empêcher la construction et, par suite, le développement de cette partie de la ville de Montréal, à augmenter le prix des loyers des ouvriers qui sont, du fait de leur ouvrage, obligés d'y rester.

Qu'il me suffise de dire que, à une réunion des hommes d'affaires libéraux de Maisonneuve au cours de l'automne dernier, j'entendais dire, par un vieux libéral et qui l'est encore malgré tout, en parlant de taxes exorbitantes imposées par le gouvernement aux propriétaires de Maisonneuve, que la punition avait assez duré et que le gouvernement devrait mettre fin à une situation résultant, disait-il, de leur trop grande partisanerie politique à l'égard du gouvernement et, espérant sans doute que les torts seraient redressés bientôt, il n'a pas osé ajouter à l'égard du gouvernement d'aujourd'hui.

Les électeurs de la division de Maisonneuve ayant été à peu près les premières victimes de l'ingérence indue du gouvernement dans nos affaires municipales, il est naturel de croire qu'ils se sont faits les champions de l'autonomie municipale. Nos grandes corporations d'utilité publique, sous l'oeil bienveillant de la commission, à Montréal font le beau temps et le mauvais temps à leur goût.

La Montreal Light, Heat nous distribue un gaz d'un mauvais pouvoir d'éclairage et qui donne peu de calories. Montréal ne peut intervenir quand les gens se plaignent, et pour cause. Le Bell Telephone se moque du public, il fait payer un prix exorbitant pour son service de second ordre. Le Montreal Tramway échappe, par la volonté du gouvernement à qui il a plu qu'il en soit ainsi, au contrôle de Montréal, de sorte que les lois d'hygiène sont violées tous les jours. Des accidents mortels arrivent trop souvent par suite de l'encombrement de ses voitures, et je vous prie de croire



que ces encombrements ne favorisent en aucune manière la moralité.

Autrefois, Montréal intervenait et se faisait le champion de nos revendicateurs. Aujourd'hui, grâce à la législature, la commission des utilités publiques, sympathique beaucoup plus à ces grandes compagnies qu'à la population de Montréal, se contente d'intervenir que lorsqu'il s'agit, pour ces corporations, d'augmenter leur taux, tout en laissant maintenir leurs mauvais services.

Et la population de Montréal s'est bien souvenue le 5 février qu'elle devait cette situation à notre bon gouvernement de Québec rempli de libéralité envers les grandes corporations d'utilité publique. Et c'est si vrai que, n'eût été dans deux divisions une question des races, Montréal rendait un vote unanime contre le gouvernement.

Je réservais la Commission des liqueurs pour la fin. Je suis un de ceux qui contestent à une législature le droit de faire du commerce. Les précédents sont dangereux. Aujourd'hui, c'est la boisson, pourquoi pas demain le tabac, les drogues? Un pas de plus, et c'est du vrai socialisme à l'envers. La législature devrait n'avoir que le droit de faire des lois et le devoir de voir à ce que ces lois soient bien observées. D'ailleurs, l'institution de la Commission des liqueurs n'est le fruit que d'une campagne d'hypocrisie basée sur le principe faux que pour rendre un peuple tempérant il suffisait de faire payer la marchandise 400% de plus que le prix de sa valeur intrinsèque.

Je me demande si notre population était moins honnête, moins travaillante, de mœurs plus relâchées quand elle buvait au verre, au lieu de l'obliger à boire aujourd'hui à la bouteille. Je me demande si le peuple, en lui créant toutes sortes de restrictions plus ou moins vexatoires, est plus heureux, plus content de son sort. Je me demande enfin si au contraire le peuple n'est pas fatigué de cet état de choses qui le prive d'un sort auquel il tient le plus, le droit à une plus grande liberté.

Les gouvernements autocrates ne durent qu'un temps. Et j'ose espérer que les campagnes comprendront avant longtemps qu'un gouvernement est à la société ce que le père de famille est à ses enfants, c'est-à-dire qu'on ne doit pas martyriser une partie de sa population, même sous le prétexte de favoriser l'autre.

Je termine par une suggestion. Depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, je constate que nous avons vécu des heures qu'on s'accorde à dire tragiques et douloureuses. J'ai assisté, au cours de ma carrière médicale, à des scènes de douleur et de désespoir. Mais jamais, messieurs, ces scènes n'ont été plus pénibles pour

moi que lorsque la mère payait de sa vie la venue au monde de son enfant. Je ne crains pas d'affirmer que, dans la plupart des cas, ces accidents mortels auraient pu être évités par la prévoyance du médecin et l'éducation de nos mères.

De même, dans un autre ordre d'idées, nous avons assisté dans cette province à une mort tragique et à une naissance. Cette mort, ce désastre financier aurait pu être évité par la prévoyance de nos gouvernants doublée de la confiance du public dans nos institutions, et c'est la raison d'être de la suggestion que je soumets devant cette Chambre.

Sans faire allusion à aucun débat antérieur, mais ne songeant qu'aux intérêts de notre province qui se rattachent à la question budgétaire, pour empêcher la répétition future d'une nouvelle catastrophe, je crois qu'il est du devoir de cette Chambre de demander au gouvernement fédéral d'obliger nos banques à partager leurs risques.

En adoptant cette politique, nos banques ne suivraient que l'exemple qui leur est donné par les compagnies d'assurance sur le feu. Nous ne voyons jamais une compagnie d'assurance sur le feu, si forte soit-elle, épouser un risque considérable. En se protégeant, elle protège les assurés. Il doit, à mon avis, en être de même pour les banques. Je comprends qu'il faut de grands capitaux pour financer une grosse entreprise, mais je comprends également, et tout le monde le concède, qu'il faut encourager la petite industrie et le petit commerce. Il arrive malheureusement tous les jours que des cultivateurs, des commerçants, des industriels se voient refuser leur part d'escompte à leur banque, précisément parce que ces grosses entreprises ont drainé et mis à sec les coffres de la banque.

Avec cette nouvelle loi, toutes les banques trouveront leur profit, car de deux choses l'une: ou l'affaire est bonne ou mauvaise. Si l'affaire est bonne, aucune banque n'hésitera à prendre sa part du gâteau et, si elle est mauvaise, le refus de ces banques d'épouser ces risques deviendra par le fait même une garantie de premier ordre pour le déposant. C'est le but que nous poursuivons tous, c'est-à-dire asseoir nos banques sur des bases solides et ramener la confiance de nos gens envers nos institutions bancaires.

Je ne prétends pas avoir découvert la pierre philosophale, mais je crois que cette pierre dégrossie mérite que ses angles trop saillants soient polis et repolis pour nous apparaître peut-être comme la pierre d'achoppement qui sera la sauvegarde et des déposants et des actionnaires et des clients de nos banques canadiennes. Les humbles, les sans-grade y trouveront leur profit, et nous

n'entendrons plus, je l'espère, des députés faire appel à la race, nous traiter de sans-entrailles pour en sauver d'autres ne surveillant pas assez l'argent de leurs déposants, méritant peut-être l'épithète mieux que nous.

**M. Lafrenière (Richelieu):** Deux grands événements ont marqué le commencement de l'année. Je veux parler de la disparition soudaine de l'honorable L.-P. Brodeur qui venait d'être élevé au poste de lieutenant-gouverneur de cette province et de la nomination de l'honorable Narcisse Pérodeau pour le remplacer. Au sujet de l'honorable M. Brodeur, j'exprime mes regrets les plus profonds et l'assurance de notre perpétuel souvenir. Je dépose, aux pieds du nouveau représentant de Sa Majesté au milieu de nous, l'hommage de mon respect, de ma loyauté et de ma profonde considération ainsi que l'hommage de mon comté, qui se trouve à avoir l'insigne honneur de compter l'honorable M. Pérodeau au nombre de ses enfants.

Le plus grand honneur auquel un citoyen de cette province puisse prétendre a été décerné à un homme dont la carrière entière a été édifiée par un travail constant, l'équité la plus parfaite et un vaste savoir qu'il mit au service de ses concitoyens. Lié à une profession importante dans notre société civile et dont l'origine remonte aux premiers temps de la colonie, l'honorable M. Pérodeau a été l'un des plus sûrs continuateurs de l'oeuvre des notaires de cette province en tant que cette oeuvre se rapporte à la prospérité de notre sol et aux droits de nos personnes.

Il aimait la profession de notaire, au progrès de laquelle il a largement contribué et qu'il considérait comme une institution nécessaire au développement économique de nos populations. Rempli d'attentions vis-à-vis de nos confrères, il s'est toujours montré uni à eux et plein de dévouement à leur égard. Aussi, que de conseils sont tombés de ses lèvres, que de lumières apportèrent à ses jeunes disciples ses inappréciables qualités de praticien. L'hommage, donc, qui se dégage de la position élevée qui lui est confiée rejaillit sur sa profession et sur ses confrères et, au nom de cette profession et de ses confrères, je lui redis le sentiment sincère de notre profonde admiration.

L'honorable M. Pérodeau a toujours été un conseiller prudent, un aviseur habile dans toutes les affaires auxquelles il a été mêlé et les connaissances qu'il possède de nos lois et de notre droit, ses qualités reconnues d'économiste et de légiste en ont fait, depuis longtemps, un guide distingué dans la législation de nos assemblées. Au milieu de

l'activité de la vie sociale, il a su tirer, des circonstances et des événements qui se sont déroulés devant lui, des conclusions et parfois des principes qui ont servi à éclairer l'avenir. Il était difficile de trouver comme dépositaire de l'autorité un homme mieux qualifié.

On a dit récemment, au sujet des deux nouveaux membres admis à l'Académie française, que leur courtoisie et leur bonne grâce en avaient fait des élus de leurs confrères. Je pourrais dire que l'affabilité, la courtoisie et la bonne grâce de l'honorable Pérodeau en font non seulement l'élue du roi, mais, quoi qu'on ait pu dire, l'élue de tous.

Le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) a soumis à cette Chambre, il y a quelques jours, l'exposé de nos affaires. Il a annoncé un surplus d'au-delà de un million des recettes sur les dépenses pour la dernière année fiscale. Par les temps difficiles que nous traversons, alors que d'autres gouvernements ne peuvent équilibrer leur budget, c'est un beau résultat et personne ne s'en plaindra. Pour ma part, j'en félicite le gouvernement. Et les prévisions indiquent que notre réserve augmentera encore au cours de la prochaine année et, pour cette prochaine année, le budget comporte de fortes appropriations aux différentes branches de l'administration.

Le discours du trône et l'exposé budgétaire nous indiquent le programme du gouvernement. D'après ce programme, notre province continuera à se développer. Nous ne reculerons pas du poste que nous occupons. Comme toujours, le gouvernement se montre soucieux des intérêts de notre population. Dans les différents ministères, les soins les plus grands sont apportés afin de rendre les services les plus efficaces possible.

Je crois que la politique du gouvernement est une bonne politique de progrès qui inspire confiance en l'avenir. Déjà, quelle distance parcourue dans tous les domaines! Dans l'agriculture, dans la colonisation, dans nos travaux publics, dans le domaine de nos terres et forêts, dans la voirie, dans l'instruction publique. L'agriculture, la voirie, l'instruction publique, voilà la base du progrès, de la prospérité, dans notre province. Quelle distance il y a entre le cercle agricole d'autrefois et nos sociétés d'agriculture d'aujourd'hui! Entre les chemins de charrette de nos pères et notre voirie améliorée; entre l'école d'il y a 30 ou 40 ans et nos écoles actuelles, car je ne veux parler ici que de l'instruction élémentaire. Et, quand je vois le gouvernement pourvoir dans le budget aux développements de toutes ces branches, je suis confiant dans l'avenir. Je vois malheureusement que ce n'est pas là l'avis de l'opposition.

Je crois que c'est une assertion gratuite de la part du député de Maisonneuve (M. Pellerin) que de dire que la loi des liqueurs patronisée par l'honorable premier ministre oblige les citoyens de la province à boire à la bouteille au lieu de boire au verre comme autrefois. Je soutiens au contraire que la loi créée par la législature est une véritable loi de tempérance et que le gouvernement doit être félicité pour l'avoir suggérée à la Chambre et l'avoir fait adopter. N'est-il pas mieux de voir aujourd'hui ceux qui désirent boire apporter à leur domicile les liqueurs qu'ils peuvent acheter aux magasins de la commission plutôt que de les voir comme autrefois, et c'est ce qu'il y avait de déplorable, rentrer dans une vulgaire buvette et y consommer plusieurs verres avec des amis, pendant que, probablement, leurs épouses attendaient après leur salaire qu'inconsciemment ils buvaient, quitte ensuite à le regretter amèrement?

Il est encore mieux que la loi actuelle permette au gouvernement de réaliser les recettes qu'il consacre à l'amélioration de notre système d'éducation, en octrois pour l'agriculture, la colonisation, que de voir le commerce des liqueurs entre les mains de quelques commerçants privilégiés qui s'enrichissent aux dépens du peuple. La loi des liqueurs a donné de bons résultats. Elle en donnera d'autres encore, et le député de Maisonneuve ne prouve pas qu'il est très renseigné quand il soumet à la Chambre des arguments comme ceux qu'il a énoncés.

Je me réjouis de la disparition du système de la "traite", qui a puissamment aidé à la tempérance. On a dit que le gouvernement pourra s'emparer du commerce du tabac. Je m'en réjouirais.

Les banques dépendent du pouvoir fédéral et ces institutions financières n'ont rien à faire avec le gouvernement de la province.

Je félicite de nouveau le gouvernement pour sa bonne administration et je souhaite que ce gouvernement demeure longtemps encore à la tête de l'administration des affaires de la province, au progrès de laquelle il a contribué pour une large part depuis un quart de siècle. J'ai confiance dans l'esprit de patriotisme des membres du gouvernement pour garder la province de Québec à la tête de la Confédération.

**M. Lamoureux (Iberville)** discute le budget, et tout particulièrement la situation actuelle des cultivateurs de notre province. Il fait l'éloge du gouvernement et proteste de son allégeance au Parti libéral dont il déclare avoir arboré le drapeau durant sa campagne électorale, drapeau qu'il affirme avoir conservé sans toutefois désirer en

devenir esclave.

Certains journaux m'ont annoncé, dit-il, comme conservateur et partisan du chef de l'opposition. Je ne sais où ils avaient pris ce renseignement et je désire déclarer à cette Chambre que, durant mon élection, je me suis présenté devant le peuple comme libéral et que je suis encore un chaud libéral, malgré que je ne veuille pas devenir l'esclave de mon parti et que je me propose de voter librement à chacune des questions qui nous seront soumises.

Depuis le début du débat sur le budget, on s'est apitoyé sur le sort de l'agriculteur et l'on a suggéré, de part et d'autre, bien des remèdes à la situation déplorable dans laquelle il se trouve. Je représente un comté agricole, l'un des comtés les plus agricoles de cette province, et j'appartiens moi-même à une famille qui depuis bien des générations s'est toujours intéressée grandement à l'agriculture. J'ai manié et je manie encore la charrue, et crois être en mesure de dire quelles sont les véritables causes de la situation actuelle des cultivateurs.

On traverse une crise, mais la bonne récolte de cette année a permis d'améliorer la situation. La première cause de la crise, c'est la guerre, car de 1896 à 1914 les cultivateurs ont été heureux. Pendant la guerre aussi, les cultivateurs ont fait de l'argent, ont vécu dans un confort absolu, ont acheté des terres à des hauts prix, se sont intéressés dans une foule d'entreprises et, dès que l'armistice fut signée et que les effets de la guerre se firent sentir, la valeur des terres baissa considérablement, les cultivateurs ne pouvaient vendre leurs produits aux mêmes prix, et ce ne fut pas long avant qu'ils se vissent dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations.

Pendant la guerre, le gouvernement tory d'Ottawa adopta la mesure de conscription et ne tint pas la promesse qu'il avait faite en 1916 d'exempter les fils de cultivateurs. Nos fils durent partir. Je sais ce que je dis, un de mes frères s'est enrôlé volontairement et a dû passer trois années dans les tranchées. Qu'est-ce qui est arrivé? Quand la conscription est venue, un grand nombre de fils de cultivateurs ont passé la ligne 45°. Ils se sont en allés aux États-Unis. J'en appelle aux députés de Missisquoi (M. Saurette), de Saint-Jean (M. Bouthillier), de tous les comtés environnant le mien. L'agriculture a donc manqué de bras, et ceci influa encore beaucoup pour rendre plus critique la crise à laquelle nous devons faire face. Est-ce la faute du gouvernement de Québec si le gouvernement tory d'Ottawa vota la conscription et s'il n'a pas tenu sa promesse et nous a enlevé nos fils, qui

auraient pu rendre de bien meilleurs services sur la terre que dans les tranchées où l'on aurait pu se passer d'eux?

Les cultivateurs, en 1920, durent subir une désastreuse disette qui compromit fort leurs récoltes. Celles-ci ne rapportèrent pratiquement rien. Je demande aux membres de la gauche, aux amis du chef de l'opposition et à ce dernier si c'est la faute du gouvernement si les cultivateurs ont souffert de cette disette. La conscription avait forcé plusieurs fils de cultivateurs à émigrer aux États-Unis et la même chose se répéta quand la disette ruina même quelques fermiers.

Mais ce n'est pas tout. On admettra que les cultivateurs n'ont pas de marchés pour écouler leurs produits et que cet état de choses n'existerait pas si les amis des membres de l'opposition n'avaient pas lutté et empêché l'adoption de la politique de Sir Wilfrid Laurier, le traité de réciprocité, en 1911. Si ce traité n'a pas été signé, si nous manquons de marchés à cause de cela, est-ce encore la faute du gouvernement de la province ou des conservateurs qui ont encore une fois montré leur coupable imprévoyance?

En 1922, nous avons eu le traité de Fordney, qui ferme aux cultivateurs le marché américain. Est-ce la faute au gouvernement de Québec si nous n'avons plus de marché des États-Unis pour nos produits? Les cultivateurs, qui avaient fait de l'argent, ont manqué aussi de prévoyance.

Il veut trouver un remède à la situation qui existe et le meilleur qu'il suggère au gouvernement, c'est de continuer sa politique actuelle. Il veut féliciter tout particulièrement les ministres de la Voirie, de l'Agriculture et le secrétaire provincial (les honorables Perron, Caron et David), dont les ministères intéressent d'une façon toute particulière les cultivateurs.

Je suis libéral. J'ai été élu comme libéral, mais j'ai promis de ne pas être esclave de mon parti. J'ai dit cependant que, lorsqu'une chose est juste, je le dirais et je vais le dire. Je veux d'abord faire des remerciements au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) pour la façon dont il traite les municipalités. Grâce à lui, nous avons eu des belles routes bien entretenues. Les travaux considérables que le ministre de la Voirie a faits dans nos campagnes ont empêché un grand nombre de jeunes gens d'émigrer aux États-Unis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'est pas ici, le ministre de la Voirie. Il est au Conseil législatif.

**M. Lamoureux (Iberville):** Ah! le ministre

de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) qui le représente ici lui transmettra bien mes remerciements.

Il se dit absolument satisfait de la façon dont la loi des bons chemins a été mise en vigueur dans son comté. Cette loi a valu au comté d'Iberville des bons chemins dont il est fier. Ce comté ne voudrait jamais retourner à l'ancien système des mauvais chemins. Il raconte aussi les misères que les municipalités de son comté ont eues au sujet de la voirie. Dans une paroisse de son comté, entre autres, le ministre de la Voirie a fait des estimés de \$50,000 pour la construction d'un chemin. Cette municipalité a trouvé que le prix était raisonnable.

Il s'adresse ensuite au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et reconnaît que ce dernier a beaucoup fait pour la classe agricole. Il sait que les octrois accordés aux cercles agricoles et pour les fermes expérimentales ont été très considérables et il affirme que les cultivateurs d'Iberville savent gré au gouvernement pour sa générosité sous ce rapport. Il le félicite pour toutes ses activités, ses concours de labour entre autres choses. Il dit avoir gagné un ou deux prix pour le labour. (Applaudissements) Il se déclare en faveur du crédit agricole et demande au gouvernement de remettre cette question à l'étude. Il est d'avis que les caisses populaires devraient être plus répandues.

S'adressant ensuite au secrétaire de la province (l'honorable M. David), qu'il appelle le ministre de l'Éducation, il le remercie pour tous les octrois accordés à l'instruction publique dans son comté, surtout pour celui qui a permis l'établissement d'un collège dans sa paroisse. Il exprime la reconnaissance de tous ses concitoyens des campagnes pour le geste généreux que le ministre a eu envers la petite école du rang. Si vous vous occupez davantage de la petite école de rang, dit-il, on vous élèvera un monument comme à votre honorable père. Il a fréquenté cette école autrefois; c'est même la seule qu'il a fréquentée, et il constate aujourd'hui que ses fils ont beaucoup plus d'avantages qu'il en avait lui-même pour acquérir une éducation convenable et devenir de braves cultivateurs. Je suis heureux d'être ce que je suis, mais je suis fier de mes fils, je suis fier du gouvernement qui en a fait, par sa politique, des hommes cultivés qui sauront faire progresser leur patrimoine ou du moins en assurer la subsistance.

Il déclare de nouveau que le gouvernement mérite la reconnaissance des cultivateurs et que c'est pour accomplir un devoir sacré qu'au nom de ses électeurs il s'est levé pour faire un exposé de

leur situation et remercier le gouvernement pour ce qu'il a fait pour eux.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Subsides

La Chambre continue le débat sur la motion de formation en comité des subsides.

**M. Renaud (Laval):** Nous avons entendu un député indépendant, cet après-midi, qui s'est déclaré favorable au gouvernement. Nous en avons vu avant aujourd'hui des députés indépendants qui se sont ralliés au gouvernement, mais nous ne les revoyons plus en Chambre.

À ma première élection, les cultivateurs avaient voté contre moi parce qu'ils n'avaient pas encore reçu leurs comptes pour les chemins. Aux dernières élections, ils avaient reçu leurs comptes et ils ont voté pour moi. Ah! M. l'Orateur, le gouvernement se vante d'avoir gagné les comtés ruraux aux dernières élections. Eh bien, je vais vous en donner l'explication. Depuis 1921, le gouvernement n'a pas envoyé un seul compte aux comtés ruraux de la province et c'est pour cela que les cultivateurs n'ont pas voté contre le gouvernement. Mais lorsque le gouvernement, pour payer l'intérêt sur l'argent des chemins, aura envoyé leurs comptes aux électeurs de Champlain et d'ailleurs, les cultivateurs ne voteront plus pour le gouvernement. C'est bien beau de se dire populaire quand on fait voter les gens sans leur dire ce qu'ils auront à payer pour leurs chemins.

Il accuse le gouvernement d'extravagance et d'imprévoyance dans les dépenses qui se font pour la voirie et qui font que nos paroisses rurales sont endettées outre mesure. À Saint-Léonard-de-Port-Maurice, on a chargé \$11,000 pour un compte.

**M. Hamel (Portneuf):** C'est épouvantable!

**M. Renaud (Laval):** Oui, c'est épouvantable! Saint-Léonard-de-Port-Maurice a reçu des estimés pour \$70,000. Je suis venu à Québec et j'ai protesté auprès du ministre du temps, l'honorable M. Tessier. Je lui ai dit: "Vous n'êtes pas pour nous charger si cher que ça."

Des députés ministériels rient.

**M. Renaud (Laval):** Ah! vous pouvez rire,

messieurs les ministériels, mais vous riez jaune. Je suis allé à Saint-Léonard et j'ai dit au conseil municipal: "Ne vous occupez pas du gouvernement." Les contribuables sont allés chercher un rouleau dans la paroisse voisine. Ils ont fait leur route et ils ont ménagé \$4,000 à la municipalité et \$13,000 au gouvernement.

J'ai été bien surpris de voir le premier ministre se lever plus mort que vif et nous dire que, si l'on ne votait pas à la vapeur la loi des banques, la province s'en allait à un désastre national. Le premier ministre ne m'avait pas habitué à le voir pleurnicher de cette manière. Depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, je l'ai toujours entendu vanter la province grâce à son bon gouvernement. Pourquoi tromper ainsi le peuple de cette province du jour au lendemain?

Ah! Il y a des surplus. Je ne crois pas aux surplus du gouvernement. Le gouvernement avec ses surplus me fait penser à un de mes amis qui disait: "J'ai fait la meilleure année que j'ai jamais faite, j'ai vendu deux terres; j'ai retiré beaucoup d'argent. J'ai fait la meilleure année que j'ai jamais faite."

D'après les comptes publics, le gouvernement qui se vante de ses surplus a retiré trois millions de la loi des liqueurs. C'est une taxe directe à cause du prix de la boisson. Ce n'est pas le rôle du gouvernement que de vendre du whiskey et l'on a eu tort d'enlever ce commerce aux négociants. Ces derniers faisaient une vingtaine de millions par année avec ce commerce qui ne rapporte que trois ou quatre millions par année, tout en vendant beaucoup plus cher. Il y a donc quelque chose qui ne va pas dans l'administration de cette loi. Le système de la vente d'une bouteille à la fois est ridicule. Cela oblige les gens à aller 25 fois au magasin de la commission pour faire une noce. C'est une loi d'hypocrisie. On a organisé toute une armée de "spotters" pour faire arrêter les gens. On a enlevé le commerce au peuple, mon ami Dufresne vous l'a dit. Mais on n'a pas empêché de boire. Le gouvernement se vante d'avoir fait une loi de tempérance. On la connaît, leur loi de tempérance. Continuez de rire à droite, mais je vois bien que vous riez jaune. (Murmures)

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Le public dans les galeries est prié de ne pas manifester.

**M. Renaud (Laval):** Je termine, M. l'Orateur, non pas parce que je n'en ai pas encore beaucoup à dire.

Il revendique finalement l'autonomie des municipalités. Qu'on laisse donc les conseils

municipaux libres! Si on continue d'imposer des obligations au cultivateur, il sera bientôt obligé de vendre tous ses bestiaux. Il sera obligé de vendre ses boeufs, ses cochons, pour payer les taxes du gouvernement.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai entendu, au cours des derniers jours, le chef de l'opposition faire de magnifiques avances au gouvernement en disant, par exemple, qu'il coopérerait à toutes les mesures saines qu'il présenterait. Toutefois, nous n'avons jusqu'ici que vu partir des flèches assez acérées des rangs de l'opposition à l'adresse du gouvernement pour n'importe quelle mesure qu'il présentait. Pour ma part, je n'ai entendu du côté de l'opposition que des discours acerbes, faits seulement dans le but d'accumuler du capital politique. Mais celui qui m'a le plus surpris, c'est le député de Témiscouata (M. Langlais). Ce dernier a été jusqu'à blâmer le gouvernement de construire trop de routes. C'est vrai qu'actuellement, à cause des chemins, certaines de nos municipalités sont endettées. Elles l'étaient autrefois aussi mais sans qu'elles ne retirent rien des routes; aujourd'hui, il leur vient toutes sortes de revenus par les routes. La politique de la voirie a valu à notre province le plus beau réseau de routes qu'il y ait dans le pays.

Nous avons la même politique à défendre dans les campagnes que dans les villes, et l'on sait nos succès. C'est que dans nos campagnes les cultivateurs et les colons vivent heureux. Comment se fait-il que la classe ouvrière ne soit pas heureuse dans les villes, d'après ces messieurs de l'opposition qui la représentent? Nous avons dans les villes comme dans les campagnes les effets de la même politique, même bonne et excellente politique qui fait la prospérité de la province. La population rurale n'a pas été négligée par le gouvernement, loin de là. Que les messieurs de l'opposition, qui sont tous de Montréal et qui ne savent rien de ce qui se passe dans les campagnes, aillent chanter cette chanson ailleurs! On nous a parlé de la vache à lait que serait Montréal pour la province. Pour ma part, je crois que Montréal reçoit largement des populations rurales; et c'est ce qu'elle reçoit qui fait sa richesse. Montréal paie des taxes suivant le chiffre de sa population et aussi à cause de la présence de bureaux-chefs de compagnies qui font affaire dans toute la province.

Il soutient que la moralité des gens de la province est aussi bonne à l'heure actuelle qu'elle l'était il y a 25 ans.

Il remontre à la Chambre le tableau des cheminées, grandes et petites, que le député de

Jacques-Cartier (M. Patenaude) a dessiné en traits si frappants. Il fait l'éloge de la population si brave, si courageuse, si honnête, de Chicoutimi, qui est heureuse grâce à la politique du gouvernement. Il lance un défi aux députés de Montréal. J'étais venu, dit-il, pensant que vous étiez sincères; vous avez peut-être plus de talent que nous, mais vous nous avez froissés et vous avez tort de dire que Montréal, c'est toute la province de Québec. Il reproche à l'opposition tous ses discours et au député de Témiscouata (M. Langlais) il dit qu'il n'aurait pas été élu s'il avait prononcé dans son comté le discours qu'il a prononcé en Chambre. Il invite les députés de l'opposition à se rendre à Chicoutimi pour y prêcher la politique qu'ils ont prônée durant les dernières élections générales. Il dit que les colons de son comté sont satisfaits de la politique du gouvernement à l'égard de la colonisation. Au député de Laval (M. Renaud) il déclare que, si les comptes des chemins n'ont pas été envoyés, c'est qu'on attendait le 40% que doit payer le gouvernement d'Ottawa.

On parle des taxes, mais la province peut-elle s'administrer sans des taxes? C'est comme un conseil municipal qui ne peut pas faire autrement que d'en imposer. Du reste, avec ces taxes dont l'opposition seule se plaint, que de choses le gouvernement n'a-t-il pas accomplies! Il lui faut nécessairement une source de revenus pour lui permettre les dépenses qu'il fait pour l'administration de la province.

Du reste, toutes les critiques de l'opposition ne sont qu'un tissu de contradictions. Il ne peut pas en être autrement quand on sait son caractère hétéroclite. L'opposition clame son grand amour pour le cultivateur et le colon et, cependant, nous l'avons vue aujourd'hui même faire de l'obstruction sur la mesure des banques, qui pourtant venait directement au secours des cultivateurs. Il dit que des centaines et des milliers de personnes dans son comté avaient investi leur épargne dans la Banque Nationale.

Il conclut en félicitant le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les débats de cette session ont été beaucoup plus vivants que ceux de l'année dernière et des précédentes sessions. Je félicite tous les orateurs des deux côtés de la Chambre qui ont pris part à ce débat. Je ne fais pas exception pour le député de Chicoutimi (M. Delisle), bien qu'il ait eu la seule parole malheureuse du débat, en prétendant que l'opposition n'a pas de droit dans cette Chambre. L'opposition est nécessaire et son utilité est reconnue par tous les auteurs de droit parlementaire. L'opposition

n'a pas toujours été conservatrice dans cette Assemblée. La plus violente des oppositions que jamais l'on ait vue ici était libérale. On a même dit que le Parti libéral était un parti d'opposition. Le Parti libéral n'a-t-il pas eu recours à tous les moyens de violence possibles contre les administrateurs du temps? Que n'a-t-il pas dit contre Sir John Macdonald et Langevin à propos de l'émigration des nôtres?

Le gouvernement se déclare heureux qu'il y ait maintenant une opposition. On proclame que c'est mieux pour notre régime représentatif, mieux pour le peuple, et cependant le gouvernement dit qu'à la prochaine occasion il va détruire et pulvériser toute l'opposition. Les ministres auraient tort de se contredire. Ils montrent simplement leur désir de gouverner seuls, à leur guise, en rois et maîtres, sans surveillance, sans opposition, avec une presse entretenue aux frais du peuple. C'est heureux qu'il y ait une opposition et une presse libre pour surveiller l'administration publique.

Certes, je reconnais qu'il y a dans le gouvernement des hommes sincères, bien intentionnés, qui ont des oeuvres à leur crédit. Le gouvernement a fait du bien et l'opposition l'a approuvé dans ces cas. Ce n'est pas parce qu'un gouvernement serait libéral qu'il ne songerait qu'à faire du mal. Ce n'est pas un parti au pouvoir depuis 25 ans qui pourrait n'avoir fait que des actes néfastes à son bilan. L'opposition a eu aussi son mérite puisqu'on a accepté souvent ses suggestions. Mais tout homme peut se tromper et en critiquant le gouvernement nous ne méritons pas le titre de défaitistes. Le gouvernement ne fait montre ni de justice, ni de bravoure, ni de logique en traitant ainsi les membres de l'opposition. Défaitistes, défaitistes, Laurier, Turgeon, Marchand, Dechêne, le premier ministre actuel, qui ont été les critiques acerbes des gouvernements! Non, pas un député n'osera venir dire qu'un de ces hommes a été défaitiste. Louis Fréchette, ancien député libéral, qui a fait honneur à sa province et à sa race, était-il un défaitiste parce qu'il critiquait le gouvernement? Nous ne sommes pas des défaitistes parce que nous avons voulu arrêter l'exode des nôtres en le signalant au gouvernement.

Composé d'hommes faillibles, le gouvernement ne peut être aussi parfait que le disent les ministres et leurs partisans. Aux jours de grande prospérité, le gouvernement s'attribuait les résultats de cette prospérité, il reprochait à l'opposition de partager les responsabilités et les mérites. N'avons-nous pas raison de nous rappeler qu'on nous regardait avec moquerie, nous de la petite opposition, quand nous osions douter de cette grande

prospérité? Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), avec cette habileté, avec cette rouerie qu'on lui connaît, nous disait: "Si la province est prospère, c'est grâce au gouvernement." Aujourd'hui qu'il y a crise, le ministre s'écrie: "Ce n'est pas de notre faute!"

La presse du gouvernement disait au peuple: "Avec un bon gouvernement comme nous en avons un, vous pouvez être sûrs que vous aurez le bonheur éternel sur la terre." Les amis du gouvernement prétendaient que le gouvernement de Québec était un gouvernement modèle et un exemple pour toutes les provinces du dominion, les États-Unis et d'autres pays dans le monde. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) nous disait même l'an dernier que les nations d'Europe s'inclinaient devant la province de Québec, grâce probablement au gouvernement de génies que nous avions.

Aujourd'hui que nous traversons une crise, le gouvernement rejette toute responsabilité sur cette crise. Soyons plus raisonnables. Il ne serait pas juste de faire peser tout le poids de la crise sur le dos du gouvernement de Québec, mais j'accuse le gouvernement de n'avoir pas su prévoir, d'avoir faussé l'éducation du peuple, de l'avoir incité à assumer des obligations très lourdes, de lui avoir promis que, avec des administrateurs comme ceux de Québec, la prospérité et le bonheur du peuple devaient être éternels.

Aujourd'hui, le peuple se trouve en face d'une situation qui affaiblit les courages et fait des ruines. Quelle est cette situation après 25 ans de gouvernement par ceux qui se proclament des administrateurs incomparables? La dette a augmenté de plus de un million par année. Avec les conséquences des responsabilités assumées, elle s'élèvera bientôt à 100 millions. Les taxes ont triplé, le budget du citoyen est augmenté de 70%, les taxes municipales et scolaires sont augmentées fabuleusement, les cultivateurs se découragent, nos gens quittent la province par milliers et le crédit national est menacé par des entreprises ruineuses, entreprises encouragées par le gouvernement. Notre crédit national serait menacé si l'État n'était obligé d'engager davantage le crédit de la province pour sauver du désastre des entreprises privées.

Mon ami, le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), vous a donné des détails intéressants de la dette qui pèse sur le contribuable de la province. La dette fondée de la province qui, en 1914, était de 24 millions de piastres était, en 1923, de 57 millions; la dette non fondée qui, en 1914, était de 26 millions et demi était, en 1923, de plus de 58 millions et demi; le passif direct qui était, en

1921, de 58 millions de piastres est aujourd'hui au-delà de 62 millions, soit un million d'augmentation par année depuis 25 ans.

Le passif des municipalités était en 1914 de \$141,834,276 et en 1921 de \$231,232,276, soit une augmentation d'environ 90 millions de piastres en huit ans, soit environ 13 millions par année. Les années 1922 et 1923 accusent une augmentation considérable. En 1922-1923, les emprunts municipaux s'élèvent à 30 millions, en chiffres ronds. Les cités ont emprunté \$126,000,000; les villes, \$2,000,000; les villages, \$517,996; les paroisses, \$509,102; les cantons, \$122,600. Les conseils de comté payaient, en 1914, \$339,255 et, en 1923, au-delà de \$700,000; paiements extraordinaires en 1914, \$15,345 et, en 1923, au-delà de \$35,000.

Le passif des corporations scolaires en 1914 était de \$24,700,627; il s'élève aujourd'hui à plus de \$50,000,000. En 1922-1923<sup>4</sup>, il était de \$45,881,001, tout près de 46 millions. Il y a eu augmentation depuis. Les taxes municipales et scolaires sont dues en partie à la législation du gouvernement de Québec. Elles ne comprennent rien de relatif à l'administration fédérale. Elles sont des taxes indirectes dont le gouvernement de Québec est responsable.

Voici maintenant ce que les contribuables ont payé en 1923 au gouvernement de Québec pour successions, lois des licences, corporations commerciales, timbres judiciaires et timbres d'enregistrement: Arthabaska, \$55,887.01; Beauce, \$45,462.37; Beauharnois, \$70,516.85; Bedford, \$150,707.91; Bonaventure-Gaspé-Îles-de-la-Madeleine, \$20,060.12; Charlevoix-Saguenay, \$38,590.70; Chicoutimi-Lac-Saint-Jean, \$56,284.40; Hull, \$114,780.36; Iberville, \$43,958.17; Joliette, \$81,706.50; Kamouraska, \$34,199.11; Labelle, \$14,795.82; Montmagny, \$19,484.57; Montréal, \$5,590,593.88; Nicolet, \$10,719.43; Pontiac, \$15,994.90; Québec, \$640,910.15; Richelieu, \$35,105.98; Rimouski-Matane, \$32,883.39; Saint-François, \$235,815.93; Saint-Hyacinthe, \$63,160.77; Témiscouata, \$14,135.17; Trois-Rivières, \$130,763.47. Soit au-delà de sept millions de piastres. En retranchant Montréal et Québec, il reste une balance de près de un million et demi pour les autres localités.

La loi des liqueurs a donné au gouvernement, en 1923, \$3,000,000. Comme le faisait remarquer si justement le député de Laval (M. Renaud), le gouvernement en vendant sa boisson à des prix élevés n'impose-t-il pas une taxe directe sur chacun de ses clients?

La loi relative aux écoles de réforme et d'industrie était dénoncée par les libéraux comme

un système d'impôts injuste et arbitraire, contraire aux principes économiques les plus universellement connus quand elle rapportait \$932.72. Loin de l'abolir, le gouvernement en a tiré, en 1923, \$182,616.25. La loi relative aux asiles d'aliénés était décriée comme étant une "taxe injuste et vexatoire", alors qu'elle ne rapportait que \$9,342.57. Le gouvernement, loin de l'abolir, en a tiré, en 1922, \$695,461.43, dont \$630,098.25 provenant des contributions municipales, et, en 1923, \$586,891.08, dont \$526,793.56 provenant des contributions municipales.

Le gouvernement est allé gratter jusque dans les fromageries et les beurrieres, et la taxe sur les fabriques de beurre et de fromage lui a rapporté, en 1922, \$27,240 et, en 1923, \$25,975. L'opposition l'a forcé à enlever cette taxe avant les dernières élections. Le gouvernement taxe les assurances mutuelles de paroisse contre les incendies et la taxe sur les assurances lui a rapporté, en 1923, \$75,841.62.

Le gouvernement se vante de sa politique de voirie et il s'attribue le mérite de l'amélioration des chemins. Il n'a aucune raison de s'enorgueillir. Les intérêts payés par les municipalités intéressées dans les travaux de voirie compensent bien pour les sommes dépensées. Les municipalités, quoi qu'en disent les amis du gouvernement, paient beaucoup plus que le gouvernement l'affirme. Les intérêts payés par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins lui ont rapporté, en 1922, \$432,040.59, plus \$8,591.05 en vertu de la section 20 de la loi des bons chemins; \$18,867.92 en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2; et, en 1923, \$445,271.98 en vertu de la loi des bons chemins, plus \$11,942.31 en vertu de la section 20 de la loi des bons chemins et \$25,094.67 en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.

Quand le gouvernement dit que la taxe par tête dans notre province est la moins élevée de celles de toutes les autres provinces du dominion, il ne considère pas que, dans le Québec, les familles sont beaucoup plus nombreuses que dans les autres provinces. C'est le chef de la famille qui paye la taxe et c'est sur cette base que le gouvernement devrait établir sa statistique. J'invite le gouvernement à partir de cette base et à faire la comparaison entre les taxes du gouvernement, des corporations municipales et des corporations scolaires du Québec avec celles des autres provinces.

Dans Yamaska, le ministre de la Voirie, pas celui qui est dans cette Chambre<sup>5</sup>, mais celui qui est au Conseil législatif, nous a dit que les cultivateurs ne payaient pas de taxes. Dans une brochure libérale, je vois que l'on prétend que les cultiva-



teurs ont reçu du gouvernement \$1,200,000. Qu'est-ce que c'est, comparé à ce que les cultivateurs paient d'impôts?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il y a eu une erreur dans cette brochure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon honorable ami est souvent victime d'erreurs d'impression.

Les surplus du gouvernement sont fictifs et ne sont proclamés que pour jeter de la poudre aux yeux. Ils sont injustifiables. Ils sont dus en partie à un détournement de comptabilité, au résultat d'un commerce abusif et scandaleux, comme celui des "bootleggers" et de la Commission des liqueurs, et à l'augmentation constante des taxes, des revenus que le gouvernement arrache au peuple. Est-ce que l'on peut prétendre que la population est plus heureuse? Surplus! oui, dans les discours du gouvernement, mais pas dans nos foyers. Et c'est ce qui nous intéresse. Il n'y a pas un seul conseil municipal qui taxe pour se faire des surplus. Il n'y a pas un seul conseil municipal qui s'empare du commerce des citoyens ou qui s'empare des revenus des autres. Si le gouvernement imitait nos conseils municipaux, il n'aurait pas de surplus l'an prochain.

Un gouvernement qui se vante d'avoir des surplus chaque année depuis 25 ans, qui augmente les impôts du peuple et la dette d'au-delà de un million par année; un gouvernement qui enlève le commerce au peuple pour se faire des revenus et qui augmente toujours quand même les taxes, la dette et les dépenses ne peut être loué.

J'accuse le gouvernement de tromper la Chambre par ses comptes publics inexacts et je dis que la dépense de l'argent voté par les représentants du peuple n'est pas contrôlée. Cependant, je maintiens avec l'appui de toutes les plus hautes autorités parlementaires que la dépense des deniers votés par le Parlement doit être contrôlée par l'auditeur de la province. Nous avons cet officier. Il a été nommé en vertu d'un statut qui fait loi. Que fait-il? Exerce-t-il ses fonctions avec compétence?

Voici un exemple. Comment se fait-il qu'il y ait au Conseil législatif des sièges vacants depuis trois ans et que le montant mentionné dans les comptes publics pour l'indemnité des conseillers est de \$48,000, quand il devrait être de \$40,000, puisqu'il y a eu jusqu'à quatre sièges de vacants? Où sont allés les \$8,000? Est-ce un virement de fonds? Il n'y a pas de statut qui autorise un tel virement. On n'a pas payé de rentes à ceux qui sont partis. J'invite le ministre de l'Agriculture

(l'honorable M. Caron), qui semble disposé à me suivre, à m'expliquer ce point. Serait-ce une faute d'impression? Il y a manque de contrôle dans les comptes publics et ceux qui applaudissent aux surplus pourraient bien être obligés d'avoir à expliquer devant certain comité ces comptes qui ne sont pas contrôlés.

Contrairement à l'article 659 des statuts refondus, M. Lanctôt, assistant procureur général, doit rendre des comptes pour un quart de million. Il a négligé d'agir. Ces comptes sont des mandats comptables. Il n'a pas le droit d'en faire un rapport conforme à notre constitution. C'est une véritable violation constitutionnelle et je proteste contre ces abus de pouvoir, contre ce manque de contrôle dangereux. Plus que cela, le gouvernement n'a pas encore exécuté l'ordre que la Chambre a voté l'an dernier pour la production de ces états de compte.

Il rappelle le mot du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron): "Cessons donc de faire appel aux préjugés." Dans une assemblée publique, je me souviens, dit-il, qu'un appel aux préjugés du ministre de l'Agriculture a failli causer une bagarre. Il parla de choses du domaine fédéral quand il savait que ses adversaires ne pourraient lui répondre.

Le ministre de l'Agriculture nous a dit que le gouvernement ne taxait que les riches, tandis que ses adversaires taxaient les pauvres. A-t-il dit la vérité? Je lui ai demandé dans une assemblée publique quelle taxe le gouvernement actuel avait abolie. Il m'en a cité une et nous avons découvert que la seule taxe qui eut disparu avait été abolie en 1894. Nous ne taxons que les millionnaires. Depuis quand le colon est-il un millionnaire? Et cependant le colon est taxé. Depuis quand le cultivateur est-il un millionnaire? Et cependant le gouvernement taxe le cultivateur.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a déclaré, dans une assemblée publique, que je ne pouvais pas parler d'agriculture avec plus de compétence que lui, parce que je ne suis pas un agriculteur. Un homme de talent comme le ministre de la Colonisation ne devrait pas tenir ce langage. Je n'ai jamais prétendu que, parce qu'il n'est pas colon, il ne pouvait pas être ministre de la Colonisation. Il y a eu bien des colons de mauvaise foi, mais pas lui.

Il fait un compliment au député d'Iberville (M. Lamoureux) pour son discours plein d'originalité et parle du discours du député de Richelieu (M. Lafrenière). Ce dernier célèbre la loi de tempérance du gouvernement, quand on vient de nous dire que, dans un coin de la province de Québec,

on a vendu 230,000 gallons de liqueurs et de vins.

**M. Renaud (Laval):** C'est effrayant!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour répondre au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), je suis protectionniste, fermement et franchement protectionniste, parce que je prétends encore que c'est cette politique qui a développé notre pays; parce que tout notre pays, mais surtout les vieilles provinces de l'Est comme la nôtre ont besoin d'un tarif nettement protectionniste pour se protéger, pour développer notre pays, nos industries nationales, nos centres et nos marchés locaux nécessaires à l'agriculture, aux cultivateurs en général et aux jardiniers-maraîchers en particulier.

C'est pour avoir adopté la politique de protection préconisée dans cette Chambre par les Pelletier, les Chicoyne, les LeBlanc, les Tellier, les Bourassa et l'opposition qui les supportait, que le gouvernement Gouin a vu surgir des villes comme Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque et autres. Cependant, le gouvernement et avec lui les principaux membres du gouvernement s'étaient opposés jusqu'en 1910 à cette politique en votant contre les motions LeBlanc, Lafontaine, etc., demandant au gouvernement de protéger les industries nationales, en prenant les mesures nécessaires pour arrêter l'exportation de notre bois de pulpe aux États-Unis et protéger et encourager la fabrication de la pulpe et du papier en cette province. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a voté contre cette motion.

C'est depuis les bons effets de cette politique que Sir Lomer Gouin s'est converti à la politique protectionniste. Le ministre de l'Agriculture dit que Sir Lomer Gouin a voté contre la protection et pour la réciprocité en 1911. Je ne crois pas que Sir Lomer Gouin ait fait faire sa croix par le ministre de l'Agriculture. Le vote est secret. Il est bien connu que l'ancien premier ministre est un protectionniste. En l'absence de Sir Lomer Gouin, le ministre de l'Agriculture a fait une campagne contre la protection dans la province. Je me demande si c'était bien loyal et délicat envers le champion de la protection dans le Parti libéral, envers son ancien chef qui a reconnu et apprécié ses talents. Je sais que dans la politique on coudoie souvent l'ingratitude et que les amis de la veille oublient vite les services rendus. C'est ce que doit se dire aujourd'hui Sir Lomer Gouin.

Je suis avec Sir Lomer Gouin sur le point de la protection, quand le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pousse l'indélicatesse jusqu'à s'en séparer. Le ministre était prêt à accepter

la politique de protection de M. Borden quand, en 1902, il fut candidat pour le fédéral et il se dit pour la réciprocité quand hier il s'opposait à l'exportation de la crème aux États-Unis.

Il parle de l'insuccès de la coopérative et de la perte subie par les cultivateurs l'été dernier. Quant au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), je comprends qu'il ne veuille pas faire en Chambre les discours qu'il a faits sur les "hustings" de l'Abitibi et de Richmond. Le ministre a dû s'apercevoir du mécontentement des colons contre sa politique, puisque, pour faire élire son candidat, il a été obligé d'avoir recours à des moyens d'intimidation qui ne le grandissent pas dans l'opinion publique, de mettre sur le chemin tous les inspecteurs et ingénieurs du gouvernement dans la région, avec une nuée de députés dirigés par le député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau).

La voirie accable les cultivateurs et obère les finances de la province. Je reconnais que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a fait certaines améliorations, mais certains amendements à la loi depuis deux ans sont arbitraires et vexatoires. Je l'ai dit en ce temps-là et les faits qui découlent de leur application en font foi.

J'espère ne pas avoir mérité l'épithète de défaitiste. Nous avons confiance qu'avec son esprit de justice et de bon sens la population de notre province comprendra que le gouvernement a commis des abus de pouvoir et ne mérite plus sa confiance.

Il propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Patenaude), par voie d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: cette Chambre, tout en consentant à voter les subsides à Sa Majesté invite le gouvernement:

a) À abandonner sa politique tendant à augmenter d'une manière imprévoyante, rapide et constante la dette publique et les dépenses de l'administration, sans améliorer d'une manière efficace le sort des citoyens de cette province en général, du cultivateur, du colon et de l'ouvrier en particulier;

b) À diminuer le fardeau de la taxe;

c) À adopter une politique vigoureuse et pratique, en vue de mettre fin à l'émigration des nôtres et de faire revivre la prospérité et la confiance dans tous les foyers.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** À plusieurs reprises, on a entendu, depuis le commencement de la session, le chef de l'opposition se féliciter d'avoir une phalange derrière lui pour

seconder ses efforts. Je devrais, de mon côté, le complimenter, car cela a eu pour effet de modérer son attitude, car souvent, au cours des débats, on l'a vu modifier considérablement son tempérament. Mais tout à l'heure le naturel est revenu et à tel point qu'à la fin de son discours le chef de l'opposition allait oublier de présenter l'amendement dont il vient de donner lecture, si le député de Jacques-Cartier ne le lui avait pas rappelé en le tirant par sa manche.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un gros point.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Vous en aurez d'autres tantôt.

Le chef de l'opposition a commencé son discours sur un ton doux et paternel; il a cherché à nous faire croire que lui seul avait le privilège du patriotisme et de la sincérité. Cependant, il a parlé de sa sincérité sur un ton très bas. Mais finalement il est arrivé à dépasser le ton de modération qu'il avait adopté au début de la session.

Le chef de l'opposition, de nouveau, nous a promis son appui et nous l'en remercions. On a longuement parlé, au cours de ce débat, de Montréal, et cela en termes violents; on s'est attaché à poser, du côté de l'opposition, en champion de l'autonomie de Montréal. L'on a continué en cela la campagne de préjugés commencée aux élections dernières en cherchant à jeter sur le dos du gouvernement toute la responsabilité de la mauvaise administration de Montréal. Je voudrais, moi aussi, parler un peu de Montréal. Je crois savoir à quoi m'en tenir sur les affaires municipales de Montréal. Je suis en Chambre depuis 1907, j'ai siégé au conseil municipal de Montréal pendant quatre ans et je défie qui que ce soit de nier que jamais un seul amendement apporté à la charte de Montréal ait été passé sans l'assentiment des citoyens de la métropole.

Vers 1909, en face d'une situation très sombre, décrite dans une campagne de publicité retentissante, un groupe de citoyens de Montréal se réunit pour former une association qui proclama que Montréal était pourrie moralement et physiquement, qui mit à sa tête Sir Hormidas Laporte, et dont le but était de préconiser un système complet de réforme dans l'administration de Montréal. Ce comité réclama d'abord l'abolition du conseil municipal, puis, devant les protestations du peuple, le comité ne réclama que la réduction du nombre des échevins avec la création d'un bureau de contrôle. Le comité vint à la légis-

lature, qui refusa d'approuver son projet sans qu'il fût approuvé par l'électorat. Un référendum fut tenu et les citoyens s'unirent comme un seul homme pour aider le comité. Le nouveau mode d'administration fut ratifié. Quelques mois après, les élections municipales avaient lieu. C'est alors que mon honorable ami de Dorion (M. Tétreau), qui était un des candidats du comité des citoyens, fut élu par une immense majorité, comme d'ailleurs tous les candidats de la réforme. Le nouveau système eut du succès.

Toutes les demandes faites ont été approuvées par la population, et en particulier par les ouvriers. À chaque session que nous eûmes dans la suite, nous reçûmes la visite du comité des citoyens qui venait nous suggérer des modifications et c'est à leur demande seulement que la législature apporta ces modifications. D'autres réformes furent faites et l'on assista à un nouveau référendum sur les cédules A et B. Je parle d'autant plus librement de ces questions qu'au début je m'étais opposé aux demandes du comité des citoyens. Maintenant, Montréal est à la veille de sortir du gouffre où elle a été plongée pendant plusieurs années. Je n'hésite pas à dire que, grâce aux hommes éminents qui sont à sa tête, Montréal n'a jamais été aussi bien administrée qu'aujourd'hui.

Sur cette question de l'administration de Montréal, l'autonomie de la métropole n'a jamais été attaquée. On nous a reproché, par exemple, cette affaire du pont Lasalle; mais là comme ailleurs la législature n'a rien imposé à Montréal, pas plus qu'elle n'a forcé la ville de Maisonneuve à acheter le parc de ce nom. C'est avec tout cela que l'on a soulevé des préjugés dont on s'est servi pour des fins politiques contre les intérêts de Montréal et contre le reste de la province. Le gouvernement n'a pas plus affecté l'autonomie des autres municipalités qu'il n'a affecté celle de Montréal. Montréal est une ville très importante que nous aimons à voir se développer, mais il ne faudrait pas pour cela être embarrassés par ces préjugés.

On a parlé de Spencer Wood. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau), brandissant un livre des comptes publics d'Ontario qui avait la couleur bleue qui convient, nous a dit que le lieutenant-gouverneur ne dépensait que \$5,000 ou \$6,000 par année.

**M. Renaud (Laval):** C'est des ménagers.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mon honorable ami a raison. Le lieutenant-gouverneur d'Ontario a déménagé. Le lieutenant-gouverneur a déménagé dans un nouveau château. J'ai

examiné les comptes publics d'Ontario et j'y ai vu d'autres chiffres que ceux du député de Dorion. J'y ai vu que la résidence du lieutenant-gouverneur d'Ontario avait coûté \$1,098,000. Je ne suis pas un homme d'affaires comme le député de Joliette, mais il me semble que l'intérêt sur cet argent représente un joli magot.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** \$60,000 par année.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai vu aussi dans les comptes publics que les dépenses du lieutenant-gouverneur étaient équivalentes. J'ai vu aussi dans les mêmes comptes publics que l'entretien de la modeste mesure du lieutenant-gouverneur d'Ontario a coûté \$42,000, \$43,000 par année. Spencer Wood ne nous coûte pas plus que cela. Ce magnifique château nous a été cédé pour que nous en fassions la résidence du lieutenant-gouverneur et il fait honneur à la province.

**M. Renaud (Laval):** On serait mieux de ne pas en avoir de château.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On a parlé aussi de taxes, mais l'impôt pour venir en aide aux hôpitaux et aux asiles n'a pas été inventé par le gouvernement actuel. Il est amplement justifié. Dans bien des pays, les conseils municipaux se chargent de l'entretien des hôpitaux. Chez nous, le gouvernement verse généreusement aux institutions de charité les sommes qu'il perçoit.

La taxe sur les successions n'a pas été inventée non plus par le gouvernement actuel. Mais les libéraux l'ont améliorée de façon à ce qu'elle pèse moins lourdement sur les petits et frappe davantage ceux qui avaient plus les moyens d'en supporter le fardeau. En voulez-vous la preuve? Prenons la loi de 1894, passée par les ancêtres politiques du chef actuel de l'opposition. Les successions en ligne directe ascendante et descendante n'étaient exemptées que lorsque la valeur totale n'excédait pas \$3,000. Mais faisons une comparaison entre les montants payés à cette époque et ceux payés en vertu de la loi de 1912, passée par les gouvernements libéraux. Comme je l'ai dit, la loi de 1894 n'exemptait que les successions de \$3,000 et moins. La loi de 1912 adoptée par Sir Lomer exemptait les successions jusqu'à \$15,000. Sous la loi de 1894, une succession de \$20,000 payait \$212.50; sous la loi de 1912, \$187.50; une succession de \$25,000, \$275, \$250; \$30,000, \$337.50, \$312.50. Voilà pour les successions.

**Une voix ministérielle:** Écoutez, écoutez, messieurs de l'opposition!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est une diminution de taxes, cela.

**M. Renaud (Laval):** Mais les héritiers, ce sont des pauvres gens. Ce n'est pas à l'homme riche que vous enlevez une partie de l'héritage, c'est à ceux qui héritent.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Mais il y a bien d'autres choses que nous avons changées en matière de taxes. Sous le régime des ancêtres de mes honorables amis de la gauche, il y avait une taxe sur les transports d'immeubles. Les marchands de bois, par exemple, étaient exemptés de la taxe, mais les colons, eux, lorsqu'ils vendaient, cédaient ou échangeaient leurs lots, devaient payer cette taxe, n'en étant pas exemptés. Je vois mes honorables amis lever les bras au ciel et dire: "Ces taxes ont été imposées pour payer les dettes de ce pauvre Mercier." Mais ces taxes ont été imposées en 1884, probablement pour payer les dettes que ce pauvre Mercier pourrait faire plus tard.

Mon honorable ami, le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qui maintenant siège de par sa volonté et son indépendance avec nos adversaires politiques, disait à l'honorable député d'Abitibi (M. Authier) qu'il était heureux, lorsqu'il payait des taxes au gouvernement de la province, que ces taxes alassent aux colons de l'Abitibi. Il fait tache parmi ses compagnons d'aujourd'hui parce que eux, lorsqu'ils gouvernaient, ne donnaient pas les taxes aux colons, mais au contraire leur en faisaient payer.

Faisant l'historique de la politique provinciale, l'honorable député a eu un bon sentiment à son égard lorsqu'il semblait vouloir laisser de côté pour être délicat, comme il le disait, envers moi, la période durant laquelle Mercier fut au pouvoir. Je l'en remercie, mais mes honorables amis de la gauche n'ont pas à se gêner sur ce point et, bien que le sujet puisse être excessivement délicat pour moi à traiter, je n'aurai jamais d'objections, quand et où l'on voudra, de discuter l'administration du gouvernement Mercier qui siégeait de 1887 à 1891, pas plus d'ailleurs que je n'ai d'objections à discuter l'administration de tous les gouvernements libéraux qui se sont succédé en cette province.

Mais qu'il me soit permis de dire à mon honorable ami, me rappelant des souvenirs de jeunesse qui me sont chers et la bonne camaraderie qui nous unissait alors, les bons moments que

nous avons passés ensemble, que je ne puis m'empêcher de déplorer, et avec quel regret, le fait qu'il a cru devoir aller prendre place sur les banquettes à votre gauche, monsieur. Il me semble qu'il doit se sentir mal à l'aise au milieu de ceux qui l'entourent et, quoi qu'il en dise, la mentalité de ses compagnons d'aujourd'hui n'est pas celle que je lui ai connue. Il a un jour, comme quelques autres, cédant au charme et au brillant d'un homme de talent, changé d'allégeance politique et abandonné ses amis. Prêchant une doctrine, le nationalisme, ce chef a échoué dans sa croisade et, lorsqu'il a voulu se rattraper, il était trop tard pour lui, car il avait eu le malheur, monsieur, de se préférer à sa province, ce qui est le contraire du nationalisme et la négation du patriotisme.

Il en est de même de mon honorable ami, le chef de l'opposition, qui, lui, n'aime pas qu'on parle du passé, qui n'accepte que la responsabilité des doctrines qu'il prêche lui-même et préfère s'occuper des choses du jour et de celles de l'avenir. Comme il le déclarait lors de la dernière campagne électorale, au moins d'octobre 1923, au cours d'une entrevue donnée avant son départ pour le comté de Brome où il allait continuer la campagne qu'il conduit contre ce gouvernement plus spécialement depuis deux ou trois ans, mais j'y reviendrai tout à l'heure.

L'on nous dit, et c'est un reproche que l'on nous fait, que, grâce à notre complaisance, nous livrons pour un plat de lentilles notre territoire forestier au capital étranger. Si ce reproche est bien fondé et pour éviter à l'avenir que nous le subissions de nouveau, il nous faudrait, monsieur, fermer la province à l'entrée de ce capital et empêcher à l'avenir les Américains, les Français, les Belges, les Anglais, de venir en notre pays créer des industries nouvelles. Si nous avons adopté cette politique, où en serions-nous? Je vous le demande. Grand-Mère, La Tuque, Shawinigan, Témiscamingue n'existeraient pas. Trois-Rivières n'aurait pas atteint ce développement merveilleux qui en fait l'un des centres industriels les plus importants, non seulement de notre province, mais de tout le Canada. Clark-City n'existerait pas, et où en seraient Donnacona, Kénogami, l'avenir du Lac-Saint-Jean et de maintes autres régions? Et j'en passe!

Et, si maintenant je sortais des industries qui utilisent nos produits forestiers, je pourrais vous signaler, monsieur, des centaines d'usines importantes qui n'existeraient pas. Fermer la porte au capital étranger! Mais, monsieur, c'eût été empêcher l'essor merveilleux de plusieurs de nos grands centres; notre province n'aurait pas la pré-

pondérance qu'elle a prise notamment dans l'industrie de la pulpe et du papier. Il y a 46 usines à pâtes et papiers dans la province où 17,000 hommes sont employés. Ces industries ont été créées par le capital étranger que l'on voudrait maintenant chasser. Où en seraient nos milliers de concitoyens qui trouvent dans ces industries la paix, le bonheur, le travail qui leur assure l'aisance et le pain pour nourrir leur famille?

Est-ce cela que veulent nos amis de la gauche? Je ne le crois pas et nous avons une fois de plus la preuve de l'inconséquence de la campagne qu'ils conduisent contre le gouvernement, n'ayant qu'un seul désir, lancer des mots qui frappent l'imagination populaire, soulèvent les passions. Leur campagne de dénigrement, d'exagérations, d'appels aux passions a lamentablement échoué, parce que le peuple de cette province a trop de bon sens pour oublier le passé, ce passé dont le chef de l'opposition ne veut pas que l'on parle, ce passé dont il a peur parce qu'il s'y rattache tout un monde de souvenirs odieux à notre population.

J'entendais, au cours de ce débat, certains des membres de la gauche nous parler de la triste situation dans laquelle se trouvaient les cultivateurs, les colons. La voix tremblante, un sanglot dans la gorge, la figure empreinte d'une pitié de commande, l'on a parlé du pauvre colon découragé qui laissait tomber sa hache et abandonnait son foyer pour l'exil, mais, monsieur, je vous le demande, où en seraient nos cultivateurs s'ils n'avaient les grands centres créés et développés par l'industrie que nous a donné le capital étranger pour écouler les produits provenant de la ferme? Où en seraient nos colons et à qui vendraient-ils le bois qu'ils coupent sur leurs lots et dont le produit de vente permet à ces défricheurs, à ces travailleurs du sol de traverser des débuts toujours pénibles?

Au risque de contredire des opinions fort respectables, émises par certaines personnes, je n'ai aucune hésitation à dire que, si nous devons nous cramponner au sol et si l'agriculture est le salut de notre province essentiellement agricole, nous ne pouvons conserver notre emprise sur le sol et assurer sa permanence qu'à une seule condition: mettre à portée de nos cultivateurs un marché d'importance suffisante pour qu'ils puissent y écouler le produit de leur labeur à des prix rémunérateurs, donner à nos colons la chance de disposer à des prix équitables le bois qu'ils coupent sur leurs lots pour défricher. Ces marchés rémunérateurs, monsieur, ne peuvent exister que par l'industrie, petite ou grande, mais surtout par cette dernière.

Or, qui va nous la donner cette industrie?

Il est inutile de se le cacher, nous n'avons pas dans notre jeune pays les capitaux en importance suffisante pour créer ces industries, les maintenir et les développer. Nous avons bien parmi nos concitoyens certains d'entre eux qui possèdent des fortunes considérables et qui auraient le talent, l'intelligence et l'énergie nécessaires pour créer des industries, mais leur nombre est limité et leur goût ne les porte pas dans cette direction. Nous devons donc, par tous les moyens possibles, attirer dans notre province les industries, les capitaux étrangers. Notre population, grâce à sa mentalité, à ses mœurs, à ses coutumes, grâce aussi à son grand sens religieux, à son amour du travail, offre à ces industriels une garantie qu'ils ne trouveront nulle part. Conservons à nos lois, à nos règlements administratifs, une stabilité qui contribue à maintenir toutes ces industries et n'allons pas, surtout pour un succès oratoire, lancer des mots et des phrases sonores qui détruisent en un moment l'oeuvre de plusieurs années.

Les électeurs de la province de Québec n'ont pas eu, lors des dernières élections, confiance à l'opposition parce qu'elle est insolvable.

**M. Renaud (Laval):** On n'est pas la Banque Nationale.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je vous en parlerai bien, si vous voulez. Vous auriez dû en parler. Dans les rangs de l'opposition, il n'y a que le député de Montréal-Dorion (M. Tétréau) qui a eu le courage de donner son opinion. Mon honorable ami de Laval (M. Renaud) ne s'est pas rendu compte de l'importance de cette mesure.

**M. Renaud (Laval):** Je m'en rends trop compte.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'honorable chef de l'opposition a dû, il me semble, tressaillir violemment lorsque, malgré sa défense et ses prières, le député de Témiscouata (M. Langlais) s'est oublié au point de soulever le voile du passé et d'appeler à son secours l'autorité de l'ancien député de Terrebonne<sup>6</sup> pour consolider l'échafaudage chancelant de son argumentation. Je croyais connaître nos adversaires et je me croyais à l'abri de surprises de leur part. Je me trompais, évidemment. Jamais je n'aurais cru que, de l'autre côté de cette Chambre, l'on aurait osé évoquer du passé la figure de l'ancien député de Terrebonne, qui fut toujours mon ami. Sa fortune politique a croulé sous les attaques infâmes dont il fut la victime de la part de ses adversaires, qui furent

aussi les nôtres, les ancêtres politiques du chef de l'opposition et de ses amis.

L'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a évoqué, lui, la figure d'un autre disparu, un ancien chef du Parti conservateur, ancien premier ministre de cette province, l'honorable M. Taillon, et en a profité pour chanter les louanges du régime des architaxeux et des petits bancs qui a gouverné notre province de 1892 à 1897.

Et, devant l'évocation de toutes ces choses du passé, la figure du chef de l'opposition s'est assombrie, car il semble avoir peur du passé, il n'aime pas qu'on en parle, il nous demande de l'oublier, encore une fois il préfère s'occuper des choses du présent et de celles de l'avenir. Il nous accable de reproches parce que quelquefois nous parlons du passé. Il voudrait et nous demande avec instance de ne plus penser au passé, de laisser nos grands morts, voire nos martyrs, dormir en paix leur sommeil éternel! Pour eux, il semble que "le passé est un abîme qui engloutit toutes choses", qui "succombe partout devant l'avenir". Le passé est pour eux un tourment et ils ne semblent pouvoir l'envisager sans horreur. Craintes? Regrets? Remords? Qui sait?

C'est madame de Sévigné qui écrivait un jour : "Ce qui dégoûte de l'histoire, c'est de penser que ce que je vois aujourd'hui sera de l'histoire un jour." Craindraient-ils par hasard que, l'histoire se répétant, leurs descendants renient leurs prédécesseurs et leurs actions? Regrets, remords? "La principale fonction de l'histoire, à mon avis, écrivait Tacite, c'est de mettre en évidence les actions vertueuses et d'inspirer la crainte de l'infamie qui, dans la postérité, s'attache aux paroles et aux actions coupables."

Nous, du Parti libéral, nous ne sommes pas en communion d'idées avec eux sur ce point, pas plus que sur beaucoup d'autres, d'ailleurs. Il n'y a rien dans le passé qui nous effraie, et rien dans ce passé, quand nous l'interrogeons, qui puisse susciter en nous des sentiments de crainte, de honte ou de remords! Quand de ce passé nous évoquons la figure de nos grands et chers disparus, à quelque race, croyance ou parti politique qu'ils aient appartenu, nous pouvons les regarder sans crainte, sans regret ni remords.

En prêchant cette doctrine, il oublie qu'il se heurte à la ténacité du peuple qui, lui, se souvient, instinctivement convaincu, comme l'a écrit un sage, "qu'il ne peut y avoir de bon temps à venir que celui qui ressemblera au bon temps passé".

L'on nous parle d'avenir, pourquoi? Pour asseoir des promesses, pour s'attirer la faveur

populaire. En politique comme en affaires une promesse doit être appuyée sur autre chose: la garantie, la solvabilité. Ils ont fait faillite à toutes les promesses, ils étaient des insolubles. Et c'est pourquoi le jour de la reddition des comptes, ayant failli à leurs promesses, à leur tâche, ils ont été chassés du pouvoir et jamais depuis le peuple de cette province n'a voulu avoir foi dans leurs promesses.

Et moi, pas plus qu'un autre, non seulement je ne crains pas de regarder en arrière, mais j'aime à interroger ce passé, "ce passé avec ses tristesses et ses ombres, ses triomphes et ses défaites, sa gaieté ou sa tristesse, ses contrastes, ses enseignements dont le souvenir n'est pas sans m'émouvoir".

Je n'ai rien oublié de ce passé que j'ai connu par l'histoire ou la tradition, ou que j'ai vécu moi-même, et il ne se dégage pour moi aucun sentiment de rancœur ou de haine de ces jours de défaites et de tristesses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Plein de re-niements.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'espère que nos amis de l'opposition apprendront à être plus...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Plus réservés.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'honorable député devrait l'être dans ses interruptions. Dans le passé, l'opposition devrait puiser des leçons. Je ne veux pas revenir sur ces luttes d'alors et je ne tiens à en conserver que le souvenir de la victoire qui fut rapide, complète et brillante. Si parfois je jette un regard en arrière, ce n'est que pour mesurer avec une légitime fierté le chemin qui depuis fut laborieusement parcouru. "On peut voir l'avenir dans les choses passées." (Rotrou) Interrogeons donc l'histoire, interrogeons-la souvent, longuement: elle nous donnera des enseignements précieux, mais des enseignements dont il faut savoir profiter car "l'expérience est le passé qui parle au présent". (Lamennais)

Des vertus de nos devanciers, même de leurs défauts, s'ils en avaient, nous puiserons un enseignement pour l'avenir, "Car on peut réparer le passé par l'avenir." (Fénelon) De leurs désespoirs, l'espérance; de leurs souffrances, la fermeté et le courage, la maîtrise de nos coeurs; de leurs malheurs, nous tirerons une excellente leçon de patience; de la haine et de la persécution dont ils ont pu être les victimes, une indomptable ténacité,

des sentiments de tolérance et d'amour.

Ténacité, courage, fermeté; maîtrise de nos passions; amour et tolérance, voilà la leçon du passé, qui nous donnera les enthousiasmes nécessaires pour endurer le présent et préparer l'avenir.

**M. Faucher (Québec-Centre)** explique son abstention sur l'affaire des banques dont le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a parlé. Je vois, dit-il, que j'ai causé du scandale cet après-midi. Je n'ai pas voté tout simplement parce que c'était mon devoir de ne pas voter, car j'étais intéressé indirectement dans cette affaire de banques.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaudoin, Faucher, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Pellerin, Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 13.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bordeleau, Caron, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Hushion, Laferté, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Moreault, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet, Perrault, Pilon, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, S. R. Q., 1909, art. 152, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à minuit et demi.

---

### NOTES

1. *L'Événement* indique 1916 et *le Devoir*, 1918.
2. C'est son premier discours en Chambre, comme pour l'orateur suivant.
3. M. Faucher, qui était sorti avant le vote sur le projet des banques, est applaudi à son retour en Chambre par le premier ministre et les députés ministériels, note *l'Événement*.
4. En 1922-1923 selon *la Patrie* et en 1921-1922 selon *le Devoir*.
5. L'honorable M. Perrault remplace l'honorable M. Perron à l'Assemblée.
6. Il s'agit de M. Jean Prévost.



Séance du 25 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commissaires d'écoles  
de Notre-Dame de Granby**

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 136 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame de Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département des Affaires municipales**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 25 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Affaires municipales.

Adopté.

**Loi des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 amendement la loi des compagnies de Québec, 1920, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. Thomas Edwin Burton

M. Lemieux (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à

admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Congregation Tifereth Joseph  
of Amherst Park**

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 constituant en corporation The Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Club Saint-Denis**

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 concernant le club Saint-Denis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Vente d'un immeuble par H. Décarie  
à Victor-E. Lambert**

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et

autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### The Empire Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Le Crédit National

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 constituant en corporation le Crédit National.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

#### Contrat entre Trois-Rivières et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 ratifiant et confirmant le règlement no 448 de la cité des Trois-Rivières, ainsi que le contrat entre ladite cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### Demande de documents:

#### Loi de l'assistance publique

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et les autorités de l'institut Bruchési relativement à la loi de l'assistance publique depuis sa mise en vigueur.

Il commence par réclamer l'indulgence de la Chambre et fait l'historique de l'institut Bruchési. L'institut Bruchési, dit-il, ou si vous voulez, le dispensaire de l'institut Bruchési a été fondé en 1911 et depuis cette date n'a cessé de fonctionner grâce à la générosité et à la charité des sœurs de la Providence qui, chaque année, ont bouclé des déficits accusés par les administrateurs et qui, en 1921-1922, ont, d'après le rapport du trésorier, payé aux administrateurs de l'institut la somme de \$6,546.40. C'est aussi dû au dévouement et au désintéressement d'un groupe de nos meilleurs médecins spécialistes canadiens-français de la métropole qui, nuit et jour, donnent gratuitement le meilleur de leur temps aux malades qu'ils soignent assidûment, tout en ayant pour eux les plus délicates attentions. L'oeuvre a encore pu se maintenir grâce à la générosité de personnes charitables qui se sont intéressées aux tuberculeux et ont voulu faire leur part pour soulager leurs souffrances. Tout dans l'oeuvre de cette institution s'inspire de la charité publique. Pas un seul sou n'a été payé à ceux qui s'y dévouent pour le soin des malades.

M. l'Orateur, le gouvernement me permettra bien de dire ici que son allocation de \$3,000 par année et de \$4,500 pour les deux dernières années ainsi qu'une allocation spéciale de \$5,000 accordée en octobre dernier n'ont pas nui à son bon fonctionnement, bien qu'elles soient fort insuffisantes, si l'on considère l'importance de l'oeuvre.

Depuis 1911, on a enregistré à l'institut Bruchési 31,600 malades, soit une moyenne de

2,431 par année. Sur ce nombre, 5,200 ou 5,400 par année ont été soignés pour la tuberculose. Ce dispensaire a vu le nombre de ses malades augmenter chaque année, non pas parce que les malades souffrant de tuberculose augmentent, mais parce que, dans la classe laborieuse, il y a de la pauvreté, de la gêne et de la misère, ce qui oblige nos bons ouvriers à s'adresser en plus grand nombre à la générosité de nos médecins et des dispensaires. Il ne faut pas oublier que la tuberculose est la maladie du peuple, le fléau social, et que nous devons prendre tous les moyens de le combattre efficacement. Il ne faut pas oublier non plus que l'institut Bruchési n'est qu'un dispensaire.

Il donne d'abondants détails sur l'oeuvre de l'institut, sur sa fréquentation - il soigne 400 tuberculeux par année - sur l'éducation que l'on donne aux mères de famille, aux jeunes filles et à tous les ouvriers; sur les visites à domicile faites par les religieuses, etc.

Il en vient à parler de l'Assistance publique. D'après le rapport du directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1923, 119 institutions ont été reconnues par le gouvernement comme des institutions d'assistance publique, et l'institut Bruchési ne figure pas sur la liste. Malgré un pressant besoin de secours et le désir qu'elles ont de voir leur oeuvre admirable couronnée de succès, je comprends que les autorités de nos maisons de bienfaisance hésitent à se plier aux mille et une exigences d'un gouvernement qui ne peut se décider à leur venir en aide sans leur imposer une foule de formalités abusives, tracassières et centralisatrices.

Je ne souscris nullement aux éloges dithyrambiques décernés au gouvernement par le docteur J.-E. Dubé, dans son rapport du septième congrès de l'Association des médecins de langue française de l'Amérique britannique du Nord, pour ce qui a trait à la loi de l'assistance publique, et je ne partage pas non plus l'optimisme enthousiaste du docteur Alphonse Lessard en présentant son premier rapport comme directeur de l'Assistance publique. "Le temps est venu de commencer les annales de la charité publique dans la province de Québec. En effet, peut-on décorer de ce nom, dit le rapport, la coutume existant depuis de longues années et qui consistait, pour la législature, dans le vote annuel d'une somme minimum à un certain nombre de nos institutions, budget de routine au moyen duquel cent, deux cents, trois cents dollars étaient versés plutôt à titre d'encouragement à des maisons dont les services rendus de temps immémorial à notre population ne se comptaient plus?"

Qu'auraient dit les membres de la droite, si

l'opposition avait appelé budget de routine le budget de \$73,000 voté avant 1921 au début de chaque session? En voulant trop louer le gouvernement pour les actes qu'il pose aujourd'hui, le docteur Lessard condamne bien cruellement les omissions d'hier du gouvernement. "Si jamais une loi vint à son heure et répondit à une aspiration générale de tous les esprits, écrit le docteur Lessard, c'est bien celle-là." Pour démontrer l'opportunité de cette loi, le docteur Dubé avait agité le spectre de la "banqueroute hospitalière". Poursuivant ce même but, le docteur Lessard parle de la situation angoissante qui aurait été avant 1921 l'apanage de nos institutions d'assistance, de "leurs efforts destinés à être frappés de stérilité" et des "déficits sans cesse croissants de leur budget".

Même si le mal avait atteint un tel degré de gravité, fallait-il appliquer un remède aussi radical? Le 13 janvier 1922, nos seigneurs les évêques de la province de Québec écrivaient au premier ministre une lettre collective dans laquelle nous trouvons les passages suivants: "Notre troisième vœu concerne la loi de l'assistance publique votée l'an dernier, nous en sommes sûrs, avec les meilleures intentions du monde, mais qui n'est pas sans provoquer de vifs commentaires et sans produire de graves appréhensions. La charité privée, dans notre province, a fait et continue de faire chaque jour des merveilles. Avec ces ressources très limitées, mais dont l'économie et le dévouement ont su tirer un admirable parti, nos institutions catholiques de bienfaisance ont accompli des oeuvres de toutes sortes, adaptées à tous les besoins et que l'on ne saurait assez louer.

"Ce gouvernement ne pourrait-il pas venir en aide à ces institutions dont les charges vont croissantes, sans leur imposer les formalités très gênantes de la loi de 1922? Pourquoi ne pas remplacer cette loi de l'assistance publique par une autre plus simple que nous pourrions agréer? Pourquoi, du moins, ne pas modifier la loi existante, de telle sorte que l'on y ferait pleine confiance aux établissements catholiques de charité et l'on y tiendrait compte de la juste indépendance de ces institutions placées dans chaque diocèse sous le contrôle de l'évêque?"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Ce n'est pas toute la lettre.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):  
Pardon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Il y a dans la lettre une partie dans laquelle il est

dit que la lettre est confidentielle et qu'on ne doit pas s'en servir pour faire de la politique. Il y a une autre partie où nos seigneurs les évêques disent qu'ils ont pleinement confiance au gouvernement pour régler cette question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle a été rendue publique et elle était confidentielle, sans doute, à la demande du premier ministre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, mais c'est à la demande des évêques qu'elle a été gardée confidentielle. L'honorable chef de l'opposition a essayé de l'avoir, mais il n'a pas réussi. L'honorable député de Saint-Jacques a été plus chanceux que son chef, il a pu avoir une copie de cette lettre.

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** Dans leur lettre, les évêques ajoutaient: "Une législation qui, tout en respectant les autres croyances, s'harmonise avec la croyance et la discipline de la très grande majorité des habitants d'une province, n'a rien qui puisse offusquer personne." Si l'État doit seconder nos institutions de charité, il ne doit pas viser à les contrôler. La loi de l'assistance publique, par son principe même, ne tend-elle pas à mettre en tutelle les institutions de bienfaisance et à donner au gouvernement des pouvoirs inquisiteurs pour ainsi dire absolus? Elle leur impose des formalités très gênantes et ne tient pas compte de la juste indépendance de ces institutions placées sous le contrôle de l'évêque.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Je ne voudrais pas empêcher la discussion de la loi de l'assistance publique, mais l'honorable député ne peut pas critiquer cette loi s'il n'en propose l'abrogation. L'article 245<sup>1</sup> des règlements de la Chambre dit qu'il est défendu de critiquer le principe d'une loi, à moins que ce soit sur une motion portant l'amendement ou l'abrogation de cette loi. Je prétends que l'article est bien explicite et ne permet pas de discuter sur ce ton. L'honorable député peut parfaitement faire un discours comme celui qu'il prononce en ce moment, mais il faudrait d'abord qu'il proposât l'abrogation de la loi. Nous serions alors heureux de le rencontrer sur le terrain. Mais, en demandant tout simplement la correspondance du gouvernement avec l'institut Bruchési, il ne peut pas critiquer ainsi la loi. Les règles de la Chambre ne permettent pas un tel procédé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'administration de la loi que l'honorable député de Saint-Jacques critique.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est le principe de la loi qu'il critique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député a peut-être critiqué l'administration de la loi, mais pas la loi de l'assistance publique elle-même. Il a le droit de parler de l'assistance publique, puisque l'institut Bruchési tombe sous le coup de cette loi. Mon collègue ne discute aucunement le principe de cette loi. Il émet seulement une opinion sur la loi. Il s'en tient à quelques considérations pour démontrer que les tuberculeux devraient bénéficier plus efficacement des deniers du gouvernement confiés au département de l'Assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce juste de refaire présentement le débat sur l'assistance publique? Que le député de Saint-Jacques demande par une motion d'abroger la loi ou de l'amender et nous sommes prêts à discuter sa motion. Pour le moment, qu'il s'en trouve à son sujet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On ne demande pas aujourd'hui d'abroger la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça ne viendra peut-être jamais.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre est bien soulevé. Le député de Saint-Jacques n'a pas le droit d'attaquer, sur sa simple motion, le principe de la loi de l'assistance publique sans demander l'abrogation.

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** En parcourant l'appendice "E" du rapport du directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1923, on voit que le gouvernement a accordé aux institutions d'assistance publique de la cité de Montréal des subventions dites "régulières" pour la somme de \$260,244.73 durant l'année 1922 et 1923. Cependant, dans le même exercice fiscal 1922 et 1923, il a retiré du sou du pauvre à Montréal \$303,153.78; de la taxe des champs de courses: \$57,228; de la taxe d'entrée aux courses: \$41,046.46; de la taxe d'enregistrement des appareils de pari mutuel des champs de courses: \$1,490; de la taxe imposée sur ces paris: \$338,035.31 et de la taxe provenant des licences des lieux d'amuse-

ment: \$41,259.19. Ce qui forme un total de \$782,212.74. Il y a donc une différence de \$521,968.01 entre ce que le gouvernement donne en subventions régulières aux institutions d'assistance publique de la cité de Montréal et ce qu'il reçoit pour être appliqué à ces fins.

Comme on le voit, il n'y a pas lieu de donner dans les enthousiasmes du docteur Dubé et du docteur Lessard. Il n'est guère à propos de vanter les largesses et la générosité du gouvernement actuel à l'égard des indigents et des institutions qui les hospitalisent. La charité chrétienne ne doit pas être commercialisée.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le député de Saint-Jacques s'oublie encore et revient, dans ses remarques, au principe de la loi de l'assistance publique. Je soulève un nouveau point d'ordre. Nous sommes disposés à discuter le principe de la loi de l'assistance publique, mais pas sur la motion présentée du député de Saint-Jacques. On demande simplement la correspondance relative à l'institut Bruchési et je soumets que l'on s'en tienne à la question. Nous ne pouvions, pour notre part, en aucune façon prévoir un débat ce matin sur le principe, les effets et l'application de la loi de l'assistance publique. La loi de l'assistance publique est trop importante et il me semble que le moment n'est pas bien choisi pour soulever un débat à ce sujet, alors qu'une foule de députés ministériels sont absents. Lorsque l'honorable député de Saint-Jacques voudra amener cette question devant la Chambre, nous serons enchantés, mais il devra suivre la procédure ordinaire et non pas en parler sur une simple motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je comprends que l'honorable secrétaire provincial n'est pas suffisamment préparé et qu'il voudrait ajourner le débat.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, je suis parfaitement préparé quand vous le voudrez et aujourd'hui même si vous faites une motion dans l'ordre à cet effet, mais je soulève un point d'ordre. Je prétends que l'honorable député n'a pas le droit de discuter cette loi et son principe sur une simple motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je prétends que le député de Saint-Jacques a le droit de dire sur sa motion comment la loi est appliquée.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il a le droit sur une motion spéciale à ce sujet, mais pas

sur une motion au sujet de l'institut Bruchési.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'institut Bruchési s'est mis sous l'Assistance publique depuis le rapport du directeur de l'Assistance publique auquel l'honorable député de Saint-Jacques fait allusion. On ne peut donc attaquer la loi en parlant de cet institut.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me demande pourquoi on insiste pour nous empêcher de parler. On a le droit de s'étendre sur un sujet qui se rapporte à l'objet de la motion. Il me semble, du reste, que l'on pourrait, dans les cas présents, tenir compte de certaines circonstances. Mon collègue n'a parlé que dans l'intérêt de l'oeuvre dont il est question et dans le meilleur intérêt de la province. D'ailleurs, il y a des précédents. Un ministre a bien parlé, il y a quelques heures, de choses qui étaient absolument étrangères au budget et nous n'avons pas protesté. L'honorable député de Saint-Jacques doit pouvoir faire une allusion sans qu'on l'empêche de parler. Il me semble que le gouvernement ne devrait pas être si sévère.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition nous fait sa demande sur un ton si calme que nous serions tentés de céder, mais nous devons respecter les règlements. Lui plus que tout autre membre de la gauche doit savoir qu'il existe des règlements dans cette Chambre et qu'ils doivent être respectés. Le chef de l'opposition, en parlant ainsi, admet que notre mise au point est dans l'ordre et j'en suis heureux, tout en disant ma surprise de l'entendre parler ainsi. J'insiste surtout à cause du fait que la question est des plus importantes. Sous prétexte de discuter ce qui a trait à l'institut Bruchési, qui n'était pas encore reconnu d'assistance publique quand les griefs ont été formulés, l'on n'a pas le droit de soulever un débat sur le principe de la loi de l'assistance publique en général et aller jusqu'à lire la lettre confidentielle des évêques, une lettre que le chef de l'opposition a essayé en vain d'obtenir. Après avoir lu cette lettre confidentielle, on veut maintenant rouvrir tout le débat sur l'assistance publique. On cherche à nous faire voir la loi mauvaise; ceci, dans les circonstances, est contre l'article 245 des règlements de la Chambre.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Saint-Jacques ne peut critiquer toute la loi sur une simple motion. Il pourrait cependant discuter les négociations entre le service de l'Assistance publique et l'institut Bruchési sans violer les règles de

la Chambre.

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne ferai qu'une suggestion au secrétaire provincial; je lui suggérerai d'aider de toutes ses forces la campagne contre la tuberculose. C'est tout ce que je dirai puisqu'on a restreint mon effort.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Du moment que l'assistance publique est mise de côté, je m'empresse de rassurer le député de Saint-Jacques sur le côté hygiénique. L'hygiène, la santé publique n'ont pas de meilleurs amis que nous. Depuis longtemps, nous avons commencé nos oeuvres de ce côté. Je sais que le député de Saint-Jacques et ses amis de l'opposition acceptent ma déclaration comme sincère et loyale.

Pour en venir à l'institut Bruchési, au mois d'octobre dernier, une lettre de son président, M. J.-A. Richard, un homme au dévouement duquel je veux rendre un hommage bien inférieur à celui qu'il mérite, demandait que cette institution fût reconnue d'assistance publique. Il déclarait que, malgré ses ressources et les dons généreux de personnes charitables, cette oeuvre ne peut vivre plus longtemps par ses seules ressources. Je ne crois pas qu'aucun membre des deux côtés de cette Chambre hésiterait à endosser le geste du président de l'institut Bruchési, homme absolument respectable et jouissant de la plus haute estime de ses concitoyens, et qui reconnaît le mérite de l'assistance publique et qui y a recours pour l'oeuvre qu'il dirige avec tant de dévouement.

Cette lettre était accompagnée d'une autre lettre qu'un personnage de cette Chambre, que j'estime beaucoup, écrivait au docteur Lessard pour lui recommander l'institut Bruchési comme digne d'être de l'assistance publique: ce membre de la Chambre était le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Il n'avait pu, pour des raisons graves, accompagner la délégation qui se rendait auprès du docteur Lessard pour demander un octroi pour l'institut.

Il lit la lettre. Le député de Jacques-Cartier a prouvé par cette lettre qu'il savait mettre certaines questions au-dessus de la politique et s'adresser à la meilleure source pour obtenir justice pour une oeuvre dont tous reconnaissent l'utilité et les bienfaits qu'elle a accomplis. Si j'ai offert des félicitations au député de Jacques-Cartier, je ne puis m'empêcher de dire que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin) a été injuste par sa motion et ses remarques: Il n'est pas juste quand il fait une motion demandant la copie des documents concernant l'institut Bruchési, docu-

ments dont il a pris sûrement connaissance et qu'il connaît parfaitement. Il a discuté complètement à côté de la question et il semble ignorer ce que le gouvernement a fait pour l'institut. Toutes les demandes faites ont été accordées.

Dès que l'institut demanda d'être admis sous le contrôle de la loi de l'assistance publique, le gouvernement accepta sur-le-champ. Les directeurs exposèrent le besoin d'un service de radiologie, et le gouvernement envoya immédiatement un chèque de \$5,000 pour permettre la réalisation de ce projet, et à l'institut de continuer son oeuvre et de l'améliorer. On demanda ensuite un dispensaire et des lits. Le gouvernement fit immédiatement savoir qu'il contribuerait généreusement à ce nouveau besoin. Le gouvernement a donné à l'institut jusqu'à aujourd'hui de \$27,000 à \$30,000 par année. Nous avons dit à l'institut que, si on y hospitalisait des tuberculeux, nous donnerions plus d'assistance.

Nous avons fait tout ce que l'institut Bruchési nous a demandé. Est-ce que le député de Saint-Jacques est juste de venir à ce propos faire des reproches au gouvernement et critiquer la loi de l'assistance publique comme il a commencé de le faire? Pourquoi l'honorable député de Saint-Jacques fait-il un reproche au docteur Dubé d'avoir exprimé une opinion? L'honorable député aime qu'on respecte son opinion. Pourquoi ne respecte-t-il pas celle du docteur Dubé, qui est un médecin d'une belle renommée et qui a le respect de ses confrères? D'autant plus que le docteur Dubé n'a dit que la vérité en affirmant dans une lettre que nous avions sauvé des institutions de la banqueroute.

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas attaqué le docteur Dubé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le secrétaire provincial n'a pas le droit d'attribuer au député de Saint-Jacques des sentiments qu'il n'a pas exprimés. Ce dernier peut différer d'opinion avec le docteur Dubé sans l'attaquer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai pas dit cela. J'ai relevé la partie du discours de l'honorable député dans laquelle le docteur Dubé était pris à partie pour avoir proclamé les bienfaits de l'assistance publique. Je m'étonne que le député de Saint-Jacques paraisse surpris de la lettre écrite par le docteur Dubé en rapport avec le congrès des médecins de langue française. Le député de Saint-Jacques doit respecter l'opinion des autres s'il veut qu'on respecte la sienne. Le docteur Dubé

s'est dévoué pendant 30 ans à la pratique de sa profession, il a mérité l'admiration de ses confrères et leur entier respect. Et ce n'est pas parce qu'il a donné une opinion favorable sur une loi qu'on devrait lui en vouloir et prétendre qu'il ne dit pas la vérité. Il a reconnu très honnêtement que nous avons sauvé un grand nombre d'institutions de la banqueroute, grâce à la loi de l'assistance publique. Cette déclaration, j'en suis convaincu, était basée sur des faits.

En reconnaissant l'institut Bruchési institution d'assistance publique, nous sauvons encore un établissement de charité de Montréal. Le député de Saint-Jacques nous demande d'être plus généreux pour l'hygiène publique. Ne le sommes-nous pas? Nous avons mis à la disposition de l'hygiène publique la somme d'un demi-million; nous avons établi des dispensaires, nous avons commencé et nous poursuivons une vaste campagne d'éducation au moyen de toutes sortes de publications instructives dans les écoles et ailleurs. Nous avons versé, encore il y a deux mois, aux dames de la Providence qui dirigent l'institut Bruchési une somme de \$75,000 et nous leur donnerons encore \$75,000 pour soigner les tuberculeux à Montréal. Nous avons assumé les frais d'entretien du sanatorium de Sainte-Agathe, et que d'autres oeuvres! Ne nous sommes-nous donc pas montrés généreux? Nous l'avons été et nous le serons davantage, nos revenus le permettant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le sanatorium de Sainte-Agathe fait partie de l'institut Bruchési?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Si j'en parle, c'est pour montrer ce que nous avons fait pour l'hygiène et la santé publique, c'est pour répondre au député de Saint-Jacques qui prétend que nous n'avons pas été généreux de ce côté. Nous avons déjà ouvert six dispensaires antituberculeux dans la province et d'autres seront bientôt inaugurés. Nous en avons ouvert à Trois-Rivières, à Victoriaville, à la Rivière-du-Loup; nous en avons un qui fonctionne très bien à Québec; nous allons en ouvrir un à Valleyfield.

**M. Plante (Beauharnois):** Très bien!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Bref, nous essayons de répandre l'hygiène dans toute la province. Nous prenons les moyens pour montrer à la population ce que c'est que le soleil, l'air pur, pour combattre la tuberculose et nous faisons une campagne d'éducation à ce sujet. Avant même que

le député de Saint-Jacques ne soulevât la question, nous nous sommes apitoyés sur les misères que cause à notre race la tuberculose. Nous avons regardé la situation bien en face et nous avons résolu de la combattre. Il n'y a pas à se le cacher, la tuberculose menace notre génération. Nous savons tout cela et nous combattons ce fléau. Sans doute, nous avons des difficultés. Il y a le tuberculeux, je ne dirai pas honteux, mais qui ne veut pas déclarer sa maladie, que nous avons de la difficulté à trouver. Nous avons à faire pour cela encore un pas. Il nous faut alors le concours de cette humble femme, la garde-malade, qui ne craindra pas d'aller de porte en porte retracer les victimes, leur apporter des soins et des consolations et les conduire dans un endroit bien ensoleillé; car c'est encore le soleil du bon Dieu qui est le meilleur remède à la tuberculose. Nous voulons que la garde-malade pénètre partout. Bref, nous voulons aider non seulement un groupe de la population, mais toute la population; nous avons intérêt à aider l'institut Bruchési comme toutes les institutions du même genre et les sanatoriums. Mais tout cela est difficile, est long à organiser et, je le sais, notre tâche est difficile. Nous la poursuivrons avec énergie, avec confiance et avec l'espoir d'être utiles à notre race, car nous savons que l'hygiène est une oeuvre qui doit s'unir à l'éducation.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je ne veux pas intervenir dans le débat, mais comme on m'a mis en cause je veux ajouter un mot. Le fait d'avoir écrit la lettre que l'on vient de citer n'implique pas que j'approuve entièrement la loi de l'assistance publique. Je n'en ai jamais approuvé le principe, mais je crois que, lorsqu'une loi est dans les statuts, elle doit être respectée et c'est notre devoir d'en surveiller l'application. Je crois aussi que certaines corporations ne peuvent accepter certaines dispositions de cette loi, mais cet empêchement n'existait pas dans le cas de l'institut Bruchési.

Je tiens à rendre hommage, moi aussi, au dévouement de son distingué président, M. J.-A. Richard. Cet institut reçoit des malades pauvres. Des médecins s'occupent de notre institut, y donnent généreusement et courageusement leurs soins gratuits.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Jacques-Cartier fait-il partie du bureau de direction de l'institut Bruchési?

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Oui, mais cela n'est pas intéressant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est parce que le député de Jacques-Cartier disait: "notre" institut.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): C'est notre institut à nous, de Montréal; c'est même l'institut de la province. Il a été fondé pour secourir les pauvres. Bien que je n'aie pas approuvé le principe de la loi de l'assistance publique, j'ai cru que, puisque la loi était passée, nous pouvions réclamer pour l'institut le subside qui lui revenait. Des institutions peuvent avoir objection à se soumettre à cette loi, mais l'institut Bruchési n'a pas d'immeubles; il appartient aux citoyens de Montréal, et nous avons cru qu'il devait réclamer sa part d'assistance publique.

Il est heureux de s'associer au témoignage du secrétaire de la province et fait l'éloge des religieuses de la Providence qui dirigent l'institut Bruchési. Ces braves religieuses visitent les malades; elles les veillent à l'institut et dans leurs foyers. Et, comme les médecins qui se dévouent aussi pour eux, elles n'ont souvent que de l'ingratitude de la part des malades. L'oeuvre des médecins de l'institut Bruchési et l'oeuvre des religieuses sont inconnues; jamais on ne leur a témoigné la plus petite parcelle de la reconnaissance qui leur est due et je tiens à louer leur bonté et leur charité devant cette Chambre. C'est le seul remerciement qu'ils auront pour leur dévouement sublime.

Je tiens, en terminant, à reconnaître que le secrétaire provincial a été généreux pour l'institut Bruchési.

La proposition est adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Hôpital Saint-Joseph de Maniwaki

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1924, pour copie de toute correspondance, contrat, etc., entre le gouvernement et les autorités de l'hôpital Saint-Joseph de Maniwaki, relativement à l'assistance publique depuis 1921. (Document de la session no 45)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à

lundi le 28 janvier courant, à 4 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

---

#### NOTE

1. Selon *le Canada*, le premier ministre mentionna l'article 235 des règlements de la Chambre.



Séance du 28 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 29 amendant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Effets non saisissables

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 160 amendant le code de procédure civile concernant les effets non saisissables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Statuts refondus, article 4497

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 161 amendant l'article 4497 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 30 concernant la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### M. Léopold-A. Girard

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte d'Outremont

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 amendant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Perte de registres, paroisse Saint-Frédéric, Drummondville

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Entrées dans les registres, paroisse Saint-Frédéric, Drummondville

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 légalisant certaines entrées dans les registres de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant la gazoline.

Adopté.

### Cautionnements des officiers publics

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux cautionnements des officiers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le but de cet amendement est celui-ci. Il y a des officiers publics qui sont nommés par le gouvernement, d'autres qui le sont par les chefs de bureaux. Ainsi, un député-registrateur est souvent nommé par le registrateur. Il y a un cautionnement pour le registrateur ou tout autre officier nommé par le gouvernement, mais le cautionnement ne s'étend pas au député-registrateur. Nous voulons qu'il s'étende en cas de mort du registrateur, si le député continue à agir comme registrateur. Ce que l'on veut, c'est pour la province une garantie de la part du député-registrateur, à la mort du registrateur, en transportant le cautionnement de ce dernier sur le premier.

**M. Langlais (Témiscouata):** Pourquoi ne pas avoir deux cautionnements? On pourrait exiger un cautionnement du député-registrateur lui-même quand il agit à la place du registrateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça ferait des frais additionnels. Il vaut mieux inclure dans le cautionnement du fonctionnaire l'assistant qu'il désigne pour le remplacer.

**M. Langlais (Témiscouata):** Cette clause a-t-elle été soumise à l'assemblée des registrateurs tenue récemment?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, ils n'ont pas besoin d'être consultés. C'est le gouvernement que cela intéresse.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

#### Magistrat de district dans Beauharnois et Saint-Jean

**M. Plante (Beauharnois):** 1. Le gouvernement sait-il que la position de magistrat de district, pour le district de Beauharnois et de Saint-Jean, est vacante?

2. Dans l'affirmative, depuis quand cette position est-elle vacante?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes pour remplir cette position?

4. Quand le gouvernement se propose-t-il de nommer un titulaire à cette position?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1, 2, 3 et 4. À l'heure qu'il est, les magistrats de district ne sont pas nommés de manière à exercer leurs fonctions exclusivement dans un district quelconque. Chacun a la compétence requise pour siéger dans tous les districts de la province et en fait ils exercent leur juridiction dans chacun des districts.

### Demande de documents:

#### Égouttement de la route Montambault, rang V, Gentilly

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapport, etc., entre toute personne et le ministère de la Colonisation relativement aux travaux ordonnés et faits pour l'égouttement de la route Montambault, rang V, de Gentilly.

Les renseignements qu'il possède indiquent que le département a ordonné des travaux sur la route précitée, que ces travaux ont été ordonnés au mois de mars et qu'on les a exécutés l'été dernier. Pour avoir un octroi du département, on avait dit qu'il s'agissait de nettoyer un cours d'eau, mais soit qu'il ait été mal informé ou autrement, le département n'aurait pas dépensé l'argent pour les fins auxquelles il devait servir. Les travaux auraient été faits pour le bénéfice de deux ou trois citoyens,

fidèles serviteurs, non pas de la province, mais du gouvernement. Le rôle de paie pour les travaux fut soumis au conseil municipal qui aurait refusé de l'approuver. C'est le renseignement qui m'a été fourni. Je ne sais jusqu'à quel point il est véridique. Voilà pourquoi je demande la correspondance.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministère produira avec plaisir la correspondance à ce sujet. Voici les faits. En juin dernier, on a demandé certains travaux d'égouttement pour la route en question. On a représenté au gouvernement que ces travaux étaient nécessaires. L'ingénieur en chef du département, M. Normandeau, s'est rendu sur les lieux et a fait rapport qu'il fallait égoutter non seulement la route, mais aussi les terres situées le long de la route, qui étaient inondées. Trois colons étaient établis sur ces terres qu'ils étaient incapables de cultiver en raison de l'eau. L'ingénieur en chef a autorisé pour cela une dépense de \$100. L'on a exécuté les travaux à l'endroit où ils avaient été demandés, mais il y a eu une erreur de la part de ceux qui les ont indiqués quant au numéro du lot, mais cela n'avait aucune importance. Le rôle de paye a été envoyé en septembre à la municipalité, mais on l'a retourné en disant qu'il serait payé en octobre. Les travaux se montaient à la somme de \$103. Comme il n'y avait qu'une différence de \$3 avec l'octroi accordé, nous avons payé. Nous avons reçu alors une lettre d'un M. Faucher, qui a probablement fourni les renseignements à l'honorable chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, ce n'est pas lui.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Si ce n'est pas lui, c'est son frère. Ce monsieur nous écrivait que les travaux avaient été faits au mauvais endroit et qu'ils ne servaient qu'à deux ou trois colons. Or les travaux avaient bel et bien été faits à l'endroit indiqué par l'ingénieur en chef. Le département s'est rendu compte à sa satisfaction que tout avait été fait conformément à l'ordonnance qu'il avait donnée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais le conseil municipal devait le savoir, l'endroit où les travaux devaient être faits. Or on m'informe que le conseil s'objectait au paiement des travaux.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y avait dans le conseil une majorité qui voulait blo-

quer le paiement des travaux. Pour égoutter la route Montambault, il fallait creuser un fossé sur les propriétés de trois colons. C'est ce que nous avons fait à la suggestion de l'ingénieur en chef. La majorité du conseil était peut-être mécontente, mais les travaux étaient bien faits et à l'endroit où ils devaient être faits. Le département a agi, dans cette affaire, entièrement de bonne foi, et l'argent a été dépensé pour les fins qui avaient été désignées au préalable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre va produire la correspondance?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement, nous produirons tout le dossier.

La proposition est adoptée.

#### Registreur de Québec

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec.

Adopté.

En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le traitement du registraire de la division d'enregistrement de Québec, au lieu d'être fixé à \$3,000 par année, tel que prévu par la cédule A de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième des statuts refondus, 1909, telle qu'amendée par les lois 11 George V, chapitre 15, section 6, et 13 George V, chapitre 69, section 1, soit fixé à \$5,000 par année, conformément au bill qui accompagne la présente résolution.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La position est-elle vacante actuellement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Elle l'était il y a quelques mois. C'est le docteur Côté qui agissait en qualité de registraire et nous avons nommé, il y a quelques mois, M. Aurèle Leclerc en qualité de registraire conjoint. Nous demandons d'élever le traitement du registraire à \$5,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le docteur Côté est-il encore registrateur? J'ai vu voilà quel-que temps qu'il avait donné sa démission.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le docteur Côté est sérieusement malade et nous ne savons s'il pourra reprendre son poste. Il n'a pas démissionné et j'ignore s'il a exprimé son intention de le faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais pour-quoi augmenter le salaire du registrateur mainte-nant?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons nommé comme conjoint du registra-teur M. le notaire Aurèle Leclerc et il convient d'augmenter son traitement. Le bureau de Québec acquiert beaucoup d'importance et l'on a voulu se rendre au désir des professionnels en nommant au bureau un homme qualifié et d'une compétence hors de doute afin que le travail se fit de façon à satisfaire le public.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député-registrateur a-t-il un bon salaire?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Rémillard avait \$2,200<sup>1</sup> et nous lui avons donné une augmentation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel salaire aura M. Leclerc?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Notre intention est de laisser \$3,000 au docteur Côté et \$5,000 à M. Leclerc. C'est ce dernier qui doit faire le travail. Le docteur Côté est malade et ne peut se présenter à son bureau depuis plusieurs mois. Il est paralysé. Pour un homme de profes-sion comme M. Leclerc, ce n'est pas un traitement exagéré. Nous devons faire remarquer que celui du registrateur de Montréal est de \$6,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne com-prends pas que l'on n'ait pas pensé plus tôt à augmenter le traitement du registrateur de Québec quand, surtout avec celui qu'il a, il a dû traverser une grande crise. Je ne voudrais pas être désagréa-ble pour un ancien collègue très estimé, mais le docteur Côté est un homme de profession comme M. Leclerc. Il appartient à une belle profession et n'aurait pas dû être moins bien traité que son conjoint.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Bon nombre de registrateurs reçoivent encore plus que celui de Québec au traitement qu'on lui ac-corde par la présente loi. Le docteur Côté a rendu de bons services durant les 15 années qu'il a été au travail, et c'est pour cette raison que nous voulons continuer à lui donner la somme de \$3,000. Du reste, nous savons qu'il est satisfait de ce que nous faisons pour lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que, puisque le coût de la vie baisse, on ne devrait pas augmenter les salaires. Je crois de plus que M. Leclerc a été élu récemment dans un comté, non pour être registrateur, mais pour être député. Il est étonnant que ce dernier ait accepté un mandat du peuple pour siéger comme député et que, loin de respecter ce mandat, il ait accepté une position du gouvernement. Il n'a pas voulu affronter les diffi-cultés qui se présentaient sur sa route et c'est pour cela qu'il s'est retiré. Tout cela me paraît étrange. Il a dû y avoir une convention. On a dû faire des promesses à M. Leclerc avant de présenter les résolutions à la Chambre. Je comprends que l'honorable premier ministre soit un peu embarrassé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh non!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je comprends qu'il nous ait donné ces explications sur un ton bas et en termes ambigus, alors que la Chambre est à son minimum d'assistance. Il me semble que le premier ministre n'a pas coutume d'augmenter les salaires comme cela. J'en connais qui reçoivent \$50 d'augmentation tous les 10 ans au bureau d'enre-gistrement, ce qui est moins généreux. Puisque le docteur Côté, qui est un vieil employé, s'est con-tenté de \$3,000, pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas au moins une augmentation de salaires aux députés-registrateurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Même avec \$5,000 par année, le registrateur de Québec aura \$1,000 de moins que celui de Mont-réal. Il y a donc anomalie que nous essayons de corriger. Le docteur Côté est un vieux serviteur de la province et nous sommes heureux de lui laisser son traitement bien qu'il soit malade.

Quant au notaire Leclerc, il n'y a pas eu de convention entre lui et nous. Quand il s'est pré-senté lors des dernières élections, il n'était pas du tout question de lui en qualité de registrateur de Québec. La maladie de M. Côté a nécessité la nomination d'un autre registrateur. Nous avons dû

nommer ce dernier; nous avons cherché et nous avons cru que M. Leclerc, ayant toutes les qualifications voulues, remplirait bien ces fonctions et nous lui avons offert la position. Il a exigé comme condition que le salaire soit de \$5,000. C'est la seule convention qu'il y a eu entre M. Leclerc et nous. C'est pour tenir cette promesse que nous présentons cet amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble que, lors des élections, le premier ministre aurait pu offrir la position à M. Leclerc et éviter ainsi une nouvelle élection et tous les frais qu'elle encourt. Il a dû se passer quelque chose. Il est étrange que le premier ministre ait découvert seulement après les élections qu'il fallait un autre registrateur à Québec. Même avant les élections, monsieur Côté allait très rarement au bureau et on l'y transportait pratiquement. Je comprends que le gouvernement veut récompenser un de ses bons serviteurs, un député qui a fait de grands sacrifices pour appuyer le gouvernement. On aurait dû attendre que le registrateur actuel soit disparu pour augmenter le traitement, vu que la province paie à l'heure qu'il est deux traitements. Il me semble aussi que le gouvernement aurait dû en profiter pour rémunérer plus convenablement les députés-registrateurs. Je regrette cependant que les électeurs du comté de Québec aient perdu leur député.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyé au comité général chargé d'étudier le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registrateur de la division d'enregistrement de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registrateur de la division d'enregistrement de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que la troisième lecture soit ajournée à la prochaine séance.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a sanctionné la nomination de M. Leclerc.

La demande est accordée.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mêmes sommes que les années passées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande quelles sont les fonctions de cette organisation.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** énumère les fonctions de cette organisation qui consistent surtout à administrer les sociétés d'agriculture, les expositions, etc. Le conseil est un corps consultatif et ses recommandations sont l'objet de beaucoup de considération de la part du ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a-t-il toujours accepté les rapports du conseil d'agriculture? Les jugements du conseil sont-ils soumis au ministre de l'Agriculture ou si c'est le ministre de l'Agriculture qui est soumis au conseil?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il n'y a pas eu de difficultés. Jusqu'à présent, il y a toujours eu accord parfait entre le conseil et nous. Les suggestions que nous a faites le conseil d'agriculture ont toujours été bien accueillies par nous. Je ne pourrais pas dire cependant que toutes les demandes ont été acceptées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! je sais qu'il n'y a pas eu de chicanes. Je comprends que l'on choisit des membres du conseil qui peuvent s'entendre avec le ministre, qui ne lui causent pas d'ennui, qui disent "oui" au gouvernement comme les députés ministériels.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce sont de bons garçons.

La séance est suspendue pendant quelques minutes<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La séance continue.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):**  
À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Bien des gens prétendent que le choix des membres du conseil d'agriculture n'est pas judicieux. Le gouvernement devrait se placer au point de vue agricole plutôt que politique. On dit que, au lieu d'inviter les cultivateurs à venir à Québec pour leur accrocher un ruban du Mérite agricole et les obliger à écouter les discours politiques du ministre de l'Agriculture, on devrait plutôt les inviter à faire partie du conseil d'agriculture où ils pourraient rendre des services précieux. Cela les récompenserait mieux que le bout de ruban qu'on leur donne durant l'exposition de Québec. Ce sont des hommes intelligents, expérimentés. Je crois qu'ils apprécieraient ce geste de la part du ministre.

Maintenant, je suis informé que le secrétaire du conseil d'agriculture reçoit des rapports des sociétés d'agriculture. S'il y a quelque chose qui ne lui convient pas, une irrégularité par exemple, il soumet le tout au ministre et alors le ministre en informe le bureau de direction de la société d'agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce sont les fonctions du secrétaire, en effet. Quand il y a des irrégularités, le ministre n'a pas le pouvoir de suspendre la société. Il doit se conformer à la loi. Le secrétaire du conseil d'agriculture examine chacun des rapports qui lui sont présentés. Si le secrétaire d'une société fausse un rapport financier, par exemple, le seul pouvoir du ministre est de suspendre les octrois spéciaux qu'il a le droit d'accorder aux sociétés d'agriculture. Naturellement, ces sociétés, en vertu de la loi, ont droit à des subsides et même le ministre ne peut les leur enlever. Le ministre n'a de discrétion

qu'en autant qu'il s'agit des octrois additionnels demandés et accordés aux sociétés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Supposons qu'un secrétaire fait son rapport financier et qu'il met dans la colonne de son actif un octroi du gouvernement qu'il aura, mais qu'il n'a pas encore. Est-ce juste? Je crains que ce système soit défectueux et de nature à tromper, par exemple, ceux qui voudraient prêter à une société.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le secrétaire ne peut pas faire cela. Mais je ne sais pas de quel cas mon honorable ami veut parler.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas de cas particulier. Mais, si le cas se présentait, si un secrétaire, pour grossir son actif, ajoutait un octroi qu'il anticipe, le secrétaire du conseil pourrait-il accepter ce rapport? Je n'ai pas de cas particulier, mais je crois que cela se pratique.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Est-ce que les secrétaires entrent cela comme actif ou comme recettes?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme actif. Est-ce que le secrétaire du conseil d'agriculture surveille bien les rapports des secrétaires de sociétés d'agriculture? Naturellement, je n'ai pas d'expérience, et c'est une simple suggestion que je fais.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami a beaucoup d'expérience. Je tiens à le lui dire. Il a beaucoup d'expérience et le point qu'il soulève est intéressant. Ses remarques, quand elles se rapportent à l'agriculture, sont toujours prises en bonne part. Je suis heureux de le dire. Nous ne demandons pas aux secrétaires de ne pas inscrire dans l'actif les promesses qu'ils ont de recevoir des octrois. Ils ne doivent pas inscrire cela comme recettes. Supposons que le gouvernement promet \$2,000 à une société qui bâtit des immeubles, payables en quatre paiements annuels. Le secrétaire ne pourrait-il pas inscrire ces paiements comme actif? Il n'y aurait tout de même pas de mal que cet octroi promis soit placé dans l'actif. C'est de l'argent sur lequel la société peut compter pour les travaux à faire et le secrétaire est justifiable de le compter comme actif. Le gouvernement a généralement tenu ses promesses, mais il est entendu que les paiements doivent être autorisés par la Chambre. Un secrétaire, qui a des espérances d'avoir un octroi, ne peut pas l'inscrire dans

son actif. S'il le fait, il trompe son bureau de direction.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le point.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** D'un autre côté, si une société cesse de fonctionner, elle n'a plus droit à ses paiements et alors on ne peut les considérer comme actif.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le danger de permettre à un secrétaire d'inscrire dans son actif des octrois qui sont conditionnels. C'est ce que M. Lessard, le secrétaire du conseil, m'a admis devant un secrétaire de société d'agriculture de la province. Si j'ai demandé des renseignements, ce n'est que pour être mieux au courant du mode d'administration et des attributions du conseil d'agriculture.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### NOTES

1. Ce chiffre varie selon les journaux: \$2,200 selon *l'Événement* et \$2,500 selon *le Soleil*.

2. Un spectateur de la galerie eut alors une crise d'épilepsie. Il poussa d'abord un cri et tomba évanoui. Les députés Roy et Bergeron, tous deux médecins, allèrent lui porter secours et le ranimèrent. L'incident clos, le premier ministre répéta, écrit *l'Événement*, le mot prononcé par le président de la Chambre française après l'éclat de la bombe d'un anarchiste: "La séance continue."





Séance du 29 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 95 constituant en corporation The Montreal Hebrew Old Peoples Home;

Et avec amendement le bill 89 concernant la succession de Barbara Eléonore Poupore et William Joseph Poupore.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 63 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Berberi à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 117 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Delaney Maher au nombre de ses membres;

- bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français;

- bill 133 amendant la charte de la Société de Marie Réparatrice.

M. Hamel (Portneuf): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de The District of Bedford General Hospital demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulière-

ment et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

#### Hôpital général du district de Bedford

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 137 amendant la charte de l'Hôpital général du district de Bedford.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Effets non saisissables

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant le code de procédure civile concernant les effets non saisissables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Demande de documents:

#### Construction de marchés à Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1922 relativement à la construction de marchés à Montréal.

Cette question des marchés de Montréal n'est pas nouvelle. Je suis sûr que le gouvernement a une nombreuse correspondance là-dessus. Elle a été discutée à la Chambre, à l'hôtel de ville de Montréal et au cours de réunions publiques où les jardiniers-maraîchers avaient été spécialement convoqués. On s'est plaint que le local actuel était trop petit et pas convenable; on a demandé plus d'espace.

J'ai moi-même attiré l'attention du gouvernement il y a deux ans dans cette Chambre. Le gouvernement, par son distingué ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), a répondu qu'il ne pouvait intervenir. Mais l'honorable

premier ministre a reconnu les griefs des cultivateurs, surtout pour ce qui regarde le marché Bonsecours. J'ai souvent constaté que les cultivateurs, les jardiniers-maraîchers manquaient de marchés à Montréal. Les jardiniers-maraîchers se sont plaints encore dernièrement et je crois que ces derniers ont ou vont demander au gouvernement des réformes dans l'état de choses qui existe et dont ils ont raison de se plaindre. Je présume qu'une correspondance a dû être échangée.

Il n'y a pas longtemps, on a dit en cette Chambre que les cultivateurs devaient avoir des marchés et qu'ils devaient avoir aussi des bonnes routes pour pouvoir s'y rendre. Ce n'est pas tout. La tâche du gouvernement est de voir à ce que, rendus au marché, les cultivateurs aient tout l'espace voulu, tous les moyens de garder leurs produits en bon état. Puisque le gouvernement se porte au secours d'entreprises privées, il devrait bien s'intéresser à un projet aussi important pour la classe agricole.

Pour ma part, je suis en faveur de la voirie et en faveur aussi des grandes industries, à condition que l'une et les autres donnent aux cultivateurs des marchés et des facilités d'écouler leurs produits. Le gouvernement donne des boni, il s'ingère dans les grandes entreprises, il vient de consacrer le principe de prendre les deniers de la province pour aider des entreprises. Cette année, on lui demande de venir en aide aux cultivateurs et à la ville de Montréal. Il pourrait faire quelque chose dans ce sens en donnant, par exemple, un octroi ou un boni aux autorités de Montréal, qui pourraient faire les améliorations nécessaires.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je ne crois pas qu'il y ait une longue correspondance au sujet de ce que le chef de l'opposition vient de parler. Les seules plaintes officielles, à ma connaissance, qui ont été faites l'ont été par le chef de l'opposition. Je sais que ses plaintes sont justifiées. Les cultivateurs sont mal logés et manquent d'espace; ils sont obligés de venir passer la nuit sur le marché, à Montréal, pour avoir une place. Cependant, ce n'est pas la première fois que nous entendons parler de cette question. J'en ai causé moi-même, maintes fois, avec plusieurs personnes de Montréal et toutes m'ont dit qu'il n'y avait vraiment pas d'espace et qu'il faudrait absolument agrandir les marchés actuels. Mais, pour cela, il faudrait faire des expropriations considérables, en particulier autour du marché Bonsecours. Or la ville prétend qu'elle n'a pas les moyens de le faire.

Le gouvernement pourrait-il intervenir?

C'est une question fort discutable. On nous a déjà dit que c'était une question qui relevait du conseil municipal, mais nous nous sommes intéressés à cette question. On a organisé un marché au nord de Montréal, mais les cultivateurs n'y vont pas et ça ne fait pas leur affaire. On voudrait avoir des abris et la cité dit qu'elle n'a pas les moyens de faire les améliorations demandées. On a commencé à utiliser le Champ-de-Mars, mais, s'il y a de l'espace, il n'y a pas d'abri en cas de mauvais temps. La législature pourrait-elle intervenir plus qu'elle l'a fait jusqu'à présent, pour forcer Montréal à faire les expropriations nécessaires? C'est une question fort délicate et qui serait très controversée. On dirait peut-être que l'autonomie de Montréal n'est pas respectée. L'expropriation des terrains nécessaires à la construction d'un grand marché nécessiterait une dépense d'au moins un million et demi. La législature pourrait-elle prendre à même les fonds de la province pour pourvoir Montréal des marchés dont elle a besoin? Ça relève plutôt du conseil de ville de Montréal. Il a été question de louer des halles aux cultivateurs et un règlement à ce sujet viendra en force au printemps prochain, mais la location de certaines parties du marché Bonsecours ne sera à l'avantage que de quelques-uns.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas accorder un boni ou un octroi à la ville de Montréal pour assurer l'agrandissement du marché Bonsecours?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce serait créer un précédent qui nous obligerait à faire la même chose pour d'autres villes. L'expropriation pour l'agrandissement du marché Bonsecours coûterait au bas mot \$2,000,000. Il faudrait exproprier à partir de la rue Notre-Dame à la rue des Commissaires. Garantir cette somme serait pour le gouvernement un précédent très dangereux et qui nous entraînerait loin. Bien des villes, grandes et petites, nous demanderaient des octrois semblables. Quoi qu'il en soit, nous sommes loin de nous désintéresser de cette question des marchés de Montréal, mais nous ne pouvons tout de même pas nous y intéresser au point qu'on le voudrait et qu'on le demande. Nous ne pouvons faire ce que la cité de Montréal doit faire de ses propres deniers. Je ne sais pas ce que nos amis les députés de Montréal pensent de l'affaire, mais c'est là mon opinion. J'en ai parlé souvent à des intéressés; on m'a promis qu'on s'occuperait de la question et je crois bien que l'on ne s'en est pas occupé.

**M. Renaud (Laval):** Les cultivateurs de l'île de Montréal réclament un marché depuis longtemps. Maintes fois, depuis plusieurs années, il y a eu des assemblées où les cultivateurs, les bouchers, les épiciers, les maraîchers ont été convoqués pour discuter cette question des marchés de Montréal. Chaque fois, il a été résolu de se rendre auprès de l'exécutif de Montréal et de lui demander de faire autoriser à contracter un emprunt aux fins d'agrandissement des marchés. Tout le monde là-dessus était unanime. On voulait la construction d'un grand marché central dans la ville. Cet établissement accommoderait non seulement les cultivateurs mais tous les consommateurs de la ville. Toujours la même réponse: Nous n'avons pas d'argent pour agrandir le marché; que l'on s'adresse à la législature de Québec! C'est le gouvernement de Québec qui peut vous aider. Que le gouvernement accorde à Montréal l'autorisation d'emprunter à cette fin!

**M. l'Orateur,** tout le monde convient qu'il faut un grand marché à Montréal. C'est beau pour les cultivateurs de travailler pour avoir une bonne récolte, mais il faut un marché pour vendre ces produits. Le gouvernement ferait bien en autorisant la ville de Montréal à emprunter un et deux millions, s'il le faut, pour donner aux cultivateurs plus de confort. Le cultivateur arrive en pleine nuit au marché afin de pouvoir trouver un petit coin où il vendra ses produits. C'est injuste de laisser les cultivateurs dans cette position. Les consommateurs seraient aussi favorisés par un grand marché. Après tout, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Ce serait mieux d'avoir un grand marché central que plusieurs petits marchés. Si nous avions à Montréal un seul grand marché aux bestiaux, nous aurions le plus grand marché du Dominion. La cité de Montréal veut faire les travaux nécessaires et il faut que le gouvernement l'autorise à les faire.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Cette question a soulevé maintes discussions à l'hôtel de ville de Montréal. Les cultivateurs sont venus très souvent nous demander de voir à prendre les moyens pour remédier au mal dont ils se plaignaient. Mais nous ne nous sentions pas en mesure avec nos revenus de prendre les moyens qu'on nous suggérait. La situation financière du conseil de ville est telle que le conseil, ne pouvant emprunter, est obligé d'administrer avec l'argent qu'il a et il n'est pas capable de faire les améliorations requises. C'est la raison du retard apporté au règlement de cette question.

Nous avons eu bien des suggestions au sujet de la question des marchés. Je ne dis pas qu'il est

possible de changer le marché Bonsecours de place. Mais on nous a fait une excellente suggestion, celle de faire un marché sur la place d'Armes. On projette aussi de louer des places sur le marché au prix de \$5 ou \$10 par année, mais, dans les temps de récolte, il n'y aurait pas d'espace suffisant. Pour agrandir le marché Bonsecours, il faudrait que le conseil de Montréal dépensât \$2,000,000. Or il ne peut faire cette dépense si le gouvernement de Québec ne lui laisse pas ses revenus.

Quant à la question de l'emprunt, nous ne pouvons emprunter sans soumettre la question au peuple et il faut bien réaliser que, si elle venait devant le peuple, nous courrions des chances que nous n'obtenions pas l'autorisation, car seuls les intéressés directement dans les marchés, les épiciers et les bouchers, voteraient en faveur de nos projets. Il faudrait, pour cela, une longue campagne d'éducation parmi la classe ouvrière.

Le conseil est prêt à faire les démarches pour agrandir le marché. On nous a soumis un plan récent et je crois que ce serait le meilleur. Il s'agirait de creuser le Champ-de-Mars pour le mettre à l'égalité de la rue Craig et de faire au-dessus une plateforme en béton à l'égalité de la rue Notre-Dame, puis de faire un tunnel qui relierait le Champ-de-Mars au marché Bonsecours. Il est impossible de songer à changer le marché de place.

Les petits marchés ne sont pas pratiques et je crois que le gouvernement, puisque la cité de Montréal n'a pas de pouvoir d'emprunt, devrait laisser plus de revenus à Montréal afin de lui permettre de faire ses travaux.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** appuie sur la nécessité de l'agrandissement du marché Bonsecours. Le ministre de l'Agriculture a tenté de faire croire que c'était une question locale intéressant la cité de Montréal, mais il a oublié l'accroissement considérable des dernières années. Les marchés de Montréal sont indispensables non seulement à la ville de Montréal elle-même, mais nous pourrions dire à toutes les villes du district et même de Québec. La question des marchés dans la métropole n'est plus alors d'un intérêt local. Dans l'île de Montréal, il y a environ un million d'âmes; les intérêts des comtés environnants de la ville de Montréal font voir aussi que ce n'est plus une question locale. Toute la province vient s'approvisionner à Montréal. Presque toutes les grandes maisons et tous les marchands s'approvisionnent au marché Bonsecours. Je ne serais même pas surpris d'apprendre que la cité de Québec vient

chercher un grand nombre de ses provisions sur les marchés de Montréal. C'est le marché Bonsecours qui est le grand marché de la métropole. Le marché Bonsecours sort donc de la juridiction de la cité de Montréal puisqu'il intéresse toute la province.

Dans ce cas, il n'est pas question, et personne n'y songe, de demander aux cultivateurs de payer les frais des expropriations et des travaux. La cité de Montréal ne peut pas non plus payer tous ses frais et le gouvernement devrait s'en occuper. La cité de Montréal est prête à faire sa part, mais tous ceux qui sont intéressés à cette construction devraient y contribuer. J'ajouterai même que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a tort de se désintéresser du projet, car c'est une question qui intéresse, je le répète, toute la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** À différentes reprises, les cultivateurs des environs de Montréal sont venus devant le comité des bills privés pour demander des améliorations au marché Bonsecours. Ce marché, d'ailleurs, n'intéresse pas seulement les cultivateurs, mais tous les citoyens de Montréal. Actuellement et depuis longtemps, il ne répond pas aux besoins de la population. Tout le monde s'y intéresse. Un grand marché ne profiterait pas seulement aux cultivateurs de la région de Montréal, mais aussi à tous les citoyens de la ville. Si le marché était plus grand, si ses abords étaient plus propres, un plus grand nombre de citoyens iraient s'y approvisionner. Que devons-nous faire? Forcer la cité de Montréal à exproprier autour du marché pour l'agrandir, prendre sur nous de faire les améliorations qu'on nous suggère? Mais vous verriez des citoyens nous accuser de ne pas respecter l'autonomie de Montréal. J'ai vu les statuts en écoutant les discours.

**Une voix:** Il va parler de la statue de Nelson<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai vu dans les statuts que la cité de Montréal a été autorisée à exproprier les propriétés autour du marché Bonsecours.

**M. Renaud (Laval):** Il y a 20 ans de cela.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, c'est en 1903. La cité avait été autorisée à faire des expropriations entre les rues Notre-Dame et des Commissaires. La loi disait alors que la cité de Montréal devra faire ces expropriations avant le

1<sup>er</sup> janvier 1905. Elle ne les a pas faites. Plus tard, un autre amendement autorisait la ville à faire ces mêmes expropriations: c'était en 1912. Une très petite partie de ces expropriations permises a été faite. On peut donc trouver dans les statuts toute la mesure de la bonne volonté de la législature pour se rendre aux désirs de la population de Montréal.

Vous voyez, M. l'Orateur, que, si la position des cultivateurs n'est pas meilleure, c'est la faute des autorités de Montréal. Les administrateurs de Montréal ont peut-être été quelque peu négligents en refusant de profiter des pouvoirs que lui donnait la législature. Je suis d'avis que la législature a fait sa part et que Montréal maintenant devrait trouver les moyens de remédier à la situation, et j'ajouterais, au risque de faire dire encore que la législature viole l'autonomie de la métropole, que je souhaite que la législature renouvelle encore son autorisation d'exproprier et d'emprunter pour les marchés de Montréal. Ce serait peut-être là un des moyens les plus efficaces de régler cette question, mais en autant qu'il ne s'agirait que d'un renouvellement de pouvoirs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis content d'avoir provoqué ce débat. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a dit qu'il connaissait bien la situation et qu'il ne pouvait l'améliorer. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) est bien disposé à traiter les affaires de Montréal et admet qu'une amélioration s'impose, mais que c'est à Montréal à la réaliser. Montréal a déjà fait une partie de l'expropriation, mais elle ne peut faire plus. Elle est dans l'absolue impossibilité de faire les améliorations nécessaires à ces marchés pour la bonne raison que le gouvernement lui enlève la plus grande partie de ses revenus. On va chercher à Montréal \$4,000,000 de ses revenus que l'on met dans le Trésor public afin de confectionner ensuite le surplus de \$1,500,000 dont on se vante tant. Aussi les Montréalais disent-ils aujourd'hui: "Que le gouvernement nous aide!" Si le surplus existe, pourquoi le gouvernement ne vient-il pas en aide à Montréal?

**M. l'Orateur:** Je prierai le chef de l'opposition de s'en tenir à la question. Il n'est pas dans l'ordre actuellement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me sou mets à votre décision, M. le Président. Je croyais répondre à certains arguments qui ont été exprimés du côté ministériel. J'allais dire que le conseil

municipal ne pouvait pas faire les dépenses nécessaires pour ce marché et que le gouvernement est en mesure et en moyen de venir au secours de Montréal. Pour répondre au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), je voulais toucher à la question d'autonomie, mais par respect pour les règles de la Chambre je ne suivrai pas le ministre sur ce terrain. Encore une fois, M. le Président, j'espère que le gouvernement s'intéressera à ce problème des marchés de Montréal.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. l'Orateur...

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre n'a plus le droit de parler. Il aurait dû parler avant que l'honorable chef de l'opposition exerçât son droit de réplique, mais il ne peut plus parler sur la question.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai aucune objection à ce que...

**M. l'Orateur:** La motion est adoptée à l'unanimité.

#### Réparation de chemins à Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, au sujet de la réparation de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922-1923.

Voilà quelques années, on avait fait un chemin de un mille et quart à Sainte-Geneviève. Sous la loi de la voirie de 1912, la municipalité avait emprunté \$13,000. On avait fait des travaux additionnels pour \$14,000. La municipalité avait profité d'une allocation pour l'emprunt de \$13,000, mais pas sur la somme de \$14,000 additionnelle. En février 1922, l'ingénieur de l'entretien à la Voirie fit savoir à la municipalité que le chemin devait être réparé. Les estimés mentionnaient que cette réparation devait se faire sur une longueur de 5,108 pieds et coûterait \$2,930. On devait les faire en 1922 et on demandait une réponse de la municipalité avant le 22 février, car on représentait qu'il y avait urgence.

Le conseil municipal prévint alors le ministre de la Voirie que les travaux seraient faits au printemps et qu'il ferait faire les travaux lui-même. Au printemps, le conseil se rendit auprès du ministre de la Voirie et demanda quel serait le montant de l'allocation. Le ministre répondit qu'il consulterait l'ingénieur et qu'il donnerait une réponse. Le conseil a attendu cette réponse, mais elle ne vint pas. On s'était préparé pour faire les travaux et on attendait.

Le 12 juin 1922, sans participation, sans le consentement et hors de la connaissance de la municipalité, le ministre de la Voirie faisait commencer les travaux. Le secrétaire-trésorier de la municipalité écrivait le même jour à l'ingénieur pour lui dire que le conseil attendait la réponse du ministre. Le 23 juin, on envoyait les formules que le secrétaire devait remplir au cours de l'exécution des travaux. Dans le même temps, on avertissait la municipalité que le ministre de la Voirie avait donné ordre à l'ingénieur McGill de commencer les travaux.

Les travaux de réparation se terminèrent en automne 1922. On envoya le compte à la municipalité de Sainte-Geneviève. Les estimés avaient été de \$2,909; ils coûtèrent \$4,908<sup>2</sup>, presque le double. Ils auraient coûté beaucoup moins cher s'ils avaient été faits sous la direction du conseil de ville. Ou bien les experts qui préparent les estimés sont incompetents ou bien il y a eu extravagance chez ceux qui exécutent les travaux. Je demande encore une fois au département de la Voirie de cesser de s'immiscer dans les affaires des conseils de ville.

C'est le cas de Saint-Constant et de plusieurs autres endroits. Je crois que le ministre de la Voirie devrait s'entendre avec les municipalités pour que ces dernières fassent elles-mêmes leurs travaux. J'ai plus de confiance, je le répète, dans le bon sens des cultivateurs des campagnes, dans l'esprit de sagesse et d'économie des conseils municipaux que dans les experts du ministère. Si on avait dit à la municipalité quel octroi elle pouvait obtenir, ces travaux auraient coûté moins cher. Dans le cas actuel, la municipalité est obligée de payer \$1,800 et le gouvernement \$3,191.28. Il suffit d'exposer les faits pour faire voir le remède nécessaire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le député de Jacques-Cartier a appuyé sur deux points: l'intervention du gouvernement dans les affaires de la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, l'estimation des travaux et leur coût réel.

Le gouvernement est-il intervenu sans raison? Nous allons voir. Le député de Jacques-Cartier a été assez habile de ne nous parler que de 1922. Pour dire toute la vérité, il faut remonter plus loin. En 1914, Sainte-Geneviève a construit ce chemin en macadam à l'eau. Ce chemin fait partie d'une route provinciale ceinturant l'île de Montréal et est soumis, partant, à un rude trafic. En 1917, le département de la Voirie donnait avis à la municipalité d'avoir à réparer ce chemin qui se détériorait. On ne fit rien. En 1918, on écrivit de nouveau au conseil. Celui-ci répondit qu'il désirait faire les travaux de réparation lui-même et demandait des renseignements à ce sujet. On ne fit rien encore cette année-là. En 1919, même avertissement. Sainte-Geneviève promit d'y voir, mais n'en fit rien. Cette année-là, le ministre avait envoyé un devis des travaux de réparation à faire.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Est-ce bien la même municipalité dont l'honorable ministre veut parler?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est la même. En 1919, la municipalité fit quelques travaux dans des ornières. Elle avait dépensé \$2,163, mais ce n'était pas suffisant pour la réparation du chemin. En 1920, le département transmit un nouvel avis d'avoir à réparer sans faute ce chemin contre lequel il y avait force plaintes. La municipalité répondit, cette fois, qu'elle ne pouvait pas faire les réparations faute de main-d'œuvre. Donc, rien encore en 1920. En 1921, on recommençait. Nouvel avis à la municipalité de la part du département de la Voirie. On passa une résolution portant que l'on allait charroyer la pierre nécessaire sur les lieux et que l'on commencerait les travaux au printemps. On ne fit rien encore.

Le 10 février 1922, le ministère écrivait de nouveau à Sainte-Geneviève, l'invitant à faire les travaux de réparation. Le 18 février, le conseil répondit qu'il allait faire les travaux au printemps et demandait des spécifications. Le ministère s'empressa d'envoyer des devis, mais la municipalité connaissait l'octroi auquel elle avait droit puisque c'était dans la loi de 1912. En juin, comme la municipalité, malgré les demandes réitérées pendant quatre ans, ne faisait rien, le ministre de la Voirie, recevant plaintes sur plaintes, décida d'envoyer son ingénieur et de faire faire les travaux.

Je vous le demande, est-ce là une intervention indue du gouvernement? Une municipalité emprunte un gros montant, elle laisse détériorer son chemin, malgré des avis de quatre ans. On devrait féliciter plutôt le département d'avoir pris

les moyens de réparer ce chemin afin de le conserver. C'est le cas de Saint-Constant, s'est écrié mon honorable ami de Jacques-Cartier. J'ai démontré l'autre jour que Saint-Constant, sans avoir retardé comme Sainte-Geneviève, avait négligé de faire des travaux de réparation. Il est nécessaire d'intervenir contre les municipalités récalcitrantes.

Quant au coût des travaux, l'honorable député de Jacques-Cartier nous a dit que la municipalité allait être obligée de payer \$1,800 de plus. Non, M. l'Orateur. Les estimés ont été faits bien avant que les travaux fussent faits et il y a eu un écart de \$2,000 à peu près. Les travaux ont été bien faits et cela n'a coûté à la municipalité qu'à peu près \$200. Ce n'est pas cela qui ruinera la municipalité et il n'y a pas raison de venir jeter le blâme sur le gouvernement pour cela. La municipalité n'a pas à se plaindre, car, d'après la loi, elle avait droit à un octroi de 50% et elle a obtenu 65% à cause de la circulation plus considérable qu'il y a sur ce chemin. Et le fait que les officiers de la Voirie ont fait une petite erreur dans l'estimé du coût approximatif de certains travaux ne doit pas prouver que ces employés sont incompetents.

Cette augmentation du coût des travaux, Sainte-Geneviève ne l'aurait pas payée si la municipalité n'avait pas attendu quatre ans pour faire les travaux. Quant aux experts, ils ont fait des travaux plus complets et c'est ce qui en a augmenté aussi le coût. Ce qu'il y a de certain, c'est que le gouvernement ne veut pas faire encourir des dépenses inutiles aux municipalités, mais il considère que c'est son devoir de voir à conserver ses chemins dans lesquels il a engagé de grosses sommes d'argent. Il accomplira son devoir même contre le gré des municipalités récalcitrantes, pour le plus grand bien des citoyens.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** La municipalité de Sainte-Geneviève n'est pas hostile au progrès puisqu'elle a dépensé \$27,000 pour des travaux de voirie. Mais elle n'a pas voulu entreprendre ses travaux de réparation avant d'avoir la réponse du ministre de la Voirie. Elle avait certainement raison de demander au ministre quelle serait la part du gouvernement dans le paiement du coût des travaux; elle ne savait pas quelle serait cette part. Rien ne justifiait le gouvernement de faire ces travaux de réfection sans prévenir la municipalité. Les officiers du ministère de la Voirie auraient dû expliquer à la municipalité les travaux qu'ils avaient l'intention de faire. Si on avait laissé la municipalité faire ses travaux, elle aurait probablement économisé la somme que l'honorable ministre a mentionnée. Le cas s'est

répété trop souvent dans la province.

Je ne veux pas faire de politique étroite, je ne fais pas ces observations pour critiquer le ministre de la Voirie à tort et à travers, mais pour le mettre sur ses gardes, pour l'empêcher d'empiéter sur les droits des municipalités afin d'assurer à notre province le réseau de belles routes dont elle a besoin.

La proposition est adoptée<sup>3</sup>.

#### **Emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut)**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut).

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que l'étude des résolutions soit ajournée parce qu'elles ne sont pas encore imprimées en français.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Registreur de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Langlais (Témiscouata): Il n'est pas juste pour les autres officiers de cette nature de voir le registraire de Québec bénéficier tout d'un coup d'une augmentation de salaire de \$2,000 quand les autres restent au même point. Pourquoi laisser les autres registraires à \$3,000 quand celui

de Québec touchera \$5,000? Je considère que c'est là une grave injustice.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'on ne se plaint pas de l'énorme différence qu'il y a entre le salaire des principaux employés et ceux des petits? On donne par exemple \$14,000 au président de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à mon honorable ami, mais nous discutons en ce moment le salaire du registraire de Québec et non les autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand on refuse de petites augmentations aux petits employés, pourquoi donner une si grosse augmentation au registraire parce qu'il y a eu une convention entre le premier ministre et lui? Je répète ce que j'ai dit. Ce n'est pas la nomination de notre ancien collègue que je critique. Je veux critiquer surtout l'augmentation exagérée du salaire d'un fonctionnaire que je trouve très estimable, mais qui n'a tout de même encore aucun état de service, aucune expérience pour justifier cet acte du gouvernement. Je ne trouve pas cela juste. C'est l'acte du gouvernement que je critique.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le bureau du registraire de Québec est le deuxième en importance. Le registraire de Montréal reçoit un salaire de \$6,000 et nous voulons donner \$5,000 à celui de Québec. Il ne manque pas de registraires, même dans des petites villes de la province, qui retirent un salaire plus élevé encore que celui que nous voulons accorder au registraire de Québec. N'est-il pas juste que celui de Québec reçoive \$5,000? L'honorable chef de l'opposition sait comme moi qu'il n'est pas possible d'avoir un homme de premier ordre à ce poste à moins de \$5,000. Quant à l'ancien registraire sur le sort duquel le chef de l'opposition s'apitoie, il compte de bons amis ici. Il a siégé en cette Chambre et il n'y a laissé que de bons souvenirs. D'ailleurs, il ne se plaint pas; il est même satisfait de ce que nous faisons pour lui. Il est malade; il n'aurait eu droit à aucune pension et nous lui permettons de recevoir \$3,000 par année. Qu'y a-t-il, enfin, de si extraordinaire dans cet acte?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Est-ce que le registraire de Montréal a le droit de pratiquer sa profession en dehors de ses fonctions officielles?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non, pas plus que celui de Québec. Je demande donc que la proposition soit adoptée. C'est juste de donner un traitement convenable à un bon officier public comme l'ancien député de Québec-Comté.

La proposition est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Traitements des secrétaires du département de l'Instruction publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (**M. Gault**), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance depuis 1922 entre aucun des membres du gouvernement et **M. G.-W. Parmelee** ou **M. J.-N. Miller** au sujet des traitements des secrétaires du département de l'Instruction publique.

Je sais que **MM. Miller** et **Parmelee** ont toujours été considérés sur un pied d'égalité. Mais il paraît que le sort de l'un va être amélioré. Ce sont tous deux de bons employés et qui méritent le même traitement. Je ne vois pas pourquoi l'on ferait une différence et une injustice. Je veux obtenir la correspondance afin de savoir ce qui en est, car on s'est plaint du fait qu'un de ces employés aurait une promotion et que l'autre n'en aurait pas.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y aura avant longtemps un projet de loi devant la Chambre à ce sujet, mais je puis assurer l'honorable chef de l'opposition que le gouvernement ne commettra aucune injustice envers ces bons officiers publics. Nous produirons la correspondance avec plaisir.

La proposition est adoptée.

##### **Dispensaires à l'Hôtel-Dieu de Valleyfield**

**M. Plante (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (**M. Dufresne**), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, résolutions, télégrammes et documents, entre toute personne et le gouvernement, relativement au maintien et au développement de dispensaires antituberculeux et de puériculture à l'Hôtel-Dieu, dans la cité de Valleyfield.

Je ne dirai qu'un mot à l'appui de cette motion. Je comprends que, en créant un département de la Santé publique et en affectant un crédit de \$500,000 pour cette oeuvre, le gouvernement a inauguré l'an dernier une politique nouvelle d'hygiène. C'est là une oeuvre qui commande l'admiration. On a dit avec raison que la tuberculose, l'alcoolisme, le cancer et les maladies vénériennes faisaient plus de victimes en un jour, dans tous les rangs de la société, que n'en avait jamais fait la Grande Guerre. On a compris qu'il fallait mettre à la disposition des hommes de l'art et des citoyens un capital assez considérable pour avoir des résultats pratiques.

Le gouvernement a fondé des dispensaires antituberculeux et de tuberculose. Mon but est de demander au gouvernement de poursuivre vigoureusement cette politique qui est appelée à rendre de grands services à notre population. C'est de l'argent bien placé et j'espère qu'il sera bien distribué. Procédant de cet ordre d'idées, le gouvernement a établi, il y a deux ans, à Valleyfield un dispensaire pour réprimer la mortalité infantile. Ce dispensaire semble avoir donné satisfaction et, par les réponses à une interpellation que j'ai mise sur le feuillet de la Chambre, le gouvernement semble disposé à vouloir continuer une allocation pour assurer la continuation de ce dispensaire. Cependant, le secrétaire de la province (**l'honorable M. David**) me permettra bien d'attirer son attention sur le fait que, depuis le mois de septembre dernier, aucune allocation n'a été versée à cette fin et, comme conséquence, le médecin qui s'est dévoué pour assurer le succès de cette oeuvre est privé des ressources nécessaires pour la soutenir. L'octroi versé par le gouvernement a été confié à un comité de citoyens, dont le notaire **Boyer** est le secrétaire, et la ville de Valleyfield a convenu de verser \$1,000 pour coopérer avec le gouvernement qui s'était engagé à verser \$3,000 pour le bon fonctionnement de ce dispensaire. Depuis le mois de septembre dernier, sous prétexte de réorganisation, on a discontinué toute allocation, et le 30 septembre le docteur **Lessard** écrit au secrétaire du comité à ce sujet.

Depuis cette date, des résolutions ont été passées par l'association médicale du district de Beauharnois, qui compte au-delà de 40 médecins, et par le conseil de ville de Valleyfield, qui parlent par elles-mêmes. Il lit ces résolutions.

J'insiste auprès du secrétaire provincial pour la continuation de l'allocation promise afin de permettre à ce dispensaire de vivre et de se maintenir. On comprend qu'un dispensaire de cette nature requiert une bonne partie du temps et les



soins assidus d'un médecin pour suivre les enfants que les mères apportent pour des examens répétés. Toute somme dépensée pour cette fin est des mieux employées.

L'hygiène, pour produire quelques effets, ne doit pas se trouver seulement dans les livres et les discours, mais on doit aussi l'imprimer dans l'esprit et le cœur des concitoyens, et c'est en créant et en maintenant des dispensaires de ce genre que le gouvernement aidera à répandre et à vulgariser les notions d'hygiène.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement ne peut être accusé d'avoir négligé Valleyfield. Il a toujours témoigné son ardent désir de voir Valleyfield dotée d'un dispensaire digne de la ville. Nous avons déjà donné à cette fin une somme de \$3,000. Sur cette somme, un montant de \$2,000 fut confié au docteur Ostiguy pour ses services et l'autre montant de \$500 fut consacré à la clinique. Le département d'hygiène, après une année d'essai, voulut se mettre au courant des opérations de ce dispensaire et, après un rapport fait, une deuxième somme de \$3,000 fut accordée, avec laquelle on n'obtint pas plus de résultats satisfaisants.

En novembre dernier, le département d'hygiène a soldé une somme de \$856.27 pour combler le déficit du dispensaire, ce qui prouve que le gouvernement ne désire aucunement abandonner cette oeuvre et veut au contraire la soutenir et l'encourager. Toutefois, nous sommes à étudier la situation afin de trouver un moyen d'uniformiser la méthode d'administrer nos dispensaires. Je crois que ce sera là un excellent moyen de rendre justice à tous.

Je dois cependant assurer mon honorable ami de Beauharnois que le gouvernement a l'intention de faire tout son possible pour aider le maintien des dispensaires et que Valleyfield aura le sien, si la chose est possible. Nous ne savons pas de quelle façon nous aiderons le dispensaire de Valleyfield. Nous continuerons de l'aider sous la forme que les hommes compétents de Valleyfield et du service d'hygiène nous recommanderont surtout. Nous pouvons assurer le député de Beauharnois que Valleyfield sera bien traitée.

**M. Plante (Beauharnois):** Le docteur Lesnard a écrit au nom du service d'hygiène qu'il y aurait réorganisation du dispensaire, mais on n'a rien fait encore. Il est vrai que l'octroi de \$3,000 a été absorbé par le salaire du médecin. Mais les membres de cette Chambre, qui appartiennent à la profession médicale, admettront que \$2,500 pour

des services à un dispensaire, c'est peu de chose. C'est ce que le médecin a reçu. Encore une fois, j'espère que le gouvernement continuera à accorder sa subvention au dispensaire de Valleyfield.

La proposition est adoptée.

#### Questions et réponses:

##### Civic Investment & Industrial Co.

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** 1. La Civic Investment & Industrial Co., constituée en corporation et sanctionnée le 16 mars 1916, a-t-elle été fusionnée à d'autres compagnies depuis sa fondation? Dans l'affirmative, à quelles compagnies?

2. L'acte notarié a-t-il été déposé au bureau du secrétaire de la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui, Montreal Light, Heat & Power Consolidated, 8 George V, chapitre 111, sanctionnée le 9 février 1918.

2. Non.

##### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire (antérieurement enseignement universitaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**M. Faucher (Québec-Centre):** Il y a augmentation de \$10,500. À la demande de qui cette augmentation de subsides?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il y a augmentation de ce côté à la demande des vétérinaires, vu que l'on a attaché beaucoup d'importance aux épreuves de la tuberculine. La somme totale sera employée ainsi: \$6,000 pour l'École de médecine vétérinaire et \$14,000 pour les épreuves de tuberculine.

**M. Faucher (Québec-Centre):** Très bien!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique que le gouvernement accorde \$10,000 à l'exposition provinciale de Québec, \$10,000 à celle de Sherbrooke, \$3,000 à l'exposition de Valleyfield, \$10,000 à celle de Trois-Rivières, ce qui est une augmentation de \$3,000, et \$4,000 à l'exposition des éleveurs de Beauharnois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi une augmentation de \$3,000 à Trois-Rivières?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cette exposition doit être mise sur un pied d'égalité avec les autres expositions.

M. Plante (Beauharnois): A-t-on augmenté l'octroi à Valleyfield?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, pas encore, mais nous croyons que cela viendra. Si l'honorable député nous le demandait, je ne dis pas ce que nous ferions.

M. Plante (Beauharnois): Il y a une lueur d'espoir.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Plante (Beauharnois): À la bonne heure!

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose certaines questions au ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que les montants accordés aux expositions le sont pour les fins agricoles uniquement. Ce que coûtent les courses de chevaux est pris sur les recettes faites par les expositions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles

d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cet octroi est réparti comme suit: \$15,000 à l'école de Sainte-Anne, plus \$48,000 pris sur le subside fédéral, \$42,210 à l'Institut agricole d'Oka, plus \$42,910 pris sur le subside fédéral, \$8,000 à l'école Macdonald, plus \$33,000 sur le subside fédéral. Enfin, nous prenons une somme de \$20,000 pour les frais de construction de la future école moyenne d'agriculture.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) interroge le ministre sur la diminution du subside.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les écoles d'agriculture recevront les mêmes octrois.

M. Smart (Westmount): Est-ce que le subside fédéral va être diminué?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons fait beaucoup d'instances pour qu'il ne le soit pas. Nous espérons qu'il sera maintenu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'économie domestique (antérieurement écoles ménagères), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Des députés de l'opposition posent des questions sur les règlements des écoles techniques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'est pas dans l'intention du gouvernement de faire pour ces écoles de nouveaux règlements. Toutes les écoles où on enseigne l'enseignement ménager à base agricole, nous en avons gardé le contrôle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) exprime les craintes qu'il n'y ait pas suffisamment de professeurs et de maîtresses diplômés et demande s'il y a beaucoup de diplômés des écoles domestiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je l'ignore.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On m'a dit qu'il n'y en a pas beaucoup.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous avons six grandes écoles d'enseignement ménager et chacune d'elles doit donner une vingtaine de diplômés. Il y a des diplômés d'enseignement classico-ménager.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle différence y a-t-il entre l'enseignement ménager et l'enseignement classico-ménager?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est assez difficile à définir. Aux écoles classico-ménagères on distribue à la fois un diplôme d'enseignement ménager et un diplôme d'école normale. L'école de Saint-Pascal est une école normale et les diplômés qu'on y donne sont des diplômés classico-ménagers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre préfère-t-il les écoles classico-ménagères ou les écoles ménagères?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'aime beaucoup les écoles ménagères. Il n'y a qu'une seule grande école classico-ménagère, c'est celle de Saint-Pascal. Notre département lui accorde \$1,500 et elle reçoit \$10,000 comme école normale. C'est le Conseil de l'instruction publique qui a donné ce titre de classico-ménager au diplôme de l'école de Saint-Pascal.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** demande si le gouvernement a reçu une demande pour l'établissement d'une école ménagère à Lachine.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Actuellement, nous avons six grandes écoles qui couvrent, peut-on dire, toute la province. Nous ne croyons pas qu'une école voisine de celle de Montréal serait absolument nécessaire. Mais, si on veut de l'enseignement ménager dans le couvent, mon honorable ami n'a qu'à en faire la demande et je suis convaincu que sa demande sera agréée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'écoles classico-ménagères dans la province?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il n'y en a qu'une.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, dans le

rapport du ministre, je vois qu'on inscrit l'école de Sainte-Martine comme école classico-ménagère.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est une erreur. Je l'ai constaté quand le rapport a été imprimé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce sont les employés du ministère de l'Agriculture qui ont corrigé les épreuves de ce rapport imprimé au *Soleil*. Nous payons assez cher pour que le rapport soit bien exact. À moins que ce ne soit le ministre qui se soit trompé. En ce cas, je l'invite à aller chercher ses renseignements à la véritable source.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport de M. Maher au congrès de colonisation

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie du rapport ou mémoire soumis au congrès de colonisation par M. Thomas Maher. (Document de la session no 46)

##### Chambre commerciale des cultivateurs

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant la Chambre commerciale des cultivateurs depuis 1922. (Document de la session no 47)

##### Réfection des chemins à Saint-Constant

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1924, pour communication de copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le

conseil municipal de Saint-Constant ou aucun de ses membres et toutes autres personnes, au sujet de la réfection de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922 et 1923. (Document de la session no 48)

**Fabrique de beurre de M. J.-F. Lemay  
dans Berthier ou Joliette**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1924, pour communication de copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture ou tout membre du gouvernement et M. J.-F. Lemay, au sujet d'une fabrique de beurre et de fromage dans le comté de Berthier ou le comté de Joliette. (Document de la session no 49)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 3 heures.

Adopté.

Une voix: On va pouvoir aller entendre Meighen.

La séance est levée à 6 h 15.

---

**NOTES**

1. Allusion à la tentative de dynamitage de la statue Nelson par trois étudiants en droit en 1893: Honoré Mercier fils, Paul de Martigny et Alfred Pelland. Voir R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, t. 7, p. 136.

2. À ce moment, note *l'Événement*, le premier ministre et M. Sauvé quittent la Chambre pour aller saluer M. Meighen, en visite au parlement.

3. Selon *l'Événement*, c'est M. Patenaude qui a posé cette question.

Séance du 30 janvier 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Exposition internationale de Montréal

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Association de l'exposition industrielle de Montréal demandant des amendements à sa charte et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Association de l'exposition industrielle de Montréal, demandant des amendements à sa charte (M. Thurber).

#### Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 82 amendant la charte de la cité de Verdun;

- bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée;

- bill 97 amendant la constitution de la communauté: Les soeurs de Saint-François d'Assise.

#### Écrits authentiques

M. Richard<sup>1</sup> (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 amendant le code civil relativement aux écrits authentiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Je présente ce bill à la demande de la chambre des notaires. Supposons qu'un notaire reçoit un acte des États-Unis. Pour que cet acte soit authentique, il faut que les personnes qui l'ont signé soient assermentées de nouveau sur le territoire canadien. Le but de mon amendement est d'authentifier des actes sans qu'il faille d'assermentation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Renvoyé au comité des bills publics.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut).

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, puisse être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup (en haut) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la réalisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

2. Que la commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés, par voie de soumissions et

de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission; que l'adjudication de l'entreprise soit constatée par un contrat qui devra être donné à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux; et qu'un contrat ne puisse toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que la commission, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, puisse acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

b) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

c) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

d) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

e) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

4. Que l'expropriation en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soit faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, et que la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal puisse accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

5. Qu'il soit loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

6. Que, après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la première des présentes résolutions et entendu les intéressés, il soit du devoir de la commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute per-

sonne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° de la présente résolution pour l'utilisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires.

7. Que les contrats passés en vertu du paragraphe 1° de la résolution précédente n'aient force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Que le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° de la résolution no 6 n'ait force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

9. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, il soit permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que l'emprunt ou les emprunts successifs ainsi contractés ne puissent excéder la somme de trois cent mille dollars; que ce ou ces emprunts puissent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans; et que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

10. Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, mutatis mutandis, à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

La mesure, dit-il, a pour objet d'autoriser la Commission des eaux courantes à faire cette construction au coût de \$300,000, augmentant ainsi le débit de la rivière d'un fort volume, de 200 pieds cubes par seconde, dont se serviront diverses industries. Le barrage sera construit à la tête du lac Sorcier, il augmentera le débit de la rivière d'une manière considérable et permettra l'établissement de nombreuses industries sur les rives de la rivière. La région offre une foule d'avantages pour la création de nouvelles industries. Le ministère a déjà reçu une demande d'un syndicat pour la création d'une importante industrie dans la région. Déjà, le gouvernement a pris sur lui de construire des barrages qui ont donné lieu à la création de centres industriels très prospères aujourd'hui. En un mot, nous voulons faire là ce que nous avons fait sur le Saint-Maurice, sur la rivière Savane, au

lac Petit-Métis, sur la rivière Saint-François, etc.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je m'étonne que le gouvernement soit aussi empressé de faire construire un barrage dans une région où aucune industrie n'est encore établie et quand personne n'a demandé encore qu'un tel barrage soit construit. Le gouvernement se lance dans une entreprise prématurée ou du moins beaucoup trop coûteuse pour les prévisions qu'il a d'en tirer des bénéfices. Quelle est l'industrie qui a demandé ce barrage? Je n'ai pas d'objection à cette demande, mais je tiendrais à savoir qui l'a demandé.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est à la demande de la Quebec Central Power, qui a l'intention d'établir une vaste industrie et qui a besoin de pouvoir électrique à cette fin.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Il n'y a pas encore d'industrie à cet endroit?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il y a quelques petites industries mais pas beaucoup de développement. La compagnie offrira des garanties suffisantes pour justifier cette autorisation que demande la Commission des eaux courantes. Elle paiera le fonds d'amortissement, les intérêts, le coût d'entretien et cela, en somme, ne coûtera pas un seul sou à la province. D'autre part, la somme que dépensera le gouvernement pour la construction de ce barrage sera complètement remboursée d'ici quelques années.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Quel est le capital autorisé de cette compagnie?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je l'ignore. Pour le moment, je n'ai pas les renseignements suffisants sous la main.

**M. Smart (Westmount):** Quel sera le prix du loyer de ce pouvoir d'eau?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il y aurait une redevance égale à 10% du coût du barrage. Dans le cas, le coût est de \$275,000, ce qui donnerait environ une redevance totale de \$27,000, comprenant le fonds d'amortissement, les intérêts et le maintien. Par le travail que l'on projette, on développerait environ 15,000 chevaux-vapeur à Saint-Paulin et, si nous nous basons sur ce que nous avons calculé pour la redevance, le coût de chaque cheval-vapeur serait de \$1.80.

**M. Smart (Westmount):** Il n'y a pas de contrat encore avec la Central Power?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non, mais il y a eu une entente préliminaire. Le contrat ne sera passé que par la Commission des eaux courantes et la compagnie, avec approbation par le gouvernement. Nous ne faisons que donner à la commission le droit de passer un contrat.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Quel est le but de la Quebec Central Power?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Développer l'énergie électrique et établir une industrie, je ne saurais dire laquelle.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Connaissez-vous les noms des promoteurs?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne pourrais pas les donner. Je ne les ai pas ici.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Est-ce que nous ne pourrions pas suspendre l'étude des résolutions afin de permettre à la Chambre de connaître les renseignements nécessaires sur cette compagnie?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous pouvons passer les résolutions et, en comité général sur le bill, nous pourrions donner les renseignements que l'on nous demande.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier)** s'oppose fortement à ce qu'on passe les résolutions avant que l'on ait fourni les renseignements demandés sur la compagnie en question. Nous sommes bien prêts à autoriser une dépense de près de \$300,000, mais n'est-il pas juste de savoir d'abord quels sont les promoteurs de cette compagnie, s'ils pourront payer la province pour les dépenses qui auront été faites? Quelles sont les garanties que l'on donne à la province? Sait-on si le fonds d'amortissement pourra être remboursé, si la compagnie est en position de poursuivre ses opérations et de remplir le contrat?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous suivons la procédure ordinaire. Nous exigeons de cette compagnie les garanties nécessaires en temps et lieu.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Supposons que la compagnie n'est pas solvable et que

vous ne le découvrez qu'après avoir bâti le barrage.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Qu'on soit assuré que nous ne pouvons passer de contrat avec cette compagnie avant d'être autorisés à construire le barrage en question. Ces résolutions n'ont pas d'autre but que d'autoriser la Commission des eaux courantes à construire le barrage après avoir passé un contrat. Nous obtiendrons toutes les garanties nécessaires lors du contrat, sans quoi nous n'en passerons pas. C'est la Commission des eaux courantes que la Chambre autorisera à transiger avec la Quebec Central Power; elle s'assurera de la solvabilité de la compagnie et prendra toutes les garanties nécessaires avant de signer le contrat. Il y a, à ce sujet, entente au préalable entre la Commission des eaux courantes et la Quebec Central Power et, d'après cette entente, la compagnie doit passer le contrat et fournir les garanties nécessaires. C'est, au reste, la procédure qui a toujours été suivie en pareille occurrence et pour tous les autres barrages que nous avons construits jusqu'ici.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Il y a dans les résolutions des dispositions extraordinaires, notamment sous le rapport des expropriations. Il me semble qu'il est absolument raisonnable d'exiger un peu plus de renseignements. Pour les contrats antérieurs on transigeait avec des compagnies déjà établies, tandis qu'actuellement la Chambre est en face d'une compagnie que personne ne connaît encore, que le ministre ne connaît pas. Nous ne savons pas ce que cette compagnie va faire; nous ne connaissons pas son capital; nous ne savons pas quelles sont ses intentions. Il est aussi extraordinaire qu'on ne connaisse pas la compagnie en question, qu'on ne sache pas ce qu'elle veut. Nous devrions savoir cela avant d'adopter ces résolutions. Pourquoi alors faire cette dépense en sa faveur? Les fonds de la province pourraient être employés à des fins beaucoup plus utiles qu'à aider cette compagnie purement commerciale, qui peut être de bonne foi, mais qui n'a encore aucune exploitation qui nous offre les garanties que nous sommes en droit d'exiger. Voilà pourquoi nous aimerions à avoir plus de renseignements sur cette firme.

Cette compagnie est sur le même pied que toutes les autres compagnies. Je ne crois pas que la Shawinigan Power viendrait demander à la province d'organiser ses affaires, mais ici c'est une compagnie privée qui vient demander à la province de faire tous ses travaux. Elle n'a pas encore d'usi-

nes sur la rivière; on exproprie, on construira un barrage, on commence à dépenser \$300,000, puis l'an prochain on demandera la même somme et quelques années plus tard on aura dépensé un fort montant. La Commission des eaux courantes n'a pas pour mission d'aider à l'organisation des compagnies et la Quebec Central Power doit d'abord construire ses usines.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous pouvons autoriser la construction d'un barrage sans avoir besoin de savoir quelle industrie s'y installera, du moment que nous avons la certitude qu'une compagnie a l'intention d'utiliser ce barrage. De plus, la construction du barrage en fera surgir, comme cela a été le cas pour le Saint-Maurice. Je crois dans ce cas que nous devrions faire les travaux et régulariser le cours d'eau. La Shawinigan retire un bénéfice énorme du travail fait sur le Saint-Maurice. Si, par exemple, elle voulait établir une industrie sur une autre rivière, elle n'hésiterait pas à venir nous en demander la permission. Encore une fois, passons d'abord les résolutions et ensuite nous discuterons s'il y a lieu, quand nos amis de l'opposition auront les renseignements qu'ils demandent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que cela peut se faire?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Cela s'est fait maintes fois dans le passé. Je ne vois pas pourquoi nous changerions de procédure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais, comme on dit, il y a maintenant une opposition.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il y a toujours eu une opposition en cette Chambre. Je ne ferai pas au chef de l'opposition l'injure de dire qu'il n'y avait pas d'opposition avant cette session. Je ne crois pas que le travail et l'assiduité de notre ami le chef de l'opposition nous aient convaincus qu'il n'y avait pas d'opposition; je ne suis pas près non plus de dire qu'elle était moins effective, pour avoir changé de nombre. Je tiens à en rendre le témoignage à mon honorable ami.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour prouver à l'honorable ministre que ce qu'il dit n'est pas exact, j'invite mes amis de l'opposition à continuer leur résistance énergique.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Dois-je comprendre que mon honorable ami s'ob-



jette à la lecture des résolutions?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous attendons les renseignements.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne refuse pas de donner ces renseignements. Je serai en mesure de les donner dès que je les aurai en ma possession. Pour le moment, je ne m'attendais pas à devoir les fournir. Je ne m'attendais pas à ce qu'on me demande tant de détails sur une procédure parlementaire comme celle des résolutions.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que nous les aurons bientôt. On est allé les chercher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il me semble qu'on est déjà allé au ministère et qu'on ne les a pas trouvés. L'honorable ministre ne prétend toujours pas que notre attitude est contraire aux règles de la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas que nous sanctionnions les résolutions, car on nous dira après, lorsque le bill viendra, que nous avons sanctionné le principe. Mais y a-t-il un principe dans ces résolutions?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je suis sûr que le chef de l'opposition ne se compromettra pas même s'il y en avait un.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le principe est bon.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Que l'on donne immédiatement les renseignements demandés, remettons à plus tard les résolutions. On devrait toujours faire cela quand il s'agit de mesures urgentes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne prétends pas que la mesure que je présente soit urgente.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En tout cas, elle est importante et la demande de l'opposition est générale. Nous voulons savoir ce qu'est la Quebec Central Power. Je crois que nous sommes conformes aux règlements de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous pouvons assurer les membres de l'opposition que la compagnie est solvable. Adoptons les résolutions moins une, sur laquelle nous reviendrons quand nous serons en mesure de fournir les renseignements demandés. Au reste, ce que nous faisons, c'est la politique que nous avons toujours suivie quand il s'agissait de construction de barrages.

Quand même, dans le cas présent, nous pourrions donner les renseignements qu'on nous demande, ce n'est pas là l'important. Ce qu'il faut, c'est de savoir si nous devons autoriser la Commission des eaux courantes à construire ce barrage. Il s'agit actuellement de construire un barrage sur la rivière du Loup et non d'établir la solvabilité des compagnies qui pourront lancer des entreprises à cet endroit. Le gouvernement, comme dans les cas précédents, est obligé de voir à ce que le contrat que nous passerons donne toutes les garanties. C'est ce que nous avons fait dans le passé; nous n'avons pas eu à regretter notre politique des barrages. La province de Québec a été la pionnière pour l'exploitation des pouvoirs d'eau dans tout le dominion. C'est dans Québec qu'ont été construits les premiers barrages et aujourd'hui on vient même de l'étranger pour étudier notre mode de construction de ce genre.

Ces constructions nous ont donné des résultats dont la province peut être fière, des résultats merveilleux. Les membres de l'opposition n'ont qu'à s'informer et ils verront que ces barrages donnent satisfaction et sont utiles à des industries et à la population. Nous avons, grâce à ces barrages, fourni de l'eau en abondance aux grandes compagnies industrielles qui en avaient besoin; ils ont été le salut de ces compagnies. Nous pouvons être sûrs que tout ce que nous avons dépensé pour ces barrages nous sera remboursé. C'est une bonne politique que nous avons adoptée et nous voulons la suivre. Partout, nous avons obtenu les plus heureux résultats.

Il suffit de mentionner le seul barrage du Saint-Maurice dont le coût est complètement remboursé actuellement et qui, dans quelques années, rapportera au gouvernement, chaque année, une somme de plus de un demi-million. Ce barrage donne 12,000 pieds cubes d'eau par seconde et alimente toutes les industries situées dans la région du Saint-Maurice. Là, nous avons la plus grande écluse du monde entier. On y a construit un lac artificiel aussi grand que le lac Saint-Jean. Dans les temps de sécheresse, ce lac ou cette réserve fournit à toutes les industries établies dans le district du Saint-Maurice toute l'eau nécessaire pour leurs opérations. On construit actuellement

au lac Saint-Jean un barrage qui mettra dans l'ombre celui de Saint-Maurice. Il développera un million de chevaux-vapeur et c'est plus qu'il n'a encore jamais été développé dans toute la province. À Kénogami, nous construisons aussi un barrage qui sauvera la vie aux grandes compagnies industrielles de la région.

Le barrage construit sur la rivière Saint-François a donné aussi des résultats superbes. Ce barrage rapporte beaucoup au gouvernement qui encaisse maintenant de jolis bénéfices chaque année. Il en est ainsi du barrage construit sur la rivière Métis et qui alimente les grandes industries de Chicoutimi. Il y a deux ou trois ans, le gouvernement a construit un barrage sur la rivière Savane, pour alimenter les industries dans la région de Grande-Rivière, dans le comté de Montmorency. Tous ceux qui s'intéressent au développement de nos pouvoirs hydrauliques savent que ce barrage est d'une utilité indiscutable et qu'il rend de grands services aux industries dans la région, tout en rapportant encore au gouvernement de jolis bénéfices.

Aujourd'hui, l'on vient nous demander l'autorisation de faire ce que l'on a fait pour le lac Saint-Jean, pour le Saint-Maurice, pour la Saint-François, pour Kénogami. La province ne perdra pas plus à cet endroit par le fait de la construction du futur barrage qu'elle n'a perdu ailleurs. Tous les contrats qui seront passés le seront à l'avantage du gouvernement et les compagnies avec lesquelles le gouvernement pourra négocier seront sûrement solvables.

Ajournons une résolution et, lorsque nous l'étudierons, l'opposition sera en possession des renseignements qu'elle veut.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'attitude de l'opposition a été mal interprétée. Nous n'avons pas l'intention de nous opposer à ce barrage. Pour cette construction il faut un objet en vue. Quel est-il? Nous voulons savoir comment peut se greffer l'intérêt de la Quebec Central Power sur cette construction et comment cette compagnie a obtenu cette propriété. La compagnie a-t-elle obtenu des limites du gouvernement? On a dit que certaines limites avaient été vendues à sacrifice pour les intérêts de la compagnie, que l'on aurait pu les vendre à un meilleur prix. Trop souvent, des parties du territoire de cette province sont sacrifiées à des prix ridicules à des compagnies dont les membres sont les amis du gouvernement ou qui peuvent compter sur l'appui et l'aide du gouvernement. Tout cela nous justifie de demander des renseignements. Je n'ai pas voulu faire de malice

au ministre des Terres en exigeant des renseignements avant de voter les résolutions.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il vous a fait un joli compliment.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai été pris par surprise.

**M. Smart (Westmount):** Pourquoi autorisons-nous une dépense sans savoir si elle donnera des résultats? Le gouvernement donnerait un chèque en blanc à la Quebec Central en accordant le contrat demandé. Ce n'est pas le bon moment pour le gouvernement de donner un tel chèque en blanc alors que le trésorier a parlé d'économie.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il ne s'agit pas pour la province de faire aucune dépense. Il s'agit de continuer une politique qui nous a donné d'excellents résultats. Il s'agit simplement d'autoriser la construction d'un barrage par la Commission des eaux courantes, qui aidera au développement de l'industrie dans la province. Je ne m'attendais pas à ce que l'on me demanderait quel est le capital de la compagnie, quels sont ses actionnaires, combien il y a d'actions dans la compagnie, etc. Encore une fois, je ne refuse pas les renseignements demandés. Je veux les donner quand je les aurai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ce barrage?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Pour créer un réservoir et emmagasiner les eaux de la rivière du Loup.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour quelles fins?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai dit à mon honorable ami que la Central Power ne nous avait pas dit ce qu'elle a l'intention de faire avec ce barrage. Tout ce que nous voulons, c'est d'augmenter le volume de la rivière afin d'aider à la compagnie qui a un pouvoir d'eau. Les eaux étant emmagasinées, on obtiendrait un débit régulier de la rivière...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle est large.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, partout. On augmentera sa puissance en chevaux-vapeur et nous aiderons ainsi aux dévelop-

pements de l'industrie que veut établir la Quebec Central Power et aux autres petites industries situées dans les environs. La population de la région en retirera beaucoup d'avantages. Lorsque le cours de la rivière sera régularisé, même en temps de sécheresse, il pourra aider à l'opération d'usines et de moulins. Il y a non loin de là un moulin à scie, à cardes et à farine...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il souffre du manque d'eau?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a pas de doute qu'il en souffre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il une correspondance entre le gouvernement et ce moulin...

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pour le moulin à scie, non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le ministre des Terres qui représente ce moulin?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le moulin peut-être, mais pas la scie. La scie n'est pas de ce côté-ci de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, je propose que la Chambre rapporte progrès, qu'elle demande la permission de siéger de nouveau et que nous attendions les renseignements avant d'étudier les résolutions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, non, nous allons en adopter une au moins.

Puis il donne ordre au président de commencer quand même l'étude des résolutions. Il faut procéder, dit-il.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ce qui me frappe, c'est que rien ne justifie ce projet et qu'il n'y a dans le projet aucune fin d'intérêt public à servir. Nous ne savons pas à quelle industrie profitera ce barrage. Nous ne savons pas au bénéfice de qui, à la demande de qui ce projet va se réaliser. Cette mesure n'est demandée par personne. En tout cas, la Commission des eaux courantes aurait dû prévoir nos objections et préparer au ministre un dossier avant de demander de faire une dépense de \$300,000. Je trouve étrange que le ministre ne puisse pas donner des détails sur la Quebec Central Power. Dans ces conditions, nous ne pouvons appuyer le projet. Je ne crois pas qu'il y ait

un seul député de cette Chambre qui soit assez renseigné pour l'approuver. Que l'on nous propose autre chose à étudier; nous étudierons cette affaire quand nous aurons des renseignements.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Même en supposant qu'aucune compagnie n'ait fait la demande de ce barrage, est-ce à dire que la commission n'aurait pas pu, pour les fins des développements de l'industrie, demander l'autorisation de faire cette construction? Ce sont ces sortes de travaux qui décident les compagnies industrielles à augmenter leurs affaires. Au reste, nous avons une demande qui a été la base de ce projet de loi et nous savons qu'une compagnie veut utiliser ce barrage. Je répète que pas un sou de la province ne sera dépensé avant que la compagnie n'ait donné toutes les garanties nécessaires. Je m'engage, comme je l'ai dit, à fournir de plus amples renseignements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose que le comité ajourne l'étude du projet en attendant les renseignements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai aucune objection à retarder l'étude du projet de loi, mais je crois que l'on devrait adopter au moins une des résolutions. Suspendons la résolution no 1 et passons les autres, qui ne concernent que des questions de procédure.

M. le Président (M. Laferté, Drummond) donne lecture de la motion du chef de l'opposition.

Cette motion est mise aux voix et rejetée par 44 voix contre 17.

M. le Président (M. Laferté, Drummond) lit la résolution no 1 et demande si la résolution est adoptée.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Nous allons voter cette résolution sans savoir ce que nous votons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai offert à l'opposition d'ajourner cette première résolution et on ne m'a même pas fait la gracieuseté de me répondre oui ou non.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Encore une fois, je ne comprends pas qu'on procède aux résolutions les yeux fermés. Nous ne connaissons rien du fond de ce bill. Aucun député dans cette

Chambre ne peut donner une expression d'opinion en connaissance de cause. Qu'est-ce que nous demandons? Tout simplement des renseignements. La Chambre les demande également. On veut passer sur le dos de la gauche. Le premier ministre peut probablement nous refuser des renseignements avec sa majorité. Sa majorité le suit docilement. Mais il ne s'écoulera probablement pas bien des semaines avant que des députés de cette Chambre, qui n'appartiennent pas à l'opposition, exigent des renseignements qui ne seront pas plus importants et refusent de voter en aveugles. Je suis sûr que plusieurs députés de la droite sont avec nous.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Jacques-Cartier ne nous a pas accoutumés à discuter sur ce ton. Et il le sait bien qu'il ne discute pas de cette façon ordinairement. Qui a dit que nous voulions passer sur le dos de la gauche? Que le député ne s'occupe pas de notre côté et qu'il parle pour les siens. Je ne lui en nierai pas le droit, mais je lui nie celui de parler au nom des députés libéraux de cette Chambre. S'il y a des défections, ce n'est pas parmi les nôtres; elles sont parmi les siens. Et je crois que c'est déjà commencé. La Chambre sait ce qui s'est passé: nous avons proposé nous-mêmes de passer les résolutions, moins la première qui concerne les expropriations et que nous remettrons quand nous pourrions donner les renseignements demandés. On n'a pas même la politesse de répondre à la proposition que j'ai faite. Et alors on continue de protester en disant que nous refusons les renseignements qu'on veut. Inutile de venir ici jouer un jeu de cache-cache pour dire ensuite qu'on a refusé de donner les renseignements. Jamais le gouvernement n'a refusé des renseignements à la Chambre et la députation libérale sait à quoi s'en tenir à ce sujet. Je propose encore d'ajourner les clauses les plus importantes de la mesure.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond)** relit la première résolution. La résolution sera-t-elle adoptée?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vote.

La résolution est mise aux voix et adoptée sur division par 44 voix contre 17.

Les résolutions nos 2 à 9 sont adoptées de la même façon, après un vote sur division.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la 10<sup>e</sup> résolution soit suspendue pour lui donner l'occasion de donner les renseignements demandés par l'opposition.

Cette proposition est adoptée. La résolution est laissée en suspens.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Nous n'avons pas encore de renseignements et toutes les résolutions sont adoptées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Elles ne le sont pas toutes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La Chambre aura tous les renseignements qu'elle peut désirer avant l'adoption de ce projet de loi.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Vente de terrains publics

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la vente de certains terrains publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Que toute vente ou concession d'un terrain public adjacent à la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou aux lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, faite ou consentie après la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, comporte, de plein droit, en faveur de la couronne, la réserve du droit de propriété de cette partie de ce terrain située à moins de soixante pieds de l'une quelconque de ces lignes et, de plus, l'interdiction d'ériger ou de faire sur cette partie de terrain des bâtiments ou travaux quelconques, sauf l'exception ci-après.

Les États-Unis, dit-il, viennent de passer une loi décrétant que tous les terrains concédés sur les frontières canadiennes devront être séparés par un espace de 60 pieds laissant une bande sur laquelle il sera défendu de construire quoi que ce soit. Son but est de surveiller plus efficacement la frontière au point de vue des douanes et de l'application de la loi Volstead<sup>2</sup>. Le gouvernement provincial veut une semblable restriction sur la frontière de la province de Québec. Cette restriction aidera à fixer définitivement les lignes de la province et, du côté de l'Ontario, elle contribuera à rendre plus facile la protection contre les incendies de forêt.

Il s'agit aussi de faciliter la surveillance des lignes pour les fins de douanes et d'observance de la loi des liqueurs. On a constaté que les maisons construites tout près ou même sur la ligne frontière devenaient souvent des repaires de contrebande et de "bootlegging". Il ne peut être question, naturellement, de détruire ce qui existe aujourd'hui; mais on peut du moins éviter de tels inconvénients dans l'avenir. C'est pourquoi le bill stipule que l'on ne vendra ni ne concédera plus de terrain situé dans l'espace de 60 pieds situé en lisière le long des frontières internationales ou interprovinciales. De la sorte, les habitations à cheval sur les lignes, dans les terres de la couronne, ne seront plus permises. Nous proposons donc qu'une lisière de 60 pieds demeure propriété de la couronne et qu'il soit interdit d'y bâtir des maisons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Des hôtels, dont une partie est située au Canada et l'autre aux États-Unis, ce qui permet aux hôteliers de vendre à un bout de la maison ce qu'ils achètent à l'autre bout.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Des hôtels ou n'importe quelle maison.

**M. Langlais (Témiscouata):** Vous allez empêcher le développement de certaines paroisses et de la colonisation avec ce projet. Car il y a des paroisses situées tout près des lignes.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne vois pas en quoi cela pourrait empêcher le développement de certaines paroisses. Nous réservons une lisière de 60 pieds de la frontière pour les propriétés qui seront vendues à l'avenir. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Le gouvernement verra à ne pas léser les droits de personne.

**M. Langlais (Témiscouata):** Il est des endroits où le chemin passe le long ou sur la frontière. À Escourt, le chemin public est à 15 pieds de la frontière. Ne voyez-vous pas que les "habitants" ne voudront pas rester si loin de la route publique?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'espace rempli par la route sera compris dans les 60 pieds de la bande neutre.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je crois que cette réserve à 60 pieds nous causera des ennuis. À Sully, l'église est à proximité de la frontière. Ainsi, on défendra à l'avenir de construire des habitations tout près de l'église.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'objection ne peut être sérieuse. Ce n'est qu'une distance de 60 pieds et elle n'est pas assez considérable pour empêcher les maisons d'être construites près de l'église.

**M. Langlais (Témiscouata):** Pourquoi ne pas vous contenter de la loi générale? Pourquoi passer une loi spéciale qui peut causer des embarras, qui peut, je le répète, empêcher le développement de certaines paroisses?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne comprends pas l'objection de mon honorable ami et je ne vois pas en quoi cela nuira au développement des paroisses.

**M. Langlais (Témiscouata):** Mais supposons le cas du pont d'Escourt qui va être situé sur votre réserve de 60 pieds. Pourquoi faire une loi spéciale? Le gouvernement devrait se prévaloir du droit de réserve qu'il a maintenant sur ses terrains. Il n'aurait qu'à faire une réserve facultative pour cette défense de construire quant aux terrains qu'il a à vendre le long de la frontière ou encore il n'aurait qu'à ne pas vendre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La loi profitera à tout le monde, car elle ne s'applique que pour les lots qui seront concédés à l'avenir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 2. Que les dispositions de la résolution précédente ne s'appliquent pas dans le cas de vente ou concession pour des fins de construction

de chemin de fer, d'aqueduc, de ponts, de canaux, de fossés et d'autres travaux d'un caractère public non plus qu'aux travaux et à l'érection des bâtiments nécessaires à leur exploitation.

Adopté.

3. Qu'aucun terrain ou lot ou partie de terrain ou lot classé comme propre à la culture avant la date d'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, non encore mis sous billet de location à cette date et situé à moins de soixante pieds de la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique ou des lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, ne puisse être mis sous billet de location ni concédé que sujet aux dispositions de l'article 1552a des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la vente de certains terrains publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 amendant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement

en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) réclame des explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pourrions peut-être envoyer le projet au comité des bills publics afin de l'étudier avec plus de soin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour avoir des explications immédiatement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que les amendements proposés ont pour but d'écarter certains ennuis et certaines irrégularités commises à la dernière élection.

Le premier amendement donne droit aux notaires d'assermenter les bulletins de présentation. La loi dit qu'actuellement seul un commissaire de la Cour supérieure peut l'assermenter. Cet amendement est pour couvrir le cas de Québec-Est aux dernières élections<sup>3</sup>. Le second amendement a pour but d'éclaircir un point qui s'est présenté aussi aux dernières élections, dans Québec-Comté, alors que M. Aimé Dion, qui se présentait contre M. Aurèle Leclerc, maintenant nommé registrateur conjoint du bureau d'enregistrement de Québec, a vu son bulletin rejeté parce que l'officier rapporteur avait déclaré qu'il n'avait pas pu examiner le bulletin présenté par M. Dion avant 2 heures. Nous voulons que l'officier rapporteur soit obligé d'accepter un bulletin de présentation même s'il est présenté à 2 heures moins 1 minute et qu'il n'a pas le temps de l'examiner.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'était pas clair avant?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. La loi obligera l'officier rapporteur à accepter le bulletin même s'il n'a pas le temps de l'examiner avant 2 heures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais si un officier rapporteur, après avoir été renseigné, décidait le lendemain de rejeter un bulletin. Il arrive toutes sortes de choses. Il y a des coups de force, des coups de maître qui se font par certains officiers rapporteurs. Nous serions mieux de fixer un temps pour le rejet ou l'acceptation des bulletins; nous devrions dire que le bulletin devra être

accepté ou rejeté le jour même de la mise en nomination. Il faut compter avec l'élasticité de la conscience de certains officiers qui pourraient prendre huit jours pour étudier le bulletin et commettre une injustice envers un des candidats.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne crois pas que nos officiers rapporteurs méritent de reproche. Tous les députés sont intéressés à ce que notre loi électorale soit la plus parfaite possible. Je suis prêt à accepter une meilleure suggestion si on nous en fait.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je crois que l'ancienne loi était plus claire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais voulez-vous que nous laissions la loi telle qu'elle est? C'est vous qui en avez souffert. Si vous préférez garder l'ancienne loi, gardons-la.

**M. Langlais (Témiscouata):** Ce n'est pas nous qui en avons souffert, c'est votre réputation. Quant à faire un amendement, j'aimerais mieux que la loi oblige les candidats à déposer leurs bulletins à midi pour que les officiers rapporteurs aient le temps de les examiner avant 2 heures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cette suggestion est encore au désavantage du candidat à qui on enlève par le fait même deux heures pour préparer son bulletin de présentation. Je crois que l'opposition aurait mieux fait d'accepter ma première suggestion. On aurait dû, comme je le suggérais, référer le projet au comité des bills publics où nous pourrions l'étudier autour de la table.

Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill 29 amendant la loi électorale de Québec soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général. Il ajoute que le gouvernement est prêt à recevoir toute suggestion.

Adopté.

#### The Montreal Hebrew Old Peoples Home

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95

constituant en corporation The Montreal Hebrew Old Peoples Home.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Succession Poupore

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 concernant la succession de Barbara Éléonore Poupore et William Joseph Poupore.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Georges Berberi

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Berberi à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### M. Joseph Delaney Maher

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph Delaney Maher au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hôpital français

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

#### Société de Marie Réparatrice

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 amendant la charte de la Société de Marie Réparatrice.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 8 amendant l'article 4336 des statuts refondus, 1909.

#### Commissaires d'écoles de Notre-Dame de Granby

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Hôpital général du district de Bedford

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 amendant la charte de

l'Hôpital général du district de Bedford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Dépôt de documents:

##### État des recettes et dépenses

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 janvier 1924, pour l'état des recettes et dépenses du 1<sup>er</sup> juillet 1923 au 31 décembre 1923. (Document de la session no 50)

##### Loi de l'assistance publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et les autorités de l'institut Bruchési relativement à la loi de l'assistance publique depuis sa mise en vigueur. (Document de la session no 51)

##### Dispensaires à l'Hôtel-Dieu de Valleyfield

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 janvier 1924, pour copie de toute correspondance, résolutions, télégrammes et de documents entre toute personne et le gouvernement, relativement au maintien et au développement des dispensaires antituberculeux et puéricultures à l'Hôtel-Dieu de Valleyfield. (Document de la session no 52)

#### Demande de documents:

##### Somme due par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (**M. Plante**), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quelle est la somme due par les municipalités qui n'ont pas payé leurs intérêts en vertu de la loi des bons chemins; 2. Quelle est la somme due par chacune de ces municipalités.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à



un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant: 1. Quelle est la somme due par les municipalités qui n'ont pas payé leurs intérêts en vertu de la loi des bons chemins; 2. Quelle est la somme due par chacune de ces municipalités. (Document de la session no 54)

#### Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1923. (Document de la session no 5)

La séance est levée à 5 h 45.

#### NOTES

1. Pour *l'Action catholique et le Devoir*, le bill est expliqué par le député Ricard de Saint-Maurice.

2. Il s'agit de la loi de prohibition adoptée en 1919 et entrée en vigueur le 16 janvier 1920. Andrew Volstead était représentant républicain du Minnesota au Congrès américain.

3. M. Louis Létourneau avait été proclamé élu, parce que son adversaire, arrivé à la dernière heure, avait fait assermenter son bulletin par un notaire au lieu de le faire assermenter par un commissaire de la Cour supérieure.



Séance du 31 janvier 1924

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 29 amendant la loi électorale de Québec;

- bill 105 déclarant Jules Meilleur, Joseph Meilleur, Hermine Meilleur et Adelina Valiquette propriétaires du lot no 272 du cadastre de Saint-Martin, comté de Laval;

Sans amendement, le bill 135 ratifiant et confirmant le règlement no 448 de la cité des Trois-Rivières, ainsi que le contrat entre ladite cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 93 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;

- bill 61 amendant la charte de la ville de Magog;

- bill 98 amendant la charte de la corporation du village de La Malbaie;

- bill 58 modifiant la loi 8 George V, chapitre 84, concernant le contrat fait entre la cité de Montréal et la Compagnie des tramways de Montréal.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 90 concernant le boulevard Saint-Joseph à travers les terrains de la fabrique Saint-Pierre Claver, à Montréal, et du bill 131 concernant le paiement d'une pension par la cité de Montréal à certains membres démissionnaires du

service des incendies, ont déclaré qu'ils désiraient les retirer.

## Règlements de la Chambre

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je désire attirer l'attention du premier ministre sur le fait que des bills sont référés à certains comités qui devraient être soumis au comité des bills privés. Il est dans les règles de la Chambre de référer au comité des bills publics les mesures qui sont d'intérêt public et au comité des bills privés ceux qui présentent un intérêt privé. Il serait important de suivre ces règlements, car les députés ne peuvent suivre les séances des autres comités quand ils sont occupés au comité des bills privés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition aurait dû faire son objection chaque fois qu'il a eu connaissance qu'un bill n'était pas, à son sens, référé à son comité propre. Il n'a qu'à nous le dire et nous verrons si sa demande est justifiée. Nous n'avons pas du tout objection de référer tel ou tel bill à tel ou tel comité. Mais le temps de faire objection est celui où l'on réfère un bill à un comité. Devant l'objection du chef de l'opposition, la Chambre déciderait alors. Je ne crois pas qu'il ait à se plaindre de la procédure suivie jusqu'à maintenant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai fait cette observation parce que des bills privés n'ont pas été référés au comité des bills privés. Mais, puisque le premier ministre nous le dit, j'espère que la chose ne se fera plus. Je prends note de la déclaration du premier ministre qui nous dit qu'il tiendra compte des objections de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit cela. J'ai simplement déclaré que la Chambre décidera de l'objection que soulèvera l'opposition. Je le répète, le moment de faire l'objection, c'est lorsque le bill est référé par la Chambre. Je n'ai aucune objection à référer les bills d'une nature privée au comité des bills privés, mais je ne m'engage pas à référer les bills privés qui doivent être étudiés par le comité de législation publique ou le comité des chemins de fer au comité de législation privée.

### Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblates du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Soeurs de Saint-François d'Assise

M. Dufour (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 amendant la constitution de la communauté: Les soeurs de Saint-François d'Assise.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dufour (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Largeur des chemins dans les villes et villages

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la largeur des chemins dans les cités, les villes et les villages

soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons par cet amendement obliger les compagnies ou les particuliers qui subdivisent des terrains à faire des rues d'au moins 66 pieds de largeur dans les municipalités de villes, cités et villages, et cela afin de mieux faire respecter les lois d'hygiène et de la circulation. C'est aussi un moyen d'embellir nos villes demain en leur évitant des rues étroites. Il est fort avantageux que la largeur des rues soit uniforme. Dans certaines villes possédant des chartes spéciales, la chose est laissée à la discrétion des conseils municipaux. Il s'agit de décréter une mesure générale pour toutes les municipalités. Un récent jugement de la Cour supérieure a laissé voir que l'ancienne loi était plus ou moins claire. L'amendement rend la loi plus claire et plus générale.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 5887b qui se lit comme suit:

"Le conseil de la municipalité, de lui-même si le chemin ou la rue est ouverte par la municipalité, ou sur demande de la personne qui divise son terrain en lots à bâtir, peut obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil, dans des cas spéciaux et exceptionnels, la permission d'ouvrir ou de maintenir, ou de laisser ouvrir ou de maintenir, une rue ou un chemin d'une largeur de moins de soixante-six pieds anglais."

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Il serait peut-être mieux de laisser les cas d'exception que l'on veut établir en certaines circonstances à la discrétion des conseils de ville et non à celle des particuliers.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous consacrons un principe, mais il peut y avoir des exceptions, même de la part des particuliers. Dans les cas des villes comme celle de Montréal, il sera permis, quand une rue construite longe un parc public ou des terrains vacants, que cette rue ait un peu moins que 66 pieds de largeur, vu que, dans ce cas, il ne pourra être question de manquer à l'hygiène et de danger en cas d'incendie.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) n'a pas d'objection à ce qu'il y ait des exceptions, mais il voudrait qu'elles soient toutes laissées à la discrétion des conseils de ville.

L'honorable M. Nicol (Compton) répond qu'il n'a à cela pas d'objection et il propose d'amender les clauses relatives aux exceptions dans ce sens.

L'article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "de lui-même si le chemin ou la rue est ouverte par la municipalité, ou sur demande de la personne qui divise son terrain en lots à bâtir,".

L'article ainsi amendé est adopté.

M. Langlais (Témiscouata) fait une objection au sujet des rues qui sont tracées mais non encore homologuées. À la Rivière-du-Loup, dit-il, nous avons des rues qui sont tracées et qui n'ont pas 66 pieds.

L'honorable M. Nicol (Compton): Alors, la loi ne les affecte pas.

M. Langlais (Témiscouata): Elles sont tracées sur des plans qui ne sont pas enregistrés.

L'honorable M. Nicol (Compton): Elles ne sont pas homologuées.

M. Langlais (Témiscouata): Oui, c'est ça.

L'honorable M. Nicol (Compton): Alors, si la loi affecte ces rues, ce sont des cas d'exception et la Rivière-du-Loup pourra obtenir la permission spéciale autorisée par la loi.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demande de documents:**

**Hospitalisation des miséreux  
dans Terrebonne**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, ap-

puyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le secrétaire provincial ou aucun des membres du gouvernement concernant l'hospitalisation des miséreux dans le district de Terrebonne, depuis 1922.

Je fais cette motion non pour faire un reproche au gouvernement, mais pour lui signaler le manque d'hospices à la campagne pour les miséreux, les vieillards, les infirmes. Il y a bien un hospice à Saint-Jérôme fondé par M. Girouard, mais il ne répond plus aux besoins de la population. Le district s'est développé et les exigences sont plus nombreuses. J'ai aussi un cas particulier à signaler au secrétaire provincial et qui relève de l'Assistance publique. Tout dernièrement, à Saint-Eustache, un miséreux a été recueilli par un bon citoyen, le maire d'une paroisse du comté de Terrebonne; le malheureux était sourd et muet. Il est tombé malade et c'est en vain que l'on a essayé de l'hospitaliser. J'ai demandé moi-même au docteur Lessard de lui trouver une place à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Je demande donc cette correspondance pour savoir quelles sont les intentions du gouvernement pour assurer un peu d'assistance aux miséreux dans ce coin de notre province. Dans nos campagnes, il n'y a pas d'organisation suffisante pour les malades, les miséreux et les orphelins, et je crois que le gouvernement devrait y pourvoir. Je sais que le gouvernement fait des efforts considérables pour organiser l'assistance publique afin de répondre aux besoins de la population. Il a là une belle occasion.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je concours entièrement sur une remarque de mon honorable ami. Nous ne sommes pas encore assez bien organisés pour les vieillards et même pour les orphelins de deux à six ans à la campagne. Quant au cas particulier cité par l'honorable chef de l'opposition, si je comprends bien, un jour, un misérable...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un misérable?

L'honorable M. David (Terrebonne): Misérable dans le bon sens du mot. Un jour, un pauvre se présenta chez un citoyen de Saint-Eustache...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Chez le maire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le

maire en bon samaritain recueillit le miséreux. Il le garda pendant deux mois puis il s'adressa au gouvernement, demandant à ce que nous recueillions le mendiant, grâce à notre loi d'assistance publique. On eut toutes les misères du monde à trouver à l'hospitaliser, car l'on s'adressait à des institutions classées pour d'autres indigents ou malades. Nous avons voulu le placer chez les sourds-muets. Finalement, huit jours après avoir reçu la demande du maire, le docteur Lessard réussit à placer le miséreux recueilli par le maire à l'Hôtel-Dieu de Montréal. Nous paierons la note. À ce sujet, n'avons-nous pas le droit d'espérer que l'exemple de certains comtés sera suivi par les municipalités de la province? Ainsi, dans le comté d'Arthabaska, il y a un hospice pour vieillards et orphelins pour lequel la municipalité contribue pour une somme de \$12,000 et qui fait une oeuvre admirable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y en a-t-il d'autres?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est le seul que je connaisse. J'avoue que nous ne sommes pas bien organisés. Nous avons commencé dans Terrebonne, à Saint-Jérôme. Inutile de cacher la situation; dans les villes, les hospices et les hôpitaux sont congestionnés et l'on peut recevoir difficilement les indigents du dehors. Nous espérons que l'on en viendra à décentraliser ces institutions de façon à ce que les hôpitaux des villes puissent recevoir les indigents de la campagne et les hospices des campagnes, ceux des villes. Il y a, je l'avoue, un défaut d'organisation. Il n'y a pas de doute que nous devrions décentraliser l'hospitalisation des malheureux. Pour ce faire, chaque comté pourrait prendre l'initiative de fonder une de ces institutions à la charge du conseil de comté. Le gouvernement prêterait à l'oeuvre son généreux concours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le secrétaire provincial, dit-on, aidera sans doute à la construction de ces institutions et le gouvernement leur accordera les sommes nécessaires. Je le remercie de ses bonnes intentions. Je suis heureux de savoir qu'Arthabaska a un si magnifique hospice. Quant au cas particulier, je n'aurais pas voulu entrer dans les détails, mais je suis heureux de dire que le malheureux a été hospitalisé par M. Théoret, le maire de Saint-Eustache, avant d'être envoyé à l'Hôtel-Dieu. J'espère que le gouvernement soldera la note.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Dois-je comprendre que M. Théoret a un compte à faire payer?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai compris que l'honorable secrétaire provincial avait dit qu'il paierait la note. M. Théoret a hospitalisé ce miséreux pendant deux mois. Il a fait un beau geste qui commande l'admiration.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** S'il n'y a pas de note.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tenais à signaler ce fait pour démontrer qu'il y a encore de la charité privée qui s'exerce.

La proposition est adoptée.

#### Montants dans les banques au crédit du gouvernement

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des montants en dépôt dans les diverses banques au crédit du gouvernement, le 31 décembre 1923, avec les divers montants dans chaque banque.

Adopté.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture est-il bien disposé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Aussi bien que vous pouvez l'être, sinon mieux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi mieux?

Il demande à parler sur l'item des écoles d'agriculture qui a été adopté il y a deux jours.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** y consent<sup>1</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture a-t-il un projet de réorganisation des écoles d'agriculture?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Elles sont présentement aussi bien organisées que nous puissions le désirer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y aura pas d'améliorations?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous en faisons toujours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois qu'à l'Institut agricole d'Oka, par exemple, il serait opportun d'améliorer le laboratoire et de procéder à plusieurs autres améliorations. A-t-on fait une demande pour cette construction?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, il est question de perfectionner le laboratoire de l'institut et même de remplacer une vieille bâtisse située sur les dépendances de l'institut par une construction nouvelle pour assurer plus de confort aux professeurs et aux élèves. Nous aidons aux pères Trappistes à construire cette bâtisse qui comprendra en outre du laboratoire des salles pour les professeurs. Nous sommes en pourparlers à l'heure actuelle à ce sujet. Il y a une demande officielle devant le cabinet, et cette demande a été faite par le père abbé il y a deux ou trois mois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre n'a-t-il pas reçu une demande avant cela? Cette demande date de longues années. Ça m'étonne que le gouvernement n'y ait pas encore répondu.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** On a pu faire une demande dans des conversations privées, mais la demande officielle n'a été faite qu'il y a deux ou trois mois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis allé à Oka, au cours de l'été dernier, pour avoir le plaisir d'y rencontrer l'honorable ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Merci.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On m'a parlé des besoins de l'institut d'Oka où se trouvent les maîtres de l'agriculture en cette province. Si le ministre avait été là en même temps que moi, il

aurait certainement accordé la demande qui doit être encore devant le cabinet. Oka a besoin d'une bâtisse pour ses professeurs. Certains articles sont nécessaires au laboratoire pour y faire de meilleures expériences et qui aideraient aux professeurs. Le sort de ceux-ci doit être amélioré. Si l'on veut donner aux écoles d'agriculture le prestige et l'importance qu'elles doivent avoir, il faut qu'elles aient des professeurs dont la compétence soit reconnue de tous. Si l'on veut que nos professeurs d'agriculture cherchent les progrès de la science agricole, il faut les aider, il ne faut pas les humilier. Et je crois que jusqu'à aujourd'hui on ne leur a pas donné un salaire convenable et l'importance qu'ils doivent avoir. Pour eux il faudrait faire les choses convenablement, s'organiser de façon que ces écoles soient désirables.

Un grand nombre de professeurs de nos écoles d'agriculture quittent l'enseignement agricole parce qu'ils sont maltraités, parce que leur talent n'est pas reconnu, parce qu'ils ne sont pas sûrs de l'avenir. Souvent, on nomme à leur place des jeunes gens sans compétence. Si on n'améliore pas les conditions des professeurs, on aura dépensé l'argent inutilement. Nos écoles ont manqué d'efficacité parce qu'elles n'étaient pas organisées de façon à conquérir la confiance des cultivateurs et parce qu'elles ont été mal dirigées. On a trop dépensé inutilement d'argent pour ce que l'on obtient. On cherche en vain les heureux résultats. Des autorités mêmes de ces écoles ont dit que le gouvernement ne répondait pas suffisamment aux besoins de l'organisation de ces institutions. Elles n'ont pas atteint le but de leur fondation.

On dit souvent que les cultivateurs ont des préjugés contre ces écoles. Mais où sont les résultats de ces écoles? Où sont les cultivateurs modèles qui sont sortis de ces écoles avec des compétences qu'ils devaient au gouvernement modèle que nous avons dans la province?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Très bien! Très bien!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où sont les cultivateurs modèles qui sont sortis de ces écoles depuis que nous avons un ministre modèle à l'Agriculture? Où sont les cultivateurs qui se sont enrichis après avoir passé quelques années à rechercher la science agricole dans ces écoles? C'est le point. Nous avons des agronomes. Les cultivateurs disent de nos agronomes: "Ils ont bien appris dans les livres, mais ils seraient bien en peine de faire du travail pratique." Ces écoles n'ont pas été créées pour former des agronomes, mais pour

former des cultivateurs modèles.

Je crois que les écoles d'agriculture ont une bonne direction, au point de vue moral et au point de vue intention, mais que les centaines de milliers de piastres que nous leur avons données pour nous former des cultivateurs modèles n'ont pas donné de résultats, par suite de la politique suivie, pas plus que les fermes de démonstration. Au lieu de fonder des fermes de démonstration chez des amis, un peu partout, le gouvernement devrait changer son programme, cesser de nous donner des fermes de démonstration politique et nous donner une politique pratique. Il serait mieux d'encourager les professeurs de ces écoles et d'aider les élèves qui en sortent.

Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas aux agronomes et aux élèves des collèges agricoles les plus qualifiés, possédant le plus d'aptitudes, les moyens d'acquérir une ferme dans le centre d'un comté pour servir de modèle à la population? Sur sa ferme, il y aurait des champs de démonstration. De cette façon, l'élève, le bachelier, l'agronome servirait de modèle dans la pratique comme dans la théorie. Si, par ses procédés scientifiques et modernes, il transforme sa terre de manière à en quintupler le revenu, il paiera facilement sa ferme, il remboursera ce qu'il aura emprunté; sa situation sera brillante, encourageante pour le cultivateur et bienfaisante pour la province. Les écoles d'agriculture ont besoin d'une plus grande confiance de la part des cultivateurs; les professeurs ont besoin d'un meilleur traitement et les agronomes, d'un plus grand prestige. Pour cela, il leur faut plus de liberté, plus de pouvoir, plus de moyens d'exercer et de montrer leur compétence.

Ces suggestions me sont inspirées par l'expérience que j'ai acquise auprès de cette belle population agricole, dont je ne me suis jamais éloigné et que j'estime toujours. J'invite le ministre de l'Agriculture à me dire si ce n'est pas là une politique de bon sens, la politique d'un homme qui connaît bien la classe agricole. Je sais que le ministre me répondra. Je le connais, je l'ai suivi et je l'estime parce que d'abord il est cultivateur; parce que, aussi, il est intéressant. Il aime à parler sur ses crédits. Il sait répondre à ce qu'on lui demande. Il n'est pas comme d'autres ministres qui ne parlent jamais.

J'ai fait ces remarques pour que le gouvernement améliore le sort des professeurs dans les écoles d'agriculture. On nous dit que nous n'avons pas de programme. En voilà une partie de notre programme. J'espère que le gouvernement ne dira plus que nous ne faisons pas de critique constructive. Ce sera une des premières réformes du Parti

conservateur au pouvoir.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable chef de l'opposition me fait toujours des compliments. Je ne suis pas assez naïf pour croire tout ce qu'il me dit. Je n'oublie pas qu'il met un peu de fiel et de vinaigre dans ses compliments. Il me dit que je suis un grand ministre, puis il dit que nous avons un bien petit ministre de l'Agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand je dis petit, je veux parler des arguments.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Quoi qu'il en soit, je ne suis pas du tout en communion d'idées avec le chef de l'opposition en ce qui regarde ce qu'il vient de nous donner de son programme. L'honorable chef de l'opposition nous demande si les écoles d'agriculture ont fait du progrès. Voudrait-il se reporter à ce qu'étaient nos écoles d'agriculture voilà une vingtaine d'années? Si on fait cette comparaison, n'est-il pas évident que des progrès considérables ont été accomplis sous ce rapport? Alors, nos écoles ne recevaient qu'un octroi de \$2,000, les méthodes d'enseignement étaient pratiquement nulles, de même que l'enseignement qui y était donné, les professeurs n'étaient pas qualifiés et les élèves étaient très mal logés. Aujourd'hui, des progrès immenses ont été faits. Il y a dans le comté du chef de l'opposition une école, celle d'Oka, qui a grandi. Qu'il se demande ce qu'était alors cette école. Va-t-il prétendre qu'elle n'a pas fait de progrès? Elle donne un enseignement agricole 100 fois plus efficace qu'il y a 20 ans. Les professeurs sont compétents et mieux qualifiés. Il en est ainsi de l'école d'agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière. L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais), qui suit attentivement le débat, niera-t-il que depuis 20 ans l'École d'agriculture de Sainte-Anne a fait des progrès considérables aussi, sous tous les rapports? Si le député veut être juste, il reconnaîtra que l'on donne aujourd'hui un meilleur enseignement dans cette école, que les professeurs sont mieux qualifiés, que le programme d'études a été perfectionné.

**M. Langlais (Témiscouata):** L'honorable ministre peut-il dire qu'un grand nombre des élèves de Sainte-Anne s'établissent sur les terres?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'y arriverai tantôt. L'honorable chef de l'opposition a fait l'éloge des professeurs d'Oka. Je



souscrits à cet éloge. Personne ne peut nier ces améliorations visibles pour tous. À Oka, en particulier, les professeurs sont d'une compétence reconnue; ils ont été formés grâce à la politique du gouvernement. Ils ont fait des études en Europe et aux États-Unis. Le gouvernement les a envoyés faire ces études à ses frais. Ils ont donc acquis des connaissances et des compétences grâce à la politique du gouvernement. Niera-t-on qu'on a fait des progrès dans ces écoles? Les professeurs sont généralement satisfaits du traitement qu'ils reçoivent.

Il est vrai qu'en ce qui regarde l'école d'Oka des circonstances particulières justifient quelque peu les remarques du chef de l'opposition et les professeurs ne sont pas en mesure de se créer une situation aussi facilement qu'à Sainte-Anne. La situation déplorable qui existe est due au fait que l'école est située à deux milles du village et que les professeurs ont difficilement accès à leur domicile quand leurs cours sont terminés. Le confort qu'ils ont actuellement à l'école n'est pas complet non plus et l'école a besoin d'amélioration à son laboratoire, mais le gouvernement veut remédier à ce dernier mal en donnant un octroi pour la construction d'un nouvel édifice.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'a-t-il pas été question de transporter l'école ailleurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, il a même été question d'enlever l'école aux pères Oblats...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Aux pères Trappistes.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, aux pères Trappistes, je me trompais. Nous allons obtempérer à la demande des professeurs d'Oka au sujet de cette bâtisse qu'ils nous ont demandée. Quant à la question du logement, elle ne peut être résolue et il est regrettable que les projets faits pour transporter l'école plus près du village n'aient pu être réalisés.

Je me demande si le chef de l'opposition est sérieux quand il dit que l'argent du gouvernement a été mal placé en autant qu'il s'agit des sommes dépensées par l'Agriculture. Mon honorable ami nous demande si un grand nombre d'élèves s'installent sur des terres en sortant des écoles d'agriculture. Il ne fait pas preuve d'une bien grande sincérité quand il dit que bien peu d'élèves diplômés s'établissent sur des terres. Je n'ai pas de listes, mais je sais que de nos écoles d'agriculture

sortent un grand nombre de bons cultivateurs. Nos écoles ont aussi produit des professeurs, des démonstrateurs, des agronomes.

Plusieurs de ces jeunes gens se sont établis dans les Cantons de l'Est. Je crois que dans Deux-Montagnes, représenté par le chef de l'opposition, il y a un grand nombre d'élèves de l'école d'Oka qui se sont établis sur des terres et font de belles affaires. Dans mon comté en particulier, je connais nombre de cultivateurs qui ont étudié à Sainte-Anne et qui sont des modèles de cultivateurs, aussi bien dans la culture générale que dans les spécialités. L'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) le sait et il pourrait nous en nommer.

**M. Hamel (Portneuf):** Je peux l'aider.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce sont des cultivateurs qui ont réussi à gagner de l'argent même dans le temps de crise que nous traversons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture peut-il en nommer 10?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Certes, oui. Au moins 10, et cela dans deux ou trois paroisses seulement. Je trouve que le chef de l'opposition n'est pas exigeant. S'il connaissait son propre comté autant que je connais le mien, il pourrait m'en nommer 20 lui-même. Lorsque le chef de l'opposition prétend que le gouvernement gaspille l'argent qu'il accorde aux écoles d'agriculture, il rend un piteux hommage aux professeurs des écoles d'agriculture. Car n'est-il pas prouvé que ces professeurs rendent des services éminents à la classe agricole?

Le chef de l'opposition prétend que nous faisons trop d'agronomes, trop de fonctionnaires, mais il faut tenir compte des circonstances. Depuis huit ans, on a absorbé tous les élèves de quelque valeur qui sont sortis de ces écoles. Nous avons besoin d'un personnel compétent pour notre propagande agricole et nous avons naturellement pris nos agronomes parmi les jeunes gens diplômés de nos écoles d'agriculture. C'est déjà un grand mérite pour ces écoles de les avoir formés. D'ailleurs, on a fait ainsi dans l'Ontario où on avait besoin de propagandistes canadiens-français et que l'on a pris parmi les diplômés de nos écoles d'agriculture. Le gouvernement fédéral a fait de même. Nous avons besoin d'agronomes, de professeurs et de conférenciers qui rendent aujourd'hui de grands services à la population.

Le chef de l'opposition voudrait que nous

donnions de l'argent aux diplômés de nos écoles afin de les aider à s'établir sur des terres; c'est là un article du programme du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas du tout!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Alors, qu'il me rectifie!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout à l'heure.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce programme ne profiterait qu'à un très petit nombre. Ne vaut-il pas mieux avoir de bons conférenciers, de bons instructeurs et des démonstrations de culture de toute nature dont tous nos cultivateurs profitent? On ne peut toujours pas dire que nous n'avons pas fait de progrès. Les agronomes ont fait énormément pour l'amélioration des terres de nos cultivateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais ça n'a pas payé.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je prétends le contraire. Il fallait commencer tranquillement. Le chef de l'opposition lui-même a commencé comme cela. Il était cultivateur il n'y a pas si longtemps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela ne payait pas.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Eh bien, il vous aurait fallu l'aide de l'un de nos agronomes. Je crois cependant que l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) avait une belle basse-cour.

Nous avons besoin des services de ces jeunes gens qui sont instruits en matière agricole. Établir des jeunes gens des écoles sur les fermes de démonstration aiderait moins à l'enseignement agricole, car les cultivateurs diraient qu'ils ne peuvent faire comme eux parce ceux-ci reçoivent de l'argent du gouvernement.

La politique du gouvernement a donné de bons résultats. Les progrès crèvent les yeux. La campagne québécoise fait des progrès. Que le chef de l'opposition consulte les rapports du ministère de l'Agriculture et il constatera que, grâce à la politique du gouvernement et aux octrois généreux faits par ce dernier, notre enseignement a donné d'excellents résultats; les terres sont améliorées, les troupeaux sont meilleurs, le rendement des terres

est plus fort et les cultivateurs sont satisfaits. Il y a 20 ans, il y avait des branches inconnues comme l'horticulture et l'aviculture. Ces progrès ont été faits grâce aux conseils des agronomes, aux nombreuses conférences auxquelles les cultivateurs se sont intéressés. Je dois cependant admettre avec mon honorable ami que trop de jeunes gens entrent encore dans nos écoles d'agriculture avec l'intention de devenir des professeurs ou des fonctionnaires.

**Des voix de l'opposition:** Écoutez! Écoutez!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai commencé, voilà trois ans, contre cette tendance, une campagne d'éducation dans les journaux agricoles où je faisais mettre les jeunes étudiants en garde contre cela. J'ai fait dire aux jeunes gens que ceux qui n'ont pas d'autres ambitions que de devenir fonctionnaires sont mieux de ne pas entrer dans nos écoles d'agriculture. Ces écoles n'ont pas été créées dans ce but, mais pour faire des cultivateurs. Il arrive cependant que des jeunes gens qui ont fait un cours classique veulent devenir professeurs agricoles. Du reste, notre service d'agronomie est maintenant complet et les cadres sont à peu près tous remplis. Nous aurons besoin seulement de remplacer ceux qui partiront. Je tiens donc à avertir les étudiants en agronomie de ne pas se faire d'illusion là-dessus. Nous n'aurons besoin que des talents supérieurs.

Mon honorable ami a coutume de ne rien oublier dans les détails. Il ne nous a pas parlé des écoles moyennes d'agriculture comme celle que nous avons fondée à Rimouski. Nous avons établi cette école pour parer à l'inconvénient du passé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle est bâtie?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, pas encore; elle le sera bientôt. Elle sera construite par le séminaire de Rimouski pour le département de l'Agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a eu des difficultés?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Certes, qui n'en a pas?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais il y a eu entente.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui. Les travaux commenceront au printemps.

Le cours sera de deux ans et seuls les fils de cultivateurs y seront admis. Ce sera un cours de science pratique et non un cours scientifique comme c'est le cas des écoles d'agriculture telles que le collège Macdonald, l'Institut agricole d'Oka et l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière; les élèves qui en sortiront ne pourront enseigner, mais ils feront de bons cultivateurs. Ils sont assurés par leurs parents de la propriété d'une terre. C'est la première expérience qui se fait de cela dans la province.

**M. Plante (Beauharnois):** Pourquoi l'avez-vous établie si loin?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous avons établi cette école à Rimouski parce que nous avons besoin des autorités religieuses pour la faire fonctionner et pour en faire un succès. Lorsque nous avons décidé la fondation de ces écoles, il n'y a que l'évêque de Rimouski qui était prêt à prendre une école de ce genre sous sa direction. Depuis, je crois que plusieurs évêques seraient heureux d'en avoir.

L'école sera située dans un superbe district. D'ailleurs, Rimouski est un centre agricole important.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si réellement tous les évêques de la province ont eu la proposition faite à l'évêque de Rimouski.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis convaincu que dans cinq ou six ans on nous en demandera ailleurs. On voudra en couvrir la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre ne sera plus là.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est possible, car le ministre n'a pas la santé du chef de l'opposition et il est mortel comme le reste des humains. Mais le gouvernement n'aura pas changé. Ce sera le même gouvernement qui aura le même bon programme. La critique est facile. Quand mon honorable ami sera au pouvoir, il verra que c'est plus difficile de se défendre que d'attaquer, surtout quand on a moins de talent que lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le ministre a l'intention de démissionner, j'espère que le Parti libéral saura bien le récompenser pour ses services. Il a très bien traité de nombreux partisans qui

n'ont pas fait autant que le ministre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'enseignement agricole est répandu partout et les fermes de démonstration aideront à cet enseignement. L'honorable chef de l'opposition a critiqué nos fermes de démonstration. Pourtant, le projet n'est pas de nous; il a été étudié pendant longtemps par des experts en matière agricole. Nous sommes prêts à soumettre le principe des fermes de démonstration aux professeurs d'agriculture. Que le chef de l'opposition aille demander ce qu'en pensent les professeurs de l'école d'Oka! Le chef de l'opposition prétend qu'elles sont données à des libéraux seulement. Et quand cela serait, auraient-elles moins d'efficacité? Que les cultivateurs soient libéraux ou conservateurs, peu nous importe pourvu que les fermes soient bien tenues et utiles. La politique ne fait rien à la chose. Nous avons donné de ces fermes, d'ailleurs, à des conservateurs. Celle d'Arthabaska appartient à un excellent conservateur, M. Leblanc, qui tient une des plus belles fermes de démonstration de la province. Ses voisins vont là et sont surpris des progrès agricoles réalisés sur cette ferme. Est-ce à dire qu'il n'en pourra être ainsi d'un libéral à côté qui aura une autre de ces fermes?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il est intelligent, M. Leblanc?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, et il nous a déclaré qu'il avait beaucoup appris, lui, des agronomes. D'ailleurs, les fermes de démonstration sont un des meilleurs moyens d'inciter les cultivateurs à améliorer leurs terres; elles sont pour eux de belles leçons de choses pratiques. Elles ont beaucoup aidé nos cultivateurs comme nos écoles, comme nos agronomes ont aidé l'agriculture en général et je crois que l'on ne peut nier les progrès que cette politique a permis de réaliser depuis quelques années.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis quand M. Leblanc a-t-il cette ferme?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Depuis deux ou trois ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre l'a visitée?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, et elle est très belle et très intéressante. Malgré la crise, son propriétaire fait de l'argent.

J'invite mon honorable ami à venir visiter cette ferme de M. Leblanc avec moi. Je voudrais voir de ces fermes établies dans toutes les paroisses de la province. La méthode suivie est de prendre la ferme d'un cultivateur ordinaire et de démontrer qu'avec une culture scientifique on est capable de produire d'excellents résultats, fort supérieurs à ceux obtenus autrefois. Je crois que tous les professeurs diront que ce système est bon et qu'il a donné d'excellents résultats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas être aussi malin que le ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai pas été malin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je veux relever une contradiction de son discours. Il nous a dit que des évêques seraient heureux de demander des écoles comme à Rimouski. Mais cette école de Rimouski n'est pas encore construite. Comment peut-il dire que les évêques seraient heureux d'en avoir quand il ne sait même pas quels résultats donnera cette école? Le gouvernement, au cours des élections générales, n'aurait pas dû non plus la citer comme une de ses oeuvres.

Le ministre a dit que j'étais contre les écoles, contre les agronomes. Non, je lui ai demandé où étaient les résultats de toutes ces écoles fondées il y a 50 ans. Je lui ai demandé de nous dire si des élèves sortaient de ces écoles pour devenir des cultivateurs modèles. Nous avons bien entendu la petite voix du député de Portneuf (M. Hamel) dire: "Je peux l'aider." Mais on ne nous en a pas nommé. On pourra bien citer quelques cultivateurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est ce que je vous ai offert.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais on ne peut pas nous donner de noms de cultivateurs modèles qui sont sortis des écoles pour s'établir sur des terres. Le ministre dit: "Il doit y en avoir un grand nombre dans Deux-Montagnes." Il n'y en a pas! Je lui ai demandé de nous en nommer 10, mais il devrait pouvoir en nommer une cinquantaine au moins par district.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il y a deux ans, j'en ai fourni une liste de trois pages à nom honorable ami.

**M. Sauvé<sup>2</sup> (Deux-Montagnes):** J'ai prétendu que les écoles d'agriculture n'avaient pas répondu au but de leur fondation et aux besoins des cultivateurs parce que le gouvernement n'a pas répondu aux besoins de ces institutions, besoins formulés par les autorités de ces écoles. Je ne critique pas les écoles d'agriculture, parce que c'est mon parti qui les a créées et ceux qui les ont critiquées dans le temps sont ceux qui siègent à droite aujourd'hui. Mais j'ai le droit de demander où sont les résultats, où sont les élèves qui, après avoir obtenu un diplôme de ces écoles, se sont établis sur des terres et sont devenus des cultivateurs modèles. Pourtant, ces écoles ont été fondées spécialement pour former des cultivateurs modèles.

Au lieu de créer des fermes de démonstration pour des cultivateurs qui sont, dans la plupart des cas, des favoris, le gouvernement devrait s'intéresser au sort des élèves et s'exercer à les établir dans les districts ruraux, même s'il faut établir un crédit agricole spécial. Avant longtemps, le gouvernement adoptera cette réforme, car elle s'imposera.

Le ministre dit qu'il est bien difficile de se défendre quand on est au pouvoir. Je comprends ça, surtout quand on fait tout le contraire de ce qu'on a prêché. Je ne rendrai pas la balle au ministre. Je ne lui souhaiterai pas de venir siéger de ce côté-ci de la Chambre. Je ne dirai pas que nous ne regrettons pas qu'il nous ait laissés.

L'enseignement agricole aura du prestige auprès des cultivateurs s'il leur est démontré que l'enseignement est pratique. Le ministre nous a dit que la ferme de M. Leblanc, dans Arthabaska, faisait l'admiration de ses voisins, qui se pâmaient devant les beaux bâtiments, les beaux troupeaux de M. Leblanc, qui n'a cette ferme de démonstration que depuis deux ans. Mais, l'an dernier, le ministre nous a dit qu'il choisissait toujours des fermes qui ne sont pas trop belles afin qu'elles soient améliorées par les démonstrations. Il y a là contradiction encore. J'espère que mes remarques contribueront à améliorer l'enseignement dans les écoles d'agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami m'a demandé des chiffres. Je vais lui en citer quelques-uns. À Sainte-Anne, cette année, sur 24 bacheliers en agriculture il y en a 18 qui se sont établis sur des fermes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas ce que j'ai demandé.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Alors, je n'ai pas compris mon honorable ami.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai demandé au ministre de nous nommer des élèves qui, après être sortis des écoles d'agriculture, étaient devenus des cultivateurs modèles. Il y a une différence entre un bachelier et un cultivateur modèle.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je pourrais citer de nombreux noms d'élèves qui, après avoir fréquenté les écoles d'agriculture, se sont établis sur des terres, mais le chef de l'opposition a raison quand il dit que trop d'élèves qui vont aux écoles d'agriculture ne sont pas des fils de cultivateurs. L'école moyenne d'agriculture obvierez à cet inconvénient.

**M. Hamel (Portneuf):** Je suis président de la société d'agriculture de mon comté et je réalise que les fermes de démonstration aident considérablement nos cultivateurs. Elles sont un des moyens les plus efficaces pour promouvoir les développements de l'agriculture. Ce sont elles qui répondent aux objections que des cultivateurs font, disant que l'on n'a pas toujours les moyens de s'outiller suffisamment pour faire de la culture payante. Quant aux écoles d'agriculture, je crois qu'elles sont nécessaires et empêchent la désertion de nos terres. C'est un moyen pour les cultivateurs de garder leurs fils sur leur terre et d'augmenter la production. C'est un excellent moyen de faire des cultivateurs de choix.

**M. Langlais (Témiscouata)** pose une question au député de Portneuf.

**M. Hamel (Portneuf):** Je connais un cultivateur de mon comté qui a une nombreuse famille. Il a envoyé ses fils au collège commercial et il n'a personne pour lui succéder sur sa terre. L'honorable chef de l'opposition a demandé des noms de cultivateurs modèles sortis de l'école d'agriculture. Je puis lui citer le cas d'un cultivateur de mon comté qui, après avoir fait un cours à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, est venu prendre la direction de la ferme de son père et a augmenté les revenus de \$1,500 par année avec la culture des légumes seulement. Je n'ai pas peur de dire son nom, c'est M. Alphonse Matte de Neuville.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels légumes? Car il faudrait savoir s'il y a des marchés pour ces légumes. Ce n'est pas la carotte, toujours?

Une voix: Le poireau.

**M. Hamel (Portneuf):** Si le chef de l'opposition le veut, je dirai bien le navet aussi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je remercie le député de Portneuf d'avoir complété le discours du ministre en nous citant un nom de cultivateur modèle du district de Québec.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable (antérieurement apiculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale;

- bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec;

- bill 28 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux cautionnements des officiers publics;

- bill 80 amendant les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.

**Dépôt de documents:****Réparation de chemins  
à Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 janvier 1924, pour copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, au sujet de la réparation de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922-1923. (Document de la session no 53)

**Travaux de la Chambre**

M. l'Orateur informe la Chambre que les comités des bills publics et des bills privés se réuniront à 8 h 30 dans la soirée.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. La discussion sur ce sujet s'est prolongée pendant deux heures, d'après *le Soleil*.

2. *Le Soleil* fait remarquer que M. Sauvé, en revenant à la charge, haussait parfois le ton, frappait à coups de poing sur son pupitre, puis abaissait la voix dans un murmure.

Séance du 1<sup>er</sup> février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures du matin.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 72 autorisant Napoléon Rosconi et Francis Rosconi, de la cité de Montréal, à faire un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués par feu Francis Rosconi père.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule des bills 108 refondant la charte de la cité de Grand'Mère, accordant de nouveaux pouvoirs, etc., et 107 aux fins de mieux définir le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Bordeleau (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité a examiné la pétition d'Eugène Godin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec & Western Railway Company", et constate que les avis sont complets dans la *Gazette officielle*, mais n'ont pas été encore complètement publiés dans les journaux du district. Cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Charte de Saint-Lambert

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 124 amendant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Quebec &  
Western Railway Company

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 129 constituant en corporation The Quebec & Western Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 56 concernant la succession de James Robinson;

- bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal;

- bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin.

Succession James Robinson

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 concernant la succession de James Robinson.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Frères de la Charité  
de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a

apportés au bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Corporation de Notre-Dame du Chemin**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Questions et réponses:**

##### **Requête des marchands détaillants**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu en 1923 une requête des marchands détaillants de la province de Québec?

2. Le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet des demandes contenues dans cette requête?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement a déjà répondu à cette question au cours de la présente session.

##### **Paiements faits à M. Lanctôt**

**M. Smart (Westmount):** 1. Combien le gouvernement a-t-il payé à M. Charles Lanctôt, durant la dernière année fiscale, a) pour traitement, salaire, gratification ou récompense; b) pour honoraires; c) pour frais de voyage?

2. Combien lui a-t-il payé à chacun de ces titres, pour chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> février 1912 jusqu'à ce jour?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tous les paiements faits à M. Lanctôt apparaissent aux comptes publics.

##### **Rapport de la Commission du service civil sur les salaires de ses employés**

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la commission dite du service civil chargée d'enquêter sur les salaires à être payés aux employés de ce service?

2. Dans l'affirmative, quand le gouvernement se propose-t-il de soumettre ce rapport à la

Chambre?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger ce rapport assez tôt pour le soumettre à la Chambre durant la présente session?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Non.

2. Quand il l'aura reçu.

3. La commission soumettra ce rapport quand elle l'aura complété.

#### **Protection des édifices publics contre les incendies**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

#### **Commissaires de la Cour supérieure**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 17 modifiant le code de procédure civile relativement aux commissaires de la Cour supérieure soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

#### **Loi électorale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 29 amendant la loi électorale de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



**Contrat entre Trois-Rivières  
et la Compagnie du chemin de fer  
Canadien du Pacifique**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 135 ratifiant et confirmant le règlement no 448 de la cité des Trois-Rivières, ainsi que le contrat entre ladite cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Propriétaires du lot no 272  
du cadastre de Saint-Martin, Laval**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 déclarant Jules Meilleur, Joseph Meilleur, Hermine Meilleur et Adelina Valiquette propriétaires du lot no 272 du cadastre de Saint-Martin, comté de Laval.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Magog**

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 amendant la charte de la ville de Magog.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bissonnet (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de La Malbaie**

M. Dufour (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 amendant la charte de la corporation du village de La Malbaie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dufour (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement achète encore des oeufs, si j'en juge par le rapport du ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi et où cette distribution d'oeufs? Pour Spencer Wood?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ces oeufs sont distribués aux élèves des écoles, aux cercles de fermières, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans les écoles modèles ou élémentaires?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Dans toutes les écoles où les élèves s'occupent d'incubation. Cette année, nous voulons surtout en distribuer aux cercles de fermières.

M. Langlais (Témiscouata): Combien avez-vous de poules? Vous avez l'air de dépenser beaucoup d'argent pour votre poulailler.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous n'avons pas de poules ni même de coqs. Nous ne produisons pas les oeufs. Nous les achetons pour les revendre à de bonnes conditions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il une ferme?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, le gouvernement n'a pas de ferme à lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De qui achetez-vous les oeufs, alors?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous en achetons de la ferme du Belvédère.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement fait le commerce, alors.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, nous faisons simplement la distribution des oeufs de race pure.

**M. Plante (Beauharnois):** À qui appartient cette ferme du Belvédère?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Elle appartient au sous-ministre de l'Agriculture, qui la loue. D'ailleurs, cette question a déjà été discutée en Chambre l'an dernier et l'opposition sait à quoi s'en tenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais le député de Beauharnois (M. Plante) n'était pas en Chambre alors. Comment se fait cette distribution d'oeufs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Selon une politique suivie par le gouvernement depuis plusieurs années et qui a produit d'excellents résultats. Les oeufs servent à des expériences d'incubation. Nous distribuons ces oeufs afin d'améliorer les races pures. Le ministère veut apprendre aux jeunes fermiers de nos campagnes les méthodes nouvelles d'incubation.

**M. Langlais (Témiscouata):** Vous avez distribué beaucoup d'oeufs dans les écoles et ailleurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** En tout, pour \$500.

**M. Plante (Beauharnois):** Combien avez-

vous distribué d'oeufs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'opposition peut voir dans le rapport en ce qui concerne l'usage de ces oeufs que nous en avons distribué des milliers. Entre autres choses, nous en avons donné 17,000 aux cercles de fermières. On verra que nous en avons disposé de 47,640 aux élèves et aux fermières.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il y a un rapport de cela?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, pas pour cette année, tous nos renseignements n'étant pas arrivés assez tôt. Il y en aura un l'année prochaine.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette ferme du Belvédère est dirigée par M. Barbeau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il la loue du propriétaire.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, il l'a louée de M. Ant. Grenier, son propriétaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui est ce M. Barbeau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je ne connais pas ses initiales; il est employé du département de l'Agriculture. Il n'y en a qu'un au département. Il travaille là.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! je me doutais de cela; je me disais qu'il y avait quelque chose comme cela en dessous. Le sous-ministre de l'Agriculture est aussi intelligent que le ministre. Il s'est acheté une ferme au Belvédère et il l'a louée à M. Barbeau, un employé du ministère de l'Agriculture. Ce monsieur a beaucoup amélioré cette ferme depuis quelques années. On a payé cela avec l'argent de la province? Aujourd'hui, ce sont deux officiers du département de l'Agriculture qui en profitent. Combien ont coûté ces améliorations?

Il y a aussi une demoiselle Barbeau qui reçoit un salaire du ministère de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture est très intelligent, je le répète; je sais qu'il aime à donner des renseignements quand on en demande. Il est, sous ce rap-

port, le coq du gouvernement, et un coq de race. Je considère que cette affaire prend des proportions. Le sous-ministre de l'Agriculture, avocat distingué, est propriétaire d'une ferme; un employé du ministère en est le gérant; le ministère achète à cette ferme des oeufs, des volailles même, pour les distribuer dans les écoles élémentaires. Qu'on remarque bien que je ne veux pas critiquer la politique du gouvernement qui consiste à vouloir améliorer la race; elle a du bon, assurément. Je ne critique rien...

**M. Plante (Beauharnois):** Ç'a l'air drôle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un acheminement vers l'étatisation du commerce des oeufs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous avons cherché à faire de l'aviculture autour de Québec. Au début de cette politique, on a eu toutes les misères du monde à trouver un endroit où se faisait l'incubation des oeufs. De guerre lasse, nous avons trouvé la ferme de M. Grenier qui était l'endroit idéal à cette fin. Nous avons demandé de la louer à l'Union expérimentale. M. Grenier s'est fait prier, mais devant nos instances il a dû céder. M. Grenier n'a nullement profité de cela. On n'a pas fait d'amélioration aux propriétés, on a fait quelques améliorations seulement à la terre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parle de l'importance du coût de ces améliorations.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami a de l'imagination. Ça n'a pas coûté même \$4,000. Durant la guerre, la ferme a été transformée en jardin de guerre et ce sont les élèves des écoles et des particuliers de la ville qui en ont surtout profité. M. Grenier a loué sa ferme contre son gré et il n'a fait aucun bénéfice. Ça ne lui a rien rapporté et nous avons pu alors faire des expériences d'incubation et organiser notre service d'aviculture.

**M. Langlais (Témiscouata):** Vos inspecteurs d'oeufs ont-ils des diplômes?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. Barbeau est un expert en aviculture; il peut faire le mirage. Il y a là, à la ferme, de grandes machines où l'on fait l'incubation avec assez de succès.

**M. Langlais (Témiscouata):** Combien payez-vous pour l'incubation des oeufs? Je vois que vous n'avez obtenu qu'un petit pourcentage d'incubation dans vos résultats: 25%, c'est pas beaucoup.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Vous voyez ça dans le rapport.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sont-ce des machines de la maison Julien?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je l'ignore absolument.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais savoir de quelle sorte d'incubateurs on se sert. C'est très important. M. le ministre a sans doute recommandé les machines de la maison Julien comme il a recommandé, dans le temps, certains tracteurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ignore la marque de ces incubateurs. D'ailleurs, si cela intéresse à ce point le chef de l'opposition, on peut le renseigner. J'ai recommandé les tracteurs autrefois parce que les experts les trouvaient bons et qu'ils se vendaient bon marché.

**M. Thurber (Chambly):** Il n'y a pas de mal à ça.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon?

**M. Thurber (Chambly):** Il n'y a pas de mal à recommander une bonne chose.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas un employé du département de l'Agriculture, M. Paquet, qui était intéressé dans la maison Julien?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le soupçon est toujours une mauvaise chose. Tout de suite, le chef de l'opposition soupçonne de la malhonnêteté. Il sait que M. Arthur Paquet, le comptable du ministère, a été directeur de la maison Julien de Pont-Rouge autrefois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit Arthur.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition a des instincts policiers. Il s'est dit: "On doit acheter des incubateurs Julien." Or il se trouve que ce n'est pas la maison

Julien, mais Gaulin qui fabrique des incubateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il se dit bien des choses sur la maison Julien. Il se fait bien des demandes pour la maison Julien.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami confond la maison Eugène Julien, de Québec, qui a failli, avec la maison Julien de Cap-Rouge.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De Pont-Rouge.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, pardonnez-moi ce lapsus. Il en arrive bien d'autres au chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont deux places rouges.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai jamais recommandé telle ou telle maison ou machine. Nous avons un jour recommandé certains tracteurs, parce qu'alors, au cours de la campagne de culture intensive, nous croyions cela dans l'intérêt des cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je tiens à revenir sur le sujet car, s'il n'y a pas eu des abus, il y a eu des erreurs. Je tiens à savoir quels incubateurs le gouvernement achète pour cette ferme du Belvédère. Il y a eu un pourcentage dans l'incubation qui montre que les résultats ne sont pas satisfaisants.

M. Hamel (Portneuf): Les oeufs font souvent un long trajet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le pourcentage d'éclosion est moins bon pour les oeufs envoyés aux enfants des écoles.

M. Langlais (Témiscouata): Mais, même pour les inspecteurs, les experts, il n'y a qu'un pourcentage de 31%.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le pourcentage est meilleur pour les oeufs envoyés aux fermières. Il serait meilleur si l'incubation se faisait toujours à la ferme du Belvédère. Il ne faut pas oublier qu'il y a un long trajet à faire dans l'expédition des oeufs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il doit y en

avoir qui arrivent en omelette.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'y en a pas un grand nombre qui sont expédiés.

M. Langlais (Témiscouata) fait remarquer qu'on ne fait tout de même pas d'argent avec ces oeufs de la ferme qui sont fournis par des employés du ministère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il d'autres experts à part de M. Barbeau?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, le frère Liguori.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le connais comme directeur du *Bulletin de la ferme*, mais pas comme aviculteur. Je crois qu'il ne s'occupe plus d'aviculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il s'en occupe encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour terminer, je voudrais savoir tout ce que le gouvernement a dépensé pour cette ferme. Il y a déjà eu une polémique entre le ministre et un M. Caron, Carreau... à ce sujet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Gareau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah oui, M. Gareau a déjà discuté cette affaire de la ferme du Belvédère avec le ministre dont il était autrefois l'ami.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ça n'a jamais été mon ami.

Je ne peux pas dire tout de suite à l'honorable chef de l'opposition tout ce que nous avons dépensé pour l'aviculture à la ferme du Belvédère. On a exigé tant de détails à la hâte. Je ne saurais le dire sans faire des recherches. C'est une question absolument déraisonnable. Comment veut-on que de mémoire je me rappelle depuis plusieurs années ce que l'on a dépensé à cette fin? C'est absolument impossible. Suspendons l'article et nous répondrons au chef de l'opposition quand nous aurons les détails qu'il demande. Mais, pour le moment, c'est absolument impossible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis 20 ans

que le ministre de l'Agriculture est dans cette Chambre, comme indépendant et ministériel, il sait bien que le procédé n'est pas nouveau. Autrefois, le ministre avait à ses côtés en Chambre son sous-ministre et son secrétaire pour fournir aux députés tous les renseignements qui étaient demandés. Je dois déclarer au gouvernement que nous, de l'opposition, nous allons exiger les informations que les représentants du peuple ont droit d'obtenir.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami se croit sur un "husting".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Restons donc au Belvédère.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable ami m'a demandé de lui dire instantanément combien nous avons dépensé depuis quelques années pour cette ferme. S'il administrait lui-même un ministère, a-t-il la prétention de croire qu'il pourrait instantanément consulter des comptes publics de cinq ans en arrière et répondre en donnant des chiffres exacts? De tout temps, les crédits ont été discutés en cette Chambre, mais jamais de cette façon-là. Nous n'avons jamais refusé des renseignements à l'opposition; nous n'en refuserons jamais, mais il nous faut au moins le temps de chercher les détails qu'on nous demande.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'honorable ministre ignorait ce qui se passe dans son ministère, je ne lui demanderais rien. Mais il sait tout et c'est pourquoi j'insiste. Nous allons voter l'item si le ministre veut bien nous promettre qu'il nous donnera le montant que la province a dépensé pour la ferme du Belvédère.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Certainement, nous allons fournir tous les renseignements à mon honorable ami. Je ne tiens même pas à voter l'item.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ne le votons pas aujourd'hui.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Très bien. (Le ministre ferme accidentellement son pupitre très fort.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas si fort.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je l'ai échappé. Il est arrivé au chef de l'oppo-

sition d'échapper bien d'autres choses que le couvert de son pupitre.

La résolution est laissée en suspens.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Dépôt de documents:

**Égouttement de la route Montambault, rang V, Gentilly**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 janvier 1924, pour communication de copie de toute correspondance, de rapports, etc., entre toute personne et le ministère de la Colonisation relativement aux travaux ordonnés et faits pour l'égouttement de la route Montambault, rang V, de Gentilly. (Document de la session no 55)

#### Construction de marchés à Montréal

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 janvier 1924, pour communication de copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1922 relativement à la construction de marchés à Montréal. (Document de la session no 56)

#### Hospitalisation des miséreux dans Terrebonne

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le secrétaire provincial ou aucun des membres du gouvernement concernant l'hospitalisation des miséreux dans le district de Terrebonne depuis 1922. (Document de la session no 57)

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi

prochain, le 4 février courant, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à midi trente.

Séance du 4 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Beauharnois Electric Company Ltd.**

M. Philips (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Beauharnois Electric Company Ltd., demandant de ratifier et d'amender sa charte, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Beauharnois Electric Company Ltd., demandant de ratifier et d'amender sa charte (M. Philips).

**Résolution de Montréal-Est**

M. Thériault (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que les articles 510 et 511 du règlement de l'Assemblée législative soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour approuver, ratifier et déclarer valide une résolution de son conseil en date du 30 janvier 1924.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée devant la Chambre:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour approuver, ratifier et déclarer valide une résolution de son conseil en date du 30 janvier 1924 (M. Thériault).

**Cour des commissaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des commissaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 15**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 41 amendant l'article 3123 des statuts refondus, 1909, et l'article 15 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subdivision de terrains  
dans les municipalités de village**

M. Pilon (Vaudreuil) demande la permission de présenter le bill 162 modifiant le code municipal relativement à la subdivision de certains terrains dans les municipalités de village.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de pharmacie**

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 163 amendant la loi de pharmacie de Québec.

Le but de ce projet de loi est de permettre aux marchands de remèdes patentés de vendre la teinture d'iode et autres médicaments sans payer de droits, spécialement dans les campagnes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 679**

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 164 modifiant l'article 679 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Nomination des exécuteurs testamentaires  
comme directeurs de compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 38

concernant le droit des exécuteurs testamentaires et autres d'être nommés directeurs de compagnies.

Le bill a pour effet de permettre aux exécuteurs testamentaires chargés de l'administration de biens des mineurs de faire partie de bureaux de direction de compagnies si les biens laissés à ces enfants leur permettent d'occuper cette charge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Déclarations de société et autres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 33 modifiant les statuts refondus, 1909, et le code civil relativement aux déclarations de société et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Code municipal

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 45 amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Taxes imposées en 1894 et abolies par la suite

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Les taxes imposées sur certaines personnes en 1894 ont-elles été abolies par un gouvernement conservateur?

2. Dans la négative, quel est le gouvernement libéral qui les a abolies?

3. Les licences de manufacture et de commerce, imposées en vertu de 57 Victoria, chapitre XI, ont-elles été abolies par un gouvernement conservateur?

4. Dans la négative, quel est le gouvernement libéral qui les a abolies?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les *Statuts de la province de Québec* répondent à ces questions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous ne voulez pas le dire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous vous le disons, vous ne nous croirez pas, mais vous devrez croire les statuts.

##### Taxes imposées de 1892 à 1897 et abolies par la suite

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles taxes imposées par le gouvernement de Québec de 1892 à 1897 ont été abolies depuis que le Parti libéral est au pouvoir à la législature de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les *Statuts de la province de Québec* répondent à cette question.

##### Coût des voyages des députés et ministres depuis 1912

M. Dufresne (Joliette): 1. Quels sont les ministres et les députés qui ont voyagé aux dépens de la province, depuis le 1<sup>er</sup> février 1912 jusqu'à ce jour?

2. À quelles dates se sont faits ces voyages?

3. Combien chacun de ces voyages a-t-il coûté à la province?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Voir les comptes publics et la réponse donnée au cours de la présente session.

2. et 3. Il n'est pas tenu compte de la date et du coût exact de chaque voyage.

##### Recettes des mines

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelles sont les différentes sources de revenus qui forment les recettes des "Mines" apparaissant à la page 4 des comptes publics, 1922-1923?

2. Combien chacune d'elles a-t-elle rapporté au gouvernement: a) en 1919; b) en 1920; c) en 1921; d) en 1922; e) en 1923?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Voir le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à la page 394 pour 1923, à la page 316 pour 1922, à la page 314 pour 1921, à la page 200 pour 1920 et à la page 168 pour 1919.

##### Recettes de la chasse et de la pêche

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelles sont les différentes sources de revenus qui forment les recettes pour "Chasse et Pêche" apparaissant à la page 4 des comptes publics, 1922-1923?

2. Combien chacune d'elles a-t-elle rapporté au gouvernement: a) en 1919; b) en 1920; c) en



1921; d) en 1922; e) en 1923?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Voir le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à la page 396 pour 1923, à la page 318 pour 1922, à la page 316 pour 1921, à la page 201 pour 1920 et à la page 169 pour 1919.

#### Le Crédit National

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 99 constituant en corporation le Crédit National.

Adopté.

En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une filiale de la nouvelle banque?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les avis de ce bill ont été donnés bien avant qu'il fût question de la nouvelle banque. Ce bill a été annoncé pour la première fois le 7 novembre dernier.

Je propose qu'on rapporte progrès pour attendre le parrain du bill, le député de Beauce (**M. Fortier**).

Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

#### Emprunt de MM. N. et F. Rosconi

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 autorisant Napoléon Rosconi et Francis Rosconi, de la cité de Montréal, à faire un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués par feu Francis Rosconi père.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Saint-Lambert

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 amendant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### The Quebec & Western Railway Company

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 constituant en corporation The Quebec & Western Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### Victimes de la conflagration de Sainte-Agathe-des-Monts

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (**l'honorable M. Moreau**), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 26 mai 1923, dans la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

#### Agents généraux de la province

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (**l'honorable M. Caron**), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux agents généraux de la province.

Adopté.

#### Lettres de vérification

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 amendant le code de procédure civile relativement aux lettres de vérification soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Code du notariat

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 amendant le code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les crédits que nous allons étudier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ceux de l'Agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont les plus agréables. Quel est l'item qui nous est soumis?

M. le Vice-Orateur: Il est proposé: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre nous dira-t-il maintenant ce que le ministre a dépensé pour la ferme du Belvédère?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les officiers du département n'ont pas eu le temps de compiler les chiffres et de produire les renseignements. Il est impossible de donner, pour le moment, un chiffre qui représente des recherches considérables dans les comptes publics de la province depuis plusieurs années. Je pourrais répondre pour ce qui est des dépenses de cette année, mais pour le moment il nous est impossible de remonter aux années précédentes. Que le chef de l'opposition fasse une question à ce sujet et nous lui répondrons. Le fait de donner tous les chiffres demandés créerait un précédent inutile.

Je me demande si mon honorable ami va insister là-dessus. Il peut trouver ce qu'il veut dans les comptes publics. En toute franchise, je veux dire à l'honorable chef de l'opposition que tous ces comptes ont été audités, approuvés, et je ne vois pas pourquoi il nous forcerait à retracer tous ces

comptes. Avec de tels procédés, la discussion est impossible.

Quant aux détails que le chef de l'opposition veut avoir, il a suivi avec assez d'attention depuis des années le vote des crédits à l'agriculture, en particulier, qu'il peut être certain que tout a été dépensé judicieusement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis bien prêt à voter l'item si le ministre veut s'engager à nous fournir l'état de ce qui a été payé à la ferme du Belvédère. Je veux bien croire que la ferme a été utile à la province, mais je veux savoir ce qu'elle a coûté. Je ne veux pas de détails, mais le montant dépensé sur la ferme depuis sa fondation. Je suis prêt à transformer ma question en interpellation, mais à la condition que le gouvernement ne réponde pas, comme il l'a fait souvent depuis le début de la session: "Vous recevrez ces renseignements dans les comptes publics."

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je vais préparer l'état des dépenses de la ferme du Belvédère et je le montrerai à mon honorable ami. S'il n'en est pas satisfait, il pourra protester. Je lui fournirai facilement le montant des dépenses de l'année, mais il est difficile de rechercher ce qui a été dépensé depuis trois ou quatre ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'accepte la déclaration de l'honorable ministre. Ça ne prendra pas trop de temps? J'espère que cela retardera moins que la réponse aux questions relatives à M. Lanctôt.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le plus tôt possible, vous les aurez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois avec plaisir qu'on revient à l'ancienne coutume que les sous-ministres des départements et même les secrétaires apportent à la Chambre les renseignements nécessaires pour la discussion des crédits, mais je me demande si le ministre devrait passer ses crédits devant une Chambre si déserte. Il y a bien les députés qui assistent héroïquement à cette séance du lundi, mais les cultivateurs qui siègent en Chambre sont absents. Il me semble que c'est lugubre de passer des crédits à ce moment-ci. Et puis le ministre de l'Agriculture est éloquent; les députés tiennent à l'entendre. Pourquoi ne pas attendre qu'ils soient un peu plus nombreux?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il est vrai que l'assistance n'est pas nombreuse<sup>1</sup>, aussi bien du côté de l'opposition que de l'autre, et c'est un mal. Je préférerais une assistance plus considérable pour le vote de nos crédits, mais que veut-on qu'on y fasse? Les lundis et vendredis, il est de même dans tous les Parlements, les députés s'occupent de leurs affaires qu'ils négligent les autres jours de la semaine. Ceci se répète depuis un grand nombre d'années. Tout de même, quant à ce qui regarde les membres de l'opposition, je suis sûr qu'ils ont entièrement confiance dans leur chef; ils savent qu'il ne laissera rien passer, rien échapper qui puisse prêter à critique. Lui seul vaut toute l'opposition. Il est en état de discuter chacune des dépenses que le gouvernement demande d'être autorisé à faire. De ce côté je suis sûr que, quand bien même il n'y aurait pas beaucoup de députés, la province n'y perd pas du tout. Ce n'est pas une raison d'ajourner ces items. L'ordre du jour est épuisé et nous devrions continuer l'étude des crédits. Je suis prêt, toutefois, à ne faire voter que les items que le chef de l'opposition choisira lui-même si la chose peut l'accommoder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Quel item allons-nous étudier ensuite? Qu'est-ce que l'honorable chef de l'opposition désire discuter parmi les items de l'agriculture qui nous restent?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est au ministre à décider.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oh! nous écoutons si souvent les suggestions de mon honorable ami. Je sais qu'il choisit bien et qu'il est compétent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Me voilà bien mal pris, d'un côté *le Soleil* qui prétend que je n'ai aucune compétence et on me dit que des ministres écrivent dans *le Soleil*; de l'autre, le ministre de l'Agriculture qui dit que j'ai une trop grande compétence.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oh! pas trop grande. Prenons le *Journal de l'agriculture*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, pas

aujourd'hui.

**M. le Vice-Orateur:** Il est proposé: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe (11 George V, chapitre 39), travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La présence du sous-ministre<sup>2</sup> en cette Chambre prouve que nous écoutons les suggestions de l'honorable chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il du nouveau dans l'administration de l'École de laiterie?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Pas grand-chose. Il donne le détail de l'emploi de la somme que l'on demande de voter: frais de laboratoire, traitements des membres du personnel, frais de voyage, achats d'animaux et de machineries, etc. Le gouvernement demande de voter un crédit de \$25,000, dont \$5,000 seront employés au laboratoire. À Saint-Hyacinthe, le gouvernement a en effet un laboratoire officiel et une ferme.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On pratique l'industrie laitière à l'école?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, pour fins de démonstrations à l'usage des élèves.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sortes de démonstrations?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Toutes sortes qui regardent l'industrie laitière. On se sert du lait du troupeau de l'école pour fabriquer le fromage et le beurre, et l'on a augmenté le troupeau pour obtenir ce lait que l'on doit cependant acheter pendant l'hiver pour continuer les démonstrations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De combien de têtes a-t-on augmenté le troupeau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** De 10 ou 15 vaches.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De quelle race?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): De race pure, des canadiennes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi des canadiennes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est une affaire de goût. Il peut survenir bien des petits changements dans l'enseignement, car nous faisons de l'expérimentation. Il peut y avoir des systèmes nouveaux dans les procédés de fabrication et nous avons à les étudier. C'est ainsi que nous avons étudié la pasteurisation du beurre que l'on discute depuis longtemps; et nous avons eu là-dessus des expériences intéressantes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le beurre pasteurisé est un bon beurre?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, c'est un bon beurre, mais il n'est pas très populaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On devrait pasteuriser le beurre ministériel, les gens l'aimeraient moins.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le député de Québec-Centre (M. Faucher) sait qu'il se glisse des microbes partout; il peut y en avoir dans ce cas-ci.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les microbes que le gouvernement cultive?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce sont, par exemple, ceux qui, d'après le chef de l'opposition, font grossir le revenu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sont-ils visibles? Pouvez-vous toujours les reconnaître?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, tous les bons microbes sont visibles. Les plus dangereux se cachent. Tout le monde n'aime pas le beurre pasteurisé. Il a un petit goût de brûlé que les gens n'aiment pas.

M. Lamoureux (Iberville): Dans tous les cas, il se vend plus cher.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais pas assez cher pour compenser le travail qu'il coûte. Ceci est dû au fait que la main-d'œuvre coûte aussi plus cher et que ce produit

subit plus d'opérations que les autres avant d'être mis sur le marché. Aux États-Unis, on veut du beurre pasteurisé; au Canada, il n'y a pas autant de demandes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le ministre de l'Agriculture ne recommande pas la pasteurisation?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Au contraire, on ne doit pas l'abandonner. C'est une méthode américaine qui est bonne. La pasteurisation du lait a donné d'excellents résultats pour conserver le beurre; le gouvernement étudie présentement la possibilité d'étendre le système de pasteurisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien avez-vous d'élèves à l'École de laiterie?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cette année, nous en avons 475. Ils sont tous des fabricants de beurre et de fromage ou des personnes qui ont l'intention de le devenir. Ils sont obligés de suivre ces cours pour obtenir le diplôme nécessaire. Les cours sont gratuits et ils sont donnés pour la fabrication en général, soit pour le beurre, soit pour le fromage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À quel point de vue s'enseigne la fabrication?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous leur apprenons d'abord à apporter le lait aussi frais que possible, puis nous leur montrons tous les secrets de la fabrication, la condition des marchés, vente, emballage, etc. Nous les instruisons à tous les points de vue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les instructions qui sont données aux cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous leur demandons de bien préparer leur lait, de le tenir propre; nous avons maintenant le système du contrôle du lait qui se fait par les deux gouvernements. Ce contrôle consiste à suivre de près le troupeau d'un cultivateur afin de dire à celui-ci après quelque temps quelles sont les vaches qui le paient et celles qui ne le paient pas. C'est une excellente chose qui a donné de très bons résultats dans l'amélioration des troupeaux de laitières.

M. Langlais (Témiscouata): Avez-vous des

revenus à l'École de laiterie?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, cette année, pour \$34,000. Notre fabrique fonctionne comme les autres fabriques. Nous fabriquons du fromage et du beurre pour les cultivateurs. La ferme n'est pas grande, mais elle est exploitée au point de vue scientifique.

**M. Langlais (Témiscouata):** Est-ce le seul revenu de la fabrique?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il un surplus? Y a-t-il assez de microbes pour avoir un surplus? (Rires)

**M. Langlais (Témiscouata):** Vous achetez du lait?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'été nous recevons le lait des cultivateurs; l'hiver nous le leur achetons pour continuer nos démonstrations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On fait alors le commerce du lait.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, nous avons besoin de lait pour notre fabrication et nous en achetons tout simplement. Quant aux produits que nous fabriquons, nous les vendons aussi cher que nous pouvons, selon les prix du marché.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous achetez pour \$25,000 de lait. C'est pas mal fort.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous vendons du beurre et du fromage. Nous pouvons produire tous les états de l'école pour montrer comment sont employés ces \$25,000. Il y avait auparavant une fabrique de beurre et de lait à Saint-Hyacinthe; elle est disparue lors de l'établissement de l'École de laiterie et on a dû utiliser la fabrique de cette école pour aider aux cultivateurs de la région. C'est une autre raison pour laquelle l'École de laiterie achète du lait des cultivateurs.

**M. Langlais (Témiscouata):** Les élèves paient-ils pour leur diplôme?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, les diplômes et l'instruction sont gratuits.

**M. Langlais (Témiscouata)** demande les montants produits par la vente du beurre et du fromage fabriqués à cette école.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond que, pour le moment, il ne saurait donner les chiffres exacts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, nous aurons ces états?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, nous les produirons à mon honorable ami dès qu'on nous aura fourni les renseignements nécessaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! pas à moi, mais à la Chambre. Cette École de laiterie de Saint-Hyacinthe nous intéresse beaucoup. Je me souviens que l'ancien député de Saint-Hyacinthe, M. Henri Bourassa, en a parlé en cette Chambre. M. Bourassa trouvait alors qu'on n'avait pas à cette école un troupeau de choix. À cette époque, le ministre de l'Agriculture repoussait les réformes suggérées par le député de Saint-Hyacinthe d'alors pour la sélection des troupeaux de l'école, mais aujourd'hui il les met en pratique. L'opposition ne fait pas que de la critique destructive, elle a souvent des projets sérieux.

Je voudrais savoir si les élèves de l'école sont renseignés sur l'alimentation du bétail. Il me semble que l'on devrait donner tous les renseignements possibles aux fabricants de beurre et de fromage puisqu'on les oblige à passer quelque temps à cette école. Je me souviens d'avoir entendu dire à M. Chapais que l'industrie laitière ne payait pas dans cette province. Si l'on renseignait les cultivateurs sur l'alimentation du bétail, on les aiderait à augmenter leur production. Au collège de Guelph, Ontario, on donne des cours spéciaux là-dessus.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les remarques de mon honorable ami sont intéressantes. Nous ne donnons pas de cours d'alimentation du bétail à l'École de laiterie parce que les cultivateurs, qui ne sont pas riches et n'ont pas de temps à perdre, ne pourraient pas passer une semaine de plus à l'école. Nous donnons des cours d'alimentation aux cultivateurs par les agronomes et les démonstrateurs. Nous donnons des cours d'alimentation pour les moutons actuellement. Les

remarques de mon honorable ami sont très intéressantes et nous allons étendre le cours de l'alimentation pour tous les animaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien tenu, l'école?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Très bien. C'est M. Charron qui est à la tête et c'est fort bien tenu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La comptabilité?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous la tenons aussi bien que possible.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas eu de défalcation?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, il n'y en a pas eu d'autre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il été remboursé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Pour la moitié. Du reste, le remboursement total était illusoire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On n'a pas retrouvé le coupable?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, on le croit aux États-Unis. La police l'a recherché sans succès. C'est la première fois que la chose se produit et nous avons pris des mesures pour que cela ne se renouvelle plus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'auriez pas pu l'échanger pour un des prisonniers américains qui se sont réfugiés au Canada?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, il n'a pas été retracé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ne pas l'avoir échangé? C'est de la réciprocité. Il est peut-être mieux aux États-Unis. Les cultivateurs sont plus prospères.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les cultivateurs ne sont pas plus prospères aux États-Unis qu'au Canada.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, le ministre est pour la protection. Il n'y a pas eu d'enquête dans cette affaire?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous ne pouvions faire d'enquête sans arrêter le fugitif. Nous avons fait une plainte. Aux premières constatations, il y avait \$2,000 de soustraits; la famille a remboursé. Plus tard, après d'autres recherches, nous avons découvert une autre soustraction de \$2,000, mais pendant ce temps le coupable était disparu et les détectives n'ont pas pu le trouver.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le public a droit de se demander pourquoi la police n'a pas recherché ce coupable. Le public a raison d'être soupçonneux. La police n'est pas bien faite ou est empêchée de faire son devoir. On devrait améliorer le service de police, même s'il fallait aller chercher un directeur à Paris, comme nous disait l'an dernier le premier ministre. Il me semble que nous pourrions être beaucoup plus sévères dans cette affaire. La province a perdu de l'argent, le défalcaire s'est enfui et la police a été incapable de le retracer. Il y a donc trois griefs. L'an dernier, le gouvernement reprochait au chef de l'opposition de critiquer injustement l'autorité en déclarant que l'administration de la justice n'était pas satisfaisante.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La police a fait tout ce qu'elle a pu pour rejoindre le coupable, mais elle n'a pas réussi. Lorsque la défalcation a été constatée, la famille ayant payé \$2,000, le gouvernement a cru qu'il était payé entièrement. Ce n'est que plus tard que nous avons constaté qu'il y avait plus de pertes que cela. Un mandat a été émis et il n'a pas été exécuté, parce que l'homme avait disparu. Je reconnais que la punition n'est pas suffisante, mais nous croyons avoir fait notre devoir. Il était difficile de régler cette affaire mieux que nous ne l'avons fait. Quoi qu'il en soit, le mandat d'arrêt contre lui est encore là et il faut espérer qu'il sera exécuté un jour ou l'autre. Si jamais il fait de nouveau son apparition ici, il sera pincé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le premier ministre nous défie de citer un cas où la police provinciale aura manqué d'efficacité, je demanderai au ministre de l'Agriculture de lui citer ce cas. Le coupable devrait être arrêté et jugé comme on arrête et punit celui qui a volé un pain. Les membres de la police provinciale auraient dû aller aux

États-Unis pour rechercher le disparu. Je ne veux pas faire de capital politique avec cette affaire et, si le coupable avait été puni, je n'en parlerais pas. Je soulèverai de nouveau la question, parce qu'elle est importante.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande si la Chambre ne voudrait pas étudier l'autre item portant sur les crédits alloués à l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il aimerait autant attendre qu'un plus grand nombre de députés soient présents.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures, demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### NOTES

1. Selon les journaux, il n'y avait que 17 à 20 députés présents.

2. M. J.-Antoine Grenier.

3. Allusion à un jeune comptable qui s'est enfui avec la caisse de l'école, il y a un an ou deux. *L'Événement* note que M. Sauvé profite de la mention de cet incident pour taquiner le gouvernement sur l'incompétence de la police, qui n'a pu non plus pincer le voleur qui a volé le premier ministre dans sa chambre d'hôtel de la place Viger, à Montréal, dans la nuit de samedi à dimanche, le 2 février.





Séance du 5 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'hôpital Notre-Dame de Montréal, amendant sa charte, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'hôpital Notre-Dame de Montréal, amendant sa charte (M. Bercovitch).

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour approuver, ratifier et déclarer valide une résolution de son conseil en date du 30 janvier 1924 (M. Thériault).

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 154 pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville;

- bill 13 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Avec amendements:

- bill 22 amendant le code de procédure civile relativement aux lettres de vérification;

- bill 111 érigeant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district

électoral de Jacques-Cartier, en une municipalité scolaire pour les protestants, avec un bureau de six commissaires, et augmentant temporairement ses pouvoirs d'emprunt.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 104 amendant la charte de la cité de Lévis.

## Questions et réponses:

## Coût du charbon à la prison de Bordeaux

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. À la page 154 des comptes publics de 1922-1923, il apparaît que le gouvernement aurait payé pour du charbon durant l'année à la prison de Bordeaux \$12,230.01 à la Century Coal Company, \$17,226.06 à E. Dansereau, \$11,100.93 à T.-F. Moore & Company et \$1,001.60 à Wilson & Frères, soit un total de \$41,558.60.

2. Ces chiffres sont-ils exacts?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1 et 2. Oui, ils sont exacts.

## Marcel Faure de Jean-Charles Harvey

M. Lortie (Soulanges): 1. Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires d'un volume intitulé *Marcel Faure* dont l'auteur serait Jean-Charles Harvey, rédacteur au *Soleil*?

2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et à quel prix?

3. Ce livre pourrait-il être accordé comme prix dans les écoles de la province? Dans la négative, pourquoi?

4. M. J.-C. Harvey est-il l'ancien employé de la Machine Agricole Nationale de Montmagny et ancien collaborateur au journal *La Minerve*?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. 150 exemplaires à \$1.

3. Cet ouvrage, acheté à titre d'encouragement à la littérature, n'a pas été distribué comme

livre de récompense dans les écoles.

4. Ignore.

**Dépenses de voyage  
de M. Adjutor Savard**

M. Smart (Westmount): 1. D'après les comptes publics, aux pages plus bas mentionnées, il apparaît que le gouvernement aurait payé à M. Adjutor Savard pour dépenses de voyage: en 1920-1921 (page 97): \$1,765; en 1921-1922 (page 109): \$1,500; en 1922-1923 (page 115): \$1,595; soit en trois ans: \$4,860.

2. Ces chiffres sont-ils exacts?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1 et 2. Oui, ils sont exacts.

**The Montreal Light, Heat & Power Co.**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre a-t-il reçu depuis l'ouverture de la session une requête du club ouvrier de Maison-neuve au sujet de la Montreal Light, Heat & Power Company?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui.

**Recettes des terres de la couronne**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelles sont les différentes sources de revenus qui forment les recettes pour "terres de la couronne" apparaissant à la page 4 des comptes publics, 1922-1923?

2. Combien chacune d'elles a-t-elle rapporté au gouvernement: a) en 1919; b) en 1920; c) en 1921; d) en 1922; e) en 1923?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. a) La vente des terres de la couronne; b) les honoraires d'enregistrement; les honoraires de certificats pour lettres patentes et de certificats pour révocation; c) les dépôts.

2. a) 1918-1919. Principal, rente d'occupation, intérêt sur la vente des terres à culture, des îles, des lots de village et des terrains pour sites de résidence d'été	\$174,935.25
Honoraires	<u>6,373.45</u>
Total	\$181,308.70

b) 1919-1920. Principal, rente d'occupation, intérêt sur la vente des terres à cultiver, des îles, des lots de village et des terrains pour sites de

résidence d'été	\$137,230.03
Honoraires	<u>6,398.84</u>
Total	\$143,628.87

c) 1920-1921. Principal, rente d'occupation, intérêt sur la vente des terres à culture, des îles, des lots de village et des terrains pour sites de résidence d'été	\$162,070.93
Honoraires	<u>7,144.66</u>
Dépôts	<u>2,355.25</u>
Total	\$171,570.84

d) 1921-1922. Principal, rente d'occupation, intérêt sur la vente des terres à culture	\$100,261.27
Honoraires	<u>6,245.02</u>
Dépôts	<u>859.22</u>
Total	\$107,365.51

e) 1922-1923. Principal, rente d'occupation, intérêt sur la vente des terres à culture	\$ 76,068.30
Honoraires	<u>6,013.99</u>
Dépôts	<u>2,357.20</u>
Total	\$ 84,439.49

Depuis 1921-1922, comme conséquence de la loi 11 George V, chapitre 33, section 6, les terres à culture sont vendues par le ministre de la Colonisation alors que le ministre des Terres est chargé de la vente des îles, des lots de village, etc.

**Recettes des bois et forêts**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelles sont les différentes sources de revenus qui forment les recettes des "bois et forêts", apparaissant à la page 4 des comptes publics, 1922-1923?

2. Combien chacune d'elles a-t-elle rapporté: a) en 1919; b) en 1920; c) en 1921; d) en 1922; e) en 1923?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Voir le rapport général du département des Terres et Forêts à l'appendice no 15 pour 1919 et 1920, et à l'appendice no 11 pour 1921, 1922, 1923.

**Dentistes**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dentistes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code de procédure civile,  
article 679**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant l'article 679 du code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de l'amendement est de rendre plus facile la signification des procédures et en même temps de protéger les parties en cause.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subdivision de terrains  
dans les municipalités de village**

M. Pilon (Vaudreuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant le code municipal relativement à la subdivision de certains terrains dans les municipalités de village soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne quelques mots d'explication.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du code municipal.

**Hôpital français**

M. Richard (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que l'ordre du jour appelant de nouveau la prise en considération en comité général du bill 126 amendement la loi constituant en corporation l'Hôpital français soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Demande de documents:**

**Commission scolaire catholique de Montréal**

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Pellerin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et aucun des membres ou le secrétaire de la commission scolaire catholique de Montréal, au sujet de l'administration de cette commission.

Je comprends que la Commission des écoles catholiques de Montréal demande à la législature des pouvoirs d'emprunt. Je voudrais obtenir la correspondance afin d'être renseigné sur les besoins de la commission. M. l'Orateur, la mesure qui est devant la Chambre...

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit sur une motion de référer à un projet de loi qui est devant la Chambre!

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je demande cette correspondance afin de renseigner la Chambre sur l'administration de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La proposition est adoptée.

**Le Crédit National**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 99 constituant en corporation le Crédit National.

Adopté.

**En comité:**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le promoteur du bill pourrait-il donner à ce sujet des renseignements à cette Chambre?

M. Fortier (Beauce): Je n'ai absolument aucune objection à fournir au chef de l'opposition et à la Chambre les renseignements que je possède au sujet du Crédit National. Je ne puis cependant donner que ceux que j'ai en qualité de parrain de la mesure. Je ne suis nullement parmi les promoteurs. La mesure pourvoit à l'incorporation d'une compagnie qui a un capital de \$1,000,000 divisé en 10,000 parts de \$100 chacune. Il s'agit d'une compagnie de fidéicommiss qui demande simplement les pouvoirs que l'on accorde à ces sortes de compagnies et qui sont ceux du Montreal Trust, du Royal Trust, du National Trust et de l'Administration générale de Montréal. On veut cependant aller moins loin que ces compagnies. Ainsi, le Crédit National n'aura pas le droit de recevoir des dépôts ni les intérêts de dépôts; il sera plus limité dans ses pouvoirs d'emprunt. Il ne demande pas non plus le droit d'être tuteur, comme certaines sociétés de fiducie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce mieux?

M. Fortier (Beauce): Ce sera au chef de l'opposition de le dire, s'il connaît la mesure. Comme on peut le voir, le Crédit National ne demande pas de pouvoirs exorbitants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les directeurs sont-ils les mêmes que ceux de la Banque

Nationale?

**M. Fortier (Beauce):** Non; il y a M. Éthier, qui a souscrit \$150,000 et qui n'a pas d'intérêt dans cette banque. Il y a aussi M. Langevin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y en a d'autres intéressés dans les banques?

**M. Fortier (Beauce):** Oui, mais ceux qui sont intéressés dans la Banque d'Hochelaga ou dans la Banque Nationale ont souscrit \$145,000, alors que les autres ont souscrit \$800,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une garantie de ne pas être intéressé dans les affaires de banques?

**M. Fortier (Beauce):** C'est sans doute ce que redoute le chef de l'opposition. Quant à moi, le sort du bill m'est parfaitement indifférent. J'ai accepté d'être le parrain de ce bill parce que je n'y ai aucun intérêt. Plusieurs des actionnaires n'ont absolument aucun intérêt dans les deux banques que nous venons de nommer. C'est une compagnie comme une autre de même nature.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si je demande des explications, c'est parce que hier, lorsque j'ai demandé au premier ministre si cette corporation du Crédit National serait semblable au Montreal Trust, il m'a répondu: "Oh non!" Et le député de Beauce (M. Fortier) dit aujourd'hui que ce sont des corporations semblables. Je me demande qui lui a conseillé de donner les explications qu'il vient de donner. De plus, il a compris que certains noms n'étaient pas populaires. Aussi, il commence à citer des noms de Langevin et de Éthier<sup>1</sup> qui n'étaient aucunement intéressés dans le projet de la nouvelle banque et ne mentionne pas ceux d'Amiot<sup>2</sup>, DeSerres, Décary, Taschereau, Fortier et Beaubien, tous intéressés dans les banques. Tout de même, je désirerais avoir les renseignements que le premier ministre a promis à la Chambre hier. Nous pourrions peut-être ajourner.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit cela du tout. J'ai simplement proposé d'attendre le parrain du bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'on étudie le bill un peu, l'on voit que les promoteurs veulent faire une organisation semblable au Montreal Trust. Je ne veux pas déprécier ces corporations, mais je voudrais savoir du député de la Beauce ou

du procureur général si le Crédit National sera un trust.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai déjà dit que je n'étais pas intéressé à ce projet de loi, mais je dis que, si le député de Beauce veut former parmi les Canadiens français une chose semblable au Montreal Trust, je l'en félicite. Ce n'est pas parce que des banquiers sont promoteurs de ce projet de loi qu'on doit l'arrêter. Si l'honorable chef de l'opposition veut avoir des explications, il n'a qu'à les demander au député de Beauce. D'ailleurs, le bill a été étudié longuement au comité des bills publics. Les clauses ont été étudiées une à une et quelques amendements ont été apportés à plusieurs d'entre elles, mais, si l'opposition veut l'étudier encore, nous pouvons le retourner à ce comité. Mais ce n'est pas parce que le nom de celui-ci ou de celui-là est mentionné qu'on doit tout arrêter. Qu'on ne s'arrête pas aux noms, mais qu'on étudie le bill!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis un peu embarrassé. Hier, le premier ministre a répondu qu'il fallait attendre le promoteur du bill et, aujourd'hui, le député de Beauce (M. Fortier) déclare que son nom a été accroché à ce bill, mais qu'il n'en connaît pas grand-chose. Nous n'avons pas d'objections au bill. Nous voulons simplement des renseignements. Quels sont les intéressés dans cette compagnie? Je n'ai pas de préjugés contre le Montreal Trust et les autres. On peut être préjugé de ce côté-ci de la Chambre contre le mot "trust", mais je comprends que le premier ministre n'a pas peur des trusts et dit que plus il y en aura parmi les Canadiens français mieux ce sera.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne le cache pas, je croyais que ce trust-là avait peut-être pour mission de faire des affaires pour la nouvelle banque qui sortira de la fusion des banques Nationale et d'Hochelaga. Je crois, en effet, que c'est cela: faire des transactions, par exemple, que les banques ne peuvent pas faire...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quelles sont ces transactions?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il faudrait une enquête pour savoir cela.

Il ajoute qu'il ne connaît pas suffisamment les affaires de banques, mais il mentionne les

acquisitions de propriétés et certaines autres opérations. Il croit que le Crédit National sera une filiale de la banque fusionnée. Il est porté à croire cela en constatant que des directeurs de banques font partie du bureau de direction du Crédit National.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition ne peut pas répondre; nous lui pardonnons, car c'est un bel anniversaire aujourd'hui<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est vrai, je me rappelle que, voilà exactement un an aujourd'hui, un grand homme prédit que l'opposition allait être pulvérisée. Je me rappelle aussi que ce grand homme offrait de vider la Banque Nationale pour parier que l'opposition ne reviendrait pas à la Chambre avec 10 députés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Un autre grand chef a prédit aussi que l'opposition serait au pouvoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle le serait s'il n'y avait pas eu tant de corruption.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** trouve étrange que le chef de l'opposition s'oppose à la formation d'une compagnie de fiducie canadienne-française. Le chef de l'opposition demande si le Crédit National se propose de faire des affaires en rapport avec la fusion des banques. Je dois lui dire que je n'en sais absolument rien. Il demande si les opérations du Crédit National ont des similitudes avec celles du Montreal Trust, du Royal Trust et autres; et quand cela serait! Y a-t-il du mal à cela? En quoi ces compagnies peuvent faire des opérations défectueuses? Si le chef de l'opposition peut nous dire si les opérations de ces trusts sont louches, très bien, nous discuterons avec lui. Le bill qui est devant nous a été examiné attentivement au comité des bills publics, clause par clause; et il a passé. Si le chef de l'opposition peut convaincre cette Chambre que tel ou tel directeur de banque ne peut pas faire partie de la direction du Crédit National, qu'il dise donc pourquoi! S'il y a des clauses défectueuses dans le bill, qu'il nous les signale.

Les avis de ce bill ont été donnés le 7 novembre, bien avant le commencement des négociations entreprises pour la fusion de la Banque Nationale et de la Banque d'Hochelaga. L'honorable député de Beauce a donné des explications et, si l'honorable chef de l'opposition n'est pas satisfait,

il peut en demander encore. Mais il ne devrait pas faire d'obstruction à un bill qui a été étudié longuement au comité des bills publics. Je ne peux voir en aucune façon le bien-fondé de ces critiques du chef de l'opposition, qui critique à bout portant et sur des généralités seulement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le conseiller législatif de la division de Montarville (l'honorable M. Perron), lors de la discussion du bill de la fusion des banques au Conseil législatif, a déclaré que les négociations en question ont été commencées dès novembre dernier. Je constate que le naturel du premier ministre revient au galop. Le fait de poser des questions n'implique pas qu'il y ait critique de la part de l'opposition. Je dois pouvoir demander des questions au gouvernement sans qu'on m'accuse de critiquer injustement. C'est, en somme, pour l'opposition un devoir que de poser certaines questions dans les circonstances. L'opposition ne veut en cela que se renseigner.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. La première assemblée générale de la compagnie ne pourra être tenue tant que cinq cent mille piastres au moins de son capital-actions n'aurent pas été souscrites."

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** soulève une objection du fait que l'on prévoit qu'il ne pourra y avoir d'assemblée générale avant que l'on ait souscrit \$500,000. Il prétend que le Crédit National demande des pouvoirs exorbitants et que la compagnie pourrait commencer ses opérations avant qu'une assemblée générale fût tenue; elle pourrait même retarder la souscription des actions et procéder sans qu'il y eût une assemblée générale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne veut pas discuter les objections faites par le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude). Il fait remarquer cependant que le député de Jacques-Cartier et ses collègues de l'opposition ont eu tous les avantages possibles de discuter ces clauses lorsque le bill fut soumis au comité des bills publics. Il dit que le comité existe pour permettre aux députés de discuter les clauses des divers bills et il suggère que, au lieu que cette discussion se fasse en Chambre, le bill soit retourné devant le comité pour être étudié de nouveau. Là, les avocats pourront donner à l'opposition les renseignements que

le gouvernement, naturellement, ne peut fournir en Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'accepte la proposition du premier ministre.

L'article est laissé en suspens.

Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progressé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des îles-de-la-Madeleine (**l'honorable M. Caron**), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Code de procédure civile, article 15**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 amendant l'article 3123 des statuts refondus, 1909, et l'article 15 du code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de mon projet est d'étendre les grandes vacances judiciaires du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> septembre au district de La Malbaie et au district du Saguenay. Cette requête nous a été faite par les avocats.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Et les justiciables?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois qu'ils seront satisfaits. La loi fait une exception pour La Malbaie, le Saguenay et Gaspé. Nous laissons Gaspé en dehors. Le district de La Malbaie n'avait pas de grande vacance parce qu'il n'avait pas de chemin de fer autrefois.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Déclarations de société et autres**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant les statuts refondus, 1909, et le code civil relativement aux déclarations de société et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but est de raccourcir le délai de 60 jours pour poursuivre les sociétés qui n'ont pas fait de déclaration. Il arrive que l'on veut poursuivre cette compagnie au début et qu'il faut attendre pour cela 60 jours. On estime que c'est un trop long délai.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Cour des commissaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des commissaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but d'empêcher la révocation de toute une cour de commissaires lorsqu'un des commissaires se retire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut)**

**L'honorable M. Mercier fils (Ch teauquay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut).

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Ch teauquay)** propose:

Attendu que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut), en construisant des barrages-réservoirs dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution ladite recommandation et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

1- Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, puisse être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup (en haut) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la réalisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

2- Que la commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés, par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission; que l'adjudication de l'entreprise soit constatée par un contrat qui devra être donné à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux; et qu'un contrat ne puisse toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3- Que la commission, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, puisse acquiescer de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

b) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

c) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

d) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

e) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

4- Que l'expropriation en vertu de la loi qui

sera basée sur les présentes résolutions soit faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, et que la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal puisse accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

5- Qu'il soit loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquiescer en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

6- Que, après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la première des présentes résolutions et entendu les intéressés, il soit du devoir de la commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emménagement et de régularisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° de la présente résolution pour l'utilisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires.

7- Que les contrats passés en vertu du paragraphe 1° de la résolution précédente n'aient force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

8- Que le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° de la résolution no 6 n'ait force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

9- Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, il soit permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que l'emprunt ou les emprunts successifs ainsi contractés ne puissent excéder la somme de trois cent mille dollars; que ce ou ces emprunts puissent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans; et que ces obligations ou rentes inscrites soient faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

10- Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, mutatis mutandis, à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre des Terres et Forêts a-t-il plus de renseignements à ce sujet?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je le crois. On m'avait demandé quels étaient les promoteurs de la Central Power. Ce sont M. Jacques Perron et M. Auguste Mathieu, avocats de Montréal, M. James Robertson, M. J.-C. Robinson, ingénieur civil de Montréal, et M. J. McCallum<sup>4</sup>. Plus tard, une demande a été faite de changer le nom de la compagnie en celui de "Algonquin Power Company" et son capital de un million a été augmenté à deux millions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a demandé ce changement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est la Quebec Central Power. La raison était que ce nom pouvait créer une confusion avec celui de la Quebec Power. Ce sont MM. Oscar Dufresne et James Robertson qui ont fait les démarches pour la compagnie. Celle-ci possède un pouvoir hydraulique à la chute à Magnan, mais pas de concessions forestières.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce moulin à scie et à cardes dont a parlé le ministre des Terres va-t-il bénéficier du barrage?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il bénéficiera certainement de la réglementation des eaux de la rivière.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Les propriétaires de moulin ne l'ont pas demandé?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non, mais ce n'est pas là la question. Je donne ce renseignement parce qu'on m'a demandé s'il n'y avait pas d'autre particulier qui bénéficierait du barrage.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tous les promoteurs sont des industriels?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Dans l'incorporation de la Central Power, il est

arrivé ce qui arrive pour l'incorporation de toutes les autres compagnies; on a pris des noms d'avocats et d'employés même du bureau des avocats qui ont fait la demande d'incorporation. Plus tard, il y a eu élection du bureau de direction et M. Robertson a été élu président.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et les autres membres, qui sont-ils?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le principal intéressé est M. Oscar Dufresne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La compagnie Algonquin a-t-elle des limites à bois?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non, mais elle a un pouvoir d'eau à la chute à Magnan.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À Magnan?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui. M. Dufresne est propriétaire de la chute à Magnan.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La compagnie a-t-elle d'autres pouvoirs d'eau plus loin que là?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non, je ne crois pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas de pouvoir d'eau ou de limite à bois sous le nom de M. Perron?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne sache pas que de près ni de loin M. Perron soit intéressé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre sait-il de quel M. Perron je parle?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je parle de celui qui est au dossier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En connaît-il d'autres?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'en connais plusieurs autres dans la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais le principal? M. Jacques Perron.



**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** MM. Robertson et Dufresne sont venus nous demander de faire les travaux...

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Quel est le capital de la Central Power? A-t-elle commencé ses opérations? Si l'on s'engage dans une dépense de cette nature, une dépense d'au-delà de \$300,000, l'on doit au moins savoir à qui on a affaire. Je connais M. Dufresne et c'est un homme sérieux. Il a dû faire les choses sérieusement. Mais il s'agit de savoir si c'est un bon principe de faire un barrage pour cette compagnie, qui est une entreprise privée. Pourquoi la compagnie ne construit pas elle-même ce barrage? Est-il arrivé souvent que la province de Québec ait dépensé son argent pour mettre en valeur un pouvoir d'eau appartenant à des particuliers? On fera d'abord une dépense de \$300,000, qui pourra être augmentée jusqu'à un million. On demande à la province d'aller à 30 ou 40 milles dans les bois et de faire des travaux très importants. Le bill dit que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir fourni les détails nécessaires, pourra être autorisée par le cabinet à faire des travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup et dans les lacs et tributaires de ce bassin. Par cette clause, le gouvernement se verra engagé dans des dépenses qui pourront se renouveler durant plusieurs années. Comme ce barrage sera à une quarantaine de milles dans la forêt, il faudra établir des chemins de communication, etc.; cela nécessitera des frais onéreux. Je crois que nous entrons dans une voie nouvelle. Nous devrions donc connaître le capital de la compagnie et tous ceux qui y sont intéressés.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La politique suivie par le gouvernement dans ce cas est la même qui fut suivie par le passé. Nous avons pris en considération les possibilités de développement sur cette rivière. La Commission des eaux courantes a fait examiner les lieux et fait étudier les résultats possibles. La question du moulin à scie est incidente. La question principale, c'est la demande de la compagnie qui nous a dit qu'elle serait prête à développer le pouvoir d'eau à la chute à Magnan si la rivière était régularisée.

La Commission des eaux courantes n'a pas passé de contrat. Après avoir pris toutes les informations sur l'opportunité et le coût de ces travaux, elle a fait savoir, comme c'est le cas, à la compagnie qu'elle ne peut rien faire sans être autorisée par la législature; elle ne pouvait transiger avec la compagnie avant d'avoir obtenu le droit de le

faire. Si la législature accorde les pouvoirs nécessaires, la commission préparera alors les conditions du contrat et verra à ce que la compagnie donne toutes les garanties possibles. Les conditions du contrat obligeront à payer un fonds d'amortissement et des intérêts qui constitueront une redevance annuelle basée sur un taux d'environ 10%. Le barrage ne servira pas à l'usine qui sera construite à Saint-Paulin, à environ 30 à 40 milles du barrage, mais cette usine profitera seulement de l'emmagasinement des eaux, comme ces eaux profiteront à toutes les autres industries qui s'établiront dans cette région. Ces travaux aideront au développement de la région.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Quelles sont les intentions du gouvernement ou de la Commission des eaux courantes à l'égard de ce barrage? Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) nous dit que la Commission des eaux courantes ne fera pas les travaux avant que le contrat soit approuvé par le gouvernement, mais l'autre jour le ministre nous a dit que le gouvernement pourrait construire ce barrage sans contrat dans le but d'amener des industries sur les rives de ce cours d'eau. Aujourd'hui, le ministère se retranche derrière la Commission des eaux courantes. Je crois que ce principe est faux. Ce n'est pas la Commission des eaux courantes qui devrait donner des renseignements à ce sujet, mais le ministère, puisque c'est la Chambre qui est appelée à voter le montant du coût du barrage. N'avons-nous pas le droit de savoir quelle est cette compagnie et pas seulement les noms des prête-noms apparaissant sur les lettres patentes? D'ailleurs, la province traverse une crise et avons-nous bien le droit d'entreprendre une dépense de cette nature qui n'est nullement dans l'intérêt public? Il faut être prudent. Pour ma part, je soumets que le ministre n'a pas donné assez de renseignements.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je répète que le but de ce projet de loi est d'autoriser tout simplement la commission à emmagasiner l'eau de la rivière du Loup et que ce projet peut être utile à la région en assurant un pouvoir qui développera de l'énergie électrique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les réponses du ministre manquent d'énergie.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'en dépenserai pas autant que mon honorable ami, inutilement, car ça me paraît clair. Quant aux renseignements qu'on demande, il est impossible

de donner tous les noms de ceux qui sont intéressés dans la compagnie. C'est une compagnie de deux millions qui a une force hydraulique. Elle a demandé à la commission de se faire autoriser à construire ce barrage. La commission a trouvé cette demande justifiable et elle demande l'autorisation. Une fois l'autorisation accordée, la commission pourra transiger avec la compagnie et lui demander toutes les garanties voulues. La compagnie, comme question de fait, ne peut pas faire des affaires avant que l'autorisation soit donnée.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Où est la raison de faire une dépense de \$300,000 pour aider une corporation privée? Le gouvernement adopte un mauvais principe en aidant des industries privées. Supposons que la compagnie ne réussisse pas, la province se serait engagée dans une entreprise qui lui coûterait cher. Il n'y a aucune industrie établie dans les environs. Auparavant, dans les autres cas, il y en avait qui justifiaient la demande. On avait alors besoin pour elles de régulariser les eaux. Dans le cas présent, on ne sait rien. On ignore même si la compagnie prendra un contrat pour l'énergie électrique. Il n'y a donc rien de l'intérêt public à sauvegarder. Il n'y a même pas d'intérêt pour la région et pour l'industrie. Si la Shawinigan venait nous demander la même permission, celle de construire un barrage sur une autre rivière, est-ce que nous la lui refuserions?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Assurément, nous lui refuserions l'autorisation comme nous la refuserions aussi à la Central Power. Nous ne pouvons autoriser aucune compagnie privée à construire des barrages sur des terrains appartenant à la couronne. Sans cela, il pourrait y avoir mainmise de nos pouvoirs au profit d'une seule compagnie et au détriment des autres industries.

Il cite l'exemple du Saint-Maurice où plusieurs compagnies, la Shawinigan, la Brown Corporation et la Laurentide ont des industries importantes; si l'une d'elles contrôlait le cours de la rivière, elle pourrait nuire aux deux autres. Ce ne sont pas les compagnies privées qui doivent construire les barrages. Cela est réservé à la Commission des eaux courantes, qui doit pour cela se faire autoriser par la législature.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Que dirait-on si la Montreal Light, Heat & Power venait demander au gouvernement de lui bâtir un barrage?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Un grand nombre de compagnies nous ont demandé des barrages et nous les avons construits, mais nous voulons que le gouvernement reste propriétaire de ses barrages et que la Commission des eaux courantes en ait la direction. Mon honorable ami a dit que la compagnie devait bâtir son barrage elle-même. Que dirait-on si une compagnie propriétaire d'un barrage refusait de l'eau à d'autres compagnies ou à d'autres particuliers? On crierait au trust.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle sera la conséquence de cette dépense de centaines de mille dollars? L'honorable ministre de l'Agriculture devrait nous donner plus de renseignements...

(M. le greffier (L.-P. Geoffrion) signale au chef de l'opposition qu'il ne s'agit pas du ministre de l'Agriculture.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), je voulais dire le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Ses réponses sont réticentes et il semble craindre de manquer de discrétion envers certains amis. C'est un homme intelligent, qui connaît parfaitement les affaires de son département, qui sait par coeur les limites et les forces hydrauliques de la province; il pourrait donner les renseignements que l'on demande. Pourquoi ne les donne-t-il pas?

On nous a cité le nom de M. Oscar Dufresne comme un des promoteurs. C'est un bon ami, mais son nom ne nous influencera pas. Nous ne voulons pas nuire à ses affaires, mais nous voulons savoir si ce barrage n'augmentera pas la fortune de ceux qui s'emparent de nos richesses forestières et de nos pouvoirs d'eau. Il y a longtemps que l'on se demande à qui appartient la province de Québec, à qui appartiennent nos richesses. C'est le devoir de l'opposition de forcer le gouvernement à éclairer la Chambre. Nous avons demandé au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) tous les détails de cette affaire, il y a quelques jours de cela déjà, et cependant le ministre ne peut pas nous donner les renseignements complets. Nous voulons savoir si les promoteurs de cette affaire sont des industriels ou des spéculateurs. Cette demande est raisonnable et le ministre des Terres devrait nous fournir plus de renseignements. C'est mieux pour le gouvernement, c'est mieux pour le public, c'est mieux pour la Chambre. Si la compagnie n'a rien à cacher, pourquoi ne nous dirait-elle pas à qui elle veut

vendre son énergie? Il y a eu de grandes entreprises dans lesquelles des millions ont été engloutis et la province paie trop longtemps pour cela.

**M. Langlais (Témiscouata):** L'honorable ministre nous dira-t-il...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Attendez une minute, je vais répondre au chef de l'opposition d'abord. Mon honorable ami met beaucoup plus d'énergie qu'il n'en faut dans cette question. Il en développe beaucoup trop. En tout cas, ce n'est pas en proportion du petit moulin de Saint-Sévère<sup>6</sup>. Quoi qu'il en soit, je crois avoir donné tous les renseignements possibles. Et maintenant, quelle est la question du député de Témiscouata (M. Langlais)?

**M. Langlais (Témiscouata):** L'honorable ministre me dira-t-il si MM. Jacques Perron et Auguste Mathieu, qui étaient les promoteurs de la Central Power, sont les associés du bureau du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron)?

Des députés ministériels rient.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** À l'ordre!

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, et je n'ai pas d'hésitation à dire aussi que c'est le fils du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Voilà, enfin, où on voulait en venir. Le député de Témiscouata sait parfaitement ce qu'il demande. Il pose la question pour continuer la critique que l'on fait et la discussion commencée sur le ton qu'on lui a donné. C'est là la base de toute cette discussion. L'opposition a fait tout ce débat pour en arriver à cela. Eh bien, qu'y a-t-il de si extraordinaire là-dedans? Veut-on faire croire qu'il y a quelque chose d'odieux dans le fait que, parmi ceux qui ont fait la demande d'incorporation de la Central Power, il y ait le fils du ministre de la Voirie? Il y est comme tant d'autres promoteurs de compagnies qui sont souvent de simples employés des bureaux des avocats qui font la demande d'incorporation. Mes honorables amis de l'opposition savent bien que cela se fait couramment.

L'opposition tourne autour du nom de Perron depuis plusieurs jours, et je suis heureux que le chat soit enfin sorti du sac. Nous voyons maintenant que, parce que l'on croyait que M. Jacques Perron était directement intéressé dans cette affaire, nos amis de la gauche voulaient en-

core une fois faire de l'obstruction. On reconnaît leur vieux jeu et une fois de plus ils en sont quittes pour leurs démarches, car il n'est rien de tel et ils sont déçus.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Ce n'est pas pour cela que nous avons critiqué le projet. Je connais ces deux jeunes avocats, mais qu'y a-t-il derrière eux? On nous mentionne le nom de M. Oscar Dufresne. J'ai beaucoup d'estime pour M. Dufresne. Cela n'empêche pas le fait d'une compagnie demandant à la législature quelque chose qui paraît extraordinaire et dont on ne connaît pas même le capital.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai dit que le capital de la compagnie était de \$2,000,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le capital autorisé est de \$2,000,000, mais il y a une grande différence entre le capital autorisé et le capital engagé dans une affaire. Encore une fois, ce n'est pas parce que ces deux jeunes avocats ont demandé l'incorporation d'une compagnie que nous critiquons. Nous voudrions savoir tout ce que la compagnie projette de faire avec ce barrage et quelles garanties elle donnera.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** exige le vote.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bullock, Caron, Daniel, David, Desmarais, Fortier, Galipeault, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière (Berthier), Lafrenière (Riche-lieu), Lahaie, Laperrière, Lapière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières),

Moreau, Morin, Nicol, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, 41<sup>7</sup>.

Contre: MM. Beaudoin, Bray, Dufresne, Duranleau, Gault, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Patenaude, Pellerin, Sauvê, Sayer, Smart, Tétreau, 14.

Ainsi, la proposition est adoptée. Les résolutions sont en conséquence adoptées.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division comme dans le dernier vote.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

##### Indemnités dans le cas d'accidents du travail

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Le gouvernement a-t-il reçu depuis 1922 un rapport de la commission choisie pour s'enquérir des conditions de travail en cette province, pour fixer et déterminer les indemnités ou compensations dans le cas d'accidents soufferts par les ouvriers?

2. Dans l'affirmative, quand va-t-il soumettre ce rapport à la Chambre?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger ce rapport bientôt?

4. Le gouvernement aurait-il l'intention de modifier la loi des accidents du travail, de manière à donner une plus grande protection à l'ouvrier, durant la présente session?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Non.

2. Aussitôt qu'il l'aura reçu.

3. Le gouvernement sait que ce rapport lui

sera fourni dès que la commission aura terminé son travail.

4. Le gouvernement fera connaître ses intentions dès que le rapport de la commission aura été reçu et étudié.

#### Dépôt de documents:

##### État des comptes payés en 1916-1917 par l'assistant procureur général

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 novembre 1922, pour un état détaillé des comptes payés par l'assistant procureur général pour le mandat comptable de \$70,337.18, mentionné aux comptes publics de 1916-1917, page 225. (Document de la session no 58)

##### État des comptes payés en 1918-1919 par l'assistant procureur général

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 novembre 1922, pour copie d'un état détaillé des comptes payés par l'assistant procureur général pour le mandat comptable de \$50,506.81, mentionné aux comptes publics de 1918-1919, page 135. (Document de la session no 59)

##### État des comptes payés en 1920-1921 par le procureur général

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 6 novembre 1922, pour copie d'un état détaillé des comptes payés par le procureur général pour le mandat comptable de \$31,815.80, mentionné dans les comptes publics de 1920-1921, page 138. (Document de la session no 60)

##### Société d'agriculture de Deux-Montagnes

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 janvier 1924, pour copie de toute correspondance, rapports, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant la Société d'agriculture du comté de Deux-Montagnes, depuis 1916 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 61)

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Joseph Z. Langevin et Joseph Éthier de Montréal, d'après le *Quebec Chronicle*.

2. Il s'agit, selon le *Quebec Chronicle*, de Georges-Élie Amyot, manufacturier de Québec, Gaspard DeSerres, banquier de Montréal, Ernest-R. Décary, notaire de Montréal, Charles-Edmond Taschereau, notaire de Québec, Joseph Herkman Fortier, manufacturier de Québec, et Joseph Beaubien, manufacturier de Montréal. Ce même journal mentionne aussi comme membres de cette corporation: Amable Napoléon Drolet, marchand de Québec, Joseph Quintal, courtier de Montréal, Jules Desmarais, avocat de Montréal, Damien Masson, médecin de Montréal, Alphonse Valiquette, de Montréal, Hector Racine, marchand de Montréal, Joseph Éthier et Joseph Z. Langevin, de Montréal.

3. C'est le 5 février 1923 que le Parti libéral a remporté les élections générales.

4. McCallum selon le *Canada* et McAllen selon le *Soleil*.

5. Il s'agit de M. Jacques Perron, avocat de Montréal et fils du ministre de la Voirie. Il se trouvait présent à la séance avec une délégation d'automobilistes, au moment même où l'on cita son nom en Chambre.

6. Saint-Césaire selon le *Soleil* et Saint-Sévère selon la *Patrie*.

7. Contrairement au procès-verbal, l'*Événement* indique le résultat suivant: 42 à 14.



Séance du 6 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Acte de vente par V. Latour

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Vitaline Latour, demandant la ratification d'un acte de vente.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Vitaline Latour, demandant la ratification d'un acte de vente (M. L'Archevêque).

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter le bill 150 concernant l'instruction des enfants non catholiques romains et non protestants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au barreau de la province de Québec;

- bill 155 légalisant certaines entrées dans les registres de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville.

Avec amendements, les bills suivants:

- bill 33 modifiant les statuts refondus,

1909, et le code civil relativement aux déclarations de société et autres;

- bill 159 amendant le code civil relativement aux écrits authentiques;

- bill 77 amendant la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Les bills privés suivants ont été retirés:

- bill 86 autorisant une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Jean-Berchmans et pour autres fins;

- bill 91 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-Herménégilde et pour autres fins;

- bill 85 concernant la construction d'une église dans la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont;

- bill 73 pour autoriser une répartition annuelle dans la paroisse de Saint-François-Solano et pour autres fins;

- bill 88 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont;

- bill 87 concernant la construction d'une église et d'un presbytère dans la paroisse de Sainte-Claire de Tétreaultville.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 106 amendant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 110 amendant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 103 amendant la charte de la ville de Bagotville n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 19 février courant inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 26 février courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills

privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Bordeleau (Champlain):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 février courant inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 26 février courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

#### Syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi qu'à l'examen préliminaire à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés soient suspendues et qu'il soit, en conséquence, dispensé de présenter une pétition et qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant les syndics d'écoles protestants pour la municipalité de la cité d'Outremont.

Adopté.

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 143 concernant les syndics d'écoles protestants pour la municipalité de la cité d'Outremont.

Il explique que le bill a pour but de prolonger l'arrangement de l'année dernière jusqu'à ce que la situation des enfants protestants et neutres soit réglée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Composition des comités permanents

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de M. Élisée Thériault soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des chemins

de fer et autres moyens de communication.  
Adopté.

#### Questions et réponses:

##### Paielements à M. J.-Arthur Paquet

**M. Langlais (Témiscouata):** 1. Combien le gouvernement a-t-il payé à M. J.-A. Paquet durant la dernière année fiscale: a) pour traitement, salaire, gratification ou récompense; b) pour honoraires; c) pour frais de voyage?

2. Depuis quand M. J.-A. Paquet est-il à l'emploi du gouvernement?

3. Combien le gouvernement lui a-t-il payé à chacun de ces titres depuis qu'il est à son emploi jusqu'à ce jour?

4. M. Paquet a-t-il fait aux frais de la province un voyage en Europe en 1923?

5. Dans l'affirmative, pourquoi?

6. Combien a coûté ce voyage?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** 1 et 3. Tous les paiements faits à M. J.-Arthur Paquet par le gouvernement apparaissent aux comptes publics.

2. Depuis le 1<sup>er</sup> février 1891.

4. Non.

##### Vente de beurre en Belgique par la Coopérative fédérée de Québec

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La Coopérative fédérée de Québec a-t-elle vendu en 1923 du beurre en Belgique?

2. Dans l'affirmative, à quel prix a-t-elle vendu la livre à chaque envoi?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** 1. Oui.

2. Comme il s'agit d'une affaire commerciale entièrement du ressort de la Coopérative fédérée, le gouvernement ne possède pas les données exactes à ce sujet.

##### État des sociétés coopératives avant leur fusion avec la Coopérative fédérée de Québec

**M. Lortie (Soulanges):** 1. Quel était, avant la fusion, le capital payé de chacune des sociétés coopératives qui forment maintenant la Coopérative fédérée de Québec?

2. Quel était le nombre des membres de chacune d'elles, leurs noms ainsi que leur



adresse?

3. Quel était le nombre d'actions de chacun de ces membres?

4. Quel était le montant d'arrérages avant la fusion?

5. Actuellement, quel est le montant d'arrérages?

6. La Coopérative fédérée de Québec a-t-elle fait la collection de ces arrérages?

7. Dans la négative, pourquoi?

8. Est-il vrai que la Coopérative fédérée de Québec aurait décidé de ne pas faire payer ceux qui s'y opposaient?

9. Dans l'affirmative, a-t-elle l'intention de faire remise de l'argent versé par les autres sociétaires?

10. Dans la négative, pourquoi ne fait-elle pas payer ceux qui ne l'ont pas encore fait?

11. Quel était le chiffre d'affaires de chacune des sociétés coopératives avant leur fusion?

12. Quels étaient les bénéfices nets de chacune d'elles?

13. Quel est aujourd'hui le chiffre d'affaires de la Coopérative fédérée de Québec?

14. Quels sont ses bénéfices nets?

15. Quel était le salaire payé aux employés de chacune de ces coopératives avant la fusion?

16. Quels salaires paie aujourd'hui la Coopérative fédérée de Québec à ses employés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1. Coopérative centrale

des agriculteurs

de Québec \$155,439.88

Comptoir coopératif

de Montréal 26,643.75

La Société coopérative agricole

des producteurs de semences

de Québec 44,024.00

2 à 16. Le gouvernement ne possède pas ces renseignements.

#### Montant d'assurance placé par le gouvernement en 1923

M. Smart (Westmount): 1. Quel est le montant total d'assurance par groupe, placé par le gouvernement au cours de l'année 1923?

2. Quel est le nom de la compagnie ou des compagnies entre les mains desquelles l'assurance a été placée, et le montant placé dans chaque compagnie?

3. Quelles compagnies ont été invitées à soumissionner, et quels ont été les taux fixés par chacune d'elles?

4. Pour combien d'années chacune des compagnies soumissionnaires a-t-elle garanti ses taux?

5. Les soumissionnaires agréées ont-elles soumissionné directement ou par l'entremise d'agents?

6. L'assurance a-t-elle été confiée directement aux soumissionnaires agréées ou par l'intermédiaire d'agents?

7. Si cette assurance a été placée par des agents, quels sont les noms et adresses de ces derniers?

L'honorable M. Nicol (Compton):

1. \$997,000.

2. Sun Life Assurance Co. \$236,400

Great West

Life Assurance Co. 118,200

Canada Life

Assurance Co. 118,200

La Sauvegarde

118,200

Metropolitan Life

Ins. Co. 194,000

Travelers Ins. Co. 212,000

3. Sun Life Ass. Co.; Great West Life Ass. Co.;

Canada Life Ass. Co.; La Sauvegarde; Travelers

Ins. Co., qui ont soumis les taux suivants:

Âge	Primes
14-15	\$5.39
16	5.47
17	5.57
18	5.65
19	5.76
20	5.87
21	5.97
22	6.08
23	6.14
24	6.21
25	6.27
26	6.31
27	6.35
28	6.38
29	6.40
30	6.43
31	6.45
32	6.48
33	6.56
34	6.65
35	6.76
36	6.92
37	7.11
38	7.32
39	7.56
40	7.85
41	8.18

42	8.58	25	6.60
43	8.99	26	6.65
44	9.49	27	6.69
45	10.02	28	6.72
46	10.62	29	6.74
47	11.30	30	6.77
48	12.04	31	6.79
49	12.88	32	6.83
50	13.78	33	6.91
51	14.78	34	7.00
52	15.89	35	7.12
53	17.09	36	7.29
54	18.43	37	7.49
55	19.87	38	7.71
56	21.47	39	7.96
57	23.20	40	8.27
58	25.08	41	8.61
59	27.12	42	9.04
60	29.39	43	9.47
61	31.82	44	9.99
62	34.45	45	10.55
63	37.33	46	11.18
64	40.44	47	11.90
65	43.83	48	12.68
66	47.47	49	13.56
67	51.45	50	14.51
68	55.72	51	15.56
69	60.35	52	16.73
70	65.34	53	17.99
71	70.74	54	19.40
72	76.56	55	20.92
73	82.82	56	22.60
74	89.57	57	24.43
75	96.82	58	26.40
76	104.65	59	28.55
77	113.06	60	30.94
78	122.01	61	33.50
79	131.70	62	36.27
80	142.09	63	39.30
		64	42.57
		65	46.14
		66	49.97
		67	54.16
		68	58.66
		69	63.53
		70	68.78
		71	74.47
		72	80.59
		73	87.18
		74	94.29
		75	101.92
		76	110.16
		77	119.01
		78	128.44
		79	138.64

Manufacturers Life Assurance Co., Prudential Life Insurance Co. n'ont pas soumis-né.

Metropolitan Life Ins. Co. a soumis les taux suivants:

Âge	Primes		
16	\$5.76	70	68.78
17	5.87	71	74.47
18	5.95	72	80.59
19	6.07	73	87.18
20	6.18	74	94.29
21	6.29	75	101.92
22	6.40	76	110.16
23	6.47	77	119.01
24	6.54	78	128.44
		79	138.64

4. Les taux sont garantis pour cinq ans par toutes les compagnies, sauf la Metropolitan Life Insurance Co. dont les taux sont incontestables, après que la police aura été en vigueur depuis un an.

5. Directement.

6. Directement.

7. ...

#### Argent avancé à la Coopérative fédérée de Québec

M. Smart (Westmount): 1. Le gouvernement a-t-il avancé un montant ou des sommes d'argent à la Coopérative fédérée de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant total avancé à date?

3. Le gouvernement exerce-t-il quelque contrôle sur ladite compagnie et, dans l'affirmative, de quelle façon?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1. Oui,

2. Avancé \$16,219.94 remboursés depuis.

3. Le gouvernement exerce le contrôle spécifié à l'article 1987a de la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

#### Licence de taverne à M. Skelley

M. Smart (Westmount): 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle consenti dernièrement à transférer la moitié de l'intérêt dans une licence de taverne tenue par un nommé L. Therrien, au coin des rues Saint-Jacques et Montfort, à un nommé Skelley?

2. Sur la recommandation de qui ce transfert a-t-il été fait?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1 et 2. Non.

#### Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je suis

opposé au principe de cette loi. Je la considère comme une loi vraiment regrettable, comme une loi draconienne, antilibérale et opposée à tous les principes de liberté. Il serait très regrettable qu'elle fût inscrite dans les statuts de cette province et adoptée par la seule législature canadienne-française de ce dominion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça devrait vous plaire à vous.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): On nous dit que cette loi est nécessaire. Je m'en lave les mains. Je ne suis pas responsable de la faillite des municipalités qui sont sous le contrôle de la Commission métropolitaine. C'est le gouvernement qui doit seul porter la responsabilité de cette commission métropolitaine puisque, si l'on a cru un moment que cette commission était nécessaire, la situation qu'elle avait à améliorer était due au gouvernement qui a permis, au préalable, aux municipalités en tutelle de contracter des emprunts énormes dont elles ne pouvaient sortir. Nos statuts démontrent que le gouvernement a permis à ces municipalités de faire des emprunts de \$150,000, \$200,000 et \$300,000 sans consulter les électeurs, sans même faire de règlements. On a passé de ces lois-là à la douzaine. Cela a été fait pour favoriser certains faiseurs qui se cachaient en dessous de ces municipalités pour faire des affaires dans les immeubles et pour faire construire des rues et des trottoirs sur des terrains inoccupés. On a fait trop de faveurs à ces faiseurs, qui ont fait des millions avec ces lois faciles. Tout ce que le gouvernement a fait ne devrait pas être sanctionné aujourd'hui.

La Commission métropolitaine a été créée dans des circonstances extraordinaires et tous les ans elle a demandé de nouveaux pouvoirs pour mieux ostraciser les conseils municipaux qu'elle aidait. Elle nous demande de nouveaux privilèges. L'on veut aujourd'hui priver ces quatre municipalités<sup>1</sup> de leurs dernières prérogatives, on veut avoir le droit de faire des emprunts sans les consulter, d'affecter même les immeubles des propriétaires sans consulter ceux qui seront appelés à payer. Je crois que nous devons refuser. Cela est contraire à tous les principes de liberté; cela constitue une honte pour la province; ce serait un soulagement pour moi si je pouvais faire entrer dans les procès-verbaux mon refus d'approuver semblable mesure. Pourquoi ne pas faire disparaître alors les quatre conseils municipaux? Ceux-ci ne pourraient même plus engager un gratteur de rue sans avoir l'autorisation de la

commission. C'est à cause de ces considérations que j'ai la volonté bien arrêtée de voter contre ce bill.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je suis étonné des critiques aussi violentes que soudaines du député de Montréal-Laurier (M. Duranceau). Ses remarques ne m'ont pas convaincu que la loi soit mauvaise. Je ne crois pas qu'elle est une loi draconienne. Elle n'est pas nouvelle. La Commission métropolitaine existe depuis quelques années et mon honorable ami admettra que cette commission a rendu de grands services à toutes les municipalités de Montréal et à la province. Il se garde bien de faire allusion à ces services, il se contente de critiquer sans soumettre d'autres moyens pour sauver les municipalités en péril. Les amendements proposés n'ont qu'un but, c'est de sortir certaines municipalités de la position précaire où elles se trouvent actuellement. La commission a besoin de ces pouvoirs et pour accomplir son oeuvre elle doit exercer un contrôle sur les municipalités qu'elle secourt.

Il ne faut pas oublier que ce sont les municipalités en question qui ont créé la situation qui a nécessité la création de la Commission métropolitaine et la législation actuelle. La commission a accepté les obligations que les municipalités, et les municipalités seules, ont contractées.

**M. Pellerin (Maisonnette):** Je vous demande pardon!

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je réaffirme ce que je viens de dire et que mon honorable ami me laisse finir de parler. J'affirme que le gouvernement n'est pas responsable des dettes contractées par les petites municipalités que nous avons sauvées de la banqueroute. M. le Président, je suis prêt à admettre que certaines municipalités ont été prodigues, extravagantes même. Mais le gouvernement ne peut être responsable des extravagances des municipalités, pas plus qu'une banque ne l'est des folies que ferait un jeune homme à qui elle aurait prêté de l'argent.

Ces municipalités sont venues tous les ans devant la législature et ont demandé de nouveaux pouvoirs d'emprunt. Chaque fois que le Parlement a voulu empêcher les extravagances de ces municipalités, on a crié à la violation de leur autonomie. On disait: "Vous voulez attenter à l'autonomie de ces municipalités", chaque fois que nous avons voulu intervenir. À la dernière

session, la ville de Montréal s'est présentée à la législature pour obtenir un pouvoir d'emprunt de quelques millions de dollars; la législature a refusé, ce qui souleva un tollé général à Montréal: on disait que cela portait atteinte à l'autonomie de la ville.

Tous les privilèges que le Parlement a accordés à ces municipalités nous ont été demandés par leurs conseils municipaux. Leur autonomie fut respectée. Plus tard, nous avons dû les sauver avec une commission métropolitaine. Si cette dernière n'avait pas été créée, ces municipalités seraient tombées dans le gouffre de la banqueroute et leurs immeubles eussent été vendus par le shérif. Et cette commission nous demande aujourd'hui le moyen de continuer son oeuvre.

Mon honorable ami prétend que des hommes ont fait de l'argent dans des transactions. Qu'il les nomme donc, s'il les connaît! Ce serait beaucoup mieux que de critiquer injustement. Il s'est contenté de faire des déclarations générales contre des "faiseurs" sans préciser aucun fait. Mais il ne peut rien prouver et il se contente de généralités. S'il peut prouver un seul fait, qu'il le prouve! Non, il est de l'opposition et il doit critiquer, il doit poser.

Enfin, il prétend que la commission tient les municipalités en tutelle. Je crois plutôt que la loi passée par le Parlement créant une commission métropolitaine a été une loi sage, qui a assuré la bonne administration des municipalités intéressées après les avoir sauvées de la banqueroute.

Nous ne devons pas entraver l'oeuvre de la commission en lui refusant des privilèges. Il compare la situation à celle d'une maison d'affaires en faillite et aux mains des curateurs. La situation est telle que quatre municipalités sont en banqueroute et la Commission métropolitaine doit les aider à sortir de cette position. Elle doit voir à ce que ces municipalités soient administrées sous une base d'affaires. La loi actuelle est destinée à sauver les municipalités que l'on sait, et il convient de l'adopter comme il fut convenu d'établir la Commission métropolitaine.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Le député de Saint-Louis est bien plus au courant de ce qui se passe au Parlement que de ce qui advient dans la Commission métropolitaine. Quant à moi, je sais ce qui se passe à la Commission métropolitaine. Lorsque je fus appelé à faire partie de cette commission comme échevin de Montréal, une résolution fut passée défendant à aucun membre d'accepter des contrats des municipalités

aidées par la commission. J'ai dû abandonner un contrat pour des travaux dans Montréal-Nord, contrat que j'avais accepté avant d'être élu échevin et qui n'était pas encore complètement exécuté.

Si les municipalités en question étaient à la veille de la banqueroute, c'est à cause des pouvoirs exorbitants que le gouvernement leur avait donnés. Par exemple, à Maisonneuve, le gouvernement a institué une commission des parcs avec des pouvoirs extraordinaires, qui a ouvert le boulevard de Maisonneuve.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** À la demande de qui ces pouvoirs ont-ils été donnés?

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** À la demande de quelques amis du gouvernement qui étaient dans les conseils municipaux de ces municipalités.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Il y avait des conservateurs aussi.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Les emprunts contractés par les municipalités ont servi à des travaux qui ont été mal faits et qui ont été tout à recommencer. Ces travaux n'ont pas constitué un actif; au contraire, ils augmentent les dettes.

**M. Hamel (Portneuf):** Ce n'est pas la faute de la législature.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Que l'on me pose les questions que l'on voudra et je vais y répondre.

**M. Hamel (Portneuf):** C'en est une. Est-ce la faute de la législature si les travaux ont été mal faits?

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Eh bien oui, c'est la faute de la législature, car c'est la législature qui a permis à la commission de faire les travaux. C'est la législature qui a obligé certaines de ces municipalités à ouvrir, par exemple, le boulevard Pie IX en plein champ. Et elle a eu tort. Ce n'est pas la faute des conseils municipaux si ce boulevard fut ouvert, mais ce sont eux qui doivent en payer le coût, c'est-à-dire plus de un million. On a ouvert un boulevard, fait des pavages de 125 pieds de largeur, à travers des terres, et c'est le gouvernement qui a donné le droit de faire ce boulevard dont les municipalités sont

obligées de supporter le coût.

La première loi qui a créé la commission était mauvaise et la loi actuelle l'est encore davantage. La Commission métropolitaine est comme toute autre commission; elle peut commettre des erreurs et les membres actuels ne seront pas toujours dans cette commission. Voilà pourquoi les représentants de Montréal s'opposent à cette loi. Montréal est appelée à payer la grosse part de cette commission et elle n'a rien à tirer de cela. On aurait dû faire pour ces municipalités qui étaient presque en banqueroute ce que l'on a fait récemment pour les banques nationales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous avez voté contre cette loi des banques.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Nous avons voté contre parce que le gouvernement n'a pas voulu donner les renseignements nécessaires à l'opposition. Nous devrions rejeter cette loi, M. le Président, et faire disparaître la Commission métropolitaine.

**M. Bugeaud (Bonaventure):** Avez-vous un remède contre la situation?

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** On va étudier le bill clause par clause et on verra.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On critique la création de la Commission métropolitaine et l'on prétend que le gouvernement a fait une mauvaise action. Pourtant, il s'est avéré qu'il a ainsi empêché la vente de ces municipalités par le shérif et qu'il a ainsi contribué à sauver le crédit de toute l'île de Montréal. Le gouvernement a fait pour ces municipalités précisément ce qu'il vient de faire pour les banques. Les accusations que l'on porte sur cette question ne sont que des mots, des mots, des mots, pour nuire au gouvernement et au Parti libéral. Il est entendu du reste que, adienne que pourra, l'opposition votera contre toute mesure du gouvernement.

Si l'on croit que les travaux ont été mal faits par les municipalités en question, on aurait tort de s'opposer à ce que la commission exerce maintenant un contrôle plus efficace. La législature est justifiée de donner les droits qui sont nécessaires à la commission pour protéger ces municipalités. Il y a là un devoir du gouvernement. La commission a protégé les municipalités sous sa tutelle dans l'exécution des travaux grâce à une surveillance sévère. Elle a aussi protégé les

droits des citoyens et c'est pour étendre cette protection qu'elle demande de nouveaux pouvoirs. Elle veut forcer les conseils municipaux à adopter des règlements pour des travaux qui seront dans l'intérêt des municipalités en tutelle et des contribuables qui paient. Pour l'une des municipalités où l'eau était perdue en grande abondance, la commission a recommandé l'installation de compteurs pour permettre une plus grande économie, mais la municipalité a refusé d'accepter cette recommandation.

La législature est justifiable d'accorder les pouvoirs demandés. C'est l'exemple du liquidateur qui surveille les affaires de la compagnie en faillite, et la commission a besoin de ces pouvoirs pour aider davantage les municipalités qui sont en tutelle et celles qui paient pour celles-là. La commission dont les membres doivent payer les pots cassés de ces municipalités n'est-elle pas justifiable d'exiger que ces municipalités soient bien administrées et prennent sur elles-mêmes de faire des travaux, quand ces travaux sont jugés nécessaires?

On a dit que les municipalités intéressées étaient dirigées par des amis du gouvernement et des conservateurs. Ah! les bleus savent toujours se rapprocher du gouvernement pour faire arranger leurs petites affaires. Dans l'affaire du boulevard Pie IX, plusieurs conservateurs étaient intéressés dans le projet. Ce sont aussi des chefs conservateurs qui ont eu l'idée de la création de la Commission métropolitaine. Il y avait là Sir Hormisdas Laporte, l'ancien échevin Vallières, M. M.-C. Beaubien. Il y a bien des lois qui ont été passées à la législature et dont les promoteurs étaient autant des conservateurs que des libéraux.

Il rappelle que la Commission métropolitaine a pour président M. Jos. Beaubien, maire d'Outremont, dont il fait l'éloge. Mais l'opposition est d'avis qu'il faille faire de l'opposition contre tout et tous. Ses arguments ne sont soumis que pour des fins politiques et ne doivent pas être pris au sérieux. Les membres de la gauche semblent chercher à nuire au gouvernement et au Parti libéral, mais je suis convaincu que le peuple de la province saura juger la politique du gouvernement à son juste mérite.

**M. Renaud (Laval):** En créant la Commission métropolitaine, le gouvernement a voulu se sauver bien plus qu'il n'a voulu sauver les autres, sauver les municipalités en faillite par sa faute. Ce n'est pas parce que trois ou quatre conservateurs se sont unis à des libéraux pour obtenir des pouvoirs exorbitants et faire des spéculations que

nous devons continuer à augmenter les pouvoirs de la Commission métropolitaine. Ce n'est pas une raison pour permettre au gouvernement de laisser ces municipalités s'en aller à la banqueroute, dans le seul but d'aider des amis politiques.

Les francs-tenanciers des municipalités et les cultivateurs ont toujours été contre ces pouvoirs d'emprunt, mais ce sont les conseils municipaux, composés de libéraux, qui les obtenaient du gouvernement contre le gré des francs-tenanciers. Pouvoirs d'emprunt ridicules et injustes. Une municipalité qui avait droit à \$800,000 d'emprunts a pu emprunter pour \$2,000,000 grâce au gouvernement. C'est donc le gouvernement qui est responsable.

Dans mon comté, plusieurs municipalités sont affectées par les opérations de cette commission et ne peuvent plus exercer leurs droits. La loi actuelle viole assez leur autonomie sans que de nouveaux amendements soient adoptés, leur enlevant tous les droits qui leur restent. Dans la municipalité de Saint-Michel, on n'a seulement pas pris en considération la valeur de la propriété avant d'accorder de nouveaux pouvoirs d'emprunt. On a donné à la ville de Maisonneuve des pouvoirs auxquels les francs-tenanciers et les cultivateurs étaient opposés et ces municipalités sont dans une impasse à cause de cette politique. La Commission métropolitaine est l'enfant du gouvernement, et celui-ci doit porter son fardeau. Qu'il élève son enfant, mais qu'il n'hypothèque pas les propriétés des braves cultivateurs pour payer les extravagances des conseils municipaux! Qu'on ne fasse pas encore comme dans l'affaire du parc Maisonneuve! La Commission du parc Maisonneuve a coûté cinq millions. C'est Maisonneuve qui a fini par payer pour cette extravagance.

**M. Hushion (Montréal-Sainte-Anne)** rappelle qu'il est membre de la Commission métropolitaine depuis deux ans. Il considère que ceux qui composent cette commission actuellement sont des citoyens très capables et très compétents. Il prétend que le gouvernement a bien fait d'établir cette commission et qu'elle a fait beaucoup de bien à Montréal et à toutes les municipalités en contrôlant les dépenses et en rétablissant l'équilibre des municipalités. Il déclare que la législature aurait raison de donner à cette dernière les pouvoirs nécessaires pour achever de remplir sa mission.

Il suggère que les quatre municipalités, cause de cet imbroglio, soient annexées à Mont-

réel. L'annexion de ces quatre municipalités deviendra peut-être une mesure pratique d'ici quel que temps. Ces municipalités sont une charge pour d'autres municipalités et, si elles étaient annexées à Montréal, cette situation disparaîtrait peut-être.

Il ne trouve pas les membres de la gauche sérieux et s'étonne qu'ils n'aient fait aucune suggestion pratique pour aider le gouvernement à résoudre cet important problème.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire, comme membre de la vieille garde de l'opposition, dire quelques mots sur la question. Il se déclare absolument hostile au bill qui est devant la Chambre. Ce qu'il y a à considérer, ce sont les pouvoirs que la commission vient demander de nouveau à la législature.

Il regrette qu'un vieux parlementaire comme le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) ait cru devoir parler à côté de la question pour prouver sa partisanerie politique. C'est sans doute qu'il avait quelque chose à se faire pardonner par les chefs de son parti. Il complimente le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) sur la verve avec laquelle il a traité cette affaire, mais il n'approuve pas le fond de son discours.

Il parle de la responsabilité du gouvernement et dit que le gouvernement et sa majorité, bien qu'il s'agisse d'intérêts privés, ont pris une part active à la passation des lois concernant les pouvoirs d'emprunt des municipalités et la création de la Commission métropolitaine. Il attribue cela non pas aux municipalités qui étaient voisines de la banqueroute ni à leurs conseils municipaux, mais au gouvernement qui a incité la législature à leur donner des pouvoirs d'emprunt exorbitants. C'est parce que le gouvernement sentait sa lourde responsabilité qu'il s'est empressé d'épouser le projet de la création de la Commission métropolitaine. Il a fait cela dans le but de remettre sa responsabilité à un autre corps.

Le gouvernement a tort d'accuser ces municipalités qu'il a dépouillées, parce qu'il sait bien que des spéculations ont été faites grâce à l'appui des membres du gouvernement dans cette Chambre et dans la Chambre haute. Qu'on réponde donc à ce membre de la Chambre haute<sup>2</sup> qui a accusé des membres du gouvernement d'avoir favorisé ces spéculations qui ont causé la ruine de certaines municipalités!

Il rappelle les diatribes d'autrefois de ce conseiller législatif et mentionne que ce n'est pas

en achetant de belles robes à Londres<sup>3</sup> que l'on fera oublier toutes les accusations qui ont été portées à Montréal contre des membres du gouvernement de Québec. Qu'on le mette donc en demeure de prouver ses avancées plutôt que de lui faire la façon qu'on lui a faite! J'espère que cet honorable monsieur comprendra que ce n'est pas à lui, cependant, que je reproche d'avoir causé la ruine de ces municipalités. Quant à la loi des banques, j'aurai l'occasion d'en reparler d'ici à la fin de la session.

Il rend hommage aux membres de la commission, mais il ajoute que le principe est toujours là. Nous avons trouvé les pouvoirs du passé trop absolus et on veut les augmenter encore. Le premier ministre ne voudrait certainement pas mettre la ville de Québec en tutelle comme il le fait de ces municipalités, et il l'a déjà dit. Le premier ministre ne manque jamais de se proclamer le champion de l'autonomie des municipalités et voilà que, par le bill qui est actuellement devant la Chambre, il veut enlever à quatre municipalités le dernier lambeau de leur liberté.

Parlant encore du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), il s'étonne de le voir, lui, un représentant du "vieux rougisme", approuver un pareil empiétement sur l'autonomie des municipalités. C'est sans doute, dit-il, pour faire plaisir au gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas du tout!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas d'autres raisons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est que le chef de l'opposition ne voit pas clair.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je ne vois pas clair, le député de Saint-Hyacinthe ne comprend pas. Lors même que des conservateurs auraient demandé la création de la Commission métropolitaine, il ne s'ensuit pas que le Parti conservateur soit responsable de la situation de ces municipalités. La question de la création est discutée, les uns sont en faveur, les autres sont opposés. Mais je suis opposé au projet de loi qui sape l'autonomie des municipalités. L'opposition a le courage de prendre une attitude définie sur la question et de dire en Chambre ce qu'elle a dit en dehors.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons vu se répéter ce qui se produit assez

souvent: le chef de l'opposition ayant commencé sur un ton très calme a fini par de grands éclats de voix, des grands gestes et une imposition des mains. Il s'est dit de la vieille garde, mais je le soupçonne plutôt d'être des vieux grognards.

**M. Renaud (Laval):** Pas tant que ça! On va vous en faire des grognards.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** L'honorable député de Laval (M. Renaud) peut être convaincu que je ne parle pas exclusivement pour lui, mais pour toute l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous aimons mieux passer pour grognards que pour créchards.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Nos amis de l'opposition connaissent la crèche mieux que nous. Ils y ont été si longtemps qu'ils sont devenus nos maîtres.

**M. Renaud (Laval):** Nous n'avons pas eu l'occasion de connaître cela beaucoup depuis 25 ans.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Je m'étonne de l'opposition intempestive de la gauche à cette loi pour donner de nouveaux privilèges à la commission. Le gouvernement ne veut pas imposer ses volontés et nous avons les responsabilités des mesures que nous présentons. Le bill de la Commission métropolitaine a été passé à l'unanimité de la Chambre et il n'y a pas eu de la part de l'opposition, alors, aucun amendement. Ils ont voté tous pour la mesure. Et ils avaient raison, car dans les circonstances c'était le seul remède à apporter au mal, c'était le seul moyen de sauver les municipalités de la banqueroute.

C'est un groupe de citoyens de Montréal de diverses allégeances politiques qui, en 1921, est venu auprès du gouvernement pour lui demander de trouver un remède à la situation dont souffraient les municipalités de l'île de Montréal. Ils nous présentèrent une requête signée par de nombreux citoyens qui s'intéressaient vivement aux affaires de la métropole et des autres municipalités environnantes et ne voulaient pas que ces municipalités tombent en banqueroute ou que Montréal soit appelée à payer pour elles les dettes qu'elles auraient contractées, mais qui favorisaient l'idée de la formation d'une commission métropolitaine. Au nombre de ceux-ci se trouvaient plusieurs amis politiques du chef de

l'opposition et de ses collègues de la gauche. MM. Laporte, Vallières et Émard faisaient partie de ces requérants. La session était commencée et on a dû suspendre les règlements de la Chambre pour présenter le bill. Le bill fut présenté, lu clause par clause, adopté en première, deuxième et troisième lecture, et rien ne montre que l'opposition s'y objecta. Tout le monde s'accordait à dire que c'était là le seul remède et le seul moyen de régler les finances de ces municipalités.

La situation était telle qu'on accordait même un délai à ces municipalités pour permettre de payer leurs dettes. C'était une sorte de moratorium et la Chambre a adopté la loi unanimement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre est-il en mesure d'établir que nous ne nous sommes pas opposés? L'opposition était-elle en nombre suffisant alors pour demander un vote en Chambre? L'honorable ministre ignore-t-il que l'opposition a combattu ce projet en principe et ensuite clause par clause devant le comité des bills privés?

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** L'opposition a toujours été en nombre suffisant pour demander un vote. Elle pouvait le faire avec cinq membres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voudrait-il nommer ces membres?

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Du reste, même en admettant que le nombre des membres de l'opposition ne fut pas suffisant, en l'absence de quelques oppositionnistes, nous aurions permis un vote au chef de l'opposition, s'il l'eût demandé, et cela pour lui faire plaisir. Nous avons toujours offert des députés à mon honorable ami pour lui permettre de demander le vote.

**M. Renaud (Laval):** On avait honte dans ce temps-là de demander ça.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** C'est qu'à cette époque il y avait dans l'opposition des députés qui mettaient la question au-dessus des partis et qui favorisaient entièrement la Commission métropolitaine. Même s'il n'y eut pas de vote, on aurait pu faire une motion pour amendement qui aurait été inscrite aux procès-verbaux. En tout cas, les procès-verbaux de la Chambre ne contiennent rien qui établit



que l'opposition a fait la plus petite objection à cette mesure de prudence. Du reste, après, il ne s'est pas passé une seule session où l'opposition n'ait pas voté pour la mesure que l'on demandait d'amender.

Dans les circonstances, il n'y a pas à prendre d'autre attitude que d'approuver les amendements que l'on demande. Les arguments de l'opposition ne peuvent pas nous leurrer, comme celui que l'on tire du parc Maisonneuve. On a beau ressasser l'affaire du parc Maisonneuve, ça ne changera pas la position. Ce n'est pas le gouvernement qui a voulu le parc, mais c'est la ville de Maisonneuve, en 1910, qui, par son conseil, a demandé à la législature les pouvoirs nécessaires pour créer ce parc public. La législature n'a pas ordonné à la ville de construire le parc, elle lui a simplement donné l'autorisation de faire les travaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est pas l'opinion du maire Martin.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** M. Martin peut avoir des opinions que nous partageons et il peut en avoir également que nous ne partageons pas.

**M. Renaud (Laval):** Pourquoi est-ce qu'il ne parle plus, M. Martin?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi a-t-il été nommé conseiller législatif?

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** M. Martin et d'autres pouvaient être de bonne foi. Nous sommes convaincus qu'ils étaient dans l'erreur. M. Martin ne peut nier ce que j'ai dit: le parc Maisonneuve a été réclamé par les autorités de Maisonneuve.

Et maintenant, l'honorable chef de l'opposition a une question à poser, je l'écoute.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi a-t-on nommé M. Martin conseiller législatif au lieu de le mettre en demeure de faire sa preuve?

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** M. Martin a été nommé conseiller législatif parce qu'il était le premier magistrat de la ville de Montréal.

**M. Renaud (Laval):** Tout le monde sait ça.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Le gouvernement a sans doute voulu honorer Montréal en honorant son premier magistrat.

**Les députés de l'opposition rient.**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi n'a-t-il pas été mis en demeure de prouver ses accusations?

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Nous n'étions pas pour faire le procès du maire Martin. Et il ne s'agit pas ici de faire son procès.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le gouvernement qui était accusé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Veuillons donc procéder avec ordre et sur la question.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond)** rétablit l'ordre.

**L'honorable M. Mercier fils (Château-guay):** Je n'ai pas objection à répondre à toutes les questions de l'opposition, mais à condition qu'elles soient dans l'ordre. Tous les terrains pour le parc Maisonneuve ont été achetés par la ville en vertu des pouvoirs qu'elle avait demandés et reçus. La Commission métropolitaine a été créée pour remédier à un mauvais état de choses. Elle doit faire elle-même ce que ne peuvent faire les municipalités. Tous les pouvoirs d'emprunt qui ont été accordés à ces municipalités l'ont été à la demande de leurs conseils municipaux. Ces demandes ont été approuvées par toute la Chambre, parce qu'alors on était dans une ère de prospérité et que les municipalités comptaient sur certains travaux. Mais la crise est venue et les municipalités se sont trouvées obérées. Elles étaient à la veille du désastre et c'est alors qu'il a fallu créer la Commission métropolitaine, pour remédier à un mal exceptionnel. La commission demande de nouveaux pouvoirs dont elle a besoin pour aider les municipalités à payer leurs dettes. Je demanderais enfin à la Chambre de voter les amendements proposés.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** La Commission métropolitaine a été créée pour apporter un remède à une situation particulière. On est venu demander un remède, mais ce que l'on

désirait surtout, c'était de donner un avis au gouvernement, l'avis d'avoir à cesser d'agir comme la législature le faisait jusqu'alors, contre les intérêts des municipalités, en leur permettant d'emprunter des sommes considérables sur simples résolutions. Mais qui en était responsable? J'ouvre un statut et je vois par une loi que l'on a autorisé une municipalité à emprunter \$75,000 sans être obligé de consulter les propriétaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quelle municipalité?

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Pointe-aux-Trembles. La loi dit que Pointe-aux-Trembles pourra emprunter avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil. C'est le gouvernement qui empruntait pour les propriétaires sans les consulter. Je vois à côté une autre loi qui autorise la ville Saint-Michel à emprunter de la même façon. Les municipalités se suivaient comme des soeurs, Montréal-Nord, Laval, etc.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mais elles étaient toutes en faillite.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Elles n'auraient pas été en faillite si elles n'avaient pas emprunté.

**M. Hamel (Portneuf):** Les municipalités n'étaient-elles pas en faillite lorsqu'elles venaient devant la législature?

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Non, et elles n'auraient pas failli si le gouvernement les avait renvoyées devant les propriétaires. Jamais les contribuables intéressés n'auraient voté pour les emprunts autorisés à Québec sans leur consentement. Quatre municipalités sont venues ici et le comité des bills privés leur a accordé des droits d'emprunt nonobstant toute décision des propriétaires. Dans tous ces cas, c'est le gouvernement qui empruntait et qui se substituait aux conseils municipaux et même aux contribuables. Depuis un certain nombre d'années, le gouvernement fait appel au lieutenant-gouverneur en conseil plutôt qu'aux propriétaires. Les résultats ont été désastreux antérieurement et la Chambre doit faire en sorte qu'ils ne le soient pas à nouveau. La même chose s'est produite avec Maison-neuve. La ville a eu des problèmes et fut ensuite annexée à Montréal, et c'est la faiblesse du gouvernement qui en est la cause.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Je soulève un point d'ordre. Je sou mets que nous discutons en ce moment le bill 93 relatif à la Commission métropolitaine et non pas les bills de Saint-Michel, de Pointe-aux-Trembles et d'autres municipalités. Nous n'avons pas le droit de discuter toute l'histoire de ces municipalités et de leurs emprunts.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** dit qu'il est dans les règles, étant donné que ce bill prévoit la suppression, à toutes fins utiles, des pouvoirs municipaux de quatre municipalités et qu'il est nécessaire d'en comprendre les motifs. De plus, je réponds au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et, si le point d'ordre a une justification, il aurait dû être soulevé il y a une demi-heure.

**M. Ricard (Saint-Maurice)** insiste pour que l'Orateur suppléant et président du comité (M. Laferté) prenne une décision sur cette question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je demande au député de Saint-Maurice de retirer son point d'ordre. Nous avons un incident à vider et nous allons le vider.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** En 1921, les quatre municipalités étaient pratiquement en faillite. On avait emprunté sur débentures et on n'obtenait que 50 à 70% du montant nominal de ces débentures. Des travaux étaient exécutés et, lorsque la Commission métropolitaine fut formée, les débentures ne valaient plus que 50% de leur valeur nominale. Cependant, aussitôt après la création de la commission, ces débentures montèrent à leur valeur au pair, faisant ainsi réaliser de fortes sommes à des spéculateurs.

Le gouvernement avait autorisé ces emprunts. Les municipalités étaient en faillite et c'était alors le devoir du gouvernement de faire une enquête afin de voir s'il n'existait pas des compromis entre les conseils municipaux et les détenteurs de débentures, entre les conseils et les contracteurs. On a fait le silence et le lendemain les débentures étaient montées de 100%.

J'affirme que les municipalités n'ont pas touché tout le produit de leurs emprunts et que la commission a reconnu cependant toutes les obligations des municipalités et a forcé les propriétaires à les payer en entier, quand dans certains cas on n'en avait touché que 25%. Le devoir du gouvernement était de faire une enquête dans chacune des municipalités en question afin

de savoir où elles en étaient avec leurs finances et les travaux qu'elles voulaient faire exécuter. On devait faire cela avant de créer cette commission.

Si l'on examine bien l'économie de ce bill, on ne l'adoptera pas sans lui faire subir des amendements. On ne doit pas priver ainsi les propriétaires de ces municipalités d'être consultés. On va trop loin en donnant à la commission le droit d'emprunter sans consulter les propriétaires, sans même référer aux conseils municipaux de ces municipalités. Le gouvernement est fidèle à sa politique. On nous propose la suppression totale des municipalités, des conseils municipaux, pour ne reconnaître que la Commission métropolitaine. Cependant, les municipalités ont une dette égale à leur évaluation. Nous perdons tout contrôle de la commission. Nous lui donnons un blanc-seing pour faire tous les travaux qu'elle désirera. Les membres actuels de la commission sont des hommes de valeur, mais on ne connaît pas ceux qui les remplaceront et ils peuvent toujours errer. Avec cette législation, on ne peut prévoir ce qui peut arriver et on ne sait pas si de nouveaux emprunts seront imposés sans que les propriétaires soient consultés. Le principe de ce bill est dangereux. Si on admet le principe, dans l'avenir d'autres villes reviendront à leur tour. On ne peut consentir à donner à la commission le droit de faire tout ce qu'elle voudra. Je crois que, si nous adoptons le bill, nous le regretterons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Jacques-Cartier était un de nos compagnons en Chambre, voilà à quelques années. Un jour, il a disparu. Puis il est revenu. Mais, pendant son absence, nous devons lui faire remarquer qu'il s'est passé des événements et que nous avons fait de la législation. Nous avons été appelés à aider des municipalités. Nous les avons aidées. La Chambre a voté à l'unanimité ces autorisations d'emprunt dont il a parlé. Si l'honorable député de Jacques-Cartier avait été ici, il verrait à l'heure qu'il est qu'il vient de critiquer des lois que tous ses amis de l'opposition ont approuvées sans restriction quand elles sont venues devant cette Chambre. S'il avait été ici, il aurait pu peut-être critiquer. Mais l'opposition ne l'a pas fait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous les avons critiquées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, devant le comité peut-être. C'est tou-

jours facile ces critiques devant le comité. Il est facile, après avoir fait quelques critiques en comité, de venir affirmer, deux ou trois ans après, que l'on a prétendu telle ou telle chose. Il n'y a pas de procès-verbaux du comité. J'aime mieux ce qui se dit en Chambre, car c'est consigné dans les procès-verbaux. J'ai ici les procès-verbaux et je n'y vois rien qui démontre que l'opposition du temps, qui était dirigée par son chef actuel, ait fait quoi que ce soit contre la création de cette commission.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre me permettra-t-il?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition parlera après moi, il ne jouera pas avec moi le petit jeu qu'il veut faire avec d'autres. Les députés de la législature étaient, à l'époque, tous responsables au même degré. Les amis du député de Jacques-Cartier ont donc leur part de responsabilité dans cette affaire. Si cette mesure, du reste, était à recommencer, pour ma part je voterais comme autrefois, le chef de l'opposition voterait de même et le député de Jacques-Cartier voterait avec nous.

Quant aux pouvoirs d'emprunt accordés aux municipalités en question et à l'insertion de clauses nécessitant dans certains cas l'accord du lieutenant-gouverneur en conseil, cela avait pour but de payer les obligations, les tout premiers intéressés étant les porteurs de débentures, et le gouvernement voulait prendre le contrôle de la situation afin que ces obligations soient honorées. Si les propriétaires avaient voté, ils auraient voté contre puisqu'ils ne sont pas les premiers intéressés.

Les contribuables des municipalités concernées étaient désintéressés et seuls les porteurs de débentures étaient intéressés au paiement des dettes. Les contribuables auraient refusé de faire des emprunts pour payer les dettes. Nous avions à sauver le crédit de quatre municipalités insolubles et nous avons créé la Commission métropolitaine. On sauvait de cette façon la bonne réputation de Montréal.

Des Montréalais sont venus nous trouver et il y avait parmi eux des conservateurs qui mettaient le crédit de Montréal au-dessus du parti, ce que l'opposition ne fait pas aujourd'hui. Sir Hormisdas Laporte était du nombre. C'était un conservateur et c'en est un encore, et tout dernièrement c'est lui qui a dit aux jeunes conservateurs que le temps des dévouements était fini et qu'il fallait de l'argent pour les élections. Il était

parmi les Montréalais qui nous ont dit: "Sauvez donc le crédit de Montréal." Nous les avons écoutés. Le bill de la Commission métropolitaine a été voté à l'unanimité. Le chef de l'opposition ne s'est pas le moins du monde levé pour demander un amendement. S'il fallait maintenant recommencer, nous le ferions et nous agirions de la même façon. Il fallait absolument sauver le crédit de ces municipalités soumises à la commission et les municipalités de Montréal sont solidaires les unes des autres.

Actuellement, je crois rendre, en donnant à la commission les pouvoirs qu'elle demande, un meilleur service à Montréal que l'opposition. Allons-nous, à la face de la province, du Canada et même de toute l'Amérique, laisser en faillite quatre municipalités de l'île de Montréal? Ce serait regrettable. Je suis sûr que Montréal nous saura gré de la protéger en contrôlant les municipalités pour lesquelles tous les contribuables de la cité sont appelés à payer. Je suis sûr que le député de Westmount (M. Smart) est de notre avis et que le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) nous approuverait s'il était ici.

Je vous le demande, est-ce un attentat à la liberté que d'aider ces municipalités à sortir de la situation pénible où elles se trouvent? Pour cela, nous avons besoin de contrôler leurs affaires. C'est comme une compagnie particulière. Si Montréal est appelée à payer des sommes considérables pour remédier à la situation des villes menacées de la faillite, il n'est que juste que la Commission métropolitaine obtienne un contrôle plus efficace sur ces municipalités. Montréal a payé l'an dernier plus de \$300,000. Il est juste que la métropole voie aussi à ce que cette obligation qu'elle assume ne dure pas indéfiniment et qu'elle ait le contrôle des affaires des municipalités pour lesquelles elle paie. Quand un particulier est dans de mauvaises affaires, on lui nomme un liquidateur. Est-ce un attentat à sa liberté? Est-ce aussi un attentat à l'autonomie de ces quatre municipalités? Le contraire de ce que nous faisons serait, en réalité, un attentat à Montréal.

Au reste, on a prévu dans le temps qu'il y aurait des appels à la démagogie. Et c'est ce qu'on a fait. On nous dit que, si nous avons perdu des sièges dans Montréal, c'est à cause de la Commission métropolitaine. Mais j'aime mieux perdre toutes les divisions de Montréal que de faire perdre son crédit. Encore une fois, nous croyons que, lorsque l'on demande aux municipalités solvables de venir en aide aux municipalités insolvables de Montréal, le moins que l'on puisse

faire c'est d'établir un contrôle sur elles. D'ailleurs, il y a trois ans que la Commission métropolitaine est créée, et l'on peut voir que la situation est meilleure. L'avenir, en somme, justifiera notre position.

L'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a invoqué les grands principes libéraux. Mais où sont les principes conservateurs? Je crois que mon honorable ami sait bien qu'il n'est pas l'homme pour invoquer les principes libéraux. La Commission métropolitaine a sauvé le crédit de Montréal et nous devrions lui accorder les pouvoirs dont elle a besoin pour compléter son oeuvre.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) se lève pour répliquer.

M. l'Orateur déclare qu'il est 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si j'ai invoqué les principes libéraux, c'était pour montrer la contradiction des actes du gouvernement avec ses promesses d'autrefois. Personne du côté de la droite n'a réfuté notre prétention que les lois spéciales, extraordinaires, accordées par le gouvernement, ont été cause de la banqueroute de ces municipalités. L'attitude du gouvernement aujourd'hui est loin d'être chevaleresque, en venant dire que la petite opposition de trois ou quatre membres est responsable des mesures du gouvernement. On sait bien que l'opposition les a combattues. Mais la majorité de cette Chambre, conduite par un bras de fer, les a votées.

Il admet que plusieurs citoyens éminents de Montréal ont réclamé la création de la Commission métropolitaine, mais il croit que ces citoyens ont été forcés de le faire par les lois antérieures passées par le Parlement.

Si les municipalités régies par la Commission métropolitaine étaient à deux doigts de la banqueroute lors de l'intervention du gouvernement, c'est l'administration actuelle, l'administration libérale qui était responsable de l'état dans lequel ces municipalités se trouvaient. Lorsque lesdites municipalités se sont présentées devant la législature pour demander des pouvoirs d'emprunt dans le but d'éteindre leur dette flottante et de faire des travaux permanents, le gouvernement n'aurait pas dû se rendre à leur demande et leur donner les droits qu'elles réclamaient. Ainsi, quand, en 1914, la municipalité de la Pointe-aux-Trembles venait à l'Assemblée législative et de-

mandait l'autorisation d'emprunter \$300,000 pour exécuter des travaux permanents et éteindre la dette flottante, les contribuables de cette municipalité eussent dû être consultés auparavant, eux qui aujourd'hui sont obligés de payer. Si ces règlements d'emprunts avaient été soumis au peuple, ils n'eussent pas été acceptés.

Il donne lecture de quelques-unes des lois confiant des pouvoirs d'emprunt pour faire des travaux. On laissait faire des égouts et des trottoirs en plein champ et on oubliait d'obliger les municipalités à créer des fonds d'amortissement. Ce sont des lois de ce genre qui ont rendu désastreuse l'administration des municipalités et qui ont nécessité un remède réclamé par les citoyens dont on a parlé. On se demande alors pourquoi le gouvernement a exempté ces municipalités de suivre la loi générale et de soumettre cette question d'emprunt aux contribuables. Je trouve extraordinaire l'attitude de l'honorable premier ministre lorsqu'il dit qu'il ne regrette pas le passé. C'est le gouvernement libéral qui est responsable de la Commission métropolitaine et il n'y a rien, aujourd'hui, qui justifie la Chambre de lui accorder les pouvoirs extraordinaires qu'elle réclame.

Il parle du discours du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). C'est un grand avocat, dit-il, dont je connais le talent, que le gouvernement appelle à son secours quand il est mal pris.

Le premier ministre nous dit qu'il ne regrette rien. Le résultat du 5 février à Montréal ne l'a pas assagi. Montréal lui a pourtant dit que ses citoyens désapprouvaient son projet de Commission métropolitaine. L'honorable député de Laval (M. Renaud) a eu raison de dire de la commission: "C'est l'enfant du gouvernement, qu'il l'éleve!"

L'avocat de la commission, M. Charles Laurendeau, qui doit être partisan de la commission, si j'en juge par le budget...

L'honorable M. David (Terrebonne): Oh! Il n'en a pas besoin.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'avocat de la commission n'a rien dit pour justifier cette loi qui donne à la commission jusqu'au droit d'engager les employés des municipalités qui sont sous sa protection. Il n'a pu citer un seul cas où des conseils municipaux ont refusé de se soumettre aux ordres de cette commission et c'est en donnant pour prétexte le mauvais vouloir des quatre municipalités qu'on vient demander d'ac-

corder des pouvoirs arbitraires à cette commission.

En conclusion, il déclare que la Chambre ne devrait pas accepter le principe du bill, qui n'a pas été justifié devant le comité des bills privés.

M. Reed (L'Assomption) déclare d'abord qu'il a déjà eu l'occasion d'être maire, pendant quelques années, de l'une des municipalités<sup>4</sup> sur le sort desquelles s'apitoient les partisans du chef de l'opposition. Il rappelle qu'il faisait partie de la législature lorsque le projet de la Commission métropolitaine fut soumis à la Chambre et qu'il avait voté en faveur de cette mesure.

Le gouvernement, ajoute-t-il, portera sa responsabilité sans timidité et avec orgueil. La bonne foi de nos amis de l'opposition a été surprise. Ils sont mal renseignés. Je tiens à protester contre l'affirmation que les députés de la majorité ont obéi à un ordre en votant toutes les lois dont on a parlé. Nous avons été heureux d'approuver le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas toujours.

M. Reed (L'Assomption) s'étonne de voir l'attitude que prend le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) relativement à la Pointe-aux-Trembles. Cette municipalité était autrefois un petit village sans importance. Comme bien d'autres elle fut ravagée par les feux de forêt. Le conseil de cette municipalité voulut suivre l'exemple du développement qu'on remarquait dans les centres environnant Montréal et, pour arriver à ces fins, on décida de faire un emprunt de \$300,000. J'ai voté en faveur de cet emprunt et je crois que, agissant de la sorte, j'ai fait mon devoir dans une plus large mesure que les membres de l'opposition qui viennent aujourd'hui reprocher au gouvernement d'avoir sauvé des municipalités d'une banqueroute certaine.

Avec les montants empruntés, la Pointe-aux-Trembles a exécuté des travaux permanents, des industries sont venues s'implanter dans ses limites et ont aidé à son développement. Les populations de la Pointe-aux-Trembles et de Maisonneuve sont heureuses, prospères et satisfaites. Ces villes se sont développées d'une manière fantastique depuis quelques années. Maisonneuve n'est pas dans une situation aussi pénible qu'on l'a prétendu, mais sera avant peu le Westmount de l'est de Montréal. Son boulevard est né d'un cerveau génial. Mon honorable ami d'Hochelaga a critiqué le gouvernement.

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** Je soulève un point d'ordre. Je voudrais savoir qui est député d'Hochelaga.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** À l'ordre, vous ne pouvez interrompre un député!

**M. Reed (L'Assomption)** se corrige et dit qu'il s'agit de son ami de Montréal-Saint-Henri (M. Bray). La cité de Montréal est contente de s'être annexé une ville aussi belle que Maisonneuve et pour laquelle, depuis l'annexion, elle n'a pas eu à dépenser un seul sou. Les entreprises comme le boulevard Pie IX sont des oeuvres d'hommes de génie et la création de la Commission métropolitaine était une oeuvre nationale destinée à sauver le crédit de la province qui était compromis.

La Commission métropolitaine a été créée parce qu'il était temps qu'elle le fût et, de même que la législature est intervenue dernièrement pour voter un crédit de 15 millions et assurer la fusion de deux institutions bancaires dont l'une s'en allait à la ruine, ainsi, de 1914 à 1921, le gouvernement est-il venu au secours de municipalités qui s'en allaient à la faillite.

Je voterai pour cette loi et je suis heureux de suivre en cela mes chefs, qui valent autant que les chefs des autres partis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas toujours<sup>5</sup>.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri)** rappelle aux membres de la Chambre qui seraient tentés de l'oublier qu'il fait partie de la Commission métropolitaine. En cette qualité, chaque fois qu'il s'est agi de passer une mesure dans l'intérêt des municipalités contrôlées par la commission, il a voté pour cette mesure. D'après lui, les pouvoirs avec lesquels la commission a exercé son autorité dans le passé sont suffisants et elle n'en a pas besoin d'autres. Parlant des travaux qui ont été exécutés pour l'embellissement de Maisonneuve, il avoue que ces travaux ont été bien faits.

Il prétend que la commission est administrée par une clique et surtout par les officiers de la ville d'Outremont. La commission a refusé un pouvoir d'emprunt à Montréal-Est pour aider la National Cement, parce que M. Jos. Beaubien, maire d'Outremont, s'y est opposé. La National Cement a engagé comme gérant général à \$10,000 par année un des membres de la Commission métropolitaine et le pouvoir d'emprunt lui a été accordé. Le secrétaire de la commission

est M. Simpson, qui reçoit pour une simple sinécure, une somme de \$2,000 par année. L'ingénieur de la commission est M. Duchastel de Montrouge, d'Outremont.

Dans la Pointe-aux-Trembles, on a bâti des logements ouvriers et sur 15 il y en a 11 qui sont à la charge de la Commission métropolitaine.

Les pouvoirs réclamés par la Commission métropolitaine, lorsqu'elle vient demander à la législature l'autorisation d'emprunter et de taxer sans le consentement des contribuables, sont plus élevés que ceux dont jouit la cité de Montréal, attendu que cette dernière ne peut faire d'emprunts sans les soumettre aux contribuables. Il s'élève contre ces privilèges exorbitants. Ce sont des amis du gouvernement qui ont conduit à la banqueroute les municipalités que l'on veut racheter. Il met le gouvernement en garde contre ces pouvoirs extraordinaires réclamés par la commission, car il craint une situation encore plus désastreuse pour l'avenir.

M. le Président, il y a dans le projet de loi une clause pour faire disparaître le député de Montréal-Saint-Henri. Cette clause a pour but d'empêcher de siéger un membre qui a un contrat avec une municipalité. J'ai un contrat et on veut ainsi m'empêcher de siéger. Pourquoi? Parce qu'on veut administrer sans moi. Je dis au gouvernement: Prenez garde à ce que vous allez faire; n'accordez pas trop de pouvoirs à la Commission métropolitaine, car vous vous en repentirez. J'espère, M. le Président, que le gouvernement va revenir sur sa décision.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** Le préambule sera-t-il adopté?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que l'honorable premier ministre actuel était le chef du gouvernement lorsque le projet de créer une commission métropolitaine fut soumis à la Chambre. Il tient de nouveau à expliquer l'attitude de l'opposition au sujet de cette mesure. Il prétend que les membres de la gauche se sont prononcés carrément contre le projet, non pas parce que ceux qui devaient en faire partie ne lui paraissaient pas doués des qualités requises, mais parce qu'ils étaient opposés au principe de la loi.

Je ne serai pas malin pour le premier ministre. Je ne le traiterai pas comme le chancelant député de L'Assomption (M. Reed). C'est tout ce que je dirai du discours du député de L'Assomption. J'ai dit que le gouvernement devrait payer les bons des municipalités au lieu d'adopter une législation qui pourrait permettre de nouvelles

spéculations. Lorsque le projet de la création d'une commission métropolitaine fut voté, la mesure ne fut pas adoptée à l'unanimité. Si le vote n'a pas été pris, c'est que l'opposition n'était pas assez nombreuse pour le réclamer. Le député de Westmount (M. Smart) se trouvait, quant à lui, dans l'obligation d'appuyer le projet de la commission.

Le premier ministre a affirmé sur son honneur, dans le courant de l'après-midi, que l'opposition n'avait pas combattu le projet, mais qu'il avait été adopté, au comité des bills privés, à l'unanimité. Il lit alors un compte rendu du *Canada*, du 11 mars 1921, qui dit: "Le projet de la Commission métropolitaine a été combattu par les maires des municipalités et a été approuvé sur division au comité des bills privés." Il cite aussi *le Devoir* et *la Presse*, qui enregistrent son opposition au projet.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable premier ministre n'a pas dit cela<sup>6</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le ministre de l'Agriculture parle au nom de l'honorable premier ministre, il n'a pas le droit de soulever un point d'ordre. Dans les circonstances je ne puis prendre la parole du ministre de l'Agriculture. Je regrette que le premier ministre soit absent.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, je soulève un point d'ordre. Je prétends que l'honorable premier ministre n'a jamais dit qu'il y avait eu unanimité au sujet de la Commission métropolitaine, au comité des bills privés. Le premier ministre a dit qu'il ne se rappelait pas ce qu'on avait dit au comité, mais qu'il savait qu'en Chambre l'opposition n'avait pas proposé d'amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un autre point d'ordre. Je prétends qu'un député a le droit de soulever un point d'ordre lorsqu'un membre de la Chambre rapporte des paroles qu'il prétend n'avoir pas dites ou qu'il juge injustes à son égard, mais je soutiens qu'il n'a pas le droit de soulever le même point d'ordre pour défendre un autre député.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai le droit, d'après les règlements de la Chambre, de rectifier une affirmation qui, à mon point de vue, n'est pas exacte. L'honorable chef

de l'opposition est sorti de son caractère. Il aurait été mieux d'y rester. Malgré ses insultes, je souleve un point d'ordre et je demande que le chef de l'opposition soit rappelé à l'ordre, car il n'a pas bien rapporté les paroles du premier ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sur quel article vous basez-vous pour soulever un point d'ordre?

**M. le Président (M. Laferté, Drummond)** prend le différend en considération et décide que le point d'ordre du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) est fondé.

**M. Plante (Beauharnois)** prend fait et cause pour son chef.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** estime que le chef de l'opposition doit accepter la décision du président ou en appeler à la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** renouvelle ses affirmations au sujet du premier ministre. Il en appelle de la décision du président du comité, mais retire ensuite son appel<sup>7</sup>. L'honorable premier ministre, demande-t-il, n'a-t-il pas dit cet après-midi qu'il y avait eu unanimité au comité et à la Chambre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai dit que nous n'avions pas de record de ce qui se passe au comité, mais que, pour les débats de la Chambre, il y avait des procès-verbaux et que les procès-verbaux indiquent que l'opposition n'a fait aucune objection à cette mesure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** lit un passage d'un compte rendu de *la Presse* rapportant qu'il était contre le projet de la Commission métropolitaine. Voilà ma réponse, dit-il, à ceux qui disent que j'ai approuvé ce projet.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je serai aussi bref que possible. Plusieurs discours ont été prononcés aujourd'hui, on s'est répété. Faut croire que cela s'impose. Ce qui ressort de toute cette discussion c'est que, quelle que soit la mesure que le gouvernement entend faire passer, l'opposition sera contre.

Le fait que mon honorable ami, le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), a un contrat

montre qu'il faut être prudent. Il a admis que, malgré qu'il soit membre de la Commission métropolitaine et qu'il sache que cette commission s'intéresse aux affaires de la cité de Montréal-Nord, il détient un contrat pour des travaux devant être faits pour cette municipalité. J'ignore si la somme de \$136,000 que représente ce contrat a été complètement payée mais, si la chose n'est pas faite, j'espère que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) démissionnera comme membre de la Commission métropolitaine, ainsi que son associé, le maire de Montréal-Nord, avant de présenter son compte.

Il serait injuste de prétendre que ceux qui, dans les municipalités auxquelles le gouvernement est venu en aide, ont acheté des lots qui, plus tard, ont été dépréciés, peuvent être considérés comme ayant été victimes de spéculations véreuses. Admettre ceci serait frapper en plein visage des gens dont l'honorabilité ne pourrait être mise en doute et qui ont vu, dans l'immeuble et la spéculation sur les lots, un moyen de gagner leur vie et de subvenir à leur subsistance.

Je ne dis pas que les maires et les conseillers municipaux ont été malhonnêtes, mais ils ont manqué de clairvoyance en exécutant des travaux considérables qui les ont endettés, en vue d'augmenter la valeur de leurs lots. Je ne suis pas non plus pour accuser les municipalités d'extravagance. Il y a eu des excès mais on croyait au développement rapide de toutes ces municipalités et c'est une excuse. Quand on nous a demandé d'autoriser des emprunts pour permettre des travaux municipaux dans la banlieue de Montréal, on croyait sincèrement ces travaux nécessaires et justifiables par la continuation du progrès de l'immeuble.

En 1914, la municipalité de la Pointe-aux-Trembles se présenta devant la législature pour demander l'autorisation d'emprunter une somme de \$300,000 pour faire des travaux permanents et éteindre sa dette flottante. La loi fut soumise à la Chambre. Il y avait alors, dans cette enceinte, une forte opposition, qui comptait des hommes distingués au nombre desquels se trouvaient MM. Tellier, Bernier, Bérubé, Campbell, Patenaude. Cette dernière opposition était suffisante pour demander un vote sur la mesure, elle ne l'a pas fait.

**M. Renaud (Laval):** Cette année-là, la Pointe-aux-Trembles avait passé au feu et il fallait l'aider. C'est pour cela que l'opposition n'a pas fait d'objection à cet emprunt.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable député de Laval n'était pas en Chambre.

**M. Renaud (Laval):** Non, mais j'étais au monde.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je suis heureux de cette déclaration de l'honorable député de Laval. La question se résume à ceci: Il n'y a pas de hansard des débats à Québec. Tout ce qu'on a ce sont des procès-verbaux. Or les procès-verbaux ne démontrent pas que l'opposition ait fait d'objection à la création de la Commission métropolitaine.

Pour ma part, je suis en faveur du principe qui veut que celui qui paie ait le droit de contrôler ses finances et le moins que nous puissions exiger, c'est d'avoir le contrôle des municipalités que le gouvernement veut empêcher de tomber en faillite. Le chef de l'opposition, avec toute sa démagogie...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre, M. le Président. L'honorable secrétaire provincial vient de dire que je fais de la démagogie. Je crois que le terme...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est bien, je retire le mot "démagogie"... en souhaitant que l'honorable chef de l'opposition cesse d'en faire.

Le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a parlé d'autonomie et de liberté des municipalités contrôlées par la Commission métropolitaine. Il dit qu'il n'en reste plus à ces municipalités et que nous leur avons tout enlevé. C'est vrai. S'il est vrai que ce qu'un homme a de plus cher au monde c'est sa liberté et s'il est vrai que, le jour où il abuse de sa liberté et fait banqueroute, on lui interdit ses fonds de commerce et l'administration de ses biens et que l'on nomme à cet effet un liquidateur, je prétends que ce n'est pas du mal que de dire à une municipalité: Puisque vous administrez des deniers qui ne vous appartiennent pas et que votre situation financière est précaire, vous serez sous la tutelle d'un liquidateur - dans le cas présent, la Commission métropolitaine - qui fera pour vous ce que l'on fait à un homme qui n'est pas capable d'administrer ses affaires.

Que mon honorable ami, le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), prenne ses responsabilités, nous prendrons les nôtres! Nous en avons pris de plus graves que celle-là. Si le député de Montréal-Laurier ne trouve pas maître



Laurendeau compétent, il n'a qu'à démissionner et aller le remplacer comme avocat de la commission.

Il rappelle les causes qui ont amené aux portes de la banqueroute les municipalités régies par la commission. Vers 1910, 1911 et 1912, les terres en culture et les lots à bâtir ont pris, soudain, une valeur exagérée. Les terres qui représentaient un capital de \$10,000 à \$20,000 se sont vendues \$100,000. Quand la guerre est arrivée, les propriétés achetées dans un but de spéculation ont baissé et leurs propriétaires se sont trouvés dans la nécessité de payer un intérêt plus élevé que la valeur réelle de leurs biens dépréciés. On en est venu à la conclusion qu'il valait mieux vendre les terres que de payer les taxes qui devenaient très élevées. Il s'est vendu un million de lots dans la province, et le gouvernement ne peut être tenu responsable des imprudences commises par ceux qui ont pris part à ces transactions.

En somme, il n'y a pas eu de malhonnêteté dans les transactions. Les municipalités ont fait pour le mieux. Elles ont cru que les propriétés qu'elles acquéraient serviraient aux ouvriers qui tendaient à s'éloigner de la ville pour s'établir à la campagne et qu'elles prendraient graduellement de la valeur. Les municipalités ne sont pas à blâmer et le gouvernement non plus n'est pas responsable de cet état de choses.

Il montre comment le gouvernement provincial est respectueux de l'autonomie des municipalités. Il donne lecture de plusieurs lettres de municipalités qui ont prié le gouvernement de leur accorder des pouvoirs d'emprunt, alléguant qu'elles avaient besoin d'argent pour faire honneur à leurs obligations et effectuer des travaux nécessaires pour assurer leur progrès et leur avancement. Le gouvernement peut-il être blâmé pour avoir répondu aux demandes qui lui ont été faites? Si l'on veut que les municipalités qui sont riches paient pour celles qui le sont moins, on doit leur permettre d'agir en liquidateur et de régir les finances de celles dont elles assument la direction.

Il déclare que l'opposition devrait s'y prendre d'une autre manière pour faire de l'obstruction et que le rôle qu'elle joue n'est pas du tout celui qui lui est assigné, mais il félicite le député de Westmount (M. Smart) d'avoir approuvé le bill au comité et demande au comité de voter le projet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle de nouveau qu'il est opposé au bill.

Le préambule est adopté; les clauses également.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants: "le bill soit référé de nouveau au comité général, pour y être amendé en ajoutant, dans le premier article, après les mots "aidée par elle", dans la deuxième et la troisième ligne, les mots suivants, savoir: "dans le but de payer les débetures échues ou à devenir échues et les intérêts ou arrérages d'intérêt sur ces débetures."

Des députés de l'opposition réclament le vote sur cet amendement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Bray, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Hamel, Hushion, Laferté, Lafond, Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Savoie, Smart (Applaudissements de la droite), Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) exige que le vote soit pris de nouveau.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron,

Bernard, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Gault (Applaudissements de la droite), Hamel, Hushion, Laferté, Lafond, Lafrenière (Richelieu), Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Savoie, Smart, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 54.

Contre: MM. Beaudoin, Bray, Duranleau, Faucher, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Patenaude, Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 14.

Ainsi, la motion principale est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 30 du soir.

---

## NOTES

1. Il s'agit de Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord, Laval-de-Montréal et Saint-Michel.

2. Il s'agit de Médéric Martin, maire de Montréal, qui se trouvait présent à ce moment dans la galerie des conseillers législatifs, selon *l'Événement*.

3. Allusion à la nouvelle toge du maire de Montréal, qui venait d'arriver de Londres et qui lui a été présentée l'avant-veille, comme le signalent les journaux.

4. M. Reed a été maire de Maisonneuve de 1905 à 1907.

5. M. Sauvé veut cette fois, note *l'Événement*, rappeler le mouvement d'indépendance de M. Reed.

6. Le premier ministre s'est absenté pour quelques minutes, selon *l'Événement*.

7. Il retira son appel quand le premier ministre est réapparu, d'après *l'Événement*.

Séance du 7 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements le bill 162 modifiant le code municipal relativement à la subdivision de certains terrains dans les municipalités de village.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 137 amendant la charte de l'Hôpital général du district de Bedford.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 99 constituant en corporation le Crédit National;

- bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 76 constituant en corporation les syndics de la paroisse de Sainte-Cécile de Montréal.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de The Beauharnois Electric Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont

été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Beauharnois Electric Company Ltd.

M. Philps (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 139 amendant la charte de la Beauharnois Electric Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Violation de la loi des liqueurs  
à Joliette

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Quels sont les noms des personnes du district de Joliette qui ont payé l'amende pour avoir vendu de la boisson en 1923 en violation de la loi des liqueurs de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): Aucune.

Marque de whiskey  
vendue à Valleyfield

M. Smart (Westmount): 1. Quelle marque de whiskey s'est le plus vendue dans les deux magasins de liqueurs de Valleyfield durant l'année 1923?

2. Quelle quantité de ce whiskey en gallon a été vendue durant cette année?

3. Quelle quantité de ce même whiskey a été vendue durant l'année 1922?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Old Charter Rye Whiskey.

2. 14,470 gallons.

3. 331 gallons.

Détournement de fonds  
à la Commission des liqueurs de Montréal

M. Smart (Westmount): 1. Un nommé Carl, gérant d'un des magasins de la Commission des liqueurs de Montréal, a-t-il été arrêté sur une

accusation de détournement de fonds et de contrebande, et a-t-il été trouvé coupable sur les deux accusations?

2. Dans l'affirmative, le même homme a-t-il été subséquemment réinstallé et promu?

3. Dans l'affirmative, quelle position cet homme occupe-t-il et quel est son titre officiel?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Non. 2 et 3. ...

#### **Honoraires payés à des avocats**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** Quels sont les noms et adresses des avocats à qui le gouvernement a payé des honoraires depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1923, et combien a-t-il payé à chacun?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est impossible de donner ces renseignements, car des montants sont payés par des shérifs et percepteurs qui n'ont pas encore fait rapport.

#### **Fils de Charles Lanctôt à l'emploi du gouvernement**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** 1. Combien de fils de M. Charles Lanctôt ont été à l'emploi du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920?

2. Quels sont leurs noms?

3. Quelles ont été leurs fonctions?

4. Combien de temps chacun a-t-il travaillé?

5. Combien chacun a-t-il reçu?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1, 2 et 3. Deux: Le lieutenant Jean Lanctôt, ingénieur civil, et Hugues Lanctôt ont été employés à la Voirie. Un autre, Philippe, a été employé temporairement, de temps en temps, comme d'autres étudiants.

4 et 5. Voir comptes publics.

#### **Sommes payées pour chemins de colonisation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À quelle personne a été remis ou adressé chaque chèque émis en paiement des montants qui, d'après les comptes publics, 1923, page 274, paraissent avoir été payés à différents comtés de la province pour chemins de colonisation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le rapport général du ministre de la Colonisation, des

Mines et des Pêcheries donne ce renseignement.

#### **M. E.-C. Necker, employé à la Voirie**

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** 1. M. E.-C. Necker a-t-il été à l'emploi du département de la Voirie comme officier permanent?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date?

3. A-t-il avant d'entrer en fonction prêté le serment d'allégeance prescrit par la loi?

4. Si non, pour quelles raisons?

5. Le département de la Voirie a-t-il payé à M. Necker, pour dépenses de voyage, d'autres sommes que les \$1,234.36 mentionnés à la page 213 des comptes publics, 1922, et les \$3,168.09 mentionnés à la page 234 des comptes publics, 1923?

6. Si oui, quelles sommes?

7. M. Necker est-il encore à l'emploi du département de la Voirie?

8. Si non, depuis quelle date et pour quelles raisons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

1. Oui.

2. Du 1<sup>er</sup> juin 1922 au 30 juin 1923.

3 et 4. On l'ignore.

5. Non.

6. Non.

7. Non.

8. A démissionné le 30 juin 1923.

#### **Employé chargé de la publicité du gouvernement**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est le nom de l'employé du gouvernement qui est chargé de contrôler les annonces et la publicité qui sont faites pour le bénéfice de la province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'y a pas d'employé spécial chargé de contrôler les annonces et la publicité, chaque département y voyant séparément.

#### **M. Onésiphore Talbot, employé du gouvernement**

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. M. Onésiphore Talbot occupe-t-il une charge permanente du gouvernement provincial depuis ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1923?

2. Le gouvernement l'a-t-il autorisé à faire

des discours politiques pendant les élections générales de 1923?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. Le gouvernement ne l'a pas autorisé et il ignore s'il a fait des discours politiques pendant l'année 1923.

**M. Napoléon Belleau,  
préposé à la préparation  
des listes électorales de Québec**

**M. Langlais (Témiscouata):** 1. M. Napoléon Belleau, préposé à la préparation des listes électorales dans la cité de Québec, est-il encore à l'emploi du gouvernement?

2. Le gouvernement ou aucun des ministres l'a-t-il autorisé à s'absenter de son bureau pendant les élections générales de 1923 et à travailler activement pour le candidat Cannon, dans la division de Québec-Centre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. M. Belleau n'est pas à l'emploi du gouvernement, mais est préposé à la préparation des listes électorales de la cité de Québec, conformément au statut qui pourvoit à ces listes.

2. Le gouvernement n'a pas été et ne peut être appelé à autoriser M. Belleau à prendre part à une élection et il ignore s'il a pris part à la campagne électorale dans Québec-Centre, en 1923.

**Sommes converties à l'usage personnel  
des employés du gouvernement**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle somme globale de deniers publics des employés du gouvernement ont-ils convertie à leur usage personnel, d'après les rapports que le gouvernement a reçus de ses vérificateurs, inspecteurs et contrôleurs, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement fait vérifier les comptes et les livres des employés publics et reçoit des rapports confidentiels qu'il n'est pas dans l'intérêt public de publier.

**Salaire supplémentaire payé  
à M. G.-L. Dussault**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quels sont les services pour lesquels le département du procureur général a payé à M. G.-L. Dussault un salaire

spécial de \$200 pendant l'exercice 1922-1923?

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il approuvé par ordre en conseil le paiement de ce salaire supplémentaire?

3. À quelle date?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Services comme un des assistants secrétaires du procureur général.

2 et 3. Non, la chose n'étant pas nécessaire en vertu de la loi.

**Salaire de M. G.-L. Dussault  
à la Commission de refonte des statuts**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien M. G.-L. Dussault reçoit-il par mois à la Commission de refonte des statuts?

2. Quel travail fait-il pour la commission?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. \$50 par mois.

2. Il agit comme secrétaire archiviste et comme secrétaire des commissaires.

**Barrage de la Grande Décharge**

**M. Lortie (Soulanges):** 1. L'assistant procureur général, M. Charles Lanctôt, lors de son voyage aux États-Unis à la fin de décembre 1922, a-t-il rencontré quelque personne intéressée dans le barrage de la Grande Décharge?

2. Si oui, qui?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1 et 2. Non.

**M. R.-A. Benoit, employé  
au département du procureur général**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. À quelle date M. R.-A. Benoit a-t-il été nommé officier spécial au département du procureur général?

2. Quelles sont les connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques spéciales de M. Benoit qui ont autorisé le gouvernement à le nommer officier spécial au département du procureur général?

3. Quel traitement et quelle classe lui ont été attribués?

4. Quel est son traitement actuel?

5. Le procureur général l'a-t-il autorisé à s'absenter du bureau pour remplir jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1922 la position de traducteur permanent au Sénat du Canada, à Ottawa?

6. Le procureur général l'a-t-il autorisé à tenir le poste de rédacteur politique au journal *Le Soleil*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le 30 juillet 1920.

2. Une expérience de plusieurs années dans la traduction et la rédaction des lois.

3. \$3,000, classe 1B.

4. A été porté à la division 1A le 6 octobre 1921 et touche actuellement \$3,200.

5. Le procureur général l'a autorisé à s'absenter parfois pour compléter son travail au Sénat.

6. Le procureur général est informé qu'il ne tient pas le poste de rédacteur politique au *Soleil*.

Frais de publicité payés  
à la Mount Royal News & Advertising

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): Quels sont les propriétaires ou directeurs et le gérant de la Mount Royal News & Advertising à qui le gouvernement a payé des frais de publicité?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement ne les connaît pas.

M. John H. Roberts,  
libéré de prison

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. M. John H. Roberts a-t-il été, avant le 29 décembre 1923, libéré de l'emprisonnement auquel il a été condamné par la loi 13 George V, chapitre 18?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Sur la recommandation de quel ministre le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il exercé le droit de pardon?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Le 12 avril 1923.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil a exercé le droit de pardon qui lui appartient, sur avis de ses ministres.

Commission du service civil

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. À quelle date la Commission du service civil a-t-elle été nommée?

2. Qui en fait partie?

3. Qui en est le président?

4. Qui en est le secrétaire?

5. Quelle rémunération le président, le

secrétaire et les membres vont-ils recevoir?

6. En vertu de quelle autorité ou loi cette commission a-t-elle été nommée?

7. Pour quelles fins?

8. Quels pouvoirs a-t-elle?

9. À quelles dates a-t-elle tenu des séances?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 15 août 1923.

2. Tous les sous-ministres, le surintendant de l'Instruction publique et MM. J.-N. Miller, G.-W. Parmelee, J.-B. Dionne, Oscar Bélanger et C.-O. Lavoie.

3. M. Charles Lanctôt.

4. MM. G.-L. Dussault et Paul-E. Caron.

5. L'arrêté en conseil ne pourvoit à aucune rémunération.

6. En vertu des pouvoirs administratifs de l'Exécutif de la province.

7 et 8. Pour s'enquérir des conditions du service civil et de la rémunération des officiers et employés, ainsi que faire rapport.

9. Le gouvernement l'ignore, vu qu'il n'a pas encore le rapport de la commission.

Sommes déposées par le comptable  
de l'Assemblée législative

M. Dufresne (Joliette): 1. À quelle banque le comptable de l'Assemblée législative a-t-il déposé les sommes qu'il a reçues pendant le dernier exercice?

2. Sur quelle rue et à quel numéro de cette rue est située la banque où le dépôt de ces sommes a été fait?

3. Quelle a été la balance minimum de ce dépôt pour chaque mois du dernier exercice?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Banque Nationale et Banque de Montréal.

2. Banque Nationale, 71, rue Saint-Pierre; Banque de Montréal, 101, rue Saint-Joseph.

3. Banque Nationale

1922, juillet Nil

août Nil

septembre Nil

octobre \$1,500.00

novembre 1,100.00

décembre 600.00

1923, janvier 706.21

février 1,440.00

mars Nil

avril Nil

mai Nil

juin Nil

Banque de Montréal	
1922, juillet	\$ 2,885.25
août	6,670.80
septembre	1,392.16
octobre	11,258.35
novembre	1,047.73
décembre	1,047.73
1923, janvier	1,780.40
février	3,282.71
	(soutiré)
mars	547.49
	(soutiré)
avril	1,419.15
mai	907.00
juin	Nil

### Charte de Lévis

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 amendant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Succession J.-A. Massue

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 amendant la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté.

### En comité:

M. Ricard (Saint-Maurice) demande quelques explications.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le but de ce bill est de rétablir les termes du testament de M. Massue. Les termes en ont été modifiés en 1922 par une loi du Parlement et une des nièces de M. Massue, madame Bonnapetit, née Joséphine Drolet, vivant actuellement à Paris, demande qu'ils soient rétablis.

M. Ricard (Saint-Maurice): L'honorable

député connaît-il cette dame? Est-elle une nièce légitime?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne connais pas cette dame et, si mon honorable ami veut la connaître et connaître ses droits légitimes, il peut aller la voir à Paris. Nous lui dirons où elle demeure.

M. Ricard (Saint-Maurice): Si le député de Jacques-Cartier veut me payer mon passage, je n'ai pas d'objection.

M. le Président (M. Laferté, Drummond) lit le préambule du projet de loi:

"Attendu que madame Maurice Bonnapetit, se disant née Joséphine Drolet, actuellement de la cité de Paris, France, a, par sa pétition, représenté:

"Qu'elle est la fille de René Drolet, l'un des neveux de feu Joseph-Aimé Massue;

"Que ledit Joseph-Aimé Massue a, par son dernier testament, légué la propriété de ses biens aux enfants et neveux et nièce nommés, pour être partagée entre eux également par souche, suivant l'ordre des successions, à l'époque de la mort du dernier de sesdits neveux et nièce;

"Que par la loi 12 George V, chapitre 145, il a été décrété qu'il sera loisible à l'exécuteur testamentaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, à même l'excédent des revenus de la succession (y compris les revenus accumulés), les charges et rentes annuelles étant d'abord acquittées, et le fonds de réserve étant mis de côté, de faire à chacun des enfants desdits neveux et nièce du testateur, nés en légitime mariage et à naître en légitime mariage, des avances d'une somme n'excédant pas douze cents piastres par année, pour les premiers seize mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1922, et ensuite de continuer à faire à chacun d'eux des avances d'une somme égale jusqu'à concurrence d'une somme de trois mille huit cents piastres par année;

"Que la requérante prétend que l'emploi des mots "nés en légitime mariage", dans la section 2 de ladite loi, diffère des termes du testament, par lequel la propriété des biens a été léguée aux enfants "légitimes" des neveux et nièce dudit Joseph-Aimé Massue;

"Que ladite dame Joséphine Drolet, épouse de Maurice Bonnapetit, bien que prétendant être enfant légitime de René Drolet et comme telle appelée à recueillir sa part des biens légués par ledit feu Joseph-Aimé Massue, au décès de son père, René Drolet, se croit privée de l'avantage d'une rente à prendre sur l'excédent des revenus,

suivant la section 2 de la susdite loi, vu que l'exécuteur testamentaire n'est autorisé à payer cette rente qu'aux enfants "nés en légitime mariage" des neveux et nièce du testateur;

"Que cette loi a été adoptée hors la connaissance de ladite dame Joséphine Drolet, et qu'il y a lieu d'accéder à la demande qu'elle fait par sa pétition, et de modifier les termes de la section 2 de ladite loi."

**Des voix:** Explain! Explain!

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Par son testament, M. Massue a laissé une rente de \$2,000 à ses héritiers. La législature en 1922 a porté la rente à \$3,800 et elle a alors changé les termes du testament en disant que la rente ne devait être payée qu'aux enfants "nés en légitime mariage". Je comprends que madame Bonnapetit prétend que cela l'affecte et que la législature, dans un projet de loi qui était destiné à n'augmenter que la rente des héritiers, a violé ses droits en changeant les termes du testament. Le but du projet de loi est de les rétablir tout simplement.

**M. Plante (Beauharnois):** Je suis un ancien camarade de M. René Drolet, le père de madame Bonnapetit. Je m'étonne que M. Drolet n'ait pas approuvé le changement que l'on nous propose et ne nous ait pas donné son opinion. C'est le père de l'enfant. Il devrait être intéressé.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** J'ai bien connu M. René Drolet et je suis probablement le seul membre de la Chambre, avec le député de Beauharnois (M. Plante), qui le connaisse, mais je ne voterai pas cette loi qui donne un enfant à M. René Drolet tant qu'il ne l'aura pas reconnu devant moi. J'ai été étonné de voir apparaître ce bill au comité des bills privés et je crois avoir des raisons pour m'y objecter. Je m'y opposerai tant qu'on n'aura pas fait une preuve complète que René Drolet connaissait l'existence de l'amendement de 1922. On allègue qu'une réponse à un câblogramme envoyé à Paris dit que Drolet approuvait le bill en question et la demande de la pétitionnaire. J'ai déjà vu, sans vouloir insinuer quoi que ce soit, des câblogrammes qui étaient forgés et je ne veux pas accepter cette preuve. Je ne voterai pour le projet de loi que lorsque M. René Drolet me l'aura demandé.

Et maintenant, quel est l'aspect légal de la question? Il est vrai que je ne pratique pas ma profession d'avocat activement depuis quelques années, mais il me semble que l'on n'a pas prouvé

la légitimité. L'on aurait dû d'abord établir la filiation de la pétitionnaire, mais on a produit simplement un extrait de l'acte de naissance avec en marge le mot "légitime". La seule preuve en l'occurrence, c'était l'authenticité de la reconnaissance du père.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le père est désigné, dans ce document, sous le nom de M. René.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On a dit que M. Drolet n'a pu signer parce qu'il n'était pas en France, mais je crois que, dans les circonstances, nous ne devons pas adopter ce bill. Si les représentants des familles Massue et Drolet étaient ici, je suis convaincu qu'ils nous demanderaient de ne pas l'adopter.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je partage absolument les bons sentiments de mon honorable ami à l'égard des familles Drolet et Massue, mais il ne s'agit pas de légitimer personne. Il s'agit de rétablir les termes d'un testament. Les tribunaux diront si cette personne a des droits. Si la loi de 1912 lui a enlevé la chance de faire valoir des droits qu'elle prétend avoir, ne devons-nous pas lui permettre de s'adresser aux tribunaux? Or la législature lui a enlevé ces droits en modifiant les termes du testament. Il me semble que mon honorable ami (M. Mercier fils) devrait faire taire ces sentiments que je trouve très touchants, pour rendre justice.

**M. Richard<sup>1</sup> (Verchères):** L'honorable député de Jacques-Cartier nous dira-t-il quelles sont les objections que madame Bonnapetit a posées à cette loi arbitraire de 1922?

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Ce n'est pas une loi arbitraire que l'on a passée. Mais on a modifié les termes du testament en disant que les héritiers devaient être des enfants "nés en légitime mariage". On a vu cependant au comité une lettre dans laquelle il était dit que madame Bonnapetit avait chargé quelqu'un de s'opposer, mais qu'il n'a été rien fait.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Comment se fait-il que l'on a reçu, de Paris, de Rome, de partout, des pièces de toutes sortes relativement à cette affaire et que l'on n'ait pas pu produire le seul document qui eût eu de la valeur: la reconnaissance du père?



**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** J'irai plus loin. Je suppose que nous ayons un refus du père de reconnaître la légitimité de cette dame. Mais si elle nous disait: "Vous avez modifié les termes du testament et vous m'empêchez de faire valoir mes droits. Rétablissez le testament que vous avez modifié." Pourrions-nous refuser? Je crois que nous ne faisons que rendre justice en adoptant ce projet-là.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** Le préambule sera-t-il adopté?

Adopté.

Les articles sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte d'Outremont

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Tourville (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Municipalité scolaire protestante de Lachine, Lasalle et Dorval

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 érigeant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, en une municipalité scolaire pour les protestants, avec un bureau de six commissaires, et augmentant temporairement ses pouvoirs d'emprunt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Victimes de la conflagration de Sainte-Agathe-des-Monts

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 26 mai 1923, dans la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

Attendu que, le 26 mai 1923, un incendie a détruit une partie considérable de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

Attendu qu'il y a lieu, pour la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, à se procurer les deniers nécessaires pour venir en aide aux sinistrés et pour les autres fins ci-après énumérées, que le gouvernement de la province garantisse, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars en capital et intérêts et aux conditions ci-après énumérées, l'emprunt que la ville de Sainte-Agathe-des-Monts pourrait être autorisée à contracter;

Et attendu qu'il est à propos d'accorder ladite garantie;

1. Que la ville de Sainte-Agathe-des-Monts soit autorisée à contracter, par un ou plusieurs règlements qui ne seront pas soumis aux formalités exigées par la loi générale relative aux règlements d'emprunts par les municipalités, mais qui devront cependant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, un ou plusieurs emprunts, pour une période de temps de pas plus de quarante ans, n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante mille dollars, et que le produit de la vente des obligations serve à faire des avances sous forme de prêts aux sinistrés du 26 mai 1923, et aux autres fins et selon les conditions énumérées dans les résolutions suivantes.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, jusqu'à concurrence de la somme mentionnée dans la résolution précédente, en capital et intérêts, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, le paiement des obligations que peut émettre la ville de Sainte-Agathe-des-Monts sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. Que la garantie du gouvernement ne puisse être consentie qu'aux conditions suivantes:

a) Les avances mentionnées dans la résolution 1 ne seront faites par la ville de Sainte-Agathe-des-Monts qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâtisses détruites par ladite conflagration, ou leurs héritiers ou ayants cause, ou acquéreurs futurs des terrains dans cette partie incendiée de la ville, pour les aider à reconstruire ou à payer le coût de la reconstruction de ces maisons et bâtisses; pourvu que ladite reconstruction soit faite dans un délai de cinq ans de la date d'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

b) La ville de Sainte-Agathe-des-Monts aura le droit d'employer une partie des fonds empruntés au moyen du ou des règlements ci-dessus, pour l'acquisition, soit par achat de gré à gré ou par expropriation, des terrains et propriétés pour les fins d'élargissement de rues et ouvertures de nouvelles rues dans la partie incendiée de la ville et pour payer le coût des travaux qui en découleront; elle pourra aussi employer une partie desdits fonds empruntés pour payer le coût de la reconstruction de la ligne du système électrique de la ville de la partie incendiée le 26 mai 1923;

c) Lesdites avances faites aux sinistrés devront être garanties par une première hypothèque sur la propriété immobilière en faveur de laquelle l'avance est consentie; les montants ainsi prêtés ne devant en aucun cas dépasser soixante pour cent de la valeur des terrains et du coût des nouvelles constructions; et les obligations émises par la ville de Sainte-Agathe-des-Monts seront sujettes aux conditions de la loi générale relatives à la création et au placement d'un fonds d'amortissement et au paiement des intérêts;

d) Les règlements d'emprunts ci-dessus devront mentionner d'une manière spécifique et détaillée l'emploi qui devra être fait des deniers empruntés et être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que l'emprunt mentionné dans la première de ces résolutions n'affecte pas l'exercice des fonctions municipales par toute personne pouvant bénéficier dudit emprunt et n'affecte pas la limite du pouvoir d'emprunt de la ville de Sainte-Agathe-

des-Monts.

5. Que les propriétaires de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts ne puissent reconstruire dans la partie incendiée sans avoir au préalable fait approuver leurs plans de construction par le conseil après rapport de l'ingénieur désigné par ce dernier.

6. Que ladite ville de Sainte-Agathe-des-Monts soit autorisée à exproprier ou acheter de gré à gré des propriétés pour l'élargissement de certaines rues et l'ouverture de rues nouvelles dans la partie incendiée, et que les dispositions des statuts refondus, 1909, relatives aux chemins de fer s'appliquent à ces expropriations, sauf que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Déclarations de société et autres

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 33 modifiant les statuts refondus, 1909, et le code civil relativement aux déclarations de société et autres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Victimes de la conflagration de Sainte-Agathe-des-Monts

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 26 mai 1923, dans la ville Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

**En comité:**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

Attendu que, le 26 mai 1923, un incendie a détruit une partie considérable de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts;

Attendu qu'il y a lieu, pour la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, à se procurer les deniers nécessaires pour venir en aide aux sinistrés et pour les autres fins ci-après énumérées, que le gouvernement de la province garantisse, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars en capital et intérêts et aux conditions ci-après énumérées, l'emprunt que la ville de Sainte-Agathe-des-Monts pourrait être autorisée à contracter;

Et attendu qu'il est à propos d'accorder ladite garantie;

1. Que la ville de Sainte-Agathe-des-Monts soit autorisée à contracter, par un ou plusieurs règlements qui ne seront pas soumis aux formalités exigées par la loi générale relative aux règlements d'emprunts par les municipalités, mais qui devront cependant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, un ou plusieurs emprunts, pour une période de temps de pas plus de quarante ans, n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante mille dollars, et que le produit de la vente des obligations serve à faire des avances sous forme de prêts aux sinistrés du 26 mai 1923, et aux autres fins et selon les conditions énumérées dans les résolutions suivantes.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, jusqu'à concurrence de la somme mentionnée dans la résolution précédente, en capital et intérêts, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, le paiement des obligations que peut émettre la ville de Sainte-Agathe-des-Monts sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. Que la garantie du gouvernement ne puisse être consentie qu'aux conditions suivantes:

a) Les avances mentionnées dans la résolution 1 ne seront faites par la ville de Sainte-Agathe-des-Monts qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâtisses détruites par ladite conflagration, ou leurs héritiers ou ayants cause, ou acquéreurs futurs des terrains dans cette partie incendiée de la ville, pour les aider à reconstruire ou à payer le coût de la reconstruction de ces maisons et bâtisses; pourvu que ladite reconstruction soit faite dans un délai de cinq ans de la date d'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

b) La ville de Sainte-Agathe-des-Monts aura

le droit d'employer une partie des fonds empruntés au moyen du ou des règlements ci-dessus, pour l'acquisition, soit par achat de gré à gré ou par expropriation, des terrains et propriétés pour les fins d'élargissement de rues et ouvertures de nouvelles rues dans la partie incendiée de la ville et pour payer le coût des travaux qui en découleront; elle pourra aussi employer une partie desdits fonds empruntés pour payer le coût de la reconstruction de la ligne du système électrique de la ville de la partie incendiée le 26 mai 1923;

c) Lesdites avances faites aux sinistrés devront être garanties par une première hypothèque sur la propriété immobilière en faveur de laquelle l'avance est consentie; les montants ainsi prêtés ne devant en aucun cas dépasser soixante pour cent de la valeur des terrains et du coût des nouvelles constructions; et les obligations émises par la ville de Sainte-Agathe-des-Monts seront sujettes aux conditions de la loi générale relatives à la création et au placement d'un fonds d'amortissement et au paiement des intérêts;

d) Les règlements d'emprunts ci-dessus devront mentionner d'une manière spécifique et détaillée l'emploi qui devra être fait des deniers empruntés et être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que l'emprunt mentionné dans la première de ces résolutions n'affecte pas l'exercice des fonctions municipales par toute personne pouvant bénéficier dudit emprunt et n'affecte pas la limite du pouvoir d'emprunt de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts.

5. Que les propriétaires de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts ne puissent reconstruire dans la partie incendiée sans avoir au préalable fait approuver leurs plans de construction par le conseil après rapport de l'ingénieur désigné par ce dernier.

6. Que ladite ville de Sainte-Agathe-des-Monts soit autorisée à exproprier ou acheter de gré à gré des propriétés pour l'élargissement de certaines rues et l'ouverture de rues nouvelles dans la partie incendiée, et que les dispositions des statuts refondus, 1909, relatives aux chemins de fer s'appliquent à ces expropriations, sauf que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne): La ville de Sainte-Agathe-des-Monts nous a demandé cette garantie afin d'aider ses citoyens qui ont été victimes du feu. La ville prêtera à ses citoyens pour leur permettre de se reconstruire. C'était le moyen de les empêcher d'aller s'établir ailleurs, de

les garder à Sainte-Agathe, car l'argent doit être prêté aux sinistrés à de bonnes conditions pour se bâtir des maisons.

À cette fin, le gouvernement garantit, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas \$150,000 en capital et intérêts et à certaines conditions, l'emprunt que la ville de Sainte-Agathe pourrait être autorisée à contracter. Cet emprunt est soumis aux formalités exigées par la loi relative aux règlements d'emprunts par les municipalités, mais qui devront être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le gouvernement exige pour garantir cet emprunt les conditions suivantes: Les avances aux sinistrés ne doivent être faites qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâties détruites dans la conflagration pour les aider à reconstruire, pourvu que la reconstruction soit faite dans un délai de cinq ans. De plus, la ville de Sainte-Agathe-des-Monts aura le droit d'employer une partie des fonds empruntés pour l'acquisition des terrains et propriétés nécessaires pour fins d'élargissement de rues ou ouvertures de nouvelles artères dans la partie incendiée de la ville; elle pourra aussi employer une partie de ces fonds pour payer le coût de la reconstruction de la ligne du système électrique de la partie incendiée de la ville.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Pourquoi Sainte-Agathe n'a-t-elle pas emprunté seule?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Sainte-Agathe a besoin de son pouvoir d'emprunt pour ses améliorations ordinaires.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** L'endossement de la province permettra à Sainte-Agathe de vendre ses obligations à meilleur compte.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** C'est le mode ordinaire d'aider les villes qui ont des sinistres?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** C'est le mode que nous avons adopté pour venir en aide à Terrebonne, où il y a eu une conflagration.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est ce que nous avons fait pour Trois-Rivières et ailleurs.

**M. Langlais (Témiscouata)** pose quelques questions.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** demande la permission de présenter le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Protection des édifices publics contre les incendies

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer, parmi les trois membres du bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 3789h des statuts refondus, 1909, tel que modifié par la loi 13 George V, chapitre 58, section 1, un examinateur en chef dont le salaire ne devra pas dépasser la somme de trois mille cinq cents dollars par année.

2. Que les deux autres membres du bureau reçoivent un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille piastres par année.

Le but des résolutions est de porter le salaire de l'examineur en chef des édifices publics pour la protection contre l'incendie à \$3,500. Nous avons un bureau d'examen qui est organisé depuis longtemps. Il prend beaucoup d'importance. Il fait passer des examens et délivre des certificats.

Il y a eu de nombreux incendies dans nos édifices publics, dans nos églises. Nous avons cru que l'inspection devrait être plus sévère. Pour le poste d'examineur en chef, nous avons pu nous assurer les services de M. Mochon, un des électriciens les plus compétents de la province, qui était à l'emploi de la Montreal Light, Heat & Power. Nous sommes obligés de lui payer un salaire convenable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le salaire n'est pas exorbitant si l'examineur en chef est compétent. Il a beaucoup à faire et il peut rendre de grands services.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** M. Mochon est en fonction et il a commencé à faire du bon travail.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que nous pouvons avoir un rapport de ses travaux?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Certainement, un rapport annuel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien gagnent les autres examinateurs?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** MM. Dorais et Walsh auront \$1,000<sup>2</sup>, mais ils font autre chose. Les examinateurs ont des inspecteurs qui visitent les édifices publics. Ils rendent de précieux services. On a commencé une campagne d'éducation dans la province.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Les collègues de M. Mochon à qui l'on veut donner un salaire de \$1,000, parce qu'ils ne consacrent pas tout leur temps à ces fonctions, devraient être permanents. Je crains qu'ils ne soient tentés de négliger leur travail. Du moment, cependant, qu'on leur donne ce salaire tout en n'exigeant pas qu'ils consacrent tout leur temps à cela, je crois que c'est trop cher.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il faut toujours qu'ils reçoivent quelque chose pour leur déplacement. Je dois dire qu'à la campagne il y a des gens qui sont réfractaires à l'inspection de leurs édifices. C'est regrettable.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Vous avez obtenu des résultats?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les assurances nous disent que notre bureau d'examen rend de grands services.

**Une voix:** Les examinateurs ont-ils visité tous les édifices publics?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** À peu près tous. Ils continuent leur visite, du reste. Ils nous font rapport. On nous rapporte cependant trop souvent que les installations électriques sont défectueuses. Mais notre organisation est satisfaisante; elle satisfait, en particulier, les Underwriters qui se tiennent aux rapports de nos inspecteurs.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** demande s'il y a des sanctions contre les négligents.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il y a une sanction dans ce sens que les compagnies d'assurances refusent d'assurer un édifice sur lequel les rapports ne seraient pas bons.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Supposons qu'une compagnie d'assurances refuse d'assurer un édifice. Le ministre intervient-il pour faire les réparations? Y a-t-il des sanctions?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si un propriétaire d'édifice ne se conforme pas aux règlements, il peut être poursuivi. Les électriciens qui font l'installation des services d'éclairage doivent être munis de certificats.

**M. Langlais (Témiscouata):** Dans le cas de dissension parmi les examinateurs, y a-t-il lieu d'appel?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Cela ne s'est pas encore présenté. Mais c'est la décision du chef du bureau qui doit faire foi de tout.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Y a-t-il eu des incendies après un examen d'édifices par les officiers du gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Pas à ma connaissance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que M. Mochon a examiné l'installation électrique du palais de justice de Saint-Jérôme? N'y a-t-il pas eu de plaintes à ce sujet?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je ne pourrais dire. Nous n'avons pas encore de rapport.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai ici le rapport du ministre et je ne trouve pas le rapport de ce bureau d'examen.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si vous voulez m'envoyer votre rapport, je vais vous l'indiquer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** envoie le rapport au ministre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** À la page 120, vous trouverez ce rapport.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** suggère l'idée d'étendre cette loi de la protection contre les incendies aux édifices privés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** répond que la question est ouverte, mais qu'il y a bien des objections.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Demande et dépôt de documents:

##### Ponts en fer

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il

soit mis devant cette Chambre un état indiquant les noms des municipalités où se sont construits des ponts en fer depuis 1916 et le pourcentage que ces municipalités ont payé sur le coût de construction de ces ponts.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant les noms des municipalités où se sont construits des ponts en fer depuis 1916 et le pourcentage que ces municipalités ont payé sur le coût de construction de ces ponts. (Document de la session no 62)

#### Questions et réponses:

##### Ponts en fer

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les municipalités qui n'ont rien payé pour le coût de la construction de leurs ponts en fer construits depuis 1916?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Batiscan	Batiscan
Saint-Tite	Grande Décharge
Saint-François	Émond
Donnacona	J.-Cartier
Sillery (Spencer Wood)	David

##### L'échevin Lesage, de Québec, à l'emploi du gouvernement

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** 1. L'échevin Lesage, de Québec, est-il toujours à l'emploi du gouvernement comme commissaire-enquêteur des chemins à barrières et des ponts de péage?

2. Quelles enquêtes a-t-il faites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1923?

3. Le gouvernement l'a-t-il autorisé à agir comme organisateur des forces ministérielles pendant les élections générales de 1923?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui.

2. Aucune n'a été nécessaire.

3. Aucune autorisation ne fut demandée ni accordée.

### Dépenses pour éclairage à Spencer Wood

**M. Dufresne (Joliette):** Est-il exact, ainsi que l'indiquent les comptes publics, que le gouvernement aurait payé \$804.38 à la Quebec Railway Light, Heat & Power Company pour éclairage à Spencer Wood en 1916-1917 et \$2,838.84 en 1922-1923?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, mais dans l'item de \$2,838.84 il y a une somme de \$759.54 pour des comptes de l'exercice 1921-1922; le pouvoir n'est pas fourni pour l'éclairage seulement, mais aussi pour un poêle électrique dans la cuisine et pour une machine à faire la glace.

### Charbon et cordes de bois pour Spencer Wood

**M. Pellerin (Maisonnette):** Combien de tonnes de charbon et de cordes de bois le gouvernement a-t-il payées pour Spencer Wood: a) pendant l'exercice 1916-1917; b) pendant l'exercice 1922-1923?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** a) 166 tonnes; b) 343 tonnes et 134 cordes de bois.

### Employés à Spencer Wood

**M. Pellerin (Maisonnette):** Combien de personnes y avait-il sur la liste de paie de Spencer Wood: a) pendant l'exercice 1916-1917; b) pendant l'exercice 1922-1923?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** a) 14; b) 14.

### M. Charles Taschereau à l'emploi du gouvernement

**M. Dufresne (Joliette):** 1. M. Charles Taschereau, fils du premier ministre, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis juillet 1920?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date?

3. Quel travail a-t-il fait?

4. Quel salaire a-t-il reçu?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. M. Charles Taschereau, étudiant en génie civil à l'École polytechnique de Montréal, comme d'au-

tres étudiants a travaillé pendant ses vacances dans le service des ponts-routes.

2. 1<sup>er</sup> au 30 juin, en 1921, 1922 et 1923.

3. Aide-ingénieur.

4. 1921, \$100; 1922, \$100; 1923, \$100.

### Locaux loués à Québec pour des bureaux du gouvernement

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. Quels locaux le gouvernement a-t-il loués dans la cité de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921, pour y installer des bureaux?

2. De qui a-t-il loué ces locaux, quelle est la durée du bail et quel loyer paie-t-il dans chaque cas?

3. Combien ont coûté les réparations faites dans chaque local?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. et 2. 86, rue Lachevrotière, madame veuve Paul Blouin, juillet 1922 à avril 1925, \$1,800 par année; 53 et 55, rue Sainte-Ursule, madame veuve Joseph Lantagne, juillet 1922 au 30 avril 1925, \$1,800 par année; 12, rue du Parloir, J. Vaillancourt, 15 juin 1923 au 30 avril 1925, \$1,200 par année; étage supérieur à l'Auditorium de Québec, juillet 1922 au 30 avril 1925, \$2,000 par année; 203, rue Saint-Jean, C. W. Lindsay limitée, chambres 37 et 38, 20 novembre 1922 au 30 avril 1925, \$324 par année; 203, rue Saint-Jean, C. W. Lindsay Limited, chambres 34 et 35, 15 août 1922 au 30 avril 1925, \$250.75 par année.

3. Pas de réparations.

### Dépenses pour appareils téléphoniques à Spencer Wood

**M. Pellerin (Maisonnette):** 1. Pour combien d'appareils téléphoniques en usage à Spencer Wood le gouvernement a-t-il payé \$118 à la Bell Telephone Company en 1916-1917?

2. Pour combien d'appareils téléphoniques en usage à Spencer Wood le gouvernement a-t-il payé \$777.21 pendant le dernier exercice?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. Quatre.

2. Onze, mais sept de ces appareils sont à l'usage du lieutenant-gouverneur et de son personnel, à ses bureaux au palais législatif.

**Dépôt de documents:****Émigration aux États-Unis**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 décembre 1922, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de l'émigration des nôtres aux États-Unis depuis janvier 1922. (Document de la session no 63)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 35.

---

**NOTES**

1. Cette intervention serait du député Ricard de Saint-Maurice, selon *le Soleil*.

2. \$1,000 selon *l'Action catholique*, \$800 selon *l'Événement*.



Séance du 8 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville Saint-Pierre,  
résolution du 4 février 1924

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que les articles 510 et 511 du règlement de l'Assemblée nationale soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 4 février 1924, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 4 février 1924 (M. Bercovitch).

Ville Saint-Pierre,  
résolution du 5 février 1924

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Daniel), que les articles 510 et 511 du règlement de l'Assemblée nationale soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 5 février 1924, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 5 février 1924 (M. Bercovitch).

Constituts et régime de tenure  
dans la cité de Hull

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 175 relatif aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la vente de certains terrains publics;
- bill 29 amendant la loi électorale de Québec;
- bill 51 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième;
- bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 66 amendant la loi constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec;
- bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine;
- bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul;

- bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi;

- bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé;

- bill 70 constituant en corporation le Séminaire de Gaspé;

- bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie;

- bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde;

- bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923;

- bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption;

- bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited;

- bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

#### Adoption de bills de communautés religieuses

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne vois pas pourquoi l'on exige des corporations religieuses qui n'ont guère de biens-fonds de communiquer un rapport annuel de leurs opérations, de leurs biens, etc., au lieutenant-gouverneur en conseil. C'est là une source d'ennuis pour nos institutions. Elles sont sur le même pied que les corporations civiles, elles devraient avoir les mêmes privilèges.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le seul objet en vue en demandant ce rapport annuel est de servir la statistique; nous avons retranché tout ce qui n'était pas nécessaire pour les besoins de la statistique. Que l'on ne voie en cela rien qui

puisse ressembler à de la tracasserie; nous voulons simplement que nos statistiques soient complètes. C'est, du reste, dans l'intérêt de la province de Québec d'avoir sur tout des statistiques aussi complètes que possible et c'est pourquoi, au cours de la présente session, un projet de loi sera présenté concernant les statistiques sur le mouvement démographique dans la province. C'est que nous voulons donner à la statistique en général toute l'importance qu'il sera possible de lui faire revêtir. Le but de la mesure n'est pas de causer d'ennuis aux communautés, mon honorable ami peut en être convaincu. D'ailleurs, la mesure a le soutien des institutions en question.

#### Crèche de Saint-Vincent-de-Paul

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Le Bon-Pasteur de Chicoutimi

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 constituant en corporation Le Bon-Pasteur de Chicoutimi.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Ursulines de Gaspé

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Séminaire de Gaspé

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 constituant en corporation le Séminaire de Gaspé.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Religieuses de Jésus-Marie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a

apportés au bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Institut des frères  
de Notre-Dame-de-Miséricorde**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Vente d'un immeuble par H. Décarie  
à Victor-E. Lambert**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Pères Augustins de l'Assomption**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Convention entre Cap-de-la-Madeleine  
et la Canada Steamship Lines Ltd.**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Empire Trust Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a

apportés au bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Perte de registres,  
paroisse Saint-Frédéric, Drummondville**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Barreau de la province de Québec**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Entrées dans les registres,  
paroisse Saint-Frédéric, Drummondville**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 155 légalisant certaines entrées dans les registres de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hôpital général du district de Bedford

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 137 amendant la charte de l'Hôpital général du district de Bedford.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Le Crédit National

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 99 constituant en corporation Le Crédit National.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hôpital français

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital français.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Statuts refondus, article 4497

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 amendant l'article 4497 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant les syndics d'écoles protestants pour la municipalité de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Nomination des exécuteurs testamentaires comme directeurs de compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant le droit des exécuteurs testamentaires et autres d'être nommés directeurs de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Beauharnois Electric Company Ltd.

M. Philips (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 amendant la charte de la Beauharnois Electric Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Demande de documents:

#### Construction et réparation de chemins à Laprairie

M. Patenaude (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Laprairie ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, au sujet de la construction, réfection ou réparation de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922, 1923 et 1924.

C'est un chemin de deux milles et quart de longueur qui relie la paroisse de Laprairie à celle de Saint-Constant. Il a été construit en 1916 au coût de \$20,000 et le prix d'achat a été réparti entre les diverses municipalités intéressées. Ces

dernières ont payé et c'était un chemin qui devait avoir une valeur de \$20,000. Un an ou deux après, le département de la Voirie décida qu'il fallait faire des travaux d'amélioration sur ce chemin. Le conseil municipal s'informa des devis de la réfection et des conditions spéciales furent faites pour Laprairie et Saint-Constant, et plus particulièrement pour Laprairie qui devait payer pour le premier mille et quart 25% et pour la seconde partie 60%. On a demandé des soumissions et un M. Léo Doyon fut le plus bas soumissionnaire, soit \$33,000<sup>1</sup>. Mais on a fait savoir au conseil municipal que M. Doyon ne devait pas avoir ce contrat, qui a été accordé à la Kennedy Construction Company pour \$53,000. Les travaux ont été faits et le coût total s'est élevé à \$84,000. Or ce chemin de deux milles et quart de longueur seulement avait déjà coûté \$20,000. De sorte que voilà un tronçon de chemin qui a coûté en chiffres ronds la somme de \$100,000. Là-dessus la part de la municipalité de Laprairie dans ce montant du coût du chemin a été de \$28,000.

L'on a manqué de méthode dans cette affaire. Pourtant, il n'y avait pas de difficultés particulières dans les travaux de ces réfections. La base du chemin était solide et l'on n'a fait que des travaux de surface. On n'a pas fait autre chose. Comment se fait-il alors que ce bout de chemin ait coûté si cher?

Dans des cas de cette nature, on devrait faire une enquête de façon à ce que l'on ne charge pas trop les municipalités du poids de la réfection de ces chemins afin de ne pas les porter à se décourager. Dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas de doute que l'on découvrirait, à la lumière d'une enquête, qu'il y a eu, au moins, défaut de méthode.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** À première vue, les chiffres cités par mon honorable ami peuvent paraître un peu extraordinaires, mais quand on connaît les faits on voit que le gouvernement ne peut être blâmé. Tout d'abord, il est injuste de reporter sur le coût de la construction de ce chemin la somme de \$20,000 qu'ont eu à payer les municipalités intéressées. Cette somme a été payée, non pas pour la confection du chemin, mais pour l'achat du péage, car ce chemin a été acheté de madame Brousseau, qui avait deux droits de péage sur ce chemin. En 1916, le gouvernement a voulu faire disparaître le péage et il a accordé une somme de \$20,000<sup>2</sup> à madame Brousseau pour le chemin. Cela ne représentait pas, je le répète, le coût de la construction du chemin.

Après l'achat du chemin, l'on s'est adressé

au département des chemins pour faire des travaux permanents sur cette route. C'est un chemin d'une grande importance, sur lequel passent un grand nombre de maraîchers qui vont sur les marchés de Montréal porter leurs produits. On demandait de pousser les travaux le plus rapidement possible et l'on était en automne, à une saison difficile. Les ingénieurs se rendirent sur les lieux. Dans les deux estimés qui furent faits par les ingénieurs, il n'y eut cependant qu'une différence de \$800, ce qui n'est pas très considérable, si l'on considère qu'il s'agissait d'une route très difficile à réparer et qui, d'ailleurs, avait été détériorée considérablement depuis quelques années. Le conseil municipal leur représenta que les fondations de ce chemin étaient bonnes encore et l'on fit des devis pour des travaux de macadam à l'eau. Mais plus tard il fut décidé que l'on ferait plutôt du macadam bitumineux. On demanda des soumissions et deux soumissionnaires se présentèrent, M. Doyon et la Kennedy Construction Co. Dans des travaux précédents, M. Doyon n'avait pas donné satisfaction et l'on accorda le contrat à la Kennedy. Il n'y avait, du reste, qu'une différence de \$8,000 entre les deux soumissionnaires<sup>3</sup>. Le conseil a accepté ces arrangements de même que la soumission Kennedy.

Les travaux ont commencé, mais l'on a immédiatement constaté que la fondation du chemin était à recommencer et qu'il était nécessaire d'appliquer d'abord une couche de pierre de huit pouces avant d'appliquer une couche de bitume. Le département de la Voirie a aussitôt notifié le conseil de cette complication. La corporation a consenti aux nouvelles spécifications, qui furent faites, et voilà pourquoi le chemin, au lieu de coûter \$53,000, a coûté \$80,000. Cette différence provient de la fondation qu'il a fallu recommencer dans des temps difficiles. Il a fallu également refaire les pontceaux. La première inspection avait été faite en décembre 1917, alors que la route était gelée ainsi que les pontceaux.

**M. Plante (Beauharnois):** Quel était le premier inspecteur de ce chemin?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que c'était un monsieur Montreuil. L'on s'est donc trouvé, dans ce cas, dans des circonstances toutes spéciales. À quoi aurait servi un macadam bitumineux comme on en voulait un sur des fondations qui n'existaient même pas? La population de Laprairie n'a pas de raison de se plaindre du gouvernement, qui a d'abord fait disparaître son chemin de péage et enfin qui l'a réparé de façon à en

faire un des plus beaux chemins de la province. Il se trouve, d'ailleurs, que la municipalité en question ne s'est jamais plainte. Elle a même, d'après le dossier, accepté tous les comptes. Le député de Jacques-Cartier semble le seul à se plaindre.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je ne partage pas l'opinion de l'honorable ministre de la Colonisation et je crois que le fond du chemin devait être solide puisqu'il a duré pendant 40 ans. Laprairie a construit les premiers bons chemins de la province. Le chemin de madame Brousseau était un des plus solides du comté. La construction des routes dans Laprairie, excepté celle d'Édouard VII, a coûté très cher. L'explication des ponceaux n'est pas suffisante et le prix d'achat et celui de réfection représentent une somme de \$40,000 du mille pour cette route. Ce seul chiffre suffit pour démontrer qu'il y a urgence. Quant aux sentiments de la population, si l'honorable ministre se rendait sur les lieux, il verrait que les citoyens sont loin d'être satisfaits.

La proposition est adoptée.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à midi trente.

---

#### NOTES

1. Les chiffres ne sont pas les mêmes dans tous les journaux. *Le Soleil* donne comme soumissions: \$33,000 et \$53,000; la *Gazette*, \$55,000 et \$56,000.

2. La somme était de \$20,000 selon *le Soleil* et de \$19,000 selon *l'Événement*.

3. Ici aussi, les chiffres diffèrent: \$8,000 selon *le Soleil* et \$800 selon la *Gazette*.

Séance du 11 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi de l'hygiène publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Pénalité pour émission et vente de valeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 40 établissant une pénalité pour l'émission et la vente, en certains cas, d'actions, d'obligations et autres valeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Referendum sur l'avance de l'heure

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 46 concernant la consultation des électeurs par voie de referendum au sujet de l'avance de l'heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Émission et vente d'actions et autres valeurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 37 concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Dettes de municipalités de comté

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 180 concernant le paiement de certaines dettes des municipalités de comté par les cités et villes détachées du comté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Biens non imposables dans les municipalités

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, la loi des cités et villes, 1922, et le code municipal, relativement aux biens non imposables dans les municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Désordres dans des maisons sur les frontières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 49 concernant la répression de certains désordres dans les maisons construites sur les frontières de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Démission de M. E.-M. Dechêne comme sous-ministre des Terres et Forêts

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): 1. M. E.-M. Dechêne a-t-il donné sa démission comme sous-ministre des Terres et Forêts?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Pour quelles raisons personnelles ou autres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Le 9 octobre 1923.

3. Pour raisons de santé.

#### Sommes déboursées pour frais de publicité

M. Lortie (Soulanges): 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies

auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922?

2. Combien a-t-il été payé ou avancé à chacun: a) pour frais d'annonces; b) pour frais d'impression et de reliure; c) pour frais de publicité?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les renseignements demandés se trouvent aux comptes publics pour la période finissant le 1<sup>er</sup> juillet 1923. Quant aux montants déboursés pendant l'exercice en cours, le gouvernement répondra à cette question, si elle lui est posée.

#### Signs of Canada Ltd.

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):**

1. La compagnie Signs of Canada Ltd. a-t-elle fait rapport au Secrétariat de la province conformément à la loi des compagnies de Québec?

2. Quel est le capital-actions de cette compagnie?

3. Quel est le montant total versé sur les actions?

4. Quels sont les noms et adresses des directeurs de la compagnie?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui.

2. \$20,000.

3. \$19,540.

4. O.-A. Bériau, M.-A.-E. Couture et A. Bérubé, tous de Québec.

#### Augmentation de salaire des officiers ou messagers

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):**

Pour quelles raisons les officiers, commis ou messagers, qui n'ont pas atteint le maximum de traitement attribué à leur classe ou division, n'ont-ils pas reçu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1923 l'augmentation prévue par l'article 658 des statuts refondus, 1909?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement attend le rapport de la commission dite du service civil.

#### Compagnie N.-G. Valiquette ltée

**M. Pellerin (Maisonnette):** 1. La compagnie N.-G. Valiquette ltée, de Montréal, a-t-elle fait rapport au Secrétariat de la province conformément à la loi des compagnies de Québec?

2. Quels sont les noms et adresses des di-

recteurs de cette compagnie?

**L'honorable M. David (Terrebonne):**

1. Cette compagnie, n'ayant pas été constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1920, n'est pas tenue de transmettre au Secrétariat de la province le rapport prescrit par ladite loi.

2. Ignore.

#### Allocations et honoraires des sous-ministres

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Combien chacun des sous-ministres a-t-il reçu, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1923, en plus du traitement que lui alloue l'article 658 actuel des statuts refondus, 1909: a) pour frais de voyage; b) pour honoraires; c) pour autres traitements, pour gratification, allocations ou autres rémunérations?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les renseignements demandés se trouvent aux comptes publics pour la période finissant le 1<sup>er</sup> juillet 1923. Quant aux montants déboursés pendant l'exercice en cours, le gouvernement répondra à cette question, si elle lui est posée.

#### Frais d'annonces et d'impression

**M. Lortie (Soulanges):** 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, d'impression ou de reliure, depuis la date de la préparation de la réponse que le trésorier de la province a faite à l'Assemblée le 20 décembre 1922?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: a) pour frais d'annonces; b) pour frais d'impression et de reliure?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les renseignements demandés se trouvent aux comptes publics pour la période finissant le 1<sup>er</sup> juillet 1923. Quant aux montants déboursés pendant l'exercice en cours, le gouvernement répondra à cette question, si elle lui est posée.

#### Docteur Prosper Synott, registrateur à la Baie-Saint-Paul

**M. Langlais (Témiscouata):** 1. En quelle année le docteur Prosper Synott a-t-il été nommé registrateur de la seconde division Charlevoix-Saguenay (à la Baie-Saint-Paul)?



2. Quel salaire le docteur Synott reçoit-il comme registrateur?

3. Est-il tenu de ne s'occuper que de son emploi?

4. Est-il à la connaissance du gouvernement que le docteur P. Synott réside aux Éboulements, soit 10 milles de son bureau?

5. Le gouvernement sait-il que le docteur Synott ne va à son bureau qu'une fois par mois?

6. Le gouvernement sait-il que le docteur Synott bien qu'employé public pratique sa profession aux Éboulements?

7. Le gouvernement sait-il que le docteur Synott est encore le chef du Parti libéral et du patronage ministériel aux Éboulements?

8. Le gouvernement sait-il que le docteur Synott a présidé en janvier 1923 une assemblée politique de son parti?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. En 1920.

2. Aucun.

3. Voir l'article 7515 des statuts refondus de Québec, 1909.

4. Oui, et l'article 7516 des statuts refondus de 1909 l'y autorise.

5. Le gouvernement l'ignore, mais le bureau est bien tenu.

6, 7 et 8. Le gouvernement l'ignore.

M. Charles Lanctôt,  
assistant procureur et avocat

M. Smart (Westmount): 1. Est-il vrai que M. Charles Lanctôt, assistant procureur général, agit en qualité d'avocat pour des clients particuliers qui demandent la constitution en corporation de compagnies, en vertu de la loi des compagnies de Québec?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement considère-t-il qu'il est dans l'intérêt public que l'officier en chef du département, chargé de surveiller toutes les demandes pour les compagnies constituées en corporation, soit autorisé à agir en cette double qualité?

3. En vertu de quelle loi ou de quelle autorité M. Charles Lanctôt travaille-t-il privément pour des corporations ou personnes, pendant qu'il occupe sa position actuelle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. Le gouvernement l'ignore, mais le nom de M. Lanctôt n'apparaît relativement à aucune demande.

3. En vertu du paragraphe 2 de l'article

4483 des statuts refondus de Québec, 1909, qui se lit comme suit: "Les charges d'assistant procureur général, d'officier spécial en loi et de greffier en loi de la législature ne peuvent être mises au nombre des charges incompatibles avec la dignité et l'exercice de la profession, et ne font pas perdre sa qualité de membre du barreau à l'avocat qui en remplit une ou plusieurs." (S. R. Q. 3510; 57 V., chapitre 34, section 1)

Cette disposition reproduit la section 1 du chapitre 34 de la loi 57 Victoria, qui avait été présentée à la Chambre en 1894 par l'honorable M. Hackett alors que l'honorable T.-C. Casgrain était procureur général et l'honorable Sir Olivier Taillon, premier ministre. Les officiers auxquels s'appliquait cette disposition à cette époque étaient MM. L.-J. Cannon, assistant procureur général, Charles Lanctôt et Th. Olivier, officiers spéciaux en loi.

Cette loi ne fait que donner force à une coutume qui existe en Angleterre ainsi qu'à Ottawa.

#### Colons ayant payé des taxes sur les successions ou les transports d'immeubles

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Des colons vendant, cédant ou échangeant leurs lots ont-ils payé en 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, des taxes au gouvernement en vertu de la loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles?

2. Dans l'affirmative, donner les noms des colons qui ont payé cette taxe en 1892, leur adresse d'alors et le montant que chacun a payé.

3, 4, 5, 6, 7. Même question pour 1893, 1894, 1895, 1896, 1897.

8. La taxe sur les transports d'immeubles a-t-elle été diminuée puis abolie sous un gouvernement conservateur?

9. Dans la négative, quel est le gouvernement libéral qui l'a diminuée puis abolie?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. Il est impossible de répondre à ces questions, attendu que les déclarations produites en vertu de la loi relative aux droits sur les successions et les actes de transports d'immeubles n'indiquent pas si les intéressés sont des colons.

8 et 9. Les statuts de la province répondent à ces questions.

**Alcool vendu  
par la Commission des liqueurs**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** 1. Quelle quantité de spiritueux la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle vendue pendant chacun des mois de novembre et décembre 1923?

2. Quel est le montant des ventes des mois de novembre et décembre 1923 de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Novembre, 60,309 gallons; décembre, 84,562 gallons.

2. Novembre, \$1,644,544.67; décembre, \$2,289,599.44.

**Whisky acheté  
par la Commission des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** 1. Combien de gallons de whisky américain Old Charter Brand ont été achetés par la Commission des liqueurs depuis sa création jusqu'au 31 décembre 1923?

2. Quel est le prix payé par gallon?

3. Quelle quantité de cette marque de whisky a été vendue dans chacun des magasins de la Commission des liqueurs de Québec?

4. Quelle quantité reste entre les mains de ladite commission?

5. Où ce whisky a-t-il été fabriqué et quel est le nom du manufacturier?

6. Qui a acheté ce whisky au nom de la Commission des liqueurs de Québec et où l'achat a-t-il été fait?

7. Quel est le nom de la maison qui a expédié ce whisky et de quel pays a-t-il été expédié?

**L'honorable M. Nicol (Compton):**

1. 137,652.71 gallons américains: 112,567 gallons réglementaires à 12½ au-dessous de la preuve.

2. Le gouvernement ne croit pas qu'il soit dans l'intérêt public ou dans l'intérêt du commerce fait par la commission de faire connaître le renseignement demandé dans cette question.

3. Total des ventes dans tous les magasins: 88,783 gallons réglementaires.

4. 23,784 gallons réglementaires.

5. Louisville, Kentucky, U.S.A., Wright & Taylor.

6. La Commission des liqueurs de Québec, Paris, France.

7. Jules Valentin, 46, rue du Général Foy, Paris. Expédié du Havre, en France.

**Vérification des comptes de dépenses**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. L'auditeur de la province, par lui-même ou par ses officiers ou commis, a-t-il conformément à l'article 870 des statuts refondus, 1909, vérifié chaque compte de dépenses mentionné dans les comptes publics au cours de la présente session?

2. Si non, quels comptes n'ont pas été vérifiés?

3. Dans la vérification des comptes du dernier exercice, l'auditeur de la province a-t-il par lui-même ou par ses officiers ou commis constaté que tous les paiements faits sont justifiés par des pièces ou des preuves de paiement?

4. Si tous les paiements faits ne sont pas justifiés par des pièces ou des preuves de paiement, quels paiements ne le sont pas?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1, 2, 3, 4. La vérification a été faite en vertu de l'article 870 des statuts refondus, 1909.

**Noms des personnes  
qui ont vérifié les comptes  
du Parlement et des ministères**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les noms des officiers ou commis du bureau de l'auditeur de la province qui ont vérifié et apuré les comptes du Conseil législatif, ceux de l'Assemblée législative et ceux de chaque département ainsi que de chaque commission ayant émarginé au budget pendant le dernier exercice?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Voir les comptes publics.

**M. Adjutor Savard,  
employé du gouvernement**

**M. Lortie (Soulanges):** 1. M. Adjutor Savard est-il encore à l'emploi du gouvernement?

2. Si non, depuis quand a-t-il quitté le service?

3. Pour quelles raisons?

4. M. Savard a-t-il été chargé de quelque mission en Europe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1923?

5. Si oui, laquelle?

6. Combien M. Savard a-t-il reçu du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1923?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Non.

2. Depuis le 31 décembre 1923.

3. Résignation.

4 et 5. Non.

6. \$1,175 pour salaire et \$520 pour frais de voyage.

#### Subvention au *Bulletin de la ferme*

**M. Renaud (Laval):** 1. Les \$4,000 qui ont été payés au *Bulletin de la ferme*, à même le crédit "Divers en général", sont-ils la seule subvention ou allocation qui ait été donnée à ce périodique pendant le dernier exercice?

2. Si non, quelles sommes lui ont été payées en outre?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1 et 2. Oui.

#### Propriétaire du *Bulletin de la ferme*

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel est le propriétaire du *Bulletin de la ferme*?

2. Qui l'imprime?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** 1. Le *Bulletin de la ferme* enregistré.

2. Le *Soleil* limitée.

#### Achat de liqueurs alcooliques

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. La Commission des liqueurs de Québec achète-t-elle toutes les liqueurs alcooliques qu'elle vend des producteurs ou fabricants de ces liqueurs?

2. Si non, quelles sont les liqueurs alcooliques qu'elle n'achète pas directement de leurs producteurs ou fabricants?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1 et 2. La Commission des liqueurs de Québec achète toutes les liqueurs alcooliques qu'elle vend directement des producteurs ou fabricants de ces liqueurs, à l'exception du vin de Port John Harvey & Sons, Bristol, Angleterre, et du vin de Sherry-David Sandeman, lesquels sont achetés par l'entremise de la raison sociale Saccone Speed Limited, 14, Pantton St., Haymarket, Londres, Angleterre.

#### Bureau de la Commission des liqueurs à Paris

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Combien coûte le bureau de la Commission des liqueurs à Paris en salaire, loyer et frais généraux?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1.

311,473.50 F pour l'année 1923, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 1923 au 31 décembre 1923.

#### M. Guibert, bureau de la Commission des liqueurs à Paris

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** 1. Quel poste occupe M. Guibert au bureau de la Commission des liqueurs à Paris?

2. Quel est son salaire?

3. Qui l'a recommandé à la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Directeur du bureau de renseignements de la Commission des liqueurs de Québec à Paris.

2. \$4,000 par année comme salaire et \$3,000 comme frais d'emploi.

3. Personne.

#### Comptes payés au *Soleil*

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Les divers montants qui paraissent avoir été payés au *Soleil* ou à la Compagnie de publication Le *Soleil*, ltée, pendant le dernier exercice 1922-1923, qui sont mentionnés en 85 endroits différents des comptes publics et qui s'élèvent à la somme totale de \$181,163.19, sont-ils les seuls que le gouvernement lui ait payés durant le dernier exercice?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Le gouvernement a entré dans les comptes publics tous les comptes payés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous allons être obligés d'avoir une séance du comité des comptes publics.

#### Agents de la Commission des liqueurs en Europe

**M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent):** 1. La Commission des liqueurs a-t-elle des agents en Europe?

2. Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et adresses?

3. Depuis quand chacun d'eux est-il l'agent de la commission?

4. Quelle commission a-t-il été payée à ces agents?

5. Quel montant chaque agent a-t-il reçu de la commission depuis qu'il est à son emploi?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Non.

2, 3, 4 et 5....

### **Loi de l'assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 178 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

### **Allocation au fonds des écoles élémentaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

### **Loi de l'hygiène publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Adopté.

### **Création d'un institut pédagogique à Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 relatif à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.

Adopté.

### **Tuberculose et mortalité infantile**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine

séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 relatif à la tuberculose et à la mortalité infantile dans la province.

Adopté.

### **Service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les soeurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, et le contrat entre les soeurs de la Charité de Québec et l'université Laval relativement au service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

### **Loi des mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

### **Emmagasinement des eaux du lac Kénogami**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux du lac Kénogami.

Adopté.

### **Commission des eaux courantes et rivière Saint-Maurice**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à la rivière Saint-Maurice et à ses tributaires.

Adopté.

#### Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 13 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les amendements ont été étudiés au comité et ils n'ont aucune importance. Il visent surtout les formalités à remplir pour l'obtention de lettres patentes supplémentaires accordées à une compagnie déjà constituée par lettres patentes. Il ne sera pas nécessaire de répéter les pouvoirs accordés à telle compagnie par les lettres patentes originales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien! Y aura-t-il bientôt un autre projet de loi en vue d'exercer un certain contrôle sur les émissions d'obligations de certaines compagnies, comme la chose a été annoncée dans le discours du trône?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet de loi préparé à ce sujet sera bientôt prêt.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

#### Demande de documents:

##### Fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et l'éditeur ou directeur du journal la *Gazette* de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 30 janvier de la même année, relativement au bill 3

concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale, et aussi à des articles de journaux sur ce sujet.

Je ne veux dire que quelques mots. Je respecte beaucoup la *Gazette* et je n'ai pas l'intention de critiquer une loi qui a été adoptée, mais il serait intéressant de savoir si l'on a fourni au rédacteur de la *Gazette* des renseignements que l'opposition n'a pas pu obtenir ni la Chambre, pour lui permettre de publier son article du 29 janvier. Sur ce sujet, l'opposition n'entretient pas le moindre fanatisme politique. Du commencement du débat à la fin, nous avons combattu sur le même terrain ou pour les mêmes principes et nous n'avons pas changé d'attitude: notre attitude en Chambre a été exactement celle de la *Gazette* du 7 janvier et, comme le dernier article est absolument le contraire de l'autre, la *Gazette* a dû obtenir des renseignements du gouvernement. Le moins que l'opposition doit faire, toutefois, c'est de s'informer si on a donné ailleurs des renseignements qu'elle a demandés en vain avant d'étudier la mesure en question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les paroles du chef de l'opposition sont hors d'ordre. Et mon honorable ami l'a sans doute réalisé, car il a été très bref. Tout ce que je puis dire, c'est que nous n'entendons pas nous immiscer dans les querelles entre le chef de l'opposition et ses amis de la *Gazette*. Si le chef de l'opposition veut régler ses difficultés, il pourra le faire avec les directeurs de ce journal. Maintenant, comme il m'a posé une question, je puis lui répondre que je n'ai fourni aucun renseignement dans le sens qu'il mentionne ni aucun autre renseignement au journal *The Gazette*. Si les derniers articles de ce journal différaient du premier, qui reflétait l'attitude de l'opposition, c'est que le rédacteur de la *Gazette* a compris certaines choses que d'autres n'ont pas comprises encore.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas pourquoi l'honorable premier ministre fait des malices, en laissant entendre que j'ai attaqué la *Gazette*. Ni la motion ni les remarques que j'ai faites n'indiquent cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui fais des malices.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement aura l'occasion de répondre à nos questions

d'ici à la fin de la session. Il sera bien obligé de nous donner les renseignements qu'il a sur les affaires des banques.

La proposition est adoptée.

#### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels crédits allons-nous étudier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ceux des Terres et Forêts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, nous changeons de crédits. On n'en a pas fini avec le budget de l'Agriculture. À Ottawa, où il y a un Parlement depuis longtemps, le premier ministre informe la Chambre des crédits qui seront étudiés la veille.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ai dit à mon honorable ami personnellement à la dernière séance. Je suis tout à fait disposé à informer la Chambre des crédits qui seront étudiés à la prochaine séance, pourvu que le chef de l'opposition en fasse la demande à la fin de chaque séance. Mais nous pouvons rester dans les crédits de l'Agriculture.

M. le Président (M. Laferté, Drummond) se prononce sur le droit du premier ministre à diriger la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il respecte les directives, mais pour des raisons pratiques l'opposition devrait être avisée de ce qui s'en vient de façon à pouvoir préparer des questions. Pouvons-nous avoir les renseignements sur la ferme du Belvédère, sur ce qu'elle a coûté?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement. Voici en quelques mots. Cette ferme, qui appartient à M. Antonio Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, vaut de \$25,000 à \$30,000. C'est une belle propriété de quatre arpents de superficie avec maison et dépendances et elle se trouve à côté du parc des Champs-de-

Bataille. Le ministère pouvait difficilement trouver un terrain aussi convenable pour l'aviculture que cette ferme. Il y a huit ans, elle a été louée \$30 par mois à l'Union expérimentale, qui paie aujourd'hui un loyer de \$65<sup>1</sup> par mois. On y a fait des améliorations au coût total de \$2,061, entre autres un poulailler qui a coûté \$1,287, mais ces améliorations pourront être enlevées par la locataire quand cette dernière déguerpira.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un bon placement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui. Dans le temps, il était impossible de trouver mieux pour les fins du loyer de la ferme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai demandé si c'était un bon placement pour le sous-ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'en sais rien. Le sous-ministre de l'Agriculture place son argent comme il l'entend. Mais, dans le moment, ce n'est certainement pas une affaire payante, car en évaluant la propriété à \$20,000, c'est-à-dire au-dessous de sa valeur, le loyer représente un revenu de moins de 2% par année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, nous allons étudier l'item de l'industrie laitière.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) énumère les différentes fins pour lesquelles on demande cette somme: salaires des inspecteurs, frais de voyage, subventions aux beurrieres et aux fromageries, aux silos, etc., etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'industrie laitière est-elle bien prospère dans la province?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, très prospère; mais, comme toutes les autres industries, elle a subi les contrecoups de la crise.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les produits se vendent bien?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, s'ils sont de bonne qualité, et ils le sont, car le gouvernement y voit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela dépend toujours du gouvernement quand ils se vendent bien. Quand ils ne se vendent pas bien, ce n'est pas la faute du gouvernement. Le gouvernement est-il responsable de la qualité des produits?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Oui, dans une certaine mesure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela doit dépendre surtout des marchés. Le gouvernement a trop de prétentions; il est trop enclin à chanter lui-même ses louanges. Autrefois, on disait: Cette prospérité répandue dans tous les coins de cette province est due au gouvernement libéral. Le gouvernement donnait \$150,000 au *Soleil* pour publier cela et il payait des ministres comme rédacteurs. Il me semble qu'il ne peut pas se proclamer l'auteur de la prospérité que nous avons connue. Aujourd'hui, le nombre des fabriques diminue. Le gouvernement a administré la loi de l'industrie laitière de telle façon qu'aujourd'hui les cultivateurs sont dépouillés de leurs droits et mis sous l'autorité du ministre. Le gouvernement a organisé l'industrie laitière de manière à exclure complètement le cultivateur; celui-ci n'a plus rien à y voir. La Société d'industrie laitière même n'y voit plus rien et c'est ce qui fait que l'industrie laitière ne paie plus. C'est la cause de l'incompétence des officiers du gouvernement qui a la mainmise sur tout. On manque de sens pratique. Résultat: Nos cultivateurs sont désorganisés et, chaque fois qu'il a été question d'une organisation bien faite, le ministre a cherché à s'en emparer. Le ministre peut-il dire à la satisfaction de la Chambre pourquoi il a fait perdre aux cultivateurs des milliers de dollars, soit \$100,000 aux producteurs de fromage, pourquoi sa coopérative a vendu les produits moins cher que dans l'Ontario, moins cher que certaines maisons de Montréal? Ce n'est pas tout de faire chanter ses louanges par des journaux.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** se dit peu surpris de la grande colère du chef de l'opposition. J'ai dit que le gouvernement de Québec était responsable de la bonne qualité des produits laitiers. Mon honorable ami trouve que

c'est une hérésie, mais pour un homme d'affaires ce n'en est pas une. Un produit ne vaut qu'en autant qu'il est bon et il n'est bon qu'en autant que l'éducation que l'on reçoit est bonne; et cette éducation, c'est le gouvernement qui la fait. Il n'y a pas là d'hérésie à dire que les produits se vendent bien si le gouvernement s'en occupe. Le gouvernement a le droit de se réclamer de son oeuvre. Il y a même des avantages à dire que nos produits sont bons. Ce serait un crime si nous allions ignorer que nous avons eu du succès. Il y a des journaux qui commettent ce crime. *Le Soleil*, que le chef de l'opposition accuse de chanter nos succès, ne commettra pas ce crime. Il continuera d'annoncer nos produits.

Le chef de l'opposition prétend à tort que nous avons la mainmise sur la coopérative. Cette société a toujours eu son autonomie et elle l'a encore, plus que jamais. Le chef de l'opposition se fait, ici, l'écho de gens qui ont été empêchés de faire leurs petites affaires. La Coopérative centrale des agriculteurs est la plus grande coopérative du Canada, à part celle des grains dans l'Ouest. Il faut que le gouvernement y voie afin d'éviter les erreurs qui ont été faites dans le passé. Cette attitude, du reste, que nous avons prise sur la coopérative, les cultivateurs l'ont approuvée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Très régulièrement. Tous ceux qui ont voulu assister à cette assemblée à laquelle fait allusion le chef de l'opposition ont pu le faire. Les actionnaires prennent les décisions qu'ils veulent et ils ont approuvé la nouvelle organisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais vous avez choisi vos gens pour avoir l'approbation désirée.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Cette ingérence n'est pas tracassière, mais a été nécessitée par des abus commis par un ancien gérant, qui a de plus pris les moyens de priver la coopérative de son organe, pour en faire une revue politique à son crédit.

Il est inexact de dire que les cultivateurs ne vendent plus leurs produits à de bonnes conditions. Le chef de l'opposition a tort de prétendre que les cultivateurs ont perdu \$300,000 à cause des mauvaises affaires de l'industrie laitière. Ces renseignements inexacts lui sont fournis par les gens qui ont vendu le bulletin de la société sans l'autorisation des sociétaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nommez-les!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je les ai assez nommés. La Chambre les connaît<sup>2</sup>. J'ai cru devoir me renseigner sur les affaires de la société. Le *Bulletin des agriculteurs*, dirigé par les amis du chef de l'opposition, a critiqué un contrat de la société avec Lovell & Kismess<sup>3</sup>, de Montréal, qui garantit la société contre les pertes. Ce bulletin prétend que l'on aurait dû vendre directement aux acheteurs. Or ceux qui ont vendu leurs produits directement les ont envoyés à Montréal et les produits sont restés dans les entrepôts. Je ne sais pas la perte qu'ils feront. J'ai pris des informations et j'ai appris que ce contrat avec Lovell & Kismess avait été fait il y a quelques années par M. Trudel, l'ancien gérant, qui critique aujourd'hui le contrat qu'il a lui-même préparé et que les nouveaux directeurs ont amélioré. Dans le temps, la coopérative devait payer 50% des pertes alors qu'elle ne paie que 20% aujourd'hui. Voilà les gens qui renseignent mon honorable ami. On peut voir là l'hypocrisie et la mauvaise foi de ces messieurs. Il me semble qu'un homme sérieux comme le chef de l'opposition ne devrait plus prendre ses renseignements de gens qui critiquent les propres contrats qu'ils ont passés. Le ministre de l'Agriculture ne dépouille personne. Le ministre n'intervient que pour empêcher des outrages et des abus comme il y en avait sous l'ancienne administration de la société coopérative. En Australie, le gouvernement contrôle tout et il nous fait une sérieuse concurrence sur le marché anglais.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle sorte de gouvernement y a-t-il en Australie? Un gouvernement socialiste?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Un gouvernement du peuple. En Nouvelle-Zélande, où on nous fait une concurrence sérieuse sur le marché anglais, le ministère contrôle tout afin d'améliorer les produits agricoles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il du ciment dans les beurreries?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Certainement, et c'est pour la protection des producteurs de beurre et de fromage. Un des plus grands inconvénients dans une fabrique, c'est le plancher en bois. Le chef de l'opposition rend un mauvais service à sa province et décourage les meilleures initiatives en criant à la tyrannie du gouvernement quand ce dernier oblige les proprié-

taires de fromagerie et de beurrerie à avoir des planchers en ciment. Ah! je voudrais bien lire à mon honorable ami cette brochure sur l'industrie laitière en Australie et en Nouvelle-Zélande dont je lui ai parlé et que j'ai ici. Il verrait que c'est grâce au contrôle gouvernemental que dans ce pays on a des produits qui font concurrence aux nôtres. Peut-être verrait-il aussi que ses critiques injustes font tort à nos produits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Malgré la non-ingérence dont se vante le ministre à l'endroit de la coopérative, la loi est toujours là qui donne des droits très larges au ministre. Je me fais l'écho des plaintes de nombreux cultivateurs. L'honorable ministre a tort d'attaquer ceux qui étaient ses amis autrefois. Ils ne pensent pas comme lui, mais il a déjà été indépendant, le ministre. La première fois qu'il s'est présenté comme indépendant, il a été défait.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai pas perdu mon dépôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas parce que M. Trudel a perdu son dépôt qu'il n'est pas compétent en industrie laitière. Je prétends au contraire qu'il est plus compétent que le ministre et que moi-même sur cette question. Le ministre a trop de rancœur contre ces gens-là. C'est de nature à rapetisser le ministre et ce serait malheureux au moment de son départ.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** explique ensuite à combien s'élèvent les crédits alloués au *Journal d'agriculture*, soit \$27,000, et il rapporte en détail comment chaque cent est dépensé, tout en faisant part à la Chambre de tous les bénéfices que retirent les cultivateurs de cette publication.

La résolution est laissée en suspens.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Dépôt de documents:

#### Rapport de la Commission des liqueurs

**L'honorable M. Nicol (Compton)** dépose sur



le bureau de la Chambre le deuxième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec.  
(Document de la session no 31)

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures, demain.  
Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

---

### NOTES

1. La plupart des journaux indiquent un loyer de \$65, mais *la Presse* donne plutôt \$75.
2. Il s'agit de MM. Auguste Trudel et J.-N. Ponton.
3. Lovell & Kismess selon *le Devoir*, Lovell and Christmas selon *l'Événement*, Lovell et Kismet selon *la Patrie*.



Séance du 12 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 38 concernant le droit des exécuteurs testamentaires et autres d'être nommés directeurs de compagnies.

Avec amendement, le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des commissaires.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 164 modifiant l'article 679 du code de procédure civile;
- bill 160 amendant le code de procédure civile concernant les effets non saisissables.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

- bill 124 amendant la charte de la cité de Saint-Lambert;
- bill 136 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame de Granby.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les pétitions de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour approuver, ratifier et déclarer valide une résolution de son conseil en date du 30 janvier 1924; et de dame Vitaline Latour, veuve de Pierre Robert, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente par Régina Gougeon et autres à Pierre Robert, sont régulières et suffisantes, que

les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Vente d'immeuble par dame R. Gougeon  
à Pierre Robert

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 142 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Régina Gougeon "et vir" et autres, ès qualité, à Pierre Robert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Quantité de liqueurs alcooliques  
vendue en 1923

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): 1. Quelle quantité de liqueurs alcooliques a été vendue par la Commission des liqueurs de Québec en 1923?

2. Quelle quantité de vin?
3. Quelle quantité de bière?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 1,324,247 gallons.

2. 491,079 gallons.
3. 2,608 gallons.

M. Alphonse Matte, de Neuville

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À quelle école d'agriculture M. Alphonse Matte, cultivateur de Neuville, a-t-il fait son cours et été diplômé?

2. En quelle année a-t-il terminé ses études à cette école?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1 et 2. Le gouvernement ne possède pas de renseignements particuliers au sujet de M. Alphonse Matte.

### Montants versés au gouvernement par le Soleil Itée

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. Le Soleil limitée, à qui le gouvernement a payé pendant le dernier exercice financier différents montants pour des frais d'impression, a-t-il versé quelque montant au gouvernement, à quelque département ou à quelque ministre pendant le même exercice?

2. Si oui, à quel département ou à quel ministre?

3. Pour quelles raisons?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1, 2 et 3. Le Soleil Itée n'a versé aucun montant au gouvernement, à quelque département ou à un ministre comme tel pendant cet exercice.

Le gouvernement ignore si quelqu'un de ses membres a pu avoir quelque réclamation personnelle contre le Soleil Itée.

### Gravier pris sur un lot de La Sarre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Des employés du gouvernement ont-ils enlevé de la gravelle sur le lot no 47, troisième rang, de La Sarre, comté d'Abitibi?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates?

3. En avaient-ils reçu, au préalable, l'autorisation du propriétaire du lot, M. Albert Cloutier?

4. Le propriétaire a-t-il été indemnisé pour la gravelle que des employés du gouvernement auraient prise sur son terrain?

5. Dans l'affirmative, quand a-t-il été indemnisé et quelle somme a-t-il reçue?

6. Dans la négative, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas indemnisé M. Cloutier?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Les employés du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ont pris du gravier sur une partie absolument inculte de ce lot situé dans le voisinage d'un chemin de colonisation en construction, et ce sans causer aucun dommage.

2. Le charroyage de ce gravier s'est fait du 4 décembre 1922 au 20 avril 1923.

3. Monsieur Victor Bernier, en charge des travaux, croyant que le propriétaire n'aurait aucune objection à la chose et se prévalant de l'article 2067 des statuts refondus de Québec, n'a pas demandé cette autorisation.

4. Non.

5. Répondu par 4.

6. À cause de l'article 2067 des statuts refondus de Québec.

### Chemin à Coleraine, Mégantic

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé un montant d'argent pour la confection ou l'amélioration d'un chemin à Coleraine, comté de Mégantic?

2. Dans l'affirmative, quel montant, à la demande de qui et à qui cette somme a-t-elle été remise?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a accordé un montant d'argent, en 1922, pour la confection d'un chemin à travers le bloc B de Coleraine.

2. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a payé \$2,006.77.

À la demande des intéressés et du député du comté et sur recommandation de l'ingénieur du district.

Cette somme a été remise au conducteur des travaux, M. Louis Roberge, de Coleraine Station.

### Imprimerie d'Arthabaska

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** Quels sont les noms et adresses des propriétaires ou directeurs de l'Imprimerie d'Arthabaska à qui le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a confié des travaux d'impression pendant le dernier exercice?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les directeurs de l'Imprimerie d'Arthabaska incorporée, qui est une compagnie régie par lettres patentes, sont messieurs C.-R. Garneau, notaire, Arthabaska; Z. Nault, imprimeur, Arthabaska; A. Brouillard, commerçant, Montréal.

### Demande de documents:

#### Employés de la Commission des liqueurs

**M. Faucher (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms des employés de la Commission des liqueurs de Québec au bureau de Québec; quel est le salaire de chacun; quels bonis ou allocations supplémentaires chacun a-t-il reçus depuis sa nomination; 2. Même question pour le bureau de Montréal; 3. Quels sont les noms des employés du bureau du comptable de ladite commission et quelle position chacun occupe-t-il.

Adopté.

#### Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 amendement la loi des compagnies de Québec, 1920, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 amendement la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Ricard (Saint-Maurice): Je demanderais à l'honorable député de nous expliquer son bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai présenté ce bill à la demande d'un de mes électeurs. Je ne suis pas en mesure de donner aucun renseignement au sujet des clauses de ce bill. Je laisse à la Chambre le soin de le rejeter ou de l'approuver. J'espère que cela satisfera la curiosité de mon collègue de Saint-Maurice.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réclame aussi quelques explications sur cette mesure.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) réclame aussi certains éclaircissements, vu que la mesure l'intéresse en tant que ministre des Travaux publics et du Travail. Il demande qu'on remette l'étude du bill à plus tard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Sainte-Marie s'est fait tout simplement le parrain de ce bill. C'est la coutume en cette Chambre, et le premier ministre l'a souvent invoquée, que les députés ne soient pas obligés de donner d'explications sur tous les bills dont ils sont les parrains. Lui-même ayant été absent du comité où l'on a étudié ce projet de loi ne sait guère à quoi s'en tenir.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je

voudrais simplement savoir quels sont les privilèges que l'on demande.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Que l'on renvoie le bill au comité! Nous ferons venir les intéressés, qui seront capables de donner les renseignements nécessaires.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) regrette beaucoup que le député de Sainte-Marie ne se soit pas renseigné sur une mesure qu'il soumet à la Chambre. (Applaudissements de la droite) Contrairement au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), il se dit passablement au courant des affaires de Montréal et, malgré qu'il connaisse la situation des pompiers de la métropole<sup>2</sup>, il demande que la Chambre lui accorde jusqu'à demain, promettant que, dès l'ouverture de la séance, il se chargera d'expliquer lui-même le contenu de la mesure. Dès demain, dit-il, je pourrai fournir tous les renseignements que l'on voudra.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'aurai tous les renseignements moi aussi.

Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

#### Code municipal

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendement le code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill met le fils d'un propriétaire sur le même pied que le fils d'un cultivateur quant au droit de vote pour les élections municipales dans les campagnes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 654 dudit code, tel que modifié par la loi 8 George V, chapitre 20, section 36, est de nouveau modifié en y remplaçant les mots: "et qui travaille habituellement sur la terre de son père ou de sa mère", dans les troisième et

quatrième lignes du paragraphe 10, par les mots: "et qui demeure chez son père, ou chez sa mère, si sa mère est veuve."

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Il s'agit de permettre à un fils de cultivateur d'avoir le droit de vote s'il demeure avec ses parents depuis un an, sur la terre paternelle. La loi dit qu'il peut voter s'il travaille chez ses parents. Nous voulons être plus larges.

**M. Langlais (Témiscouata):** Est-ce que vous n'enlèverez pas le droit de vote à des fils de cultivateurs?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Non, la loi sera plus large. Autrefois, la loi disait que le fils devait travailler chez ses parents. Avec cet amendement, le fils aura le droit de vote s'il demeure sur la terre paternelle même s'il travaille ailleurs.

**M. Langlais (Témiscouata):** Mais pourquoi dire "demeurer sur la terre paternelle"? Un fils de cultivateur peut s'absenter un ou deux mois et habiter avec ses parents.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Oh! je crois que la loi sera plus claire.

**M. Hamel (Portneuf):** Les secrétaires-trésoriers peuvent dire si un fils de cultivateur demeure avec ses parents.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je suis convaincu que vous allez enlever le droit de vote à la moitié des fils de cultivateurs qui vont travailler dans les chantiers et ailleurs, et ne demeurent pas 12 mois chez leurs parents.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que la loi sera plus large et plus claire si on dit que, pour avoir droit de vote, un fils de cultivateur doit demeurer avec ses parents depuis un an, au lieu de dire qu'il doit y travailler depuis un an.

**M. Langlais (Témiscouata):** On devrait dire simplement qu'il devra avoir eu son domicile là depuis un an.

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Demeurer depuis un an est plus large que travailler depuis un an.

**M. Langlais (Témiscouata):** Pourquoi dire

qu'il devra demeurer continuellement avec ses parents?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** Nous ne disons pas continuellement. Quand nous disons qu'il devra demeurer là, ça ne veut pas dire qu'il ne pourra pas découcher.

L'article est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demande de documents:**

**Achat ou usage de tracteurs**

**M. Renaud (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant l'achat ou l'usage des tracteurs dans cette province.

En 1919, le chef de l'opposition a fait remarquer au ministre de l'Agriculture qu'il n'était pas prudent pour le gouvernement de s'engager à recommander tel ou tel tracteur plutôt que tel ou tel autre et d'inciter les cultivateurs à acheter de ces instruments coûteux. Alors, tel était l'engouement pour ces machines que le gouvernement, par son organe *Le Soleil*, allait jusqu'à recommander aux cultivateurs de vendre leurs chevaux pour acheter des tracteurs. Le 5 novembre 1919, le gouvernement passa un contrat avec les fabricants du tracteur Cletrac<sup>3</sup>, pour se procurer de ces machines en vue de les vendre aux cultivateurs.

Je suis cultivateur moi-même, j'ai des voisins qui cultivent comme moi et je crois que, pour 90% des cultivateurs d'alors comme de ceux d'aujourd'hui, les tracteurs ne sont pas pratiques et il se trouve aujourd'hui une foule de cultivateurs qui, ayant acheté des tracteurs sur la recommandation du gouvernement, en sont embarrassés. Les tracteurs sont peut-être bons pour les grandes fermes, mais, dans la plupart des cas, ils sont inutiles. Je connais des cultivateurs dans mon comté qui ont été obligés de laisser se perdre ces tracteurs, après les avoir payés. Le gouvernement aurait dû prè-

cher l'économie plutôt que d'exhorter les cultivateurs à la dépense. Le ministre nous a dit, il y a quelques années, que le tracteur était indispensable aux cultivateurs. Il a conseillé aux cultivateurs de vendre leurs chevaux pour s'acheter des tracteurs. Je ne suis pas de cet avis. Les cultivateurs achètent trop de machines. La campagne faite par le ministre de l'Agriculture n'a pas eu les résultats heureux que ce dernier en attendait, mais a eu plutôt pour résultat de décourager un bon nombre de cultivateurs et de les engager à prendre la route des États-Unis. Je désire savoir ce que le gouvernement fait au sujet des tracteurs.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'affirmation du député de Laval est un peu gratuite. Je n'ai jamais dit que les tracteurs étaient absolument indispensables aux cultivateurs. À cette époque, la main-d'oeuvre était rare et l'on avait besoin de faire de la culture intensive. Déjà les cultivateurs pensaient à acheter des tracteurs, mais ils achetaient tous ceux qu'on leur présentait, et à n'importe quel prix. Il fallait donner une direction aux cultivateurs et le département de l'Agriculture a cherché quelle était, dans le temps, la meilleure machine pour ceux qui voudraient en acheter. Personne alors n'a jamais dit qu'il fallait vendre les chevaux pour acheter les tracteurs. Ceci est sorti tout d'une pièce de l'imagination du député de Laval. Le département, après avoir fait une étude des divers types de ces machines à traction, en est venu à la conclusion que le tracteur Cletrac était très avantageux pour le cultivateur de la province et, grâce à un contrat passé avec la compagnie, on pouvait avoir de cette compagnie des machines à meilleur marché qu'ailleurs, le ministre ayant obtenu l'assurance que le prix de ce tracteur serait réduit considérablement. La compagnie vendait le Cletrac \$1,500, mais elle avait consenti à baisser son prix à \$1,000 à condition que le département le répande.

**M. Plante (Beauharnois):** Ces machines étaient-elles fabriquées dans la province?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, à Indianapolis, je crois. Voilà tout le rôle que le gouvernement a joué à propos de cette affaire. Nous n'avons forcé personne à acheter des tracteurs. Dans bien des cas, les cultivateurs ont acheté de ces machines qu'ils ne connaissaient pas et c'est pour venir en aide à ceux qui voulaient en acheter que le département a décidé d'en faire l'étude et d'en recommander une marque après

s'être assuré qu'elle serait meilleur marché que d'autres.

**M. Plante (Beauharnois):** Le ministre de l'Agriculture croit-il qu'une terre de 100 arpents est suffisante pour nécessiter l'emploi d'un tracteur?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il faut au moins 200 arpents. Un fermier qui a 60 acres, ou même 100 acres de terre, n'a généralement pas besoin d'un tracteur et, normalement, on en a besoin pour une terre de 200 acres. Parfois, deux ou trois cultivateurs peuvent acheter une machine ensemble. Si des cultivateurs ont commis des erreurs dans l'achat de ces machines, le gouvernement peut-il raisonnablement en être tenu responsable? N'a-t-on pas vu des colons acheter des moissonneuses-lieuses alors qu'ils ne possédaient que quelques arpents de terre faite? Est-ce à dire que le gouvernement est responsable de ces erreurs de jugement? Tout simplement, dans toute cette affaire, le rôle du gouvernement a été de venir en aide aux cultivateurs qui voulaient acheter des tracteurs. Le gouvernement n'a fait qu'indiquer aux cultivateurs un tracteur à bon marché. Du reste, tous ceux qui, après cela, en ont acheté ne l'ont pas regretté; c'est que leurs machines étaient conformes à la terre qu'ils possédaient. Je crois que le gouvernement a bien servi les cultivateurs. Je mettrai cependant la correspondance devant la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Lorsque le gouvernement a recommandé ces tracteurs, j'ai dit moi-même, en janvier 1920, que c'était une initiative dangereuse. J'ai signalé aussi que c'était un empiétement du gouvernement sur le commerce. Enfin, j'ai fait remarquer au ministre que c'était une dépense exorbitante, que pouvait justifier la prospérité d'alors, mais je disais en même temps que cette prospérité était due à des causes extérieures, qu'il ne fallait pas oublier que de mauvaises années viendraient, qu'il fallait prévoir pour l'avenir, ce qui est le devoir du gouvernement. Le ministre croyait que la prospérité durerait, lui. Il cite des comptes rendus de journaux qui rapportèrent ses dénonciations dans le temps.

Quant au tracteur Cletrac, le ministre nous dit que la machine était moins dispendieuse. Le ministre doit se rappeler, s'il a quelque mémoire, que l'opposition lui a signalé qu'il y avait un tracteur qui se vendait beaucoup meilleur marché. Le tracteur Fordson ne se vendait que \$950, alors que l'autre était payé \$1,500.

*Le Soleil* alors recommandait le tracteur Cletrac dans des articles éditoriaux et dans les annonces et l'on sollicitait les cultivateurs à se servir de ces machines. Le ministre de l'Agriculture peut-il prétendre que l'opposition prêchait alors mauvaise idée?

Un an après, le ministre avoua que cette politique n'était ni convenable pour le gouvernement ni profitable aux cultivateurs. Cette politique a fait naufrage. Je comprends que le ministre, qui aime les cultivateurs, n'ait pas osé nous dire aujourd'hui qu'il regrettait cette politique. Ah! on en a eu dans mon comté des tracteurs Cletrac. On les a mis de côté.

Notre ancien collègue de Saint-Laurent (M. Miles), qui défendait la politique du gouvernement en regardant le Conseil législatif, nous a avoué, après avoir défendu le Cletrac, qu'il avait une autre sorte de tracteur sur sa ferme. Ce n'est pas sans regret que nous voyons la banqueroute de la politique du gouvernement. Mais elle justifie l'attitude de la vieille garde de l'opposition qui en a signalé les dangers; elle prouve que nous n'avons pas été des dénigreurs en cette Chambre, que nous avons pris la défense et l'intérêt des cultivateurs, ce que nous continuerons de faire.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** réclame le droit de réplique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec plaisir.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La tendance du gouvernement a toujours été de protéger les cultivateurs. À l'époque qui nous occupe, les cultivateurs étaient en train d'acheter des tracteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle sorte de tracteur?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** De toute sorte et à différents prix. Nous avons voulu leur donner une direction à ce sujet. Nous n'avons jamais déclaré que cette politique avait fait faillite. Nous avions cru rompre le contrat qui nous liait à la compagnie du Cletrac parce qu'elle avait élevé le prix de ses machines. Elle prétendait qu'elle perdait de l'argent en vendant ses machines à \$1,000 et exigeait \$1,400. À ce prix, le ministre ne voulut pas consentir à recommander l'achat de tracteurs par les cultivateurs. Le seul grief de l'opposition dans le temps, c'est que nous avions choisi une machine plus que l'autre. Notre seul but était de fournir aux cultivateurs l'occasion de se

procurer un tracteur à bon marché. Quant au *Soleil*, il a publié des articles et des annonces comme tous les autres journaux en ont publié.

L'année dernière, le chef de l'opposition critiquait parce que le gouvernement avait recommandé telle machine plutôt que telle autre; cette année, il soulève de nouveau la question pour nous blâmer d'être intervenus auprès des cultivateurs pour leur recommander l'usage des tracteurs. Le chef de l'opposition insinue que nous avons recommandé aux cultivateurs non seulement des tracteurs, mais des rouleaux à chemin, des batteuses de trèfle, etc. Nous n'avons jamais recommandé aucune de ces machines. En ce qui regarde les batteuses de trèfle, il n'y en avait que deux sortes, une américaine et une canadienne, et les cultivateurs prenaient celle qu'ils voulaient.

Mon honorable ami, le chef de l'opposition, a parlé du tracteur de l'ancien député de Saint-Laurent (M. Miles). Il n'a pas tout dit ce que le député de Saint-Laurent a dit. Notre collègue a affirmé dans le temps que, s'il avait à s'acheter un tracteur, il achèterait un Cletrac, mais comme il en avait un il n'en avait pas besoin d'un autre pour sa ferme.

**M. Renaud (Laval):** Ce n'est pas tout à fait ce qu'a dit le député de Saint-Laurent. Il a dit que sa ferme était trop grande et que le Cletrac était trop petit. Dans le temps, il y a eu aussi un concours pour déterminer quel était le meilleur tracteur. Le ministre n'aurait pas dû recommander le Cletrac alors qu'il y avait un autre tracteur moins cher et beaucoup plus pratique. L'attitude du ministre et de ses agronomes a contribué à inciter les cultivateurs qui n'avaient pas besoin de telles machines à s'en procurer. Il ne faut pas perdre de vue le fait que plusieurs cultivateurs n'auraient pas acheté de tracteur si le ministre de l'Agriculture, lui-même cultivateur, n'avait recommandé un certain tracteur. J'espère qu'il ne sera plus agent de tracteurs et qu'il laissera le commerce au trésorier (l'honorable M. Nicol) dans ses liqueurs. (Rires)

La proposition est adoptée.

#### Allocation au fonds des écoles élémentaires

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires.



Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, chaque année, à Sa Majesté une somme de deux cent cinquante mille dollars au lieu de celle de deux cent mille dollars mentionnée à l'article 2947 des statuts refondus, 1909, à prendre sur le fonds consolidé du revenu pour être appropriée aux fins des écoles élémentaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose quelques questions sur cette augmentation. Est-ce pour augmenter le traitement des institutrices? Le besoin est-il clair?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette augmentation est pour permettre à toutes les municipalités, si pauvres soient-elles, d'avoir leurs écoles. Le but est d'aider la petite école du rang vu que plusieurs municipalités ne sont pas capables de construire des écoles sans des octrois spéciaux. La population a augmenté et le gouvernement veut suivre la politique adoptée depuis de longues années. Il a aidé aux municipalités par la construction des écoles, il a soldé des déficits, il a aidé à payer les institutrices, il a aidé aussi la minorité de Pontiac.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est là une idée de l'opposition que le gouvernement lui vole. Il suit en cela le principe d'une loi votée en 1882 par un gouvernement conservateur qu'il qualifie souvent de mauvais gouvernement. C'est donc que l'opposition n'a pas toujours prêché des idées de désordre, comme on a prétendu des fois. Le gouvernement, en augmentant le montant, répond à un besoin ressenti par le peuple depuis longtemps et signalé par l'opposition. Celle-ci est heureuse de constater que le gouvernement se rend à ses demandes.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'année dernière, nous avons une première fois augmenté le crédit de 50 sous par personne, et cela dans le but surtout d'augmenter le traitement des institutrices. Cette année, nous voulons surtout que l'augmentation soit pour des fins de construction. Nous voulons aider par tous les moyens possibles

les municipalités à avoir leurs écoles et l'enfant à les fréquenter.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture a-t-il plus de renseignements sur les expéditions du fromage en Belgique?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Aucun autre renseignement. Le gouvernement n'a rien à voir dans les transactions de la Coopérative fédérée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'informe de l'administration de la coopérative. Qui est président?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. Arsène Denis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Arthur Paquet joue un grand rôle dans la coopérative?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il est président du comité exécutif de la coopérative.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est son salaire?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Il a un salaire fixe et une commission de la coopérative, ce qui lui donne à peu près \$7,000. Ce sont les affaires de la coopérative. Je ne les connais pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme comptable de l'Agriculture, il touche \$5,000 ou \$6,000?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, il touche \$2,500 ou \$3,000 comme comptable. Je ne sais trop. Le chef de l'opposition a une bien curieuse manie; c'est celle de croire que nous pouvons ainsi répondre de mémoire et à brûle-pourpoint à tout ce qu'il demande; il doit savoir que c'est impossible, surtout quand cela regarde des chiffres que nous ne pouvons pas toujours avoir ainsi à la mémoire. Quoi qu'il en soit, le chiffre du salaire de M. Paquet est dans les comptes publics; c'est là que le chef de l'opposition le trouvera.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous avons là une preuve de la façon dont le gouvernement traite la Chambre. Il y a quelques jours, en réponse à mon interpellation au sujet du salaire de M. Paquet, le ministre répondait qu'il touchait \$3,800 comme comptable. Il nous dit aujourd'hui qu'il touche peut-être moins de \$3,000. Il n'en sait rien. Il ne veut pas répondre, pas plus, du reste, que les autres, qui se retranchent maintenant derrière les comptes publics pour toute demande de renseignements que leur fait l'opposition. Il nous répond toujours qu'il ne connaît rien de la coopérative qui est dirigée par son comptable, son associé, qui vient de faire un voyage en Europe. Le ministre nous avait habitués à une autre façon. Aujourd'hui, les membres du gouvernement ne savent même plus ce qu'il y a dans les comptes publics. Le volume des comptes publics est très mal fait, sans doute expressément pour dépister

ceux qui désirent se renseigner. Il n'y a pas moyen de rien comprendre dans ce volume. C'est comme s'ils avaient été faits par un apprenti. Ils (les comptes publics) font penser au code municipal. Je ne veux pas blâmer M. Paquet, mais la réticence du gouvernement à renseigner franchement l'opposition.

La session est tenue pour permettre aux ministres de rendre leurs comptes. J'ai fait mon devoir quand j'étais seul et je vais faire mon devoir maintenant que je ne suis plus seul. Le ministre aime trop à attaquer ses anciens amis du *Bulletin des agriculteurs*, MM. Trudel et Ponton, qui ne sont pas de cette Chambre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition est tombé dans son naturel pour de bon et le voilà que, tous les jours, il nous donne un spécimen de ses grosses colères. Le chef de l'opposition prétend que, l'autre jour, nous avons répondu à une interpellation que le salaire de M. Paquet était de \$3,800. Or, si l'on réfère aux procès-verbaux de la Chambre de ce jour-là, on verra qu'en réponse à l'interpellation du chef de l'opposition nous l'avons référé aux comptes publics. Nous n'avions donc pas fixé de chiffre, et surtout pas le chiffre que donne le chef de l'opposition.

Quant aux comptes publics, ils sont faits comme tous les comptes publics des autres gouvernements et de tous les autres pays. Ils sont faits par chaque département et chaque branche des départements. Ils sont clairs et précis. Quoi qu'il en soit, ils contiennent une centaine de mille items. Le chef de l'opposition croit-il sérieusement que nous puissions répondre à toutes les questions de chiffres qu'il nous pose sur chacun de ces items? Si c'était le cas, la Chambre siégerait 12 mois par année. Nous n'admettons pas ce droit à l'opposition. Les comptes publics sont le bilan du gouvernement; nous les présentons et c'est à l'opposition comme aux autres de les consulter pour trouver les renseignements que l'on veut et que l'on sait qu'ils contiennent. Nous ne sommes pas pour les rééditer dans des réponses à des interpellations.

Le chef de l'opposition prétend que nous sommes, cette année, plus réticents que de coutume. Sait-il la raison de cela? Les années dernières, le chef de l'opposition était à peu près le seul et, en répondant à tout ce qu'il nous demandait, nous voulions lui épargner du travail autant que possible. Cette année, à tout instant, il se vante d'être à la tête d'une formidable opposition et d'être appuyé par des hommes très forts. Ceux-là, s'ils

sont si forts, si capables, peuvent parfaitement compulser les comptes publics pour trouver les renseignements qu'il veut. À quoi donc lui sert une puissante opposition? Quoi qu'il en soit, ce n'est pas un certificat très aimable qu'il décerne à ses collègues. Le gouvernement est justifiable de renvoyer l'opposition aux comptes publics pour les renseignements qu'elle veut. Les comptes publics sont bien faits. S'ils étaient faits autrement, le chef de l'opposition les critiquerait, car ils seraient illégaux.

Le chef de l'opposition fait remarquer que M. Paquet a de gros revenus et qu'il est mon associé. Je voudrais bien être son associé. C'est un employé modèle, un employé supérieurement doué. Qu'il ait fait une petite fortune dans les affaires, qui peut l'en blâmer? Si le chef de l'opposition a des blâmes à exprimer contre sa conduite, qu'il le fasse et, en ce qui se rapporte à la position qu'il occupe à la coopérative, qu'il s'adresse à cette dernière! Quant à ce qui se rapporte aux expéditions en Belgique au sujet d'une grosse vente de fromage, je n'en sais rien. Encore une fois, c'est affaire de la coopérative. Le gouvernement n'a eu rien à faire là-dedans. Raisonnablement, peut-on demander au ministre de l'Agriculture des détails qui regardent l'administration d'une coopérative dont nous n'avons le contrôle que pour prévenir les abus?

Le chef de l'opposition prétend que j'ai été lié avec ce monsieur. Et quand cela serait? Je n'ai pas injurié MM. Trudel et Ponton, mais c'est le chef de l'opposition qui m'a obligé à les nommer. J'ai cru devoir dénoncer la transaction frauduleuse de M. Trudel qui a vendu le *Bulletin des agriculteurs* sans le consentement des actionnaires de la coopérative, et cela pour des fins personnelles et politiques. Mon honorable ami ne viendra toujours pas prétendre que, parce que des gens sont nos amis, nous devons approuver tout ce qu'ils font. Le chef de l'opposition a eu aussi d'étroites relations avec des hommes qu'il a lâchés aujourd'hui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Tout le monde se rappelle de l'époque nationaliste en cette Chambre. Lorsque M. Bourassa est reparti sans avoir renversé le gouvernement, mon honorable ami l'a lâché dans une mémorable circonstance. Il l'a lâché dès qu'il a vu que M. Bourassa ne le porterait pas au pouvoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah non!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): On se rappelle que mon honorable ami ne se gênait pas pour dire à M. Bourassa qu'il était fatigué de veiller un mort et de sentir le cierge. (Rires) M. Bourassa est un homme de talent, que j'admire, et il ne méritait pas d'être lâché comme cela. Il y en a d'autres que mon ami a lâchés. Sir Robert Borden, qui avait été porté au pouvoir par mon honorable ami...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Écoutez, écoutez!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Sir Robert Borden, qui était le chef du Parti conservateur, a été lâché par le chef de l'opposition. Ai-je eu raison ou tort d'avoir lâché M. Trudel?

M. Tétreau (Montréal-Dorion) fait allusion au ministre de l'Agriculture qui n'a pas voulu payer sa taxe sur le revenu.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Au commencement de la session, le député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) m'a accusé de faire plaider un procès par les avocats du gouvernement, au sujet de la taxe que le gouvernement fédéral voulait imposer sur les indemnités des députés, sur les salaires des ministres et des employés civils.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Était-ce le gouvernement qui était poursuivi?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non. Il s'agit, dans cette affaire, non pas de moi, mais de nous tous, de mes collègues, des députés, des membres de l'opposition, de tous les employés civils. Il s'agit de plus de l'autonomie des provinces et il se trouve que toutes sont intéressées dans cette affaire. Je suis bien à l'aise pour parler de cette question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais est-ce que cela regarde l'industrie laitière?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est le chef de l'opposition qui m'a entraîné sur ce sujet, mais je ne le traiterai que si l'opposition le permet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) acquiesce.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai mis la cause devant les tribunaux à la demande de Sir Lomer Gouin, alors ministre de la Justice. M. Gouin voulait en faire une cause type. J'ai laissé mon nom à ce procès qui intéresse tous les ministres, tous les députés, tous les employés civils du pays qui veulent savoir si le gouvernement fédéral peut taxer les revenus des employés civils. Mais je voudrais bien savoir s'il y a des députés de l'opposition qui ont payé l'impôt sur leur indemnité parlementaire. Qu'ils se lèvent donc, ceux qui ont payé!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Moi, j'ai payé!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable député de Laval (M. Renaud) a-t-il payé?

**M. Renaud (Laval):** Non, je n'ai pas payé. Je n'ai pas encore reçu de compte.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable député de Joliette (M. Dufresne) a-t-il payé?

**M. Dufresne (Joliette):** Oui, j'ai payé.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Tant mieux! Si je gagne ce "test case", l'honorable député de Joliette se fera bien rembourser. L'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a-t-il payé?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce un questionnaire?

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** Je serais intervenu avant, mais on n'a pas soulevé de point d'ordre.

**M. Renaud (Laval)** veut intervenir.

**Des voix:** À l'ordre, à l'ordre!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai donc pas agi en mon nom personnel dans cette affaire. J'ai lutté, non seulement pour moi, mais pour tous les intéressés, et la décision qui sera rendue affectera tous ceux qui comme moi reçoivent une indemnité. Je crois que l'on a tort et que l'on est mal vu de reprocher les démarches que j'ai faites à ce sujet. Maintenant, gagnons-nous? Je n'en sais rien. Le député de Laval n'a pas payé ses taxes de revenu parce qu'il savait

que j'avais demandé un "test case" à ce sujet. Lui qui l'année dernière me courait partout pour me demander des nouvelles de mon procès, comment se fait-il qu'il n'a pas protesté contre l'insinuation faite tantôt par le député de Montréal-Laurier, qui disait que je ne payais pas mes taxes? Ceci prouve que je n'avais pas complètement tort et que, même de la gauche, quoi qu'en disent certains amis du chef de l'opposition, on m'a approuvé et on m'approuve encore.

**M. Renaud (Laval)** veut intervenir.

**Des voix ministérielles:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Renaud (Laval):** Ah! nous vous répondons tantôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer que l'on s'était éloigné de l'industrie laitière.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond)** répond que la question a été soulevée avec le consentement de l'opposition.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Tétreau) n'était pas en Chambre l'an dernier. Il ne sait pas que cette affaire de taxes sur les salaires des ministres et des employés civils intéresse tous les gouvernements du dominion. Il y a eu plusieurs procès à ce sujet. À Montréal, on a même fait un procès pour savoir si des locataires de bureaux dans des édifices appartenant à l'État ne pourraient pas être exemptés d'une partie de l'impôt ou tout au moins avoir une diminution de loyer à cause du fait qu'ils payaient ce loyer à l'État.

Cette taxe du gouvernement fédéral porte effectivement atteinte au Trésor des provinces au profit du Trésor fédéral. Si j'ai consenti à laisser mon nom dans un "test case", c'est uniquement pour régler une question qui intéresse toutes les provinces et je crois avoir démontré qu'elle intéresse les députés de l'opposition, puisque plusieurs admettent qu'ils n'ont pas payé l'impôt sur leurs indemnités. Si les employés du gouvernement provincial doivent payer un impôt, cela signifie pour eux un pouvoir d'achat amoindri et, par conséquent, nécessité des augmentations de salaires, ce qui fait que la province est taxée par le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral a lui-même soulevé ce point avec la ville de Montréal. Il a loué l'un de ses édifices de Montréal à un particulier et la ville a voulu taxer cette propriété. Le gouvernement fédéral considérerait que cela

faisait perdre de la valeur à sa propriété. La province de la Colombie-Britannique est même allée jusqu'à déclarer qu'elle ne devrait pas payer de droits d'accise et de droits de douanes sur la liqueur importée.

Pour revenir à l'industrie laitière, je crois avoir démontré que la coopérative est administrée sans ingérence de la part du ministère de l'Agriculture et que M. Paquet, qui est un excellent employé, peut parfaitement contribuer au succès de la coopérative, sans que le ministre ait besoin de connaître toutes les affaires de cette société.

La résolution est laissée en suspens.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Résolution de Montréal-Est

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 141 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 30 janvier 1924.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministre de l'Agriculture a terminé son discours de cet après-midi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministre de l'Agriculture a l'intention de continuer à dévier du sujet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) ne souhaite pas poursuivre cette discussion; il veut faire preuve de modération et s'en tenir au sujet du débat, mais il se plaint de ce que le ministre de l'Agriculture ait rappelé son passé politique, sa conduite en 1911 et ses rapports avec les idées de M. Bourassa. Le ministre de l'Agriculture est allé à Ottawa, il a discuté mon attitude lors des dernières élections, mes relations avec M. Bourassa. Je n'ai rien à regretter. J'ai agi loyalement. J'ai toujours traité M. Bourassa avec justice. Quand même je ne partagerais pas toutes ses opinions, je le respecterai toujours plus que le ministre et sa majorité. Je n'ai jamais eu avec lui aucune divergence d'idées sur les questions provinciales et il a même approuvé mon attitude sur plusieurs points.

Quant à 1911, j'ai voté pour la protection. Je suis en bonne compagnie, puisque Sir Lomer Gouin est de mon côté. Je pourrais bien faire des malices et lancer des pierres, comme reprèsailles, dans le jardin du ministre. Je pourrais bien lire la lettre que le ministre, alors indépendant, écrivait au sénateur Landry, dans laquelle il demandait de l'argent pour ses élections. Il disait même plus tard qu'il était prêt à donner son vote pour renverser Laurier. Moi, je n'ai jamais offert mon vote pour tuer Laurier. Je voterais encore pour la protection et je ne comprends pas pourquoi le ministre de l'Agriculture s'acharne tant à la réciprocité.

M. Fortier (Beauce): Le chef de l'opposition est-il contre la réciprocité des produits agricoles?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En principe, je suis protectionniste. Je suis en faveur de la protection des produits nationaux et je favorise le protectionnisme pour les biens qui stimulent l'industrie. Quant aux détails de la protection, il faudrait discuter cela en temps et lieu. J'aimerais savoir si la Chambre veut discuter d'agriculture ou de réciprocité. Si elle veut discuter de réciprocité, on peut facilement obtenir de la bibliothèque des volumes provenant du fédéral et examiner la question à fond.

Il critique de nouveau l'administration de la coopérative et s'en prend, au passage, au député de Portneuf (M. Hamel) pour un discours dans la campagne électorale de l'hiver dernier.

M. Hamel (Portneuf): Ce que j'ai dit en dehors de la Chambre, je puis le répéter ici.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait allusion aux pouvoirs du ministre de l'Agriculture sur la coopérative, surtout son droit d'approuver le choix du président du conseil exécutif.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) illustre la nécessité de ce droit en faisant allusion aux tentatives qui pourraient être faites pour détruire la coopérative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) revient au salaire de M. Paquet à la coopérative. Il trouve que celui-ci est trop bien payé et il se plaint de l'inégalité des traitements. Il s'élève contre le traitement des favoris alors que les petits fonctionnaires sont pauvrement payés. Pour justifier le salaire double de M. Paquet, il faudrait nous démontrer, chez cet homme, une compétence exceptionnelle, une connaissance spéciale de la coopérative, des marchés, des prix, des denrées, et ceci n'est pas prouvé.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mon honorable ami veut des renseignements sur M. Paquet. Je vais lui en donner. Il est d'une compétence indiscutable, un homme d'affaires éclairé et qui nous a rendu des services précieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il gagne \$7,000?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) lit une lettre de M. Arsène Denis, président de la Coopérative fédérée, qui dit que le salaire de M. Paquet est de \$5,000 avec une commission qui ne doit pas dépasser \$2,000. L'ancien gérant, M. Trudel, avait un salaire de \$10,000 avec \$1,000 en plus comme frais de représentation. Cependant, les affaires de la Coopérative fédérée sont plus considérables et sembleraient commander un traitement plus fort.

Une voix de l'opposition demande si M. Denis, qui a signé la lettre, a un lien de parenté avec M. Paquet.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce gentleman est président du comité de cette coopérative et il n'a, à ma connaissance, aucun lien de parenté avec M. Paquet.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Y a-t-il des relations entre le ministère et la coopérative?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous exerçons un certain contrôle sur les affaires. La politique n'a rien à voir à l'administration interne de l'institution et le seul contrôle gouvernemental consiste justement à empêcher que l'oeuvre devienne la chose de particuliers ou de coteries. Nous n'entrons pas dans les détails de l'administration. Nous ne nous occupons pas des opérations commerciales de la coopérative.

Quant à M. Paquet, il donne tout son temps, après le bureau, pour diriger la coopérative, mais il n'est pas mon représentant dans la coopérative. On lui a permis de continuer à exercer ses fonctions de comptable en chef au ministère de l'Agriculture, car c'est un homme d'une activité extraordinaire, travaillant de 15 à 18 heures par jour. Il ne connaît ni congé ni repos. On a insisté pour l'avoir à la tête de la coopérative à cause de sa compétence spéciale.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je ne doute pas de sa compétence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il est beaucoup plus compétent que moi.

M. Renaud (Laval): Pourquoi n'est-il pas ministre, alors? Si M. Paquet est si capable, est-ce que la coopérative s'en porte mieux?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Elle se porte à merveille. Elle va faire, cette année, pour \$8,000,000 d'affaires. Elle en a déjà fait pour \$10,000,000.

M. Smart (Westmount): Son capital payé est de combien?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Elle a pour environ \$200,000 de capital payé.

M. Smart (Westmount): Entièrement payé?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Smart (Westmount): Alors, pourquoi le gouvernement lui a-t-il fait une avance de \$16,000?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce montant nous a été remboursé intégralement.

M. Smart (Westmount): Mais pourquoi le gouvernement lui a-t-il fait une avance de \$16,000

si son capital était entièrement payé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Nous n'étions pas obligés de lui prêter cet argent, mais le gouvernement a demandé que des officiers de la coopérative préparent quelque exposition et il en a assumé les coûts.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Est-ce que le gouvernement a investi de l'argent dans des coopératives?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le gouvernement a prêté, il y a une dizaine d'années, une somme de \$16,000 à la coopérative des planteurs de tabac d'Yamaska, et cette coopérative est très prospère.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Le député d'Yamaska (M. Laperrière) est-il intéressé dans cette coopérative?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je ne crois pas.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Avant la fusion des coopératives, les trois faisaient un total d'opérations de \$14,000,000. Aujourd'hui, la Coopérative fédérée ne fait que \$8,000,000, malgré la fusion de la Coopérative des producteurs de grains de semence, qui a fait jusqu'à \$3,000,000 d'affaires par année, et du Comptoir coopératif qui en a fait jusqu'à \$1,000,000.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chiffre de \$14,000,000 est celui du temps de la guerre alors que les produits se vendaient très cher.

**M. Renaud (Laval):** La coopérative est supposée être le bien des cultivateurs, elle est leur mal.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Ce n'est pas l'opinion de ses 15,000 actionnaires.

**M. Smart (Westmount)** fait remarquer que la classification des produits exportés est faite par le gouvernement fédéral et qu'il est informé que la Coopérative fédérée a fait des pertes.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit que la coopérative a un fonds de réserve de près de \$150,000 et qu'elle étend ses activités à la

production de la viande, des oeufs, du miel, du sucre et du sirop d'érable, du bétail, en plus des produits de la ferme, et qu'elle s'occupe également de la graine de lin, etc., pour la culture.

**M. Renaud (Laval)** prétend que la coopérative s'occupe de trop de choses et qu'elle ne devrait pas s'occuper du commerce des bestiaux. Pour appuyer ses prétentions, il se base sur des faits particuliers. Il dit que des animaux ont été vendus sur le marché de Montréal par des "commis de groceries". On aurait été mieux, dit-il, de rester dans le beurre et le fromage. C'est d'même quand on fait c'qu'on ne connaît pas<sup>4</sup>. Ça aurait été bougrement mieux que la coopérative s'occupe rien que de son ancien commerce... Elle veut contrôler le commerce... C'est mieux d'laisser l'commerce au peuple. Les cultivateurs faillissent les uns après les autres parce qu'ils sont sous contrôle... On a vu des trains d'animaux vendus à vil prix par des commis qui ne connaissaient pas ça. Le cultivateur payait pour le fret de sa vache, puis il perdait sa vache et payait pour la perdre.

**M. Bugeaud (Bonaventure):** S'il y a eu des erreurs isolées de commises, ce n'est pas une raison pour condamner la coopérative en bloc. Dans mon comté de Bonaventure, elle a produit de bons résultats. Notre marché principal est Montréal. Or la métropole est à 600 milles de chez nous. Comment voulez-vous que nos populations atteignent ce marché sans l'aide de la coopérative? Autrefois, nos gens ne pouvaient vivre des produits de leur terre; ils n'avaient pas de marché et n'obtenaient pas de bons prix. Voyant ces conditions malheureuses, j'ai coopéré à l'établissement du système coopératif dans nos paroisses. Et la prospérité est venue. Immédiatement, les capitaux sont entrés dans les foyers, et l'épargne s'est pratiquée sur une grande échelle. Les dépôts dans les banques et les caisses populaires sont considérables. Sur 17 paroisses, 15 sont organisées en coopératives pour la vente des produits de la ferme et 17 caisses populaires, qui ont \$800,000 de dépôts actuellement, fournissent de l'argent à leurs membres. Des coopératives d'achat sont aussi organisées.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** s'attarde ensuite sur les bienfaits de la classification des produits. C'est là l'oeuvre de la coopérative. Avant l'existence de celle-ci, les produits ontariens avaient prime sur les nôtres. Les rôles sont maintenant renversés. Québec arrive avant sa rivale. Voilà des arguments qui parlent autrement mieux que ceux des gens mal renseignés.

Actuellement, le gouvernement est l'auteur de la fédération coopérative, qui compte 15,000 membres et qui en comptera 20,000 demain. Cela vaut mieux que de fonder un parti fermier.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** Il me semble que, si on a fait \$8,000,000 d'affaires, on aurait dû faire plus de profits. \$30,000, c'est peu de chose. Il cite en exemple le cas d'un fermier qui, lui a-t-on révélé, n'a pas été bien traité par la coopérative.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** explique à ce dernier le principe de la coopération. Il dit que les cultivateurs qui ont investi dans ce capital de \$200,000 ont obtenu 6% d'intérêt. Les affaires de l'organisme ont sans aucun doute baissé, mais il en est ainsi dans tous les secteurs des affaires à Montréal. Les affaires sont en baisse partout et le député de Montréal-Saint-Henri, qui fait lui-même des affaires en tant qu'entrepreneur, partage sûrement ce point de vue, même s'il a eu un contrat avec la Commission métropolitaine.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri)** dit qu'il n'a jamais eu de contrat avec la Commission métropolitaine, même s'il a eu un contrat avec l'une des municipalités sous le contrôle de cette commission.

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):** Est-ce que les affaires de la Commission des liqueurs ont baissé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** ne veut pas entrer dans les affaires de la commission.

**M. Faucher (Québec-Centre)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** explique, dans sa réponse à ce dernier, que le département de l'Agriculture aide la coopérative à introduire ses produits en Europe.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me réjouis de revoir le ministre de l'Agriculture des anciens jours.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis un peu vif, et il n'y en a pas qui le savent mieux que le chef de l'opposition. Depuis 23 ans que je suis en cette Chambre, pas un dé-

puté ne peut me reprocher une colère. Je continuerai à donner des renseignements avec l'empressement que j'y mets ce soir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre oublie cet après-midi. Il est allé jusqu'à raconter de prétendues querelles avec M. Bourassa...

Il se déclare cependant satisfait de la discussion et dit qu'il a toujours été en faveur du principe de la coopération, dont il reconnaît la nécessité. Il se dit prêt à admettre que la coopération a fait un grand bien aux cultivateurs en ces dernières années. Il critique toutefois les abus qui pourraient se glisser dans son administration.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** ajoute quelques mots.

La résolution est adoptée. (Applaudissements)

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, S.R.Q., 1909, articles 1958-1970, tels qu'amendés par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31; 11 George V, chapitre 37, et arrêté ministériel no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le président de la Société d'industrie laitière (le sénateur Gustave Boyer) a fait un voyage dans l'Ouest. Est-ce que cette somme de \$2,000 en paiera les frais?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Non, mon sous-ministre m'informe que son voyage était payé par le Conseil fédéral de l'industrie laitière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministère de l'Agriculture a longtemps fait des largesses avec le subside fédéral. Je comprends que le subside va être supprimé?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** J'ai fait des représentations encore la semaine dernière à Ottawa, car j'ai été informé qu'on voulait supprimer ce subside.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce serait de l'économie mal placée.



L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce serait une erreur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le ministre de s'opposer à la réduction du subside fédéral pour l'agriculture.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Que l'honorable chef de l'opposition soit bon prince et votons aussi l'item des cercles agricoles: \$65,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vais l'être comme toujours.

M. le Président (M. Laferté, Drummond): Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il de cercles de moins?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a un cercle de plus. Il y en avait 709; nous en avons 710 avec 39,000 membres.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): L'argent est distribué au prorata des membres?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) interroge le ministre sur le *Journal d'agriculture* et les membres.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que le *Journal d'agriculture* est envoyé à tous les membres des cercles agricoles.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 20.

#### NOTES

1. Juste avant la séance, un photographe est entré dans la Chambre pour photographier l'intérieur de la salle avec les députés à leurs sièges, ce qui a retardé de quelques minutes l'ouverture de la séance.

2. M. Mercier, qui a été, selon *l'Événement*, président de la commission de feu à Montréal, a toujours été considéré comme un véritable père pour les pompiers.

3. La Cleveland Tractor Company, une compagnie de Cleveland, Ohio, selon la *Gazette* ou une compagnie de Windsor, Ontario, selon la *Patrie*.

4. Le langage pittoresque de M. Renaud lui attira des applaudissements, note le *Soleil*.



Séance du 13 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Frais de publicité  
de la Commission des liqueurs**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1923 pour frais de publicité dans les journaux quotidiens de la province?

2. Quels sont les noms de ces journaux et combien pour chacun?

3. Quels sont les noms des journaux en dehors de la province et quel montant pour chacun?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Dans les journaux quotidiens et autres: \$5,868.34.

2. *L'Action catholique*, \$143.25; *Le Canada*, \$353.22; *The Chronicle*, Québec, \$50.64; *Le Devoir*, \$338.22; *Jewish Eagle*, \$327.80; *L'Événement*, \$98; *The Gazette*, \$472.36; *The Herald*, \$305.35; *La Patrie*, \$519.36; *La Presse*, \$1,030.72; *Le Quotidien*, Lévis, \$31.14; *Sherbrooke Record*, \$83.55; *Le Soleil*, \$184; *The Star*, \$976.24; *The Telegraph*, Québec, \$88.13; *La Tribune*, Sherbrooke, \$89; *L'Abbiibi*, Amos, \$6.72; *Le Progrès de Valleyfield*, \$1; *Le Nouvelliste*, \$73.50; *L'Action populaire*, \$5.04; *The Advance*, Pontiac, \$3.12; *The Advance*, Hull, \$2.88; *L'Autorité*, \$10.20; *L'Avenir du Nord*, \$6; *Le Bien public*, \$5.04; *Le Bulletin*, \$6.80; *Trade Bulletin*, \$16.80; *Le Bulletin du commerce*, \$10.20; *Le Bulletin de la ferme*, \$23.80; *Bulletin d'Ormstown*, \$7.20; *Le Canada*, \$12.75; *Le Canada français*, \$6; *Le Canadien*, Thetford Mines, \$3.36; *The St. Maurice Valley Chronicle*, \$15.43; *Le Clairon*, Saint-Hyacinthe, \$3.36; *Le Colon*, Roberval, \$3.36; *Le Courrier*, Montmagny, \$3.36; *Le Courrier de Sorel*, \$4.32; *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, \$4.32; *Le Droit*, \$11.90; *The Echo*, \$4.80; *L'Écho du Saint-Maurice*, \$3.36; *L'Éclaireur*, \$3.84; *The Enterprise*, Magog, \$6; *The Equity*, Shawville, \$5.40; *L'Étoile du Nord*, \$3.60; *The Free Press*, Verdun, \$10.08; *The Gleaner*, Hun-

tingdon, \$4.80; *L'Hebdomadaire*, Lévis, \$5.04; *L'Information*, \$17; *Le Journal*, Fraserville, \$5.04; *The Stanstead Journal*, \$10.80; *Mail Granby*, \$2.88; *Le Matin*, \$13.60; *Messenger*, Verdun, \$10.08; *La Minerve*, \$8.50; *Le Monde ouvrier*, \$17; *Le Moniteur du commerce*, \$40.80; *Le Nationaliste*, \$6.80; *The News*, St. John's, \$0.96; *The News*, Bedford, \$0.96; *The News*, Knowlton, \$0.96; *The News*, Lachute, \$0.96; *The News*, Magog, \$0.96; *The News*, Richmond, \$0.96; *The News*, Huntingdon, \$0.96; *The News*, Westmount, \$16.80; *The Observer*, Coaticook, \$3.60; *Le Peuple*, Montmagny, \$6.72; *The Post*, Buckingham, \$4.32; *Le Prix courant*, \$51; *Le Progrès de l'Est*, \$3.36; *Le Progrès du Golfe*, \$6; *Le Progrès du Saguenay*, \$8.40; *Le Progrès de Valleyfield*, \$4.80; *Review*, Montréal, \$76.50; *Le Samedi*, \$51; *La Semaine commerciale*, \$10.20; *Le Sorelois*, \$5.04; *Le Spectateur*, Hull, \$6.72; *The Standard*, \$25.50; *Le Saint-Laurent*, Rivière-du-Loup, \$5.04; *Financial Times*, \$40.80; *Times Guardian*, Danville, \$1.20; *Times*, Richmond, \$1.20; *Times*, Windsor Mills, \$1.20; *La Tribune*, Saint-Hyacinthe, \$6.72; *L'Union des Cantons de l'Est*, \$3.36; *The Watchman*, Lachute, \$5.28.

3. Aucun.

**Ventes de la Commission des liqueurs**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec du 1<sup>er</sup> juillet 1922 au 1<sup>er</sup> juillet 1923?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il perçu des brasseries, en droits, impôts, etc., durant le même exercice fiscal?

3. Quel montant ont rapporté dans la même période les licences de taverne, d'hôtel, restaurant, club, etc.?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs en 1922-1923?

5. Quel montant ont rapporté les saisies faites en 1922-1923 en vertu de la loi des liqueurs?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. \$19,746,466.89.

2. \$696,597.68.

3. \$834,659.19.

4. \$69,235.

5. \$137,132.18.

### Crédit pour la Herald Publishing Co.

M. Renaud (Laval): 1. Combien la Herald Publishing Company a-t-elle publié d'articles pour les \$4,800 qu'elle a reçus à même le crédit "Divers en général" pendant le dernier exercice?

2. Où ces articles ont-ils été publiés?
3. À quelles dates ont-ils été publiés?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 48 articles.

2. Dans le *Montreal Herald*.
3. Entre le 22 avril 1922 et le 31 mars 1923.

### Commandes de liqueurs aux firmes françaises

M. Patenaude (Jacques-Cartier): 1. Combien de firmes françaises ont offert des vins à la Commission des liqueurs?

2. Combien ont offert des cognacs?
3. Combien ont offert des liqueurs?
4. À combien de firmes des commandes ont-elles été données?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 340.  
2. 119.  
3. 13.  
4. 97.

### Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 amendement la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Ricard (Saint-Maurice) invite le député de Sainte-Marie (M. Houde) à donner des explications.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) explique qu'il s'agit de faire quelques modifications à la charte de l'association.

M. Ricard (Saint-Maurice): Mais je veux connaître la portée de chaque amendement.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La section 13 de ladite loi est remplacée par la suivante:

"13. La majorité des deux tiers des membres de la corporation présents à une assemblée générale aura seule le pouvoir de faire, d'amender ou d'abroger les règlements:

"a. Pour l'administration de ses affaires et sa régie interne;

"b. Pour l'admission, la conduite, la suspension, l'expulsion et la réinstallation de tout membre de l'association;

"c. Pour déterminer, augmenter ou diminuer les contributions ordinaires et extraordinaires à être payées par les membres pensionnaires et autres bénéficiaires;

"d. Pour établir des caisses séparées à l'effet de pourvoir aux bénéfices mentionnés dans l'article 5;

"e. Pour déterminer et modifier les bénéfices à être payés au moyen desdites caisses;

"f. Pour retenir sur les bénéfices ou pensions qu'elle sera tenue de payer à ses membres ou autres parties intéressées, tout montant qui pourra lui être dû par ces personnes en vertu du paragraphe c du présent article;

"g. Pour autoriser la cité de Montréal à retenir sur le salaire de tout membre de la brigade des pompiers de Montréal toute somme, de quelque nature qu'elle soit, qu'il devra à ladite association et à la remettre à cette dernière;

"h. Pour l'imposition d'amendes pour infraction aux règlements;

"i. Pour fixer la date et le mode de nomination du bureau de direction;

"j. Pour fixer le mode de convocation de toute assemblée et les détails de la votation dans toute assemblée ou élection;

"k. Pour établir les termes et conditions par lesquels le bureau de direction pourra transiger ou faire tout compromis ou arrangement quelconque avec toute personne ou ses représentants légaux, ayant droit de participer aux bénéfices de la corporation, à changer la manière par laquelle les bénéfices seront payés pour le rachat de leurs droits et pour libérer la corporation.

"Néanmoins, aucun membre ou pensionnaire ne pourra faire de transactions ni de compromis sur les droits que sa veuve ou sa famille pourrait avoir après son décès;

"l. Pour faire tous autres règlements qu'elle jugera à propos pour le bon fonctionnement de l'association, pourvu qu'ils ne soient pas incompatibles avec la présente loi ou toute autre loi de la province de Québec, et spécialement pour déléguer à son bureau de direction tous les ou partie

des pouvoirs énumérés dans le présent article;

"m. Vingt membres en règle auront le droit de proposer l'amendement ou l'abrogation des règlements à l'assemblée générale annuelle, en donnant un avis par écrit au président, au moins un mois avant la date de ladite assemblée, et en affichant une copie dudit avis dans chacun des postes de pompiers durant les huit jours précédant ladite assemblée."

M. Ricard (Saint-Maurice) fait remarquer que les pouvoirs que demande cette association lui semblent quelque peu exorbitants. Il veut savoir ce que dit à ce sujet l'ancienne loi que l'on veut amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice devrait à ce sujet consulter les statuts.

M. Ricard (Saint-Maurice): Je préfère référer au parrain du bill. Il doit être capable de donner des explications.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) répond à son collègue de Saint-Maurice que l'on demande ce qui est tout simplement accordé dans la loi générale.

M. Ricard (Saint-Maurice): Je regrette que le promoteur du bill ne soit pas en mesure de renseigner la Chambre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ils s'agit tout simplement de conférer au bureau de direction de l'association des pouvoirs qu'il n'a pas actuellement et qui lui permettront de voir à une meilleure administration des affaires de l'association.

M. Ricard (Saint-Maurice) n'est pas satisfait de ces explications.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que les deux amendements que l'on veut faire adopter, c'est d'abord que l'on change les mots "de la brigade" en ceux de "de l'association" au paragraphe b, c'est-à-dire que l'on dise que les membres de la brigade font maintenant partie de l'association. L'autre amendement, au paragraphe m, veut que, à l'avenir, non seulement les directeurs, comme sous l'ancienne loi, mais les membres de l'association puissent demander des amendements aux règlements.

M. Ricard (Saint-Maurice): La Chambre semble prête à voter le premier amendement, puisque les renseignements nécessaires lui ont été fournis.

L'honorable M. David (Terrebonne) fait remarquer, à propos du deuxième amendement, que la loi générale stipule que des règlements ne peuvent être adoptés qu'à des assemblées générales. Il croit que, même dans le cas des pompiers, ce serait un mauvais précédent à créer et qu'il vaudrait peut-être mieux de laisser la loi telle qu'elle est et n'autoriser l'adoption des règlements qu'aux assemblées générales de cette association.

M. Ricard (Saint-Maurice) ajoute que cette suggestion est pleine de bon sens. Il croit aussi que, malgré qu'il s'agisse d'une association dont tous reconnaissent l'utilité, il est bon de faire respecter la loi fédérale et de ne pas permettre qu'un groupe de quelques hommes seulement amende une charte et passe des règlements.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les membres de la brigade de feu de Montréal sont dans une situation bien différente des membres des autres corps publics. Ils doivent être au poste durant 24 heures par jour et ne peuvent pas toujours assister à des assemblées. La clause, telle que présentée, n'est pas une atteinte aux droits des pompiers, mais ne fait que leur permettre, lorsqu'ils le jugeront à propos, de régler entre eux des questions vitales dont ils sont au courant et auxquelles ils pourront s'objecter, s'ils croient la chose opportune.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai aucune objection à fixer le délai à 15 jours au lieu de 8 pour l'affichage des avis annonçant l'adoption d'un règlement par le bureau de direction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous autorisé à accepter cette extension de délai?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, mais je crois que les pompiers n'auront aucune objection à cet amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a pas de danger que les pompiers qui se rendent à leurs casernes tous les jours ne voient pas les avis, même s'ils sont affichés durant une plus courte période.

M. Ricard (Saint-Maurice) déclare que, s'il a demandé des renseignements, ce n'est que pour être au courant de ce que comporte cette mesure. Trop longtemps, dit-il, le chef de l'opposition et ses amis ont prétendu que la majorité servile du gouvernement appuyait des mesures sans tenir compte de l'intérêt public. Je suis favorable aux pompiers de Montréal, mais je tenais à souligner le fait que le parrain de ce bill n'a pas été en mesure de renseigner la Chambre. Il a fallu que le ministre s'en mêle et défende lui-même les intérêts et les intéressés.

L'article est adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose en amendement qu'un pompier en entrant dans la brigade soit immédiatement sociétaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) n'a pas d'objection à cet amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose un amendement pour faire décréter que toute pension ne puisse être payée à un pompier, à moins qu'il n'ait été sociétaire pendant au moins 20 ans et non après 20 ans de service dans la brigade du feu.

Cet amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Saint-Lambert

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 amendant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté.

En comité:

Des députés de l'opposition demandent des explications au député de Chambly (M. Thurber).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Chambly n'est pas ici et je

crois que le bill a été longuement discuté au comité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez que le promoteur soit ici.

Puis M. Thurber paraît en Chambre. (Applaudissements à droite)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La section 10 de la loi 11 George V, chapitre 117, est remplacée par la suivante:

"10. L'article 5373 des statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"Le non-paiement des taxes qu'il doit à la municipalité ne prive pas un électeur du droit d'être inscrit sur la liste électorale ni du droit de voter."

M. Thurber<sup>1</sup> (Chambly): Il ne s'agit que de ratifier une exemption de taxes accordée à la Dominion Textile Company, laquelle doit construire de vastes usines à Saint-Lambert.

MM. Patenaude (Jacques-Cartier) et Tétréau (Montréal-Dorion) questionnent le député de Chambly pour savoir si la Dominion Textile a obtenu une exemption de taxes à Saint-Lambert et dans quelles conditions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour combien de temps l'exemption de taxes?

M. Thurber (Chambly): Pour 10 ans, je crois.

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La section 16 de ladite loi est remplacée par la suivante:

"16. La période de temps pendant laquelle la Dominion Textile Company Limited doit commencer l'érection d'une fabrique de coton, ainsi qu'il y est pourvu dans la section première de sa convention avec la cité de Saint-Lambert, ratifiée par la loi 8 George V, chapitre 117, est, par la présente loi, prolongée au 1<sup>er</sup> de septembre 1927."

M. Thurber (Chambly) explique que le conseil de Saint-Lambert, il y a quelques années, a conclu un arrangement avec la Dominion Textile au sujet de l'industrie qui doit être établie à cet endroit. Il s'agit simplement d'étendre ce délai

jusqu'en 1927, vu que des circonstances absolument imprévues ont empêché la réalisation de ce projet jusqu'ici.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je vois par le bill que l'on nous demande de prolonger jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1927 la date à laquelle la Dominion Textile devra commencer la construction d'une usine. Les électeurs de Saint-Lambert ont-ils été consultés à ce sujet?

**M. Thurber (Chambly):** Le conseil municipal a approuvé cet amendement comme les autres, de sorte que la cité de Saint-Lambert consent à prolonger le délai. Rien, d'ailleurs, dans ce bill n'est proposé sans l'approbation des contribuables de Saint-Lambert et j'espère que la Chambre le ratifiera après l'avoir étudié.

**M. Richard (Verchères)** approuve les déclarations du député de Chambly (M. Thurber) et déclare que les citoyens du comté de Verchères bénéficieront aussi de l'industrie de la Dominion Textile. Il demande à son tour à la Chambre de voter cette mesure, car il la croit sincèrement d'intérêt public et sujette à rendre des services inappréciables à la population des comtés de la rive sud du Saint-Laurent.

Cet article est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thurber (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commissaires d'écoles de Notre-Dame de Granby**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 136 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame de Granby.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill

au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vente d'immeuble par dame R. Gougeon à Pierre Robert**

**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 ratifiant et confirmant une vente d'immeuble par dame Régina Gougeon "et vir" et autres, ès qualité, à Pierre Robert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Résolution de Montréal-Est**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 30 janvier 1924 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Création d'un institut pédagogique à Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 relatif à l'établissement d'un institut pédagogique à Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il le recommande à sa considération.

En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

Attendu que les dames religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal sont disposées à établir et à maintenir un institut pédagogique ou école normale supérieure, pour la formation plus complète du personnel enseignant féminin, tant religieux que laïque;

Attendu qu'une telle école normale supérieure assurerait à l'enseignement primaire un personnel de premier ordre, et élèverait, par le fait même, le niveau des études dans cette province;

Que lesdites dames religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal ont sollicité l'appui et la collaboration du gouvernement pour

l'établissement et le maintien de cette école normale supérieure; et

Attendu qu'il convient d'aider à l'établissement de cette école normale supérieure;

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'attribuer annuellement, pour une période de quinze années, à même le fonds consolidé du revenu, aux dames religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, une somme de vingt-cinq mille dollars, pour les aider à établir et à maintenir un institut pédagogique ou école normale supérieure en la cité de Montréal.

Le but est d'aider les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame à fonder une institut pédagogique où on formera des professeurs. Les dames religieuses de la congrégation sont au pays depuis deux siècles et demi. Comme les ursulines et les autres communautés-soeurs, cette congrégation a donné aux enfants une excellente éducation qu'elle s'est toujours efforcée d'améliorer. Cette communauté veut aujourd'hui agrandir son champ d'action et est disposée à établir et à maintenir un institut pédagogique ou école normale supérieure pour la formation plus complète du personnel enseignant féminin, tant religieux que laïque; à cette fin, le gouvernement lui accorde annuellement, pour une période de 15 ans, à même le fonds consolidé de la province, une somme de \$25,000 pour l'aider à établir et à maintenir cet institut.

Il est évident que le gouvernement ne peut rester en arrière quand il s'agit de favoriser une nouvelle entreprise tendant à perfectionner notre méthode d'enseignement et de préparer des jeunes filles ou des jeunes gens à cette noble carrière. Je ne doute pas que cette mesure recevra l'assentiment unanime de cette Chambre. J'en profite pour féliciter de tout coeur les révérendes soeurs de la congrégation pour leur dévouement inlassable à la belle cause de l'enseignement et pour souhaiter qu'elles continuent longtemps encore à s'intéresser à cette oeuvre.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je me joins à l'honorable secrétaire provincial pour féliciter les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame. Elles ont droit à la reconnaissance de toute notre population. Le gouvernement, malgré l'inexistence de cet institut pédagogique, a toujours laissé entendre que tout était complet et parfait dans la province. Je suis heureux de constater que cette école normale sera enfin créée. J'espère que la réalisation de ce projet nous assurera une école normale supérieure et je n'ai aucun doute que les religieuses de cette belle communauté le réaliseront avec succès.

ront avec succès.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 2. Que le secrétaire de la province soit chargé de l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions et qu'il soit autorisé à s'entendre avec le conseil des dames religieuses de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal à ce sujet.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commission des eaux courantes et rivière Saint-Maurice

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à la rivière Saint-Maurice et à ses tributaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

#### En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la loi 3 George



V, chapitre 6, il soit permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter de temps à autre le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, pour une somme n'excédant pas en tout \$3,000,000 au lieu d'une somme n'excédant pas en tout \$2,500,000, tel que prescrit par la section 2 de la loi 8 George V, chapitre 12.

En vertu d'une loi passée en 1912, la Commission des eaux courantes a construit un barrage au rapide de La Loutre sur le Saint-Maurice. Mais ce n'était que le commencement de l'exécution d'un plan général de la commission. Depuis, la commission a continué ses études sur la régularisation des eaux de la rivière Saint-Maurice et elle a décidé qu'il était nécessaire de terminer son travail. Aussi, elle demande l'autorisation de construire un nouveau barrage à un endroit connu sous le nom de lac Makinac, entre La Tuque et Harvey Jonction, et qui sera au coût de \$500,000. Ce nouveau réservoir a pour objet de fournir, aux industries établies sur le Saint-Maurice, plus d'eau que le Saint-Maurice n'en fournit actuellement et de garder plus particulièrement la réserve d'eau qui est accumulée en haut du barrage actuel. De plus, du côté de la rivière Manouan, il y a trois autres petits barrages que la commission a acquis et auxquels il s'agirait de faire des améliorations, entre autres, des glissoires pour billots dont ont besoin les compagnies d'exploitation forestière qui opèrent sur le Saint-Maurice et dans les environs. Autrefois, ces glissoires n'étaient pas nécessaires parce qu'on ne faisait pas l'exploitation forestière plus haut. Certaines compagnies ont même commencé aujourd'hui à couper du bois dans cette région et il sera nécessaire de construire les glissoires demandées. Ce sont ces compagnies qui ont demandé à la Commission des eaux courantes les améliorations qui viennent d'être énumérées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelles sont ces compagnies?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La Brown Corporation pour une.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Le ministre pourrait-il nous dire combien la province doit en raison des travaux entrepris par la Commission des eaux courantes, un total?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le barrage du Saint-Maurice a entraîné la dépense totale qui avait été autorisée à cette fin, soit \$2,500,000, somme que nous demandons au-

jourd'hui de porter à trois millions. Le barrage de la rivière Saint-François a coûté \$625,595<sup>2</sup>; celui de la rivière Sainte-Anne, \$205,000<sup>3</sup>; celui de la rivière Jacques-Cartier, \$200,000. Ce sont là les totaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et celui de Kénogami?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il n'est pas encore terminé, de même que celui de la rivière Métis.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Le montant autorisé pour le barrage de Kénogami est de \$1,800,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment vont ces travaux du barrage de Kénogami?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ils vont bien; il y a eu cependant certaines difficultés quant à la nature de terrain. On a dû creuser beaucoup plus qu'on le croyait, mais aujourd'hui on a trouvé une base solide au barrage.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les revenus des barrages de la province?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** En redevances ils ont rapporté, depuis 1918 au 30 juin 1923, environ \$1,500,000.

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Annuellement, c'est \$300,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, c'est cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le barrage actuellement le plus profitable?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est celui du Saint-Maurice incontestablement. Il donne en revenu environ \$275,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À propos de Kénogami, est-ce que l'on n'a pas représenté au gouvernement qu'il y avait assez d'eau là-bas pour accommoder l'industrie établie à Chicoutimi, c'est-à-dire le moulin de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, que l'on désorganisait toute une région sans raison, que le barrage n'était pas nécessaire et

que la compagnie avait plus besoin de limites que d'eau?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il y a eu des objections. On nous a fait toutes sortes de représentations. On a été jusqu'à dire que cela rendrait le climat de l'hiver plus rigoureux. Mais, des personnes autorisées à établir que les eaux étaient suffisantes pour les industries de la région, nous n'avons reçu aucune représentation. Quoi qu'il en soit, la compagnie Price aussi bien que la Compagnie de pulpe de Chicoutimi étaient obligées, chaque année, d'arrêter pendant quelques mois, faute de l'eau nécessaire à leurs usines. Des personnes ont aussi fait des représentations contre le barrage du lac Saint-Jean sous prétexte que ce réservoir allait inonder de trop grandes étendues de terrain. Toutefois, il a été établi solidement que le barrage de Kénogami allait être une aide précieuse aux compagnies industrielles de Chicoutimi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a deux industries?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi et la compagnie Price Brothers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Compagnie de pulpe de Chicoutimi est-elle en opération?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle ne manque pas de limites à bois?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Cette compagnie a dû arrêter ses usines souvent par défaut d'eau, mais elle a des ressources forestières pour plusieurs années à venir.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Il y a aussi un barrage sur la rivière des Métis?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, à la dernière session, la Commission des eaux courantes a été autorisée à construire à cet endroit un barrage de \$225,000.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Nous avons les travaux du Saint-Maurice, de Sainte-Anne, de Saint-François, de Jacques-Cartier, de Kénogami, de Métis...

**M. Tétreau (Montréal-Dorion):** Combien ces barrages développeront de chevaux-vapeur?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il n'y a pas de machinerie sur les barrages et ils ne sont pas faits pour développer de la force motrice, mais pour emmagasiner les eaux et régulariser le débit des cours d'eau. Si l'on prend le Saint-Maurice seulement, les compagnies qui opèrent dans cette région ne pouvaient compter, avant la construction du barrage de La Loutre, que sur un débit maximum de 4,000 à 5,000 mille pieds cubes d'eau à la seconde, dans la période de sécheresse; au printemps, elles pouvaient obtenir 100,000 pieds cubes à la seconde. Grâce au barrage, elles peuvent maintenant compter sur un débit minimum de 12,000 pieds cubes d'eau à la seconde. Nous pouvons leur garantir cela depuis 1918 et, au renouvellement de leur contrat, dans cinq ou six ans, nous serons en mesure de leur assurer un débit minimum de 15,000 pieds cubes. C'est un grand bénéfice pour les industries et un bénéfice pour le gouvernement, qui retire actuellement de ces barrages, en redevances seulement, environ 10 à 15% du capital qu'il a investi.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges) s'informe de l'administration financière de la Commission des eaux courantes.**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** explique comment le gouvernement et la Commission des eaux courantes opèrent pour la construction d'un barrage: autorisation de la dépense par la législature, entente entre la commission et les compagnies qui doivent profiter de ce barrage, garanties que doivent donner ces compagnies, etc.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** En 1912, on a autorisé une dépense de \$1,500,000. Plus tard, en 1918, on a demandé un million de plus. Aujourd'hui, on veut porter la somme totale à trois millions. Les travaux mentionnés par cette loi ont dû être exécutés. Qui a fait les travaux, quels ont été les contrats et les conditions? On avait autorisé des expropriations, en quelles conditions ont-elles été faites? Quel est le montant total dépensé jusqu'à date?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le premier contrat qui fut donné pour la construction du barrage Gouin et qui comportait le premier déboursement d'argent fut donné à la Laurentian Construction. Je n'en suis pas sûr...

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Quel était le montant de ce contrat?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le contrat était de \$1,661,307. Lorsque les travaux furent terminés, il y eut une entente avec la compagnie. On avait construit une usine électrique sur la rivière La Loutre et l'électricité était utilisée pour faire fonctionner les diverses machineries qui servaient à la construction du barrage. On éclairait aussi un petit village de plusieurs centaines de personnes. Il y avait aussi quelques autres constructions, une ligne de chemin de fer de 30 à 35 milles de longueur, qui servait au transport des matériaux. Il y avait aussi des bateaux, chalands et pontons. La Commission des eaux courantes a acheté toutes ces choses dont elle avait besoin. La somme totale s'est alors chiffrée à environ \$2,225,000. La différence représente le coût des explorations faites pour le barrage, de l'exécution des plans et divers autres items préliminaires à la construction et qui se chiffrent à \$200,000. Le coût du barrage se chiffrait à . . .

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** \$1,600,000.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Un peu plus.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Aujourd'hui, il y a une dépense additionnelle de \$600,000.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Pas additionnelle, car cette dépense était couverte par la loi des deux millions et demi. Aujourd'hui, il y a une somme additionnelle de \$500,000 pour des travaux au lac Makinac et aux barrages de la rivière Manouan.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** On a déjà dépensé une somme de \$2,500,000 et aujourd'hui on nous demande un montant additionnel de \$500,000. Nous voulons savoir comment la dépense a été faite dans le passé. En vertu de la première loi, la législature votait une somme de \$1,500,000. En 1918, on demandait et obtenait un million de plus. Aujourd'hui, on veut un demi-million encore. Il serait intéressant de savoir quels sont les travaux projetés, où on est rendu et ce qui reste à faire. La commission du régime des eaux doit avoir un programme général et nous devrions le connaître. On devrait avoir aussi les contrats qui ont été donnés.

La première partie du discours du ministre

est claire, un contrat de \$1,661,000, mais la deuxième partie est moins claire: on a dépensé deux millions et demi...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La commission n'a pas d'autre programme que celui que je viens de donner. Les compagnies industrielles ont demandé la construction d'un barrage à la tête du Saint-Maurice en 1912. Elles voulaient aller sur les terres de la couronne et faire elles-mêmes ces travaux. Nous avons refusé pour protéger toutes les compagnies et toutes les industries, et pour éviter le contrôle du débit des eaux par une seule compagnie. Nous leur avons dit: "Le gouvernement va entreprendre la construction de ce barrage." La Commission des eaux courantes fut alors créée. Elle étudia la question et en vint à la conclusion qu'il valait mieux construire un seul barrage dont le coût serait moins élevé et qui donnerait de meilleurs résultats. La commission, après des études sérieuses, a soumis le projet du barrage Gouin.

C'était alors son seul projet et il était fort complexe. Le barrage fut construit à la suite d'un contrat et, lorsque la construction fut terminée, le projet du moment était complet. La commission avait sans doute l'idée de pouvoir dans l'avenir faire d'autres barrages à d'autres endroits de la rivière, barrages qui augmenteraient le débit de l'eau. Elle a continué son examen du bassin de drainage du Saint-Maurice et elle est venue à la conclusion qu'il était opportun de construire un barrage au lac Makinac dont la longueur est de 22 milles et qui apportera de l'eau à la partie inférieure du Saint-Maurice.

Quant à la rivière Manouan, les trois barrages avaient été acquis par suite du projet original, mais il n'était pas nécessaire alors de construire des glissoires.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Le ministre pourrait-il nous donner les contrats et l'état des dépenses?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ces contrats et ces états ont été produits déjà par la commission et déposés à la Chambre, mais je me ferai un plaisir de les procurer à mon honorable ami.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** À la session de 1918, on a autorisé une dépense d'un million. Aujourd'hui, on demande encore \$500,000. Nous devrions savoir par les rapports de la

commission comment a été dépensé ce premier million.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le premier contrat fut donné le 16 juillet 1915 à la St. Maurice Construction Co. Ltd. - j'ai fait erreur en mentionnant la Laurentian - et ce contrat était pour une somme de \$1,425,000. La différence entre \$1,425,000 et \$2,500,000 comprend toutes les dépenses de la commission au sujet du barrage du Saint-Maurice.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Quel est le montant dépensé?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** \$2,500,000.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Pas \$3,000,000?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non, c'est \$2,500,000 et il y a peut-être \$100 à \$200 de moins. Ces dépenses en plus de \$1,425,000 comprennent les explorations, les travaux de sondage, l'achat du système de transport par eau, les lignes de téléphone et les usines.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** De qui cela a-t-il été acheté?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Des contracteurs. Le barrage Gouin est à 62 milles de la ligne du chemin de fer. On pouvait atteindre à l'endroit où le barrage fut construit par le Saint-Maurice sur une longueur de 32 à 35 milles, mais, à partir des rapides, la navigation était impossible. Il fallait une ligne de chemin de fer pour transporter les matériaux. Il y avait aussi une ligne électrique et une usine de transmission. Quand les travaux furent terminés, la commission a acheté tout cela des contracteurs, d'où la différence entre \$1,425,000 et \$2,500,000. Les trois barrages de la rivière Manouan que les contracteurs avaient construits pour exécuter leurs travaux avaient aussi été achetés par la commission. Elle a acheté aussi des bateaux, d'autre matériel de la compagnie.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je vois en effet dans la loi que la commission s'engageait à acheter ce matériel de la compagnie pour \$200,000. Mais il y a une différence entre le contrat de \$1,500,000 en chiffres ronds et la somme de \$2,500,000 qui a été dépensée. Il doit y avoir une comptabilité, un état des dépenses.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La commission a fait des rapports tous les ans. Tous les détails ont été donnés à la Chambre, mais, si mon honorable ami veut les avoir encore, je suis prêt à les lui fournir. La commission a fait des dépenses tous les ans, en outre des dépenses faites pour la construction du barrage du Saint-Maurice. Elle a dépensé tour à tour, annuellement, \$12,000, \$27,000, \$14,000, \$22,000, \$54,000, \$56,000, \$22,000, \$17,000 et \$34,000.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** fait remarquer que, suivant cette politique du gouvernement, dont il ne discute pas le principe, une somme de cinq à six millions a déjà été dépensée et qu'il serait intéressant, avant d'aller plus loin, de savoir comment ces sommes considérables ont été dépensées. La commission du régime des eaux est une créature du Parlement à qui elle doit soumettre ses rapports.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Un homme d'affaires qui rend compte de son administration tous les ans n'est pas tenu à une récapitulation, mais, si mon honorable ami y tient, je lui donnerai de nouveaux détails.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Je ne veux pas insister outre raison, mais la commission devrait nous rendre compte de la façon dont elle a dépensé cette somme de \$2,500,000 avant de demander une nouvelle somme de \$500,000. Je ne veux pas insister outre raison, cependant.

La résolution est adoptée sur division.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 43 accordant des pouvoirs additionnels à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à la rivière Saint-Maurice et à ses tributaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Chemin à Coleraine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (**M. Gault**), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement et toute personne, depuis 1921, au sujet de la construction d'un chemin dans la municipalité de Coleraine.

Je suis informé que ce chemin a été bâti, non pas dans une région de colonisation, mais qu'il ne sert qu'à une région minière. Le ministre se serait laissé influencer pour employer cet argent destiné aux chemins de colonisation dans un chemin qui ne sert qu'à une région minière, pour plaire à des amis du député de Mégantic et du gouvernement.

Les ingénieurs de la Voirie, lorsqu'il s'est agi de construire la route d'Israëli, ont recommandé de faire passer cette route par une avenue de Coleraine. Cependant, un groupe de citoyens, malgré les ingénieurs de la Voirie et malgré le conseil municipal, persista à vouloir faire passer la route par une autre avenue. Finalement, on vint auprès du ministre de la Colonisation et on obtint un montant d'argent pour construire une route dans cette région minière où il n'y a pas de colonisation.

**M. Lapierre\* (Mégantic):** Je crois que le chef de l'opposition a été mal renseigné. Il ne fut pas question de la route d'Israëli en cette affaire. Ce chemin est un chemin exclusivement construit à l'usage des colons de certains rangs du canton et à la demande du maire de Coleraine et des colons du sixième rang de Coleraine. Le conseil municipal l'a approuvé.

Le chef de l'opposition nous dit souvent qu'il faut respecter l'autonomie municipale. C'est ce qui a été fait. J'ai recommandé les travaux au ministre de la Colonisation (**l'honorable M. Perrault**), qui a aussitôt envoyé un ingénieur sur les lieux et qui a recommandé ce chemin nécessaire aux colons de l'endroit. Le chemin a été construit et je suis heureux que l'honorable chef de l'opposition m'ait fourni l'occasion de remercier l'honora-

ble ministre pour le beau geste qu'il a fait en accordant la somme nécessaire à la construction de ce chemin essentiellement de colonisation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je tiens à ajouter un mot. Nous vendons encore des lots dans cette région de Coleraine, qui est située près d'une région minière, mais qui est véritablement une région de colonisation. Les activités du département de la Colonisation ne se portent pas seulement dans les régions nouvelles de colonisation, mais aussi dans les vieux centres. Le chemin en question n'a rien à voir avec la route régionale; il a été uniquement construit comme chemin de sortie pour les colons des rangs cinq et six de Coleraine.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré que je m'étais peut-être laissé influencer pour accorder cette demande. Avant d'être influencé, j'ai envoyé un inspecteur du ministère de la Colonisation, qui a recommandé la construction du chemin. Comme le conseil municipal nous le demandait aussi, nous avons décidé de construire ce chemin, long d'un mille, et d'autoriser une dépense de \$2,000 à cette fin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Mégantic (**M. Lapierre**) a reçu une requête de citoyens de Coleraine pour que le chemin fût bâti à un certain endroit et il a répondu: "On n'a pas d'argent à gaspiller là." Plus tard, on a décidé de bâtir un chemin ailleurs et on l'a payé avec l'argent destiné aux chemins de colonisation, bien que le chemin traversât une région minière. Le conseil municipal de Coleraine était loin d'être d'accord sur cette affaire et le gouvernement n'a fait là que favoriser ses partisans.

**M. Lapierre (Mégantic)** proteste qu'il n'a jamais fait la déclaration qu'on lui prête.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous verrons tout cela quand nous aurons la correspondance.

La proposition est adoptée.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 10 accordant certains pouvoirs à la

Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut);

- bill 41 amendant l'article 3123 des statuts refondus, 1909, et l'article 15 du code de procédure civile.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec des amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 62 amendant la charte de la ville de Terrebonne.

#### Charte de Terrebonne

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 amendant la charte de la ville de Terrebonne.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Travaux de la Chambre

Une voix: Il est 6 heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que l'on siège encore quelque temps afin de ne pas tenir de séance dans la soirée.

Adopté.

#### Cour des commissaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 26 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des commissaires.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit d'éviter la révocation de toute la Cour des commissaires à la mort de l'un des commissaires en permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une nouvelle cour de commissaires.

M. Plante (Beauharnois) pose une question au premier ministre.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) répond pour le premier ministre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel ministère?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les Terres.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le même montant que l'an dernier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Parce que nous avons eu assez du montant l'an dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En avez-vous assez cette année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Exactement? Pas un sou de plus, pas un sou de moins.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous avons tout dépensé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les examinateurs des mesureurs de bois? Y a-t-il eu de nombreux candidats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 10, 12, 15 à chaque examen.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que font ceux qui sont admis?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ils sont autorisés à mesurer le bois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'ils sont obligés de payer quelque chose au gouvernement pour passer des examens?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) cite le texte de la loi qui donne la procédure à suivre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que cela a rapporté à la province?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): \$1,888, d'après les comptes publics.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien ont-ils payé chacun ces candidats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je le dirai à mon honorable ami à la prochaine séance.

MM. Sauvé (Deux-Montagnes), Gault (Montréal-Saint-Georges) et Plante (Beauharnois) interrogent le ministre des Terres sur les détails de son administration.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique pourquoi il a dû faire autoriser par mandat spécial la dépense d'une somme de \$10,000 en plus de celle de \$70,000 qui est attribuée pour dépenses générales. C'est en vue de la protection des forêts contre le feu que l'on a dû faire cette dépense qui n'était pas prévue tout d'abord.

M. Smart (Westmount) veut savoir pourquoi un item de \$5,600, qui a été remboursé au trésorier provincial, est inclus dans les dépenses.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que cet item n'est pas une dépense, mais un paiement, et qu'il doit être inscrit pour que son livre des comptes balance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut connaître les préférences du ministère en ce qui concerne un certain montant pour les journaux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit que cet argent a été dépensé surtout pour des annonces destinées à mettre les gens en garde contre les feux de forêt. Il nomme plusieurs journaux, dont *Le Soleil*, qui ont eu des annonces de ce genre. *Le Soleil* émerge au budget pour environ \$5,000.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Construction et réparation de chemins à Laprairie

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 février 1924, pour copie de toute correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le conseil municipal de Laprairie ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, au sujet de la construction, réparation ou réparation de certains chemins situés dans les limites de cette municipalité, pendant les années 1922, 1923 et 1924. (Document de la session no 64)

##### Vente frauduleuse d'actions dans les campagnes

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1921, relativement aux organisations, syndicats, compagnies insolubles qui vendent frauduleusement des parts ou actions dans nos campagnes. (Document de la session no 65)

##### Montants dans les banques au crédit du gouvernement

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 janvier 1924, pour un état des montants en dépôt dans les diverses banques au crédit du gouvernement, le 31 décembre 1923, avec

les divers montants dans chaque banque. (Document de la session no 66)

La séance est levée à 6 h 55.

---

#### NOTES

1. *L'Événement* note que c'est la première fois que M. Thurber se lève pour prendre part à une discussion.

2. Les chiffres varient selon les journaux: \$625,595 dans *le Soleil*, \$695,000 dans *l'Événement*.

3. \$205,000 selon *la Presse*, mais \$105,000 selon *le Soleil*.

4. M. Lapierre parle pour la première fois cette année.

5. Le texte de *l'Événement* apparaît tel quel.



Séance du 14 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dentistes.

M. Bugeaud (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans ce cas ci-après: de l'hôpital Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 4 février 1924, et de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil en date du 5 février 1924, sont régulières et suffisantes, que les bills qui en ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill 139 amendant la charte de la Beauharnois Electric Company Limited.

Ville Saint-Pierre et  
Consumers Glass Company Ltd.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 145 ratifiant un règlement entre la ville Saint-Pierre et Consumers Glass Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 140 amendant la loi refondant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville Saint-Pierre et  
Canadian Car & Foundry Company Ltd.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 144 ratifiant un règlement entre la ville Saint-Pierre et Canadian Car & Foundry Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pont sur la rivière Montmorency

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 185 concernant le pont sur la rivière Montmorency.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assurance funéraire

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 165 amendant la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fermeture des magasins  
à bonne heure

M. Lapierre (Mégantic) demande la permission de présenter le bill 167 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal, article 407**

**M. Authier (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 166 amendant l'article 407 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****M. Onésiphore Talbot**

**M. Faucher (Québec-Centre):** Est-il vrai que M. Onésiphore Talbot aurait, pendant les élections générales de 1923, fait un discours politique dans la division de Québec-Ouest en présence de l'un des membres actuels du gouvernement, le député actuel de Québec-Ouest?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement l'ignore.

**M. Georges-L. Dussault**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** M. Georges-L. Dussault qui, d'après les comptes publics du dernier exercice (p. 310), paraît avoir reçu \$100 pour services dans l'affaire Blanche Garneau est-il le même Dussault qui, d'après les comptes publics, a reçu (p. 113) \$1,800 comme officier spécial et secrétaire du département du procureur général, (p. 120) \$794 du département des Affaires municipales pour livres, (p. 169) \$200 pour salaire spécial comme assistant secrétaire du procureur général, (p. 113) \$150 pour dépenses de voyage, qui reçoit \$600 par an comme secrétaire-archiviste et secrétaire des commissaires de la refonte des statuts et agit comme secrétaire de la Commission du service civil?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui.

**Impressions de la Commission de refonte des statuts**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. La Commission de refonte des statuts a-t-elle fait faire des impressions?

2. Dans l'affirmative, par qui?

3. Les impressions de la commission se paient-elles suivant le tarif ordinaire du gouvernement pour les impressions?

4. Dans la négative, d'après quel tarif?

5. Combien les imprimeurs ont-ils reçu jusqu'à date?

6. Combien demandent-ils pour le travail fait?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Oui.

2. *Le Soleil* et le *Daily Telegraph*.

3 et 4. Le coût est encore sous discussion.

5. Aucune somme.

6. Ils n'ont envoyé aucun compte.

**M. Lucien Cannon**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. M. L. Cannon qui, d'après les comptes publics du dernier exercice, a reçu \$351 (page 147), M. Cannon de Cannon & Fitzpatrick qui, d'après les mêmes comptes publics, a reçu \$250 (page 147) et M. Lucien Cannon qui, d'après les mêmes comptes publics, a reçu \$550 et \$2,500 (page 147) et \$2,000 (page 310) sont-ils une même personne?

2. M. Lucien Cannon a-t-il reçu quelque autre somme pendant le dernier exercice?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Oui.

2. Non.

**Réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 181 concernant la contribution du gouvernement au coût de réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières.

Adopté.

**Écrits authentiques**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 159 amendant le code civil relativement aux écrits authentiques.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 1208 du code civil, tel qu'il se lit à l'article 5806 des statuts refondus, 1888, et tel

que remplacé par la loi 56 Victoria, chapitre 39, section 1, et modifié par la loi 6 Édouard VII, chapitre 38, section 2, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le quatrième alinéa, le suivant:

"Est authentique un acte reçu par un notaire de la province de Québec, en dehors de la province, lorsque l'objet de l'acte est un immeuble ou des droits réels situés dans la province, ou lorsque la partie, ou les parties, ou quelqu'une d'elles ont leur domicile dans la province."

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Le bill est destiné à simplifier les procédures du notariat. Entre autres choses, il s'agit de faire authentifier les actes authentiques passés par des citoyens de notre province en dehors de notre province.

**M. Smart (Westmount)** demande des explications.

**M. Ricard (Saint-Maurice):** Je suis heureux de répéter mes explications pour les membres de l'opposition. Je veux qu'un écrit soit authentique sans qu'il faille le faire assermenter dans le pays s'il a été signé en dehors du pays.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** n'a pas d'objections à cela quand il s'agit de biens mobiliers, mais il émet des doutes sur les raisons de cette mesure quand elle se rapporte à des actes passés en dehors de la province qu'il croit devoir être soumis aux procédures de la province ou du pays où ils ont été passés. Je ne vois pas, dit-il, comment nous pouvons légaliser des actes pour toutes les provinces.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il s'agit d'authentifier ces actes en autant que notre province sera concernée. Le bill n'aura d'effet que pour la province.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Ça vaudra ce que ça vaudra.

**M. Hamel (Portneuf):** Supposons qu'un étranger veut faire son testament dans la province de Québec et par-devant un notaire de la province, l'acte sera alors authentiqué selon les procédures de la province de Québec. Il tombera sous la loi de Québec grâce à cet amendement.

L'article est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 2040 du code civil est remplacé par le suivant:

"2040. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte en forme authentique.

"Le présent article ne s'applique pas aux districts électoraux de Gaspé et de Saguenay."

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** s'objecte à ce que les hypothèques soient authentiquées dans la province de Québec, attendu que les Cantons de l'Est sont actuellement en dehors de la loi générale, cela depuis 50 ans, et que l'on s'en trouve bien. Il demande que l'on continue à passer les hypothèques sous seing privé; il allègue pour cela la rareté des notaires dans les Cantons de l'Est.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** approuve ces remarques et suggère que la clause soit biffée.

L'article est retiré.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article suivant est inséré dans le code civil après l'article 2082:

"2082a. Tout acte relatif aux immeubles doit être rédigé en forme authentique pour être admis à l'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux documents émis par les officiers de la couronne dans l'exercice de leur charge; elle ne s'applique pas non plus aux testaments ni aux actes faits en dehors de la province de Québec, si les formalités requises par les lois du pays où ils ont été exécutés ont été suivies.

"Le présent article ne s'applique pas aux districts électoraux de Gaspé et de Saguenay."

L'article est retiré<sup>1</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demande de documents:****Loi des liqueurs alcooliques**

M. Plante (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, avis ou tous autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et M. Achille Bergevin ou toute personne au sujet de la mise en vigueur de la loi des liqueurs alcooliques de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> février 1921 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Opérations commerciales  
de la Coopérative fédérée de Québec**

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, rapports, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres avec toute personne, concernant les opérations commerciales de la Coopérative fédérée de Québec ainsi que l'intervention du ministre de l'Agriculture ou autres employés de son département dans lesdites opérations.

Adopté.

**M. Georges-A. Simard, conseiller législatif,  
nommé président de la  
Commission des liqueurs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1920, relativement à la démission de M. Georges-A. Simard comme conseiller législatif et à sa nomination comme président de la Commission des liqueurs.

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur un fait. Lorsque la Commission des liqueurs a été instituée, le premier ministre nous a promis en Chambre que la commission serait placée au-dessus de toute influence politique et que les commissaires seraient des hommes compétents dans ce genre de commerce et indépendants, détachés de tout lien politique. L'opposition, dans le temps, s'est demandé si l'on allait tenir parole et elle avait des doutes. Le premier qui a été nommé dans cette commission, le président, fut un conseiller législatif qui, chaque jour, donnait des preuves de partisannerie politique. Déjà, on manquait à la

parole donnée.

Mais il y a une chose encore plus renversante. En réponse à une interpellation ces jours derniers, on déclarait qu'il y avait eu un marché, une convention par laquelle il était entendu que, dès que M. Simard aurait organisé la commission, il pourrait reprendre son siège au Conseil législatif. M. Simard était la créature du gouvernement, puisqu'on lui gardait toute chaude sa place du Conseil législatif. De quel droit a-t-on fait ce marché? Ce jour-là, on déclarait que l'on voulait faire de la politique avec la commission. Cette convention est scandaleuse. Elle n'est ni convenable ni avantageuse. Je crois que nous sommes en face d'une violation absolue de la parole donnée par le premier ministre lors de l'institution de la Commission des liqueurs. M. Simard, dans ces conditions, ne pouvait rester indépendant, puisqu'il était exposé de ne pas reprendre son siège s'il ne faisait pas comme le gouvernement lui disait. On nous a fait l'aveu de ce marché comme s'il était moral. Non, on ne peut approuver une pareille convention, qui est en contravention avec la loi. On a violé la lettre même de la loi. En outre, de quel droit on privait pendant deux ans la division de Repentigny de son représentant pour attendre le bon plaisir de M. Simard? Dans ce cas, on émet un certificat d'inutilité à la Chambre haute. Il me semble que c'est le temps pour le Parti libéral d'être fidèle à ses principes d'autrefois. On prétendait que le Conseil législatif était inutile. On en a donné une preuve en ne faisant pas la nomination d'un successeur à M. Simard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a qui parlent fort bien et d'autres qui parlent bien fort. Je laisse à la Chambre le soin de juger de la différence qui existe entre ces deux expressions. Le chef de l'opposition critique la nomination de l'honorable M. Simard à la présidence de la Commission des liqueurs; il a parlé d'un marché scandaleux; il crie au scandale et ce qui détonne chez lui, étrangement, c'est qu'il va jusqu'à parler de la violation des vieux principes libéraux. Je dois lui dire qu'il n'est pas juge de cela.

Nous avons cru que le président de la Commission des liqueurs devait être un homme d'affaires, un citoyen honorable, un honnête homme qui ferait un succès de la nouvelle organisation. Et je dois rendre, aujourd'hui, le témoignage que notre choix, sous ces différents rapports, a été excellent. Je préférerais que le chef de l'opposition critiquât les actes administratifs de M. Simard plutôt que sa nomination; au moins il pourrait nous dire en quoi

M. Simard a manqué à son devoir. Si le chef de l'opposition a quelque chose à dire dans la conduite de l'ancien président de la Commission des liqueurs, qu'il le dise; mais nous savons qu'il ne peut faire et dire quoi que ce soit dans ce sens, car ses propres amis reconnaissent l'oeuvre de M. Simard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça viendra en temps et lieu.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puisque mon honorable ami m'en fournit l'occasion, je lui rappellerai que, lorsque la commission a été créée, il nous prédisait un désastre et la chute prochaine du gouvernement. Je suis heureux de dire à cette Chambre que l'honorable M. Simard a fait un grand succès du travail immense et difficile qu'il avait été chargé de mener à bonne fin. Il n'a pas failli à la tâche qui lui était imposée. Je n'hésite pas à déclarer que, si la Commission des liqueurs a progressé, si dans les autres provinces on nous envie et que l'on cherche de toutes parts à nous imiter, ceci est dû en grande partie au dévouement et à la grande expérience de M. Simard. Je suis heureux de rendre hommage à l'ancien président de la commission qui nous a superbement organisé ce commerce si profitable à la province. Le chef de l'opposition croit que sa nomination est un scandale. La convention que nous avons faite avec M. Simard a été faite pour le plus grand bien de la province et je ne craindrais pas de recommencer s'il y avait lieu de le faire.

Nous avons, au Conseil législatif, un homme de grande expérience dans les affaires, qui possédait une bonne fortune, qui n'avait pas besoin pour vivre de ce poste où nous l'avons placé et qui n'avait pas besoin de s'exposer aux critiques de l'opposition ni aux ennuis que pouvait lui causer la fonction qu'il n'accepta que sur nos instances. Il n'a accepté ce poste que pour organiser la commission sur une base solide et en préparer et en assurer le succès. Ce qu'il a fait, il l'a fait dans l'intérêt seul de sa province et dans aucun autre but que d'être utile à sa province. Dans ces conditions, on lui a dit qu'on lui garderait son siège au conseil lorsqu'il aurait réussi à organiser la commission. Le temps venu, nous avons tenu parole à son égard. Je n'ai rien à cacher et je ne vois rien de déshonorant dans ce marché. Son oeuvre terminée, il a pris sa place au conseil où ses collègues sont heureux de le revoir au milieu d'eux.

Ce n'est pas parce que nous avons payé \$14,000 par année à M. Simard que nous avons influencé son administration. M. Simard a rendu de grands services à la province. Maintenant, son organisation se continue et la province retire de tout cela de grands avantages, au point de vue moral comme au point de vue financier. Si l'on veut dire que l'administration de M. Simard a été malhonnête, nous sommes prêts à croiser le fer sur cette question. Mais de là à dire que M. Simard n'avait pas le droit de reprendre son siège au Conseil législatif, personne ne le croit. Que la Chambre dise si nous avons mal agi dans ces circonstances. Si l'on veut simplement critiquer le choix fait par le gouvernement, je ne puis partager les vues du chef de l'opposition.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le gouvernement démontre qu'il est à bout de ressources. Il a donné le mauvais exemple et n'a pas observé la loi en laissant une division non représentée pendant deux ans, simplement parce qu'il a voulu faire un marché. Le gouvernement n'a pas, dans ce cas, respecté la loi, qu'il a violée. Il a même violé la Constitution du pays. Que dit la loi, que dit la Constitution? Elle dit que l'on doit nommer un représentant de chaque division au Conseil législatif lorsqu'une vacance se produit. En est-on rendu au point de croire sérieusement que la volonté du gouvernement fait loi? C'est un marché inconstitutionnel, antilibéral et infâme; c'est une convention pour le moins louche que le gouvernement a faite avec M. Simard.

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de se servir de cette expression, qui n'est pas parlementaire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je la retire, mais c'est une illégalité que l'on a faite. Un gouvernement qui se sert du Conseil législatif pour de pareils marchés, pour faire taire ceux qui parlent trop et pour placer ceux qui ne peuvent se faire élire<sup>2</sup>, méprise une institution qui mérite le respect et la considération. Il montre qu'il n'aime pas plus le Conseil législatif qu'il ne l'aimait autrefois. C'est pour avoir exprimé l'opinion du Parti libéral et trop parlé contre le Conseil législatif que M. Godfroy Langlois a été nommé représentant de la province en Belgique...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, nous sommes loin de la motion et je demande que l'honorable député soit rappelé à l'ordre.

**M. l'Orateur:** L'honorable député doit parler sur la motion.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Je voulais simplement montrer le mépris que professe le Parti libéral pour le Conseil législatif et je proteste encore contre ce marché qui viole la Constitution.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Tempête dans un verre d'eau! Mon honorable ami défend la Constitution, mais personne ne l'a attaquée. Il qualifie d'indéfendable la convention qui a violé toutes les prérogatives de la couronne. Je ne suis pas un avocat, mais je ne vois pas bien en quoi il y a, dans l'occurrence, inconstitutionnalité. On dit dans la Constitution que l'on nommera un conseiller à la suite de la démission d'un autre; il n'y a pas de temps fixé pour faire cette nomination. On a vu au Conseil législatif des sièges vacants pendant longtemps et il n'y avait pas d'inconstitutionnalité. Sous tous les gouvernements, à Ottawa par exemple, on a retardé des nominations de sénateurs de plus de deux ans. La Constitution ne donne aucun délai. Donc, pas de violation dans le cas qui nous occupe et il n'y a pas lieu de se scandaliser.

Il ne faut pas oublier que cette charge de premier président de la Commission des liqueurs était difficile. Il fallait un homme d'affaires consommé, il fallait un honnête homme et nous avons tout naturellement jeté les yeux sur M. Simard. Il a cédé aux sollicitations que nous lui avons faites et il a accepté aux conditions dictées. Si alors nous faisons mal, pourquoi l'opposition n'a-t-elle pas protesté? On proteste aujourd'hui, mais c'est un peu tard, on l'avouera. En privant la division de M. Simard de son représentant au Conseil législatif, il y a eu peut-être préjudice pour elle, mais les avantages qu'a retirés la province de la nomination de M. Simard compensent largement pour ce préjudice. C'était un homme incomparable pour cette position et son choix a été des plus heureux.

**M. Plante (Beauharnois):** Ce n'est pas l'administration de M. Simard qui est en jeu, mais ce qu'il y a actuellement à critiquer, c'est le fait d'avoir laissé le siège de Repentigny vacant pendant deux ans. Ou le conseil a sa raison d'être ou il ne l'a pas. Si le Conseil législatif n'est d'aucune utilité, qu'on l'abolisse tout simplement; s'il est nécessaire, ne croit-on pas qu'il est illogique de laisser un de ses sièges vacant aussi longtemps? On nous dit: "Il fallait garder ce siège pour M. Simard." Mais après M. Simard ce n'est pas le déluge ni la mort. Il y avait un grand nombre de gens

qui auraient pu remplir sa charge de président des alcools tout aussi bien. Quand même il aurait fait une belle fortune dans les pilules rouges<sup>3</sup>.

On aurait pu trouver à M. Simard un successeur, même en cette Chambre. Le député de Saint-Hyacinthe par exemple. Je regrette que l'honorable député de L'Assomption (M. Reed) ne soit pas à son siège. Je crois qu'il eût fait aussi un excellent conseiller législatif à la place de M. Simard. Une délégation a d'ailleurs demandé au premier ministre de le nommer. Que l'honorable premier ministre, avec une candeur naïve, nous dise que M. Simard est un grand homme d'affaires, nous n'en doutons pas. Mais il y en a d'autres qui auraient accepté cette présidence à \$14,000 par année, salaire plus élevé que celui du premier ministre lui-même. Je crois à l'utilité du Conseil législatif, et ces honorables messieurs du Conseil nous prouvent chaque année leur grande utilité pour la législation. Le ministre de l'Agriculture aurait fait un bon avocat parce qu'il a le don de couper les cheveux en quatre.

**M. Fortier (Beauce):** L'on ne peut raisonnablement critiquer l'administration de M. Simard. Qu'y a-t-il d'immoral à demander à un conseiller législatif éminemment doué d'organiser la Commission des liqueurs et de le renommer au Conseil législatif, sa tâche finie? C'est le cas de M. Simard, qui a bien servi la province, qui a assis notre commission des liqueurs sur des bases solides. Je m'étonne que l'on critique cette nomination. L'an dernier, l'opposition elle-même prétendait que M. Simard était trop rigide, qu'il n'était pas assez politicien. L'opposition prétendait que, dans la commission, il n'y avait pas de politique: seules les affaires parlaient! L'on a vu l'opposition se réjouir des plaintes qui ont été faites de ce chef par certains députés libéraux. Et voilà qu'aujourd'hui on lui fait un reproche d'avoir eu trop de liens politiques. M. Simard, qui est fortuné, n'avait pas besoin de la position de président de la Commission des liqueurs. S'il l'a acceptée, c'est par dévouement. Ce que l'opposition désire surtout, c'est de critiquer; elle accomplit son rôle. J'étais avec elle pour dire que M. Simard ne faisait pas de politique et je l'approuvais, comme j'approuve l'heureux choix du gouvernement, choix qui a été justifié par ses oeuvres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a dit qu'il y avait des précédents au fait de nommer deux fois le même homme au Conseil législatif. Qu'il cite des noms!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai jamais exprimé rien de semblable. J'ai dit qu'il y avait eu des sièges au Conseil législatif qui ont été vacants pendant plusieurs années.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Chaque fois qu'un député élève la voix, le premier ministre se fâche. Quant au marché lui-même, il n'est pas défendable. Malgré ce qu'a dit le député de Beauce (M. Fortier), je crois que cette entente était une violation de la Constitution, comme l'a démontré le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau). L'honorable député de Beauce nous a dit que M. Simard n'était pas politicien...

**M. Fortier (Beauce):** J'ai dit que M. Simard avait prouvé qu'il administrerait la commission au point de vue affaires et sans s'occuper de politique. Et j'ai ajouté que cela devrait satisfaire la Chambre et contenter l'opposition, mais l'opposition n'est pas contentable.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas moi qui ai condamné la politique de M. Simard à la Commission des liqueurs, ce sont des députés ministériels. Une motion présentée en 1922 par un ancien député libéral demandait la tête du président de la commission. Ce n'est pas moi qui ai donné des entrevues aux journaux sur ce sujet. Ce n'est pas moi qui ai déclaré que le Conseil législatif devait être aboli. Le premier ministre, après avoir lancé le défi de critiquer l'administration de M. Simard, me guette avec un rappel à l'ordre. Ce sont les ancêtres politiques du gouvernement actuel qui ont prêché les réformes et l'abolition du Conseil législatif. La gauche a le droit de rappeler aux rouges qu'ils ont réclamé pendant 15 ans l'abolition du Conseil législatif et que M. Adélar Turgeon lançait des diatribes contre le corps dont il est actuellement président. On n'a pas beaucoup aimé dans la province cette nomination il y a deux ans.

**M. Fortier (Beauce):** L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si c'est une question sérieuse, je vais permettre, oui.

**M. Fortier (Beauce):** Je voulais faire observer au chef de l'opposition qu'il a le tour de nous faire aimer les ancêtres de notre parti.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a encore du bon dans le Parti libéral, comme il y avait au-

trefois de bons hommes, mais les renégats de Mercier ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est encore drôle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre des Terres a tort de se fâcher.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je ne me fâche pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, l'honorable ministre des Terres a tort de ne pas croire à la sincérité d'un homme qui lui était supérieur.

**M. l'Orateur:** Adopté! "Carried"!

La proposition est adoptée.

#### Dettes de municipalités de comté

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant le paiement de certaines dettes des municipalités de comté par les cités et villes détachées du comté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** explique la signification de ce bill.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Nomination des exécuteurs testamentaires comme directeurs de compagnies

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill 38 concernant le droit des exécuteurs testamentaires et autres d'être nommés directeurs de compagnies.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Tuberculose et mortalité infantile**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 relatif à la tuberculose et à la mortalité infantile dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il le recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 1. Que, dans le but de combattre plus efficacement la tuberculose et la mortalité infantile dans cette province, le directeur du Service provincial d'hygiène prenne, sous les direction et contrôle du secrétaire de la province, les mesures nécessaires pour pourvoir à l'établissement et au maintien de dispensaires antituberculeux et de puériculture et pour mettre en oeuvre tous autres moyens propres à atteindre les fins proposées.

2. Que, pour défrayer les dépenses à encourir pour la mise à exécution des dispositions de la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq ans, une somme n'excédant pas cent mille dollars, annuellement.

3. Que le secrétaire de la province, au fur et à mesure que les deniers seront requis pour les fins susdites, transmette au trésorier de la province une demande énonçant le montant requis et les fins spéciales auxquelles les deniers seront destinés dans chaque cas; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants ainsi autorisés, jusqu'à

concurrence des limites fixées par la résolution no 2.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ferai remarquer au premier ministre que nous n'avons même pas eu le temps de lire ces résolutions.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors, nous allons les remettre à demain.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Subsides**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

MM. Sauvé (Deux-Montagnes), Plante (Beauharnois) et Smart (Westmount) posent des questions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) fournit les explications.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres<sup>1</sup> soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'an dernier, le montant voté pour le même crédit était de \$225,000. Il y a une diminution de \$75,000 cette année dans les prévisions. La somme de \$150,000 pour une partie est donnée en salaires, dépenses et frais de voyage des gardes-feu et des assistants gardes-feu.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) exprime la crainte que le montant affecté à la protection



des forêts contre le feu ne soit pas suffisant pour que l'on arrive à un résultat efficace. Il demande si l'argent destiné au barrage de la rivière du Loup ne pourrait pas être affecté à la protection des forêts, cette grande richesse naturelle de la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** trouve que ce montant est suffisant, étant donné les prévisions aléatoires qu'on peut faire dans les circonstances. Il est impossible de prévoir le nombre de feux de forêt qu'il sera nécessaire de combattre au cours de l'été prochain. Si le montant n'est pas suffisant, il sera possible au département de demander des sommes additionnelles au début de la prochaine session.

Il explique aussi que la diminution de la somme est faite par le changement qui surviendra au cours de l'année dans le système de protection.

**M. Smart (Westmount):** Est-ce que le système actuel de protection des forêts n'a pas fait faillite?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je suis absolument de l'avis de mon honorable ami. En vertu du système actuel, la protection des forêts ne se fait pas par le gouvernement directement. Elle est faite en vertu d'une entente entre le gouvernement et les détenteurs de limites qui ont charge de la protection de leurs domaines propres. Ces compagnies se sont formées en associations. Il y a diverses associations, par exemple celles du Saint-Maurice, de l'Ottawa et de la rive sud. Elles reçoivent des octrois annuels du gouvernement. D'abord pour l'administration de leur bureau et ensuite pour la protection proprement dite. Si le feu s'attaque à des parties de la forêt sous licence, le gouvernement paie 50% du coût de la protection et, si c'est dans des terrains appartenant à la couronne, le gouvernement rembourse tout.

Le système a donné peu de satisfaction et nous sommes à en chercher un nouveau. Le gouvernement entend agir avec plus de sévérité que jamais et obtenir des pouvoirs plus considérables, afin de prendre sur lui d'organiser lui-même les secours dans certains cas grâce à un service d'inspection. Nous discutons la chose avec les détenteurs de limites et il y aura une nouvelle loi de soumise à cette session, qui est l'aboutissement du congrès de la colonisation qui a eu lieu aux édifices du Parlement, en décembre dernier. Cette loi sera la suivante: le gouvernement devrait s'emparer de la forêt, faire la patrouille dans la forêt, privée ou publique. Il est arrivé souvent que des

pertes ont été causées parce que la forêt privée n'était pas assez gardée.

L'intention suggérée est l'organisation d'une force de gardes-feu en uniforme, avec à sa disposition les moyens de combattre les feux, le matériel à sa portée dans des postes permanents établis en forêt. On ferait aussi l'installation de tours d'information avec tous les moyens de communication téléphonique ou télégraphique. Des gardes seront installés dans ces tours et seront munis de cartes où le territoire en observation sera divisé en secteurs. Avec une lunette d'observation, le garde de faction pourra facilement localiser un feu et il pourra se mettre en communication aussitôt avec les postes établis en permanence dans la forêt.

À la suite d'une discussion avec les détenteurs de limites, nous avons cru qu'il valait mieux cette année adopter un système par lequel ceux-ci auraient la charge de faire la garde sur leurs propres terrains; ils paieront tous les frais.

Sur les autres terres, le gouvernement fera lui-même le service de protection. Un chef du service de protection aura tout le contrôle au service et sera aidé par des inspecteurs, des gardes-feu et des assistants gardes-feu. De plus, ce chef du service de protection aura aussi le contrôle sur les gardes-feu des compagnies forestières qui, en janvier de chaque année, enverraient au département le plan complet de leur organisation contre le feu dans la forêt.

Le chef du service aura droit d'approuver ou de désapprouver ce plan, de faire des suggestions et de donner des ordres. Si les compagnies forestières ne voulaient pas suivre ces ordonnances, le département pourrait alors s'emparer du contrôle de la protection sur leurs terres. Tel est en résumé le projet que le gouvernement demandera à la législature d'approuver à une de ses prochaines séances.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier):** Avez-vous utilisé les aéroplanes?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Oui, nous avons une station d'aéroplanes à Roberval. Le service aérien est très satisfaisant.

**M. Plante (Beauharnois):** Chaque fois qu'il y a un feu de forêt, une partie du capital de la province disparaît. Les forêts constituent la richesse nationale de la province.

**M. Smart (Westmount):** Je crois que le gouvernement devrait s'emparer de la forêt afin de mettre fin aux incendies. Je pense, comme le

ministre, que le présent système ne répond pas du tout aux besoins, précisément du fait que les détenteurs de limites forestières sont intéressés par leur propres limites avant tout, ce qui est naturel, mais les intérêts de la province en général en subissent les conséquences. Le gouvernement devrait s'occuper des forêts de la province. Il faudrait mettre sur pied une force de gardes-feu en uniforme, dont la tâche serait de surveiller toutes les forêts et, parallèlement à ce travail, des tours d'observation semblables à celles des États de l'Ouest, en Orégon par exemple, ainsi qu'un meilleur service d'aéroplanes. Il faudrait qu'un système scientifique soit mis en place afin de sauvegarder nos forêts et une force de gardes-feu compétente pourrait faire économiser des millions de dollars à la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Souvent, les feux prennent naissance sur des terrains privés et se propagent sur les terres de la couronne. À mon point de vue, il faudrait mettre en place une force de gardes-feu en uniforme, avec tout le matériel à sa disposition pour combattre les feux, et qui soit située, non pas à des centaines de milles à la ronde, mais au cœur des forêts. Je regrette que le gouvernement ne puisse pas prendre à sa charge toute la protection, ce serait là mon plus grand désir, et former une force permanente de gardes-feu. Mais on a jugé à propos que pour cette année encore il serait préférable de continuer le même système et de permettre aux détenteurs de limites de garder leurs propres limites.

D'après la nouvelle loi, il y aura un chef du service de la protection des forêts qui aura sous ses ordres un personnel spécial. Le chef du service aura le contrôle sur tout et même sur les gardes-feu qui sont nommés par les compagnies. Si quelques-unes de ces dernières ne se conforment pas aux ordres du chef du service, le gouvernement pourra prendre le contrôle de la protection de leurs limites.

**M. Langlais (Témiscouata):** Le ministre me dira-t-il si c'est le gouvernement qui avait le contrôle des forêts dans les comtés de Rimouski, Kamouraska et Témiscouata au cours de l'été dernier?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Malheureusement non. Plût au ciel qu'il l'eût eu! Si nous avions eu le contrôle, nous n'aurions pas été exposés à la critique injuste que l'on nous a adressée.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je suis heureux que le ministre nous annonce un changement prochain. Je suis surpris que l'on n'ait pas eu plus de contrôle dans le passé sur la propriété forestière dans la province. J'espère que l'on va assurer plus de protection. On devrait nommer des gardes-feu plus près des colons, afin de ne pas obliger des colons à faire 25 milles pour aller demander la permission de mettre le feu sur leurs lots. On devrait en mettre dans chaque rang au lieu de les laisser loin des forêts et de les laisser donner des permis à tort et à travers. Dans l'Abitibi, l'expérience a été tentée et a produit d'excellents résultats. On devrait aussi donner le droit aux gardes-feu d'employer des colons, de payer les colons pour combattre le feu. Un grand nombre ont travaillé à éteindre les feux et ils n'ont jamais pu se faire payer un sou. C'est injuste.

Nous avons perdu \$2,500,000 par les feux de forêt dans le comté de Témiscouata, parce que les gardes-feu n'étaient pas établis dans chaque rang pour donner des permis aux colons et surveiller les feux. Je crois que l'on n'a pas été assez prévoyant dans le passé. On devrait, je le répète, donner le droit aux gardes-feu d'employer 5 ou 10 personnes pour les aider à surveiller les feux allumés par les colons. Les gardes se plaignent de ne pas avoir ce pouvoir. J'ai moi-même, l'été dernier, demandé à un garde-feu d'engager des hommes pour combattre un feu et il m'a répondu qu'il n'avait pas le droit aussi longtemps qu'il n'y aurait pas de danger pour la forêt. Le lendemain matin, 27 maisons étaient détruites et des dommages pour \$350,000 étaient causés dans le canton Whitworth. Ce village ne sera pas reconstruit, parce que les flammes ont brûlé tout le bois.

J'espère que l'on sera plus prévoyant. Il n'y a pas de danger de mettre le feu sur un lot si on est prudent. On ne protège pas assez les colons; dans mon comté, 15 feux ont été allumés le même jour, dans le même rang, et le garde-feu avait donné 15 permis. Il n'avait que deux ou trois hommes pour surveiller ces feux. Comment voulez-vous empêcher les feux de forêt avec une pareille imprévoyance? Que l'on nomme donc des gardes-feu! Qu'on leur donne le droit de payer les colons qui perdent leur temps pour aider leurs voisins. Puisque le gouvernement dépense de fortes sommes pour créer des industries, son devoir est de protéger la colonisation, qui est encore le plus grand facteur de prospérité de notre province. Le ministre des Terres et Forêts doit protéger la colonisation autant que le ministre de la Colonisation. Comment voulez-vous qu'un homme aille aujourd'hui s'établir sur un lot sans protection contre

le feu? Ce n'est pas facile, pour un pauvre colon, de devoir surveiller les quatre coins de sa terre après une dure journée de labeur. Comment un colon peut-il aller s'établir sur un lot qui a été ravagé par le feu l'année précédente et sur lequel il ne reste plus rien? Il faudrait que le colon reçoive les subsides nécessaires à sa subsistance pour le dédommager des revenus qu'il aurait tirés des quelques centaines d'acres de forêt détruits par le feu.

Le gouvernement devrait donner plus de privilèges au ministre de la Colonisation pour aider les colons. Puisque l'on n'a pas empêché les conflagrations dans le passé, que l'on soit prévoyant pour l'avenir! Les feux de forêt ont ruiné la partie sud des comtés du bas du fleuve, qui était si belle, pourtant. Que l'on protège le colon et la forêt contre le feu! Cela vaut mieux que de bâtir des barrages inutiles sur les rivières.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait faire dans les circonstances, en autant que le lui permettait le système actuel. De toutes les régions de la province, la rive sud, qui a deux associations de protection contre les incendies, est celle qui pose le plus de problèmes. Ce sont les associations qui devaient protéger la région dévastée au cours de l'été dernier. Nous ne sommes pas responsables de ces feux. Ce sont certaines personnes des associations qui ont mécontenté les gens contre le gouvernement. Ces personnes s'occupaient bien plus de faire de la politique que de combattre les feux. Je m'accorde avec mon honorable ami sur certains points. Le seul reproche que l'on peut me faire, c'est d'avoir enduré depuis deux ans et demi le système de protection actuel. Ce système a fait fiasco. Il est regrettable encore une fois que le gouvernement ne puisse pas être chargé seul de toute la protection comme il l'a été, l'été dernier, dans l'Abitibi et dans la nouvelle région des mines; c'est là qu'il y a eu le moins de feux.

Mon honorable ami a raison de réclamer plus de gardes-feu. Nous en avons augmenté le nombre déjà. Il est regrettable que des colons qui ont travaillé pour éteindre les feux de forêt n'aient pas été payés. Si le gouvernement avait reçu des comptes, il les aurait payés. Ce n'est donc pas la faute du ministère.

**M. Langlais (Témiscouata):** Je pensais que vous étiez quelque chose.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Malheureusement, non. Avec le système actuel, le

ministre des Terres n'avait rien à dire dans certains endroits. C'est pour cela que je veux changer de système. Certains comptes que l'on a reçus étaient aussi faux et il se trouvait même que l'on demandait de l'argent pour des gens qui avaient été coupables d'avoir mis le feu qu'ils n'avaient pas même pris la peine de combattre.

Je dois dire aussi que certains détenteurs de limites ont fait de la politique dans tout cela contre le gouvernement. Le gouvernement devait payer sa part des déboursés faits pour combattre les feux sur la rive sud. Des membres de l'association ont écrit aux colons et leur ont dit qu'ils ne seraient pas payés parce que le gouvernement refusait de payer l'association. Nous avons eu des difficultés extraordinaires. C'est pour cela que j'ai avoué franchement que le système n'était pas bon. On a envoyé des comptes d'environ \$80,000 au département et celui-ci ne peut pas payer avant d'avoir obtenu des pièces justificatives. Cependant, avant même que les comptes fussent examinés et assermentés, en décembre, le département avait déjà avancé à l'association une somme de \$50,000. Mais tout le système doit être changé et c'est ce que nous allons faire.

**M. Langlais (Témiscouata):** S'il y a eu de la politique dans le comté de Témiscouata, ça n'a pas été de notre côté. Sur 35 colons qui ont été poursuivis par l'association du bas Saint-Laurent, j'ai reconnu un grand nombre de mes amis. Les actions prises contre vos amis n'ont pas été plus loin que l'inscription. J'ajoute que 17 de ces colons ont gagné; 10 actions ont été retirées. Les colons ont payé des frais. Je ne veux pas profiter de la situation toute spéciale que nous avoue le ministre, mais j'espère que la loi qu'il nous prépare sera favorable aux colons et ne manquera pas de prévoyance.

**M. Duranleau (Montréal-Laurier)** pose encore une question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**M. Smart (Westmount)** demande combien le département a d'hydroplanes et s'ils appartiennent au département.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique que la province a reçu trois aéroplanes du gouvernement fédéral et que, jusqu'à l'an passé, c'est l'Aviation royale du Canada qui en a assuré la mise en service, sous la juridiction du gouvernement provincial. Par la suite, la province a elle-même assuré la mise en service des avions et elle a établi une base à Roberval où les appareils sont remisés. D'autres avions sont en service dans la province, mais ils appartiennent à des intérêts privés.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 33 modifiant les statuts refondus, 1909, et le code civil relativement aux déclarations de société et autres;
  - bill 34 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 26 mai 1923, dans la ville Sainte-Agathe-des-Monts;
  - bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies;
  - bill 63 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Georges Berberi à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
  - bill 102 amendant la charte de la Brown Corporation;
  - bill 117 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Delaney Maher au nombre de ses membres;
  - bill 127 concernant le club Saint-Denis;
  - bill 135 ratifiant et confirmant le règlement no 448 de la cité des Trois-Rivières, ainsi que le contrat entre ladite cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.
- Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements

qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield;
- bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblats du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée.

#### Succession Martha Greenfield

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 concernant la succession de feu Martha Greenfield.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Charte de Lachine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 amendant la charte de la cité de Lachine.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Missionnaires oblats du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 constituant en corporation les missionnaires oblats du Sacré-Coeur et de Marie-Immaculée.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Questions et réponses:

##### Le Soleil limitée

M. Dufresne (Joliette): 1. Le Soleil limitée a-t-il fait rapport au secrétariat de la province conformément à la loi des compagnies de Québec, 1920?

2. Quel est, d'après son rapport, le capital-actions de cette compagnie?

3. Quel est le montant total versé sur les actions?

4. Quel montant total a-t-il été versé en espèces sur les actions?

5. Quels sont les noms et les adresses des directeurs de la compagnie?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.  
2. \$500,000.

3. \$500,000.

4. Les actions ont été payées par l'actif de la Compagnie de publication Le Soleil limitée acheté par Le Soleil limitée, ainsi qu'il appert d'un contrat en date du 11 août 1920, déposé au département du secrétaire provincial le 13 du même mois, conformément aux exigences de l'article 5986 des statuts refondus de Québec.

5. MM. Georges Parent, Québec; Léon-Mercier Gouin, Montréal; Henri Gagnon, Québec; Charles Parent, Québec; et C.-Edmond Taschereau, Québec.

#### Ciment acheté par le gouvernement

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quelle quantité de ciment a été employée pour les travaux du gouvernement depuis le mois de juin 1922 au mois de décembre 1923?

2. Quelle quantité de ciment a été employée par le département de la Voirie ou pour la voirie sous la loi des bons chemins, 1912, depuis 1922?

3. De qui ce ciment a-t-il été acheté?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. On l'ignore.

2. Par le département de la Voirie : 9,680 sacs, 2,200 barils. On l'ignore en ce qui concerne les municipalités et les entrepreneurs.

3. D. Ampleman, A. Beauchesne, Canada Cement Co. Ltd., Gaudet & Fils, S. L. Gilbson, N. Goulet, J.-R. Hamel, U. Laberge, J. E. Masten, T. J. McKee, H. Perreault & Fils, Robitaille & Picher, Nap. Roux, A. Savaria, Samson & Filion, Schetagne & Charlebois, J. D. Smith, Saint-Pierre de Véronne à Pike River, J.-A. Théoret, Tobins Store, P. Trahan.

#### Dépôt de documents:

##### Dominion Cannery

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa depuis 1920 relativement à la Dominion Cannery. (Document de la session no 67)

#### Ville de l'Isle Maligne

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Baillargeon), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi qu'à l'examen préliminaire à la présentation des bills privés soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. J. McCarthy et autres et un bill intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de l'Isle Maligne".

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de M. J. McCarthy et autres, demandant une loi constituant en corporation la ville de l'Isle Maligne (M. Delisle).

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 146 constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

#### NOTES

1. Selon *le Canada*, cet article a été adopté, mais tel n'est pas le cas.

2. Selon *le Devoir*, M. Duranleau vise ici M. Perron.

3. M. Simard était pharmacien et homme d'affaires.

4. *L'Événement* note que la façon un peu brusque dont l'honorable M. Francoeur proclama la motion de M. Sauvé adoptée provoqua une hilarité générale, mais mit fin à ce petit débat qui menaçait de dégénérer en chicane.

5. \$200,000 selon *la Presse*.



Séance du 15 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Charte de Bagotville

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), que le bill 103 amendant la charte de la ville de Bagotville soit inscrit sur le feuillet pour étude en comité général.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

## Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelega et de la Banque Nationale;

- bill 8 amendant l'article 4336 des statuts refondus, 1909;

- bill 10 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en haut);

- bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Québec;

- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la vente de certains terrains publics;

- bill 28 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux cautionnements des officiers publics;

- bill 29 amendant la loi électorale de Québec;

- bill 41 amendant l'article 3123 des statuts refondus, 1909, et l'article 15 du code de procédure civile;

- bill 51 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Charles-Auguste Décary à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 52 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Morisset comme élève de quatrième année, après l'examen de troisième;

- bill 53 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold-Adolphe Girard à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;

- bill 56 concernant la succession de James Robinson;

- bill 64 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre François Labrecque à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 65 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Lucien Larue à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 66 amendant la loi constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec;

- bill 67 constituant en corporation la Crèche de Saint-Vincent-de-Paul;

- bill 68 constituant en corporation Le Bon Pasteur de Chicoutimi;

- bill 69 constituant en corporation les Ursulines de Gaspé;

- bill 70 constituant en corporation le Séminaire de Gaspé;

- bill 78 amendant la loi 38 Victoria, chapitre 77, concernant les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal;

- bill 79 constituant en corporation les religieuses de Jésus-Marie;

- bill 80 amendant les lois concernant le bureau de commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec;

- bill 84 constituant en corporation l'Institut

des frères de Notre-Dame-de-Miséricorde;

- bill 92 concernant l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 94 ratifiant la donation faite par Théophile Décarie à Horace Décarie et autres, le 9 avril 1923, du lot no 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et la vente du même immeuble par lesdits Horace Décarie et autres à Victor-E. Lambert, le 11 avril 1923;

- bill 96 constituant en corporation la corporation de Notre-Dame du Chemin;

- bill 112 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Vincent P. Heney à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 115 constituant en corporation les pères Augustins de l'Assomption;

- bill 119 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Cyril Flanagan à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 121 autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Edwin Burton au nombre de ses membres;

- bill 122 ratifiant le règlement no 32 de la ville du Cap-de-la-Madeleine et une convention entre cette municipalité et la Canada Steamship Lines Limited;

- bill 128 amendant la charte de The Empire Trust Company.

Les députés reviennent à leur salle de séance.

#### Questions et réponses:

##### Nombre d'arrêtés en conseil

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'arrêtés en conseil ont été pris par le gouvernement depuis le 10 janvier 1923 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Depuis le 10 janvier 1923 jusqu'au 31 décembre 1923, 2,367; depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 13 février 1924, 243. Total: 2,610.

##### M. R.-A. Benoît, officier du département du procureur général

M. Dufresne (Joliette): 1. M. R.-A. Benoît, officier spécial au département du procureur général, a-t-il acheté des lots de colonisation dans l'Abitibi?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. A-t-il obtenu des lettres patentes pour ces lots?

4. Dans l'affirmative, à quelle date?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Depuis qu'il est officier spécial au département du procureur général et à l'emploi du gouvernement de Québec, M. R.-A. Benoît n'a acheté aucun lot de colonisation.

2, 3 et 4. En 1913, alors qu'il n'avait aucune relation avec le gouvernement de Québec, M. Benoît a eu des intérêts miniers et industriels dans l'Abitibi et, comme il y avait déjà passé plusieurs mois l'année précédente et qu'il songeait à s'y établir définitivement, il a acheté, le 14 février 1913, deux lots de colonisation qui ont été patentés pour fins industrielles le 17 octobre 1917. En 1920, avant d'accepter la position d'officier spécial au département du procureur général, M. Benoît s'est défait de tous ses intérêts dans l'Abitibi.

##### Subvention au propriétaire du bateau de l'île d'Orléans

M. Langlais (Témiscouata): Est-il vrai, comme l'indique le rapport du ministre de la Colonisation, que sur les \$3,005.09 qui, d'après les comptes publics de 1923, page 274, paraissent avoir été payés au comté de Montmorency à même les fonds votés pour les chemins de colonisation, il a été payé une subvention au propriétaire du bateau qui fait le service entre Sainte-Famille de l'île d'Orléans et la cité de Québec?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, une subvention de \$150 a été payée dans ce but.

##### Sommes reçues par les fils de M. Charles Lanctôt

M. Smart (Westmount): 1. Pendant le dernier exercice le lieutenant Jean Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, a-t-il reçu d'autres sommes que celles mentionnées ci-après: \$1,400 (p. 126 des comptes publics), \$85 (p. 235 des comptes publics), \$2,349.91 (p. 236 des comptes publics), \$3,281.75 (p. 248 des comptes publics)? Dans l'affirmative, lesquelles?

2. Pendant le même exercice, M. Hughes Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, a-t-il reçu d'autres sommes que celles ci-après mentionnées: \$600 (p. 235 des comptes publics), \$538.47 (p. 236 des comptes publics), \$2,632.23 (p. 318 des comptes publics)? Dans l'affirmative, lesquelles?



L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui, \$9.69 (p. 236 des comptes publics).  
2. Non.

#### Nombre d'émigrants aux États-Unis

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de Canadiens habitant la province de Québec ont émigré aux États-Unis en 1922?  
2. Combien jusqu'au mois de décembre 1923?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2. Les gouvernements d'Ottawa et de Québec n'ont pas de statistiques à ce sujet.

#### Ville Saint-Pierre et Consumers Glass Company Ltd.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 ratifiant un règlement entre la ville Saint-Pierre et Consumers Glass Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 amendement la loi refondant la loi organique de l'hôpital Notre-Dame de Montréal et ses amendements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Ville Saint-Pierre et Canadian Car & Foundry Company Ltd.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 ratifiant un règlement entre la ville Saint-Pierre et Canadian Car & Foundry Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Beauharnois Electric Company Ltd.

M. Philips (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 139 amendement la charte de la Beauharnois Electric Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Philips (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Fermeture des magasins à bonne heure

M. Lapierre (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Par ce bill, on veut autoriser les conseils municipaux des cités et villes à décréter la fermeture des magasins à 6 heures du soir au lieu de 7.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Code municipal, article 407

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendement l'article 407 du code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Des députés de l'opposition demandent des explications.

M. Authier (Abitibi): Le but de ce projet de loi est de permettre aux conseils municipaux de fixer la distance qui doit séparer un moulin à scie, mû à la vapeur ou à l'essence, des autres habitations dans une municipalité. Les moulins constituent un danger pour le feu. Je crois que le Parlement devrait prévenir les incendies en donnant ce privilège aux conseils municipaux.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent du code municipal.

#### Tuberculose et mortalité infantile

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 relatif à la tuberculose et à la mortalité infantile dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il le recommande à sa considération.

#### En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 1. Que, dans le but de combattre plus efficacement la tuberculose et la mortalité infantile dans cette province, le directeur du Service provincial d'hygiène prenne, sous la direction et contrôle du secrétaire de la province, les mesures nécessaires pour pourvoir à l'établissement et au maintien de dispensaires antituberculeux et de puériculture et pour mettre en oeuvre tous autres moyens propres à atteindre les fins proposées.

2. Que, pour défrayer les dépenses à encourir pour la mise à exécution des dispositions de la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq ans, une somme n'excédant pas cent mille dollars, annuellement.

3. Que le secrétaire de la province, au fur et à mesure que les deniers seront requis pour les fins susdites, transmette au trésorier de la province une demande énonçant le montant requis et les fins spéciales auxquelles les deniers seront destinés dans chaque cas; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants ainsi autorisés, jusqu'à concurrence des limites fixées par la résolution no 2.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Département des Affaires municipales

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour objet de créer dans le département des Affaires municipales un bureau d'inspecteurs et de vérificateurs qui pourront aller dans les municipalités de la province inspecter et vérifier les livres des secrétaires-trésoriers contre lesquels il y aurait eu des plaintes quant à leur comp-

tabilité. Ces officiers ne sont pas des auditeurs, mais de simples inspecteurs qui auront à voir si les livres sont bien tenus. Ils auront aussi pour mission d'établir autant que possible l'uniformité dans la comptabilité des conseils municipaux. Car il y a bien des lacunes de ce côté. Les secrétaires-trésoriers font assurément de leur mieux, mais il y a trop souvent défaut de compétence. Il s'agit donc, pour les inspecteurs, de les instruire et de les diriger dans leur travail.

Il y a déjà des auditeurs dans les municipalités. Qu'il soit bien compris cependant que nous ne voulons pas le moins du monde les supplanter ni nous immiscer dans les affaires des municipalités. Nous ne voulons qu'instruire les secrétaires-trésoriers sur la façon de faire leur devoir à la satisfaction des conseils municipaux.

M. Plante (Beauharnois): Si on découvre des irrégularités, est-ce que vous poursuivrez?

L'honorable M. Nicol (Compton): Les vérificateurs les rapporteront au département des Affaires municipales et nous aviserons les conseils municipaux que la chose intéresse. Nous n'avons pas mis de sanction dans la loi. Les municipalités, à la fin de l'année, auront à faire l'audition de leurs livres, mais il n'y aura pas de sanction pour forcer une municipalité à faire cette audition. Le département, cependant, s'il le juge à propos, pourra faire son audition. La loi donne le droit déjà de poursuivre les défalcataires. Nous verrons s'il est nécessaire d'avoir des sanctions spéciales plus tard.

M. Langlais (Témiscouata): Est-ce que la loi s'appliquera à toutes les municipalités ou si elle ne s'appliquera que selon la volonté du ministre des Affaires municipales?

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous avons intérêt à suivre les affaires des municipalités, car nous leur avons avancé des montants considérables, mais nous ne voulons pas rendre la loi trop rigide. Lorsque nous aurons des plaintes ou qu'on apprendra qu'un secrétaire-trésorier n'aura pas fait son devoir, nous enverrons nos inspecteurs qui feront rapport.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Le projet de loi est présenté avec beaucoup de bienveillance et je reconnais que nos affaires municipales doivent être surveillées et elles le sont quand les contribuables ont leur autonomie. C'est souvent l'influence étrangère qui est cause des ennuis des

municipalités. Les exemptions de taxes, les privilèges spéciaux, les expropriations sont des sources d'ennuis pour nos municipalités.

Il y a peu de cas où les municipalités ont perdu de l'argent par la mauvaise tenue des livres. Sans doute, il y a eu des erreurs, mais justifient-elles le gouvernement de vouloir donner tant de pouvoir au ministre des Affaires municipales? L'on demande trop par cette loi pour en définitive se contenter ensuite de faire des suggestions. Voilà qu'il suffira d'une petite querelle dans un conseil municipal pour aussitôt voir arriver un officier du gouvernement qui se mettra à inspecter tous les livres. Aussitôt l'on verra se développer les difficultés.

L'influence étrangère a déjà causé du tort aux municipalités. L'influence politique ne fera-t-elle pas plus de mal encore? L'influence politique est plus insinuante, plus dangereuse. Le ministre des Affaires municipales et ses officiers sont des hommes comme les autres. Ils examineront les livres et, s'il y a défalcation, ils feront arrêter le secrétaire-trésorier. Qui sait si la plainte ne sera pas abandonnée si c'est un ami du gouvernement?

Pourquoi faire une loi spéciale pour demander ces privilèges? La loi lui donne le droit de nommer un commissaire-enquêteur chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil le juge à propos. Cela devrait suffire. Si nous laissons les conseils municipaux administrer seuls leurs affaires, on verrait que ces dernières sont plutôt bonnes. J'ai dit que l'influence étrangère était la cause des mauvaises affaires de nos municipalités. Sans cette influence, elles seraient bien administrées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Quelle influence étrangère?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Les spéculateurs s'emparent souvent des conseils municipaux. Ils organisent eux-mêmes dans une municipalité le conseil municipal et même tout. La loi que l'on nous présente n'empêchera pas la spéculation. Elle va plutôt laisser croire aux conseils municipaux que le ministre des Affaires municipales va prendre la surveillance de leurs affaires, faire l'audition de leurs livres, etc. C'est l'influence politique qui va pénétrer dans les conseils municipaux et quand je dis influence politique je ne désigne pas l'influence de nos amis de la droite, pas plus pour celle du gouvernement actuel que pour l'influence du gouvernement qui viendra après. Quelles sont les municipalités qui sont mal administrées? Que les contribuables s'occupent davantage de leurs affaires municipales, et tout ira

bien. J'aime mieux la surveillance du contribuable que celle du gouvernement. Même si l'on bonifiait la loi, on n'empêcherait pas la spéculation.

M. Delisle (Chicoutimi): De quelle spéculation l'honorable député veut-il parler?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): De la spéculation qui a conduit des municipalités à la banqueroute. Tous ceux qui ont suivi les affaires municipales depuis une quinzaine d'années savent, par exemple, que, dans les municipalités de village, des conseils municipaux sont quelquefois formés presque entièrement d'actionnaires de compagnies qui ont demandé des exemptions de taxes pour des industries à établir. On a aussi acheté des terres. On les a subdivisées. On a fondé des villes et on a accordé des privilèges extraordinaires à des compagnies. Souvent, les directeurs de ces compagnies étaient les membres des conseils municipaux.

Va-t-on empêcher les spéculations par cette loi? Non, elle vise les municipalités qui sont bien administrées. Pourquoi troubler la paix des conseils municipaux? Je ne veux pas combattre cette loi outre mesure. Je ne veux pas la rendre odieuse. Je voudrais que l'on fasse en sorte, par cette loi, de faire disparaître le mal qui existe. Aujourd'hui, ce sont nos amis de la droite qui administrent les affaires de la province. Dans 5 ans, dans 10 ans, dans 15 ans, personne ne sait qui les administrera. Cette loi, telle qu'elle est, pourrait être une arme terrible entre les mains d'un ministre des Affaires municipales qui ne serait pas trop scrupuleux. Alors, il y aura peut-être... Je crois que l'on n'atteindra pas le but que l'on a en vue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je ne sais si l'honorable chef de l'opposition, pardon, l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a bien saisi la portée du bill. Je dois dire que ce projet a été demandé par les municipalités elles-mêmes. Congrès après congrès ont été tenus et on nous a demandé cette réforme. Le député de Chambly (M. Thurber), qui est maire de Longueuil et s'intéresse beaucoup aux municipalités, le sait. J'ai assisté moi-même à un congrès et on nous a demandé d'enseigner aux conseils municipaux une tenue de livres uniforme.

Au point de vue des finances, les municipalités sont fort mal administrées d'une façon générale. Le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) devrait voir toutes les demandes et les documents que l'on reçoit au département des Affaires municipales. On nous présente des états et des états de compte mal faits, quelques-uns faux et où il n'y a

rien à comprendre. Les conseils municipaux, souvent, ne savent pas même où ils en sont et les banques quelquefois sont obligées d'intervenir. Que le député de Jacques-Cartier fasse une enquête à ce sujet et il verra que cette loi s'impose.

Mais il est bien entendu que nous voulons laisser aux municipalités leur entière autonomie. Cependant, quand une municipalité nous demandera de l'autoriser à faire un emprunt, nous entendons savoir à quoi nous en tenir sur ses finances. Nous voulons être entièrement renseignés avant d'autoriser des emprunts. Nous aurons donc des inspecteurs payés par le gouvernement qui feront des enquêtes quand nous aurons un emprunt à autoriser, quand on nous fera des plaintes. Et nous en recevons souvent, des plaintes. Le gouvernement reçoit souvent, en effet, de la part des municipalités des demandes d'envoyer un auditeur pour examiner les livres du secrétaire-trésorier.

D'un autre côté, n'assiste-t-on pas souvent à des procès causés par le mauvais état des comptes de certaines municipalités? Ces procès, on le sait, sont quelquefois ruineux. Voilà pourquoi nous voulons mettre un inspecteur à la disposition des municipalités. Cela ne leur coûtera absolument rien. Nous n'entendons pas envoyer des inspecteurs partout. Ils seront nécessaires quand on viendra nous demander l'autorisation d'un emprunt et quand on nous représentera, comme cela arrive souvent, que les livres d'une municipalité sont mal tenus. Enfin, nous voulons que tout le travail de la comptabilité soit plus simple.

D'ailleurs, il n'y a rien de nouveau dans la loi. Comme mon honorable ami le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) l'a dit, le gouvernement a depuis longtemps le droit d'envoyer des enquêteurs. En a-t-il abusé? L'honorable député de Jacques-Cartier a parlé d'influence politique. Il devrait être le dernier à en parler. S'il y a dans le public un sentiment que l'influence politique s'exerce trop souvent, c'est que les politiciens le disent les premiers trop souvent. Nous connaissons notre responsabilité et nous n'entendons nullement nous ingérer dans les affaires municipales.

L'honorable chef de l'opposition... pardon...

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable premier ministre parle de l'abondance du coeur.

M. Thériault (L'Islet): C'est naturellement lui qui est chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à l'honorable député de Jac-

ques-Cartier, mais l'honorable chef de l'opposition est si rarement absent. Je disais donc: Mon honorable ami affirma que les affaires de nos conseils municipaux sont bien tenues. Je regrette de dire qu'il se trompe. Les livres des municipalités, je le répète, sont en général mal tenus. La comptabilité est mauvaise. Le but de cette loi est d'aider les municipalités à mieux tenir leurs livres. On veut rendre la comptabilité uniforme autant que possible et, partant, rendre l'administration plus facile. Je crois que la loi aura de bons effets et, je le répète, elle nous est demandée par les municipalités. Nous ne demandons pas mieux que de rendre la mesure encore meilleure. Nous étudierons, en comité général, les suggestions que l'on voudra bien nous faire. Ce que nous voulons, c'est de passer une bonne loi et de rencontrer sur ce sujet les vues des municipalités.

M. Langlais (Témiscouata): En général, nos secrétaires-trésoriers sont honnêtes et tiennent bien leurs livres. Ce n'est pas la forme de la tenue des livres que l'on attaque dans ce projet, c'est le fond. Pourquoi ne pas passer une loi pour déterminer quelle sera la tenue de livres des municipalités?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je ferai remarquer que l'honorable député de Témiscouata (M. Langlais) parle une deuxième fois sur la question. Comme je l'ai suggéré, nous aurions dû aller en comité. Voilà deux fois que mon honorable ami parle. Qu'il attende donc que nous soyions en comité pour cette discussion!

M. Langlais (Témiscouata): Oh! Je n'ai qu'un mot à ajouter. Je crois que l'on n'atteindra pas le but que l'on se propose par cette loi et qu'elle est de nature à causer de graves ennuis aux municipalités.

M. Hamel (Portneuf): Je crois plutôt que le projet aidera aux municipalités, car les secrétaires-trésoriers ne demandent pas mieux que d'avoir une tenue de livres claire et uniforme. Bien souvent, dans certaines municipalités, les conseillers et le maire ne peuvent rien connaître des comptes de la municipalité. Il est certain qu'il serait très avantageux pour tout le monde qu'un inspecteur du gouvernement enseigne aux secrétaires-trésoriers la façon de tenir les livres. Les membres du conseil ne peuvent le faire. On est même rendu à demander, comme la chose m'a été un jour suggérée, de supprimer du code municipal la clause qui veut

que les conseillers sachent lire et écrire. Comment alors veut-on que l'on soit capable de voir à la bonne tenue des livres du conseil? Les inspecteurs du bureau des Affaires municipales pourront rendre les mêmes services que rendent ceux des bureaux d'enregistrement. Pas une seule municipalité ne refusera l'aide du gouvernement pour améliorer son système administratif et, selon moi, c'est une mesure sage qu'on nous propose.

**M. Thériault (L'Islet):** Le projet de loi est proposé dans un but louable et les dispositions qui ont présidé à sa préparation sont aussi excellentes. Dans mon comté, les municipalités rurales sont très bien administrées. Les livres y sont bien tenus. Dans les villes, il y a aussi un bon système de tenue de livres. L'honorable député de Jacques-Cartier et l'honorable premier ministre nous ont dit que le gouvernement avait le droit d'envoyer des enquêteurs dans les différentes municipalités. Je dois confesser à la Chambre que j'ignorais totalement cela. D'un autre côté, je ne veux pas qu'on laisse les conseils municipaux sous l'impression que nous croyons que leurs livres sont mal tenus. Je crois donc que le gouvernement ne devrait pas faire faire ces inspections sans qu'elles soient demandées par les conseils municipaux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais les conseils dont les affaires sont en mauvais état ne demanderont certainement pas d'inspection. Le gouvernement ne décorera pas le député de L'Islet (M. Thériault) pour ses remarques et ses intentions.

**M. Thériault (L'Islet):** Je crois qu'on devrait attendre que l'inspection soit demandée par les intéressés et j'appuierai un amendement dans ce sens si on le propose.

**M. Ouellet (Dorchester):** Je crois que le projet va un peu loin et je suggérerai, lorsque nous étudierons le projet en comité, que l'inspection ne soit faite que lorsqu'elle sera demandée par des contribuables, disons 5, 10 ou 25. Je ne veux pas que nous ayons l'air de vouloir intervenir inutilement.

**M. Plante (Beauharnois):** J'appuie cette suggestion de l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet). Il est bien évident que les conseils municipaux ne demanderont pas d'inspecteurs quand leurs livres sont mal tenus. Nous devrions donc amender le projet pour dire que les inspections ne seront faites que lorsqu'elles seront de-

mandées par des contribuables. Le nombre de cinq que l'honorable député de Dorchester a suggéré me paraît raisonnable.

**M. Delisle (Chicoutimi):** Je crois qu'il sera trop tard d'attendre le bon plaisir des contribuables. Des deux côtés de la Chambre, on n'envisage pas ce projet comme il devrait l'être. L'inspection des livres est une chose nécessaire et les contribuables en seront très heureux. Ce projet de loi a un défaut: il arrive trop tard. Voilà des années qu'il eût dû être adopté. Je partage les remarques faites par le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), mais, lorsque la Chambre étudiera le bill en comité plénier, je ferai de nouvelles suggestions et demanderai que l'on ajoute quelques clauses à ce bill.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le présent projet de loi s'applique surtout aux municipalités rurales. Dans les environs des villes et dans les villes, on est peut-être mieux organisé. On peut plus facilement trouver des secrétaires-trésoriers compétents. Dans les campagnes, on trouvera des secrétaires-trésoriers très honnêtes, mais qui manquent d'expérience et qui, dans une proportion de 60%, n'ont pas les capacités voulues. On trouve même de ces officiers qui ne sont pas capables de se reconnaître dans leurs livres et qui sont incapables de renseigner le conseil municipal.

Les affaires municipales ont pris beaucoup d'importance en ces dernières années. Des conseils municipaux qui, naguère, ne dépensaient pas \$500 font aujourd'hui des affaires pour \$20,000 à \$30,000 par année. Il se trouve donc que les secrétaires-trésoriers ne peuvent arriver à se reconnaître dans leur comptabilité plus compliquée nécessairement. Une municipalité, par exemple, nous a demandé un droit d'emprunt de \$50,000 et elle n'a pu nous fournir son bilan. Nous voulons aider ces municipalités. Un organisme comme celui que nous voulons créer n'est pas un attentat à l'autonomie des municipalités. Dans une municipalité de mon comté des Îles-de-la-Madeleine, un jour, on a dû faire venir un auditeur de Montréal. Cela a coûté une somme de \$2,000 de frais à la municipalité. Par cette loi, on protège autant le secrétaire-trésorier lui-même que le conseil municipal. On vient en aide à l'un et à l'autre.

S'il faut craindre toujours l'influence politique, qui est souvent à craindre - l'honorable député de Jacques-Cartier a raison - nous ne ferions plus de loi. On peut poser la même objection pour toutes les lois que nous passons. Autant arrêter alors toute la législation.

Depuis la mise en pratique de la loi de voirie, en particulier, le gouvernement prête des sommes importantes aux municipalités. Il est juste de connaître l'état financier de ces municipalités. Or il en est qui sont incapables d'établir leur bilan. Comment, dans ces conditions, peut-on leur prêter? Quant à attendre que des contribuables demandent une audition, on mettrait la municipalité dans une mauvaise position souvent et les demandes d'emprunts pourraient souvent être retardées. Une audition par le département des Affaires municipales réglerait tout; elle rendra d'importants services au secrétaire-trésorier.

Du reste, cette loi a été demandée depuis longtemps. Je n'étais pas en Chambre quand on réclamait une telle mesure. On a toujours eu une tendance à croire que les secrétaires-trésoriers volent les gens. Il y en a des milliers qui croient cela. Mais, dans un grand nombre de cas, des secrétaires-trésoriers parfaitement honnêtes sont injustement critiqués et soupçonnés de vol. Ceci est déplorable et c'est en grande partie pour mettre fin à ces injustices que le gouvernement a cru bon de suggérer ces amendements à la loi. Lorsque ces secrétaires seront accusés, et il s'en trouve toujours pour les accuser, ils pourront répondre que, si les accusateurs ne sont pas satisfaits de leurs tenues de livres et des comptes qu'ils rendent de leurs administrations, ils n'ont qu'à demander au vérificateur du gouvernement de venir inspecter leurs livres et faire rapport au département des Affaires municipales. L'amendement suggéré constitue en somme une simple protection pour le secrétaire-trésorier d'une municipalité accusé injustement. Cette loi rendra donc de grands services aux secrétaires eux-mêmes; de plus, elle est devenue nécessaire grâce à l'envergure que prennent les affaires municipales.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) pose une question au ministre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a 25 ans que l'on a besoin d'une loi pour améliorer la tenue de livres des municipalités. Mon opinion est que cette loi est nécessaire et que les municipalités en tireront de grands bénéfices. La loi jettera de la confiance dans l'âme populaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous étudierons le projet en comité à la prochaine séance.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

#### Questions et réponses:

##### Appareils téléphoniques du lieutenant-gouverneur

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Pour combien d'appareils téléphoniques en usage dans les bureaux du lieutenant-gouverneur au palais législatif le gouvernement a-t-il payé \$561.95 à la Bell Telephone Company of Canada, pendant le dernier exercice?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce montant représente les appels téléphoniques longue distance, tant à l'Hôtel du gouvernement qu'à Spencer Wood.

##### Dépenses pour électricité à Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Des \$2,388.84 payés à la Quebec Railway Light, Heat & Power Company pour Spencer Wood pendant le dernier exercice, combien a été payé pour l'éclairage?

2. Combien pour le poêle électrique?

3. Combien pour la machine à faire la glace?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 3. Par réponse du 7 février 1924, une somme de \$759.54, pour comptes de l'exercice 1921-1922, doit être déduite de \$2,838.84, laissant une balance de \$2,079.30, dont \$156.75 ont été payés pour le poêle et \$1,922.55 pour l'éclairage et la machine à faire la glace.

##### M. R.-A. Benoît, employé du procureur général

M. Langlais (Témiscouata): 1. M. R.-A. Benoît, officier spécial au département du procureur général, est-il préposé à la rédaction ou à la traduction des lois?

2. Depuis quand?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. M. Benoît, comme secrétaire du procureur général, sans être préposé à la rédaction des lois, y contribue quand il en est requis.

##### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de

nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien et reboisement, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Pas d'objection?

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Je crois plutôt que le montant est insuffisant. Cette oeuvre devrait recevoir plus de sympathie et d'encouragement. Elle est appelée à faire beaucoup de bien. Il faut songer au reboisement de nos forêts et à ce sujet il faut faire l'éducation du peuple. Or il n'y a pas de meilleurs moyens de faire cette éducation que de développer les pépinières. Il faudrait que tous les gens fortunés plantent des arbres sur leurs propriétés, que l'on crée des réserves de bois pour les cultivateurs.

Il fait alors une description de ce que peut faire une pépinière pour orner nos campagnes. Il approuve entièrement le geste du gouvernement qui plante des arbres au bord des routes et souhaite que bientôt toutes les routes soient ainsi bordées d'arbres magnifiques qui ajouteront à leur aspect. Il demande au ministre de donner plus d'attention encore à cette branche de son ministère. C'est une suggestion que je fais pour l'année prochaine. Je ne veux pas embarrasser le ministre en lui demandant d'augmenter ce subside si nécessaire, mais l'an prochain je serai heureux s'il l'augmente du double.

Des voix ministérielles: Très bien!

M. Plante (Beauharnois) prétend que le gouvernement ne se montre pas assez généreux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) remercie le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) de sa suggestion. Il l'assure que le gouvernement ne manquera pas, dans le prochain budget, de rendre aussi pratique que possible sa suggestion, rappelant cependant que cette année on demandait une somme de \$3,000 de plus que par le passé pour cette oeuvre du gouvernement.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Résolution de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que les articles 510 et 511 du règlement de l'Assemblée législative soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil de ville en date du 13 février 1924, et que cette pétition soit lue et reçue à cette séance.

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution de son conseil de ville en date du 13 février 1924 (M. Bercovitch).

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée à midi et quarante.





Séance du 18 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il y a quorum, M. l'Orateur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que oui!

## Fabrication des produits laitiers

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 177 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

Il s'agit de la classification de la crème. On sait que la crème est actuellement classifiée en deux catégories. On demande que l'on fasse quatre catégories, croyant que ce changement permettra aux cultivateurs d'obtenir de meilleurs prix pour la crème.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Partages et licitations

M. Hamel (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 168 modifiant le code civil et le code de procédure civile relativement aux partages et licitations, et déclarant valides certains partages et licitations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cadastre  
de la paroisse de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 184 concernant le cadastre de la paroisse de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commissaire des incendies  
pour Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 182 modifiant la loi concernant le commissaire des

incendies pour la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Code civil, article 2175

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 192 modifiant l'article 2175 du code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

## Conférenciers agricoles

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Dufresne (Joliette) demande la liste des conférenciers agricoles et leurs salaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Comme la réponse est longue, je demanderais que l'interpellation soit convertie en motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Joliette n'est pas en Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la coutume à Ottawa de convertir les longues interpellations en motions et nous allons faire la même chose ici. Nous ne pouvons pas charger le procès-verbal avec de longues interpellations. Nous ne pourrions l'imprimer pour le lendemain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement d'Ottawa fait souvent les choses plus correctement que le gouvernement de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie le chef de l'opposition du compliment qu'il fait au gouvernement d'Ottawa.

Il propose que l'interpellation du député de Joliette (M. Dufresne) soit convertie en motion.

Adopté.

## Demande et dépôt de documents:

## Conférenciers agricoles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'il soit mis

devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les conférenciers que le département de l'Agriculture a à sa disposition; 2. Quelle est leur résidence; 3. Quel est leur salaire; 4. Combien de conférences agricoles ils ont données chacun dans le cours des années 1922 et 1923.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour le dépôt d'un état indiquant: 1. Quels sont les conférenciers que le département de l'Agriculture a à sa disposition; 2. Quelle est leur résidence; 3. Quel est leur salaire; 4. Combien de conférences agricoles ils ont données chacun dans le cours des années 1922 et 1923. (Document de la session no 68)

#### Questions et réponses:

##### Travaux de la Commission du service civil

M. Faucher (Québec-Centre): 1. Le gouvernement ou l'un des ministres a-t-il reçu quelque plainte au sujet de la diminution des activités de la Commission du service civil depuis quelques semaines?

2. Est-il vrai que, depuis le retour de M. Charles Lanctôt, à la fin de décembre 1923, la commission n'aurait tenu qu'une ou deux séances?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Le gouvernement a reçu des représentations de la part des employés, demandant de hâter les travaux de la commission autant que possible.

2. Oui, mais le travail de la commission ne se borne pas à celui qui se fait dans les réunions.

##### Assistants secrétaires du procureur général

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Dufresne (Joliette): 1. À quelle date M. G.-L. Dussault a-t-il été nommé assistant secrétaire du procureur général par arrêté en conseil?

2. Combien d'assistants secrétaires le procureur général a-t-il et quels sont leurs noms et leurs traitements respectifs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Déjà répondu qu'il n'était pas nécessaire de passer un arrêté en conseil.

2. Il n'en a pas d'autres.

##### Libération de M. John H. Roberts

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Sur la recommandation de quel ministre le Conseil des ministres a-t-il avisé le lieutenant-gouverneur d'exercer le droit de pardon en faveur de M. John H. Roberts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La libération a été recommandée par un arrêté en conseil sur un rapport du procureur général.

##### Rémunération des membres de la Commission du service civil

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Dufresne (Joliette): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de rémunérer le président de la Commission du service civil, M. Charles Lanctôt?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de rémunérer les autres membres de la commission?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de rémunérer les secrétaires de la commission, MM. G.-L. Dussault et Paul-E. Caron?

4. Est-il vrai que M. Paul-E. Caron est le fils du ministre de l'Agriculture?

5. M. Paul-E. Caron occupe-t-il une autre position dans le service civil?

6. Dans l'affirmative, laquelle et à quel salaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. Non. M. Lanctôt a accepté cette position sans rémunération, de même que les autres sous-ministres.

3. La question n'a pas encore été considérée.

4. Oui.

5. Oui.

6. Officier spécial au département de l'Agriculture. Pour son salaire, voir les comptes publics.

##### M. R.-A. Benoît, employé du procureur général

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Dufresne (Joliette): 1. La personne qui a informé le procureur général que M. R.-A. Benoît, officier spécial au département du procureur général, ne tient pas le poste de rédacteur politique au *Soleil*, l'a-t-elle informé en même temps que M. R.-A. Benoît n'a rien reçu, depuis trois ans, de la compagnie qui publie le *Soleil*, pour collaboration politique à ce journal?

2. Est-il vrai que, depuis environ trois ans, M. Benoît, au vu et au su du premier ministre, collaborerait à la rédaction politique du *Soleil*?

3. Est-il vrai que, au vu et au su du premier ministre, M. Benoît retire depuis longtemps un salaire de la compagnie qui publie le *Soleil*, pour collaboration à la rédaction politique de ce journal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Non.

2. Le premier ministre ignore depuis quand et de quelle manière M. Benoît collabore à la rédaction du *Soleil*.

3. Le premier ministre l'ignore, mais il regretterait que cette collaboration, si elle existe, fût gratuite.

#### Registreur de Vaudreuil

M. Lortie (Soulanges): 1. Depuis quand le poste deregistreur du comté de Vaudreuil est-il vacant?

2. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore pourvu à remplir cette vacance?

3. Quand se propose-t-il de le faire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Le 2 novembre 1918.

2. La position est remplie par un député-registreur qui donne satisfaction.

3. Sous considération.

#### M. Napoléon Belleau, préposé aux listes électorales de Québec

M. Langlais (Témiscouata): 1. Quand M. Napoléon Belleau, qui est préposé à la préparation des listes électorales de la cité de Québec, a-t-il été nommé à cette fin?

2. Est-ce son nom qui apparaît à la page 110 des comptes publics de 1923?

3. Dans l'affirmative, pour quelle raison le gouvernement lui a-t-il payé le salaire de \$1,400 qu'il paraît avoir reçu pendant le dernier exercice?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Le 7 mai 1919.

2. Oui.

3. Pour remplir les devoirs déterminés par la loi.

#### Serments prêtés par les employés du service civil

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Le greffier du Conseil exécutif tient-il un registre des serments prêtés conformément à l'article 673 des statuts refondus de 1909?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms des sous-chefs de département et des employés du service civil qui d'après ce registre ont, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920, prêté: (a) le serment d'allégeance; (b) le serment d'office?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui.

2. Sous-chefs: J.-A. Métayer, L.-A. Richard, J.-L. Boulanger, J.-A. Grenier.

Employés du service civil: W. Amyot, W. Chicoine, Donat Geoffrion, Charles LaRichelière, Joseph Couture, Léon Boucher, Maurice Ollivier, Dr Alphonse Lessard, R.-A. Benoît, J.-A. Pacaud, R. Michaud, J.-A. Dolbec, E. Vézina, Alph. Guilmette, Adélarde Montreuil, Charles-L. Gauvreau, Francis Desroches, Joachim Bellisle, Adolphe Hamel, Ferdinand Lavoie, Joseph Drouin, J.-Omer Caron, Léon Picard, Rosaire Savard, Omer Deschênes, Ulric Jean, Réginald Barbin, J.-D. Barbeau, Jos. Morin, Louis-Marie Gagnon, Georges Maheux, J.-M. Talbot, Alphonse Désilets, J.-J. Gaudreau, Cyrille Vaillancourt, Auguste-O. Gagnon, Henri Tessier, P. Des Trois Maisons, Thomas-R. Marier, Narcisse Savoie, X.-N. Rodrigue, Omer Garneau, L.-J.-A. Dupuis, H. Mariotti.

#### Employés de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quels sont les noms et prénoms des personnes portées sur la liste de paie de Spencer Wood pendant le dernier exercice?

2. Quel était l'emploi de chacune?

3. Pendant combien de temps chacune a-t-elle travaillé?

4. Combien chacune a-t-elle reçu?

5. Quelle est la somme totale payée à ces personnes?

## L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1	2	3	4	5
William Penney	chef jardinier	à l'année	\$1,200.00	
Charles Hugues	fermier	"	1,022.14	
William T. Penney	aide-jardinier	310 jours	890.00	
Joseph Robitaille	"	311 "	893.00	
Georges Rancour	hom. d'écurie	356 "	891.25	
Henri Belleau	ch. de fourn.	311 "	860.75	
Ernest Julien	journalier	315 "	788.75	
François Émond	"	305 "	762.50	
William French	"	308 "	771.25	
Antoine Garneau	gard. de nuit	365 "	1,095.00	
Harry G. Walker	journalier	269 "	673.75	
Émile Nolet	"	210 "	526.25	
Joseph Rancour	"	167 "	423.75	
Henri Moronval	"	108 "	<u>237.50</u>	
				11,035.89
Quelques autres personnes ont aussi été employées au cours de l'année pendant quelques jours à la fois et ont reçu en salaire:				<u>1,153.15</u>
				\$12,189.04

Cordes de bois  
achetées pour Spencer Wood

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Tétréau (Montréal-Dorion): 1. Quels sont les noms, prénoms, occupations et adresses des personnes dont le gouvernement a acheté 134 cordes de bois pour Spencer Wood pendant le dernier exercice?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de commander ces 134 cordes de bois?

3. Si oui, quelles ont été les soumissions?

4. À quoi a servi le bois acheté?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1.

Albert Warren, La Malbaie.

2 et 3. Non.

4. Usage ordinaire.

Tonnes de charbon  
achetées pour Spencer Wood

M. Faucher (Québec-Centre) pour M. Tétréau (Montréal-Dorion): 1. Est-il exact que les 343 tonnes de charbon que le gouvernement a payées pour Spencer Wood pendant le dernier exercice ont, ainsi que le mentionnent les comptes publics, coûté \$9,484.26, soit en moyenne plus de \$27.65 la tonne?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de commander ces 343 tonnes de charbon?

3. Si oui, quelles ont été les soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 3. Non, parce qu'il faut déduire de la somme de \$9,484.26 la somme de \$2,106.69 pour des comptes de 1921-1922, laissant une balance de \$7,377.57 pour lesdites 343 tonnes de charbon qui ont été achetées des marchands suivants aux prix indiqués:

## Quebec Coal:

106 T 1,680 lb à \$20.50,

4 T 350 lb à \$18.00,

37 T 1,150 lb à \$17.25,

149 T 1,180,

\$2,190.25

\$ 75.15

\$ 648.18

\$2,913.58 \$2,913.58

Canadian Import:		
21 T 1,580 lb à \$19.50,	\$424.91	\$424.91
Lachance limitée:		
37 T 120 lb à \$21.00,	\$778.27	
50 T à \$25.00,	\$1,250.00	
80 T 1,700 lb à \$24.00,	\$1,942.81	
168 T 1,820 lb,	\$3,971.08	\$3,971.08
Cité de Québec :		
4 T à \$17.00,	\$68.00	\$68.00
343 tonnes,		
		\$7,377.57
Moyenne: \$21.50 la tonne.		

À cause de la rareté du charbon due à la grève des mineurs, les fournisseurs n'ont pas voulu donner de soumissions. Le charbon a été payé au prix du marché à l'époque où chaque achat a été fait.

#### Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les dentistes.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que nous ne devrions pas attendre qu'il y ait plus de députés pour étudier ce bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit d'un bill privé, qui intéresse toute la province. Pour cette raison il n'y a pas lieu d'en retarder l'adoption. Finissons-en l'étude en comité et nous verrons en troisième lecture si les députés veulent de plus amples renseignements ou ont des amendements à proposer. Nous n'adopterons pas la troisième lecture aujourd'hui.

Le comité étudie l'article 5067 qui se lit comme suit:

"5067. Aucune personne ne peut exercer la chirurgie dentaire dans la province, à moins d'avoir obtenu une licence du bureau, mais rien, dans le présent article, n'empêche les mécaniciens dentistes d'exercer leur métier."

M. Lemieux (Gaspé): Un amendement a été proposé, qui permet aux mécaniciens dentistes d'exercer la profession comme dentistes. Je demanderais que cet amendement, qui a été proposé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) au comité des bills privés, soit biffé. La loi des

chirurgiens dentistes ne doit pas intervenir avec les occupations des mécaniciens dentistes, pas plus que la loi des médecins n'intervient avec les fabricants de membres artificiels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous laissons cet amendement, un mécanicien n'aura pas besoin d'avoir de diplôme de dentiste pour exercer la profession. De plus, la loi des chirurgiens dentistes ne nuit aucunement aux mécaniciens; au contraire, elle doit leur aider.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère qu'on attende une séance à laquelle un nombre plus considérable de membres du comité ayant étudié cette mesure soient présents.

M. Lemieux (Gaspé) explique que l'amendement en question enlève aux chirurgiens dentistes leurs prérogatives et donne des droits trop considérables aux apprentis. Il demande que l'amendement soit retiré en attendant la troisième lecture du bill.

L'amendement est rejeté et l'article se lit désormais comme suit: "5067. Aucune personne ne peut exercer la chirurgie dentaire dans la province, à moins d'avoir obtenu une licence du bureau."

Une voix: Ça vote-t-il?

M. le Président (M. Laferté, Drummond): À l'ordre! À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au président du comité de rappeler encore les membres à l'ordre.

**M. le Président (M. Laferté, Drummond):** J'attire l'attention du comité sur les règles de la Chambre qui obligent les membres à se tenir à leurs sièges. La règle 62 les oblige à prendre leurs places en entrant, rester assis et garder le silence.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'en appelle de votre décision<sup>3</sup>.

**M. Faucher (Québec-Centre):** Je souhaite qu'avant longtemps les universités créent, comme en Europe, des cours de médecine générale pour les dentistes et un cours spécial relatif à l'emploi des médicaments. Les dentistes sont appelés à donner des médicaments, des anesthésiques dangereux, et ils devraient acquérir encore plus de connaissances médicales. Je crois que le gouvernement, qui fait des efforts pour relever toutes les professions - et je suis heureux en passant de lui rendre hommage - devrait faire tout en son pouvoir pour assurer aux dentistes plus d'études médicales.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### Assurance funéraire

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 amendement la loi des assurances de Québec concernant l'assurance funéraire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Annexe au palais de justice de Montréal

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 188 amendement la loi concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.

Adopté.

#### Personnel médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault),

qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 183 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

#### Lettres de vérification

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 22 amendement le code de procédure civile relativement aux lettres de vérification.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 181 concernant la contribution du gouvernement au coût de réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il le recommande à sa considération.

En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose:

Attendu que l'état actuel des deux ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières, nécessite des réparations urgentes;

Attendu que lesdites réparations, au coût approximatif de cent cinquante mille dollars, sont à la charge de la cité des Trois-Rivières; et

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouvernement de cette province supporte une partie de la dépense à encourir pour lesdites réparations:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil

puisse autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence des deux tiers du montant total de la dépense à encourir pour réparer les ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières, une somme n'excédant pas en tout cent mille dollars.

2. Que le ministre des Travaux publics et du Travail, au fur et à mesure que les estimés progressifs lui seront fournis, transmette au trésorier de la province, avec une copie de ces estimés, une demande approuvée par lui énonçant le montant que le gouvernement devra payer; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, le montant ainsi requis jusqu'à concurrence des deux tiers du coût total de l'entreprise, mais qui n'excédera pas en tout la somme de cent mille dollars.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications sur l'entretien des ponts.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce sont des ponts sur la grande route Montréal-Québec. Il ne s'agit pas d'"entretien" des ponts, mais de "réfection". Dans le cas particulier du pont de Trois-Rivières, ces travaux de réfection seront considérables et entraîneront un déboursé estimé à \$150,000, dont \$50,000 seront convertis par la ville intéressée et \$100,000 par le gouvernement. Il est explicitement stipulé que les plans devront être soumis à l'appréciation de l'ingénieur du gouvernement et approuvés par lui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que cela veut dire que le gouvernement a l'intention de se charger de l'entretien des ponts à l'avenir? Les comtés payaient autrefois leur quote-part.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement n'a pas l'intention de se charger de l'entretien des ponts qui ont été construits avec des octrois, sauf dans des cas spéciaux comme celui-ci. Ces ponts étaient des ponts de péage. Je crois qu'il est dans l'intérêt public que la province paie sa quote-part, parce que l'État a racheté les droits de péage sur ces ponts et a ainsi fait perdre une somme assez rondelette à la cité trifluvienne. Et, comme il s'agit de les refaire, nous devons aider à la municipalité de Trois-Rivières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il y a un plan des travaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, il y a des plans qui ont été préparés par les

ingénieurs. Le contrat est donné par Trois-Rivières.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Biens non imposables dans les municipalités

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, la loi des cités et villes, 1922, et le code municipal, relativement aux biens non imposables dans les municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre tient-il bien à étudier ces crédits devant une Chambre vide?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable premier ministre pourrait se charger de faire venir les députés de la droite, mais mon honorable ami (M. Sauvé) devra se charger de faire venir les députés de l'opposition. L'honorable premier ministre préférerait sans doute que tous les députés fussent présents. Et je suis certain que c'est aussi le désir du chef de

l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous sommes 15 députés en Chambre, le quorum pour être plus exact, et des députés des régions rurales et urbaines sont absents.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** se range de l'avis du chef de l'opposition.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile, rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Malades indigents, Montréal, pour

l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Soeurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Roman Catholic Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Mont-



réal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des soeurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Ma-

jesté pour les Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des soeurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des soeurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le patronage Laval, 40, avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité, asile des veuves et des infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Beauce (Beauceville), comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents

piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil), comté Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots (Baie Saint-Paul), comté Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital (Drummondville), comté Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence (Chandler), comté Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Coeur de Hull (Hull), comté Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital

général de Maniwaki (Maniwaki), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital (Lachine), comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élisabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des soeurs de la Charité, Saint-André, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin (Saint-André-Avellin), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Michael Hospital (Buckingham), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Providence (Mont-Laurier), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de

Laprairie, comté Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence (L'Assomption), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence (Saint-Henri-de-Mascouche), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine (Saint-Lin), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence (Saint-Vincent-de-Paul), comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Guay (Lauzon), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance (section orphelinat), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des soeurs de la Charité (Saint-Jean-Deschaillons), comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule (Louiseville), comté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children's Hospital (Black Lake), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph (Thetford Mines), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bedford Hospital (Sweetsburg), comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élisabeth-de-Farnham, comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des soeurs de la Charité (Montmagny), comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin (Nicolet), comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu (Nicolet), comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir (Saint-Casimir), comté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général (Sorel), comté Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité (Rimouski), comté

Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.  
Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix (Marieville), comté Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe), comté Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les soeurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne (Yamachiche), comté Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog (Magog), comté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille (Ville-Marie), comté Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville (Fraserville), comté Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest (Sainte-Agathe-des-Monts), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau (Sainte-Thérèse-de-Blainville), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des

dominicains du Rosaire, comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor (Beloeil), comté Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter ces octrois? À la campagne, il y a peu d'hospices pour les miséreux. La situation de la santé publique dans la province n'est pas du tout ce qu'elle devrait être et, au lieu de faire voter année après année les mêmes sommes d'argent, d'une manière routinière, le gouvernement ferait mieux de bien regarder la situation et de réviser ses octrois aux institutions de charité.

**L'honorable M. Taschereau<sup>4</sup> (Montmorency):** Un bon nombre d'hospices sont dans le besoin. Je puis dire ceci à mon honorable ami, c'est que, si ces maisons nous font des demandes, nous leur donnerons des octrois spéciaux. Le gouvernement est toujours bien disposé pour les institutions de charité. Ces octrois ne signifient pas que c'est le dernier financement par le gouvernement. Ils ne concernent que les institutions qui ne tombent pas sous la loi de l'assistance publique.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures, demain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 35.

#### NOTES

1. Il y avait seulement 14 députés en Chambre, mais à ce moment le député de Matapédia (M. Dufour) entra, ce qui permit d'obtenir le quorum, comme le signale le *Quebec Chronicle*.

2. Les élections municipales de Québec viennent de se terminer et le député de Québec-Est (M. Létourneau) entre en Chambre et s'installe à son pupitre. On applaudit et un groupe de députés, dont MM. Taschereau, Francoeur, Thériault, Dufour et Hamel, viennent demander des nouvelles. Ils veulent savoir à qui le député a donné son appui.

3. Le premier ministre, note *l'Événement*, fait cette remarque en riant et regagne lui aussi sa place. L'incident est exceptionnel, car le premier ministre et le président de la Chambre, M. Francoeur, avaient été rappelés à l'ordre.

4. Le premier ministre répond pour le secrétaire provincial, qui est absent.



Séance du 19 février 1924

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 71 validant un permis de construction accordé par la cité de Montréal à James Morgan.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 59 constituant en corporation The Grand Lake Railway Company;

- bill 83 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et La Prairie;

- bill 129 constituant en corporation The Quebec & Western Railway Company;

- bill 101 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau;

Sans amendement, le bill 134 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

- bill 118 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;

- bill 144 ratifiant un règlement entre la ville Saint-Pierre et Canadian Car & Foundry Company Limited.

Votre comité recommande de prolonger au 28 février du courant inclusivement les délais rela-

tifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 4 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement de droits additionnels les promoteurs de bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après: de l'Association de l'exposition industrielle de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est d'avis d'opinion que la pétition de la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier une résolution du conseil municipal de Saint-Vincent-de-Paul, en date du 13 février 1924, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité. Votre comité recommande de prolonger au 28 février courant inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 4 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement de droits additionnels les promoteurs de bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

#### Résolution de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 147 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, en date du 13

février 1924.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Lots de colons rétrocédés à la couronne

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de lots dont la vente a été révoquée ou qui ont été rétrocédés à la couronne en 1923?

2. Combien ces lots couvrent-ils d'acres en superficie?

3. Quels sont les noms et résidences des colons qui détenaient ces lots?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 711.

2. 66,328.

3. Messieurs: Joseph Côté; Joseph Dussault; Julien Dompnier; Amable Rioudot; Nap. Lessard; Damase Ouellet; Pierre Allard fils; Léopold Lamarre; Johnny Buttley; Anthime Fortin; Xavier Bougault; Wilfrid Morin; Israël Bougault; Alfred Mercier; Ferdinand Fortin; Maximilien Gauthier; Philippe Pinault; Xavier Desrosiers; Ernest Poirier; Joseph Michaud fils; Joseph Vaillancourt; Maurice Tremblay; Onésime Bouchard; Alfred Bouchard fils; Ls Gaudreault fils; Ls Mailloux; Alex. Desbiens; David Déry; Ls Gravel fils; Georges Tremblay fils; Philippe Duchaine; Philippe Dubé; Ludger Desbiens; Alexis Desbiens; Hermel Tremblay; Philias Gaudreault; Alfred Leclerc; Edmond Tondreau; André Tondreau; Joseph Tondreau; Théophile Ayotte; Ferdinand Jean; Elzéar Blanchette; Noël Lemieux; Thomas Trudel; Firmin Veillet; Aimé Adam; Edmond Blais; Joseph Adam; Wilson Ayotte; Aimé Ricard; Arthur Leblond; dame Sarah Bouchard; Zénon Delisle; Lazare Ouellet; Alphonse Dumont; Joseph Turcotte; Urbain Cloutier; Ferdinand Saint-Amand; Henri Lefebvre; Philippe Massicotte; Henri Robichaud; Joseph Pineault; Honorius Blais; Ludger Blais; Albert Nadeau; Ls Beaulieu; Norbert Bouchard; F.-X. Houde; Joseph Collard; Frs Bouchard; Adolphe Cousineau; Arthur Tremblay; Chs-E. Tremblay; Ulric Hébert; Camille Bernier; William Boily; Arthur Côté; Achille Côté; Joseph L.-C. Hust; Joseph Paradis fils; Thomas du Tremblay; Sifroid Desjardins fils; Joseph Simard fils; Théophile Deroth; J.-Hector Landry; Joseph-C. Landry; Joseph Duchêne; W.-J. Morency; John E. Daly; Fernando Plourde; Gaudiose Plourde; Chs Carrier; Pierre Desrosiers; Joseph Pigeon; Olivier Bélanger; Eusèbe Labbé; Joseph Labbé fils; Joseph Faucher; Ls Gagné; J.-

Oscar Côté; Joseph Dubé; Joseph Servais; Alfred Leblond; Auguste Lepage; Frs Briand; Georges Lemieux; Joseph Girard fils; Arthur Tremblay fils; dame Marie Tremblay; Abel Gagnon; James Tremblay; M. Tremblay; Adélarde Boivin; Léandre Boudreault; Joseph Dugas; Zénon Gagnon; Wilfrid Morin; Alfred Dupont; Hector Tanguay; Noël Gaudreault; Xavier Lavoie; David Lapré; Joseph Bouchard; Oscar Tremblay; Joseph Lavoie fils; Frs Caron fils; Frs-N. Caron fils; Thos Levesque; Frs Tremblay; Alph. Vaillancourt; Médéric Valois; Georges Doré; Roméo Savard; Hector Pilote; Edmond Roberge; Amédée Levasseur; Joseph Gagnon fils; Pierre Girard; Alph. Saint-Pierre; Séverin Lebrun; Ls-L. Martel; Pierre-A. Hardy; Lionel Martel; J.-E. Lavoie; Alma Gagné; Ernest Gagné; Eugène Fortin; Frs Gagné; Armand Gagné; Joseph Tremblay; Thadée Gaudreault fils; Dieudonné Gaudreault fils; Eustache Tremblay; Joseph Bouliane; Ignace Gagné; Joseph Gagnon; Amédée Gaudreault; Alfred Royer; Edmond Dompierre; Thadée Bouchard; Joseph-A. Lavoie; Anthime Fortin fils; Arthur Gaudreault; Clément Normand; Frs Richard; T. Tremblay; Alcide Crevier; Frs Boivin; Arthur Bouchard; Ls Jean; Élisée Rousseau; Joseph Bélanger; Genève Champagne; Ad. Aubry; Amédée Picard; Samuel Caron; Denis Rousseau; A. Frigault; A. Fournier; Amédée Caron; Wilfrid-J. Beaumont; J.-J. Beaumont; Luc Saint-Onge; Moïse Michaud; Joseph Therrien; Wm Grondin; Ed. Guenette; Odilon Lessard; Georges Guenette; Frs Cloutier; Joseph Garon; Georges Mathieu; André Gallant; Alf. Rancourt; Ls Bouchard; Étienne Parent; M. Larivé; Ad. Lévesque; Ls Dumais; David Chasseur; Arthur Potvin; Joseph Pruneau; Henri Boivin; Philéas Bouchard; Alfred Potvin; Alph. Gaudreau; Lucien Gagnon; Octave Noël; Émile Caroussel; Octave Gallant; Firmin-L. Poirier; Joseph Denis; James Martin; Joseph Arsenault; Benoît Gallant; Adélarde Lamarre; Alex. Roy; Eugène Bérubé; Thos Corbin; Ernest Gagné; Pierre Morency; Henri Lavoie; Hector Lavoie; Adolphe Lavoie; Adolphe Filion; Wilfrid Ruest; Eusèbe Soucy; Épiphan Landry; Joseph Ross; Xavier Bisson; Wm Woodman; John-L.-E. Cyr; John Fallow; John Fallow; Joseph Quimper; Jean-H. Bélanger; Wilfrid Bernier; Moïse Paradis; F. Dubé; Edgar Gagnon; Alph. Rousseau; Élie Lavoie; Ernest Madore; Jean-E. Levesque fils; Alph. Levesque fils; Arch. Campbell; René Fournier; Joseph Banville; Joseph Couture fils; Chs Lapointe; E. Bourget fils; E. Bourget fils; Alex. Henderson; Joseph Couture fils; L.-E. Grenier; Solomon Kirouac; James Morris; Joseph Bilodeau; Pierre Bilodeau; James O'Brien; Alf. Fynn; A.-W. Le-



grand; Michel Caron; Thos Simoneau; Alex. Dunn, fils de John; Walter Morris; Amb. Levesque; Chs Dunn; Alex. Vallée; T.-J. Lavoie; Albert Beaulieu; Ernest Brasseur; Joseph Duchaisne; Stanislas Lavoie; Donat Moreau; Ludger Moreau; Philippe Dumont; Alph. Pelletier; Joseph Morin; Chs Ouellet; Prudent Bertrand; Émilien Picotte; Thos Leblanc; Edgar Perreault; Joseph Dufour; Joseph Harvey; Ls.-A. Levesque; Ls Landry; Ernest Tanguay; Léo Levesque; Philippe Ouellet; B.-X. Nadeau; Willy Michaud; Thos Gélinais; Chs Roussel; Étienne Dumont; André Albert; J.-Bte Saint-Pierre; Joseph Roussel; Cyrice Desbiens; Paul Michaud; Donat Veilleux; Laurent Bourgouin; Éloi Collin; Wilson Irbine; Thos Roy; Israël Joubert; repr. légaux de feu J. Sellars; J.-Bte Hudon dit Beaulieu; Alf. Potvin; Hilaire Duchaine; Hilaire Poliquin; G. Constant; T.-Ls T. Boet; Eugène Fournier; Jean Dallaire; Pierre Gagné; Ls-Philippe Gauthier; Isaac Laplante; Philippe Simard; Jules Grenier; Ernest Vallée; Joseph Therrien père; Joseph Vallée père; Ls Labrie; Ludger Ouellet; Édouard Boutin; Arthur-E. Miller; Walter-H. Michon; J. Philias Doyon; Moïse Bérubé; Achille Poliquin; Arthur Bellemare; William Rodden; Wilfrid Désilets; Gérard Dessureault; Philibert Vacher; Joseph Savoie; Xavier Plante; Léger Thiffault; Maxime Fortin; Antonio Vallée; Antonio Labrecque; Alfred Perron; Frank Boily; Napoléon Matteau; Rosario Perron; Adolphe Dubois; Raoul Leboiron; Alphonse Leblond; Rémi Renaud; Arthur Lépine; Edmond Renaud; Alfred Bédard; Wilbrod Champagne; Joseph Phaneuf; O. Lafrenière; A. Pinet; Gaudias Patry; Xavier Rivard; Désiré Drolet; J.-A. Beaudet; Joseph Hedge; Hervé Lafontaine; Pierre Ramsay; Alfred-J. Lachance; William Rodden jr; Alexandre Carignan; Jules Dessureault; Sinai Robillard; Henri Germain; William Veillette; Henri Bilodeau; Arthur Désilets; Louis Dion; Wilson Perron; Jean-E. Boily; Léon Matteau; Joseph Dubeau; Ferdinand Jean; Willie Leboiron; Edmond Dumoulin; Arthur Lortie; Omer Lampron; J.-B. Guay; Leude Barabé; André Mercure; Armand Trottier; Arthur Gravel; B. Binet; Elph. Patry; Fernando Rivard; Philéas Genois; Pierre Ramsay; Nap.-J. Lapierre; Antoine Fafard; Hélié Carmichael; Ubald Théoret; Théodore Poirier; Chs-Olivier Duhaine; Joseph Bergeron; J.-P. Tremblay; Joseph Patenaude; Joseph Lebris; Arthur Dubois; Roméo Juteau; Dieudonné Cloutier; J.-H. Lemay; Léon Dehelly; Omer Pelletier; Élisée Hébert; Noé Lafrenière; Joseph Lajeunesse; Elzéar Lécuyer; Joseph Beaulieu; Joseph Rivard; C.-E. Rivard; Pierre Mathieu; Alphonse Jean; Solyme Royer; Hector-F. Carey; Joseph

Moulin; Marius Duguay; Vivaldi Poitras; Arthur Simard; Casimir Nault; Lucien Raby; J.-J. Arsenault; Edmond Larose; Ferdinand Marcotte; Charles Marcotte; Thomas Champagne; Alfred Poirier; Amédée Fournier; Médéric Mercier; Philippe Joanisse; Joseph Alain; Omer Thibault; Antonio Lathauzé; Albert Majeau; Napoléon Plamondon; Alphonse Laroche; Thomas Francoeur; John Lauzier; David Jenesse; Philias Bureau; Armand Rivard; Albert Bénard; Armand Rivard; Albani Rivard; Willie Mathieu; Augustin Leblond; E. Veillet; Arthur Royer; John Carey; Andréas Crépeau; Lazare Duguay; Théodore Poitras; Arthur Bélanger; Joseph Hervieux; Théophile Mongrain; Ferdinand Turcotte; Emmanuel Deruyver; Georges Barrette; Georges Larose; Alfred Morais; Arthur Vallières; C. Labrecque; P. Boucher de la Bruère; L.-Willard Spangler; J.-A. Paradis; Vénérand Lacasse; Louis Boilard; Frank Garceau; Dénias Naddon; Élie Verreault fils; Léon Tessier; E. Verreault père; H. Pépin; Exima Ayotte; Gauthorn Taylor; Nicholas Shouldice; Édouard Milette; Damien Pélodeau; H.-C. Burgess; William Lancelles; Adélar Étlier; J.-B. Hétu; Delphis Mainville; Michel Glen; Pierre Beaulieu; Félix Germain; Henry Trudel; Maurice Hurtubise; Joseph Héroux; Jean Brault; Patrick Madden; Albert Noël; Louis Bissonnette; E.-Thomas Spangler; J.-A. Lacasse; Hector Lacasse; Pierre Audet; Paul Paradis; Alfred Viau; Louis Saint-Amant; Antoine Verreault; Joseph Desputeau; Albert Tremblay; H. Thiffault; Eugène Perreault; Robert-A. Pringle; Adélar Huneault; Camille Bigras; Aldège Legault; Omer Arbour; Dieudonné Étlier; Toussaint Larocque; Wilfrid Morissette; Patrick Madden; Napoléon Thibault; Pierre de Meslé; Louis Trudel; Horace Laferrière; Napoléon Turgeon; Omer Brault; Gustave Hurtubise; Jessé Taylor; Félix Morissette; François Mathieu; Henri Mathieu; Wilfrid Provencher; Joseph Bédard; Léonard Girard; John Tweedie; Joseph Bergeron; John Murray; Joseph Gauthier; Émile Larose; Joseph Ledoux; Azarias-J. Cloutier; Anthony Burke; Edmund Shanahan; Philippe Laquerre; Joseph Martineau; Michael Kelly; Sam Dixon; Louis Mainville; Georges Cornellier; Joseph-H. Lafrance; Jules Lacasse; Léo Racicot; Raoul Denis; Joseph Côté; J.-B. Lafond; A.-R. Hudon; Auguste-Rémy Hudon; Omer Gravel; Joseph Gilpin; J.-B. Vandry; Eugène Beaulieu; Octavien Lépine; Cosma Poitras; Adrien Provencher; Azarie Marcotte; William Whisselle; Élie Rodgers sr; Édouard Hogan; Joseph Brown; Wilfrid Gobeil; Constant Leroux; Arthur Roy; Hormisdas Plante; Louis Boutin; Ulysse Langevin; Ovide Cadieux; rév. Geo. Talbot; Joseph

Landreville; Alexis George; Éd. Beaudry; Charles Dubeau; Amédée Cornellier; Louis Valiquette; Irénée Lapointe; Louis Paquin; Thomas Poitevin; Adolphe Rolland; Joseph Gray; Alexis Brière; Joseph Maillé; Alex. Côté père; Benjamin Judd; Francis Beaulieu; Damase Sylvain; John-H. Pope; Gilbert Racette; John Carroll; Alphonse Gratton; Joseph Labbé; Télesphore Rouillier; Côme Laliberté; F.-X. Labrecque; Émile Garneau; Zéphirin Caron; Joseph Benoît; Pierre-Émile Marcotte; Alexandre Lemay; Arthur Poulin; Antonio Rancourt; Vincent Balister; Alcide Jutras; Eugène Prévost; Delphis Legault; Sinaï Jacob; Émile Bédard; James Arseneau; Charles-Éd. Leblond; Joseph Garrilchel; Ovila Soumis; Donat Rioux; Philippe Briand; Albert Nolet; Alfred Paradis; Victor Paradis; Aristide Lefebvre; Normand Lacombe; Albert Poitras; William Masson; Joseph Provost; Dennis Darcy; Wilfrid Marcotte; Joseph Lavoie; Ulric Bédard; Rosaire Cauchon; Pierre Pépin; Adélard Gervais; Willie Cloutier; Ovide Caron; François-N. Foucault; Anastase Drouin; Aimé Bisson; Esdras Frappier fils; François Fortin; G.-A. Henri Giguère; Henri Richard; Étienne Poudrier; Ernest Rancourt; Benoît Mongrain; Alfred Juteau; Albert Leblond; Samuel Soumis; Denis Pelletier; Joseph Briand; Omer Dubé; Georges Poirier; Émile Lemieux; Gustave Grosblouis; Alfred Bilo-deau; Jessie Goddard; Georges Tourigny; Napoléon Bélanger; Jeffrey Cloutier; Xavier Raymond; Eméry Bigras; Johnny Godin; Joachim Labelle.

Il est pratiquement impossible de donner la résidence des détenteurs de ces lots; à peu d'exceptions près, ils n'y résidaient pas lorsque la vente en a été révoquée.

#### Professeurs de l'École des arts et manufactures de Montréal

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que les professeurs de l'École des arts et manufactures de Montréal n'ont pas été payés de leur salaire depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1923?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cet état de choses?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Oui.  
2. L'augmentation des cours.

#### Employés permanents au Parlement

**M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques):** 1. Quel était, le 1<sup>er</sup> juillet 1920, le nombre des employés permanents dans les services intérieur et

extérieur de l'Assemblée législative, du Conseil législatif, de chaque département, ainsi que de tout bureau ou commission relevant du gouvernement de Québec? Quel était le traitement ou salaire global de ces employés?

2. Quel était, le 1<sup>er</sup> février 1924, le nombre des employés permanents dans les mêmes services? Quel était leur traitement ou salaire global?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1 et 2. 1<sup>er</sup> juillet 1920: 1,171, \$1,483,837.40. 1<sup>er</sup> février 1924: 1,404, \$1,971,842.79.

#### Employés temporaires au Parlement

**M. Faucher (Québec-Centre):** 1. Combien y a-t-il d'employés temporaires dans les services intérieurs de chaque département, ainsi qu'au Conseil législatif et à l'Assemblée législative?

2. Combien de ces employés ont été nommés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1923?

<b>L'honorable M. Nicol (Compton):</b>		
	1	2
Départements:		
Service intérieur	226	63
Assemblée législative:		
Commis, messagers et pages employés durant la session seulement:	308	308

#### Noms des fournisseurs européens de la Commission des liqueurs

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri):** 1. Quels sont les noms, avec sièges d'affaires des agences ou magasins, fabriques, etc., de qui la Commission des liqueurs achète sa marchandise en Europe?

2. Est-il vrai que la Commission des liqueurs saurait que des hommes occupant de hautes positions dans la politique seraient intéressés dans le commerce des liqueurs et qu'ils retireraient une commission sur toutes ou sur des ventes faites pour le Canada ou la province?

**L'honorable M. Nicol (Compton):** 1. Le gouvernement ne croit pas qu'il soit dans l'intérêt public ni dans l'intérêt du commerce que fait la commission de faire connaître ce que demande cette question.

2. Le gouvernement ignore ce que peut savoir la commission, mais il est convaincu que ce qu'affirme cette question n'est pas vrai.

### Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolution et qu'il le recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le montant que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a le pouvoir discrétionnaire de substituer aux conditions de travaux auxquels sont obligées les personnes qui demandent un permis ou un renouvellement, en vertu des dispositions de l'article 2134 des statuts refondus, 1909, tel que modifié, dans le cas de claims ou de terrains situés à plus de cinquante milles d'une gare de chemin de fer, soit de une piastre par acre au lieu de cinquante centins par acre, tel que prescrit par le paragraphe 5 dudit article.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais bien avoir le temps d'étudier ces amendements.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement, nous allons en ajourner l'étude.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

### Fabrication des produits laitiers

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 177 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement

à la fabrication des produits laitiers.  
Adopté.

En comité:

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Expliquez!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'objet de ce projet de loi est de modifier les procédés de classification de la crème que les cultivateurs vont porter aux beurrieres. Actuellement, l'on ne peut classer la crème qu'en deux catégories, no 1 et no 2. Il est désirable de créer plus de catégories afin qu'il y ait moins de différence entre les deux classes; il y aurait trois ou quatre classes. Il arrive actuellement que la crème classée 2 est considérée comme de la mauvaise crème. C'est rendre justice aux cultivateurs que de faire quatre classes. Les nos 1 et 2 seront les bonnes qualités et 3 et 4 seront les qualités inférieures. Cette classification se fera sous la surveillance de l'inspecteur des beurrieres et fromageries, qui pourra faire à ce sujet des règlements qu'il devra soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil. Le marché exige la classification de la crème. Il n'y a que deux classes actuellement, et cela ne suffit pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La quatrième classe n'est-elle pas de trop? Sera-t-elle plus précieuse que lorsqu'il n'y avait que deux sortes de crème?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est une question technique. Cela dépendra de la différence qu'on mettra entre la première et la quatrième classe. Mais il ne sera pas nécessaire de créer trois ou quatre classes; on pourra n'en faire que trois, s'il y a lieu, ou même laisser les deux, tout dépendra de la qualité de la crème.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est recommandé par les experts?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, très bien!

M. Renaud (Laval): N'y aurait-il pas moyen que la loi s'applique à la crème qui est vendue dans les villes et distribuée de porte en porte? Cette crème, de qualité inférieure et qui souvent n'est pas de la crème du tout, constitue un danger

pour la santé publique et nuit au marché de la crème.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il ne s'agit que de la crème qui est portée aux beurreries par les cultivateurs. Quant à la crème qui est vendue en ville, mon honorable ami a raison, mais c'est aux conseils municipaux à faire des règlements pour la vente de la crème dans les rues.

M. Renaud (Laval) voudrait tout de même que cette loi s'appliquât à la crème vendue dans les villes. Il est à souhaiter que l'on réglemente plus sévèrement la vente de la crème à la glace dans les rues. Sans faire disparaître ces petites voitures qui font la joie des enfants en été, que l'on exige des marchands d'"ice cream" une propreté extraordinaire.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours<sup>1</sup>.

#### Code civil, article 2175

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant l'article 2175 du code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Lorsqu'un propriétaire subdivise son terrain en lots à bâtir, il doit envoyer une copie de son plan au ministère de la Colonisation qui le transmet au bureau d'enregistrement. À l'avenir, le ministère devra envoyer une copie du plan au secrétaire de la municipalité intéressée. Notre but est d'éviter qu'il y ait deux plans. Un autre projet est devant la Chambre à ce sujet et oblige les propriétaires à envoyer une copie de leurs plans aux municipalités. C'est là qu'il y aurait danger d'avoir deux plans différents, et nous voulons que les deux passent par le ministère de la Colonisation.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Vous changez simplement la procédure.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est cela.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commissaire des incendies pour Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant la loi concernant le commissaire des incendies pour la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

La cité de Montréal a droit de payer \$5,000 à son commissaire des incendies. Comme il y a deux commissaires, ils se divisent les \$5,000. La ville veut porter le salaire de chacun des commissaires à \$3,000. De là l'amendement.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Quels sont ces commissaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Ritchie et M. Latulippe.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce Montréal qui les paie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, la ville de Montréal les paie, mais ils sont nommés par le gouvernement et les assurances remboursent les deux tiers du salaire.

Des députés de l'opposition posent aussi quelques questions se rapportant aux fonctions et au travail accompli par ces commissaires.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en

fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ville d'Isle Maligne

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation la ville d'Isle Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

On dit que les travaux en voie de construction à la Grande Décharge, au Lac-Saint-Jean, la mise en valeur des énergies hydrauliques qui en dépendent et l'exploitation des usines et fabriques qui doivent y être érigées vont déterminer une affluence considérable de personnes dans le territoire de l'Isle Maligne. C'est pourquoi on demande l'érection en municipalité de ce territoire.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Charte de Bagotville

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 amendant la charte de la ville de Bagotville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, rapporte progrès.

**L'honorable M. Nicol (Compton)**: Je demanderais que le bill soit renvoyé au comité des bills privés, car je comprends que des intéressés s'opposent à cet amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (**L'honorable M. Caron**), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés en général.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)**: Est-ce bien la procédure à suivre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Nous voulons donner l'occasion aux intéressés d'exposer leur cause.

Adopté.

#### Tuberculose et mortalité infantile

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 relatif à la tuberculose et à la mortalité infantile dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de résolutions et qu'il le recommande à sa considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: 1. Que, dans le but de combattre plus efficacement la tuberculose et la mortalité infantile dans cette province, le directeur du Service provincial d'hygiène prenne, sous les directions et le contrôle du secrétaire de la province, les mesures nécessaires pour pourvoir à l'établissement et au maintien de dispensaires antituberculeux et de puériculture et pour mettre en œuvre tous autres moyens propres à atteindre les fins proposées.

2. Que, pour défrayer les dépenses à encourir pour la mise à exécution des dispositions de la résolution précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq ans, une somme n'excédant pas cent mille dollars, annuellement.

3. Que le secrétaire de la province, au fur et à mesure que les deniers seront requis pour les fins susdites, transmette au trésorier de la province une demande énonçant le montant requis et les fins spéciales auxquelles les deniers seront destinés dans chaque cas; et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants ainsi autorisés, jusqu'à concurrence des limites fixées par la résolution no 2.

Je n'ai pas besoin de donner de longues explications, puisque ces questions ont été maintes fois abordées dans les quotidiens et par l'ensemble de la population, particulièrement depuis quelques années. Il en a été question dans plusieurs quotidiens au cours des dernières semaines et certains d'entre eux ont signalé que la somme que le gouvernement a l'intention de voter par la présente mesure est minime et que l'on a vraiment trop peu dépensé à cette fin dans le passé. Ce sujet a été discuté aussi plusieurs fois en cette Chambre et il

est inutile d'insister sur la nécessité de la campagne entreprise contre les deux fléaux que nous avons à combattre. J'ai tout de même le devoir de dire que la somme que nous demandons de voter de prime abord ne paraît pas en effet bien considérable pour l'objet que nous nous proposons. Nous donnons déjà beaucoup pour cette lutte contre la tuberculose et la mortalité infantile. Nous nous proposons de donner \$500,000, à raison de \$100,000 par année, en plus des octrois ordinaires. Nous avons déjà avancé sur cette somme \$53,000 pour l'année courante. Mais il ne faut pas oublier que nous avons bien d'autres dépenses connexes de ce côté.

Ainsi, voici un état des sommes dépensées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1924 pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province:

- Montant dont le détail a été fourni et pris sur la somme de \$100,000 à être dépensée cette année, \$53,530.28;

- Subventions régulières pour hospitalisation dans les sanatoria et hôpitaux pour tuberculeux, \$111,814.10;

- Subventions régulières pour hospitalisation dans les crèches, \$107,997.35;

- Octrois pour le traitement des tuberculeux, \$14,977.50;

- Octrois pour le traitement des tuberculeux en 1923-1924, \$11,250;

- Octrois spéciaux pour hospitalisation des tuberculeux, construction, aide aux dispensaires, etc., pour l'hôpital Laval, \$100,000, pour le sanatorium du Lac-Édouard, \$98,419.43, pour le dispensaire antituberculeux de Québec, \$1,500, soit une dépense totale de \$199,919.43.

De plus il y a les subventions aux associations d'assistance maternelle, Gouttes de lait, et pour l'hygiène de l'enfance en général, soit \$67,500. Soit une dépense totale de \$566,988.86. Quant au dernier montant, de l'ordre de \$67,500, une partie a été affectée à la construction d'un hôpital à Cartierville par les soeurs de la Providence.

On peut donc voir, par ces chiffres, que le gouvernement n'a pas mesquiné sur ce chapitre de la lutte contre la tuberculose. C'est que nous savons et sommes convaincus que le premier souci d'un gouvernement, c'est la sauvegarde de la santé publique. Nous n'ignorons pas les ravages de la tuberculose et de la mortalité infantile dans les grands centres. J'ai en face de moi un médecin de Québec<sup>2</sup> qui sait ce dont je parle. Nous savons qu'à Québec le taux de la mortalité de ces deux chefs est de 201 pour 100,000 personnes et de 154

à Montréal. À Québec, il y a eu 187 décès causés par la tuberculose l'an dernier; en 1921, il y en a eu 192. À Montréal, il y a eu aussi de nombreuses victimes de la tuberculose l'an dernier et, en 1921, 947.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce le *Star* qui a fourni à l'honorable ministre ses statistiques?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, je les ai prises dans l'*Action catholique*. Mais je suis content de la campagne du *Star*. Il me fait toujours plaisir de voir un journal s'intéresser à ce genre de questions, et même si leurs commentaires ne sont pas favorables, comme c'est le cas dans le *Star*, cela vaut bien mieux que de ne pas en entendre parler. Il meurt 3,000 personnes par année de la tuberculose dans la province de Québec. Si l'on se rappelle que nous avons perdu 11,000 enfants de 0 à 1 an l'an dernier, on voit que nous avons raison de vouloir dépenser \$500,000 de plus pour combattre ces fléaux. Dans deux ans, on a alors une perte de 22,000 enfants et de 6,000 personnes, ce qui représente presque la population de la ville de Trois-Rivières. En présence de ces ravages, nous n'avons pas hésité à mettre toutes les sommes nécessaires dans la campagne que nous avons entreprise.

Dans cette campagne, ce n'est pas tant l'argent qui comptera que l'éducation, et cette éducation sera faite par divers moyens; le dispensaire sera un des principaux moyens pour enseigner au tuberculeux les soins qu'il doit prendre pour se guérir ou du moins immuniser les membres de sa famille, et à la population des principes d'hygiène. Nous voulons surtout développer l'oeuvre des dispensaires. Le docteur Calmette a raison de dire que le moyen de combattre ces fléaux, ce n'est pas de donner de l'argent, mais de créer des dispensaires. Le meilleur médecin du tuberculeux, c'est le tuberculeux lui-même; il faut l'instruire de son état et lui montrer à se soigner.

En 1920, le gouvernement, s'occupant déjà de prendre les moyens d'enrayer les deux fléaux, a établi un dispensaire à Thetford Mines. Les résultats ont été des plus encourageants et des plus concluants.

Il cite des statistiques sur les décès causés par la tuberculose et la mortalité infantile à Thetford Mines, chez les enfants de 0 à 1 an.

Année	Naissances	Décès	Taux de mortalité sur 1,000 naissances
Janvier-septembre 1919	281	70	249.1
Janvier-septembre 1920	281	95	338.1
Janvier-septembre 1921	327	72	220.2
Janvier-septembre 1922	268	32	119.4
Janvier-septembre 1923	300	22	73.3

L'école maternelle<sup>3</sup> de Thetford Mines a été inaugurée le 17 mai 1921. On nous dit que le montant d'argent que l'on demande maintenant à la Chambre de voter n'est pas suffisant. C'est un problème difficile à résoudre. Je crois être en droit de citer l'opinion d'un grand médecin, qui a dit que la meilleure façon de lutter contre la tuberculose c'est de mieux connaître la maladie en tant que telle. Les dispensaires que l'on propose de mettre en place et ceux qui existent déjà seront d'une grande utilité. On enseignera les principes d'hygiène dans les écoles et c'est là le meilleur moyen d'atteindre les familles. Les chiffres que l'on a déjà pu obtenir des dispensaires actuels permettent déjà de voir ce que l'on peut faire.

Avant l'ouverture de l'école maternelle:

- mai 1919 - mai 1920: naissances, 456; taux de mortalité par 1,000 naissances, 233.4; décès, de 0 à 1 an, 106;

- mai 1920 - mai 1921: naissances, 456; mort-nés, 12<sup>4</sup>; décès, de 0 à 1 an, 119; taux de mortalité par 1,000 naissances, 261.

Après l'ouverture de l'école maternelle, le 17 mai 1921:

- mai 1921 - mai 1922: naissances, 460; mort-nés, 19; décès, de 0 à 1 an, 67; taux de mortalité par 1,000 naissances, 149;

- mai 1922 - mai 1923: naissances, 391; mort-nés, 7; décès, de 0 à 1 an, 46; taux de mortalité par 1,000 naissances, 117;

- 1<sup>er</sup> mai 1923 - 1<sup>er</sup> octobre 1923: naissances, 192; mort-nés, 5; décès, de 0 à 1 an, 15; taux de mortalité par 1,000 naissances, 78.

Les bébés nés prématurément sont inclus dans le calcul du nombre de décès. On voit qu'après quatre ans d'éducation les taux de la mortalité ont considérablement diminué.

L'enfant dont les parents sont tuberculeux n'est pas, de ce fait, tuberculeux, mais il est naturellement plus appelé à contracter la maladie. Je crois que les villes et les régions rurales collaboreraient avec le gouvernement. Il n'y a pas de mort plus épouvantable que celle du tuberculeux. Le sourire qu'il esquisse dans le coin de sa bouche, où coule un petit filet de sang, a l'air d'être un reproche à la société.

Aujourd'hui, nous en savons plus à ce sujet. Nous enseignerons aux petits enfants des villes et des campagnes à mieux prendre soin d'eux-mêmes. Notre devoir est de sauver nos enfants en les instruisant d'abord sur l'importance de l'hygiène. C'est à la petite école que nous devons commencer à combattre la tuberculose. Nous avons distribué de l'information et nous en distribuerons encore davantage dans les écoles. Nous aurons des brochures et ce que l'on pourrait appeler la "bible de l'hygiène". Nous essayerons d'enseigner aux enfants qu'ils ne courent aucun danger à laisser pénétrer les rayons de soleil dans leurs chambres, que le bon Dieu l'a créé pour leur santé, qu'il n'est pas mauvais mais très bon d'ouvrir les fenêtres pour aérer, et par l'entremise des enfants les plus vieux apprendront. Je suis de tout coeur favorable aux mesures proposées et je suis également convaincu qu'un bébé n'est pas tuberculeux de naissance, mais que les bébés tuberculeux ont besoin de soins spéciaux. Le jour où nous aurons réussi à faire enseigner tous les éléments de l'hygiène dans les petites écoles, ce jour-là nous aurons fait un grand pas et remporté de gros succès.

La mesure présentée en ce moment sera très favorablement accueillie par toute la population rurale et ouvrière. Nous sommes décidés de poursuivre notre campagne par tous les moyens possibles pour enrayer la tuberculose et la mortalité infantile dont nous déplorons les ravages. Nous avons le désir d'empêcher la disparition de tant de vies dans cette province où nous ne pouvons compter que sur nous, sans espérer rien de l'immigration. Sans blesser personne je puis dire que, ayant été les premiers ici, nous prendrons les moyens de demeurer les derniers.

M. Faucher (Québec-Centre): Est-ce l'intention du département de combattre la maladie elle-même ou les causes de la maladie comme les logements insalubres?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce que nous voulons, c'est de placer le malade dans des endroits où ne pourront pas se développer les mauvais germes.

**M. Faucher (Québec-Centre):** Dans cette lutte, il ne faut pas oublier les causes indirectes de la maladie. Je suis de tout coeur favorable aux mesures proposées et je suis également convaincu qu'un bébé n'est pas tuberculeux de naissance, mais que les bébés tuberculeux ont besoin de soins spéciaux. Il faut tout faire pour mettre l'enfant à l'abri de la contagion. La lutte doit commencer chez l'enfant avant même sa naissance et même chez la mère par l'assistance à la maternité et aux bébés. Mais on doit aussi penser aux adultes. Le logement de l'ouvrier n'est pas en général d'une grande salubrité; c'est là que se développe surtout le bacille de Koch.

La fameuse grippe espagnole de 1918 s'est développée par le logement insalubre. Je me souviens que, quelques jours avant cette épidémie de grippe, j'ai dit au maire de Québec: "Il faut enrayer le mal qui sévit dans les quartiers d'en bas, car il gagnera en haut." C'est ce qui est arrivé. Le conseil municipal n'a pas pris de mesures assez vite. La grippe que nous aurions pu enrayer au début s'attaqua à toutes les familles. La même chose se répète pour la tuberculose. Pourquoi ne ferait-on pas disparaître les logements qui sont dangereux? La loi ne fait rien pour cela.

J'espère que l'on ne dira pas que la législation s'est portée trop tard à la rescousse des pauvres. Si elle avait pris plus rapidement des mesures pour venir en aide aux pauvres qui ont besoin d'aide, la province n'aurait pas perdu autant de citoyens, et de si grande qualité. Je suis moi-même médecin depuis 25 ans et je sais qu'il y a dans cette ville une maison que pas une seule famille n'a habitée sans que l'un de ses membres ne contracte une maladie quelconque, soit la tuberculose, la fièvre typhoïde, la scarlatine, la diphtérie ou d'autres maladies. Il faudrait supprimer de telles maisons. Toutes les maisons insalubres devraient être démolies, malgré les coûts que cela entraînerait et malgré tous les efforts que les gens déploient pour en tirer profit.

Un autre problème provient du fait que nous profitons avec trop de parcimonie du soleil que le bon Dieu nous a donné. Comment se fait-il que plusieurs maisons n'ont même pas de fenêtres? Certaines ont trois ou quatre chambres, cachées dans des greniers dépourvus de fenêtres. C'est là le problème de cette ville et je veux que le gouvernement porte son attention sur cet état de choses. On trouve trop d'endroits sombres et propices à la propagation de germes. Il ne faudrait plus construire de maisons insalubres et démolir celles qui existent déjà. Si les municipalités ne veulent pas prendre les mesures nécessaires, la

législature devrait intervenir, non seulement dans les cités, mais dans les villes et les villages. Certains vieux bâtiments devraient être mis hors d'usage et démolis. Il faut faire pénétrer le soleil du bon Dieu dans toutes les habitations des pauvres. La Providence a placé le soleil en haut pour tout le monde. La mortalité infantile est malheureusement liée au fait que des enfants sont obligés de jouer sur le seuil de la porte et dans les rues, au péril de leur vie, parce qu'ils sont privés d'air frais, de soleil, et qu'ils n'ont pas la chance de faire de l'exercice.

Cependant, ce n'est pas seulement parmi la classe ouvrière que se développe le germe de la tuberculose; il se développe partout et, dans les plus hautes sphères, on vit d'une façon qui ne peut faire qu'engendrer les maladies, parce que nombreux sont ceux qui enfreignent les règles de l'hygiène et qui ne s'en préoccupent pas. Leur rythme de vie est trop rapide du point de vue de l'hygiène. Cette haute société qui s'amuse et qui vit trop vite et se trouve par le fait même affaiblie pourra contracter les maladies plus facilement. Si nous ne combattons pas la tuberculose, on nous en apportera les germes dans nos maisons, à notre table.

J'espère que le gouvernement va faire appel à toutes les municipalités, à toutes les institutions. Le gouvernement ne doit pas ménager ses efforts. Si les municipalités ne veulent pas agir, la législation devrait leur forcer la main. J'espère qu'il insistera auprès de toutes les classes de la société, des hautes surtout, afin que l'on cesse les excès qui conduisent à la tuberculose. Il faudrait mener une campagne contre ces modes de vie devenus excessifs. Le gouvernement devrait informer la population et faire appel aux autorités sociales et religieuses qui sont bien conscientes du rôle que joue la moralité dans ce fléau. Cet appel s'impose si nous voulons sauver la population de la Nouvelle-France.

**M. Bray (Montréal-Saint-Henri)** demande au secrétaire provincial si le gouvernement n'a pas forcé les soeurs de la Providence à signer un contrat d'assistance publique pour l'Hôpital des incurables qui fut la proie des flammes il y a un an, et si cet hôpital a reçu l'octroi de \$150,000 qui lui a été promis.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les soeurs de la Providence ont demandé d'elles-mêmes à mettre l'Hôpital des incurables sous le régime de la loi de l'assistance publique et elles n'ont pas eu la main forcée. Elles apportent du dévouement dans les soins qu'elles procurent aux



tuberculeux. Le gouvernement leur a déjà remis une somme de \$75,000 pour établir un nouveau dispensaire à Montréal, et une autre somme de \$75,000 leur sera versée pour compléter l'érection et l'installation de cet important établissement. L'honorable député peut être certain que nous continuerons d'aider cette bonne maison.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Pour atteindre les fins que l'on se propose, il faut un plus fort montant que celui que l'on demande présentement de voter, il faut plus de \$500,000. Il faudrait, je crois, nommer une commission d'étude composée de médecins du pays et de l'étranger s'il le faut, qui chercheraient le moyen de faire disparaître les fléaux de la tuberculose et de la mortalité infantile, en faisant les recherches nécessaires dans les causes de la maladie. Ensuite on pourrait mieux atteindre le mal, l'enrayer et, autant que possible, le faire disparaître.

J'aimerais que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) dise ce que l'on veut faire de l'argent que l'on demande de voter. A-t-on un système d'ensemble dans cette lutte? A-t-on pris, jusqu'à présent, les véritables moyens de combattre les fléaux avant de faire des dépenses considérables? On a parlé de dispensaires, mais encore faut-il que la population soit bien instruite sur les principaux éléments d'hygiène.

Non seulement j'approuve l'oeuvre entreprise par le gouvernement dans ce champ d'action, mais je demande de voter un plus fort montant afin que la lutte soit plus efficace. Si l'on passait en revue l'histoire des dépenses au cours des dernières années, on constaterait peut-être que l'on a accordé trop d'importance aux biens matériels. Nous n'avons pas hésité à dépenser \$100,000 pour la réparation d'une route, \$200,000 pour une autre, et au cours des dernières années on a engagé le crédit de la province pour 40 millions en faveur de la construction des routes, mais les vies humaines sont encore plus précieuses que ces routes. Ne sommes-nous pas amenés à en conclure que nous avons négligé la santé des citoyens de la province? Ceci dit sans animosité envers le gouvernement. Nous serions justifiables de dépenser plus encore pour la santé publique, cinq ou six fois plus, pour garder les forces vitales de notre race.

Je crois que le moment est venu de demander de l'aide, non seulement au gouvernement, mais à tous les gens de bonne volonté, à tous ceux qui reconnaissent que nous faisons présentement face à un danger; il faut leur demander qu'ils viennent en aide au gouvernement. Pourquoi ne pas faire appel aux gens qui ont des connaissances

dans les sciences médicales, aux hommes d'affaires les plus compétents, à tous ceux qui sont disposés à apporter leur concours? Je crois que nous sommes rendus au point où il faut avoir le concours de tout le monde pour lutter contre le mal, là où il est, et en venir à bout.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis enchanté de donner plus de détails à la Chambre. La presse fait mention, depuis l'été dernier, que le gouvernement prévoit dépenser \$100,000 par année, mais il ne serait pas juste de laisser le public sous l'impression que nous ne dépenserons que \$100,000 par année pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile. N'oublions pas que nous subventionnons des sanatoria à Sainte-Agathe, au Lac-Édouard, et toutes les institutions qui s'occupent de lutter contre la tuberculose, les aides maternelles, les crèches, etc., et pour lesquels on a dépensé près d'un demi-million. Je ne crois pas exagérer en disant que dans les cinq ans qui viennent nous allons dépenser \$3,000,000<sup>5</sup>.

Le grand point en médecine sociale, c'est l'éducation des foules; nous y parviendrons par l'établissement de nombreux dispensaires créés partout où le besoin s'en fait sentir. Certains existent déjà. Il nous faut des statistiques. Un dispensaire a été mis sur pied aux Trois-Rivières il y a quelques mois et, depuis, 1,200 personnes se sont fait examiner, sur une base volontaire, pour savoir si elles étaient tuberculeuses. Parmi ces 1,200 personnes, 300 ont été mises en observation. Il y a également un dispensaire à Thetford Mines où 200 personnes se sont fait examiner et 60 familles y ont été mises en observation. À l'institut du Lac-Édouard, on compte 250 patients et à l'hôpital Laval, à Québec, il y en a eu 1,400 en quatre ans. À Montréal, il y aura quatre dispensaires au lieu de deux, comme on l'avait annoncé; l'un sera dirigé par l'institut Bruchési, un deuxième, par le Royal Edward Institute, et il y en aura deux autres, à moins que l'institut Bruchési et le Royal Edward ne soient en mesure de traiter les patients de toute la ville, ce dont je doute, mais il faudra prendre cette décision conjointement avec ces deux institutions.

Parlant des moyens à prendre, il signale d'abord la statistique afin de connaître bien l'étendue du mal à combattre; statistique surtout dans les centres afin d'y établir les dispensaires nécessaires. Dans ces établissements, dit-il, tous les médecins seront invités à profiter de l'outillage qui y sera installé. Nous aurons un cours de spécialisation en tuberculose. Nous aurons également des dispensaires-écoles, un à Montréal et un autre à

Québec, et c'est là que les médecins auront à recevoir leurs certificats, de même que les infirmières. Le gouvernement n'a pas l'intention de vider les dispensaires, mais de leur venir en aide en mettant ses ressources à leur disposition. En effet, nous avons dit aux médecins que notre matériel est à leur disposition s'ils en ont besoin. Nous avons des infirmières qui ont reçu une formation spéciale, qui ont leur certificat et qui visiteront les patients, tous les jours si nécessaire. Certains médecins ne voient pas nos propositions d'un bon oeil et ils pensent que notre campagne devrait se limiter à inciter les gens à prendre beaucoup de soleil, mais il faut remonter le moral des malades et leur enseigner à prendre soin d'eux-mêmes.

Nous continuerons à distribuer partout notre littérature spéciale à la campagne, feuillets, tracts, cartes, etc. Déjà nous avons distribué plus de 600,000 pamphlets traitant de la tuberculose et des moyens de l'éviter, et plus de 100,000 affiches murales sont aussi distribuées un peu partout, mettant le public en garde contre les dangers qui le menacent sans cesse. La demande de littérature a été si grande que nous avons dû en commander trois fois plus. Nous allons demander aux curés de nous aider et de mettre la chaire de vérité - elle n'y perdra rien de sa dignité - au service de cette campagne d'éducation. On leur demandera de faire même, si besoin, la distribution de feuillets de propagande dans les églises. Nous organiserons notre campagne comme celle que nous avons faite contre les maladies vénériennes et dont le docteur Pautrier a dit qu'elle a été l'une des mieux organisées qu'il ait vues.

Nous établirons aussi des centres d'où partira l'éducation nécessaire à conduire à bonne fin la lutte qui sera engagée contre la tuberculose. Des visites seront faites de ces centres afin d'engager la population à se joindre au mouvement créé par le département de l'honorable secrétaire provincial. Dans chacun de ces centres seront aussi formées les ligues formées de tous les éléments qui pourront apporter à l'organisation locale son activité, son influence ou tout autre moyen d'assistance.

La campagne d'éducation se fera par la presse surtout, qui ne nous ménage pas sa coopération, et par l'école. Les journaux pénètrent maintenant partout. Dans les écoles, nous demanderons à l'institutrice de faire lire, de temps en temps, des passages des feuillets qui seront distribués aux élèves. Les comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique nous aideront en demandant à toutes les institutrices de faire lire la "bible de l'hygiène". Un moyen d'éducation effi-

cace, très sûr, est le calendrier qui a été préparé par le Conseil d'hygiène et distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans toute la province.

L'éducation du peuple, au point de vue des dangers qui le menacent et des ravages faits par la tuberculose, est devenue une absolue nécessité. Cette éducation ne peut cependant pas être individuelle, mais elle doit pénétrer dans la famille. Il s'agit d'une lutte sociale, d'une lutte à laquelle tous se doivent de participer afin de la mener à bonne fin. Il faut donc la coopération de tous les citoyens de bonne volonté qui veulent le bien-être de leur province. Sans le concours de toutes les classes de la société, notre campagne serait nulle. Il faut la coopération du public, des municipalités, des associations de tous genres, car sans cela l'oeuvre du gouvernement, quelle qu'elle soit, resterait sans résultats durables. Mais nous savons que toutes les classes de la société sont avec nous et coopèrent à notre oeuvre.

Il faut que cette campagne d'éducation soit énergique. La population de la province de Québec, qui ne peut compter que sur elle-même, sans espérer rien de l'immigration, doit tout faire pour garder les siens. Si nous avons été les premiers sur la terre canadienne, nous devons faire en sorte d'y rester.

**M. Smart (Westmount):** Les idées énoncées par le ministre sont très bonnes et elles auront sans aucun doute d'importantes répercussions. Je suis heureux de voir que le gouvernement accorde une somme importante, mais ce montant n'est peut-être pas suffisant pour faire face à la situation. Voici quelques chiffres faisant état de la situation de Québec par rapport aux grandes villes du monde: le taux de mortalité due à la tuberculose est de 140 pour 100,000 habitants à Montréal; de 121 pour 100,000 habitants dans l'ensemble de la province, incluant Montréal; de 65 à Toronto; de 103 à New York; de 133 à Birmingham; de 117 à Bradford; de 126 à Amsterdam; de 128 à Londres; de 132 à Hambourg; et plusieurs autres villes ont un taux moins élevé qu'à Montréal.

Alors que le gouvernement fait des efforts pour obtenir plus de lits pour les tuberculeux, Ontario comptait 2,003 lits en 1922, par rapport à 513 dans la province de Québec. Ce gouvernement a augmenté de 463 le nombre de lits disponibles, ce qui a aidé, mais ce n'est pas suffisant. Je suis d'accord avec le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) qui considère que la santé publique devrait être la préoccupation première d'un gouvernement.

J'appuie cette mesure du gouvernement

parce que l'idée est bonne, mais je considère en même temps que la situation est très critique, à un tel point que je doute que cette mesure permette à la province de faire face à la situation. Ce ne sont pas seulement des brochures qu'il nous faut, bien qu'elles soient bonnes, mais également des moyens qui nous permettent de prodiguer des soins à ces malades. Je me souviens d'une famille pauvre dont le père fut atteint, obligeant la mère à aller travailler à l'extérieur, et les enfants ont à leur tour contracté la maladie. Il faudrait un nettoyage de fond en comble et, ainsi, il serait beaucoup plus facile d'avoir la situation en main par la suite. Nous ne faisons qu'effleurer le problème. Les organismes privés contribuent énormément, mais leurs ressources sont limitées.

Même si le secrétaire de la province dit qu'il veut affecter \$100,000 par année pour contrer ce problème, cela ne représente que 20 cents par capita, alors que dans certaines régions des États-Unis on dépense \$2 par tête à cette fin. La seule critique que je puisse faire au gouvernement c'est qu'il ne va pas assez loin. J'aimerais qu'il consacre beaucoup plus d'argent à ce problème, peut-être par l'entremise d'une commission.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai fait une erreur, apparemment, lorsque j'ai demandé au secrétaire provincial s'il avait lu le *Star*. J'aimerais plutôt savoir son opinion sur la campagne du *Montreal Star* concernant la tuberculose. Le *Star* a une grande influence dans la province et ailleurs. J'ai également appris que l'honorable premier ministre a dû recevoir une communication du propriétaire du *Star*, Lord Atholstan, faisant à ce sujet d'intéressantes suggestions et même de grosses propositions au gouvernement. Il a dû la transmettre au secrétaire provincial. Je voudrais avoir des explications sur cette communication.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition a reçu, lui aussi, la même lettre, et il doit savoir à quoi s'en tenir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le premier ministre qui a la responsabilité du gouvernement. Et c'est lui et ses collègues qui distribuent les fonds de la province. Je veux l'opinion du premier ministre à ce sujet. Le propriétaire du *Star* joue un rôle important au pays et son opinion mérite d'être prise en considération. Nous sommes en comité et nous avons le droit de poser toutes les questions concernant cette affaire. Ainsi, je pose la question au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai reçu en effet, par le biais d'un représentant du *Star*, une lettre de Lord Atholstan. Il me fait une proposition intéressante que je soumettrai au cabinet. Nous n'avons pas eu de séance du cabinet depuis et n'avons par conséquent pas eu l'occasion de discuter ces suggestions. Je sais que l'honorable chef de l'opposition a reçu une copie de cette lettre. Jusqu'à présent, nous la tenons comme confidentielle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien, je crois que mon honorable ami la considère lui-même comme confidentielle, puisqu'il n'a pas cru devoir la lire à la Chambre. Je suis heureux que l'honorable chef de l'opposition en ait reçu une copie. Nous pourrions sans doute compter sur ses lumières et son bon vouloir pour nous aider à combattre la tuberculose et la mortalité infantile. Encore une fois, je veux communiquer cette lettre du propriétaire du *Star* aux membres du cabinet avant d'en donner connaissance à la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderai l'ajournement de ce débat jusqu'à ce que la Chambre ait l'opinion du cabinet sur cette lettre de Lord Atholstan. Je ne suis pas antipathique à la présente mesure, mais j'aimerais savoir ce que l'on pense de ces suggestions avant de l'adopter. C'est vrai que j'ai reçu une lettre semblable et, comme je n'ai pas l'habitude de recevoir des documents de personnages importants et que je pense que celui-ci est important, j'ai aujourd'hui écrit à Lord Atholstan pour lui demander certains renseignements au sujet de cette lettre. Un paragraphe de celle-ci nécessite des explications.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du ministre. Il est rempli de bonnes intentions, il fait le tour de la question et il mérite la considération de la Chambre. Je félicite également le député de Québec-Centre (M. Faucher) pour son magnifique exposé de la situation, le député de Jacques-Cartier (M. Patenaude), ainsi que le député de Westmount (M. Smart). Nous reprendrons l'étude de la question lorsque le cabinet aura lu la lettre de Lord Atholstan.

Je ne puis pas, cependant, m'empêcher de critiquer les remarques que le secrétaire provincial vient de faire sur la campagne entreprise. Il a parlé de l'éducation à faire dans les petites écoles. Les enfants ont peut-être un programme trop chargé pour forcer les institutrices à lire des passages des pamphlets de propagande antituberculeuse.

J'ai vu aussi un magnifique calendrier distribué par le service d'hygiène qui dit à la population: "N'abusez pas d'alcool". Je me demande si c'est bien en accord avec la politique du gouvernement, si le secrétaire provincial pourra vraiment mettre ses bonnes intentions en pratique tant que le gouvernement continuera à vendre ce poison dont on dit tant de mal. J'ai une autre raison de vouloir être au courant de tous les efforts qui seront déployés pour mettre fin à ce fléau. Souvenez-vous qu'il y a une campagne en cours pour favoriser l'immigration et que de nouvelles conditions seront exigées, nécessitant la mise en application de nouvelles méthodes. J'insiste donc pour remettre l'étude du projet.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne vois pas pourquoi on rapporterait progrès sur cette mesure, vu qu'il n'est pas question du tout de la même chose. Nous sommes prêts à accepter des suggestions de Lord Atholstan ou d'autres personnes intéressées. Je ne m'en prends pas au *Star*, au contraire, je crois que c'est de bon augure si les journaux s'intéressent tant à cette question, même si c'est pour critiquer. Soyez assurés que nous approuvons volontiers les idées de Lord Atholstan et que nous allons les étudier, mais nous ne pouvons retarder notre projet, qui a été recommandé par tous les médecins que nous avons consultés et même par une commission d'étude.

Quant à l'histoire de calendrier, il n'y a pas de mal à recommander au peuple de ne pas abuser de l'alcool. Cette littérature et ces sentences dont on se sert pour la propagande ont été prises en France, où l'on consomme beaucoup de vin, ce qui n'a pas empêché l'institut Rockefeller, qui dirige en France la campagne antituberculeuse sur laquelle est copiée celle de Québec, de conseiller de ne pas abuser d'alcool. Ne peut-on faire la même chose ici à propos de l'alcool que le chef de l'opposition voudrait faire vendre par quelques individus seulement au lieu de le faire par le gouvernement?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande encore l'ajournement de l'étude de ce projet. Je vois, dit-il, qu'un journal<sup>6</sup> publie la lettre de Lord Atholstan ce matin. Elle n'est donc plus confidentielle. Est-ce le premier ministre qui l'a communiquée aux journaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Je viens de relire cette lettre dans un journal. Mon impression en la lisant est d'avoir tout d'abord des explications avec son auteur. On ne doute pas de ses bonnes intentions, mais on a le

droit de lui demander des éclaircissements. Dans cette lettre, Lord Atholstan dit que, si le gouvernement est prêt à faire pour la lutte contre la maladie ce que l'on a fait dans d'autres villes de l'Amérique, lui-même aussitôt, dès que l'oeuvre du gouvernement sera complétée à Montréal, verra personnellement aux nouveaux cas qui se développeront dans la suite. Il s'engage à donner \$500,000 pour prévenir la maladie pour les générations à venir.

Il lit cette proposition: Si le gouvernement prend maintenant de sérieux engagements pour s'occuper de ce problème dans un délai raisonnable, comme certaines communautés américaines ont remarquablement réussi à le faire, en faisant une enquête pour chaque cas, en isolant les patients, en leur offrant des traitements dans les hôpitaux, en disposant de grandes cliniques et d'un service d'infirmières et de surveillance, je m'engage personnellement, aussitôt que la ville de Montréal aura été nettoyée de fond en comble, à traiter tous les nouveaux cas qui se manifesteront dans cette ville pendant quelques années, ainsi qu'à les isoler dans les hôpitaux disponibles, à leur offrir les soins médicaux, les services d'infirmières, les cliniques, la documentation, les conférences et tout autre service nécessaire, jusqu'à concurrence de \$500,000.

Ensuite, dit le premier ministre, il fait une autre proposition quand il nous dit encore que, si nous voulons nous occuper des malades canadiens-français, il s'occupera des malades anglais. Je suis très heureux de voir qu'un citoyen riche nous offre son concours et sa fortune pour combattre un fléau. C'est un geste très beau de la part de Lord Atholstan, mais il ne veut favoriser que les tuberculeux de langue anglaise de Montréal. C'est peut-être une excellente idée, mais je ne crois pas qu'il faille accorder un traitement différent selon la nationalité d'un malade et avoir à lui demander s'il est canadien-français ou non. Je ne dis pas que son idée n'est pas excellente, mais ma première impression, après avoir lu cette lettre, c'est qu'il y a lieu de demander des explications et le chef de l'opposition pense sans doute la même chose, puisqu'il nous dit qu'il a écrit pour demander des explications.

Je m'accorde - ça n'arrive pas souvent - je m'accorde avec l'honorable chef de l'opposition pour dire que la lettre de Lord Atholstan n'est pas claire, qu'elle nécessite des explications, comme mon honorable ami l'a dit au commencement du débat. Je ne sais pas quelles explications le chef de l'opposition a demandées, mais ce sont peut-être les mêmes que les nôtres. D'après cette lettre,

Lord Atholstan donnera \$500,000 pour soigner les nouveaux cas qui se manifesteront, une fois que la ville aura été nettoyée. C'est donc dire, lorsque nous aurons déclenché contre cette épidémie une offensive telle, que tous les cas déjà existants auront été supprimés. C'est ce que j'ai pu comprendre en lisant cette lettre et c'est peut-être ce qu'a également compris le chef de l'opposition en prenant connaissance de cette généreuse offre de Lord Atholstan, puisqu'il lui demande des explications. C'est ce qui me frappe. Nous le consulterons, peut-être le rencontrerons-nous. Inutile de dire que Lord Atholstan est animé des meilleures intentions. Nous sommes heureux de voir que des citoyens sont animés d'aussi bonnes intentions tout en étant dotés d'une grande fortune. Quant à cette autre proposition, je crois qu'il ne faut pas faire de distinction entre les races à Montréal. Je crois que nous devrions aller de l'avant avec ces résolutions et, si Lord Atholstan peut nous offrir de l'aide supplémentaire, c'est tant mieux.

Dans cette lettre, il n'est question que de la ville de Montréal. Nous n'avons pas l'intention de combattre la tuberculose uniquement dans la ville de Montréal, mais partout dans la province et, si Lord Atholstan propose de donner une partie de sa fortune pour venir en aide à Montréal, ce n'est pas une raison pour que nous n'adoptions pas ces résolutions qui ont comme objectif de venir en aide à l'ensemble de la province. Nous ne pouvons retarder ce projet. Le nombre de microbes va augmenter si nous retardons trop.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le gouvernement vendait moins d'alcool, il y aurait moins de microbes. Si l'honorable premier ministre veut vraiment soumettre cette lettre au cabinet, pourquoi ne remet-il pas l'étude du projet? Pourquoi ne pas rapporter progrès et attendre la décision du gouvernement, et enfin obtenir des explications supplémentaires de Lord Atholstan?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas de raison de retarder le projet de l'honorable secrétaire provincial. La proposition de Lord Atholstan est une affaire toute différente.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Même s'il propose de venir en aide seulement à Montréal, ou même seulement à la population de langue anglaise, nous devons reconnaître qu'il est généreux, puisqu'il est disposé à dépenser une si importante somme. Je préférerais que cette somme soit destinée à l'ensemble de la province, mais qu'elle le soit ou non, qu'elle soit destinée aux citoyens de

langue anglaise ou non, il n'en demeure pas moins que c'est un bel effort de sa part et je ne crois pas qu'il faille voir là un geste fanatique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): dit qu'il n'a pas voulu insinuer que Lord Atholstan avait fait preuve de fanatisme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le demi-million est destiné aux citoyens de langue anglaise, le gouvernement sera mieux en mesure de venir en aide aux autres citoyens de la province. Je n'ai pas voulu dire que le premier ministre a accusé Lord Atholstan de fanatisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): explique comment il interprète cette lettre en disant que Lord Atholstan propose dans un premier temps de s'occuper des nouveaux cas à Montréal pendant un certain nombre d'années, après que le gouvernement aura "nettoyé" Montréal, et il propose dans un deuxième temps de s'occuper de la population de langue anglaise. En ce qui nous concerne, le gouvernement ne doit pas s'occuper uniquement des Canadiens français à Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le premier ministre considère que nous ne devons pas accepter la proposition de Lord Atholstan?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai rien dit de la sorte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre est-il certain que Lord Atholstan veut considérer la question uniquement en tenant compte de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La lettre est entre les mains du chef de l'opposition et j'ai l'impression qu'il veut d'autres informations. Nous écrirons probablement à Lord Atholstan à ce sujet, ou nous le rencontrerons, et cela prendra un certain temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne crois pas que Lord Atholstan veuille s'occuper de Montréal seulement, et je vais lui demander des explications à ce sujet. Aussi rapportons progrès, afin de rendre justice à Lord Atholstan lorsque nous aurons obtenu des explications.

Si on lit un extrait de cette lettre: "aussitôt que le travail sera terminé à Montréal et que la ville aura été nettoyée de fond en comble", je ne

crois pas que cela signifie que Lord Atholstan veuille se limiter à la ville de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lit à son tour le passage qui suit: "Je me charge personnellement de m'occuper de tous les nouveaux cas qui se manifesteront parmi les résidents de cette ville" et il considère que cela est clair.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'oppose de nouveau à la deuxième<sup>7</sup> lecture des résolutions, qui est remise à une autre séance.

#### Questions et réponses:

##### Sociétés coopératives de pêcheurs

M. Smart (Westmount): 1. Quel usage a-t-on fait du montant de \$40,000 voté l'année dernière pour développer les pêcheries de la province?

2. Quelle partie de cet argent, s'il en est, est actuellement employée ou destinée à être employée à la construction d'entrepôts frigorifiques dans la cité de Québec?

3. Combien de sociétés coopératives de pêcheurs ont été formées? Par qui ont-elles été organisées? Quels sont les membres de chacune et quel est le chiffre du capital souscrit par chaque société?

4. Quelle quantité de chaque espèce de poisson a été mise sur le marché par ces sociétés coopératives au moyen du système de vente de l'organisation centrale?

5. Quel pourcentage les pêcheurs ont-ils réalisé sur le total des affaires?

6. Qu'est-ce que la société coopérative a payé aux pêcheurs de poisson pour les diverses sortes de poisson dont elle a pu disposer, et quel était le prix offert par les autres à la même date?

7. Quelle somme de deniers publics a été dépensée pour l'organisation de ces sociétés coopératives?

8. Quelle somme de deniers publics a été dépensée pour l'équipement et le personnel de l'organisation centrale de Montréal?

9. Quelle quantité de poisson a été vendue

sur le marché par l'intermédiaire de ces organisations et quel a été le profit ou la perte?

10. S'il y a eu un profit, qu'en a-t-on fait? Et, s'il y a eu un déficit, comment a-t-il été comblé?

11. Est-il vrai que l'organisation coopérative fournit aux membres de ces sociétés de pêcheurs équipement et avantages à des prix inférieurs à ceux du marché et, dans ce cas, comment cela se fait-il?

12. Les membres de ces sociétés coopératives ont-ils manifesté des plaintes au sujet des résultats?

13. S'est-on plaint, dans le commerce en général, de l'emploi injuste des deniers publics pour faire concurrence aux entreprises privées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Rien n'a encore été dépensé. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a envoyé l'un de ses employés à l'université des pêcheries, à Seattle, pour étudier la préparation et la conservation du poisson.

2. La Commission du havre de Québec ayant décidé de construire un entrepôt frigorifique dans la cité de Québec au coût d'environ \$495,110, d'une capacité de 631,000 pieds cubes d'entrepôt, avec entre autres un espace spécial pour entreposer le poisson frais, la cité de Québec et le gouvernement de Québec se sont engagés à payer, pendant cinq ans, le déficit de l'entrepôt, si déficit il y avait, sur la base de (10-26) dix vingt-sixième pour la ville de Québec et de (16-26) seize vingt-sixième pour le gouvernement, la somme à être payée par la cité de Québec ne devant toutefois pas excéder \$10,000 et celle payable par le gouvernement ne devant pas excéder \$16,000.

3. Six sociétés coopératives ont été formées par l'intermédiaire de M. Louis Bérubé, officier du département, de l'abbé Plourde, missionnaire colonisateur, et de M. L. O. Masson, officier de la Coopérative fédérée de Québec: la société coopérative des pêcheurs de Saint-Alban de Cap-des-Rosiers, avec 46 membres et un capital souscrit de \$460; la société coopérative des pêcheurs de Saint-Maurice de l'Échouerie, avec 62 membres et \$620 de capital; la société coopérative des pêcheurs de Saint-Joseph de Carleton, avec 26 membres et \$260 de capital; la société coopérative des pêcheurs de Saint-Jean-Baptiste de Cap-aux-Os, avec 30 membres et \$300 de capital; la société coopérative des pêcheurs de Sainte-Germaine de l'Anse-aux-Gascons, avec 36 membres et \$360 de capital; et la société coopérative des pêcheurs de Newport, avec 28 membres et \$320 de capital.

4. 41,050 livres de morue salée et 200 livres d'éperlan.

5. Les pêcheurs ont été payés en entier pour le poisson qu'ils ont vendu.

6. Une moyenne de cinq sous la livre pour la morue salée. Vingt sous pour l'éperlan no 1 et vingt-cinq sous pour l'éperlan extra.

Les marchands n'achetaient pas de morue salée et offraient de 12 à 13 sous la livre pour l'éperlan.

7. \$922.77 pour impression de formules de souscription, formules de recettes et formules de reddition de comptes, en vue d'uniformiser la comptabilité; \$18.18 pour achat de "brass stencils" et \$664.62 en dépenses de voyage.

8. Rien pour l'équipement, mais \$1,827.10 en salaire.

9. Bien que ces coopératives aient été organisées tard dans la saison, 22,000 livres de morue salée et 200 livres d'éperlan ont pu être mises sur le marché et vendues. Un profit de 256% sur le prix de la morue salée comparée à la morue fraîche.

10. Le profit a été entièrement pour le pêcheur.

11. Oui. Grâce au système coopératif qui supprime le profit de l'intermédiaire.

12. Non.

13. Le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries n'a pas reçu de plaintes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lui demande si c'est une motion qu'il lit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'opposition a fait 13 questions et j'ai 13 réponses; si l'on trouve les réponses longues, l'on n'a qu'à abréger les questions.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Demande de documents:

##### Chemin d'hiver vers le nord à partir des Quinze

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, instructions, rapports ou autres

documents entre le gouvernement ou quelqu'un de ses employés des départements, touchant la construction d'un chemin d'hiver, à partir des Quinze en allant vers le nord jusqu'au district aurifère.

Il a appris que les travaux faits ont été incomplets. On avait commencé aux deux extrémités et les travailleurs ne se sont pas rencontrés au milieu de la route.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les travaux ont été arrêtés par suite de la température douce d'abord, puis par des tempêtes de neige ensuite. Ils seront continués dès que les circonstances le permettront.

La proposition est adoptée.

#### Voirie à Boucherville

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, dossier, rapport, etc., entre le gouvernement et les corporations municipales ou toute personne des paroisse et village de Boucherville, relativement à la voirie.

J'ai fait cette motion pour démontrer que tout ne va pas pour le mieux dans le monde des campagnes. Si le gouvernement ne vient pas en aide à nos populations rurales en ce qui a trait aux routes, les propriétaires et les fermiers seront obligés de s'effacer, de se perdre dans les villes ou de passer aux États-Unis.

Boucherville est située sur la rive sud du fleuve, un peu en bas de Montréal. Les citoyens de cette municipalité ne sont pas capables de venir à bout des charges de la réfection des chemins imposée par le gouvernement. Les Bouchervillois sont dans une grande détresse et malgré cela le ministère de la Voirie a passé outre à la volonté du conseil local et a fait des réparations au coût de \$6,000, dont \$3,000 doivent être payés par la municipalité. Qui pis est, le gouvernement a laissé les chemins en pire état qu'auparavant.

La municipalité a dû dépenser, au début, \$33,000 pour faire ses voies. L'an dernier, elle devait déboursier \$5,000 en intérêts, l'entretien non compris. En outre, la paroisse de Boucherville, depuis 1912, a fait pour \$60,000 de chemins. En 1922, le gouvernement donna instruction à la paroisse comme au village de voir à refaire les routes de l'endroit. Les conseils se refusèrent, invoquant pour principe que "charbonnier est maître chez lui". Le ministère ne s'occupait pas de ce refus et fit lui-même une dépense de \$14,000, dont la moitié

portait sur Boucherville. Devant de telles obligations, les cultivateurs vendront leurs terres et iront vivre ailleurs.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il est difficile de s'expliquer l'attitude de certaines municipalités dans la question des chemins. Lorsqu'il s'est agi de pratiquer la politique des bonnes routes, Boucherville a sollicité un emprunt à 2% pour macadamiser ses chemins. Elle devait connaître alors ses moyens. L'emprunt qu'elle contracta dès lors à 2% s'élevait à \$238,000, ce qui formait un intérêt de \$6,239.01. Elle fit ses macadams mais, une fois le travail terminé, elle ne s'occupa plus de l'entretien. En 1918, le gouvernement lui réclama la réfection; on ne fit que de très légères réparations. En 1919, le ministère réitéra sa demande, mais sans résultat. En 1920, nouvel avis avec offre d'une subvention considérable de la part du gouvernement; on n'en fit rien. En 1921, nouvelles instances; un membre de l'administration municipale répond qu'il ne désire pas encourager la réfection, loin de là. En 1922, après avis répété au printemps, la Voirie intervient. Le contrat de réfection fut octroyé au mois d'octobre. C'était son droit, car on avait placé là \$300,000 de l'argent de la province. Les travaux se sont terminés en 1923. On a dit que ça coûtait cher. À qui la faute? La municipalité, en empruntant \$238,000, devait savoir ce à quoi elle s'engageait. Mais est-ce bien vrai qu'elle est en détresse? Pendant qu'elle se plaint du haut coût des travaux et de l'entretien, elle demande un autre crédit à 3% pour faire une nouvelle route.

Qui est à blâmer dans tout cela? Assurément pas le ministère. Si les travaux ont coûté cher, c'est qu'on avait trop retardé des réparations qui s'imposaient depuis des années. D'ailleurs, le gouvernement est toujours disposé à accepter un arrangement raisonnable et à favoriser la municipalité dans la mesure du possible.

La proposition est adoptée.

#### Commission des liqueurs à La Tuque

**M. Langlais (Témiscouata)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétréau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre la Commission des liqueurs de Québec et M. Oscar Fontaine, de La Tuque, depuis 1920, au sujet du loyer d'une maison et de l'administration de ladite commission. Adopté.

#### Pont sur la rivière Montmorency

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant le pont sur la rivière Montmorency soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il existe, depuis longtemps, des difficultés entre les comtés de Québec et de Montmorency, au sujet de l'entretien du pont qui les relie tous deux. Pour régler ce différend, qui a déjà assez duré, on projette de mettre la Commission des services publics comme arbitre des travaux à faire, des obligations à partager, des réparations, etc. Nous croyons que c'est le tribunal le plus apte à régler ces questions.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** C'est un abus de pouvoir que de confier toute cette affaire à la Commission des services publics. Cette dernière n'a pas été créée pour s'occuper des ponts. Je crois que l'on devrait laisser les intéressés sous la loi générale. Nous utilisons la commission à des fins pour lesquelles elle n'a pas été créée. L'entreprise est de caractère privé et, au lieu de venir devant la Chambre, comme mesure ministérielle, elle aurait dû passer par les bills privés ou même être référée aux tribunaux civils.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le pont de la rivière Montmorency est plus qu'une entreprise privée. C'est un pont historique, à cause de son histoire et de son site. Le premier pont s'écroula le jour de son inauguration, il y a 75 ans, alors qu'une femme et un enfant<sup>a</sup> de l'Ange-Gardien ont péri. Un autre pont fut construit par la Commission des chemins à barrières, que le gouvernement a fait disparaître il y a une quinzaine d'années. Nous avons alors remis le pont au soin des municipalités intéressées. Dans le cas présent, le pont est resté, pour ainsi dire, orphelin: il n'était pratiquement à la charge de personne.

L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) est un bon joueur de golf. Si jamais il va jouer au golf au club Québec, il verra le pont historique de la rivière Montmorency.



**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** C'est peut-être la meilleure raison de le rebâtir<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je le savais. Il faut le rebâtir, car il menace de s'écrouler encore. Chaque fois qu'il s'est agi d'y faire des réparations, le gouvernement y a fait sa large part. Aujourd'hui, il considère qu'il est nécessaire de le maintenir, l'améliorer. Mais, comme ce pont n'appartient ni à Québec ni à Montmorency, les maires des deux comtés ont demandé que la Commission des services publics soit arbitre pour déterminer dans quelle mesure chaque administration doit contribuer. Je dois ajouter que le bill permet la construction d'une voie de tramway sur ce pont.

On nous reproche de faire de ce bill une mesure ministérielle. On sait bien que ce sera un pont du gouvernement. Quand le chemin Québec-Malbaie existera, il aura une très grande importance. C'est un chaînon de la grande route provinciale Québec-Saint-Siméon. D'ailleurs, nous voulons que les comtés intéressés fassent leur part. Qu'on ne nie pas en cela les prérogatives de la commission. Elle y sera dans son rôle. Elle a déjà fait des travaux analogues pour un pont à Saint-Jean. Les devoirs de la Commission des services publics sont augmentés tous les jours à cause des fonctions qu'on n'avait pu prévoir lors de sa fondation. L'enquête qu'elle a conduite dans l'affaire des constitués de Hull, par exemple, prouve assez ce qu'elle peut faire.

Quant à l'autonomie des municipalités, pour laquelle l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Patenaude) a des craintes, je dirai à mon honorable ami que les municipalités nous ont demandé ce que nous faisons aujourd'hui.

**Des voix ministérielles:** "Carried"!

**M. Patenaude (Jacques-Cartier) et des députés de l'opposition** s'opposent à l'adoption.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si ma mémoire ne me fait pas défaut, il a été beaucoup question de ce pont dans la dernière campagne électorale de Montmagny.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Votre mémoire fait défaut. C'est d'un pont entre l'île d'Orléans et la côte de Beupré qu'il a été question dans la dernière campagne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, il en vient un autre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous verrons plus tard. M. Forget<sup>10</sup> avait promis un pont de glace et la nature s'est chargée de le donner au comté de Montmorency. Pour l'autre, nous verrons plus tard. (Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne voulais pas parler de l'autre pont. Je savais qu'il y en avait un autre. Quant au pont de glace de M. Forget, je suppose que c'est M. Pierre Casgrain qui en a l'entretien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne sais pas, mais les électeurs doivent être satisfaits, car ils votent pour lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce bill est habilement amené en vue des prochaines élections de Québec-Centre.

**M. Langlais (Témiscouata):** Il me semble que l'on donne trop de privilèges à la Commission des services publics. La commission n'a été créée que pour voir à l'application des lois et non pour décider des travaux. Le pont de Montmorency doit être soumis comme les autres à la loi générale.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable député ne m'a pas convaincu que le bill est mauvais. La commission, je l'ai dit, est le tribunal le plus apte pour régler cette question qui intéresse non seulement deux comtés, mais toute la province. La seule raison que l'on semble invoquer pour en empêcher la construction, c'est que le pont est situé dans le comté que représente le premier ministre. C'est une bien petite raison.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Ce qui me paraît le plus clair, c'est qu'on veut faire payer ce pont par toute la province, bien qu'il n'intéresse que deux comtés. Ce bill aurait dû venir devant le comité des bills privés. On en fait un bill du gouvernement. C'est une chose anormale. Si les municipalités intéressées étaient prêtes à accepter la juridiction de la Commission des services publics, pourquoi ne sont-elles pas venues nous le dire au comité des bills privés? D'où vient ce pont? Comment se fait-il qu'on en ignore la propriété? Pourquoi faire bâtir ce pont par toute la province?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Malheureusement, on s'aperçoit que Québec est loin de Montréal.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Mais

Montréal peut se rapprocher facilement de Québec. Il n'y a pas de distance pour l'intelligence. Ce n'est pas non plus 180 milles de distance qui nous empêchent de démêler une question d'ordre privé d'une mesure d'intérêt public. C'est injuste de toujours prétendre que la métropole ne comprend pas les besoins des autres parties de la province. Et cet appel contre Montréal n'aura pas toujours du succès dans le reste de la province.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Montréal ne doit pas être injuste pour Québec.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** C'est une mesure d'intérêt privé que l'on nous présente.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Et les ponts de l'île Perrot? Ils ont passé par la Chambre et non devant le comité des bills privés.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** L'honorable ministre nous a dit que les ponts étaient destinés à réunir la province de Québec à la province d'Ontario. Depuis le commencement de la session, il n'a pas été question de la distance qui sépare Montréal de Québec. Et nous ne tenons pas à ce qu'il en soit question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne vois pas pourquoi mon honorable ami se scandalise. Voici la loi. (Ici, il lit un texte.) Cette loi est dans nos statuts depuis 12 ans... Si le pont de Montmorency n'était pas dans mon comté, on ne ferait pas de telles objections et il y a longtemps que le bill serait passé. Je puis dire ceci au député de Jacques-Cartier: Le comté de Montmorency fera sa part pour payer la reconstruction de ce pont-ci, tandis que le comté de mon honorable ami, où sont situés les ponts de l'île Perrot, n'a rien payé du tout. Le député de Jacques-Cartier a fait des campagnes électorales, lui aussi. A-t-il jamais dénoncé les ponts de l'île Perrot? Ici, les comtés paieront leur part, tandis que chez lui c'est le gouvernement qui paye tout. Il prétend que les ponts ont été faits pour permettre un chemin reliant Québec à Ontario et, de plus, il soutient que cela a été affirmé en cette Chambre. On n'a jamais rien dit de tel ici.

D'ailleurs, pour le pont qui nous occupe, il fera partie de la grande route Québec-Malbaie, qui conduit au comté de Charlevoix, à toutes les plus belles places d'eau de la province: La Malbaie, Saint-Irénée, Les Éboulements, etc. Il s'y fera un trafic considérable. Les touristes y passeront fort nombreux. C'est assez pour justifier la mesure de

ce soir. Et qu'on ne s'inquiète pas! Montmorency paiera comme les autres.

On nous reproche de faire de ce bill un bill ministériel. Nous l'avons fait pour un grand nombre d'autres ponts et personne, jusqu'ici, ne s'en est scandalisé. Je m'étonne que le député de Jacques-Cartier se laisse aller à l'indignation. Ses arguments ne tiennent pas debout et ses déclarations sont regrettables.

**MM. Patenaude (Jacques-Cartier), Plante (Beauharnois) et Langlais (Témiscouata)** critiquent encore le projet.

**M. Hamel (Portneuf)** le défend.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Elle peut, de la même manière, sans tenir compte des dispositions législatives qui régissent actuellement le pont sur la rivière Montmorency, déterminer le territoire tenu de contribuer à la reconstruction, à la réparation et à l'entretien de ce pont, et la base de ces contributions."

L'article est modifié et les mots suivants sont enlevés: "sans tenir compte des dispositions législatives qui régissent actuellement le pont sur la rivière Montmorency".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

**L'honorable M. Nicol (Compton)** propose qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** se met à énumérer une série de noms de famille homonymes. D'où vient, dit-il, qu'il y a tant de Blais dans le service? On trouve sept noms de Blais pour le service forestier.

**M. Plante (Beauharnois):** Que font Mlles Éva et Alexandra Blais?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** explique que les Blais sont une famille voisine de la pépinière de Berthierville et travaillent par intermittence et moyennant une rémunération modique.

**Un député de l'opposition** passe aux Lavoie, qui semblent légion.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il se trouve que la plupart d'entre eux n'ont rien de commun que le nom.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose aussi des questions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est tout mon budget.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas tout, je crois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est vrai, il reste les arpentages. Êtes-vous prêts?

**M. Patenaude (Jacques-Cartier):** Non, pas ce soir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** désire que l'on continue à travailler.

**M. Patenaude (Jacques-Cartier)** veut l'ajournement, déclarant que les députés commencent à travailler à 10 heures le matin et ont bien droit d'aller se reposer à 11 h 15.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** insiste pour travailler encore un quart d'heure.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant la contribution du gouvernement au coût de réparations des ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les soeurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, et le contrat entre les soeurs de la Charité de Québec et l'université Laval relativement au service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange, passé le vingt-neuvième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois, devant Joseph Sirois, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les soeurs de la Charité de Québec, et le contrat relatif au service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange, passé le douzième jour de mai mil neuf cent vingt-trois, devant Joseph Sirois, notaire, entre les soeurs de la Charité de Québec et l'université Laval, ci-après reproduit comme cédule B, soient approuvés et ratifiés.

## Cédule A

L'an mil neuf cent vingt-trois, le premier de décembre:

Devant Joseph Sirois, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec;

## Comparaissent:

Sa Majesté le roi, ici représentée par l'honorable Athanase David, de la cité de Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, no 2192, en date du vingt-huit de novembre dernier, approuvé le vingt-neuf novembre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes;

Et les soeurs de la Charité de Québec, corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires en la cité de Québec, ici représentées par dame Clara Déchène, de la cité de Québec, en religion soeur Sainte-Christine, supérieure générale des soeurs de la Charité, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil des soeurs de la Charité, en date du vingt-huit novembre dernier, et dont copie a été annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue véritable par soeur Sainte-Christine, et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour;

Lesquels font le contrat suivant:

## I

## Titre de ce contrat

Ce contrat peut être cité sous le nom de "Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Michel-Archange".

## II

## Définition

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente:

- a) L'expression "gouvernement" signifie "Sa Majesté", l'une des parties à ce contrat;
- b) L'expression "les soeurs" signifie les soeurs de la Charité de Québec, l'autre partie à ce contrat;
- c) L'expression "malades" signifie les personnes idiots et aliénées de l'un ou de l'autre sexe, confiées aux soeurs;
- d) L'expression "asile" ou "hôpital" s'applique à l'asile Saint-Michel-Archange (connu habituellement sous le nom d'asile de Beauport);
- e) L'expression "gardiens" comprend les

gardiennes, religieuses ou laïques;

f) L'expression "médecins" signifie les médecins nommés (sauf le surintendant) par l'université Laval et agréés par les soeurs;

g) L'expression "surintendant" signifie le surintendant nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

h) Les expressions "directeur médical des hôpitaux d'aliénés", "inspecteurs", "visiteurs", signifient le directeur médical des hôpitaux d'aliénés, les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

## III

## Soins et entretien des malades

Les soeurs s'engagent envers le gouvernement pour le terme de dix ans, qui commencera à courir le premier janvier prochain (1924), à recevoir et loger dans leur asile, les vêtir, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à leur donner une nourriture saine et suffisante, à leur procurer les soins de médecins compétents, à améliorer les services de laboratoires et autres, d'après les données modernes, de façon à favoriser leur guérison, et le développement de la science des maladies mentales, le tout aux conditions ci-après stipulées.

## IV

## Nourriture, etc.

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les soeurs, ne devront dans aucun cas être d'une qualité inférieure à, et dans des quantités moindres que celles qui ont été fournies jusqu'à présent par les soeurs.

## V

## Traitement à donner

Les soeurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés les mêmes soins et à leur procurer le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui a expiré le trente et un décembre dernier (1922).

Les soeurs s'engagent en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

## VI

Certaines dépenses à être remboursées

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux soeurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (III), quatre (IV), cinq (V), sept (VII) et huit (VIII) de ce contrat, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement en sus du prix de ce contrat.

## VII

Vêtements et travail des malades

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons de manière à permettre aux malades de sortir tous les jours autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison, les soeurs ayant le bénéfice de ce travail. La cure par le travail ou par des exercices physiques sera sous la direction immédiate du surintendant.

## VIII

Gardiens

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas en moyenne plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter, et n'avoir pas moins de vingt et un ans, et pas plus de soixante-cinq ans, et suivront les instructions du surintendant. Cette dernière disposition ne s'appliquera pas aux gardiens actuellement employés, jugés compétents par le surintendant.

## IX

Visite des médecins, inspecteurs, etc.

Les soeurs donneront toutes les facilités possibles au directeur médical des hôpitaux d'aliénés, surintendant, visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours de manière à leur faciliter leur oeuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

## X

Prix de l'entretien de chaque malade

Le gouvernement s'engage envers les soeurs à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de deux cents piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles gar-

deront à l'avenir, pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier avril mil neuf cent vingt-quatre, et les autres de trois mois en trois mois sans interruption, jusqu'à l'expiration de ce contrat. Cependant, le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

## XI

Nombre minimum des malades

Le gouvernement s'engage envers les soeurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des soeurs, au moins quinze cents malades.

## XII

Service des chapelains

Le service des aumôniers-résidents sera payé par les soeurs.

## XIII

Transport des malades

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des soeurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

## XIV

Évasion des malades

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les soeurs devront, à leurs propres frais, faire tous les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

## XV

Avis au cas d'évasion

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les soeurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

## XVI

Avis dans le cas de décès

Dans le cas de décès d'un malade, les soeurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la

date de son décès.

### XVII

#### Renseignements à communiquer

Les soeurs faciliteront, autant que la chose leur sera possible, mais sans qu'aucune obligation légale leur en soit faite et sans qu'elles encourrent aucune responsabilité sous ce rapport, la tâche du surintendant, désigné par la loi comme curateur aux aliénés non spécialement pourvus de curateur, en lui communiquant tous les renseignements en leur possession. Il en sera de même lorsque le surintendant aura à régler des cas de déportation ou de rapatriement.

### XVIII

#### Frais d'inhumation

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux soeurs une somme additionnelle de trois piastres et cinquante cents pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

### XIX

#### Paiements additionnels

Outre la somme de deux cents piastres dont il est question dans la clause X du présent contrat, le gouvernement s'engage à payer aux soeurs une somme annuelle de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), ce montant étant destiné à aider les soeurs à payer les honoraires des médecins (le surintendant excepté), du secrétaire, des frais de pharmacie et de bureau, etc.

### XX

#### Contrat avec l'université Laval

Le gouvernement donne par les présentes son approbation au contrat intervenu entre les soeurs de la Charité de Québec et l'université Laval, par acte devant le notaire Jos. Sirois, en date du douze mai mil neuf cent vingt-trois, sous le no 7284 de ses minutes.

### XXI

#### Défense de transporter ce contrat

Les soeurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

### XXII

#### Dispositions générales

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec con-

cernant les aliénés et les asiles d'aliénés et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du directeur médical des hôpitaux d'aliénés, du surintendant médical et des autres médecins.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical mental, moral et physique des malades, tel que défini par l'article 4093 des statuts refondus, 1909.

### XXIII

#### Ratification

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la législature de Québec à sa prochaine session.

Fait à Québec, quant aux soeurs de la Charité de Québec, et à Montréal, quant à l'honorable M. David, et le notaire, sous le numéro sept mille cinq cent quarante-sept des minutes du notaire soussigné.

En foi de quoi mère Sainte-Christine et l'honorable Athanase David ont signé avec le notaire et en sa présence, mère Sainte-Christine le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-trois et l'honorable M. David et le notaire soussigné les jour, mois et an en premier lieu mentionnés.

(Signé) S. C. Deschênes, dite Sainte-Christine,  
sup. gén.

" Athanase David  
" Jos. Sirois, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Jos. Sirois, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 28 novembre 1923, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 29 novembre 1923.

Concernant un contrat entre le gouvernement  
et les soeurs de la Charité de Québec

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 28 novembre (1923), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et les soeurs de la Charité

de Québec, pour le maintien des aliénés à l'asile Saint-Michel, de Beauport, dont copie est annexée au mémoire susdit, lequel contrat devra être ratifié par la législature.

Certifié.

(Signé) A. Morisset,  
greffier du Conseil exécutif

Cette copie d'ordre en conseil a été annexée à la minute no 7547 du répertoire du notaire Joseph Sirois, après avoir été signée pour identification par l'honorable Athanase David et le notaire soussigné le premier décembre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) Athanase David,  
" Jos. Sirois, N. P.

Vraie copie

Jos. Sirois, N. P.

#### Les soeurs de la Charité de Québec

À une réunion du conseil des soeurs de la Charité de Québec, tenue à Québec, le vingt-huitième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Il a été proposé et unanimement résolu:

Dame Clara Deschènes, dite Sainte-Christine, supérieure générale des soeurs de la Charité de Québec, est autorisée à signer avec le gouvernement de la province de Québec un contrat relatif à l'hôpital Saint-Michel-Archange, pour une période de dix ans à compter du premier janvier prochain (1924), le tout aux charges, clauses et conditions arrêtées avec le gouvernement, et contenues dans un projet d'acte préparé par Jos. Sirois, notaire, et approuvé par le conseil de la communauté.

(Signé) Soeur Thérèse Lacasse,  
dite Sainte-Héloïse, assistante

(Signé) Soeur Émilie Gagné,  
dite Saint-Théophile, 2e conseillère

(Signé) Soeur Adélaïde Demers,  
dite Saint-Honoré, hospitalière

Vraie copie

(Signé) Soeur Sainte-Agathe, secrétaire

Cette copie de résolution a été annexée à l'original no 7547 du répertoire du notaire Joseph Sirois, après avoir été reconnue véritable par mère Sainte-Christine et signée pour identification par ladite mère Sainte-Christine et le notaire soussigné, ce vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) S. C. Deschènes, dite Sainte-Christine,  
sup. gén.  
Jos. Sirois, N. P.

Vraie copie

Jos. Sirois, N. P.

#### Cédule B

L'an mil neuf cent vingt-trois, le douze de mai:

Devant Joseph Sirois, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec;

Comparaissent:

Les soeurs de la Charité de Québec, corporation ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, ici représentée par dame Clara Deschènes, dite Sainte-Christine, supérieure générale, autorisée aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil des soeurs de la Charité de Québec, en date du onze de mai courant, et dont une copie certifiée sera annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable par soeur Sainte-Christine, et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour; ci-après appelées "Les soeurs";

et

L'université Laval, corporation ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, ici représentée par Mgr Charles-Napoléon Gariépy, de la cité de Québec, protonotaire apostolique et recteur, autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil de l'université Laval, en date du onze de mai courant, et dont une copie certifiée a été annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable par Mgr C.-N. Gariépy, et signée par lui et le notaire soussigné, ce jour;

Lesquelles font, au préalable, l'exposé suivant:

I. Les soeurs sont propriétaires d'un hôpital pour les aliénés, connu sous le nom de "Hôpital Saint-Michel-Archange";

II. Elles ont demandé à l'université Laval de se charger du service médical de cet hôpital, aux conditions ci-après mentionnées, arrêtées de part et d'autre;

III. L'université Laval, heureuse d'utiliser au profit de ses élèves le champ d'études que présente un hôpital comme celui de Saint-Michel-Archange, a accepté cette proposition.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit:

1. L'université se charge du service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange, sous l'autorité du surintendant, exercée conformément aux articles 4088 et suivants des statuts refondus, 1909;

2. Le surintendant sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais choisi parmi les médecins présentés par l'université Laval, et agréés par les soeurs;

3. L'université Laval fournira à l'hôpital Saint-Michel-Archange deux chefs de service et deux assistants, tous compétents à remplir leurs attributions respectives;

4. L'université Laval fournira aussi un chirurgien, un pathologiste, un dentiste et un otorhino-laryngologiste, de façon à satisfaire aux besoins de ces différents services;

5. Il est entendu qu'aucun des médecins mentionnés aux clauses trois et quatre ci-dessus ne sera nommé sans avoir été préalablement agréé par les soeurs;

6. Il est également compris que, si l'un ou l'autre de ces médecins ne donnait pas un service satisfaisant, représentations en seraient faites aux autorités de l'université qui détient seule le droit de les destituer;

7. Les salaires de tous ces médecins, sauf celui du surintendant, seront payés par les soeurs;

8. L'université Laval utilisera les cliniques de l'hôpital Saint-Michel-Archange pour l'enseignement à ses étudiants;

9. Les présentes seront en vigueur pour une période de dix ans, à compter du premier de janvier dernier (1923).

Fait à Québec, sous le numéro sept mille deux cent quatre-vingt-quatre des minutes du notaire soussigné.

En foi de quoi, les parties ont signé avec le notaire, et en sa présence, lecture faite.

(Signé) Soeur Clara Deschênes,  
dite Sainte-Christine, sup. gén.

(Signé) C.-N. Gariépy, ptre P. A.,  
recteur de l'université Laval  
Jos. Sirois, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Jos. Sirois, N. P.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'agit tout simplement de ratifier un contrat entre les religieuses de l'hôpital Saint-Michel-Archange et la province.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Per-

sonne n'a lu ce contrat. Je demande que nous ayons le temps de l'étudier.

L'honorable M. David (Terrebonne): Jamais l'opposition ne s'est objectée à la ratification d'un contrat passé avec une autorité religieuse.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Ce n'est pas cela que le député de Laurier a dit. Ce contrat est important et nous devrions avoir le temps de le regarder.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La session est avancée et des membres de l'opposition sont les premiers à avoir hâte que la session soit finie.

M. Patenaude (Jacques-Cartier): Certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, je dois dire à la Chambre que nous allons avoir des séances du soir et travailler pour en finir dans un temps raisonnable.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 18 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les soeurs de la Charité de Québec relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, et le contrat entre les soeurs de la Charité de Québec et l'université Laval relativement au service médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### Annexe au palais de justice de Montréal

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 188 amendant la loi concernant la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.

Les députés de l'opposition s'opposent à l'étude de cette mesure parce qu'il est tard et qu'il y a beaucoup à dire sur la question.

La proposition est retirée.

### Dépôt de documents:

#### Vente frauduleuse d'actions dans les campagnes

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre, en date du 22 janvier 1924, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1921, relativement aux organisations, syndicats, compagnies insolubles qui vendent frauduleusement des parts ou actions dans nos campagnes. (Document de la session no 65a)

#### Fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1924, pour copie de correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et l'éditeur ou directeur du journal la *Gazette*, de Montréal, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1924 jusqu'au 30 janvier de la même année, relativement au bill 3 concernant l'émission d'obligations de la province au montant de quinze millions de dollars aux fins de la fusion de la Banque d'Hochelaga et de la Banque Nationale, et aussi à des articles de journaux sur ce sujet. (Document de la session no 69)

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. À ce moment, note l'*Événement*, M. Pierre Bertrand, député de Saint-Sauveur, entra dans la

Chambre et fut accueilli par des applaudissements, car il avait été réélu échevin la veille.

2. Il s'agit du docteur Faucher, député de Québec-Centre.

3. Il s'agit sans doute de cours destinés à la mère et relevant de l'Assistance maternelle. Le *Soleil* parle d'"école maternelle".

4. Dans le *Soleil*, 10 mort-nés en 1920 et 6 en 1923.

5. \$3,000,000 selon l'*Événement*, \$5,000,000 selon le *Devoir*.

6. La *Gazette* du 19 février a publié cette lettre.

7. L'*Événement* mentionne à tort qu'il s'agit d'une troisième lecture.

8. Il s'agirait d'une femme et d'un homme, selon la *Patrie*.

9. M. Patenaude fait cette remarque en riant, note l'*Événement*; il est président du club de golf de Laval-sur-le-Lac.

10. Sir Rodolphe Forget.



Achévé d'imprimer  
en août 1996  
Presses de l'Assemblée nationale





